



La porte de l'enfer Auschwitz-Birkenau, le plus grand complexe concentrationnaire du III^e Reich, est vu comme le symbole de la Shoah. Environ 1,1 million de personnes y ont péri, dont 90 % de Juifs.

• Entrée du camp, construit dès avril 1940 non loin de Cracovie, en Pologne occupée.

DOSSIER

SHOAH

CEUX QUI SAVAIENT, CEUX QUI POUVAIENT, CEUX QUI TAISAIENT

On a longtemps pensé que l'extermination des Juifs avait été tenue secrète. Or d'innombrables pièces d'archives dispersées de par le monde montrent aujourd'hui que ce n'est pas le cas. Quelle a été l'attitude des uns et des autres face à l'innommable ?

PAR OLIVIER LALIEU

L'année 1942 constitue l'épicentre de la Shoah, l'année noire de l'extension au continent européen du génocide des Juifs. Sur six millions de victimes, plus de 2 700 000 sont assassinées au cours de cette seule année. Plus de la moitié des Juifs de France déportés et tués au cours de la Seconde Guerre mondiale, 43 000, le sont entre mars et novembre 1942. La conférence organisée le 20 janvier 1942 par le RSHA dans une villa cossue de Wannsee,

dans la banlieue de Berlin, est devenue le symbole de cette radicalisation criminelle. 1942 est aussi l'année de la mise en place de l'opération « 1005 », destinée à déterrer les corps des Juifs assassinés par gaz ou par balles dans l'est de l'Europe, pour les brûler et disperser leurs cendres et, ainsi, effacer les traces des massacres. Sans connaître l'issue funeste des convois de déportation partant vers Drancy depuis la région de Toulouse, M^{gr} Saliège fait lire en chaire le 23 août 1942 une protestation contre le traitement réservé aux Juifs traités

comme « un vil troupeau » et rappelant qu'ils font partie « du genre humain. Ils sont nos frères comme tant d'autres » (*lire p. 43*).

À la fin de cette même année, les informations disponibles sont suffisamment nombreuses et concordantes pour qu'une déclaration solennelle soit faite conjointement par les Alliés. Le 17 décembre, les gouvernements américain, britannique et soviétique, au nom des puissances alliées, dénoncent publiquement les exactions subies par les Juifs dans les territoires sous domination >>>



» nazie, victimes innocentes d'une « politique bestiale d'extermination de sang-froid », et appelant à ce que les coupables soient frappés d'un « juste châtement ». 1942, c'est l'année du crime poussé à son paroxysme qui porte aussi en germe la question du secret d'État, du regard des témoins et des résistances possibles. Quand les libérateurs alliés, d'abord soviétiques puis anglo-saxons, franchiront les portes des camps à partir de la fin 1944 et au premier semestre 1945, c'est pourtant comme si les appels au secours et les centaines, les milliers de renseignements épars accumulés pendant la guerre n'avaient pas existé.

Génocide, un néologisme

Les officiers et les soldats ne savent pas à quoi s'attendre et rien n'est prévu pour prendre en charge les survivants. L'ampleur des crimes du III^e Reich apparaît de façon progressive avec les premiers témoignages et reportages diffusés au printemps 1945. L'extermination des Juifs est alors souvent confondue avec la grande criminalité nazie, sans véritable conscience de sa

La Shoah a été accomplie sous le regard de beaucoup, États ou individus, témoins actifs ou passifs, dans un contexte de guerre devenue totale

portée et de son unicité. La mémoire de la Shoah se fonde dès 1945 dans les canons de la mémoire de la déportation où viennent s'agglomérer toutes les souffrances dans les camps nazis, posant le principe erroné d'une mort commune dans les crématoires. Car les six millions de Juifs d'Europe exterminés par les nazis ont été les victimes d'un *génocide*, des nouveau-nés aux vieillards. Ce néologisme est forgé en 1943 par le juriste Raphaël Lemkin et intégré dans le droit international en 1948. En France, 4300 rescapés

regagnent notre pays sur les 76 000 déportés juifs, quand c'est le cas de près d'un sur deux pour les déportés politiques et résistants. Ces rescapés forment donc un groupe très restreint au sein d'un groupe numériquement minoritaire, celui des rescapés des camps nazis, parmi un ensemble encore beaucoup plus vaste : celui des rapatriés, prisonniers de guerre, requis du STO, personnes déplacées... La mémoire de la déportation dispose d'une importance symbolique certaine, mais elle n'en reste pas moins une mémoire parmi d'autres de la Seconde Guerre mondiale. Parmi les survivants, une mémoire dominante s'affirme au retour : celle de la déportation résistante, même si le destin tragique des Juifs n'en est pas complètement absent, bien que restant au second plan, comme l'a montré Annette Wiewiorka, historienne spécialiste de la Shoah.

L'opinion, consciente ?

Très tôt, le camp d'Auschwitz-Birkenau se distingue comme un lieu à la mortalité effroyable, sans pourtant donner toute son importance à la singularité du sort des Juifs, qui y représentent 85 % des déportés et dont 1 000 000 seront assassinés. Les Juifs de France sont principalement déportés à Auschwitz-Birkenau, pour 69 000 d'entre eux. Pour le petit nombre de survivants, 4300 personnes, il s'agit de tenter de reprendre place dans des sociétés dont ils ont été d'abord exclus avant d'être pourchassés, et alors que l'antisémitisme n'a pas disparu.

Dans les pays ayant connu l'occupation ou la collaboration avec le III^e Reich, la justice demeure imparfaite. L'heure est à la reconstruction et à l'entrée dans la guerre froide. L'épuration épargne largement des élites jugées indispensables au fonctionnement des États. La responsabilité se concentre sur le sommet de l'appareil nazi, ignorant la diversité des échelons associés ou témoins des crimes commis. L'historiographie demeure quant à elle encore balbu-

LES PRINCIPALES ÉTAPES DU MASSACRE

1939-1940 Après la victoire nazie sur la Pologne, où vivent plus de 3 millions de Juifs, les résidents des premiers ghettos instaurés meurent de maladies, de malnutrition, du travail forcé et lors d'exécutions sommaires.

Été 1941 En URSS occupée, des unités mobiles d'extermination, les *Einsatzgruppen*, se chargent de la Shoah par balles.

31 juillet 1941 Hermann Göring, numéro 2 du régime nazi, charge Reinhard Heydrich, chef des polices allemandes, de trouver une « solution finale au problème juif ».

Automne 1941 Les Juifs sont asphyxiés par les gaz d'échappement de camions hermétiquement clos. Ce massacre, avec la Shoah par balles, fera 1,5 million de morts.

20 janvier 1942 Conférence de Wannsee : l'extermination totale des Juifs y est décrétée. Auschwitz est aménagé en camp d'extermination.

Été 1942 Grandes rafles au sein des communautés israélites en Europe occupée.

17 décembre 1942 Les Alliés déclarent que les coupables des

massacres des Juifs en Europe seront poursuivis et jugés. L'année 1942 est de loin la plus meurtrière, avec environ 2,7 millions de victimes.

Mai-juillet 1944 Alors que la Wehrmacht reflue en Europe de l'Est, 435 000 des 825 000 Juifs de Hongrie sont déportés. 80 % d'entre eux sont gazés dès leur arrivée.

Fin 1944-début 1945 Devant l'avancée des troupes soviétiques, les camps à l'est sont évacués. Ces Marches de la mort font environ 250 000 victimes parmi les détenus.



ERIC SCHWAB/AFP

La mort en face Un jeune Russe juif de 18 ans, sans doute atteint du typhus et de dysenterie. • Photo prise le 29 avril 1945 lors de la libération du camp de Dachau, près de Munich.

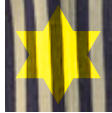
tante, malgré les travaux pionniers de Léon Poliakov et l'œuvre entamée par des institutions, comme l'Institut historique juif de Varsovie ou le Centre de documentation juive contemporaine en France. Si son fondateur, Isaac Schneersohn, écrit en août 1946: «À présent, personne n'ignore plus, si tant est que pendant la guerre, on ait pu feindre l'ignorance, jusqu'où a été la barbarie allemande. Le procès de Nuremberg a tout révélé», force est de constater qu'il faudra des décennies pour que cette conscience pénètre l'opinion.

L'accomplissement de la Shoah, du génocide des Juifs, s'est déroulé pour l'essentiel dans l'est de l'Europe. Ses rouages sont largement ignorés au-delà de l'importance donnée à Auschwitz. Treblinka, Sobibor, les massacres de masse perpétrés par les *Einsatzgruppen* demeurent méconnus, de même que la singularité du fait génocidaire accompli au cœur de l'Europe. Il faudra attendre les années 1960 pour

qu'une remise en question de cette vision partielle s'opère progressivement. La tenue de procès spectaculaires – en Israël avec le procès d'Adolf Eichmann, et en République fédérale d'Allemagne (RFA) – et l'émergence d'une nouvelle génération née après-guerre et d'un renouveau historiographique majeur – en particulier dans la sphère anglo-saxonne, en RFA et en France – viennent peu à peu mettre en pleine lumière l'importance du sort singulier qu'ont subi les Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale et rouvrir la question des responsabilités. Le rôle d'éveilleurs de conscience de Beate Klarsfeld en RFA et, en France, de son mari, Serge, est significatif de ce refus d'accepter les compromis for-

gés à la Libération. Non seulement des criminels sont encore en liberté, mais certains occupent même des fonctions importantes, et ni l'un ni l'autre de ces faits ne sont acceptables dans nos sociétés démocratiques.

La Shoah a été accomplie sous le regard de beaucoup, États ou individus, certains apportant une participation active, d'autres passive, certains demeurant indifférents, d'autres encore s'élevant contre ces massacres, dans un contexte de guerre mondiale devenue totale. L'œuvre d'histoire, de justice et de mémoire qui se poursuit n'ignore pas ces nuances; en témoigne la valorisation des Justes parmi les nations, titre décerné par le mémorial de Yad Vashem, en Israël, à près de 28 000 citoyens de plus de 50 pays, ou l'attention de plus en plus grande portée à la figure du «spectateur», depuis les années 1990, interrogeant toujours plus en profondeur l'impact et les mécanismes du génocide. ♦



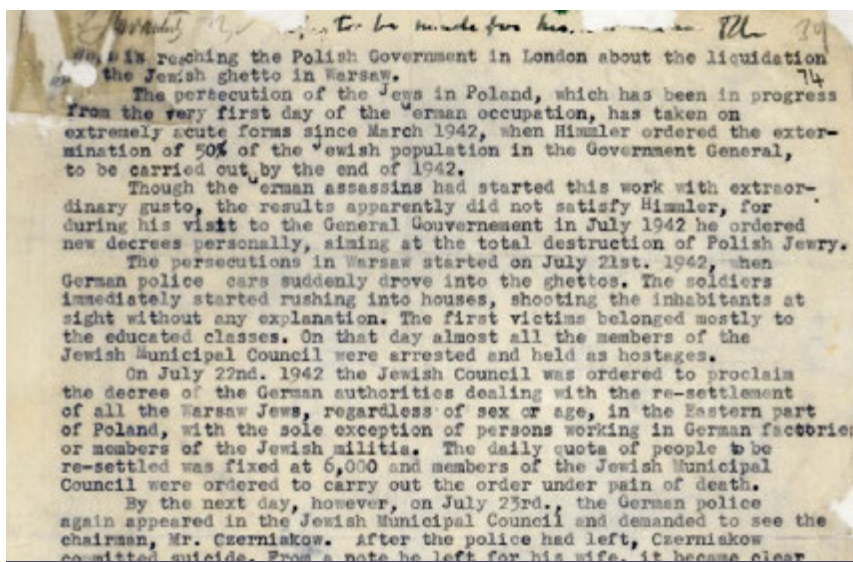
CEUX QUI SAVAIENT

LA FILIÈRE POLONAISE

Parmi les premiers lanceurs d'alerte sur la Shoah, des Polonais et des Allemands, juifs ou non, diffusent leurs témoignages de l'Europe aux États-Unis, mais sont peu entendus.

PAR WILLY COUTIN

L'Aktion Reinhardt (1942-1943), qui a pour objectif de faire disparaître les deux millions de Juifs polonais enfermés dans le Gouvernement général, est menée, selon les volontés de ses concepteurs (Globocnik, Himmler, Wirth), dans la rapidité et le secret, en dehors des territoires des districts de Lublin et de Varsovie, où sont localisés les trois centres de mises à mort de l'Aktion (Belzec, Sobibor, Treblinka). Mais des informations sont reçues par le Gouvernement polonais en exil, qui dispose en territoire polonais d'un responsable clandestin, le *Delegat*, et de l'Armée de l'Intérieur, l'*Armia Krajowa*. Les messages courts de ces agents en mission ou de la résistance sont transmis par radio; les messages plus longs sont émis à l'extérieur des principales villes polonaises ou sont acheminés par des courriers, sous la forme de microfilms. Dans les ghettos, le contact existe via les socialistes polonais, avec le parti Bund

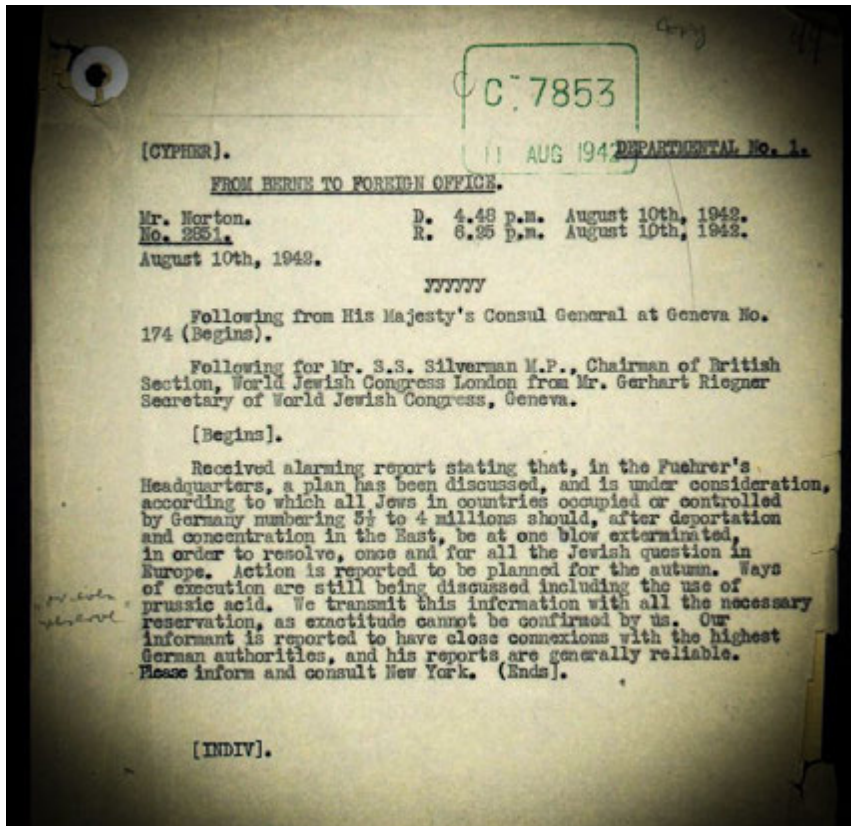


Rapport Karski Le résistant polonais Jan Karski a dénoncé à plusieurs reprises (extrait ci-dessus) le massacre des Juifs à l'est. À l'automne 1942, il s'introduit clandestinement dans le ghetto d'Izbica-Lubelska et assiste au chargement d'un convoi de déportés juifs pour le centre de mise à mort de Belzec :

« [...] dans ces wagons [...] les gens commencent à grimper sur la tête de leurs voisins, agrippant leurs mains et leurs pieds aux cheveux de ceux qui sont déjà à l'intérieur. [...] Un long train archiplein de plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants est dirigé vers une voie où il demeure de deux à huit jours. Les portes ne sont jamais ouvertes. Ceux qui sont à l'intérieur [...] doivent se soulager sur la tête des autres. De nombreux wagons sont enduits de chaux vive qui commence à brûler à cause de l'humidité de l'urine, augmentant ainsi les tortures des personnes nues et sans chaussures. Comme il n'y a pas assez de wagons pour tuer les Juifs de cette façon relativement peu coûteuse, bon nombre sont emmenés à Belzec, camp voisin où ils sont assassinés par des gaz toxiques. »

(Union générale des travailleurs juifs), qui en mai 1942 fait parvenir un rapport sur les activités des *Einsatzgruppen* en Galicie orientale et un autre, établi par Emanuel Ringelblum et son groupe d'archivistes du ghetto de Varsovie, décrivant les gazages à Chelmo. Entre 1941 et juillet 1942, le canal d'information le plus important est celui de sympathisants de la cause polonaise au sein de la chambre de commerce de

la Suède à Varsovie. Ces informations sont transmises aux contacts militaires britanniques dans le royaume. L'ambassade de Grande-Bretagne à Stockholm dispose aussi d'un groupe d'analystes chargés de lire les journaux des pays de l'Axe et des pays neutres. Si on lit attentivement, surtout les publications germanophones en territoires occupés ou pays inféodés, on voit apparaître un tableau d'ensemble effrayant sur le sort



Gerhart Riegner

Né à Berlin dans une famille juive intellectuelle, il se réfugie en Suisse en 1933. Juriste pour le Congrès juif mondial à sa création en 1936, il devient directeur du bureau genevois de l'organisation. À partir de 1941, il s'emploie à réunir des informations sur l'assassinat de masse des Juifs allemands déportés en Europe orientale et, début août 1942, il est le premier à prévenir les gouvernements britannique et américain, et les responsables du Congrès juif mondial, de l'existence d'un plan allemand menant à l'extermination de tous les Juifs d'Europe.



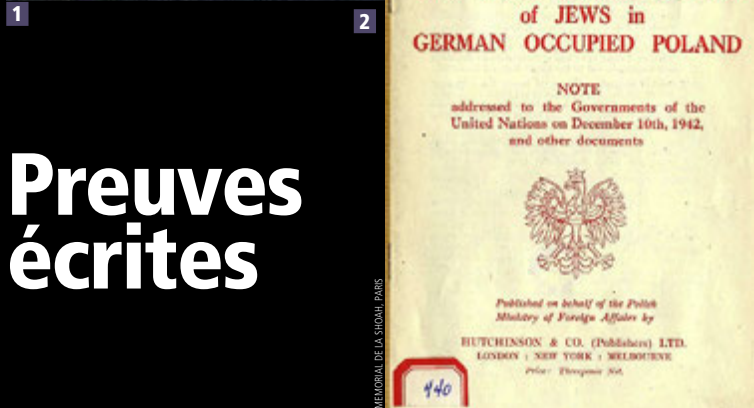
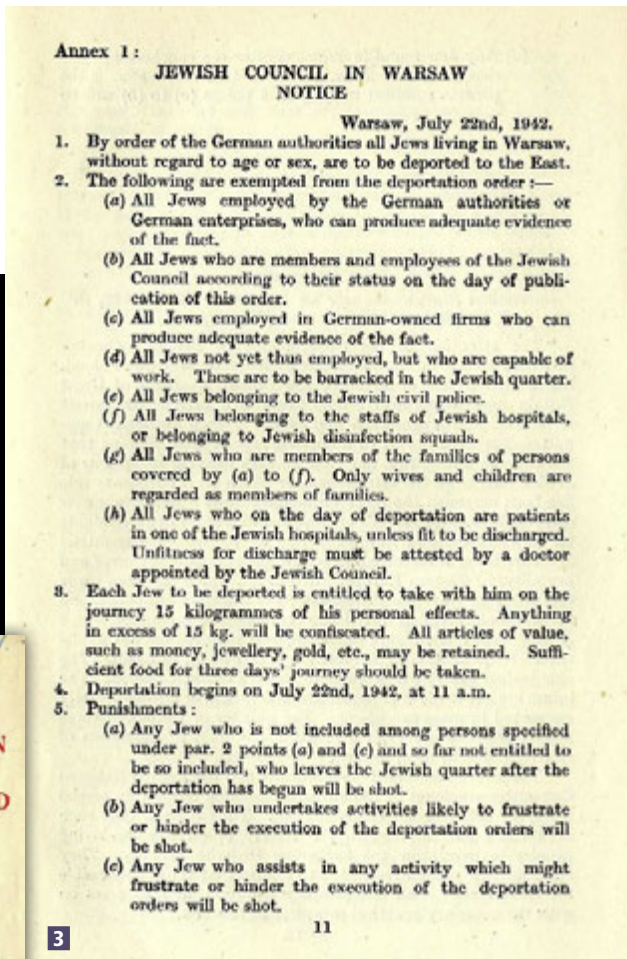
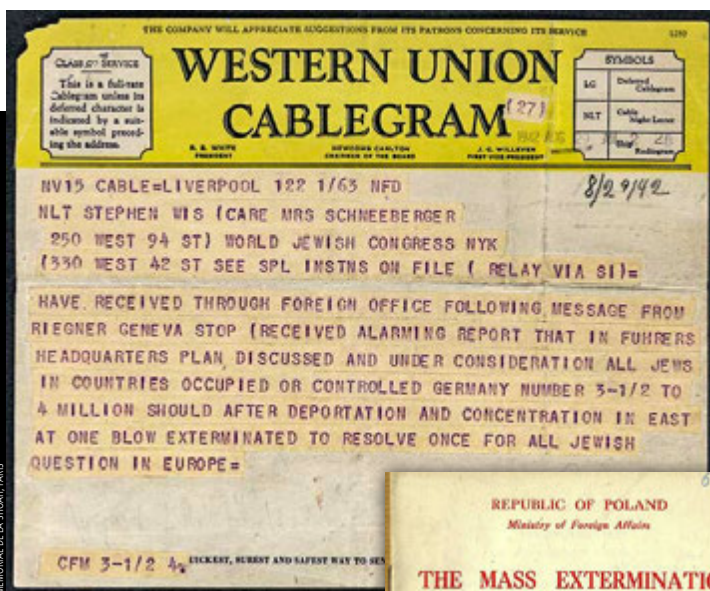
Le « télégramme Riegner »

Adressé le 10 août 1942 à Samuel Silverman, député à la Chambre des Communes et président de la section anglaise du Congrès juif mondial : « Ai reçu un rapport alarmant indiquant que, au quartier général du Führer, un plan a été discuté et est à l'étude, selon lequel tous les Juifs des pays occupés ou contrôlés par l'Allemagne, au nombre de 3,5 à 4 millions, devraient, après déportation et concentration à l'est, être d'un seul coup exterminés pour résoudre, une fois pour toutes, la question juive en Europe. Une action serait prévue pour l'automne. Les modes d'exécution sont encore en discussion, notamment l'utilisation de l'acide prussique. Nous transmettons ces informations avec toutes les réserves nécessaires, leur exactitude ne pouvant être confirmée par nous. Notre informateur aurait des relations étroites avec les plus hautes autorités allemandes, et ses rapports sont généralement fiables. Veuillez informer et consulter New York. »

des Juifs. Il s'agit de journaux comme *Krakauer Zeitung* (à Cracovie) et *Warschauer Zeitung* (à Varsovie). Une autre source sur les débuts de la Shoah en Pologne vient de la détermination de citoyens du Reich à transmettre des informations détaillées qui, pendant l'été 1942, transitent par la Suisse. Ernst Lemmer, correspondant allemand de plusieurs journaux étrangers à Berlin, se rend fréquemment en Suisse, où il

évoque des chambres à gaz, mobiles et fixes. Le 27 juillet 1942, un membre de la division économique du commandement suprême des forces armées allemandes transmet à Edgar Salin, un économiste helvète ayant enseigné dans les années 1920 en Allemagne, le message suivant : « Dans l'Est, on prépare des camps dans lesquels l'ensemble des Juifs d'Europe et une grande partie des prisonniers de guerre russes seront ga-

zés. » Le troisième informateur, Eduard Schulte, directeur d'une grosse entreprise minière en Silésie, rapporte les paroles proférées par Himmler le 17 juillet 1942, lors d'une soirée. Il tenait ces propos d'un de ses collaborateurs, Otto Fitzner, un nazi proche du *Gauleiter* de Haute-Silésie, Fritz Bracht, organisateur de la soirée : un plan a été discuté à la chancellerie du Führer pour la déportation et l'extermination des Juifs >>>



Preuves écrites

» d'Europe de l'Est et, pour ce faire, l'utilisation de l'acide prussique a été évoquée. L'information arrive ainsi au représentant en Suisse du Congrès juif mondial, Gerhart Riegner, qui enquête sur l'industriel allemand et le trouve digne de confiance. Le 8 août 1942, Riegner remet au vice-consul américain à Genève, Howard Elting, un résumé du message, que l'ambassadeur Leland

Harrison télégraphie à Washington le 11 août. Le « télégramme Riegner » (*lire p. 23*), via le consulat britannique à Genève, est transmis à Samuel Sydney Silverman, membre du Parlement britannique et président de la section anglaise du Congrès juif mondial. Le Foreign Office réceptionne le télégramme le 10 août. Le 23 novembre 1942, le département d'État américain reçoit de

son ambassade en Suisse deux lettres de Varsovie et un télégramme révélant qu'un éminent citoyen helvète non juif (le docteur Carl Burckhardt, haut fonctionnaire de la Croix-Rouge internationale) a appris de hauts responsables du Reich que l'ordre d'élimination physique des Juifs a été donné par le quartier général de Hitler. D'autres témoignages proviennent de détenus juifs parvenus en Palestine dans le cadre d'échanges de prisonniers avec des ressortissants allemands arrêtés par les Britanniques. Ainsi, 137 personnes, dont 78 Juifs, ont été autorisées à quitter la Pologne fin octobre 1942 et sont arrivées en Palestine le 14 novembre. Elles viennent de 13 villes en Pologne, de Berlin, de Ham- »

Des témoignages mentionnent l'existence, en Europe orientale, de chambres à gaz et de trains conduisant les Juifs vers des fours crématoires près de Cracovie

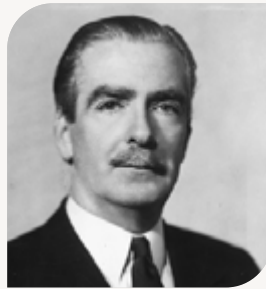
FACE AU CRIME



PHOTO JOSSELA COLLECTION

CHURCHILL

Le 24 août 1941, à la BBC, Winston Churchill déclare au sujet du judéocide en cours sur le territoire occupé de l'URSS que « nous sommes en présence d'un crime sans nom ». Le 14 novembre, à l'occasion du 100^e anniversaire du *Jewish Chronicle*, il adresse au journal londonien un message qui souligne l'importance des victimes juives du nazisme (« nul ne souffre plus cruellement que les Juifs »). Mais, dans ses discours publics ou ses émissions radiodiffusées, il reste dans les limites du consensus d'un gouvernement en temps de guerre, notamment sur la question de l'assouplissement des dispositions du Livre blanc sur la Palestine de 1939, qui restreignent l'immigration juive – que le Foreign Office rejette absolument, et ce, alors qu'il est pro-sioniste. Churchill est également inflexible face aux demandes de Roosevelt d'assouplir la politique du blocus continental pour permettre l'envoi d'aide aux réfugiés de l'Europe occupée.



ANG IMAGES

ANTHONY EDEN

Entre mai 1940 et juillet 1945, il est ministre de la Guerre, puis de nouveau ministre des Affaires étrangères. Le conservateur Anthony Eden, numéro 2 du gouvernement de Winston Churchill, incarne la permanence de la diplomatie britannique, bien moins proche de Washington que Churchill, et très attaché à la stabilité de l'Empire. Sur la question des crimes perpétrés contre les Juifs d'Europe, s'il se dit impressionné par la réception au Parlement de la lecture qu'il a faite de la déclaration des Nations unies, le 17 décembre 1942, le politique se montre intraitable sur les demandes de recherche de pays d'accueil pour les réfugiés juifs ou sur celles de révision du quota des entrées de Juifs en Palestine. Ainsi, au rabbin Wise, qu'il rencontre à Washington en mars 1943 et qui lui réclame une demande adressée à Hitler de permettre aux Juifs de quitter l'Europe, Anthony Eden répond que la demande est « incroyablement impossible ».



TOPHOTO/ROGER VOLLET

SAMUEL BRECKINRIDGE LONG

Issu de l'« aristocratie confédérée » du Missouri, ami et soutien de Roosevelt, il est nommé secrétaire d'État adjoint chargé des visas en 1940. Il diffuse alors un mémo pour que tout agent consulaire « dresse tous les obstacles et exige des preuves supplémentaires et recourt à divers avis administratifs qui retarderont, retarderont, et retarderont l'octroi des visas ». En 1943, Long répète que des actions de sauvetage sont impossibles sans nuire à l'effort de guerre des Alliés, et il bloque les informations provenant des pays neutres via les circuits consulaires. Il témoigne aussi à huis clos devant une commission de la Chambre des représentants et affirme que la majorité des 580 000 réfugiés accueillis depuis 1933 sont juifs (en réalité, 250 000, dont une minorité de Juifs). Révélé, ce témoignage donne les arguments à ses adversaires pour convaincre Roosevelt de créer le *War Refugee Board* en janvier 1944. Long perd la direction de la division des visas et démissionne.



ROGER VOLLET

ROOSEVELT, SELON LES HISTORIENS AMÉRICAINS

David S. Wyman : « FDR ne prit, pour aider les Juifs d'Europe, que des mesures extrêmement limitées. S'il avait voulu, il aurait pu faire naître [...] un grand mouvement d'opinion favorable à un vital effort de sauvetage. [...] Il semble que [sa] réaction face à l'Holocauste ait été marquée du sceau de l'opportunisme politique. Dans leur grande majorité, les Juifs lui apportaient leur soutien ; une politique de sauvetage offrait donc peu d'avantages politiques. Mais une attitude favorable aux Juifs pouvait coûter des suffrages. »
Richard Breitman : « FDR n'a pas pu répondre à toutes les priorités concurrentes alors qu'il menait le pays à travers sa pire dépression économique et sa guerre étrangère la plus difficile. Il a dû faire des compromis difficiles et douloureux [...] Pourtant, [il] a réagi de manière plus décisive aux crimes nazis contre les Juifs que n'importe quel autre leader mondial de son temps. » w. c.



»» bourg, de Belgique et de Hollande. Leurs témoignages offrent une vision à l'échelle européenne du projet nazi et confirment les nouvelles de l'été reçues de Genève. Le 22 novembre 1942, le bureau de l'Agence juive communique sur ces témoignages qui mentionnent l'existence, en Europe orientale, de chambres à gaz et de trains conduisant les Juifs « vers des fours crématoires situés à Oswiecim, près de Cracovie ». Le 25 novembre 1942 arrive à Londres

le résistant Jan Karski, messager pour le gouvernement polonais en exil. À la fin de l'été 1942, il a reçu à Varsovie, de deux membres de la *Delegatura*, une déclaration adressée aux dirigeants alliés les appelant à informer la population allemande des crimes contre les Juifs et à bombarder l'Allemagne en représailles. Le rapport de Karski (*lire p. 22*) contient aussi sa description du ghetto de Varsovie, visité à deux reprises, et son passage clandestin dans

le ghetto de transit d'Izbica-Lubelska, dans la région de Lublin, antichambre directe du centre de mise à mort de Belzec. Jan Karski s'entretient notamment avec Anthony Eden, le ministre britannique des Affaires étrangères, Cordell Hull, secrétaire d'État américain, et Felix Frankfurter, juge à la Cour suprême des États-Unis. Il est aussi reçu pendant une heure par le président Roosevelt le 10 août, presque un an après sa visite du ghetto de Varsovie. ♦

LE POIDS DE LA STRATÉGIE ET DE LA DIPLOMATIE



LONDRES, LA PREMIÈRE INFORMÉE

Dès l'été 1941, le captage et le décryptage des *Reignismeldungen UdSSR* (« comptes rendus d'exécutions de l'URSS »), envoyés à Berlin par les unités de la police d'ordre et de la SS, les *Einsatzgruppen*, sont quasi quotidiens. Ils sont effectués par le GC & CS (*Government Code and Cypher School*, ancêtre du service de renseignement électronique britannique), basé à Bletchley Park, au nord-ouest de Londres, qui depuis 1939 est en mesure de décoder les messages de l'Axe convertis par Enigma, la machine de chiffrement allemande. Ces interceptions sont ensuite présentées dans des rapports hebdomadaires à Winston Churchill. Mais l'impératif de ne pas révéler aux Allemands le décryptage réussi de leurs messages codés empêche le Premier ministre britannique de mentionner les victimes juives, particulièrement ciblées, dans ses déclarations publiques sur les atrocités commises par l'ennemi.



POUR MOSCOU, DES « CRIMES DE GUERRE » PARMI D'AUTRES

En 1941, une brochure publiée par le gouvernement soviétique, sous le titre *Cruauté des fascistes allemands*, informait de l'assassinat de milliers de personnes à Lvov, Brest-Litovsk, Minsk, mais sans que les Juifs, concernés au premier chef, soient distingués. En 1942, Moscou établit la Commission d'État spéciale d'enquête sur les crimes de guerre commis par l'occupant fasciste allemand. Dans les rapports des commissions locales, dans ceux de Khrouchtchev sur l'Ukraine ou de Ponomarenko sur la Biélorussie, le mot « juif » était éliminé. Les procès pour crimes de guerre tenus en URSS contre des collaborateurs nazis locaux confirmèrent ce silence. Celui de Krasnodar, en juillet 1943, concerna 11 citoyens soviétiques accusés d'avoir servi dans l'*Einsatzgruppe D*. La presse soviétique couvrant l'affaire ne parla pas du meurtre de Juifs. Lors du « procès de Kharkov », de trois Allemands et d'un collaborateur ukrainien, en décembre 1943, le meurtre de 20 000 Juifs à Drobitski Yar ne fut pas mentionné.



LA MOBILISATION DES ORGANISATIONS JUIVES

Le 21 juillet 1942, le Congrès juif américain, le B'nai B'rith, le *Jewish Labor Committee*... organisèrent à New York une grande manifestation pour sensibiliser l'opinion publique. Dans un Madison Square Garden comble s'exprimèrent le rabbin Wise, le gouverneur Lehman, le maire La Guardia, l'évêque méthodiste McConnell et le président du syndicat AFL William Green. Dans un message, Roosevelt déclara qu'il « ferait en sorte que la responsabilité des auteurs de ces crimes soit très strictement pesée au jour du jugement [...] ». Suivirent dans le pays d'autres réunions couvertes par les médias et mettant fin à l'ignorance de la population américaine. Devant cette prise de conscience rapide, le président Roosevelt avertit de nouveau les puissances de l'Axe, le 21 août 1942, mais sans évoquer les victimes juives.



TERGIVERSATIONS À WASHINGTON

Début 1943, Londres et Washington reçurent un nouveau rapport de Gerhart Riegner sur l'assassinat quotidien de 6 000 Juifs en Pologne, sur la déportation en Transnistrie de 130 000 Juifs roumains, dont 60 000 déjà morts. La division des Affaires européennes du département d'État freina le flot d'informations. Lors de la conférence des Bermudes, fin avril, un responsable de la division des visas décrivit les propositions de sauvetage comme des mesures qui auraient pour effet de « débarrasser Hitler du fardeau et de la corvée », et le secrétaire d'État adjoint, Samuel Breckenridge Long, exprima la crainte que les gouvernements alliés « pouvaient prêter le flanc aux accusations de Hitler selon lesquelles nous combattons pour le compte de nos citoyens juifs, à leur instigation et sous leur direction ». En décembre, Josiah DuBois, avocat au département du Trésor, révéla les blocages pratiqués par le département d'État. La contre-attaque des partisans du « sauvetage » aboutit à la création, en janvier 1944, du *War Refugee Board*, destiné en premier à venir en aide aux Juifs européens. W. C.

UNE PRESSE LIBRE MAIS BIEN DISCRÈTE

Rares sont les journaux à dévoiler les crimes spécifiques contre les Juifs, devant la frilosité politique des gouvernements anglo-saxons.

PAR WILLY COUTIN

Dans son édition du 1^{er} juin 1942, le *Seattle Times* annonce en manchette : «Le total des Juifs assassinés s'élève à 200 000!» C'est un des rares cas, pendant la Seconde Guerre mondiale, où une information concernant la destruction des Juifs d'Europe bénéficie d'un titre en première page. Le premier à parler d'extermination est le *Daily Telegraph* de Londres dans deux articles les 25 et 30 juin 1942, en rapportant les informations du rapport du Bund de mai 1942, annonçant que «plus de 700 000 Juifs polonais ont été assassinés par les Allemands». Le 27 juin, le *New York Times* consacre 5 cm à ce même rapport, reprenant les informations d'une déclaration de Szmul Zygielbojm sur la BBC la veille, et CBS aux États-Unis.

Pas de publicité!

La conférence de presse que le Congrès juif mondial tient à Londres le 29 juin pour dresser un bilan, pays par pays, des actions menées contre les Juifs par les nazis est couverte, pour les médias américains, par les agences Associated Press et United Press International. Ce n'est que le 2 juillet que le *New York Times* publie, en page 6, un résumé minutieux du rapport du Bund. Ainsi les

médias ne signalent les crimes contre les Juifs que de manière épisodique et presque toujours sans développer. Les massacres des Juifs sont présentés dans le cadre général des crimes commis par les nazis contre les populations civiles en Europe. Le ministère de l'Information en Grande-Bretagne, tout comme le Bureau de l'information de guerre (OWI), aux États-Unis, ont tendance en 1942-1943 à ne pas donner de publicité aux massacres des Juifs pour diverses raisons : parce que le public n'y croira pas, parce que cela réveille-

Et pourtant... Le *Daily Telegraph* du 25 juin 1942 (ci-contre) alerte sur les chambres à gaz. Dans le *Daily Worker* du 17 février 1943 (ci-dessous), des personnalités appellent à une action concrète contre le massacre des Juifs.

DAILY TELEGRAPH REPORTER

GERMANS MURDER 700,000
JEWS IN POLAND

TRAVELLING GAS CHAMBERS
DAILY TELEGRAPH REPORTER
More than 700,000

BRITAIN URGED TO ACT
NOW AND SAVE JEWS

The following letter appeared in *The Times* yesterday:—

WE have noted with satisfaction the Joint Declaration of the United Nations vigorously protesting against the Nazi outrages upon the Jewish people.

We desire to associate ourselves with it. But we think that present action to mitigate this barbarism now is even more essential than the

leave the occupied countries of Europe.

(2) To offer the joint protection of the United Nations to Jews liberated or escaping from the occupied territories.

(3) To facilitate the transfer of Jews to and their asylum in the territories and colonies of the United Nations.

(4) To urge on neutral countries the desirability of receiving as many Jewish refugees as possible.

ra l'antisémitisme à l'ouest, parce que cela aura eu un effet désastreux sur le moral de la résistance européenne. L'une des directives de l'OWI est que la « fausse propagande » de la Première Guerre mondiale sur les atrocités allemandes, qui avait été dénoncée après la guerre, empêche la révélation des atrocités du conflit en cours. Une trop grande attention au sort des Juifs, estiment les responsables de l'OWI, alimentera la peur des Américains que le but de la guerre – et donc celui pour lequel meurent de jeunes Américains – est de les sauver. Les responsables de l'OWI disposent de sondages indiquant un antisémitisme très répandu aux États-Unis ; il faut ménager l'unité nationale. En Grande-Bretagne, l'antisémitisme figure en 1940 et 1941 dans presque chaque numéro du « Rapport hebdomadaire des renseignements intérieurs » et « l'antisémitisme semble en fait avoir été ranimé par les révélations indiscutables des massacres systématiques des Juifs européens perpétrés par les nazis », pouvait-on lire dans un rapport datant de 1944. À Londres comme à Washington, le gouvernement n'a même pas à donner à la presse des instructions particulières ; il oriente par ses déclarations et par ses silences les publications avant tout sur les opérations militaires. ♦



Complicité affichée

Le 19 décembre 1942, Laval est reçu dans un des blockhaus du Führer en Prusse-Orientale. De g. à dr. : Joachim von Ribbentrop (de dos), Paul Schmidt (interprète de Hitler), Pierre Laval, Hitler, le comte Ciano (gendre du Duce) et le maréchal Göring.

QUE SAVAIENT LES DIRIGEANTS DE VICHY ?

L'État français a eu très tôt connaissance du sort funeste qui attendait les Juifs. Et la question de les sauver ne semble pas s'être posée, loin de là...

PAR LAURENT JOLY

En juin-juillet 1942, les dirigeants du régime de Vichy, le chef du gouvernement, Pierre Laval, et son homme de confiance placé à la tête de la police française, René Bousquet, ont fait un choix lourd de conséquences : celui d'accepter de livrer à l'occupant, qui réclame soudainement la déportation de 40 000 Juifs en âge de travailler, le maximum de Juifs apatrides (ex-Polonais, Russes, Allemands, etc.) ainsi que leurs enfants, le plus souvent français. Cette politique, ils l'assument

pleinement, sur le moment, au nom de l'antisémitisme d'État et du réalisme politique. Leur calcul est le suivant : l'Allemagne nazie va remporter la guerre et dominer durablement l'Europe ; la France a tout à gagner à donner des gages de bonne volonté en matière antisémite et à se débarrasser des Juifs étrangers, considérés comme plus particulièrement « indésirables ». « La permanence d'un si grand nombre de Juifs apatrides qui se livrent au marché noir et à la propagande gaulliste et communiste constituait pour nous une cause de troubles à laquelle il fal-

lait mettre fin », écrit Laval à l'attention de son ambassadeur aux États-Unis le 9 août 1942. En privé, il confie à son proche collaborateur Paul Morand : « L'alignement du problème juif français sur le problème juif allemand [...] ne nous coûte rien et n'a pour nous que des avantages. Le sol seul compte... » De même, le chef de la police de Vichy, René Bousquet, expédie le président de la Fédération des amicales des engagés volontaires étrangers, le général Goudouneix, venu plaider auprès de lui la cause de ses soldats juifs, sacrifiés par Vichy : « La France ne s'en portera pas plus mal [...], nous nous rendons parfaitement compte de ce que nous faisons. L'avenir démontrera que nous avons raison. » Puis à la « popote » du gouvernement à Vichy, peu après la grande rafle en zone libre du 26 août 1942 : « Je ne les poursuis

[les Juifs] que comme antigouvernementaux. Je les sonne dur pour qu'ils comprennent. J'en ai liquidé 13 000 et continuerai jusqu'à ce qu'ils se calment», plastronne le jeune ministre. Après la guerre, au moment de leurs procès, Laval comme Bousquet tenteront de faire croire que leur politique répondait aux nécessités du «moindre mal», qu'ils n'ont livré les Juifs étrangers que pour sauver les Français, etc. Si ce type d'explication mensongère nourrit, depuis la Libération, toute une littérature pseudo-historique, les chercheurs ne lui accordent aucun crédit.

Face à l'évidence, le choix du déni

La question de ce que savaient les dirigeants de Vichy demeure cependant posée, d'autant que, pendant longtemps, les protestations d'innocence formulées par Pierre Laval en 1945 («J'ai essayé de savoir, en les interrogeant, où les Allemands dirigeaient les convois de Juifs, et leur réponse était invariable: "En Pologne, où nous voulons créer un État juif" [...]. Ce serait me faire l'injure la plus cruelle et la plus imméritée que de penser que je pouvais appliquer cette politique de force et de destruction contre des hommes qui n'avaient, en venant au monde, eu à choisir ni leur race, ni leur religion») ont abusé la plupart de ses biographes.

À Vichy, dès juillet 1942, circulent les rumeurs les plus alarmantes sur le sort de Juifs déportés. Ils «seront envoyés en Pologne avec des vivres pour dix-sept jours, cinquante par wagon plombé, sans eau. Les Allemands verront, à l'arrivée, ce qui reste de vivant», note, dans son journal, le directeur du cabinet civil du maréchal Pétain, André Lavagne, à la date du 23 juillet. «Quant aux Juifs il n'en reste presque plus. On dit à Vichy couramment qu'ils ont été gazés dans leurs baraquements», note Paul Morand en octobre 1942 dans *Journal de guerre*. Si la question de l'extermination des Juifs, avec ses

chambres à gaz et ses fours crématoires, est ignorée, tant cela est inimaginable, il n'y a, dès l'été 1942, aucun doute permis, dans les hautes sphères du pouvoir, sur le sort fatal qui attend les Juifs déportés. En témoigne cette lettre lucide et forte adressée par le Consistoire central israélite à Pierre Laval la veille de la rafle du 26 août 1942: «Le Consistoire central ne peut avoir aucun doute sur le sort final qui attend les déportés, après qu'ils auront subi un affreux martyre [...]. Il a été établi par des informations précises et concordantes que plusieurs centaines de milliers d'Israélites ont été massacrés en Europe orientale.»

Dans ces conditions, le chef de gouvernement a fait le choix de verrouiller sa conscience et d'opposer, à tous les témoignages et indices relatifs à l'extermination des Juifs qui pourraient lui être rapportés, le démenti le plus net, le déni le plus total. Le 19 août 1942, le rabbin Kaplan réussit ainsi à rencontrer un religieux proche de la famille Laval: théologien réputé, maître général de l'ordre Dominicain, le père Gillet a marié la fille du président en 1935. Kaplan lui transmet des informations issues de la presse internationale fai-

sant état d'un anéantissement planifié des Juifs à l'est. Le prélat, troublé, accepte d'intervenir auprès de Pierre Laval. De cette entrevue, il repart plus que bredouille: retourné par l'habile politicien, qui ne jette pas un regard sur la documentation apportée, abandonnée dans un coin. À tous les religieux et humanitaires qu'il reçoit, Laval tient le même discours, concerté avec les chefs de la police SS: le but des Allemands est de créer une colonie juive en Pologne... «Je lui parlais de massacres, il me répondait jardinage!» déplore le pasteur Boegner en 1945.

René Bousquet s'enferme dans la même logique de déni et de camouflage de la vérité. En octobre 1942, il refuse ainsi d'autoriser le départ aux États-Unis de 1 000 enfants juifs que des organisations caritatives proposent d'accueillir, rien n'indiquant, selon lui, que leurs parents sont décédés: «Nous prenons fait et cause pour l'union des familles [...]. Nous ne voulons pas que des enfants traversent l'Atlantique et laissent leurs parents en Pologne!» Ainsi, face à l'évidence, Laval et Bousquet ont fait le choix du déni, sur fond de collaboration aveugle, de toute-puissance et de cynisme. ♦

FACE AU CRIME



COLL. CASAGRANDE/AGEPHOTOS

CHARLES DE GAULLE

Au printemps 1942, comme les autres dirigeants alliés, le général de Gaulle prend connaissance du rapport du Bund polonais faisant état pour la première fois d'une politique d'extermination des Juifs en Pologne. En août 1942, après les rafles menées en zone occupée puis en zone non occupée, la France libre dénonce sur les ondes de la BBC la collaboration de Vichy à la politique antisémite de l'Allemagne. Cette campagne s'interrompt en septembre et, jusqu'à la fin de la guerre, le camp gaulliste n'abordera

presque plus jamais la question des crimes perpétrés contre les Juifs. Pour de Gaulle, à partir de la fin 1942, la priorité est de s'imposer face à son rival, le général Giraud, puis de préparer la libération de la France. Il semble par ailleurs que, jusqu'à la découverte des camps, il n'a pas vraiment cru à un plan d'extermination systématique des Juifs. Parmi les dirigeants de la France libre, seul René Cassin, juriste d'origine juive, était convaincu de son existence. À l'automne 1942, il soumit même au général un plan de sauvetage des Juifs d'Europe, que de Gaulle repoussa. **CHARLES GIOL**



BRÉSIL: TROUBLE JEU

Dès 1937, une barrière juridique est érigée face aux réfugiés. Et les avertissements des chancelleries européennes, ignorés.

PAR XAVIER DONZELLI

«**Terre d'hospitalité, ouverte à toutes les races, notre continent est devenu le refuge des persécutés**», déclare en janvier 1942 le ministre brésilien des Affaires étrangères, **Oswaldo Aranha, devant ses homologues sud-américains**. Une belle profession de foi dans le monde en guerre, et un écran de fumée. Car l'Amérique latine a fermé la porte aux réfugiés. Au Brésil, le régime autoritaire du président Getúlio Vargas s'efforce de donner l'image d'un pays humaniste et hospitalier. Or, dès les années 1930, les ambassades relatent aux Affaires étrangères la « guerre impitoyable contre les malheureux Juifs »,

le « sang sémitique qui coule partout ». La réponse de Rio tient dans la circulaire 1127 (7 juin 1937). Mot d'ordre : « éviter d'octroyer des visas aux Juifs sans nationalité et aux apatrides ». L'arsenal législatif se renforce en 1941, avec la circulaire 1498, qui suspend tout type de visa pour les Israélites. Résultat : entre 1942 et 1945, seuls 245 parviennent à entrer au Brésil.

Certaines chancelleries appliquent les directives sans état d'âme : après la Nuit de cristal (novembre 1938), l'ambassadeur de Berlin refuse de concéder 2 000 visas mis de côté pour les catholiques d'origine sémitique. Idem au consulat de Hambourg, sauf que le

vice-consul, lui, signe des sésames en douce avec sa collaboratrice. Lui, c'est l'écrivain João Guimarães Rosa. Elle, sa future femme, Aracy de Carvalho – l'une des deux seuls Justes brésiliens à figurer au Mémorial de Yad Vashem. L'autre Juste, c'est l'ambassadeur Luiz Martins de Souza Dantas (1876-1954), en poste à Paris depuis 1922.

« Esclavage et extermination »

Lui non plus n'approuve pas le virage antisémite pris par le gouvernement Vargas. Il abreuve Rio de notes sur « la plus grande catastrophe qu'ait connue l'humanité ». En juin 1940, il sème des visas, dans le sillage du gouvernement français replié à Tours puis à Bordeaux. Dénoncé dans la presse par un collaborateur, rappelé à l'ordre en 1941 par sa hiérarchie, il n'en devient pas moins une figure populaire au Brésil. Souza Dantas sait tout ce qui se trame à Vichy, mais aussi à Paris. Il informe ainsi Rio sur la « gestapisation » de Vichy et sur le sort des Juifs.

Le 1^{er} octobre 1942, le mémo mensuel de l'ambassade porte sur l'« Esclavage et [l']extermination des Juifs » : « Quand on sait que les nazis asphyxient, par wagons sanitaires, leurs incurables, il n'est pas téméraire de croire qu'ils procèdent de même avec les Juifs. » Ces appels restent lettres mortes au Brésil. En août 1942, fidèle allié des États-Unis, le pays déclare la guerre à l'Axe. Emprisonné quatorze mois en Allemagne puis échangé contre des ressortissants du Reich, Souza Dantas retourne au Brésil en avril 1944.

Ostracisé par le pouvoir, il aura, après la chute du président Vargas (oct. 1945), l'honneur de représenter son pays à la première Assemblée générale des Nations unies, en janvier 1946. ♦



Aracy Guimarães Rosa, que faz 100 anos amanhã, ajudou a salvar judeus na Segunda Guerra Mundial

O anjo de Hamburgo

COLLECTION PRIVÉE

«**L'ange de Hambourg** » Au consulat, Aracy de Carvalho et João Guimarães Rosa (ici en 1939) signent des visas aux Juifs, dans le dos du consul. Elle sera reconnue en 1982 comme Juste grâce aux témoignages des survivants qu'elle a sauvés. • O Tempo, 2008.



Au combat Bataillons juifs de l'armée britannique, officialisés en Brigade juive en septembre 1944.
• Rishon (Palestine), 1942.

JUIFS DE PALESTINE : LE DÉSARROI

La communauté du Yishouv assiste, impuissante, à l'« extermination totale » qui a cours en Europe. Malgré quelques réponses armées isolées.

PAR GEORGES BENSOUSSAN

La guerre venue, l'information filtre dans le Yishouv (communauté juive de Palestine dirigée par l'Agence juive avant la création de l'État d'Israël), par le biais des mouvements sionistes, des représentants en Suisse de l'Agence juive et du Congrès juif mondial et de la correspondance (ouverte) qui dit l'extermination en cours via un langage codé: « Vous avez le bonjour de madame Hachmada Guemoura. » (en hébreu, « extermination totale »). Le 23 novembre 1942, après avoir reçu une foule d'informations (dont le télégramme Riegner, *lire p. 23*), l'Agence juive annonce « l'extermination systématique des Juifs d'Europe ». Elle décrète un mois de deuil tout en veillant au « ton modéré » des protestations afin de ne pas heurter les Britanniques, ni offrir à une population arabe (majoritairement favorable à l'Allemagne), prétexte à relancer les émeutes, comme en 1936. L'extermination fragilise le rêve d'un

État juif et mine de chagrin les contemporains qui, impuissants, assistent à la destruction de leur monde d'appartenance. La presse du Yishouv résonne alors d'appels à la vengeance; prières et jours de jeûne se succèdent; les Alliés ne tentent aucune opération de sauvetage.

Mémorial en projet

Leur déclaration du 17 décembre 1942 sur l'extermination des Juifs d'Europe ne comporte nulle mention de sauvetage, ni d'ouverture de la Palestine à l'immigration juive. Fort d'une connaissance (partielle) de la tuerie en cours, une partie de l'exécutif sioniste, Ben Gourion en tête, avec le mouvement sioniste américain, met sur pied en mai 1942 le congrès de Biltmore (nom d'un hôtel de New York) où, pour la première fois, on parle d'État (et non plus de « Foyer national ») sans attendre la constitution d'une majorité juive en

Palestine. Tandis que dans le Yishouv, alors que la démoralisation s'accroît, et faute de pouvoir agir sur l'événement, on réfléchit déjà à sa commémoration future: le projet du Mémorial de Yad Vashem est ébauché dès fin 1942.

En 1943, la nouvelle du soulèvement des ghettos transporte le Yishouv d'enthousiasme, comme s'il s'agissait de laver la « mort honteuse » des victimes, cliché péjoratif qui commence là sa longue carrière. Une campagne de collecte est lancée, une pétition rassemble mi-juin 1943 plus de 250 000 signatures (pour environ 450 000 Juifs). Mais l'Agence juive est désormais sans illusion: en avril 1943, elle annule sa présence à la mascarade de la conférence des Bermudes (*p. 36*) et, avec l'appui de l'armée anglaise, au printemps 1944, elle tente de lancer des opérations (symboliques) de sauvetage du judaïsme hongrois. Elle se verra reprocher après-guerre de n'avoir pas pris la mesure du désastre ni tenu compte du sentiment de la population. Grieffs récurrents. En 1945, pourtant, à la lumière de la catastrophe, le Foyer national juif se trouve renforcé d'une légitimité conquise dans l'épreuve: le judaïsme européen en ruine, le modeste noyau national d'hier se pose alors en porte-parole d'un peuple traumatisé. ♦



ILS ET ELLES ONT DIT

EXTRAITS SÉLECTIONNÉS PAR CHARLES GIOL

Ce qu'on savait dans les pays occupés



IMAGNO/ROGER-VIOLETT

« Nos nombreux amis juifs sont emmenés par groupes entiers. Qu'est-ce qui les attend dans les régions lointaines et barbares où les Allemands les envoient ? Nous supposons que la plupart d'entre eux sont assassinés. La radio anglaise parle d'asphyxie par les gaz. Je me sens mal. »

Anne Frank. Extrait de son *Journal*, 9 octobre 1942.



« Je n'ai jamais entendu parler à Drancy de chambres à gaz, de fours crématoires ou de mesures d'extermination. Tout le monde répétait que nous devons être acheminés en Allemagne pour y travailler "très dur". Mais vers quelles destinations ? Faute de le savoir, on parlait de "Pitchipoi", terme inconnu désignant une destination imaginaire. Les familles espéraient ne pas être séparées, et c'est tout. »

Simone Veil. Extrait de son autobiographie, *Une vie* (Stock, 2007).



JANINE NIEPCE/ROGER-VIOLETT



WIMMERAL/COMANOS



« À Paris, par dizaines de milliers, des Juifs ont été traités avec la plus barbare sauvagerie. Et voici que, dans nos régions, on assiste à un spectacle navrant : des familles sont disloquées ; des hommes et des femmes sont traités comme un vil troupeau et envoyés vers une destination inconnue, avec la perspective des plus graves dangers. »

M^r Théas, évêque de Montauban. Extrait de l'une de ses lettres pastorales, 26 août 1942.

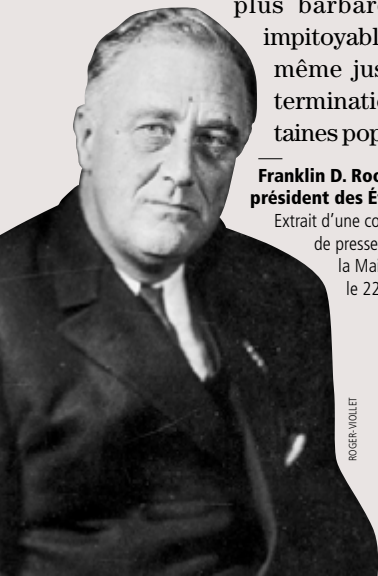
Ce qu'on savait en Grande-Bretagne et aux États-Unis



« [Il y a] lieu de craindre que, la défaite des ennemis approchant, le régime d'occupation ne devienne encore plus barbare et plus impitoyable et n'aille même jusqu'à l'extermination de certaines populations. »

Franklin D. Roosevelt, président des États-Unis.

Extrait d'une conférence de presse donnée à la Maison-Blanche le 22 août 1942.



ROGER-VIOLETT



« Plus de 700 000 Juifs polonais ont été assassinés par les Allemands au cours des plus grands massacres de l'histoire mondiale. Les détails les plus macabres des assassinats concernent même l'utilisation de gaz toxiques. »

Extrait d'un article du quotidien britannique *The Daily Telegraph*, publié le 25 juin 1942 (c'est la première fois qu'un média anglo-saxon évoque une politique d'extermination, et non plus seulement des persécutions, contre les Juifs).



« C'est la première fois, dans l'histoire moderne, qu'un peuple entier a été condamné à disparaître complètement de la surface de la terre. Que sont devenus tous ces hommes, toutes ces femmes, tous ces vieillards et parfois ces enfants ? Ils sont partis "vers l'Est", selon l'euphémisme employé par les Allemands. »

Extrait de l'émission « Les Français parlent aux Français », proposée par la France libre sur la BBC, le 8 juillet 1943 (speaker : Paul Bouchon).



« Par ma mort, je voudrais, pour la dernière fois, protester contre la passivité d'un monde qui assiste à l'extermination du peuple juif et l'admet. »

Extrait de la lettre d'adieu écrite par Szmuel Zygielbojm, Juif polonais en exil à Londres durant la guerre, avant son suicide le 12 mai 1943.

La loc

Le c de méd Strasbourg connue, que, le p simple : r tifs, aya heures à sélectiv dans les cœur et h Elle notamment guins ou avenir e

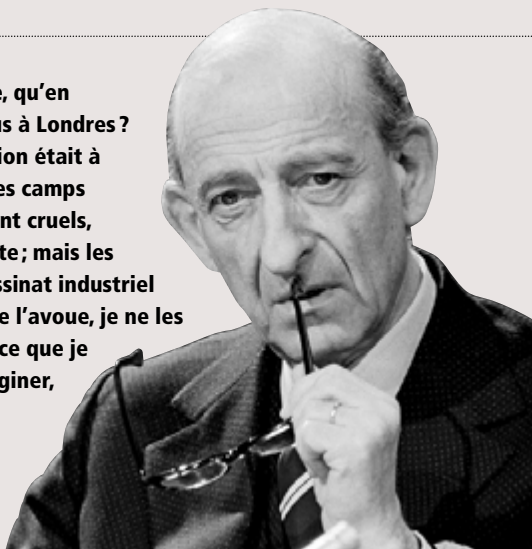
Le refus de croire à une politique d'extermination des Juifs

« **La déportation des Juifs en Pologne signifie que les Allemands ont besoin du muscle juif pour leur effort de guerre.** »

Extrait de l'éditorial du quotidien britannique *The Manchester Guardian*, le 31 août 1942, rejetant l'idée d'une politique d'extermination systématique des Juifs par les nazis.

« **Le génocide, qu'en savions-nous à Londres ? Ma perception était à peu près la suivante : les camps de concentration étaient cruels, la mortalité y était forte ; mais les chambres à gaz, l'assassinat industriel d'êtres humains, non, je l'avoue, je ne les ai pas imaginés et, parce que je ne pouvais pas les imaginer, je ne les ai pas sus.** »

Raymond Aron, intellectuel français d'origine juive réfugié à Londres. Extrait de ses *Mémoires* (1983).



JACQUES MADRUGAMBA



ULSTEIN BALDROGER-VOLLET

« **Neuf Américains sur dix, quand on leur demande s'ils croient aux atrocités nazies, répondent que ce sont des mensonges de propagande. Un chien qui passe sous une auto bouleverse notre équilibre émotionnel et notre digestion ; trois millions de Juifs tués en Pologne ne nous donnent qu'un malaise modéré. Les statistiques ne saignent pas ; c'est le détail qui compte.** »

Arthur Koestler, écrivain hongrois d'origine juive réfugié à Londres durant la guerre. Extrait d'un article intitulé « Pourquoi on ne croit pas aux atrocités », publié en janvier 1944 dans le *New York Times Magazine*.

Minute Papillon! Sidonie Bonnac

**Du lundi au vendredi
14h-15h**

**> vendredi 21 janvier
La Shoah**, avec Olivier Laliou,
historien au Mémorial de la Shoah.



france
bleu

En collaboration
avec

Historia



CEUX QUI POUVAIENT...

BOMBARDER AUSCHWITZ? OUI... MAIS NON!

En 1944, en dépit de rapports précis sur ce camp de la mort, les bombardiers alliés ne sont pas sollicités pour le frapper. Le mot d'ordre est de ne pas détourner l'effort de guerre de ses priorités.

PAR WILLY COUTIN

Dans un discours prononcé en 1998 à Auschwitz, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a affirmé que les Alliés n'avaient pas agi sur Auschwitz parce que les Juifs n'avaient pas d'État pour les protéger.

L'historienne Deborah Lipstadt a qualifié le commentaire de Netanyahu d'« utilisation de l'histoire à des fins politiques ». Lors d'une visite en 2008 au mémorial israélien de l'Holocauste Yad Vashem, le président George W. Bush avait déclaré que les États-Unis auraient dû bombarder Auschwitz. À la fin du XX^e siècle, le refus des Alliés de bombarder Auschwitz en 1944 est devenu le symbole de l'indifférence des gouvernements pour le génocide avéré qui était en cours. La présentation des faits dément les leçons simples et facilement accusatrices tirées par les dirigeants politiques actuels.

La première proposition de bombarder Auschwitz émana du gouvernement polonais en exil en août 1943, qui af-

firmait avoir le soutien des pilotes britanniques. Mais à cette époque, les bombardiers britanniques n'auraient pas pu atteindre le camp avec une charge adéquate. Au printemps 1944, les demandes de bombardement des chambres à gaz et des fours crématoires

d'Auschwitz-Birkenau se firent plus pressantes pour plusieurs raisons. À partir de la mi-mars, les nazis intervinrent en Hongrie et entamèrent le regroupement des Juifs dans des ghettos provisoires avant

leur déportation prévisible vers Auschwitz. En avril, deux résistants juifs slovaques évadés d'Auschwitz, Rudolf Vrba et Alfred Wetzler, révélèrent dans un rapport dé-

taillé d'une trentaine de pages, adressé aux gouvernements britannique et américain, au Vatican, à la Croix-Rouge internationale et à la communauté juive hongroise, la structure, la topographie et le fonctionnement du complexe concentrationnaire, ainsi que le déroulement du génocide avec la description des crématoriums.

Dans le rayon d'action de l'US Air Force

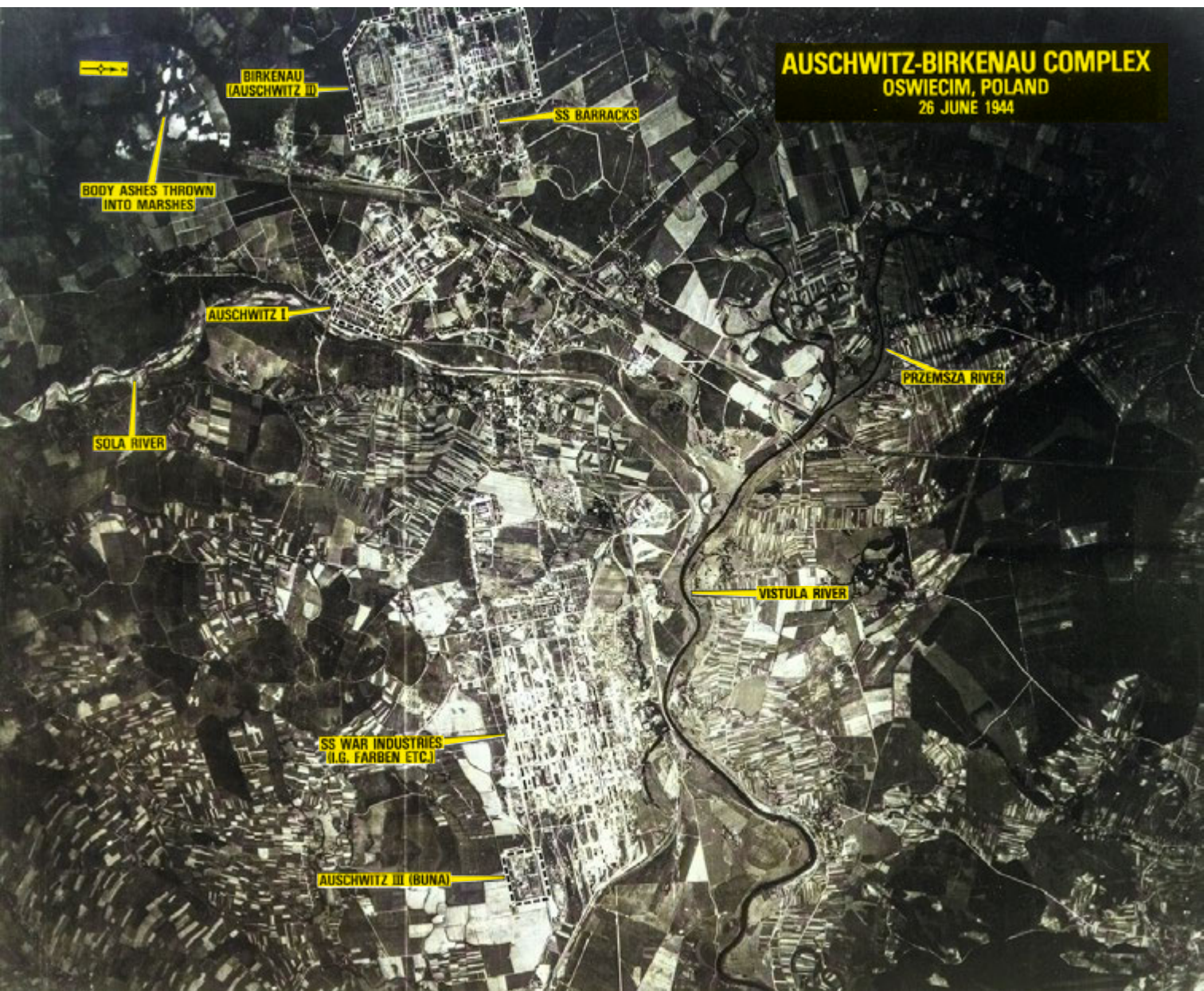
En mai, les bombardiers de la 15^e escadre aérienne américaine, qui opérait à partir de Bari, dans le sud de l'Italie, commençaient à bombarder les centres industriels des pays de l'Axe en Europe centrale, et Auschwitz figurait dans leur rayon d'action. Des demandes parallèles avaient été reçues par le *War Refugee Board*, à Washington. Elles vinrent de Slovaquie au moment où les déportations commencent. Une des demandes fut transmise au WRB par Jacob Rosenheim (directeur de l'*Agudath Israel World Organization*, représentant

JUIFS À VENDRE !

Après Stalingrad, la Roumanie propose à l'Agence juive l'expatriation de 70 000 Juifs de Transnistrie, contre l'équivalent de 3,5 millions de dollars. Le département d'État américain s'oppose au projet, puis bloque les démarches quand Roosevelt donne en juillet son accord pour que l'opération financière se réalise via la Suisse. À la fin de 1943 débutent pourtant les transferts de Transnistrie, mais ils sont stoppés par Berlin après seulement 6 400 évacuations. W. C.

les Juifs orthodoxes) le 18 juin 1944, une autre quelques jours après par Riegner à Genève. À la suggestion du directeur général du WRB, John Pehle, le secrétaire du Trésor, Henry Morgenthau, envoya la

paraphrase d'un télégramme demandant le bombardement des embranchements ferroviaires de Kosice et de Prešov, en Slovaquie, au département de la Guerre, où le secrétaire adjoint Mc-



Cloy le transmet à la *Civil Affairs Division* (Division des affaires civiles), qui fit parvenir à son tour la proposition à l'*Operations Division* (Division des opérations) en lui demandant d'agir. Rien n'indique que le département de la Guerre ait jamais examiné les problèmes techniques ni suggéré aux forces américaines qui se trouvaient sur le terrain de le faire. La réponse, signée par le général de brigade J. E. Hull (chef de groupe de la Division des

La mort vue du ciel En 1944, les demandes pour raser les chambres à gaz se font plus pressantes.

Mais elles ne sont pas suivies d'effet.

• Reconnaissance alliée du 26 juin 1944.

opérations pour les théâtres de guerre) le 26 juin, fut la suivante: des attaques aériennes étaient « impraticables » pour la bonne raison qu'il faudrait « détourner une force d'appui aérien considérable, essentielle au succès de nos forces actuellement engagées dans

des opérations décisives ». Le WRB en vint à la conclusion que, même si les bombardements étaient réussis, les Allemands pourraient rapidement et facilement réparer les dommages.

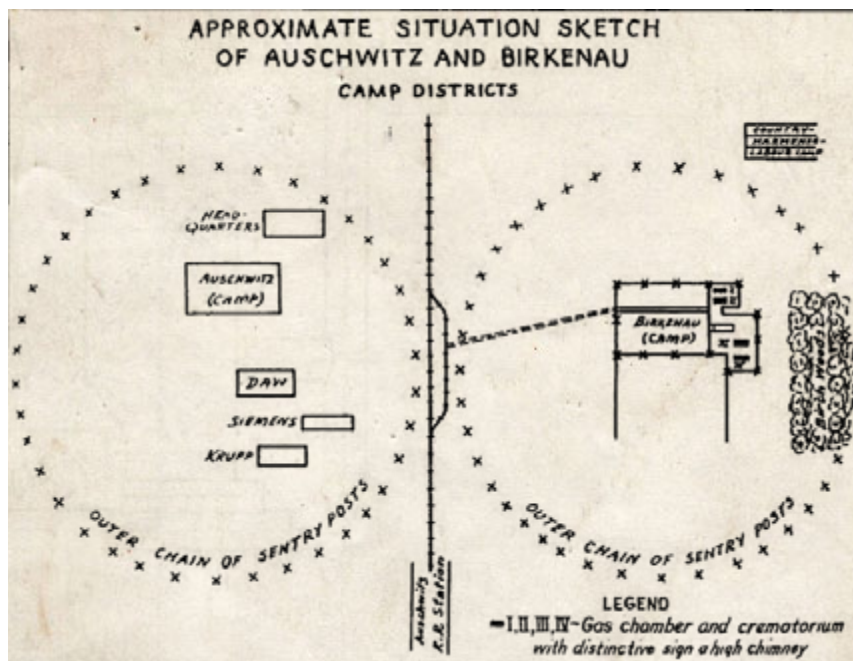
En Grande-Bretagne, ce furent Chaim Weizmann (président de l'Organisation sioniste mondiale) et Moshe Shertok (directeur de la section politique de l'Agence juive en Palestine) qui suggèrent de bombarder Auschwitz lors d'une réunion qui se tint le 30 juin >>>



» avec le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères au Parlement, George. H. Hall. Une semaine plus tard, le 6 juillet, les deux représentants juifs rencontrèrent le ministre des Affaires étrangères, Anthony Eden, et, à la fin d'une longue liste de propositions, ajoutèrent une demande pour qu'on bombarde les lignes de chemin de fer.

Les tergiversations du Foreign Office

Eden approuva, ainsi que Churchill (le second écrivit au premier une lettre saisissante, le 11 juillet, qu'il retranscrit plus tard dans ses *Mémoires* sur la Seconde Guerre mondiale). Dans l'attente de la réponse de l'état-major britannique, la demande évolua et porta sur la destruction des installations d'Auschwitz, et non plus sur celle des voies ferrées y menant. Le 1^{er} septembre, Richard Law, sous-secrétaire au Foreign Office, envoyait une réponse officielle à Weizmann : les autorités militaires britanniques écartaient toute idée de bombarder les voies ferrées parce que cela leur semblait inefficace, et affirmaient manquer de données topographiques concernant les chambres à gaz et les fours créma-



De visu En avril 1944, deux Juifs slovaques, Rudolf Vrba et Alfred Wetzler, s'évadent du camp et rédigent un rapport sur son fonctionnement et le processus de la Shoah. • Croquis du rapport.

toires, alors que celles-ci étaient présentes dans le rapport Vrba-Wetzler, et que la RAF avait l'expérience d'une attaque ciblée à basse altitude avec l'opération « Jéricho » contre la prison d'Amiens, le 18 février précédent. Des chasseurs bombardiers Mosquito anglais ou Lightning américains pou-

vaient garantir une attaque efficace depuis Bari, avec un trajet passant par un aérodrome tenu par les partisans en Yougoslavie. Et, pour clore le débat, le Foreign Office conclut que, étant donné la décision du gouvernement hongrois de cesser les déportations après le bombardement allié sur Budapest

Aux Bermudes, une conférence pour rien

La cause du sauvetage des Juifs fut dopée par la déclaration des Nations unies du 17 décembre 1942. En Grande-Bretagne, les Églises exigeaient du gouvernement l'ouverture d'un sanctuaire aux survivants ; aux États-Unis, une quarantaine de grands rassemblements dans tout le pays, à l'appel d'un Comité d'urgence d'organisations juives, réclamaient au Congrès de revoir la politique des visas. Ce fut pour lever cette pression que les gouvernements britannique et américain acceptèrent d'organiser une conférence internationale sur la question des réfugiés de guerre, mais non limitée au cas des Juifs européens. Elle se tint du 19 au 30 avril 1943, à Hamilton, aux Bermudes, lieu choisi pour contrôler la venue des journalistes, et sans que les membres du Congrès juif mondial puissent y assister.

Les deux gouvernements s'entendirent en amont sur leurs objectifs prioritaires : les Américains s'opposèrent à une augmentation de leurs quotas d'immigration et les Britanniques refusaient l'ouverture de la Palestine à une nouvelle immigration juive. Tout échange de prisonniers de guerre allemands contre des détenus juifs fut en outre exclu. Les discussions portèrent sur la réactivation de la commission internationale pour les réfugiés, créée lors de la conférence d'Évian en 1938, mais, comme toute discussion avec les Allemands était impensable, cette décision ne servit à rien. La conférence des Bermudes apparut bien alors comme le point culminant des manœuvres d'évitement des administrations américaine et britannique sur le sujet des opérations de sauvetage pour les Juifs européens. W. C.

du 2 juillet, cette opération n'était plus nécessaire, alors que les gazages à Birkenau allaient durer jusqu'au mois d'octobre. Cette décision confirmait la réponse la plus fréquente donnée par les Alliés aux demandes d'intervention de sauvetage des Juifs d'Europe assassinés, selon laquelle le meilleur moyen de leur venir en aide était de gagner le plus rapidement possible la guerre.

Des cibles toujours pas prioritaires

En réalité, la position des militaires avait toujours été rigide. Quand la conférence des Bermudes, au printemps 1943, avait recommandé que soit créé en Afrique du Nord un camp de réfugiés pour les Juifs évadés d'Europe, le département de la Guerre américain s'était opposé au projet. Il en fut de même côté britannique pour l'idée d'un camp sur une île en Méditerranée. L'historien américain David Wyman souligna que les opérations de sauvetage de civils menées par le département de la Guerre furent cependant nombreuses, comme le transport de 100 000 civils polonais, yougoslaves et grecs, « tous non juifs », vers des camps en Afrique et au Moyen-Orient.

Le bombardement du complexe industriel de Monowitz (Auschwitz III) commença en août 1944 et se poursuivit à trois reprises jusqu'en décembre. La dernière tentative pour convaincre le département de la Guerre de bombarder Birkenau eut lieu en novembre, après l'arrivée du texte complet des rapports des évadés d'Auschwitz. Pehle écrit à McCloy une lettre énergique dans laquelle il recommandait vivement la destruction des installations de mise à mort. La requête alla de nouveau des bureaux de McCloy à l'OPD de l'US Air Force, qui rejeta la proposition parce que, répondit-elle, les forces aériennes ne devaient pas être détournées de leurs « systèmes de cibles industrielles » et qu'Auschwitz-Birkenau ne faisait « pas partie de ces systèmes de cibles ». ♦

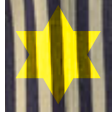


Évian : un sommet dans l'impasse

Après l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie en mars 1938, l'antisémitisme d'État frappe un nombre toujours plus grand de citoyens européens. L'objectif des nazis est alors de contraindre au départ les Juifs vivant, parfois depuis des siècles, sur les territoires sous leur contrôle, en les spoliant de tout, de leurs droits comme de leurs biens. Si les Juifs représentent moins de 1 % de la population globale de ces pays, le nombre de réfugiés potentiels se chiffre en centaines de milliers. En 1938, 150 000 personnes ont déjà été contraintes de fuir l'Allemagne ou l'Autriche, soit le quart de la population juive. Face à des critiques sur la passivité occidentale, le président démocrate des États-Unis, Franklin D. Roosevelt, prend l'initiative de réunir une conférence internationale pour favoriser une prise en charge des réfugiés juifs. Pour des raisons diplomatiques, le mot « juif » ne sera pas repris dans les déclarations officielles et le III^e Reich jamais nommé désigné.

La Suisse ayant refusé de l'accueillir, la conférence est organisée à huis clos en France, à Évian, du 6 au 16 juillet 1938. Trente-deux délégations sont présentes : neuf européennes, vingt latino-américaines et trois du Commonwealth. Le III^e Reich n'est pas convié et l'Italie fasciste décline par solidarité. La conférence ne débouche sur aucune mesure concrète. Seule la République dominicaine accepte d'accueillir des réfugiés.

La création d'un comité intergouvernemental pour les réfugiés est néanmoins actée. Il sera impuissant dans la gestion des crises à venir, notamment après le pogrom de la Nuit de cristal en novembre 1938. Il faudra attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale et son tragique bilan pour qu'enfin le statut de réfugié soit pleinement reconnu dans le droit international. O. L.



LA SUÈDE EXFILTRE LES JUIFS DANOIS

Résistants, diplomates et simples civils des deux pays se sont unis et ont réussi à sauver presque toute une communauté juive.

PAR OLIVIER TOSSERI

La neutralité n'est pas synonyme d'absence de courage. La Suède, qui n'a pas pris part au second conflit mondial, n'a pas hésité à braver l'Allemagne nazie. Ce petit pays scandinave a ainsi contribué à la plus grande action de résistance collective dans un pays occupé par les troupes allemandes. À l'inverse de ses voisins danois et norvégiens, la Suède ne vivait pas sous le

joug hitlérien. Le 1^{er} octobre 1943, le Führer ordonne la déportation de l'ensemble de la communauté juive du Danemark. Vu de Berlin, le royaume de Christian X, envahi en 1940, était considéré comme un « protectorat modèle » dont le gouvernement avait promis une « collaboration loyale » et fournissait l'Allemagne en denrées agricoles. De quoi lui garantir une certaine auto-

nomie avec l'organisation d'élections démocratiques et le jugement des résistants dans des tribunaux ordinaires. À l'époque naît le mythe du souverain arborant l'étoile jaune, dont le port n'est pas imposé, en solidarité avec les persécutés, qui bénéficient en outre du soutien de la population.

Des passeports délivrés

Tout change en 1943 lorsque les nazis exigent que soit affronté le « problème juif ». La résistance danoise, galvanisée par les premières défaites du Reich en URSS et en Afrique du Nord, multiplie les actions de sabotage et les grèves. Les Allemands suppriment alors l'autonomie du Danemark et la déportation des quelque 7800 Juifs du pays est planifiée. Georg Ferdinand Duckwitz, un attaché de l'ambassade d'Allemagne à Copenhague, met en garde les hommes politiques danois contre les rafles. Des préparatifs pour le sauvetage des futurs déportés sont improvisés. La plupart sont cachés et la Suède toute proche concentre alors tous les espoirs. Elle avait déjà reçu des Juifs norvégiens mais avec moins d'efficacité.

Les Pays-Bas protestent contre les déportations des Juifs

La « grève de février » se déroule les 25 et 26 février 1941 aux Pays-Bas. Elle débute à Amsterdam puis s'étend à d'autres villes. Il s'agit de la première action de résistance à grande échelle contre l'occupant allemand dans ce pays. Elle est déclenchée en réponse aux premières rafles à Amsterdam. On raconte que les travailleurs ont spontanément résisté parce qu'ils ne supportaient pas la souffrance de leurs concitoyens juifs. La réalité est plus nuancée. Les Pays-Bas, pourtant neutres, sont attaqués le 10 mai 1940 par le Reich et capitulent le 14 mai. Le pays est alors placé sous l'autorité du *Reichskommissar* Arthur Seyss-Inquart. Celui-ci dispose du pays comme d'une prise de guerre qu'il exploite au profit de l'Allemagne. En février 1941, le CPN, parti communiste des Pays-Bas, envisage de prendre des mesures



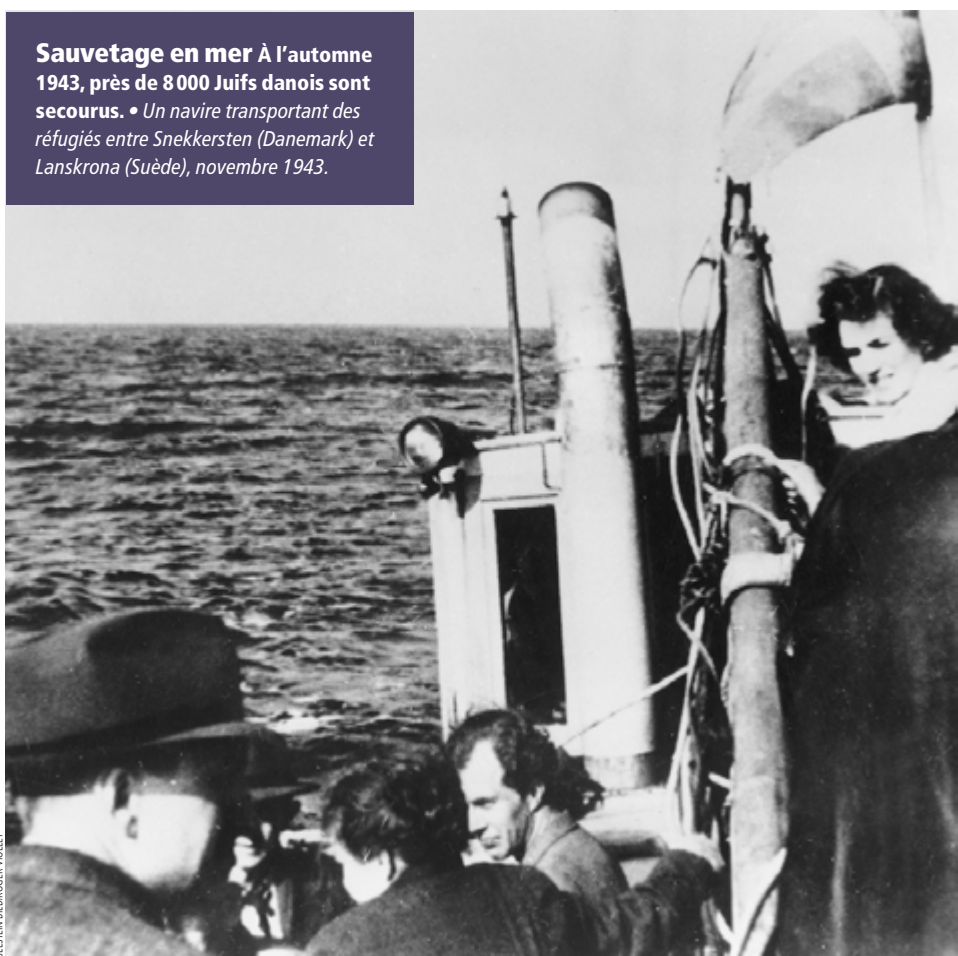
Rafle 427 Juifs néerlandais de 20 à 35 ans sont arrêtés par les Allemands. • Place J.D. Meijerplein, Amsterdam, 22 février 1941.

contre ce gouvernement sous tutelle du mouvement national-socialiste hollandais (NSB), dirigé par Anton Mussert – le NSB est alors le seul parti néerlandais autorisé par l'occupant. Le CPN prévoit une action de deux jours : le mardi 25 dans les entreprises publiques et le mercredi 26 lors d'une grève générale. Les Allemands brisent la grève par la violence. Il y a des morts, des blessés graves et de nombreux grévistes sont emprisonnés. Les villes qui ont participé sont sanctionnées par les Allemands (Amsterdam doit payer 15 millions de florins). Des communistes et des résistants sont exécutés. En 1942, Mussert devient « chef du peuple néerlandais », le pouvoir réel restant dans les mains de Seyss-Inquart. FRÉDÉRIC CRAHAY

Frédéric Crahay dirige la Fondation Auschwitz, à Bruxelles.

Il en ira tout autrement cette fois. Dès le mois d'août, des passeports suédois sont rapidement délivrés aux Juifs qui le demandent. C'est le cas du physicien Niels Bohr, qui partira pour les États-Unis afin de travailler sur le projet Manhattan de création de la bombe atomique. Avant de traverser l'Atlantique, il convainc le roi Gustave V de rendre officielle le 2 octobre une déclaration où il affirme que la Suède est prête à accueillir tous les Juifs danois. C'est ainsi que 99 % d'entre eux échappent à la Shoah en traversant le détroit séparant les deux pays. Après s'être cachés dans les bois et dans des chalets le long de la côte, ils s'en remettent aux marins et pêcheurs, qui se chargent de la traversée du détroit de l'Øresund moyennant un prix de passage. L'opération clandestine commence le 2 octobre et dure un mois. Avec la complicité de la police danoise, qui ferme les yeux, près de 8000 personnes montent sur des bateaux de pêche, des chaloupes et même des kayaks. Selon Yad Vashem, « seulement » 102 Juifs danois ont péri pendant la Shoah, soit l'un des nombres les plus bas de toute l'Europe occupée par les nazis. ♦

Sauvetage en mer à l'automne 1943, près de 8000 Juifs danois sont secourus. • Un navire transportant des réfugiés entre Snekkersten (Danemark) et Lanskrone (Suède), novembre 1943.



ULSTEIN BILDROEGER/VOILET

La Résistance belge stoppe un convoi de déportés

À Boortmeerbeek, commune rurale située entre Malines et Louvain, un monument sobre se dresse le long de la voie ferrée. On peut y lire : « Ami qui passe, honore ces mains qui, d'un geste héroïque, sauvèrent ceux que les forces du mal conduisaient vers l'enfer. » Il a été érigé en 2005 pour commémorer l'attaque d'un convoi de Juifs, un fait unique dans l'histoire de la Shoah et de la Résistance. Entre 1942 et 1944, 28 convois ferroviaires ont transporté 24906 Juifs et 351 Tsiganes du SS-Sammellager Mecheln (la caserne Dossin à Malines) à Auschwitz-Birkenau. Le 19 avril 1943, le 20^e convoi part avec 1631 juifs, parqués pour la première fois dans des wagons fermés. Les précédents avaient des fenêtres, ce qui avait permis de rares personnes de s'échapper. Le convoi quitte Malines vers 23 heures. Peu après, trois jeunes résistants, Georges Livschitz,



Commémoration Outre le monument mentionné dans le texte, cette plaque a été inaugurée en mai 1993 pour le 50^e anniversaire de l'attaque.

Robert Maistriau et Jean Franklemon, forcent son arrêt à l'aide d'une simple lampe-tempête recouverte de papier rouge. Ils sont armés d'un seul revolver, alors que le train est escorté par un commando de la *Schutzpolizei* composé de 40 hommes. Malgré tout, Maistriau réussit à ouvrir un wagon. Des scies, des limes, des pinces et d'autres outils avaient été cachés dans la paille au fond des wagons, ce qui a permis à plusieurs d'être ouverts de l'intérieur. Au total, 231 personnes ont sauté du train : 26 d'entre elles ont été tuées en tentant de s'évader, et les autres rattrapées. Environ 120 déportés du 20^e convoi ont réussi à se

sauver. Lorsque le convoi arrive à Auschwitz le 22 avril 1943, 521 matricules sont attribués lors de la sélection. Parmi les déportés tatoués, 147 ont survécu à la guerre. Les 874 autres ont disparu sans laisser de traces. F. C.



LE SAUVETAGE DES ENFANTS DE BUCHENWALD

Au printemps 1945, alors que les nazis du camp fuient devant les troupes américaines, plus de 1 000 enfants ont survécu grâce à la solidarité des autres déportés et sont évacués vers l'ouest.

PAR OLIVIER LALIEU



« Devoir » de mémoire Peu après sa libération en avril 1945, Thomas Geve, 15 ans, soigné à l'infirmerie de Buchenwald car trop faible pour se déplacer, raconte son parcours en 80 dessins.

Le camp de Buchenwald, érigé en 1937 près de Weimar, connaît au cours de la guerre un épisode remarquable de sauvetage des victimes de la Shoah. Inscrit au cœur des politiques nazies de répression, de persécution et de travail concentrationnaire, ce camp n'est pas supposé recevoir des enfants. Leur présence est le

résultat de circonstances singulières du fait de l'évolution de la guerre, laissant survivre des êtres destinés à la mort. À Buchenwald, une organisation de résistance se développe, s'appuyant sur un noyau de détenus communistes réunis au sein d'un comité international et qui sont parvenus à supplanter les détenus de droit commun dans le

contrôle d'une large partie de l'administration intérieure du camp.

Évacués des camps et ghettos de l'Est, notamment d'Auschwitz-Birkenau, des enfants et adolescents, pour la plupart juifs et tsiganes, sont arrivés massivement en janvier 1945. La résistance intérieure décide de les regrouper dans des blocks spécifiques, le 8 et le 66, pour les isoler du reste des détenus et les soustraire à la violence et au dénuement, alors même que, considérés comme inutiles, ils reçoivent des rations réduites. La solidarité s'organise autour d'eux.

Mobilisation internationale

Quelque 800 enfants et adolescents sont ainsi réunis dans le block 66, dont le chef est Antonin Kalina, un communiste tchécoslovaque déporté en 1939 – et reconnu Juste à titre posthume en 2012. Le 11 avril 1945, à l'arrivée des troupes américaines, une insurrection des détenus éclate face aux SS. Plus de 1 000 enfants juifs sont présents dans le camp. Une mobilisation internationale, animée par l'Œuvre de secours aux enfants, est mise en place pour sauver les « enfants de Buchenwald », pour la plupart devenus orphelins : 280 sont évacués en Suisse, 250 en Grande-Bretagne et 426, âgés de 8 à 23 ans, pour la moitié polonais, sont accueillis le 6 juin à Écouis, en Normandie, dont le jeune Elie Wiesel, âgé de 16 ans. Beaucoup partent pour la Palestine ; une vingtaine demeurent en France.

Un de ces « enfants de Buchenwald », Thomas Geve, a laissé un témoignage en 80 dessins (*illustration ci-contre*). Il veut tout raconter à son père, exilé en Angleterre depuis 1939. Sa mère et lui ont été arrêtés à Berlin en juin 1943 et déportés à Auschwitz-Birkenau, où sa mère a été assassinée. En janvier 1945, Thomas est évacué vers Gross-Rosen puis Buchenwald. Une fois libre, il témoigne par le dessin avec un sens du détail et une force extraordinaires. Il rejoint son père en novembre 1945. Puis, en 1950, il décide d'émigrer en Israël et prend le nom de Thomas Geve. ♦

CASTIGLIONI ET LA PALESTINE DE L'ISÈRE

Ce général italien va offrir un répit à plusieurs milliers de Juifs pendant quelques mois.

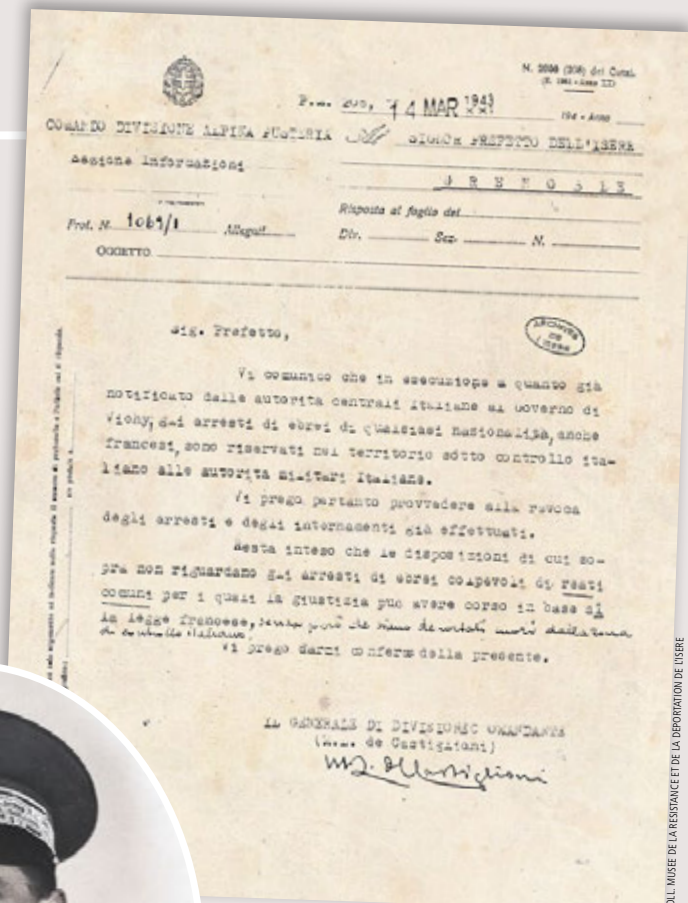
PAR GUILLAUME MALAURIE

Il s'appelait Maurizio Lazzaro De Castiglioni. Il était italien et général d'une nation alliée à l'Allemagne nazie. Cet officier affecté à l'état-major dès 1917 réprouvait les lois raciales antisémites décidées en 1938 par Mussolini. Par chance pour

les Juifs français et étrangers mais aussi pour les réfractaires au STO et de nombreux résistants, c'est lui et sa division de chasseurs alpins, la *Pusteria*, qui occupent le sud de la France après l'invasion allemande de la zone libre à l'automne 1942. À commencer par Grenoble et l'Isère, où Castiglioni a son QG. Son commandement court du 12 novembre 1942 au 8 septembre 1943. Dix petits mois pendant lesquels il va transformer l'Isère en refuge pour les Juifs qui fuient les rafles de la zone nord. D'entrée, il avertit la préfecture que « la présence de [ses] troupes dans le département ne veut pas avoir un caractère inamical envers les autorités françaises, et que les soldats italiens ne se livreront pas à des perquisitions ou à des réquisitions ».

Il gagne l'âme de la population

Il intime également au préfet l'ordre de libérer des Juifs que celui-ci vient de faire arrêter. Et si d'autres Juifs peuvent être arrêtés pour des crimes et des délits de droit commun, Castiglioni précise qu'ils ne peuvent en aucun cas être remis aux Allemands. La rumeur d'une « Palestine grenobloise » se propage dans la France entière : des milliers de Juifs – de 20 000 à 30 000 – mais aussi des réfractaires au STO de plus en plus nombreux y viendront souffler avant de fuir de nouveau face à l'arrivée des Allemands. Castiglioni savait et, quand il a pu, ni sa conscience ni sa main n'ont tremblé. Voici comment il résume à la fin de la guerre son rôle



Philosémite Le comte De Castiglioni (1888-1962), opposé aux lois raciales antisémites, joue de son pouvoir de général occupant pour intimor au préfet de l'Isère de ne pas livrer de Juifs aux Allemands (lettre ci-dessus) en mars 1943.

d'« occupant » dans un long compte rendu : « Les rapports avec les autorités civiles et militaires françaises étaient corrects ; ceux entre les troupes et la population, froids, mais jamais hostiles. L'activité des organisations de résistance était forte et efficace, essentiellement en Savoie, où s'étaient regroupés environ 3 000 résistants répartis en plusieurs groupes, retirés dans les forêts ou en haute montagne, et où s'était répandue la crainte – malgré notre affirmation contraire – que notre occupation soit le prélude à une future annexion. Mes ordres étaient de garantir l'ordre public et la sécurité des troupes, plus par une présence très visible que par l'emploi de la force ; et cette politique eut un plein succès ; c'est pourquoi, en dix mois de présence en France, les *Alpini* de la *Pusteria* gagnèrent (mais aussi par leur calme et leur bienveillance) l'âme de la population auprès de laquelle ils trouvaient refuge et aide pendant la situation critique, créée par l'armistice du 8 septembre [annonce de l'armistice italien par Eisenhower]. Les Juifs ont trouvé à nos côtés une réelle protection, mais aussi les étrangers pourchassés par les Allemands et le gouvernement de Vichy. » ♦



Les Justes, ces anonymes Le 18 janvier 2007, dans la crypte du Panthéon, Jacques Chirac rend hommage aux Français et Françaises non juifs ayant sauvé des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. • Photo prise pendant la cérémonie.

CES HÉROS DE L'OMBRE

On les appelle les Justes. Au péril de leur vie et sans contrepartie, ces hommes et ces femmes ont secouru des Juifs, préservant des valeurs d'humanité au cœur du chaos.

PAR PATRICK CABANEL

Les Justes parmi les nations sont des personnes non juives qui ont pris des risques pour sauver au moins un Juif dans l'Europe occupée par les nazis. Le titre a été créé en 1953 dans le cadre de la loi israélienne qui a mis en place l'institut Yad Vashem, à Jérusalem, consacré à la mémoire et à l'histoire de la Shoah. Depuis 1963, une commission présidée par le président de la Cour suprême israélienne examine les dossiers constitués par des Juifs désireux d'honorer leurs sauveteurs et attribue le titre, plus haute distinction civile en Israël. Une fois que les derniers survivants juifs ou leurs ayants droit auront disparu, la cohorte des Justes sera close. Un dossier, même étayé par des archives, que constitueraient des historiens ne peut aboutir à la nomination d'un Juste, puisqu'un témoignage juif est indispensable. C'est la principale

limite du corpus des Justes : il ne saurait proposer une photographie, même à titre d'échantillon, des gestes de sauvetage ou d'entraide effectués par les non-Juifs. Il dépend de ceux qui ont survécu et ont voulu témoigner, et qui ont pu se souvenir des noms de ceux qui les ont aidés.

À ce jour, quelque 28 000 Justes reconnus

Pour un Juste reconnu, il y a dix personnes ou plus qui auraient pu l'être et dont le nom n'apparaîtra jamais. Yad Vashem en a du reste été conscient, qui a décerné deux « reconnaissances » collectives à des communautés entières, après y avoir distribué des dizaines de médailles individuelles : à Nieuwlande, aux Pays-Bas, et au Chambon-sur-Lignon, en Haute-Loire. Les Justes n'en présentent pas moins

un matériau exceptionnel pour qui veut réfléchir aux attitudes des populations européennes face à la Shoah. Ils offrent une série de vrais héros du XX^e siècle, dont certains sont devenus quasi légendaires (la Polonaise Irena Sendler, le Suédois Raoul Wallenberg, le Tchèque Oskar Schindler, le Portugais Aristides de Sousa Mendes à Bordeaux, l'Américain Varian Fry à Marseille...), mais aussi et surtout une série de gens « sans histoires », qui à un moment ont choisi de désobéir ou de se refuser à l'indifférence – et ceux-là sont peut-être les plus intéressants pour l'historien, le sociologue ou le psychologue qui cherchent à comprendre pourquoi et comment certain(e)s ont franchi le pas. Les chiffres confirment que l'on se trouve bien au-delà d'une histoire « héroïque » (celle que peuvent incarner en France les 1 038 compagnons de la Libération) : au 1^{er} janvier

2021, on compte quelque 28 000 Justes, les quatre premiers contingents étant ceux de la Pologne (7 177), des Pays-Bas (5 910), de la France (4 150) et de l'Ukraine (2 673). Ces données montrent qu'il n'y a aucun lien entre le nombre de Justes et celui de Juifs sauvés : la Pologne, dont le judaïsme a presque tout entier disparu, et les Pays-Bas, dont 75 % des Juifs sont morts, comptent plus de Justes que la France, dont 75 % des Juifs présents sur son sol en 1940 ont été sauvés.

Le monde agricole, premier contingent

Ces Justes sont de tous âges, de milieux sociaux, de professions, d'appartenances confessionnelles et politiques très différents. Levana Frenk, historienne spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, a étudié 700 Justes français honorés entre 2000 et 2005, et 214 Belges : dans les deux cas, les femmes sont plus nombreuses (54 %), mais cela correspond à peu près à leur surreprésentation dans la population des deux pays à cette époque. Près de la moitié des Français de l'échantillon avaient entre 40 et 70 ans en 1940, et avaient donc connu l'époque de la Première Guerre mondiale et son acmé de patriotisme face à l'Allemagne, c'est un trait à ne pas négliger.

J'ai, pour ma part, étudié la profession de près de 2 700 Justes français distingués entre 1965 et fin 2011. Le plus gros contingent est celui du monde agricole : 28 %, mais c'est inférieur à sa proportion dans l'ensemble de la population d'alors (36 %). On peut penser que bien des paysans ont été oubliés, comme le montre un exemple : dans le cas des filières d'exfiltration des enfants juifs parisiens vers les départements ruraux, les convoyeuses sont presque toujours Justes, mais seulement une famille sur dix, ou vingt, parmi celles qui ont accueilli les enfants. Bien plus gravement sous-représenté, le monde ouvrier, mineurs et cheminots compris, dont on connaît le rôle dans la résistance classique : moins >>>



RUE DES ARCHIVES/TALLANDIER

M^{gr} Saliège, le courage en solitaire

Dans l'ignorance ou le silence qui entourent les déportations des Juifs étrangers à partir des camps de la zone non occupée, au début du mois d'août 1942 (avant la grande rafle du 26 août dans toute la zone), un homme parle publiquement. Le premier, et avec le poids que lui confère son statut de « prince de l'Église » (il est l'archevêque de Toulouse), dans une France encore très catholique et où le maréchal Pétain entend s'appuyer sur le soutien de l'Église catholique. M^{gr} Saliège a été informé du traitement infligé aux Juifs des camps de Noé et du Récébédou, à deux pas de Toulouse. Il rédige une lettre pastorale, destinée à être lue sans commentaire le dimanche 23 août (ou le suivant) dans les églises du diocèse à l'heure de la messe. Le texte est aussi court que percutant ; il ne comporte aucune référence théologique ou ecclésiastique, mais est constitué de phrases simples pour dire une évidence que le monde de 1942 était en train d'oublier : « Les Juifs sont des hommes. Les Juives sont des femmes. » Et cette adresse au pays : « France chevaleresque et généreuse, je n'en doute pas, tu n'es pas responsable de ces horreurs. » Cette prise de parole a eu des échos multiples, d'autres évêques ont emboîté le pas à M^{gr} Saliège. Les Juifs y ont vu un rare geste de solidarité, le gouvernement a été alerté sur les risques intérieurs que sa politique lui faisait courir dans l'opinion publique. M^{gr} Saliège a par la suite couvert un réseau de sauvetage d'enfants juifs dans son diocèse et dans l'Aveyron voisin (couvent de Massip). P. C.



» de 4 %, alors que les classes supérieures (industriels, châtelains, ingénieurs) sont à 3 %. C'est aussi qu'il est plus facile de cacher des gens dans un vaste intérieur que dans un logement ouvrier exigü... Et que les cheminots qui facilitaient le passage de la ligne de démarcation ne donnaient pas leur identité à ceux qu'ils aidaient...

Le monde des directeurs, directrices et personnel de maisons d'enfants (3,3 %), ceux des concierges, employées de maison, nurses, couturières (près de 5 %), des médecins et du social (5 %), des enseignants, essentiellement du primaire (7 %), des commerces, de l'hôtellerie, de l'artisanat (18 %), sont bien représentés. Mais on trouve aussi les forces du maintien de l'ordre (3 %) et surtout, de manière statistiquement très anormale (plus de 9 % des Justes français), les membres des

Les chiffres donnent à voir la diversité des raisons de s'engager, des prêtres aux hussards de la République laïque, mais aussi la récurrence de certains métiers

clergés protestant (des dizaines de pasteurs) et catholique (des évêques, des prêtres, des religieux et religieuses). Ces chiffres donnent à voir la diversité des raisons de s'engager, des prêtres aux hussards de la République laïque; mais aussi la récurrence de certains lieux et métiers, notamment ceux qui touchent à l'hébergement, aux soins, à l'enseignement, et spécialement aux enfants et adolescents, que des instituteurs accueillent dans leur classe sans le déclarer ou que des internats religieux logent dans leurs murs...

Les contrastes les plus révélateurs touchent à la répartition géographique des Justes. En Belgique, près de 84 % de l'échantillon étudié par Levana Frenk se trouve en Wallonie et, en France, 59 % dans l'ex-zone non occupée.

Le cœur, l'esprit et la main tendue

Mais cette zone n'a rien d'homogène. Les départements limitrophes de l'Espagne mais surtout de la Suisse et de l'Italie et, dans une moindre mesure, de la ligne de démarcation, comptent beaucoup de Justes par rapport à leur population: les passeurs ont été récompensés. Plusieurs départements compris entre Castres et Limoges sont aussi des terres de Justes: là se conjuguent à la fois les signaux envoyés par les évêques de Toulouse, Albi et Montauban, la culture laïque de gauche en Limousin, et l'action des minorités protestantes. Ces dernières expliquent la forte représentation de la Haute-Loire (Le Chambon-sur-Lignon), de la Lozère (les Cévennes), de la Drôme. La moitié septentrionale du pays et l'ensemble des littoraux, à l'inverse, comptent très peu de Justes lorsqu'on rapporte leur nombre à celui de la population (Paris en compte beaucoup mais seulement en chiffres absolus, contrairement à Lyon).

Si donc le corpus des Justes ne dit pas tout du sauvetage des Juifs en France et ailleurs, il donne une indication décisive: le cœur et l'esprit de chacun(e), le «hasard» de la profession occupée, l'appartenance à certains milieux permettent d'expliquer qu'à un moment et dans un lieu donnés des personnes ont tendu la main à un enfant ou à un adulte juif. ♦

Le Chambon-sur-Lignon et les Cévennes: terres de refuge

Bien des Juifs ont trouvé refuge dans le monde rural, surtout à partir de l'automne 1942, en fonction de relations, de hasards et des hôtels disponibles... Quelques milliers se sont regroupés dans des terroirs protestants, tels le plateau du Chambon-sur-Lignon, les Cévennes (Gard et Lozère) mais aussi l'Ardèche, la Drôme, le Poitou... La jeune organisation protestante de la Cimade, active dans les camps de Vichy, a envoyé ses protégés dans ces régions. Les pasteurs, sensibilisés de longue date à la question de l'antisémitisme nazi, ont dispersé des Juifs chez leurs paroissiens; les milieux juifs ont bientôt su que les campagnes protestantes étaient plus accueillantes. D'où l'afflux de réfugiés: 2000 au Chambon et sur son plateau, quelque 550 en Lozère. Si Le Chambon collectionne les maisons d'enfants, le reste de son plateau, comme les Cévennes, présente un visage un peu différent: les Juifs y sont aussi nombreux que dispersés, hameau par hameau, ce qui, du reste, était plus prudent.

Comment expliquer ce phénomène du sauvetage des Juifs par les protestants, qui s'est traduit par plusieurs dizaines de médailles de Justes? Pour l'essentiel, par des raisons religieuses et historiques: les protestants français (les huguenots) ont été persécutés pendant deux cent cinquante ans, ce qui a fait de leur minorité la plus proche des Juifs dans toute l'Europe. Et ils ont été à leurs côtés pendant l'affaire Dreyfus comme face à la Shoah. P. C.



LIÉU DE MÉMOIRE



La vallée des larmes

Les 29 et 30 septembre 1941, la presque totalité des Juifs de Kiev est exterminée lors d'une des plus grandes tueries de la Shoah par balles. Les jours suivants, des prisonniers de guerre soviétiques nivellent la terre qui recouvre le charnier.

Revekka Kogut, la miraculée de Babi Yar

L'Union soviétique occupée est un enfer pour les Juifs. Les chances d'échapper aux nazis sont infimes.

PAR MARIE MOUTIER-BITAN*

Kiev, 30 septembre 1941. Revekka Kogut, 30 ans, se hisse hors du ravin de Babi Yar, où plus de 33 771 Juifs, hommes, femmes, enfants, vieillards, y compris sa propre famille, ont été assassinés en deux jours. Elle y est tombée sans avoir été touchée par une balle et a repris connaissance à la fin de la fusillade. Elle rampe pendant la nuit pour éviter les policiers allemands inspectant les lieux à la recherche de survivants. Elle parvient à atteindre une ferme voisine. Une vieille femme la recueille pendant trois jours. Revekka Kogut reçoit ensuite l'aide d'une famille ukrainienne qu'elle connaissait avant la guerre. Le couple Bondarenko l'héberge puis lui fournit de faux papiers. Sous le nom de Raisa Dashkevich, elle peut se déplacer dans Kiev pour troquer des biens contre de la nourriture. Elle reste sous la protection des Bondarenko jusqu'à la libération du territoire et survit à la Shoah.

Au lendemain du massacre de Babi Yar, qui cible l'ensemble de la population juive de Kiev, il est impossible d'exister en tant que Juif dans la ville. En Union soviétique occupée, deux phases se succèdent dans le destin des Juifs. La première correspond à des persécutions, des exécutions, mais des sélections sont effectuées et, officiellement, des Juifs survivent dans des ghettos ou des camps de travail. La seconde est celle de l'extermination totale des Juifs d'une zone. Dans le cas de Kiev, cette phase a lieu immédiatement après la prise de la ville par la Wehrmacht.

Pour avoir une mince chance de s'en sortir, seules trois possibilités se présentent aux rescapés des ghettos et des fusillades : la clandestinité, la fausse identité et la fuite hors de la zone d'occupation allemande. Chacune de ces options est quasiment impossible à réaliser sans appuis locaux. Survivre sous une fausse identité implique de quitter son village d'origine, où tout le monde se connaît, de parler la langue locale – l'ukrainien, le polonais, le lituanien... Fuir l'occupant allemand signifie souvent faire appel à des non-Juifs prêts à fournir une cachette dans une cave, derrière un pan de mur, une étable... Les Juifs s'adressent généralement à des connaissances, mais se retrouvent complètement dépendants de leurs hôtes qui peuvent décider à tout instant de rompre l'entreprise de sauvetage, soit par crainte d'éventuelles représailles allemandes, soit car leurs protégés n'ont plus rien à offrir en échange du refuge. Les conditions de survie sont épouvantables, faites de peur, de deuil, de faim, d'obscurité, d'insalubrité, de maladies. On redoute à tout instant la dénonciation d'un voisin, une fouille de la police locale. Désespérés, certains se livrent eux-mêmes à l'occupant. En Biélorussie, les vastes forêts offrent une cachette, mais la survie ne peut dépendre que de l'aide d'un groupe de partisans ou de la mendicité dans les villages environnants. Sur les 10 000 fugitifs du ghetto de Minsk, la moitié ont ainsi survécu à l'occupation allemande. Pour gagner la Transnistrie, sous administration roumaine, et où, à partir du printemps 1942, les exécutions se font plus rares, il faut traverser la zone de front ou franchir la ligne de démarcation avec l'aide de passeurs. Mais l'ampleur des moyens déployés par les nazis pour l'extermination des Juifs en URSS occupée, alliée à l'environnement local antisémite, a fait échouer la plupart des tentatives de sauvetage. ♦

*Historienne, spécialiste de la Shoah. Membre de l'association Yahad-In Unum.



CEUX QUI TAISAIENT...



Vindicta

Arrestation au grand jour de Juifs à Baden-Baden, en 1938.

ALLEMANDS : UN SECRET CONNU DE TOUS

Dès leur arrivée au pouvoir, en 1933, les nazis s'en prennent aux Juifs. Et, avec la guerre à l'est, en 1941, des rumeurs circulent sur le sort qui leur est réservé. Encore faut-il « vouloir savoir ».

PAR JOHANN CHAPOUTOT

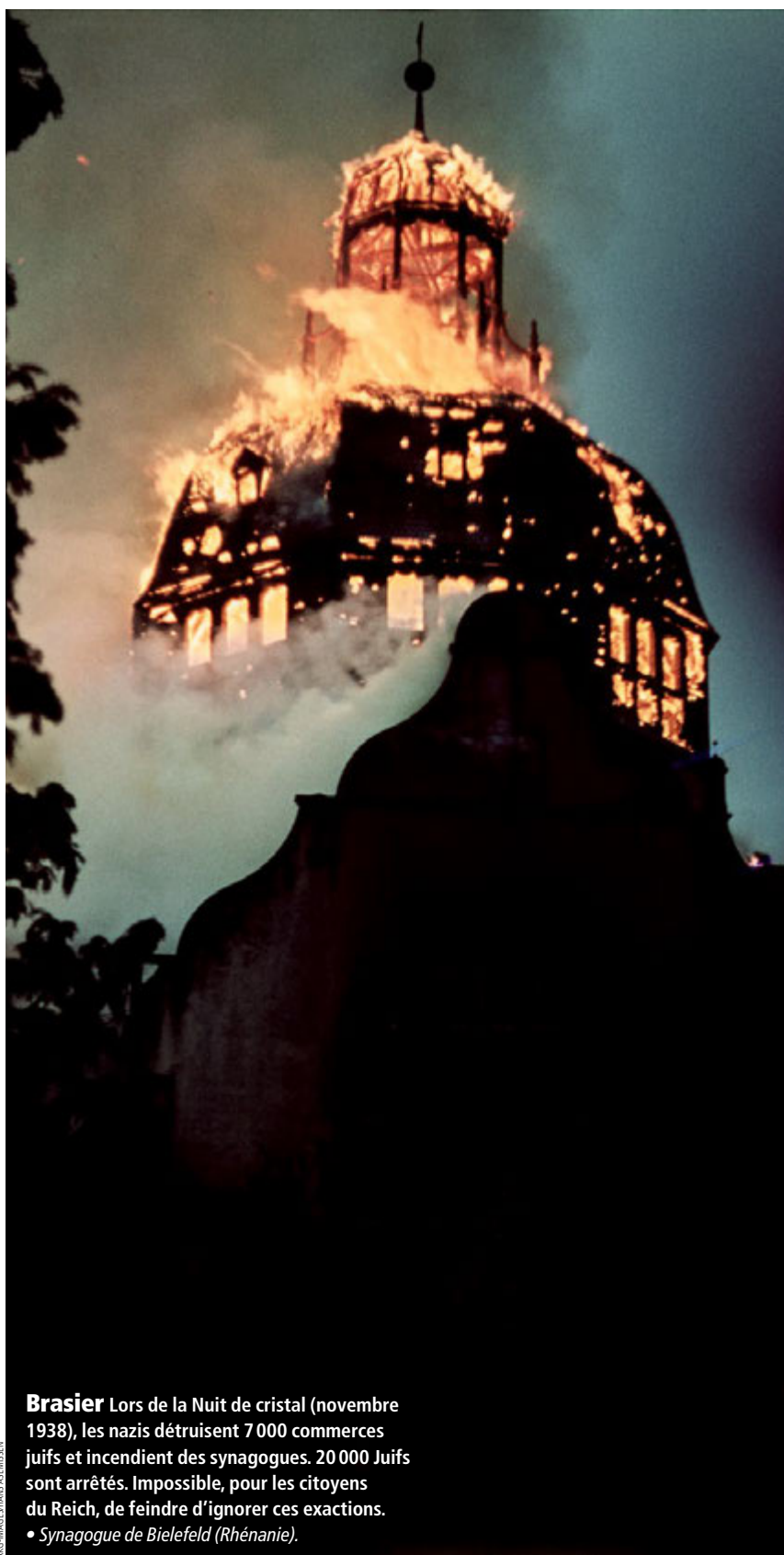
Qui, parmi les Allemands, savait que leur pays était en train de commettre le plus grand crime de l'histoire de l'humanité? Combien savaient? Des questions d'importance, car la reconstruction de l'Allemagne, à l'ouest comme à l'est, après 1945, a été fondée sur une stricte circonscription de la criminalité et de la complicité. À l'est, pour les communistes, les coupables étaient les élites bourgeoises et capitalistes, devenues « fascistes » par intérêt de classe. À l'ouest, on incrimina Hitler et les « fanatiques de la SS » – une poignée de misérables, par définition. Ce mythe mémoriel était logique, sinon nécessaire: en RDA, le peuple des « ouvriers et des

paysans » devait rester immaculé. En RFA, les élites, largement absoutes, étaient recyclées dans la guerre froide, pour combattre le communisme.

Entre 1967 et 1977, la révolte étudiante à l'ouest remet en question ce mythe, car la jeune génération découvre et interroge le passé de ses parents. Qui a fait quoi ? Où étiez-vous ? Que saviez-vous ? L'écrivain de gauche Walter Kempowski, auteur d'une chronique allemande en neuf volumes, en consacre un à cette question (*Vous le saviez, vous ?* en 1979), avant que l'historiographie ne commence ses travaux, à partir de sources diverses, qui permettent d'interroger la rumeur, le bruit, l'information et sa circulation : presse, correspondances privées, journaux intimes, rapports de police (les *Stimmungsberichte* – rapports d'ambiance générale – du SD de la SS)...

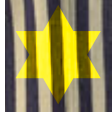
Avec la complicité de la Wehrmacht

Le tournant intervient dans les années 1990, avec la fin de l'URSS et l'ouverture des archives à l'est : la révélation de l'immensité des crimes nazis en Pologne, Ukraine, Biélorussie, Russie et zone balte montre l'ampleur du nombre des acteurs directs, des témoins et des complices. Une exposition itinérante sur « Les crimes de la Wehrmacht » (1995-1999), composée essentiellement de photos prises par des soldats de l'armée régulière, provoque un choc immense : la Wehrmacht, ce sont 18 millions d'Allemands enrôlés sous l'uniforme – donc la société dans son entier. Les historiens, dès lors, montrent que la connaissance des opérations génocidaires menées depuis l'été 1941 par des « unités d'intervention » (*Einsatzgruppen*) de la police et de la SS, avec le soutien de la Wehrmacht, était diffusée par des soldats en permission de retour du front, par leurs lettres et photographies, certes interdites par la hiérarchie, mais largement pratiquées. Les Allemands ont, estiment les historiens, majoritari- >>>



Brasier Lors de la Nuit de cristal (novembre 1938), les nazis détruisent 7 000 commerces juifs et incendient des synagogues. 20 000 Juifs sont arrêtés. Impossible, pour les citoyens du Reich, de feindre d'ignorer ces exactions.
• Synagogue de Bielefeld (Rhénanie).

AGE/IMAGES/STEWART/ASTEMSEN



USF-DITEL/EMAGE

» remment connaissance des horreurs perpétrées à l'est, souvent justifiées par la nécessaire «sécurisation» et la «pacification» des arrières de la Wehrmacht : l'assassinat en masse des populations civiles est présentée comme une lutte contre les «partisans» et «terroristes judéo-bolcheviques».

Les Allemands, depuis 1933, sont accoutumés à la violence et aux crimes du régime. L'ouverture des camps de

concentration, comme celui de Dachau à partir de mars 1933, n'a rien de secret. Au contraire, les nazis confèrent une large publicité, y compris par des reportages de presse et par les images des actualités cinématographiques, à cette répression de l'anti-Allemagne communiste et sociale-démocrate : les camps sont le signe d'une volonté de prévenir toute révolution de la part de la gauche et des syndicats. En 1938,

Face à l'horreur Des habitants de Ludwigslust (Poméranie) visitent de force le camp de concentration de Wöbbelin, après sa libération par les armées alliées. • Mai 1945.

le pogrom de la Nuit de cristal est lui aussi publicisé, tout comme l'incarcération en camps de concentration de dizaines de milliers de Juifs allemands, que l'on pousse à l'exil. Ce qui est censé être secret, c'est, à partir d'octobre 1939, l'opération T4, qui vise à assassiner, par le gaz, les «vies indignes d'être vécues» – malades considérés comme incurables, dans huit centres hospitaliers. La diffusion de la rumeur, la protestation des Églises devant ces 70 000 morts conduisent à modifier le mode opératoire à l'été 1941, et à pour-

L'assassinat en masse des populations civiles est présenté comme une lutte contre les «partisans» et les «terroristes judéo-bolcheviques»

suivre les assassinats, plus discrètement, par famine ou injection.

À partir du printemps 1942, les «centres de mise à mort» de l'«opération Reinhardt», qui emploie les spécialistes de l'opération T4 et qui vise à assassiner tous les Juifs de Pologne, sont soumis à un secret renforcé mais, là encore, les nouvelles, bruits et rumeurs circulent dans le Reich.

Accommodements avec la réalité du crime

Les citoyens allemands voient en effet, à partir de l'automne 1941, disparaître leurs voisins, connaissances et amis juifs, déportés vers l'est, ce qui ne va pas sans réticences ni, parfois, protestations. L'historien Frank Bajohr, dans *Parvenüs und Profiteure. Korruption in der NS-Zeit* (2001), a bien montré que, pour acheter le silence ou le consentement des Allemands, les nazis leur ont généreusement vendu ou donné les possessions des Juifs déportés. Qu'advient-il d'eux? On entend des rumeurs, mais on ne veut pas savoir: *wegschauen* («regarder ailleurs») et *nicht wissen wollen* («ne pas vouloir savoir») sont des attitudes courantes, une forme d'accommodement avec la réalité du crime qui se traduira, après 1945, par un pieux mensonge (*Davon haben wir nicht gewusst* – «Nous ne savions pas»).

Par ailleurs, si les Juifs ont leurs problèmes, les autres Allemands aussi! La guerre s'intensifie et touche de plus en plus le territoire du Reich à partir de 1942, tandis que le discours du régime ne cesse de marteler que «les Juifs sont coupables» de cette guerre dont l'Allemagne est victime: ennemis de toujours, ils «sont partout» et siègent aussi bien à Moscou qu'à Londres et Washington; le Reich est donc pris en tenaille par «l'internationale juive» et ne fait que se défendre. Dès 1995, l'historien David Bankier, dans *La «solution finale» et les Allemands*, montre ce que confirment Frank Bajohr et Dieter Pohl en 2006: l'extermination

des Juifs allemands fut «un secret de Polichinelle» (*ein offenes Geheimnis*), littéralement un «secret ouvert» à tous les vents, un secret impossible à tenir, en raison de la masse des victimes, de la logistique mise en place, du nombre des acteurs impliqués, mais aussi des allusions de plus en plus fréquentes et insistantes de la part du régime, soucieux sans doute d'impliquer la majorité des Allemands et de créer un point de non-retour. Goebbels le dit sans ambages à plusieurs reprises dans son *Journal*: il s'agit de brûler ses vaisseaux derrière soi pour combattre dos à la mer, sans possibilité de reculer, dans une solidarité imposée entre les décideurs et la population.

En 2006, dans un livre intitulé *Nous ne savions pas!*, l'historien Peter Longe-rich recourt également à des sources judiciaires en parlant de ces Allemands déferés devant les Tribunaux spéciaux (*Sondergerichte*) créés en 1933 pour

les délits politiques: de nombreuses affaires, à partir de 1942, concernent des citoyens qui ont diffusé des rumeurs à propos des centres de mise à mort et sont condamnés à des peines lourdes. Ce qui est colporté est intéressant, car on voit comment la rumeur amalgame des éléments épars, rassemblés en un récit qui tente de faire sens: on rapporte ainsi que des trains de déportés sont placés dans des tunnels près de Minsk, et gazés – récit qui mélange les lieux d'activité des *Einsatzgruppen*, les déportations en train et les méthodes d'assassinat des centres de mise à mort. Pour beaucoup, ces rumeurs sont difficiles à croire – et c'est bien sur cela que comptaient les autorités nazies pour avoir le temps de tuer, puis de masquer leur crime: personne ne croira ce qu'il se passe, car c'est tout bonnement incroyable. C'est, aujourd'hui encore, un des fondements du négationnisme. ♦



Réparations À Ludwigslust, les troupes américaines exigent de surcroît que la population locale transporte les cadavres de 200 déportés afin que ceux-ci soient décentement inhumés devant le château qui fait la fierté de la ville. • 7 mai 1945.



Nuit et brouillard Dès 1942, le CICR connaît l'ordre de Hitler de rendre le Reich « libre de Juifs ». • Carte v. 1940.

LE SILENCE DE LA CROIX-ROUGE

Si l'institution a reçu le prix Nobel de la paix en 1944, ce n'est pas pour avoir dénoncé le sort des Juifs ou les avoir secourus.

PAR OLIVIER LALIEU

Fondé à Genève en 1863, le Comité international de secours aux militaires blessés devient en 1876 le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). C'est une organisation privée de droit suisse dont les membres sont des personnalités également suisses. Elle s'appuie sur les sociétés nationales de la Croix-Rouge pour mener une mission humanitaire auprès des victimes de conflits armés, en respectant une neutralité absolue. Le CICR a inspiré en 1864 la première convention de Genève, qui protège les soldats blessés sur les champs de bataille, puis en 1929 celle relative aux prisonniers de guerre.

Si l'action du CICR pendant la Seconde Guerre mondiale lui vaut le prix Nobel de la paix en 1944, son rôle face à

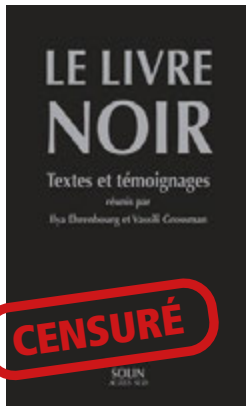
la Shoah a fait l'objet de critiques nombreuses. Dès les années 1930, la mise en place du système concentrationnaire nazi et la persécution des Juifs suscitent des protestations véhémentes et le CICR est interpellé. Il conduit deux missions en Allemagne en 1935 et en 1938. Pour l'essentiel, les délégués de la Croix-Rouge resteront à la porte des camps et se satisferont des réponses officielles apportées, dans leur volonté de conciliation avec l'Allemagne et de préservation de la neutralité suisse à laquelle le CICR est lié. Après le refus des Allemands en décembre 1939 de laisser visiter les Juifs de Vienne déportés en Pologne, le CICR décide de ne plus citer en tant que tels les Juifs, mais les victimes de la déportation. En avril 1942, le CICR entérine la décision de la Croix-

Rouge allemande de ne plus communiquer de renseignements sur des détenus « non aryens ». Pour l'historien et ancien cadre du CICR François Bugnion, les dirigeants du CICR ont pris conscience du génocide à partir de l'été 1942. Un appel relatif à la conduite des hostilités est alors envisagé, puis abandonné quelques mois plus tard. Interrogée par le consul des États-Unis Paul Squire, le 7 novembre 1942, l'une des figures du CICR, Carl Burckhardt, confirme l'existence d'un ordre de Hitler visant à rendre le Reich « libre de Juifs » et l'issue funeste de cette décision.

« Le plus grand échec de toute son histoire »

Au nom du CICR, Maurice Rossel se rend en juin 1944 à Theresienstadt puis en septembre à Auschwitz, où il est mystifié par les nazis. Il en sera tout autrement du délégué du CICR à Budapest, Friedrich Born, qui intervient en faveur des Juifs persécutés en 1944, ce qui lui vaudra le titre de Juste parmi les nations en 1987. Au-delà d'un secours matériel ponctuel, le CICR choisit de ne pas dénoncer le génocide en cours, afin de ne pas risquer de compromettre son action en faveur des populations civiles et des prisonniers de guerre. Le 26 janvier 2005, à l'occasion du 60^e anniversaire de la libération d'Auschwitz, le CICR publie la déclaration suivante : « Auschwitz représente aussi pour le CICR le plus grand échec de toute son histoire, aggravé par le fait que, ayant manqué d'esprit de décision, il n'a pas pris les mesures nécessaires pour aider les victimes de la persécution nazie. Cet échec restera dans la mémoire de l'institution, tout comme le resteront les actes courageux de certains délégués du CICR à l'époque. »

À lire : *Une mission impossible ? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis*, de Jean-Claude Favez (Payot, 1988, 429 p.).



LE NIET DE STALINE

Dès «Barbarossa», en juin 1941, le leader soviétique autorise un comité juif à enquêter sur les massacres de masse nazis. Avant de tout passer au pylon.

PAR STÉPHANE COURTOIS



SOVIETUNION/GETTY IMAGES

Appel Des membres soviétiques du Comité juif antifasciste (dont l'écrivain communiste Ilya Ehrenbourg, assis, à dr.), organisme fondé en août 1941 en URSS et à l'initiative du *Livre noir*.

Dès l'invasion de l'URSS par l'armée allemande le 22 juin 1941, des responsables juifs comprennent que les nazis ont décidé d'exterminer les Juifs, par le biais des *Einsatzgruppen*, des unités mobiles de tueries de masse dirigées par la SS. Les 29 et 30 septembre 1941, ceux-ci ont assassiné, dans le ravin de Babi Yar, 33 771 Juifs de Kiev. En août 1941, avec l'accord de Staline, est créé le Comité juif antifasciste (CAJ), chargé de mobiliser le monde contre ce qu'on n'appelle pas encore un génocide. En 1942, le CAJ envoie aux États-Unis une délégation qui rencontre le Juif alors le plus célèbre, Albert Einstein, qui recommande de réunir un maximum de témoignages sur ces atrocités et d'en faire un *Livre noir*. Le romancier juif

Ilya Ehrenbourg commence alors à réunir la documentation, puis s'adjoint le concours du journaliste juif Vassili Grossman, correspondant de guerre lors de la bataille de Stalingrad et dont la mère a été assassinée par les nazis.

Un mémoricide de la Shoah par balles

Ils forment une équipe de 40 collaborateurs chargés de recueillir des centaines de témoignages venus de toute l'URSS occupée. Le bon à tirer du *Livre noir* est signé le 14 juin 1947, mais en novembre 1946 un jeune apparatchik ambitieux, Mikhaïl Souslov, a dénoncé le danger «nationaliste» que représente le CAJ, auprès de Staline, qui, au même moment, soutient la création de l'État d'Israël. Dès qu'il comprend que

ce soutien ne le mènera à rien, Staline ordonne, le 20 novembre 1948, la dissolution du CAJ. La composition du *Livre noir* est détruite et les épreuves, confisquées. Est ainsi voué au mémoricide le million et demi de Juifs soviétiques assassinés dans la Shoah par balles – l'exécution sur place des hommes, femmes et enfants, au bord de fosses communes creusées à l'avance.

Dans la foulée, les dirigeants du CAJ sont arrêtés pour avoir proposé à Staline la création d'une République soviétique juive en Crimée; ils sont accusés d'être des «cosmopolites sans racine» et des agents américains. Dans la nuit du 12 au 13 août 1952, 14 d'entre eux sont tués d'une balle dans la tête. S'ensuit une vaste campagne antisémite qui débouche, en janvier 1953, sur le fameux «complot des blouses blanches»: les médecins juifs du Kremlin sont torturés jusqu'à ce qu'ils «avouent» avoir organisé l'assassinat du Petit Père des peuples. Sans la mort de celui-ci, le 5 mars 1953, cette campagne aurait, selon l'historien Arkadi Vaksberg, abouti à une déportation générale.

Cet antisémitisme soviétique reste récurrent jusqu'au printemps 2001, sous la présidence de Vladimir Poutine, près du tiers des députés de la Douma ont refusé d'observer une minute de silence à la mémoire des Juifs d'URSS. Mais par miracle, un jeu d'épreuves du *Livre noir* fut retrouvé en 1989 lors de l'ouverture des archives soviétiques. Traduit en français, il fut publié conjointement en 1995 par Solin et Actes Sud. ♦



PIE XII: LE NON-DIT

*De timides allocutions à la radio, et c'est tout.
Quatre-vingts ans après les faits, la frilosité du
saint-père à dénoncer le génocide interroge.*

PAR OLIVIER TOSSERI

Un silence assourdissant : c'est le péché originel que les détracteurs du Vatican émettent à l'égard de l'attitude du pape face à la Shoah. Il savait, mais il s'est tu. Deux faits avérés par les historiens, bien que l'interprétation de ce qui a motivé l'absence de dénonciation nette de la part du saint-père suscite toujours la polémique. Les deux chapelles sont connues. D'un côté, les apologistes de Pie XII, qu'ils présentent comme le « pape des Juifs ». Son silence « était le moindre mal nécessaire » pour éviter des représailles nazies et garantir la discrétion indispensable à la réussite d'une aide de l'Église envers les persécutés. De l'autre, ses accusateurs fustigent sa germanophilie, son anticommunisme viscéral et l'anti-judaïsme traditionnel de l'Institution dont il avait la charge.

« Crier haut et fort »

Le Vatican savait le sort auquel était voué tout Juif arrêté par les nazis. Son action humanitaire pour cacher ou sauver des milliers d'entre eux est indéniable. L'attitude héroïque de plusieurs nonces le prouve. Celui en poste à Istanbul, Angelo Roncalli (futur Jean XXIII), sera d'ailleurs consulté par Pie XII en 1941 sur la façon dont son silence vis-à-vis des Juifs pourrait être jugé après la guerre. « Là où le pape voudrait crier haut et fort, c'est

malheureusement l'expectative et le silence qui lui sont souvent imposés », confiera-t-il. Ce n'est en effet pas un cri mais trois timides messages radiodiffusés à Noël qui sortiront des lèvres de Pie XII pour dénoncer les persécutions sans prononcer les mots « juifs » et « nazis ». Le Saint-Siège est attaché à sa prise de distance avec les belligérants, qui repose sur un fragile et changeant équilibre entre diplomatie politique et engagement humanitaire. Le poids de sa traditionnelle neutralité n'est pas à négliger, tout comme ses liens diplomatiques avec l'Allemagne ou encore la peur du communisme. Le silence face à la Shoah est également l'amer écho de la priorité donnée par le chef de l'Église catholique à sa fonction pastorale et à sa mission apostolique (protéger les clercs, assurer les sacrements et l'enseignement religieux).

Cela se fait au détriment d'une prise de position morale forte sur la scène internationale, avec des Juifs dont le sort n'est pas une priorité absolue puisqu'ils sont considérés comme des victimes de guerre parmi d'autres. Sans oublier le large spectre de sensibilités différentes au sein de la hiérarchie ecclésiastique à l'égard des Juifs. Certains prélats s'indignent des persécutions, tels que les nonces à Berne, M^{gr} Bernardini, et à Jérusalem, M^{gr} Testa, qui font preuve de compassion et multiplient les actions de leur propre



ALIMAR ARCHIVES-ALIMAR ARCHIVE/ROGIERVOILET

Quant-à-soi Eugenio Pacelli, élu pape le 2 mars 1939, ne désignera jamais les criminels de guerre ni leurs victimes.

initiative. Mais de proches collaborateurs de Pie XII sont des fascistes convaincus, tels le père Tacchi Venturi ou M^{gr} Dell'Acqua, dont l'antisémitisme prend ses racines dans l'anti-judaïsme traditionnel d'une partie de l'Église. Longtemps ignorés, les non-dits du pape face à la Shoah revêtent une importance inédite au tournant des années 1960 avec la pièce de théâtre *Le Vicaire*, de l'Allemand Rolf Hochhuth. Ses critiques de l'action de Pie XII durant la Seconde Guerre mondiale sont à l'origine d'une légende noire qui ne s'est pas complètement dissipée. ♦

Deux livres clés sur l'extermination des Juifs sont sortis en 2021 : *Shoah. Au cœur de l'anéantissement* (Tallandier, 309 p., 32 euros) et *Nouvelle Histoire de la Shoah* (Passés/ composés, 350 p., 24 euros). Sur le pape, nous renvoyons nos lecteurs au n° 894 d'*Historia* : « Pie XII face aux nazis ».



En résumé

PAR ALECOS PAPADATOS Écrivain et illustrateur de BD, on lui doit *Logicomix* (Vuibert, 2010, rééd. 2018), un livre devenu culte sur l'histoire des mathématiques.



2|3

À LA UNE
 ▶ AUSCHWITZ
 ET LA SHOAH
 ▶ Entretien avec
 Laurent Joly,
 à propos du «Savoir
 des victimes»
 ▶ «Itinérances»,
 d'Annette Wiewiorka

4|5

LITTÉRATURE
 ▶ Espérance
 Garçonnet, In Koli
 Jean Bofane, Dave
 Eggers, Julia Phillips



Espérance Garçonnet.
 IGOR KOV

6

HISTOIRE
 D'UN LIVRE
 ▶ «De silence et d'or»,
 d'Ivan Butel

7

ESSAIS
 ▶ Les réflexions
 sur la liberté du
 dissident syrien
 Yassin Al-Haj Saleh



10

ENTRETIEN
 ▶ Pierre Lemaître:
 «J'aime m'installer
 dans le temps long»

Quatre-vingts ans après l'ouverture du camp nazi Retour sur la « planète Auschwitz »



Les rails de la «Judenrampe»,
 devant Auschwitz II-Birkenau,
 février 2019.
 MICHEL SLOMKA/MYOP

TAL BRUTTMANN
 historien

La traduction par les éditions Calmann-Lévy d'*Auschwitz. Une monographie de l'humain*, de l'historien polonais Piotr Cywinski, directeur du Musée d'Auschwitz, doit être ici saluée. Car, malgré l'importance historique, mémorielle et politique d'Auschwitz, l'historiographie disponible en France à son sujet est relativement réduite. Ne serait-ce que parce que peu d'historiens français ont étudié l'ensemble de l'histoire du lieu, à quelques exceptions près, comme Léon Poliakov (*Auschwitz*, Julliard, 1964) ou Annette Wiewiorka (*Auschwitz, 60 ans après*, éd. Robert Laffont, 2005; réédité sous le titre *Auschwitz. La mémoire d'un lieu*, Fayard, 2012). Mais aussi parce que, si les études ne manquent pas à travers le monde, peu ont été traduites, y compris parmi les plus importantes.

Il en est ainsi de la première histoire jamais consacrée à Auschwitz, *Tovarna na smrt* («l'usine de la mort»), parue en 1946 en Tchécoslovaquie et œuvre de deux rescapés, Ota Kraus et Erich Kulka, pourtant disponible dans une dizaine de langues. Ainsi que de certains des principaux ouvrages récents, comme *Auschwitz. 1270 to the Present* («de 1270 à nos jours»), de Deborah Dwork et Robert Jan van Pelt

Un dossier de trois pages autour d'«Auschwitz, une monographie de l'humain», de Piotr Cywinski, ainsi que des livres de Laurent Joly et d'Annette Wiewiorka

(1996), ou le collectif dirigé par Yisrael Gutman et Michael Berenbaum, *Anatomy of the Auschwitz Death Camp* («anatomie du camp de la mort d'Auschwitz», 1994), qui ont pourtant constitué d'importants jalons dans la connaissance.

Ce sont en fait les témoignages des rescapés qui constituent l'essentiel des publications disponibles, qu'il s'agisse de récits individuels publiés au fil des décennies ou de collectifs qui, à travers la parole des témoins, tentent d'historiciser certaines dimensions de ce que fut ce camp (*Témoignages sur Auschwitz*, en 1946; *Jawischowitz, annexe d'Auschwitz*, publié par l'Amicale d'Auschwitz en 1985).

Quantité d'aspects à explorer

Le site est d'une rare complexité. Camp de concentration ouvert en 1940 par le III^e Reich pour la répression contre la population polonaise, il a rapidement vu ses missions s'élargir: prisonniers de guerre soviétiques, Tziganes, résistants et opposants de nombreux pays... En 1942, il devient le premier camp de concentration mixte: aux hommes

viennent s'ajouter des femmes, détenues dans des espaces distincts.

Mais cette même année 1942 Auschwitz se voit confier une autre mission, qui ne relève pas du système concentrationnaire: l'assassinat des juifs dans le cadre de la «solution finale». Parmi le million cent mille juifs de toute l'Europe acheminés à Auschwitz du printemps 1942 à la fin 1944, près de 900 000 ont été immédiatement assassinés, sans jamais entrer dans le camp. Et ce sont au total 400 000 hommes et femmes qui ont été détenus, entre 1940 et 1945, dont la moitié y sont morts.

Ces quelques éléments permettent de saisir l'ampleur de ce qui se trouve derrière le nom d'Auschwitz. Malgré les nombreuses études réalisées jusqu'à ce jour – hors de France, donc, pour la plupart –, de quantité d'aspects restent à explorer. C'est ce que fait ce livre, initialement publié en 2021, en polonais, qui aborde un domaine à peine effleuré, relevant de l'intime des détenus du camp.

En s'appuyant sur des centaines de témoignages enregistrés par la justice au sortir de la guerre, recueillis par le Musée d'Auschwitz ou publiés au fil des décennies, mais aussi sur sa fréquentation de rescapés dont il fut proche, Piotr Cywinski a analysé et rassemblé un impressionnant ensemble, qui a trait à différents thèmes relevant non pas du fonctionnement du camp, mais des conséquences sur les victimes des règles de cet univers à part, de cette «planète Auschwitz», comme l'avait qualifié l'écrivain Yehiel De-Nur (1909-2001), et à sa suite nombre d'autres rescapés.

LIRE LA SUITE PAGE 2

Marc Lavoine
 SON NOUVEAU ROMAN
 BOULEVERSANT

Quand arrivent les chevaux

« À la femme merveilleuse que fut ma mère »

fayard

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

L'utilisation de la masse de témoignages afin d'écrire l'histoire d'Auschwitz se pratique depuis la fin de la seconde guerre mondiale. L'ouvrage de Léon Poliakov ou *Hommes et femmes à Auschwitz*, de Hermann Langbein (1972; Fayard, 1975), en sont des exemples. Mais la démarche de Piotr Cywinski ne vise pas à tenter de donner une vue en surplomb. Il se place au contraire à hauteur d'homme et de femme, afin d'appréhender ce que furent leurs émotions et comportements.

Comme il le rappelle, Auschwitz « était un système qui avait pour objet de déshumaniser ses victimes et de les priver de toute référence claire et nette à ce qu'elles avaient pu connaître dans leur vie normale ». La civilisation et l'ensemble de ses règles les plus élémentaires étaient frappées de nullité et n'existaient plus dans l'univers du *Lager* – le « camp », en allemand –, laissant la place à autre chose, un autre chose modelé par les SS.

Le livre est articulé en chapitres ayant chacun un thème précis. Les analyses sont volontairement ramassées, afin de laisser la voix des rescapés s'exprimer. L'un des apports de l'ouvrage est de montrer à quel point les témoignages qui furent livrés sont riches dans bien des domaines, souvent au-delà de ce que l'on pense.

En creux, il révèle ainsi un point important. Le regard extérieur porté sur les rescapés des camps et leur parole a souvent refusé de voir des questions pourtant régulièrement évoquées, explicitement ou indirectement. Des sujets comme la sexualité, généralement considérée comme absente des témoignages, sont là, pour qui veut les percevoir. C'est d'ailleurs la morale et la pudeur – celles du monde normal, extérieur au *Lager* – qui ont empêché de saisir ces éléments bel et bien présents. Cywinski, tout en les mettant en lumière, souligne à quel point ils s'inscrivent dans la norme du camp et ne devraient pas appeler de jugement de valeur – sinon en ce qui concerne ceux qui ont créé ce monde.

Le destin individuel prévaut

L'étude se heurte évidemment à des limites, que signale Piotr Cywinski lui-même. Il souligne à quel point, dans cet univers particulier, il n'existe pas de véritable cohésion ni de groupe. C'est le destin individuel qui prévaut, hormis dans de rares cas où des liens familiaux, de même que des appartenances politiques ou résistantes, ont permis de constituer un véritable noyau. Ainsi, des aspects manquent au tableau, tant est complexe cet univers articulé autour d'éléments fondamentaux comme le groupe assigné (Allemands, Polonais, juifs...), la catégorie (criminelle, politique, raciale...) et la place occupée dans la hiérarchie – qui découle souvent de ce qui précède.

Une autre difficulté, assumée par l'auteur et mise en lumière par certains témoignages, réside dans le fait qu'Auschwitz n'est pas un camp unique, mais une constellation de camps, et pas uniquement en raison de l'existence de dizaines de camps satellites. Auschwitz I fut régulièrement scindé en plusieurs secteurs de détention (celui des Soviétiques, celui des femmes...), tandis qu'Auschwitz II-Birkenau est lui-même un ensemble composé de dix camps, chacun étant un continent en soi, avec ses particularités – on ne soulignera jamais assez à quel point les détenus ignorent presque tout de ce qui se trouve au-delà de leur quadrilatère barbelé. Être détenu à Auschwitz ou à Birkenau induit d'être soumis à des conditions différentes, notamment sanitaires.

Au bout du compte, l'ouvrage apporte de vrais éclairages sur des points jusque-là négligés, permettant de saisir au plus près ce qu'a signifié, pour les individus, hommes et femmes, être détenu à Auschwitz. En cela, il vient compléter un peu plus notre connaissance de cet immense sujet. ■ **TAL BRUTTMANN**

Tal Bruttman est historien, spécialiste de la Shoah. Une nouvelle édition de son livre de synthèse « *Auschwitz* » (*La Découverte*, 2015), paraît le 23 janvier (*La Découverte*, « Repères », 124 p., 11 €, numérique 8,50 €).

AUSCHWITZ. UNE MONOGRAPHIE DE L'HUMAIN (*Auschwitz, monografia czlowieka*), de Piotr M. A. Cywinski, traduit de l'édition anglaise par Claire Darmon et Lisa Vapné, Calmann-Lévy/Mémorial de la Shoah, 606 p., 28 €, numérique 19 €.



L'enceinte du centre de mise à mort, derrière le crématoire V, octobre 2020. MICHEL SLOMKA/MYOP

« Il est important de faire l'histoire de l'histoire du génocide des juifs »

ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS PAR ANDRÉ LOEZ

Directeur de recherche au CNRS, spécialiste de Vichy et de ses politiques antisémites, Laurent Joly a notamment publié *L'Etat contre les juifs* et *La Rafle du Vel d'Hiv* (Grasset, 2018 et 2022). Dans *Le Savoir des victimes*, fondé en partie sur des correspondances inédites d'historiens, il étudie la façon dont la complicité du régime de Pétain dans le génocide des juifs a été progressivement dévoilée, et les controverses qui ont accompagné l'écriture de cette histoire.

Qui sont les protagonistes de votre livre ?

C'est un travail centré sur les historiens qui ont étudié le rôle de Vichy dans le génocide des juifs, en commençant par ceux, peu connus du grand public, du CDJC, le Centre de documentation juive contemporaine [créé en 1943, il est à l'origine du Mémorial de la Shoah, à Paris]. Le point de départ du livre, c'est Georges Wellers [1905-1991], longtemps directeur de la revue du CDJC, *Le Monde juif*.

Il y a plusieurs années, je suis tombé sur ses archives privées, qui sont au Mémorial de la Shoah, où j'ai découvert des documents extraordinaires, comme une lettre qu'il avait projeté d'écrire au président du procès Pétain, en juillet 1945. Rentré d'Auschwitz à peine deux mois auparavant, il était dans un état d'affaiblissement extraordinaire, mais il suivait le procès et voulait témoigner. Sa lettre est un monument de précision et de force, à propos de tout ce qui n'était pas dit, durant ces audiences, sur le sort des juifs sous l'Occupation.

J'ai pensé qu'il était indispensable de faire ce travail-là en voyant apparaître le phénomène Zemmour, avec ses mensonges, sa prétendue « vision alternative » contre ce qu'il appelle la « doxa » attribuée à l'historien américain Robert Paxton et à son livre de 1973, *La France de Vichy [Seuil]*, qui pointait l'échec et les crimes de la collaboration. Les éléments qu'invoquaient Zemmour sont de vieux arguments, recyclés depuis les années 1950, et démentis à l'époque même par ces premiers historiens, d'où l'importance de faire l'histoire de l'histoire.

Dans « Le Savoir des victimes », Laurent Joly retrace la lente constitution de la vérité sur la Shoah et, en France, sur le rôle de Vichy, à travers le parcours de quelques historiens tenaces

Il y a donc dans mon livre les différents acteurs de son écriture, Wellers, Paxton, Serge Klarsfeld et tous les autres. Mais aussi les vichystes, Jacques Isorni, qui fut un des avocats de Pétain, ou le gendre de Pierre Laval [chef du gouvernement de Vichy entre 1942 et 1944], René de Chambrun, qui n'ont pas cessé d'écrire sur le sujet. Pendant des décennies, ces gens vont essayer d'imposer leur point de vue.

Comment expliquez-vous qu'ils aient pu tenir des positions de premier plan dans le débat public ?

Il y a deux niveaux. D'abord celui de la défense pure et simple de Pétain et Laval, ce que l'on appelle dès l'époque le « révisionnisme », en référence à la volonté d'Isorni d'obtenir une révision du procès Pétain. Et, en effet, leurs partisans publient chez de grands éditeurs, leurs livres sont souvent bien accueillis dans la presse, à la faveur notamment de la guerre froide, qui permet par exemple de rappeler que Laval avait dénoncé le danger communiste.

Mais ce qui domine c'est plutôt une vision pacifiante, réconciliatrice, pour dire au fond que de Gaulle et Pétain étaient complémentaires : c'est ce que le grand public cultivé a envie d'entendre et qu'il trouve par exemple dans *Histoire de Vichy*, de Robert Aron [avec Georgette Elgey, Fayard, 1954].

N'est-ce pas également parce que le savoir constitué par les historiens juifs du CDJC a longtemps été ignoré par le monde universitaire, les journalistes et le grand public ?

C'est vraiment le sujet du livre. C'est presque un cas d'école, dans la mesure où l'on peut reproduire le même schéma pour à peu près toutes les grandes questions qui déstabilisent une société : d'un côté on a tous les éléments pour savoir, et, de l'autre, il y a une prise de conscience collective insuffisante. On

pourrait faire le parallèle avec la question du climat, où l'on a un savoir cumulé, incontestable, et, en face, des sociétés travaillées par des gens qui dressent des écrans de fumée.

L'équivalent, à propos de Vichy, c'est la thèse du moindre mal, d'un régime qui aurait protégé les juifs français d'un sort pire encore, quand ce n'est pas le déni pur et simple de la réalité : dans les manuels scolaires des années 1960, on écrit que la grande rafle du Vel d'Hiv des 16 et 17 juillet 1942 à Paris était le fait de la Gestapo et non de la police française.

On dit souvent que la séquence de minimisation ou de déni prend fin avec la parution du livre de Robert Paxton. Vous montrez que la césure est en fait plus précoce, avec, en 1967, l'ouvrage « La Grande Rafle du Vél' d'Hiv », de Claude Lévy et Paul Tillard (éd. Robert Laffont)...

C'est effectivement un moment fondamental. A cette époque, deux processus convergent : d'un côté, le pétainisme triomphant, avec un grand nombre de livres en 1966 pour le 50^e anniversaire de Verdun, qui coïncide avec le 15^e anniversaire de la mort de Pétain ; de l'autre, dans la lignée du procès Eichmann, en 1961, une prise de conscience publique de plus en plus forte de la spécificité du génocide des juifs.

C'est dans ce contexte que paraît le livre de Lévy et Tillard, qui montre que Pétain et Vichy ont eu un rôle direct dans les crimes de 1942. C'est un véritable pavé dans la mare, avec dans la préface cette phrase de Lévy, dont les parents ont été déportés comme juifs, dénonçant l'« irritante falsification de l'histoire » qui avait cours jusqu'alors. Tout est dit. Après ce livre, vendu à des dizaines de milliers d'exemplaires, l'apologie de Vichy n'est plus tenable.

Le parcours des historiens que vous étudiez, tous survivants de la Shoah,

ne brouille-t-il pas l'opposition traditionnelle entre histoire et mémoire ?

Leur exemple illustre en effet l'exact contraire de l'idée répandue selon laquelle le militantisme ou l'engagement personnel produiraient de la mauvaise recherche. Il y a bien sûr des conditions et des aptitudes à réunir, mais les gens dont je parle, Wellers, ou encore Joseph Billig [1901-1994] et Léon Poliakov [1910-1997], ont joué à fond le jeu de la science, et ils l'ont fait en tant que juifs, en pensant qu'on ne les croirait pas s'ils ne produisaient pas un travail scientifique irréprochable, fondé sur les archives, mais aussi en tant que chercheurs passionnés par leur métier.

Leur démarche scientifique impliquait notamment la remise en cause de savoirs erronés. Poliakov est ainsi le premier à donner le chiffre correct du nombre de déportés juifs de France, que Serge Klarsfeld va imposer à la fin des années 1970. A l'époque, la mémoire juive évoquait parfois 100 000 ou 120 000 victimes. Eux, en historiens, disent « non, il y en a eu 75 000 ».

On a déjà beaucoup écrit sur ces sujets. Qu'apportent à vos yeux les archives et correspondances privées que vous avez consultées ?

Accéder à la quarantaine de fonds privés qui constituent l'essentiel de mes sources m'a permis de comprendre des enjeux qui ne sont pas forcément explicités dans les livres. Les archives privées dévoilent tout l'arrière-plan humain du travail historiographique. J'ai aussi découvert des documents assez extraordinaires, comme cette lettre de Wellers au président du procès Pétain, ou un long courrier inédit, écrit en 1982, de l'ancien secrétaire général de la police de Vichy, René Bousquet, alors qu'on pensait qu'il n'avait jamais répondu aux accusations étayées de Klarsfeld. La ténacité de ce dernier, indissociablement historique et juridique, ressort également. Si la vérité a fini par triompher, cela doit beaucoup à sa détermination et à celle de tous ces historiens qui étaient aussi des témoins. ■

LE SAVOIR DES VICTIMES. COMMENT ON A ÉCRIT L'HISTOIRE DE VICHY ET DU GÉNOCIDE DES JUIFS DE 1945 À NOS JOURS, de Laurent Joly, Grasset, 448 p., 25 €, numérique 17 € (en librairie le 22 janvier).



Dans l'entrée principale d'Auschwitz II-Birkenau, octobre 2020.

Les photos de ce dossier sont extraites de « Birkenau. Une écologie de la mémoire », travail du photographe Michel Slomka sur ce lieu, Auschwitz-Birkenau, « auquel, dit-il, on revient toujours mais que l'on n'atteint jamais ». MICHEL SLOMKA/MYOP



Vestiges des baraques de déportés, dans le Secteur BIIb du camp, février 2019. MICHEL SLOMKA/MYOP

Auschwitz, un gouffre au cœur du travail d'Annette Wieviorka

L'historienne publie « Itinérances », un recueil d'articles qui retrace plus de quarante ans de recherche sur l'histoire et la mémoire de la Shoah. Une formidable introduction à son œuvre

Aux premiers jours d'une « libération » douloureuse

Lorsque les troupes soviétiques pénètrent à Auschwitz, le 27 janvier 1945, après de brefs combats, le complexe édifié par les nazis ne ressemble plus tout à fait à l'usine de mort où ont été assassinés près d'un million de juifs. Voilà plusieurs mois que les SS, pressés par l'évolution du front est, ont mis au travail des déportés afin de démonter les crématoires et de dissimuler les traces de leurs crimes. Les soldats de l'Armée rouge ne peuvent que les deviner, sans en soupçonner l'ampleur, en découvrant des cadavres en décomposition, des monceaux d'effets personnels, et plusieurs milliers de survivants faméliques. Ces premières impressions sont au cœur d'*Auschwitz 1945* (Passés composés, 140 pages, 16 euros, numérique 12 euros), petit livre de synthèse proposé par Alexandre Bande, enseignant et historien que son rôle de guide a rendu familier du site. Nourri de témoignages, précis au plan topographique, il ne dissimule pas la part d'incertitude qui demeure sur la façon exacte dont se sont déroulés les premiers jours d'une « libération » douloureuse, dans l'urgence des rescapés à soigner. Il montre surtout l'écart entre les perceptions fragmentaires des contemporains, le faible écho dans la presse de l'ouverture du camp, et la compréhension qui est désormais la nôtre du fonctionnement d'Auschwitz et de sa centralité dans les politiques de violence nazie. A. Lo.

FLORENT GEORGESCO

Peut-être ne faut-il pas lire les quatrième de couverture. En tout cas, sautez celle d'*Itinérances*, d'Annette Wieviorka, morceau de bravoure d'un éditeur qui croit devoir masquer la vraie nature du livre. Non, l'historienne n'y raconte pas sa vie « au gré du flux de souvenirs ». Ce ne sont pas des Mémoires : c'est un recueil de près de quarante-cinq articles publiés depuis le début des années 1980, sur tous les sujets dont elle s'est emparée – l'histoire et la mémoire de la Shoah, les mondes juifs disparus, les combats pour la justice et contre le négationnisme, le communisme...

Il est vrai que, regroupés en neuf thèmes, ou plutôt neuf lieux qui les cristallisent, du Mémorial de la Shoah de Paris à Auschwitz ou Jérusalem, ces textes sont précédés, en ouverture de chaque chapitre, d'un préface où l'Annette Wieviorka d'aujourd'hui se lance dans une « forme d'introspection professionnelle », comme elle l'écrit en introduction. Mais ce sont toutes les Annette Wieviorka accumulées en quarante ans qui occupent l'essentiel du volume. C'est ce qui le rend passionnant de bout en bout, d'autant que chacun de ces articles offre un accès simple, synthétique, aux différents savoirs abordés, et que l'éditeur n'aurait pas rendu le livre moins attrayant s'il l'avait promu pour ce qu'il est : une introduction à l'une des œuvres historiques les plus frappantes de notre temps.

En mettant ces articles en perspective, Annette Wieviorka permet en effet au lecteur de naviguer avec une aisance accrue entre les pôles de son travail. Les articles sont à la fois, dans une vie de chercheur, le laboratoire où s'élaborent les li-

vres et leur chambre d'écho. Ainsi pourra-t-on aborder en meilleure connaissance de cause le désormais classique *Auschwitz. La mémoire d'un lieu* (titre de la deuxième édition, Fayard, 2012 ; la première est parue en 2005), après avoir lu ici les articles lumineux où l'historienne en resserre les éléments essentiels.

Mais c'est encore plus manifeste avec ceux où elle retrace les développements, à partir des années 1990, d'une vaste réflexion collective, à laquelle elle a pris une part importante, sur ce que doivent devenir les vestiges du plus grand camp de concentration et plus meurtrier centre de mise à mort de l'Allemagne nazie. Comment préserver la dignité de mémorial et de lieu de connaissance d'un site à ce point envahi par le tourisme de masse ? Comment conserver toute sa signification précise, historiquement établie, au mot « Auschwitz » lui-même, devenu la « métonymie de la destruction des juifs d'Europe » et, au-delà, l'« incarnation du mal dans l'histoire » ?

Autour de ces enjeux, les articles de ce chapitre restituent l'intensité de débats dont nous restons les héritiers. L'émotion légitime du visiteur d'Auschwitz peut être un vecteur pour le confronter, sans fauxsemblants, avec le pire crime de l'histoire, mais sous certaines conditions. Ces débats ont permis de les définir, en circonscrivant les places respectives de l'histoire et de la mémoire, du témoin et du savant, mais aussi des vivants, qui veulent croire que la vie, au bout du compte, triomphe, et de la multitude des morts, dont rien ne peut réparer la perte.

Si les sujets du livre sont aussi nombreux et divers que le sont les travaux d'Annette Wieviorka, cette question du gouffre entre les vivants et les morts est au cœur du livre, comme elle hante toute l'œuvre. Les lecteurs de *L'Ere du témoin* (Plon, 1998), en particulier, retrouveront les lignes de force de ce livre majeur, à l'état en quelque sorte natif. Il n'est pas possible de faire à froid l'histoire de ce

qui se consume encore à travers tant de vies. Pourtant, il faut, d'abord, établir, vérifier, croiser, bref, connaître. Telle est la clé de ce long affrontement avec les traces de la Shoah, qu'*Itinérances* récapitule. Il n'y a pas de recherche savante sans moteur intime. Mais le chemin mène plus loin, du côté de l'universel.

En 2022, Annette Wieviorka a publié *Tombeaux. Autobiographie de ma famille*

Comment conserver toute sa signification précise, historiquement établie, au mot « Auschwitz » lui-même, devenu la « métonymie de la destruction des juifs d'Europe » et, au-delà, l'« incarnation du mal dans l'histoire » ?

(Seuil), où elle met en lumière, entre autres, la figure de son grand-père, Wolf Wieviorka, journaliste et écrivain de langue yiddish, déporté à Auschwitz, mort lors de l'évacuation du camp, en janvier 1945. C'est par le désir de le connaître mieux que tout a commencé : l'apprentissage du yiddish, la découverte des mémoires rédigés par les communautés juives après la guerre, auxquelles elle a consacré, en 1983, *Les Livres du souvenir* (avec Itzhok Niborski, Gallimard), la transformation de la mémoire en objet d'histoire, dont elle sera une des pionnières... Elle voulait raconter cet homme. Elle a raconté un monde, et sa destruction. Puis elle y est revenue. Ces *Itinérances* ne sont pas des Mémoires, pas encore. C'est une boucle qui se referme et s'ouvre sur autre chose – la vérité d'une vie, sans doute. ■

ITINÉRANCES, d'Annette Wieviorka, éd. Albin Michel, 592 p., 25,90 €, numérique 18 €.

Repères

8 OCTOBRE 1939

La Pologne occidentale est annexée par le III^e Reich. La petite ville d'Oświęcim prend le nom allemand d'Auschwitz.

27 AVRIL 1940

Heinrich Himmler, qui dirige la SS, ordonne qu'y soit créé un camp de concentration.

14 JUIN 1940 Arrivée d'un premier convoi de prisonniers polonais. L'immense majorité des détenus seront polonais jusqu'en 1942.

SEPTEMBRE 1940

Oswald Pohl, responsable de la branche économique de la SS, ordonne une augmentation de la capacité du camp, suivi, en mars 1941, par Himmler, qui décide notamment de la création d'un camp satellite à Birkenau (Auschwitz II). L'ensemble constituera le plus grand camp de concentration et centre de mise à mort du III^e Reich.

20 JANVIER 1942

La conférence de Wannsee, réunissant de hauts responsables du III^e Reich, fixe les modalités de la « solution finale de la question juive », la politique génocidaire sans doute décidée fin 1941.

25 JANVIER 1942

Himmler annonce à l'administration des camps de concentration que ce sont majoritairement des juifs qui devront être déportés à Auschwitz II. Les premiers convois arrivent en février.

4 JUILLET 1942

Première « sélection » à la descente du train. Les déportés jugés inaptes au travail sont assassinés dans les chambres à gaz. Ce procédé est systématisé pour tous les convois, qui viennent désormais de l'Europe entière.

NOVEMBRE 1944

Tandis que l'Armée rouge progresse, Himmler ordonne la destruction des installations du camp. A partir du 17 janvier 1945, près de 60 000 prisonniers sont envoyés vers d'autres camps, dans ce qu'ils nommeront eux-mêmes les « marches de la mort ».

27 JANVIER 1945

L'Armée rouge ouvre le camp.

Au total, entre 1 075 900 et 1 115 900 personnes sont mortes à Auschwitz, dont entre 960 000 et 990 000 hommes, femmes et enfants juifs – près de 900 000 immédiatement assassinés après la « sélection » –, et 21 000 Tsiganes, sans compter les milliers de victimes des « marches de la mort » ni celles mortes après leur transfert dans d'autres camps.

(Données issues d'*Auschwitz*, de Tal Bruttman.)

Documents sauvegardés

L'Humanité

© 2025 L'Humanité. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20251210-HUW-026

Nom de la source	Mercredi 10 décembre 2025
L'Humanité (site web)	
Type de source	L'Humanité (site web) • 417 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	

« Sous terre » d'Annette Becker et Antoine Lecharny : sur les traces oubliées du génocide des juifs en Europe de l'Est

Pierre Barbancey

« Sous terre » d'Annette Becker et Antoine Lecharny explore la mémoire fragile du génocide des juifs en Europe de l'Est. À travers un travail photographique puissant et un récit historique précis, cet ouvrage restitue ce que le temps et l'oubli ont tenté d'effacer.

C'est un livre beau et sombre à la fois. Le titre fait déjà frissonner. Le travail photographique d'Antoine Lecharny est consacré à la mémoire des massacres perpétrés par les nazis contre les juifs en Europe de l'Est et dans les pays baltes. L'entreprise s'est avérée beaucoup plus compliquée : pratiquement plus rien ne signale ce qui s'est passé sur ces lieux entre 1941 et 1945.

Comme le photographe le confie à l'Humanité, « il fallait documenter l'absence de traces ». Une absence de traces due à une disparition proprement dite, le temps installant sa rudesse, mais également à la volonté d'effacer toute possibilité mémorielle, de souvent recouvrir les fosses communes.

La mémoire de la Shoah à travers la photographie

Paradoxalement, la photo devait montrer en creux quelque chose qui a disparu. En cela, l'ouvrage est particulièrement intéressant en ce qu'il fait également appel à la mémoire et à la connaissance pour reconstituer une séquence historique. La subjectivité de la photographie apparaît alors essentielle pour reconstituer les horreurs passées.

Le texte de l'historienne Annette Becker permet d'ailleurs de mieux se préparer à retourner vers ce temps glacé, celui du génocide des juifs. Une symbiose s'établit alors entre le récit et l'image par défaut.

Parmi les mille lieux où Antoine Lecharny pouvait installer ses appareils, il a choisi ceux où existaient néanmoins des signes attestant la présence de communautés juives et, à l'inverse, des zones où la collaboration de la population avec les troupes hitlériennes (en Pologne et en Ukraine notamment) était avérée. Ce qui s'est ensuite traduit par la tentative d'éradication de tout ce qui pouvait rappeler ce passé infâme. Les paysages retournés à leur banalité disent pourtant l'oubli.

Si le noir et blanc choisi renvoie évidemment à l'idée même de la Shoah, il donne aux prises de vue réalisées en hiver, dans de grandes étendues blanches, recouvertes de neige dans des lumières basses, une autre dimension, conférant aux masses un relief particulier. Une photographie au gros grain, réalisée en argentique et en numérique, qui rend particulièrement palpable l'émotion qui, elle, ne disparaîtra jamais.

Sous terre, photos Antoine Lecharny, texte Annette Becker, D'une rive à l'autre, 220 pages, 45 euros

Cet article est paru dans L'Humanité (site web)

<https://www.humanite.fr/culture-et-savoir/photographie/sous-terre-dannette-becker-et-antoine-lecharny-sur-les-traces-oubliees-du-genocide-des-juifs-en-europe-de-lest>

Simone Veil, un portrait en famille au Mémorial de la Shoah

— Une exposition riche de documents inédits permet de découvrir la famille de Simone Veil, née Jacob.

— Des destins bouleversés par la Shoah se dévoilent dans l'intimité de liens indéfectibles.

« Simone Veil, mes sœurs et moi »
Mémorial de la Shoah (1)

De Simone Veil, née Jacob, l'histoire retient la loi sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) du 17 janvier 1975, un parcours exemplaire au service de l'Europe et un combat inlassable pour la mémoire de la Shoah. C'est la vie intime et le cercle privé de la grande dame entrée au Panthéon en 2018 que nous invite à découvrir le Mémorial de la Shoah à Paris. Une famille dispersée et brisée par la déportation redevient un tout dans ce portrait de groupe conçu par David Teboul, commissaire de l'exposition « Simone Veil, mes sœurs et moi ».

Deux parents, quatre enfants : les Jacob se retrouvent à travers la mémoire de leurs années heureuses et les échanges entre les trois survivantes du génocide. Avec des visages et des voix, la famille est replacée au cœur de la vie. « Mon idée fut très tôt d'intégrer la famille Jacob au roman national. Je me suis intéressé à leur jeunesse, à la chronique du quotidien, à la façon dont l'intime et l'histoire se rencontrent. Plus tard, je me suis intéressé à la manière de se reconstruire », explique David Teboul.

Dans un décor de mimosas en fleurs, ce splendide récit mémoriel commence au chant des grillons. La famille Jacob vit à Nice. De cette époque insouciance subsistent des clichés d'enfants sur la plage dans des maillots de bain en maille qui gratte, le souvenir d'une fratrie turbulente où les filles se bagarraient en se tirant les cheveux, des photos de scoutisme, des déguisements de carnaval – Simone grimée en Joséphine Baker qui la rejoindra plus tard au Panthéon –, des lettres à une « Mémé chérie ».

Lettres inédites, objets personnels, albums de famille, images jamais publiées : l'exposition révèle le plus vaste fonds iconographique jamais réuni sur Simone Veil et sa famille. L'adolescence apporte son lot de flirts et de premières lectures. « Autant en emporte le vent, c'est très bien, mais ce qui me gêne



en le lisant, c'est que plusieurs personnes m'ont dit que je ressemblais à Scarlett », se plaint Simone, avec un poil de vanité. Aux visages rieurs et aux lettres anodines succèdent l'inquiétude sourde et les cartes d'identité portant la mention « Israélite ». Le parcours épouse ce cheminement en confrontant les visages solaires au tragique de l'histoire.

Denise, qui servait d'agent de liaison au maquis des Glières, part en camp de concentration comme

résistante, les autres en « déportés raciaux ». Autour de la figure de cette femme héroïque et discrète se construit le temps fort évoquant l'après-guerre.

Dans des vidéos diffusées sur grand écran, trois comédiennes lisent les lettres que les sœurs n'ont cessé de s'envoyer au cours de leur vie. Marina Fois incarne Simone, Isabelle Huppert, « Milou », Dominique Reymond, Denise. Leurs voix entremêlées, leurs visages sensibles, rendent très touchant ce

fécond dialogue sororal. Une photo des parents, conservée en détention et pliée en deux pour rester dissimulée, crée l'émotion autant que le souvenir.

L'intelligence planait haut au sein de la famille Jacob. Les lettres en témoignent autant que la première déclaration publique de Simone Veil, le 4 mars 1947. À 19 ans, auditionnée par l'Assemblée nationale en tant que « déportée raciale », sa voix ne tremble pas, sa parole est nette et précise sur le

repères

Le destin des Jacob

Les parents : André Jacob (1891-1944), vétéran de la Grande Guerre, est architecte. Déporté le 15 mai 1944 avec son fils Jean vers les camps baltes, il meurt à Kaunas (Lituanie).

Yvonne Steinmetz, sa femme, (1900-1945), déportée le 13 avril 1944, meurt en mars 1945 du typhus à Bergen-Belsen.

Les enfants : Madeleine « Milou » Jampolsky (1923-1952) est déportée à Auschwitz avec Simone et leur mère. Mariée après guerre, elle meurt d'un accident de la route en 1952 avec son fils Luc, âgé de 1 an. **Denise Vernay** (1924-2013) entre dans la Résistance en 1943. Arrêtée et torturée par la Gestapo, elle est déportée le 28 juillet 1944 à Ravensbrück (Allemagne). Elle épouse le résistant Alain Vernay, avec qui elle a eu trois enfants.

Jean Jacob (1925-1944), déporté vers les pays baltes, il meurt à 19 ans près de Tallinn (Estonie). **Simone Veil** (1927-2017), déportée à Auschwitz, est libérée avec « Milou » à Bergen-Belsen le 15 avril 1945. L'année suivante, elle épouse Antoine Veil avec qui elle a eu trois fils.

En haut : Les enfants Jacob dans les années 1930 (de g. à dr. : Madeleine, Denise, Jean et Simone).

Archives familles Veil et Vernay

Ci-contre : L'exposition révèle le plus vaste fonds iconographique jamais réuni sur Simone Veil et sa famille.

Archives familles Veil et Vernay

génocide. Une femme politique intraitable se profile déjà. Celle qui affrontait en 1979, un violent groupe de militants du Front national emmenés par Jean-Marie Le Pen pour attaquer son meeting de campagne lors des premières élections européennes. Elle leur avait lancé : « Vous ne me faites pas peur. J'ai survécu à pire que vous. Vous n'êtes que des SS au petit pied ! »

Nathalie Lacube

(1) Jusqu'au 15 octobre.

PARIS | IV^e Le Mémorial de la Shoah rend hommage aux 4 000 juifs non déportés mais assassinés pendant la guerre. Lionel Libermann évoque pour nous son grand-père Paul, fusillé en 1942.

« Sois courageuse et élève bien Marcel »

Yves Jaeglé

LES MOTS JETÉS dans un dernier souffle foudroient. Le 20 mai 1942, Paul Libermann est passé par les armes au Mont-Valérien, à Suresnes. À 8 heures, il annonce sa fin imminente à sa femme et son fils de 10 ans dans une lettre. « Ce matin, les papiers sont arrivés et on m'a pris comme otage, et nous serons fusillés (...) Je comprends, ma chère, ta triste douleur ; mais crois-moi, chérie, que ça ne peut changer en rien. Donc, sois courageuse et élève bien notre enfant ; sois une bonne mère pour lui... mon petit Marcel chéri. »

En représailles à deux attentats contre les forces allemandes à Paris le 10 mai, l'occupant exécute cinq juifs, dont Paul Libermann. Pendant la Seconde Guerre mondiale, environ 4 000 juifs de France ont été tués sans être déportés : otages, résistants, victimes d'exaction, morts dans les camps d'internement en France...

« Pour nous, c'est vital »

Ce dimanche, le Mémorial de la Shoah (Paris IV^e) inaugure dans sa crypte un mur numérique, œuvre mémorielle sous forme d'écran avec leur identité, qui vient complé-



Mémorial de la Shoah, Paris IV^e, le 16 avril. À la mort de son père, l'hiver dernier, Lionel Libermann (photo) a retrouvé la dernière lettre de son grand-père Paul écrite aux siens, sa femme et son fils, avant d'être fusillé au Mont-Valérien.

ter le Mur des Noms des 76 000 juifs morts en déportation, édifié en 2005 dans la cour du Mémorial.

Cette reconnaissance des juifs non déportés mais assassinés, beaucoup de familles de descendants l'attendaient. Le « Marcel chéri » de la lettre, le fils de Paul, n'assistera pas à l'hommage à son père, de très peu : il s'est éteint à 91 ans, en

décembre. Le matin du 16 avril, au Mémorial, c'est Lionel, le fils de Marcel et petit-fils de Paul, qui rappelle ce que cette inscription tardive représente aux yeux des siens : « Un jour, mon père nous avait emmenés avec toute la famille au Mont-Valérien, où seuls les enfants et petits-enfants de fusillés peuvent se recueillir. Mais pour nous, c'est vital de

savoir que leurs noms se trouvent aussi associés aux victimes de la Shoah ».

Lionel, né en 1972, a grandi sans bien connaître l'histoire de son grand-père assassiné. Il exerçait le métier de casquettier : « À l'époque, tout le monde portait un chapeau, ou, dans les milieux populaires, une casquette, sourit son petit-fils. Il a tenu une boutique,

puis, avec mamie Eva, ils ont ouvert une épicerie ». Mais sa grand-mère, qu'il a bien connue, ne se confiait pas sur ces ombres du passé. « Comme mon père disait, à cette époque, les enfants n'étaient pas les enfants d'aujourd'hui. Ils ne posaient pas de questions et on ne leur disait pas grand-chose », pointe Lionel.

Le jeune quinquagénaire, consultant, père de trois filles, à la recherche de sa mémoire familiale, ne sait même pas si son grand-père a été raflé parce qu'il avait participé à l'attentat ou par pur hasard : « On n'a pas su la raison officielle de son arrestation. Ce n'est pas très clair. Il avait des activités de communiste et de résistant, mais il n'en parlait pas. » Sa grand-mère et son père ont pu se cacher dans le Morbihan jusqu'à la Libération.

La lettre de Paul dans un livre

Après la guerre, Marcel travaille dès l'âge de 14 ans pour aider sa mère. « Il n'y avait pas d'argent. Il n'a pas fait d'études. C'était quelqu'un d'assez dur. » Eva, la veuve de Paul, se remarie. Marcel, qui a enchaîné les petits boulots, apprend le métier de tailleur aux côtés de son beau-père. Plus tard, il possède ses propres magasins de retouches. Travailler, élever ses trois enfants dont Lionel le benjamin, vivre, ne pas faire ressurgir les ombres du passé.

Les souvenirs affluent et se partagent sur le tard, dans les années 1990-2000. Surtout, dans un rayon de la Fnac consacré à la Seconde Guerre

mondiale, Marcel tombe sur un livre, « La vie à en mourir, Lettres de fusillés », qui attire son regard. Il découvre, stupéfait, la reproduction de la lettre que son père avait écrite le jour de son exécution à sa mère et lui, dont il détient l'original. Il ne l'avait jamais communiqué à personne. « Est-ce qu'il existait une copie de cette lettre ? s'interroge Lionel. Ce livre était édité par le Musée national de la Résistance. On y est allés ensemble, à Champigny-sur-Marne. » Sans en apprendre davantage.

À la mort de son père, l'hiver dernier, Lionel a retrouvé la lettre en cherchant avec sa mère, dans un classeur, sans protection particulière. En mauvais état de conservation. « Il faut la faire restaurer. Ensuite, on la confiera peut-être au Mémorial. C'est à discuter en famille. »

Le fils découvre aussi une pile de documents, des recherches que Marcel avait menées sur Paul. Ce dernier a été arrêté le 11 septembre 1941 dans son magasin du XX^e arrondissement et interné à Drancy. « Comme disait mon père, la visite du dimanche, c'était d'aller à Drancy, derrière les barbelés, et d'essayer de voir à travers les fenêtres s'il pouvait apercevoir son père ». La famille de Lionel a essayé d'entrer en contact avec des descendants des quatre autres Juifs fusillés ce 20 mai 1942 au Mont-Valérien : « On n'a jamais réussi. » Destins oubliés, traces perdues.

Le mur numérique, avec des noms défilant sur un écran, doit justement permettre à ce monument d'évoluer avec le temps et de nouvelles recherches, à des familles de se manifester à l'avenir, et d'ajouter leurs noms, ainsi que nourrir les archives du Mémorial par toute information supplémentaire. Comme sur ces fusillés dont on ignore presque tout. Comme la destinée de Paul, mort à 33 ans, dont les derniers mots écrits à sa femme et son fils vibrent encore : « Jusqu'à la dernière minute, je tiendrai votre photo devant mes yeux ».



Le Parisien

SOYEZ LES PREMIERS À ÊTRE INFORMÉS.

VOTRE JOURNAL NUMÉRIQUE EST DISPONIBLE DÈS 22H30



DÉCOUVREZ TOUT LE PARISIEN DANS UNE SEULE APPLICATION

94 | VITRY-SUR-SEINE À 99 ans, **Ginette Kolinka**, rescapée des camps de la mort, se bat pour faire perdurer la mémoire de la Shoah auprès des écoles. Ce mardi, elle rencontrait des élèves du collège Audin.

« La haine, c'est déjà un pied à Auschwitz »

Marion Sillion

SOURIANTE et déterminée, elle ne fait pas ses 99 ans. Ginette Kolinka, survivante du camp d'Auschwitz-Birkenau, consacre depuis près de vingt-cinq ans toute son énergie à transmettre sa mémoire auprès des plus jeunes. À tel point que, lorsque l'association Mémoire 2 000 lui propose d'intervenir au collège Josette-et-Maurice-Audin de Vitry-sur-Seine, elle accepte sans hésiter bien qu'elle se remette d'une hospitalisation.

« Je suis une des dernières. Quand il n'y aura plus personne pour raconter, ça sera à vous. Toi, toi, toi... » dit-elle en désignant les élèves. La classe de 3^e A a effectué cette année un voyage de mémoire à Lyon (Rhône) et Izieu (Ain) avec leur professeure d'histoire-géo, Véronique Signoret. « Tout s'est organisé dans le cadre du parcours Résister que nous menons chaque année depuis que le collège a été baptisé en hommage à Josette Audin, militante politique contre le racisme et le colonialisme », explique l'enseignante. Le voyage, organisé avec le soutien de



Vitry-sur-Seine, ce mardi. Ginette Kolinka, ex-déportée, est venue rencontrer des élèves de 3^e qui ont effectué cette année un voyage de mémoire à Lyon (Rhône) et Izieu (Ain).

moments heureux. « Plusieurs fois j'ai eu les larmes aux yeux », confie l'une des participantes.

Les collégiens encouragés à « ne pas oublier »

Les élèves ont réuni leurs récits de ce voyage dans un livret, remis à Ginette Kolinka. Avec un petit mot pour chacun, elle dédicace ceux des jeunes qui le souhaitent. « Est-ce que tu penses que c'est vrai, tout ça ? » demande-t-elle à une jeune fille, qui opine de la tête. « C'est bien. Parce que j'ai vécu ça, tu as devant toi quelqu'un qui l'a vécu. C'est tellement impensable que des gens pensent aujourd'hui que ça n'a pas existé, moi je représente le fait que ça a existé. »

« Je vous demande à vous de vous écouter, poursuit-elle. Ne laissez pas oublier, racontez vous aussi ce que vous avez vécu, ce que vous avez

entendu. Racontez-le à vos enfants, à vos petits-enfants, mais ne laissez pas oublier cette période. Il ne faut plus que ça recommence. C'est le plus jamais ça que les déportés survivants ont dit en arrivant. »

Des mots qui résonnent d'autant plus dans le contexte politique actuel. « On n'a pas le droit de dire je n'aime pas ceux-là, ou ceux-là. On n'a pas le droit, insiste-t-elle. On doit tous avoir le droit de vivre. Et plus de haine, on n'a pas le droit de bannir quelqu'un parce qu'il n'a pas la bonne couleur de peau, parce qu'il n'a pas votre religion, parce qu'il n'est pas comme vous. La haine, c'est déjà un pied à Auschwitz. »



C'est tellement impensable que des gens pensent aujourd'hui que ça n'a pas existé

Ginette Kolinka, survivante du camp d'Auschwitz-Birkenau

Mémoire 2000, a permis aux élèves de devenir les « nouveaux passeurs de mémoire d'un temps où l'humanité a sombré avant de se relever », se réjouit Jacinthe Hirsch, la présidente de l'association.

Au micro, quelques élèves racontent leur découverte de la maison d'Izieu (Ain), mémorial lié à la mémoire des

44 enfants arrêtés et déportés le 6 avril 1944. Ginette Kolinka, arrêtée le 13 mars 1944 alors qu'elle avait dix-neuf ans, s'est trouvée dans le même convoi à destination d'Auschwitz, le « convoi 71 » dans lequel se trouvait aussi Simone Veil. « Dans la maison, on a vu les pièces où vivaient les enfants, et surtout

une où il y avait toutes leurs photos », se souvient Myla. « Cette pièce m'a beaucoup émue car ce sont des enfants comme nous », acquiesce Mona. De leur propre initiative, certains élèves ont cueilli des marguerites qu'ils ont posées sur la fontaine devant la maison, autour de laquelle les enfants avaient vécu des

BRAVO À CAROLINE JOUISSE

qualifiée pour les Jeux olympiques 2024

Nage en eau libre 10 km

Licenciée au club de Nogent natation 94.

#ValdeMarne2024

VAL de MARNE
Le Département

Faits divers

Trafic de cigarettes : 3200 cartouches et plus de 22000 € saisis
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES |

Ils alimentaient de nombreux vendeurs à la sauvette dans les gares à Paris et dans une bonne partie de l'Île-de-France, comme celle de Villeneuve-Saint-Georges. Ce lundi, cinq personnes d'origine moldaves ont été interpellées par des policiers, spécialisés dans la lutte contre le crime organisé, dans le cadre d'une commission rogatoire, pour trafic de cigarettes de contrebande. Ils ont notamment saisi 3200 cartouches et plus de 22 000 € en liquide. Dans ce genre d'affaire où le trafic en bande organisée est visé, la garde à vue peut durer jusqu'à 96 heures. L'enquête a démarré à la fin de l'année dernière. Des surveillances,

des écoutes permettent de découvrir un entrepôt de stock de marchandise en Eure-et-Loir. La petite bande effectue aussi de nombreux allers-retours, sûrement pour récupérer des cigarettes, en Belgique. Pour mieux répartir et limiter les risques de saisies, les malfaiteurs se sont organisés avec trois autres caches en Seine-Saint-Denis, en Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise. De là, ils pouvaient approvisionner différentes gares, comme la gare du Nord, la Porte-de-la-Chapelle ou la station de métro 4 Chemins à Aubervilliers, en Seine-Saint-Denis. Ils fournissaient aussi de nombreux revendeurs dans le Val-de-Marne et l'Essonne. En mars 2023, les gendarmes avaient saisi plus de deux tonnes de tabacs de contrebande à Orly. Deux malfaiteurs avaient été incarcérés. **Sylvain Deleuze**

Spielberg, gardien de la mémoire de la Shoah

Le réalisateur américain s'était mis en tête, en 1993, de faire recueillir les témoignages de tous les survivants de la Shoah. A ce jour, sa fondation en a recueilli plus de 56 000

LOS ANGELES - envoyée spéciale

C'est dans l'avion qui le ramenait à Los Angeles, après le tournage de *La Liste de Schindler*, en Pologne, entre mars et mai 1993, que le cinéaste Steven Spielberg eut l'idée la plus folle et la plus ambitieuse de sa vie. Il venait de passer trois mois à Cracovie pour raconter l'histoire d'Oskar Schindler, cet industriel allemand membre du parti nazi qui, pendant la seconde guerre mondiale, réussit à sauver près de 1300 juifs en les embauchant dans son usine d'émail et de munitions. Le tournage avait été intense, compliqué, éprouvant. Spielberg, qui avait attendu une dizaine d'années avant de faire ce film, intimidé par l'énormité du sujet et la connexion avec son histoire personnelle et sa judéité, avait conscience d'une immense responsabilité. Pour la première fois de sa carrière, il avait même été ému aux larmes en tournant certaines scènes, entraînant ses équipes et des milliers de figurants dans une vision très réaliste de l'enfer de la Shoah.

Pourtant, le plus bouleversant avait été ses rencontres avec des survivants, notamment des « juifs de Schindler », comme se nommaient eux-mêmes ceux qui avaient été sauvés en extrême en travaillant pour l'industriel. Les uns après les autres, ils étaient arrivés sur le tournage, intrigués, stupéfaits, qu'un cinéaste ose aborder une histoire dont beaucoup d'entre eux n'avaient encore jamais parlé. Et très vite, ils avaient exprimé leur désir de se confier à Spielberg. « *Écoutez-moi, disaient-ils, moi aussi j'ai une histoire, moi aussi!* »

Le réalisateur, concentré sur son film mais touché par cette confiance, écoutait, prenait des notes, captait ça et là quelques idées, qu'il intégrerait d'ailleurs dans le film. Bien sûr que toutes ces histoires étaient intéressantes et ô combien précieuses, répondait-il. Bien sûr qu'elles méritaient d'être entendues, conservées, transmises. Aucun rescapé ne devrait disparaître sans avoir partagé son expérience personnelle de la Shoah. Elle était en soi une alerte et un message aux générations suivantes. Et, au fond, chaque survivant devrait se muer en « professeur ».

Aux deux tiers du tournage, le cinéaste eut l'idée de la scène qui constituerait l'épilogue de son film. Des « juifs de Schindler », en chair et en os, se retrouveraient autour de la tombe de l'industriel dans le cimetière chrétien du mont Sion, à Jérusalem, et seraient rejoints par les acteurs du film interprétant leurs rôles pour y déposer chacun une petite pierre, selon le rituel juif pour honorer les morts. Pendant des semaines, les producteurs associés de Spielberg remuèrent donc ciel et terre pour retrouver le plus de ces rescapés possible, dispersés de par le monde, et les amener vers Israël.

A la fin du mois d'avril 1993, ils étaient là : 128 survivants, parfois accompagnés de leurs familles, qui, près de cinquante ans après la Shoah (que les Anglo-Saxons nomment plus couramment l'« Holocauste »), se tenaient par le bras, formant une chaîne défiant le

temps et l'histoire. Contrairement au reste du film, cette scène fut filmée en couleurs, ancrant soudain le propos dans la réalité du moment. On quittait les années 1940 pour les années 1990. Des juifs avaient survécu au plan d'extermination nazi. Ils se tenaient droits. Et ils se souvenaient. Ils avaient tant à dire...

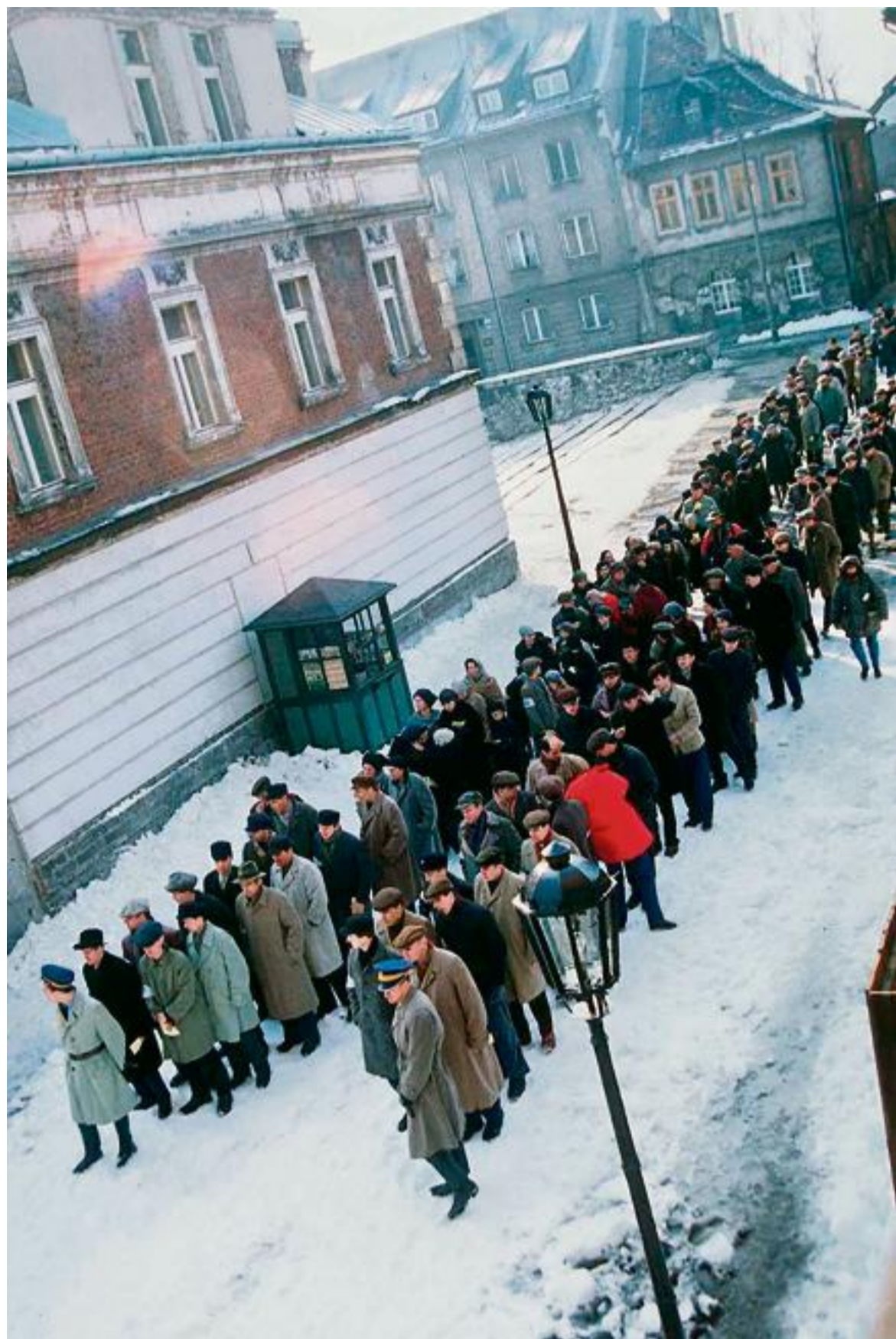
Cette dernière séquence dans la boîte, Spielberg prit l'avion pour rentrer en Californie. Et c'est donc au cours de ce long vol qu'épuisé, submergé par la multitude d'émotions que ce tournage avait fait naître, il partagea avec les deux coproducteurs l'idée qui l'obsédait depuis plusieurs semaines : consacrer à chacun des « juifs de Schindler » un documentaire de vingt minutes. Ses complices – dont l'un, Branko Lustig, était lui-même rescapé d'Auschwitz – eurent à peine le temps de réagir que Spielberg, déjà, s'emballait : mais pourquoi donc se limiter aux « juifs de Schindler » ? Il fallait faire mieux que ça : recueillir et filmer tous les témoignages possibles des survivants de la Shoah. Tous. Ainsi était né le projet de la Shoah Foundation, devenue rapidement la plus grande collection de témoignages au monde.

Un projet fou bien sûr. Extravagant, démesuré, irréaliste, ont jugé les rares interlocuteurs mis dans la confidence. Mais Spielberg était très sérieux. Son lien avec la Shoah datait de sa toute petite enfance, quand il assistait aux cours d'anglais que sa grand-mère Jenny donnait aux rescapés hongrois réfugiés à Cincinnati (Ohio) ; ou quand les anciens déportés lui apprenaient à compter à l'aide du tatouage sur leur avant-bras. « *Tu vois, Steve ? Ça, c'est un 6. Mais si je tourne le bras... hop ! Ça devient un 9!* » Alors, son rêve est devenu mission. Et la fondation, a-t-il coutume de dire, « *le travail le plus important jamais engendré par un film* » ; sur une note plus personnelle : « *La plus grande réalisation de ma vie.* »

« UNE COURSE CONTRE LA MONTRE »

Car, au moment où le monde célèbre le 80^e anniversaire de la découverte des camps et de la fin de la guerre, et alors que les derniers témoins disparaissent, laissant un vide immense et bien des interrogations sur la façon de transmettre la mémoire du génocide des juifs, la fondation du réalisateur, créée en 1994, peut se prévaloir d'avoir enregistré plus de 56 000 témoignages de survivants (dans 65 pays et en 44 langues), imaginé des outils pédagogiques et numériques touchant des centaines de professeurs et des millions d'élèves à travers la planète, et constitué un fonds documentaire d'une valeur inestimable, que l'institution travaille à rendre physiquement indestructible.

« *Un trésor*, affirme Catherine Clark, professeure d'histoire et d'études françaises au Massachusetts Institute of Technology, depuis peu à la direction des programmes de la Shoah Foundation. *Un trésor qui résonne avec les troubles et les menaces du monde actuel. Si on s'interroge parfois sur l'utilité de l'histoire, je vous assure qu'ici, à la fondation, on sait à quoi elle sert, ce qu'elle nous apprend, ce contre quoi elle nous met en garde. Et si 56 000 rescapés de la plus grande tragédie du XX^e siècle ont pris la peine de partager leur douloureuse his-*



toire, c'est dans l'espoir de prévenir, d'instruire et d'éviter que la montée de la haine et de l'intolérance produise les mêmes effets. »

L'accroissement de l'antisémitisme dans le monde, ajoute-t-elle, rend plus pertinente que jamais la consultation de ces archives. « *Tout y est ! Notamment les récits évoquant l'avant-guerre : le rejet de la différence, la montée des discours haineux, les premières mesures d'ostracisme, d'exclusion... avant la coercition et l'oppression. Un siècle se raconte, une souffrance infinie. Il faut l'écouter.* »

Mais reprenons le récit de l'aventure où nous l'avons laissé : 1993. Spielberg est occupé sur de multiples fronts. Il doit accompagner, en juin, la sortie en salle de *Jurassic Park* et travailler au montage de *La Liste de Schindler*, dont la sortie est prévue en décembre. Mais il ne peut chasser de son esprit l'idée que les interviews des survivants sont l'urgence absolue. Il faut constituer une équipe, une sorte de commando dévolu à la constitution de la collection. Ce rôle est confié à deux jeunes documentaristes – June Beallor et James Moll –, dont la vie change alors du tout au tout. « *C'était... dingue!*, se souvient June Beallor. *On ne savait rien, la tâche était énorme et les questions vertigineuses. Comment les contacter ? Pour quel type d'interview ? Sur quels supports ? Par quoi fallait-il commencer ? Sur quelles compétences s'appuyer ? Historiens ? Journalistes ? Cinéastes ? Sociologues ? Thérapeutes ? Existait-il déjà des collections ?...* »

Oui, le travail de collecte de témoignages est déjà entrepris par certains organismes. A l'université Yale, par exemple, le fonds d'archives vidéo Fortunoff réalise alors un travail remarquable et procède, depuis 1979, avec moult précautions et réflexions, à près de 3 000 interviews de rescapés. D'autres musées et mémoriaux rassemblent également archives et entretiens : le Musée des Etats-Unis du mémorial de l'Holocauste, à Washington ; le mémorial de Yad Vashem, à Jérusalem ; le Centre Simon Wiesenthal, à Los Angeles...

Les deux documentaristes prennent contact avec ces institutions, rencontrent historiens et universitaires, découvrent un monde et des problématiques qu'ils ignoraient jusqu'ici. « *Nous affrontions à la fois bienveillance et scepticisme*, témoigne James Moll. *On nous savait sincères, mais on nous jugeait naïfs. Ils étaient précautionneux, nous étions impatientes. Chaque jour, nous rappelait Spielberg, mouraient de précieux témoins, et ça lui était insupportable. Alors, on n'avait pas le temps de tergiverser. C'était une course contre la montre.* »

LE RESCAPÉ EST LA MEILLEURE AUTORITÉ

Le duo installe son quartier général dans de vastes mobil-homes, à proximité des bureaux de Spielberg, au sein des studios Universal. C'est pratique, efficace, mais cette proximité avec le show-business ne manque pas d'inquiéter les universitaires, davantage habitués à fréquenter les bibliothèques. Le 21 mars 1994, *La Liste de Schindler* reçoit sept Oscars, dont celui du meilleur film et de la meilleure réalisation. En recevant son prix, le cinéaste exprime ce qui lui tient à cœur : « *Il y a 350 000 survivants encore en vie aujourd'hui. L'implore tous les enseignants qui regardent ce programme de ne pas permettre qu'il devienne simplement une note en bas de page. Je vous en prie, enseignez-le dans vos écoles. Il y a 350 000 experts qui ne demandent qu'à être utiles pour le reste de leur vie.* »

Toute la vision de Spielberg est là : le rescapé est la meilleure autorité qui soit pour raconter et transmettre l'histoire. Une conception contestée par nombre d'historiens, dont Annette Wieviorka qui, dans *L'Ere du témoin* (Plon), paru en 1998, pointera le danger de cette illusion d'écrire l'histoire quand il ne s'agit que d'une juxtaposition de récits partiels, partiels et subjectifs, dépourvus de la vision analytique ou synthétique nécessaire au récit historique. Mais Spielberg ne veut pas seulement instruire. Il souhaite toucher le public, convaincu que rien n'est plus fort que l'émotion et la vibration transmises par le té-

« CHAQUE JOUR, NOUS RAPPELAIT SPIELBERG, MOURAIENT DE PRÉCIEUX TÉMOINS ET ÇA LUI ÉTAIT INSUPPORTABLE. C'ÉTAIT UNE COURSE CONTRE LA MONTRE »

JAMES MOLL
documentariste



Les figurants du tournage du film « La Liste de Schindler » et le réalisateur américain Steven Spielberg, à Cracovie, en Pologne, en 1993 ; Les rescapés Paula Lebovics, 81 ans, Miriam Ziegler, 79 ans, Gabor Hirsch, 85 ans, et Eva Kor, 80 ans, en 2015, devant une photo d'eux, enfants, lors de la découverte du camp d'Auschwitz.

PHOTOS : GRANDA/REX FEATURES/SIPA - DONALDGRANT/MARY EVANS/SIPA - USC SHOAH FOUNDATION



moins pour susciter l'empathie et mobiliser contre l'intolérance. « *See the faces, hear the voices* » (« voyez les visages, entendez les voix »), deviendra le mantra du projet. Pour June Beallor et James Moll, cette nuit des Oscars marque le lancement de la Shoah Foundation : « *On a vite présenté un plan de bataille, conçu un calendrier et fixé un cap : 50 000 témoignages à recueillir en trois ans.* »

Récolter 50 000 interviews, cela voulait dire 16 666 par an, 1 388 par mois, 320 par semaine, 64 par jour. « *La mission semblait impossible, poursuit James Moll, et nous l'avons finalement étendue à cinq ans. Mais nous étions confiants. D'une part, l'époque était favorable, le public attentif et sensibilisé à la Shoah grâce notamment à des films qui avaient pavé le chemin. La guerre en Bosnie suscitait de tragiques réminiscences. Bientôt viendrait le génocide au Rwanda. Nous sentions que les témoins de la Shoah, à ce moment de leur vie, étaient prêts à parler. Et qu'ils avaient confiance en Spielberg.* »

Encore fallait-il être prêts à les entendre et à les questionner. Pour cela, il fallait recruter des milliers d'intervieweurs et de cameramen, les former, les tester, ouvrir des antennes dans de nombreux pays, quadriller le monde en régions, s'appuyer sur l'expérience de collections déjà existantes et s'allier à des historiens et des organisations juives. C'est là qu'intervient Ari Zev, un éducateur au sein de la communauté juive de Los Angeles qui, dès son arrivée dans la fondation, jouera un rôle majeur, nouant de nombreuses alliances, stimulant ses troupes, organisant des formations dans 33 villes et 24 pays, et sillonnant la planète.

« *Pas de profil type pour les intervieweurs, raconte-t-il. Surtout pas ! Tout le monde était bienvenu : historiens, journalistes, enseignants, thérapeutes, cinéastes, enfants de survivants... Il fallait une sensibilité à cette histoire, de l'intelligence et de l'empathie. Le reste pourrait s'acquiescer lors de nos stages de formation sous l'égide d'une poignée d'historiennes remarquables.* » Beaucoup de juifs de la

« deuxième génération » n'ayant pu parler avec leurs parents rescapés ont saisi cette occasion de s'approcher au plus près de ce que le réalisateur Claude Lanzmann appellera le « *noir soleil aveuglant de l'Holocauste* ». En Allemagne, il arrivera aussi que des enfants de nazis cherchent la même expérience. « *Des gens écrasés ou minés par le fardeau du nazisme et en recherche d'une contribution positive à l'histoire* », commente Ari Zev.

Le protocole de l'interview est bien sûr objet de débats. D'abord sur le lieu. Plutôt qu'un enregistrement sur fond neutre, en studio, comme cela se faisait à Yale, le duo de documentaristes préfère des entretiens au domicile des témoins, lieu rassurant qui permet de livrer quelques indications sur leur environnement. On fera toutefois des exceptions dans les pays où les témoins craignent de révéler leur identité juive – y compris au sein de leur famille – ou quand ils redoutent l'observation de leurs voisins qui se trouvent être d'anciens collaborateurs nazis, comme ce sera le cas en Europe de l'Est.

« SCHINDLÉRISATION » DE LA SHOAH

Il était prévu au départ que l'interview dure deux heures. Mais on se rend vite compte de l'absurdité de la règle, d'autant qu'il est conseillé d'interrompre le moins possible le témoin. Shlomo Venezia, un déporté juif italien, membre du Sonderkommando (« unité spéciale ») de Birkenau, parlera plus de huit heures ; Simon Wiesenthal, rescapé de plusieurs camps et devenu « chasseur de nazis », plus de dix heures ; et Moshe Bejski, un des « juifs de Schindler » et ancien juge à la Cour suprême d'Israël, presque seize heures. Mais la moyenne reste de deux heures et quinze minutes. Simone Veil, interviewée à Paris le 7 mars 1997, livrera quant à elle un témoignage de trois heures.

Un appel téléphonique du coordinateur régional prélude à l'entretien et a pour but de collecter des éléments biographiques qui permettent d'avoir une idée générale de l'expérience du témoin et de choisir l'intervieweur

qui lui conviendrait le mieux. Une première rencontre est ensuite prévue entre les deux personnes, afin de nouer un lien et de compléter un questionnaire précis avec des dates, des noms, des lieux, une chronologie du parcours. Une façon de réactiver des souvenirs et de préparer, quelques jours avant l'entretien face à la caméra, le travail de mémoire.

Enfin vient l'interview, conçue comme un récit de vie en trois étapes : 60 % du temps est consacré à l'époque de la guerre, le reste se partage entre l'« avant » et l'« après ». L'« avant » est crucial, car il permet d'évoquer l'enfance, la scolarité, la culture familiale, le rapport à la religion, aux non-juifs, à l'antisémitisme ; puis l'engrenage infernal qui mène à la nasse du système nazi. L'« après » conduit le témoin à formuler un message à l'adresse des générations futures – le plus souvent un appel à la paix et à la tolérance, parfois aussi l'expression d'une colère jamais éteinte, voire d'un ressentiment mortifère – et à enjoindre au reste de sa famille de venir devant la caméra auprès de lui (conjoint, enfants, petits-enfants), voire à présenter leurs photos.

Happy end ? « *Et pourquoi pas ?* », réagit James Moll. *N'est-il pas important de montrer que les témoins ne sont pas des victimes et qu'ils ont réussi, malgré tout, à construire une vie ?* Ce procédé a néanmoins été critiqué, qualifié de « schindlérisation » de la Shoah, puisque, à l'instar de l'épilogue du film, on semble vouloir prouver à tout prix que la vie triomphe de la barbarie. N'était-on pas à Hollywood ? Ne fallait-il pas toujours une *good story* ? Accusation injuste, insistent ceux qui ont visionné un grand nombre d'entretiens. Il y a certes des conclusions heureuses, des enlacements, une joie et une fierté affichées à énumérer les noms et prénoms d'une descendance – soixante-quinze membres d'une même famille ont surgi un jour devant la caméra pour célébrer la fin d'un témoignage. Mais la scène finale n'est pas forcément triomphante. Il se peut même qu'elle laisse émerger des malaises, des inquiétudes, des reproches non formulés, une histoire familiale trouée de traumatismes, d'incompréhension et de souffrance.

Et les survivants alors ? Les fameux 50 000 espérés en l'espace de cinq ans ? Ils ont répondu massivement à l'appel. De tous les coins des Etats-Unis. De toutes les régions du monde, y compris de Chine. La première, Isabella Goldstein, a témoigné dès le 18 avril 1994. Le cinquante-millième, Branko Lustig, ami et producteur de Spielberg, fin janvier 1999. Par survivants, on entendait les rescapés des camps, les enfants cachés pendant la guerre, les juifs résistants, et d'une façon générale tous les juifs qui, par un stratagème ou un autre, étaient parvenus à survivre au système concentrationnaire nazi. Le pari était donc gagné.

Il faut dire que tout avait été tenté pour faire savoir que leur témoignage était important et bienvenu. Des annonces avaient été publiées dans des journaux nationaux, locaux et communautaires. Des flyers traduits en 20 langues et comportant adresse de la fondation et numéro d'appel gratuit étaient distribués auprès d'associations de rescapés, de synagogues et de centres culturels. Et, bien sûr, chaque apparition de Spielberg à la télévision s'était révélée d'une redoutable efficacité. Une interview avec l'animatrice star Oprah Winfrey, en mai 1996, a généré à elle seule 6 000 appels. La diffusion de *La Liste de Schindler* sur la chaîne NBC, en février 1997, suivie d'une brève intervention du cinéaste, a fait exploser le standard. « *C'était hallucinant*, dit James Moll. *Nous avons organisé une permanence téléphonique tenue par des dizaines de volontaires, dont beaucoup de rescapés insistant pour recueillir eux-mêmes les appels. Ce fut une avalanche.* »

Pour le reste du monde, raconte Ari Zev, le personnel de la fondation (200 personnes à Los Angeles, plusieurs dizaines dans le monde) s'adaptait au terrain... et à la langue choisie par le survivant pour livrer son témoignage. Mark Edwards, le jeune réalisateur américain qui coordonnait l'opération en France, se souvient avec émotion des centaines d'interviews réalisées dans le pays (1700 en trois ans), au rythme de quatre par jour pendant la période la plus intense, du soutien spontané manifesté par les organisations juives et de la bienveillance de Simone Veil, toujours prête à faire des présentations, à donner

des contacts et à faciliter les liens. « *Cette expérience de vie m'a marqué à jamais* », confie-t-il, à l'instar de la dizaine de personnes interviewées pour cette enquête et ayant participé aux premières années de l'aventure.

La collection, donc, existait. Chaque survivant s'était vu remettre une cassette, plus tard un DVD, puis le lien numérique de son interview. Et il avait reçu une lettre personnelle de Spielberg le remerciant de sa contribution. Mais il était temps d'envisager de nouvelles étapes. En 2006, la fondation a enfin quitté les studios d'Hollywood pour emménager sur le campus de l'université de Caroline du Sud, devenant la USC Shoah Foundation et affirmant sa volonté de devenir pleinement un institut d'histoire visuelle et d'enseignement par le témoignage. De fait, les chercheurs de la fondation ont continué de concevoir des outils pédagogiques pour les écoles primaires et secondaires, créé une chaîne YouTube permettant de visionner de nombreux témoignages, et lancé récemment un podcast sur les racines de l'antisémitisme, « *Searching for Never Again* ».

D'AUTRES GÉNOCIDES

Entre-temps, la fondation s'est ouverte à des collections portant sur d'autres génocides : les Arméniens, les Tutsi, les Khmers rouges, les Chinois de Nankin et les Mayas au Guatemala. Le lien avec la Shoah ? Eclairer les engrenages conduisant au crime ou, inversement, révéler les moyens de l'en empêcher. Une autre initiative vise à recueillir toutes sortes de témoignages sur l'antisémitisme. C'est dans ce cadre qu'a témoigné Robert Bandler, en 2017, ainsi que de nombreuses victimes d'agression antisémite et les témoins de l'attentat terroriste du 7 octobre 2023 en Israël. Le nombre total de témoignages approche donc les 60 000.

Mais, trente ans après sa création, la Shoah Foundation a besoin d'instaurer de nouveaux caps. D'abord, relève le président, l'historien Robert Williams, il faut continuer d'enrichir la collection. « *Ce n'est pas vrai que le travail est terminé ! Partout dans le monde croissent, dans des malles, des placards, des bibliothèques, des archives visuelles incroyablement précieuses et aujourd'hui abandonnées. Sauriez-vous, par exemple, que Tito [président de la Yougoslavie de 1953 à 1980], dans les années 1970, a entrepris d'enregistrer les témoins de la Shoah et du génocide serbe ? On doit retrouver et sauver ces archives, enregistrées sur du mauvais matériel et probablement en train de se dégrader.* » Des études évaluent ainsi à 100 000 ou 150 000 les témoignages existants, mais quasi oubliés. « *Je pense même qu'on peut quadrupler ce chiffre* », insiste Robert Williams. « *A la chute de l'Union soviétique, dit-il, de nombreuses initiatives ont été prises en Ukraine pour enregistrer l'histoire locale de la Shoah. Où sont ces archives ? Qui s'en soucie ? Pareil dans une partie de la Bulgarie, de la Macédoine, en Moldavie et en Transnistrie. Il est urgent de conclure des partenariats avec les gouvernements, universités, organisations juives, pour identifier et assurer la pérennité de ces archives.* »

Enfin, poursuit-il, il faut mettre la collection à la disposition du plus grand nombre. Pour le moment, seules 400 institutions dans le monde y ont accès (en France, le Mémorial de la Shoah et l'Université américaine de Paris). « *Notre vocation ultime est bien là : chacun doit pouvoir visionner les témoignages de rescapés, comme c'est d'ailleurs le cas partout en Israël. La Shoah n'est pas une histoire européenne ou strictement allemande, comme la tendance vise à le faire croire. C'est une histoire universelle.* »

Récemment, plusieurs survivants ont contacté la fondation pour livrer leur témoignage de la Shoah. Certains ont cédé à la pression de leurs enfants. D'autres sont tout simplement terrifiés par l'époque et les vents mauvais qui, pensent-ils, déferlent de nouveau sur le monde. « *C'est inouï n'est-ce pas ?* », observe June Beallor. *Lorsque Spielberg a lancé la fondation, il y a trente ans, nous avions tous le sentiment de raconter une histoire ancienne, déconnectée du présent. Les ombres du passé s'éloignaient, l'antisémitisme n'était qu'un souvenir hidois. Et voilà qu'aujourd'hui des survivants ont peur. Voient ressurgir des mots, des gestes, des exclusions qui leur rappellent les années d'avant-guerre. Qu'est-ce qui nous prend ?* » ■

ANNICK COJEAN

**« PARTOUT
DANS LE MONDE
CROUISSENT,
DANS DES MALLES,
DES PLACARDS, DES
BIBLIOTHÈQUES,
DES ARCHIVES
VISUELLES
AUJOURD'HUI
ABANDONNÉES »**

ROBERT WILLIAMS
historien

93 | **ÉDUCATION** Des classes de primaire sans enseignant durant plusieurs semaines : la situation semble se reproduire un peu partout ce mois-ci. L'académie le reconnaît : il lui en faudrait « 200 à 300 de plus ».

Où sont les profs remplaçants ?

Théo Uhart

DES REMPLAÇANTS pour remplacer des remplaçants de remplaçants. C'est la situation qu'ont connue pendant près de quatre mois 25 élèves d'une classe de CM1 de l'école des Pâquerettes, à Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis). En tout, depuis la mi-octobre et le début de l'arrêt maladie de l'enseignante titulaire, pas moins de dix professeurs différents ont défilé devant eux.

« Maths, français... Ma fille accumule le retard », déplore Séverine, qui lui paye des cours à domicile pour compenser. L'an passé, déjà, de nombreux élèves de cette même classe avaient vécu un CE2 chaotique, rythmé par les absences de leur enseignant. « J'y pense toute la journée. J'ai vraiment l'impression que ma fille est déscolarisée. »

« Mon fils est content parce qu'il va à l'école et ne travaille pas. Moi, j'essaie de lui rajouter des devoirs mais je ne suis pas la maîtresse donc il ne le comprend pas », confie, « stressée », Emmanuelle, représentante FCPE. « Quand mon fils est envoyé dans une autre classe de CM1, il se sent perdu. Maintenant, il va à l'école à reculons et il me dit qu'il est bête. Ça me bouffe de l'intérieur », dit avec colère Khadija.

« Un jour, il y a eu trois absences dans l'école »

Une ire partagée par cette autre mère : « J'en ai marre d'entendre qu'il n'y a pas de profs et qu'il faut faire avec. C'est affligeant ! » Depuis lundi, une solution pérenne semble avoir été trouvée : un en-



Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), mardi. À l'école des Pâquerettes, une classe de CM1 a connu pas moins de dix remplaçants depuis octobre.

seignant a été affecté pour remplacer dans la durée la titulaire. Mais les situations comme celles-ci se multiplient dans le département.

À Rosny-sous-Bois, une classe de CP de l'école Raspail a dû attendre trois semaines avant de se voir proposer un remplaçant. « Il y a un jour où il y a eu trois absences dans l'école, donc trois classes à répartir dans des salles déjà surchargées », raconte Nora. On s'est retrouvé avec des élèves qui ont passé la

journée par terre ou sur le bureau de la maîtresse. » « En arriver là, c'est choquant, abonde Berivan, représentante PEEP pour l'école Raspail. Et après, quand on met nos enfants dans le privé, ils se plaignent que l'école publique soit délaissée. »

Pourtant, la rentrée de septembre s'était plutôt bien passée. « On avait même des collègues en surnombre qui attendaient des remplacements. On n'avait pas vu ça depuis longtemps ! », note Caroline Marchand, co-secrétaire du Snuipp-FSU 93. « Mais après les vacances d'automne, la situation a commencé à se dégrader. Et là, ça explose. » La directrice académique des services de

l'éducation nationale (DASEN) de Seine-Saint-Denis, Sandrine Lair, reconnaît sans détour « une tension sur les remplacements ».

En cause, « une grippe assez méchante »

En cause ? « Les épidémies saisonnières, notamment une grippe assez méchante, qui font qu'on a un taux d'absence bien plus important depuis quelques semaines. Et les remplaçants n'échappent pas aux maladies. »

Mais le problème est aussi structurel, avec des enseignants plus jeunes que la moyenne nationale « qui ont donc des congés paternité ou maternité » et le plus grand nombre d'écoles classées



J'y pense toute la journée. J'ai vraiment l'impression que ma fille est déscolarisée.

Séverine, mère d'un de l'école des Pâquerettes, à Gournay-sur-Marne

REP + pour un département en France. Or, les titulaires de ces écoles sont libérés 18 demi-journées par an pour se former. « Pour 9 500 classes, j'ai 1 155 titulaires remplaçants, dont 140 affectés uniquement aux remplacements de ces demi-journées », détaille la DASEN. Ajoutez à cela les vingt-quatre contractuels qui ont jeté l'éponge depuis septembre (sur 1 200 en poste en septembre), les démissions de titulaires, les maladies ou accidents graves, etc. « Au fil de l'année, notre brigade se voit amputée de gens qui font des remplacements très longs. »

Alors, il faut « gérer les priorités », assume Sandrine Lair. Durée de l'absence, temps depuis lequel les élèves sont sans enseignant, taille de la classe et de l'école... Les critères sont nombreux. « Notre problème, ce sont les petits arrêts qui se suivent. On aurait besoin d'un remplacement long mais on ne peut pas l'anticiper comme tel. »

Syndicats et rectorat partagent le même objectif : réabonder la brigade de remplaçants. « Un point saillant de nos revendications dans le plan d'urgence 93 », rappelle Caroline Marchand. « Il en faudrait au moins 200 ou 300 de plus pour être dans une situation plus confortable », estime de son côté Sandrine Lair. Qui espère pouvoir s'attaquer au problème dès septembre 2025. « C'est important pour les élèves, les parents mais aussi pour les enseignants. Un professeur s'arrête parce qu'il est malade, ne va pas bien. Il doit pouvoir le faire en sachant qu'il y aura quelqu'un pour s'occuper de sa classe. »

ÎLE-DE-FRANCE | « Les derniers » est le nom de l'application lancée par la région. En s'approchant d'un lieu de mémoire, l'utilisateur reçoit une notification, et peut ainsi écouter le témoignage d'un survivant.

Une appli interactive sur la Shoah destinée aux lycéens

Fanny Delporte

DE LÀ où nous sommes, cinquante kilomètres nous séparent de Michel Waksberg. Un ancien élu de Sarcelles (Val-d'Oise) qui, enfant, durant la Seconde Guerre mondiale, a passé les premières années de sa vie caché parce que juif. Il est l'un des témoins dont on peut entendre et voir le récit grâce à l'application « Les der-

niers », qui vient d'être lancée par la région Île-de-France, alors que l'on commémore cette semaine le 80^e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz. Un outil à destination des lycéens, mais pas uniquement, qui met la géolocalisation au service d'un travail de mémoire.

Joseph Weisman, ancien déporté, a grandi dans le quartier des Abbesses à Paris. Es-

ther Senot, emmenée à Auschwitz, raconte son histoire depuis Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Shelomo Selinger, artiste, a réalisé la sculpture du mémorial de Drancy (Seine-Saint-Denis).

« Cette mémoire dans la poche de tous les gamins »

Ils font partie des derniers survivants des camps de concentration à avoir témoigné auprès

de la réalisatrice Sophie Nahum dans la série documentaire « Les derniers d'Auschwitz ». Et « ils ne sont plus très nombreux », alerte-t-elle. C'est elle qui, en 2019, avait annoncé le décès d'Albert Veissid, autre rescapé, qu'elle avait pu filmer à Marseille quelques semaines plus tôt, pour ce projet. « Elle a réussi à faire sortir l'histoire de la Shoah des manuels scolaires et des documentaires

très classiques pour en faire quelque chose de vivant et beaucoup plus contemporain », salue le conseiller régional Pierre Liscia, délégué spécial chargé de la laïcité et de la citoyenneté.

L'application « Les derniers » a la même ambition, « en mettant cette mémoire dans la poche de tous les gamins », explique-t-il. En Normandie, par exemple, ils en-

tendront le récit de Bernard Kanovitch dont les parents et la sœur sont morts à Auschwitz. Car c'est en s'approchant d'un lieu de mémoire que l'utilisateur reçoit une notification. « Cet outil est relié au quotidien. Plus on touche de jeunes mieux ce sera », explique encore Pierre Liscia. L'application, gratuite, donne aujourd'hui accès à 136 témoignages, et a vocation à s'enrichir.

les derniers témoins de la Shoah (4/4)

Rescapés de la déportation lors de la Seconde Guerre mondiale, quatre survivants de la Shoah confient à *La Croix* leur témoignage, entre récit de l'horreur vécue, raisons d'espérer et message pour l'avenir.

Aujourd'hui, Ginette Kolinka, 100 ans, déportée à l'âge de 19 ans à Auschwitz-Birkenau.

Ginette Kolinka

« Mon cerveau a cessé de fonctionner, et heureusement »

— Ce qui m'a le plus blessée

« À l'arrivée au camp, en l'espace de quelques heures, des femmes nous enlèvent tous les poils et cheveux, il n'y a plus de blondes ni de rousses, nous sommes toutes pareilles, le crâne rasé. De ce qui pouvait nous rendre un peu humaines, il ne reste rien. Cette honte d'être nues, sans cheveux... C'est affreux tant qu'on a encore un peu de conscience. J'avais 19 ans et la nudité a été terrible pour moi, bien plus que le tatouage. Très vite, ces femmes nous apprennent qu'on ne reverra pas ceux qui, trop jeunes ou âgés, ont été sélectionnés à l'arrivée.

Sur la rampe ("Judenrampe", quai de débarquement et de tri des prisonniers, NDLR), les nazis nous ont dit: "Il va falloir marcher et ce sera pénible, ceux qui sont fatigués, prenez les camions." Mon frère avait 12 ans, mon père, 61. Je leur ai dit de monter dans ces camions. Quand je comprends que je les ai envoyés à la mort, je reçois comme un coup de massue sur la tête. Et je cesse de penser. Même revoir le visage de ma mère devient impossible. Des cerveaux peuvent-ils arrêter de travailler? Cela m'est arrivé. Comment vivre sinon?

En revanche, ce que je fais dans le camp, tout ce qu'on me fait, mon cerveau l'enregistre. Le produit qu'on nous pulvérise sur le

corps, la violence dont nous sommes capables quand on nous vole notre bout de pain. Cette image aussi, lors d'un transfert, moi qui broute l'herbe et bois l'eau rejetée par la locomotive. Et, plus tard, dans le train pour Theresienstadt, cette femme morte que je garde à mes côtés durant tout le trajet, pour avoir sa portion. Je ne savais plus m'apitoyer sur quoi que ce soit. Je regardais des filles se faire battre sans réagir. J'ai dormi d'avril à novembre avec les mêmes femmes sans créer avec elles aucun lien. Après la guerre, dans une vitrine parisienne, j'ai vu un robot, et je me suis dit que j'étais devenue ça. Un robot, cela n'a pas d'âme et cela fait ce qu'on lui dit de faire. C'était ça, moi. Même encore maintenant, je ne m'apitoie pas. Ni sur la souffrance des autres, ni sur mon sort.

n' imagine Birkenau. Et une fois là-bas, mon cerveau a cessé de fonctionner, je vous l'ai dit, et heureusement. Je n'avais pas d'espoir, mais pas de désespoir non plus.

Même quand j'apprends que mon neveu de 14 ans est vivant, je ne me souviens pas de ma réaction. Est-ce que je suis contente? Est-ce que je pense qu'il doit travailler aussi dur que moi? Mon cerveau n'est plus capable de savoir ce qui est bien ou pas. Tous les jours, le même rythme, la même humeur, je ne pense à rien et je laisse faire. Dans le camp, il n'y a ni présent, ni passé, ni avenir. On ne peut pas comprendre ça, moi-même je ne le comprends pas. La partie du cerveau qui fait qu'on a des craintes ou des souvenirs s'éteint. Encore aujourd'hui, je vis au présent, je ne dis jamais demain.

Cela aurait pu durer jusqu'à la libération d'Auschwitz, en janvier 1945. Mais en novembre 1944, j'ai une première chance: je suis mise dans un train pour Bergen-Belsen, qui n'est pas un camp d'extermination. Là, nous travaillons dur, mais nous n'avons plus la menace des chambres à gaz qui plane au-dessus de nos têtes. Dans un petit coin isolé de la tente, je me tiens souvent à côté de filles plus âgées qui se racontent leurs histoires. Je suis bien trop timide pour leur adresser la parole, mais

« Tous les jours, le même rythme, la même humeur, je ne pense à rien et je laisse faire. Dans le camp, il n'y a ni présent, ni passé, ni avenir. »

je les écoute et j'ai l'impression d'entendre mes sœurs. Elles habitaient notre quartier, peut-être étaient-elles même amies?

La seconde chance de ma vie, c'est ensuite d'être envoyée en usine, à côté de Leipzig. Nous y avons un traitement spécial en tant que juives, mais comme les Allemands ont besoin de nous comme ouvrières, nous sommes mieux nourries, mieux habillées et nous pouvons faire notre toilette. Je deviens plus humaine, mais je ne pense toujours pas au retour et à ce que l'avenir pourrait m'offrir.

— Ce que je veux transmettre

Très rapidement, j'ai effacé l'histoire du camp. À mon retour, je me dis à moi-même: ●●●

son relais de mémoire



Nadir, 18 ans

« En tout cas Ginette, je vous promets une chose, c'est de prendre le relais, de faire en sorte que ce ne soit pas oublié et que les jeunes prennent connaissance de ça. Je vous promets d'être la mémoire de votre mémoire. »

Extrait du documentaire *Les Immortels*, cinq courts métrages réalisés par Olivier Nakache et Éric Toledano en partenariat avec le Mémorial de la Shoah, faisant dialoguer des survivants des camps de la mort avec des jeunes.

À retrouver sur la chaîne YouTube du Mémorial de la Shoah.

— Ce qui m'a permis d'espérer

Quand je suis à Drancy, pas une seule seconde j'ai peur. Nous allons partir dans un camp de travail, c'est le bruit qui court, et mon père ne me dit rien des dangers qu'il perçoit. À 61 ans, il doit bien penser qu'il n'y aura peut-être pas d'atelier pour lui... Nous, les jeunes, nous sommes insouciantes, mais de toute façon, aucun d'entre nous, jeune ou vieux,

une vie rescapée

Une double dénonciation

Les faux papiers que leur père avait achetés avant leur passage en zone libre n'ont pas suffi. Le 13 mars 1944 à Angoulême, Ginette Kolinka, née Cherkasky, est arrêtée par la Gestapo. Elle a 19 ans et, lorsqu'elle marche dans la cour de Drancy, elle ne s'inquiète pas, convaincue que tous les prisonniers seront bientôt transférés dans un camp de travail. La vie dure, Ginette sait déjà ce que c'est. Depuis sa naissance à Paris en 1925, elle a vu sa mère, venue de Roumanie et femme au foyer, et son père, ancien combattant et fabricant d'imperméables, s'exténuer à la tâche.

Chez les Cherkasky, seuls les parents parlent le yiddish et la religion juive, peu pratiquée, n'est pas un sujet. Mais à l'image de l'étoile jaune qu'elle arbore dans son cours de sténo, Ginette voit les interdictions rétrécir peu à peu la vie de ses proches. Jusqu'à une dénonciation pour communisme, en juillet 1942. Prévenue à temps, la famille fuit en zone libre et, malgré une première arrestation, parvient à se retrouver à Aix-les-Bains, puis à Avignon.

Auschwitz-Birkenau lui apparaît d'abord comme un camp de travail. Mais quelques heures dans cet enfer suffisent à pulvériser cette image.

Là, Ginette et les siens vivent de ce qu'ils parviennent à vendre sur les marchés. Cette fois, ils sont dénoncés comme juifs. Son frère, son père, son neveu et elle sont transférés à Drancy, puis déportés.

Auschwitz-Birkenau lui apparaît d'abord comme un camp de travail, avec son usine et ses baraques. Mais quelques heures dans cet enfer suffisent à pulvériser cette image, en même temps que l'espoir de revoir ceux qui ont été sélectionnés à leur arrivée. Suit la lugubre répétition des violences, des appels du matin et des kommandos de travail. Des quatre Cherkasky, Ginette est la seule survivante. Évacuée en novembre 1944 vers Bergen-Belsen, où elle reste jusqu'en février 1945, elle est déplacée à l'usine de Raguhn puis à Theresienstadt avant d'être rapatriée, à demi-consciente, en France. Ginette a alors 20 ans et pèse 26 kg. Elle se marie en avril 1952 à Albert Kolinka, avec lequel elle a un fils, Richard Kolinka.

Béatrice Bouniol



Après avoir fui en zone libre en 1942, la famille de Ginette Kolinka est dénoncée et arrêtée en mars 1944, avant d'être déportée. Elle a alors 19 ans. Philippe Quaisse/Pasco pour La Croix

●●● "Ginette, tu es revenue, tu gardes ça pour toi." À ceux qui insistent, je fais cette seule réponse: "Si cela devait revenir et que j'avais un enfant, je préférerais l'étrangler de mes propres mains plutôt que de savoir qu'il va subir tout ce que j'ai subi." Pour moi, cela veut tout dire et je garde ensuite le silence. Je commence à témoigner très très très longtemps après. J'ai mis au moins cinquante ans à parler. Cela ne m'empêche pas

d'y penser sans cesse, tout vous rappelle une expérience comme ça. Quand je fais les marchés avec mon mari par exemple, il fait froid, j'ai "la piquette", mais je pense en moi-même: "Arrête ton cinéma, tu as vécu bien pire que ça..."

Longtemps, je me contente de payer ma cotisation à l'Union des déportés d'Auschwitz, qu'a créée le frère d'une amie, et c'est tout. Puis, un jour, alors que je me promène dans le quartier, la porte de

l'association est ouverte, j'entre. Depuis, je n'ai jamais cessé de témoigner, et le message que je fais passer aux jeunes n'a pas varié. Je leur raconte ce que j'ai vécu: travailler très dur, se lever très tôt, avoir très faim, être mal habillée... puis je réponds à leurs questions. Mais je ne pense pas qu'ils puissent se rendre compte.

Personne, ni enfant ni adulte, ne peut réaliser ce que nous avons vécu. Je veux en revanche qu'ils retiennent ceci: Hitler

détestait les Juifs, et c'est cette haine qui a tout déclenché. Arrêtons de haïr. Acceptons les autres comme ils sont, sans exiger qu'ils soient comme nous. Sommes-nous si parfaits que nous voulions que les autres nous ressemblent? C'est ce que je veux transmettre: accordons-nous, acceptons l'autre comme il est, quelle que soit sa religion ou sa culture. Et n'oublions pas: la haine mène à Auschwitz.»

Recueilli par Béatrice Bouniol

Bouleversant conte animé sur la Shoah



Les très beaux décors, à la charnière entre peinture et illustration, s'inspirent d'artistes naturalistes russes, d'Henri Rivière et des estampes japonaises. Studiocanal

— Michel Hazanavicius passe avec talent par l'animation pour adapter l'admirable conte de Jean-Claude Grumberg sur l'histoire d'un bébé jeté d'un train et que recueille un couple de bûcherons.

— Une manière détournée d'évoquer la Shoah et les Justes, «le pire comme le meilleur du cœur des hommes».

La Plus Précieuse des marchandises ★★★
de Michel Hazanavicius
Film d'animation français, 1h 21
À partir de 11 ans

Un frisson d'émotion accompagne les premiers mots du narrateur. La voix de Jean-Louis Trintignant, diction d'une rare élégance, timbre grave et caressant, prend le spectateur par la main pour l'embarquer dans l'une de ces histoires à la fois belles et cruelles qu'on trouve dans les livres de contes. C'est à ce genre littéraire que le livre de Jean-Claude Grumberg, *La Plus Précieuse des marchandises* (1), empruntait sa structure narrative, ici respectée dans l'adaptation animée qu'en fait Michel Hazanavicius, le réalisateur oscarisé de *The Artist*.

Il était donc une fois un couple de bûcherons pauvres vivant de

peu, au fond d'une forêt. Alors que sévit la «*guerre mondiale*», la bûcheronne se lamente de ne pas avoir d'enfants. Un rêve qui devient réalité : un jour d'hiver glacial, elle recueille dans la neige «*la plus précieuse des marchandises*», un adorable bébé jeté de l'un des trains qui ne cessent de traverser la forêt.

L'enfant est issu d'un peuple voué aux gémonies car foncièrement méchant, veule et cupide. La preuve, ils n'ont même pas de cœur dans la poitrine ! Le bûcheron refuse donc d'admettre ce «*sans-cœur*» sous son toit. Son épouse s'entête et sa persévérance finit par payer. Avec l'aide d'une «*gueule cassée*», ermite vivant à l'écart des hommes depuis qu'il a connu la folie de la guerre, elle réussit à nourrir le bambin.

Animé avec une rare délicatesse, l'enfant a des élans de tendresse qui finissent par abattre les

Figures de conte, les personnages sont portés par une interprétation vocale exceptionnelle.

dernières réticences du bûcheron. Mais, en temps de conflit, la haine s'infiltré au plus profond des bois et des âmes, bouleversant le destin du foyer.

Dans cette allégorie réaliste sur la Shoah et les Justes, le conte comme l'animation mettent à distance l'horreur sans la gommer. C'est toute la force du film de Michel Hazanavicius, qui a écrit l'adaptation avec Jean-Claude Grumberg, un ami de ses parents qu'il connaît depuis son enfance. Si les mots «*juif*», «*Pologne*» et

«*Auschwitz*» ne sont jamais prononcés, le réalisateur montre la déshumanisation à l'œuvre lors de la déportation des parents du bébé, dont le destin tragique est retracé en parallèle.

Mais le film n'est jamais aussi puissant que dans la dimension symbolique et universelle. Figures de conte, les personnages sont portés par une interprétation vocale exceptionnelle offerte par Dominique Blanc, la bûcheronne, déterminée à accueillir la vie, Grégory Gadebois, colosse aux pieds d'argile, et Denis Podalydès, marginal résigné face à la folie humaine.

Les effets sonores jouent également à plein dans ce film de peu de mots. Les silences désespérés de la bûcheronne cherchant dans l'épaisse couche de neige l'enfant tombé du train font ressentir la terrible angoisse qui s'empare d'elle. Petit bémol,

toutefois : si la composition musicale d'Alexandre Desplat accompagne souvent à bon escient les scènes sans dialogues, elle se fait trop présente lors des moments les plus déchirants en cherchant à les accentuer par des crescendos de violons.

Sans fausse note, elle, la direction artistique de Julien Grande est de toute beauté : les très beaux décors, à la charnière entre peinture et illustration, bien découpés par d'épais traits de contour, s'inspirent de peintres naturalistes russes, d'Henri Rivière et des estampes japonaises.

Tout aussi superbe est l'animation, pilotée de main de maître par l'excellent 3.0 Studio, qui avait travaillé sur *La Tortue rouge* et *La Fameuse Invasion des ours en Sicile*. Les animateurs ont su rester fidèles au trait de Michel Hazanavicius, qui a dessiné lui-même les personnages, tout en étant attentifs à la plus infime nuance de leurs expressions.

Souvent muet et plongé dans le brouillard de la guerre, chacun des acteurs de cette tragédie à la fois réaliste et merveilleuse exprime sa part d'ombre et de lumière, de noirceur et d'espérance. Le mot de la fin revient au regretté Jean-Louis Trintignant : «*Tout le reste est silence.*»

Stéphane Dreyfus

(1) Publié en 2019, le livre ressort, avec des illustrations de Michel Hazanavicius, au Seuil (132 p., 21,50 €).

repères

Jean-Claude Grumberg, un auteur marqué par la Shoah

Né à Paris en 1939 dans une famille ayant fui les pogroms en Roumanie, Jean-Claude Grumberg, auteur de *La Plus Précieuse des marchandises* (2019), a vu son père et ses grands-parents être raflés à Paris



Joël Saget/AFP

en 1942, avant de mourir assassinés à Auschwitz.

Après avoir été apprenti tailleur, il devient comédien et dramaturge. Il sublime son traumatisme d'enfance dans des pièces comme *L'Atelier* (1979) qui reçoit un Molière lors de sa reprise en 1999.

Il a aussi écrit de nombreux scénarios de films, comme *Le Dernier Métro*, de François Truffaut (1980).



Image extraite du film d'animation « La Plus Précieuse des marchandises ». STUDIO CANAL

ENTRETIEN

Roi du détournement – *La Classe américaine* (1993), *OSS 117. Le Caire, nid d'espions* (2006), *The Artist* (2011), *Le Redoutable* (2017), *Coupez!* (2022) –, Michel Hazanavicius ne se permet que rarement une sortie « premier degré ». Il n'en va pas autrement de son nouveau film, *La Plus Précieuse des marchandises*, qui en passe par la double médiation d'un texte magistral (le livre éponyme de Jean-Claude Grumberg, paru en 2019 au Seuil) et de deux genres hyperstructurants, le conte et le cinéma d'animation, afin d'évoquer le destin d'une fillette juive sauvée par des Justes durant la Shoah. Alors qu'il a signé durant l'été une tribune retentissante sur la condition juive post-7-Octobre (*Le Monde* du 7 août), ce film ne l'en rapproche pas moins, et comme jamais peut-être, de lui-même.

Qu'est-ce qui vous a donné envie d'adapter le texte de Jean-Claude Grumberg ?

C'est le texte qui a décidé. Moi, j'étais quasiment passif. J'ai reçu des épreuves du livre, d'abord parce que Jean-Claude Grumberg est un très vieil ami de mes parents. Il me connaît depuis que je suis né. Et puis il y a eu d'emblée la proposition d'en faire un film d'animation, encore une fois à l'initiative de Jean-Claude, qui connaissait mes dessins et qui m'a recommandé au producteur Patrick Sobelman. Rien ne se serait fait toutefois si je n'avais pas adoré le texte. Le livre m'a bouleversé. Ce pas de côté qu'est le conte, cette approche profonde et délicate d'un sujet que je connaissais bien pour avoir baigné

« L'animation permet de raconter sans montrer »

Le réalisateur Michel Hazanavicius explique pourquoi il a choisi ce mode cinématographique pour évoquer la Shoah dans « La Plus Précieuse des marchandises »

dedans enfant, je ne l'avais encore jamais vu.

L'animation n'est pourtant pas votre spécialité...

C'est vrai. L'idée initiale était de partir des dessins des personnages que j'avais réalisés et de travailler avec un coréalisateur spécialisé. J'ai essayé à deux reprises mais ça n'a pas marché. Il m'est apparu que le sujet était vraiment trop délicat, qu'il fallait que je l'assume totalement. Je me suis donc lancé dans un travail collectif avec l'équipe d'animation, ça a pris du temps pour définir une méthode, mais ça a fini par marcher.

Quelles étaient vos balises esthétiques pour l'animation proprement dite ?

Je n'en avais pas vraiment. Mes propres dessins ne se réclament pas d'ailleurs d'un univers propre, ça part un peu dans tous les sens. Le plus important, pour moi, était d'avoir une claire conscience que l'animation était le médium sans doute le plus approprié pour aborder un sujet tel que la Shoah. Parce

qu'elle permet de raconter sans montrer. Le dessin ne reconstitue pas le réel, il le réinvente. Il était hors de question de faire appel à des acteurs pour jouer cette histoire. On ne peut pas montrer des millions de vies humaines arrachées, ça n'a aucun sens.

Ce débat, vif en France, sur la représentation de la Shoah, continue de diviser aujourd'hui. Où en est-il à votre sens ?

Je pense que le dogme lanzmanien sur la nécessité morale du documentaire et du témoignage autorisé demande à être dépassé. Et il l'est par la force des choses, car les survivants ne sont plus là. La question se pose différemment. Cela me semble normal que la fiction, de plus en plus, s'empare de cette question. Un gamin d'aujourd'hui est né soixante-dix ans après les camps. Aussi loin que l'affaire Dreyfus pour moi. Nous avons besoin de récits.

Ce n'est pas qu'une question de genre. C'est aussi penser que la représentation d'une abjection

qui confine à la rupture anthropologique ne peut se prévaloir d'aucune lumière, d'aucun réconfort, seraient-ce ceux du conte...

On peut penser cela quelques minutes avant de se pendre, en effet. Je pense, même si c'est difficile à accepter, qu'après un tel désastre, la transmission de sa mémoire en passe nécessairement par la vie. Sans obscénité sûrement, mais avec le pas de côté qu'on se doit de faire pour être au plus juste. Et puis c'est quelque chose de très juif, je crois, que de faire triompher la vie sur la mort, c'est écrit dans les textes. La résilience

« Le livre de Jean-Claude Grumberg m'a bouleversé. Ce pas de côté qu'est le conte, je ne l'avais encore jamais vu »

et la survivance de ce peuple ne s'expliquent pas autrement. Et c'est ce que fait Grumberg sur cette histoire-là : il choisit la vie.

Roberto Benigni, l'un des premiers, avait imaginé dans « La vie est belle » (1997) un conte sur la survie d'un enfant juif, mais au cœur même d'un camp d'extermination. Est-ce votre idée de la transmission ?

Je dois vous avouer que je n'ai jamais vu ce film, au sens où je me suis abstenu de le voir. Ce que j'ai pu en lire, ce que ma famille, ce que Jean-Claude Grumberg lui-même, qui y voyait une approche « disneyenne » qui l'horrifiait, m'en disaient, m'en ont dissuadé. Je sais toutefois que beaucoup de gens l'ont adoré. J'y suis resté pour ma part étranger parce que je pressentais qu'il atteignait sans doute les limites de ce que peut la reconstitution en vues réelles sur un tel sujet.

Le conflit qui dure depuis un an au Moyen-Orient a généré une vague antisioniste et antisémite mondiale. Vous avez récemment publié à ce sujet une tribune sur le malaise diffus qui vous a saisi en tant que Français d'origine juive. Quelles réactions ce texte a-t-il suscitées ?

Des réactions plutôt très bonnes, une fois précisés que je ne suis pas dans les réseaux sociaux. De ce fait, je n'entends pas les gens qui hurlent et qui aboient. Je suis sûr que ces réactions-là existent. Les gens qui se sont manifestés, juifs et non juifs en proportion égale, ont témoigné la même compréhension. Je crois qu'ils étaient soulagés d'avoir des mots simples et une attitude de quel-

qu'un qui exprime quelque chose qu'il vit plutôt que de dérouler un savoir ou des anathèmes. C'était, de ma part, vraiment de la communication non violente. Le texte exprimait simplement le malaise et l'inquiétude d'être de nouveau en butte à des passions antisémites au sein de la société française, directes dans le cas des agressions, plus ou moins masquées et codées dans certains types de discours.

Pensez-vous qu'une nouvelle conscience juive soit née au lendemain du 7 octobre 2023 ?

Il est sans doute un peu tôt pour le dire. Pour ma part, il y eut comme un double choc. L'événement initial, que j'ai mis du temps à appréhender à sa juste dimension. Et puis, dans les jours qui ont suivi, et que j'ai en revanche senti très vite et très clairement, l'empressement de certains à relativiser la chose, à refuser de nommer les choses, à ne respecter ni les morts ni le temps du chagrin. L'image de ce nouveau négationnisme, pour moi, c'est l'expulsion de la grande manifestation féministe parisienne de ces femmes juives qui y dénonçaient les actes de torture, de viol et de profanation des cadavres perpétrés contre les victimes du 7-October.

Ce cas n'est hélas pas isolé. Il y a aujourd'hui une sorte de convergence des luttes minoritaires qui excluent les juifs de leurs rangs, alors même que les juifs ont toujours témoigné beaucoup de solidarité pour ces causes. Alors, quand vous vous retournez et qu'il n'y a plus personne, c'est un grand sentiment de solitude qui vous saisit. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES MANDELBAUM

Un conte d'amour et de cendres dans la forêt polonaise

Le cinéaste adapte avec sobriété, sensibilité et talent le récit de Jean-Claude Grumberg sur la déportation vers les camps nazis

LA PLUS PRÉCIEUSE DES MARCHANDISES

Enfant caché durant la seconde guerre mondiale, son père et ses grands-parents assassinés à Auschwitz, Jean-Claude Grumberg, né en 1939, avait très largement de quoi sortir détruit de cette longue et méthodique abomination. Au lieu de quoi, il se mit à découper du tissu, par atavisme sans doute, puis remplaça le tissu par des mots. On ne saurait juger des robes qui sortirent de son atelier,

mais on a lu en revanche ses textes, entendu ses dialogues, ciselés, élégants, doux-amers, d'un humour ravageur, douloureux et vitaliste à la fois, obnubilés par cette « chose » qui lui coûta un père, 6 millions de frères et de sœurs, et contre le destin de laquelle il resta miraculeusement en vie.

La Plus Précieuse des marchandises (paru au Seuil en 2019, réédité aujourd'hui avec des dessins originaux de Michel Hazanavicius) est le dernier en date de ces textes, qui adopte une distance inattendue avec l'événement en choisissant la forme d'un conte cruel engagé dans l'espérance. Il raconte l'his-

toire d'une fillette jetée d'un train et recueillie par un couple de pauvres bûcherons. Le titre de l'œuvre, qui retourne comme un gant la néolange nazie (la « marchandise » désignait les juifs promis à l'industrie de la mort), est assez éclairant sur son esprit. Ici, pas de juifs ni de nazis, on y parle la langue du conte, qui évoque la « race maudite » ou les « dieux du train ».

Travail sur le motif

Alerté par l'émotion et la tenue qui émanent de ce récit stylisé, y voyant un moyen d'approcher avec la crainte et le tremblement nécessaires un événement auquel

son histoire familiale n'est pas étrangère, le réalisateur Michel Hazanavicius – celui-là même qui inventa l'antidépresseur universel Hubert Bonisseur de La Bath, le héros de *OSS 117* – en a fait un film d'animation.

Fidèle à l'esprit et à la lettre du texte, le film ne l'est pas seulement. Il le transsubstantie dans l'univers de l'animation, avec toute la sobriété, la sensibilité et le talent requis. Plutôt que de broder sur le récit épuré du conte – l'enfant trouvée, la dispute angoissante du couple stérile qui la recueille, la jalousie et le méchanceté du monde alentour, l'usine

de mort, le retour inattendu d'un père miraculé et méconnaissable –, Hazanavicius a l'intelligence de travailler sur le motif. Ils sont peu nombreux, mais occupent tout l'espace. La forêt polonaise, sombre, inquiétante, hivernale, et pourtant salvatrice. Le train, telle une bête aveugle et hurlante qui ne cesse de la traverser et de déchirer en hurlant le monde. Le camp de la mort, lieu électif de la défiguration humaine sur fond de berceuse yiddish transfigurée.

Le trait est rude, la couleur est tombée. Il faudra du temps pour aller de l'ombre à la lumière, de l'esquisse humaine à l'humanité

reconquise. Et puis il y a les voix, celle de Dominique Blanc pour la bûcheronne, celle de Grégory Gadebois pour le bûcheron, celle de Denis Podalydès pour le personnage de « gueule cassée », et, *last but not least*, le timbre mémorable de Jean-Louis Trintignant dans le rôle du narrateur. Enregistrée in extremis avant la mort de l'acteur en 2022, cette voix si vivante qui s'est éteinte hante elle aussi le film, et nous rappelle à sa vocation de prosopopée collective. ■

J. MA.

Film d'animation de Michel Hazanavicius (1 h 21).

« Le « Ring » du centenaire », un scandale mémorable à l'opéra

Retour sur la mise en scène huée du cycle par Patrice Chéreau en 1976

ARTE
DIMANCHE 28 - 18 H 55
DOCUMENTAIRE

Après la mort, en 1930, de son époux, Siegfried Wagner, fils du compositeur Richard Wagner (1813-1883), Winifred Wagner (1897-1980), d'origine anglaise, avait fait office de gardienne inflexible du temple et de la tradition au Festival de Bayreuth, dont le théâtre à l'acoustique miraculeuse avait été construit à la seule gloire des opéras du compositeur allemand.

Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, elle y avait supervisé des mises en scène encombrées de casques ailés, lances, armures, chevaux et châteaux de la légende germanique. A la réouverture du théâtre, en 1951, Winifred, trop compromise avec Adolf Hitler, est remplacée par ses fils, Wolfgang Wagner (1919-2010) et Wieland Wagner (1917-1966). Ce dernier invente le « Nouveau Bayreuth », une esthétique dont les abstractions lumineuses laisseront à leur tour.

Deux metteurs en scène français

En 1975, *Les Confidences de Winifred Wagner*, un film documentaire fleuve de quelque cinq heures, de Hans-Jürgen Syberberg, fait scandale : Winifred, loquace et enjouée, y répétait sans vergogne sa fidélité au national-socialisme et à Adolf Hitler, devenu, depuis 1923, un ami de la famille (on l'appelait « Oncle Wolf »), accueilli à bras levé chaque été à Bayreuth, où le Führer pouvait assouvir son obsessionnelle wagnérophilie.

En 1976, année du centenaire de la création du cycle complet de la *Tétralogie* (ou « le Ring », composée d'un « Prologue » et de trois « Journées ») à Bayreuth, une table rase était plus que jamais nécessaire. Wolfgang Wagner, directeur du festival depuis la mort de Wieland, avait heureusement proposé au chef d'orchestre et compositeur Pierre Boulez (1925-2016), en 1974, de revenir à Bayreuth où, en 1966, sa direction nette et objective avait « libéré Parsifal d'une

fausse sacralisation », ainsi que l'écrivait le quotidien *Die Welt*.

Après Ingmar Bergman et Peter Brook, auxquels sont proposés la mise en scène de ce « Ring » du centenaire, Peter Stein se désiste. Pierre Boulez suggère en remplacement Patrice Chéreau (1944-2013), encore peu connu du grand public, mais s'inquiète : « Deux Français pour un centenaire, cela ne fait pas trop ? » Wolfgang Wagner lui rétorque : « Quand il y a du talent, je ne regarde pas à la nationalité. »

Chéreau n'avait mis en scène que *L'Italienne à Alger*, de Rossini, en 1969, et *Les Contes d'Hoffmann*, d'Offenbach, en 1974. Il

Patrice Chéreau voulait une lecture politique et sociale de ce cycle qu'il qualifiait de « capharnaüm bouleversant »



La scène du « Crépuscule des dieux », en 1976, à Bayreuth. UNITEL

n'avait jamais entendu ni vu la *Tétralogie* qu'il découvre en 1975, à Bayreuth, dans l'ancienne mise en scène toujours en cours. C'est cette virginité face à l'intimidant chef-d'œuvre, ainsi que le strict retour au texte (Chéreau parle l'allemand) qui vont lui faire trouver la clé d'entrée du cycle wagnérien.

C'est sur cette première année du « Ring » (qui s'étalera de 1976 à 1980) et sur le retentissant scandale occasionné que revient ce numéro de la série documentaire *Les Grands Moments de la musique*. Témoignent notamment quelques chanteurs de la production, comme Heinz Zednik et Anna Schwartz, qui comprennent très vite là où Patrice Chéreau les menait. Il faut écouter ce que dit Heinz Zednik de la façon dont Chéreau a finement réintroduit la figure du juif dans l'œuvre de l'antisémite virulent qu'était Wagner, sans les gros sabots qu'ont ensuite trop souvent chaussés d'autres metteurs en scène dans leur volonté d'associer Wagner au national-socialisme de Hitler.

Chéreau avait cependant voulu une lecture politique et sociale de ce « capharnaüm bouleversant »,

ainsi qu'il qualifiait ce long cycle de quelque quinze heures de musique dans son livre *Lorsque cinq ans seront passés, sur le Ring de Richard Wagner* (Petite bibliothèque Ombres, 1994). Le décor, magnifique et spectaculaire, de Richard Peduzzi mêlait une « nature allemande telle qu'elle peut exister encore, sauvage, intouchée, telle que Dürer l'a apprivoisée et la peinte » et l'esthétique urbaniste industrielle du XIX^e siècle.

La production, devenue un classique et applaudie à tout rompre, en 1980, par ceux qui l'avaient huée en 1976, est l'une des plus grandes mises en scène d'opéra du XX^e siècle, où théâtre et musique cohabitent avec une rare intelligence. Mais ainsi que le rappelle Vincent Huguet, ancien collaborateur de Chéreau, le metteur en scène, roi incontesté au théâtre, regrettera toujours d'avoir atteint au chef-d'œuvre à l'opéra plutôt qu'au cinéma. ■

RENAUD MACHART

Le « Ring » du centenaire, d'Eric Schulz (All., 2021, 44 min), dans le cadre de la série « Les Grands Moments de la musique ».

Leçons d'histoire avec Annette Wiewiorka sur France Culture

Emmanuel Laurentin s'entretient dans un podcast avec la spécialiste de la Shoah

FRANCE CULTURE
À LA DEMANDE
PODCAST

L'historienne est directrice de recherche au CNRS et vice-présidente du Conseil supérieur des archives

C'est à l'occasion des derniers Rendez-vous de l'histoire, à Blois, à l'automne 2023, que fut enregistrée cette conversation entre Emmanuel Laurentin et Annette Wiewiorka. Et il faut dire quel bonheur l'auditeur éprouve à les écouter dialoguer. Sans doute parce qu'ils sont animés par la même passion pour l'histoire, sans doute aussi parce qu'ils partagent le goût de la transmettre.

Producteur à France Culture (« La Fabrique de l'histoire », « Le Temps du débat »), Emmanuel Laurentin (tout nouvellement nommé délégué au documentaire par la chaîne) revient sur les débuts d'Annette Wiewiorka, aujourd'hui directrice de recherche honoraire au CNRS et vice-présidente du Conseil supérieur des archives.

Née en 1948, elle commence par une licence de lettres, mais est rattrapée par l'histoire en Mai 68. En 1974, elle part, pour deux ans, enseigner en Chine. Dans *Mes années chinoises* (Stock, 2021), elle explique ce « désir d'histoire » qui fut le sien et dit aussi ceci, qu'elle apprend alors : « On peut être dans un pays totalitaire, voir les signes et essayer de comprendre, mais ne pas y parvenir. »

« Tact des mots »

De retour en France, Annette Wiewiorka entame des recherches sur les mondes disparus du yiddish et de la Pologne dont était originaire sa famille en partie assassinée par les nazis, et, en 1991, soutient sa thèse, sitôt publiée, *Déportation et génocide : entre la mémoire et l'oubli* (Fayard).

Elue directrice de recherche au CNRS, sa carrière commence. Arrivée sur le tard dans le monde universitaire, Annette Wiewiorka n'a jamais pensé exclusivement à ses pairs lorsqu'elle écrit. Pour elle, « l'enseignement ce n'est que de la transmission et de la traduction en termes accessibles de ce qui est parfois complexe ». Et d'évoquer

son nécessaire *Auschwitz expliqué à ma fille*, publié aux éditions du Seuil en 1999. Un livre écrit avec « le souci d'être claire, juste, en essayant de ne pas faire de concession sur le contenu ». Un livre aussi écrit avec ce que l'historien Marc Bloch appelait, et comme le rappelle Emmanuel Laurentin, le « tact des mots ». Annette Wiewiorka parle alors et aussi d'« ascèse » : « Le métier d'historien consiste à mettre ses émotions relativement à distance, tout en les retrouvant dans l'écriture. »

Prix Femina essai 2022 pour son remarquable *Tombeaux* (mémorial érigé à la mémoire des siens et publié aux éditions du Seuil), Annette Wiewiorka parle alors de la possibilité, par la découverte de nouveaux témoignages, « que l'histoire continue de s'écrire, qu'on peut encore apprendre des choses ».

« C'est extraordinaire de penser que l'histoire, c'est aussi ça », dit-elle alors qu'est évoqué son rôle dans la mission d'étude sur la spoliation des juifs de France dite « mission Mattéoli » – du nom de l'ancien ministre et résistant Jean Mattéoli (1922-2008) –, créée après le discours de Jacques Chirac reconnaissant la responsabilité de l'Etat français dans la déportation des juifs de France. Et de conclure sur ces mots, si beaux et si justes : « Je pense qu'il y a quelque chose qui soigne dans ce travail historique, moi et les autres. » ■

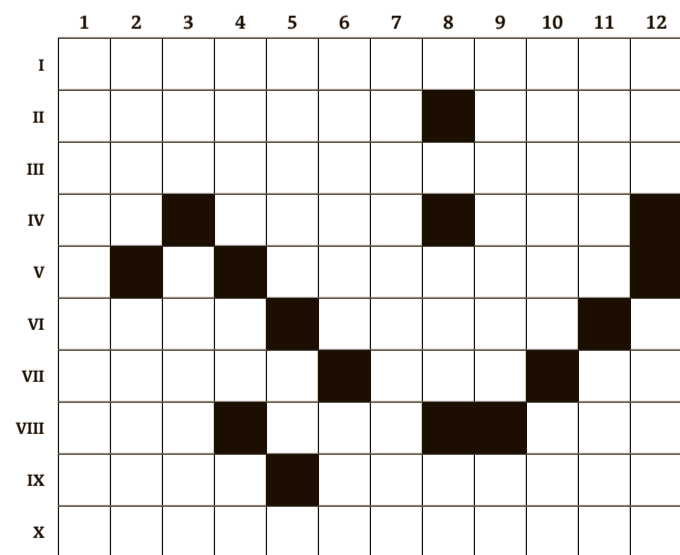
ÉMILIE GRANGERAY

Masterclass entre Annette Wiewiorka et Emmanuel Laurentin, réalisée par Peire Legras (Fr., 2024, 61 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 176
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 175

HORIZONTALEMENT I. Réflexologie. II. Epaulera. ENS. III. Sic. Uretères. IV. Isis. Estampa. V. Stemms. Amati. VI. Tossa. Pie. Ie. VII. Al. Crassier. VIII. Nichoir. PSA. IX. Cérons. Pré. X. Erses. Boisât.
VERTICALEMENT 1. Résistance. 2. Epistolier. 3. Faciens. CRS. 4. Lu. SMS. Hoe. 5. Elu. Maçons. 6. Xérès. Ris. 7. Ores. Par. 8. Lattais. Pô. 9. Eames. Ri. 10. Germa. Ipés. 11. Inepties. 12. Essaierait.

HORIZONTALEMENT

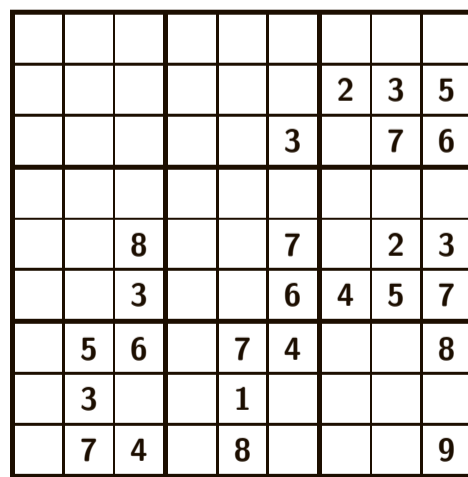
I. Assure la distribution dans toutes les directions. II. Nettoyage des tissus neufs. Au centre du foyer. III. Ondulerent sur le terrain. IV. Partir à la fin. Un héros chez Virgile. Part de l'Atlas pour rejoindre l'Atlantique. V. Autoportraits partagés. VI. Bousculade intérieure. Venu d'Europe centrale. VII. Bigleux. Fureur d'antan. Grecque. VIII. Côté du levant. Page d'histoire. Cours de Suisse. IX. Fait preuve. Dangereusement chargé. X. Partirent voir ailleurs.

VERTICALEMENT

1. Volte-face surprenante. 2. Ne peut pas vivre en société. Intéresser la partie. 3. Pas dur mais pas mou. Pas pressée, elle reste chez elle. 4. César le voulait comme ancêtre. Belle à cornes. Sur une lettre sans timbre. 5. Enfants de porteurs de bois. Personnel. 6. Ardentes. Prêt à déborder. 7. Aubépines canadiennes. 8. Plaisir breton. Personnel. 9. Qui devrait arriver en dernier. Dans l'erreur. 10. Reprise encore une fois. Amateur de chardons. 11. Mis en beauté. Tendue à l'accueil. 12. Impeccable. Libère et nettoie les conduits.

SUDOKU

N°24-176



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

5	1	8	4	3	7	6	9	2
7	3	2	5	6	9	1	4	8
4	9	6	1	2	8	7	3	5
3	7	4	9	5	6	8	2	1
1	8	5	3	4	2	9	7	6
2	6	9	8	7	1	4	5	3
6	4	7	2	1	5	3	8	9
8	2	1	7	9	3	5	6	4
9	5	3	6	8	4	2	1	7

Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abonjournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



Directrice générale
Elisabeth Cialdella



67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P1ot = 0,0083 kg/tonne de papier

« Les Survivants » : la vie après la Shoah

Blaise de Chaballer

Le documentaire d'Antoine Dauer et Michèle Dominici retrace le parcours des rescapés des camps nazis au fil de témoignages saisissants.

« J'aimerais pouvoir décrire ce que cela fait d'être libéré. Pendant des années, nous avions été soumis aux émotions et aux épreuves les plus extrêmes et, du jour au lendemain, c'était terminé. C'était très difficile à croire. J'avais 19 ans et j'avais l'impression d'en avoir 90. » Ce témoignage d'Anita Lasker, libérée du camp de Bergen-Belsen en avril 1945, est l'un de ceux exprimés par des rescapés des camps de la mort, lus en voix off dans le poignant documentaire *Les Survivants, l'impossible départ après la Shoah*, diffusé sur Arte.

Ce film en deux parties, réalisé par Antoine Dauer et Michèle Dominici, offre un éclairage rare, donné par les rescapés eux-mêmes, sur les difficultés qu'ils ont vécues une fois la Seconde Guerre mondiale achevée. Leur situation spécifique parmi les autres réfugiés est décrite. Tout comme leur lutte pour obtenir l'amélioration de leurs conditions de vie dans les camps pour personnes déplacées, les DP (« displa-

ced persons »), où ils ont parfois passé plusieurs années. Une amélioration est obtenue après le rapport effectué par l'Américain Earl G. Harrison en juillet 1945. Les civils de l'Unrra, l'administration des Nations unies pour le secours et la reconstruction, prennent le relais des militaires pour gérer ces lieux d'accueil. Et les organisations humanitaires juives sont enfin autorisées à acheminer de l'aide.

Création de l'État d'Israël

Parmi les rescapés, Samuel Bak, 13 ans à l'époque, se souvient de son arrivée dans un camp DP en Allemagne. Ses propos sont illustrés par des aquarelles peintes alors par le jeune garçon. « Nous avons atteint la petite ville de Landsberg am Lech, juste à côté se trouvait le camp DP qui allait nous accueillir pendant les trois prochaines années. Le camp était installé dans l'ancien complexe de casernes et d'entrepôts de l'armée allemande. Ma mère et moi étions épuisés après des semaines d'errances éreintantes et périlleuses dans l'Allemagne d'après-



Dans ce film poignant, les rescapés témoignent des difficultés vécues une fois la Seconde Guerre mondiale achevée. ARTLINE FILMS/ARTE

guerre. (...) C'était un endroit qui nous a permis de retrouver les nombreux plaisirs d'une vie normale. »

Si une petite minorité des Juifs libérés des camps de la mort, essentiellement originaires de France, d'Italie et des Pays-Bas, souhaitait retourner dans ces pays, une grande majorité veut quitter le Vieux Continent. En particulier les rescapés qui viennent d'Europe de l'est et orientale marquée par un antisémitisme encore massif. « Nous ne nous considérons plus comme des Polonais, des Hongrois ou des Roumains, mais comme

des Juifs, des rescapés de la guerre que l'Allemagne avait déclarée au peuple juif. À ce titre, nous revendiquons notre droit, non seulement à de l'aide matérielle, mais aussi à la liberté et au droit à déterminer notre propre avenir », explique dans ses écrits, lus en voix off, Hadassah Bimko-Rosensaft, 33 ans en 1945.

Pour beaucoup, l'objectif est de partir s'installer en Palestine ou en Amérique. Une volonté contrariée par le refus des Britanniques de laisser ces réfugiés rejoindre le territoire palestinien qu'ils administrent. Quant aux Américains, leur politique de quotas d'immigration leur ferme la porte du nouveau monde. En juillet 1947, l'arraisonnement violent de l'Exodus par l'armée britannique, un navire sur lequel 4 500 réfugiés

juifs tentaient d'atteindre la Palestine, marque un tournant et choque l'opinion internationale. Au point que le 29 décembre 1947, l'ONU décide par un vote de scinder la Palestine en deux territoires, et que le 14 mai 1948, David Ben Gourion déclare la création de l'État d'Israël. Quant au congrès américain, en juin 1948, il vote le DP Act qui permet à 80 000 survivants d'immigrer aux États-Unis. Au total, environ 250 000 juifs sont passés par les camps de rescapés en Europe. ■

« Les Survivants, l'impossible départ après la Shoah »
À 21h, sur Arte
Notre avis : ●●●●

Une expédition en voilier dans les fjords du Groenland

Un couple de navigateurs accueille à bord des scientifiques qui étudient les origines de la tectonique des plaques dans le sud de l'île.

Un été au paradis, à fendre les flots glacés et à zigzaguer entre les blocs de glace au creux de fjords d'une beauté grandiose. Telle est l'invitation lancée par France Pinczon du Sel et son compagnon Eric Brossier aux téléspectateurs du documentaire *Groenland. Les frissons de la Terre*, diffusé sur Ushuaia TV. Depuis une vingtaine d'années, ce couple sillonne les mers du Grand Nord à bord de son voilier de 15 mètres de long : le bien nommé *Vagabond*. Sous les voiles de ce dernier, ces deux-là - elle est artiste peintre, lui ingénieur logisticien - ont élevé leurs deux filles aujourd'hui étudiantes, tout en accueillant des scientifiques. Le film, réalisé par Pierre Petit et Christophe Raylat, suit les derniers mois d'une

expédition de trois ans dans le sud du Groenland. Une mission menée par Laurent Geoffroy, professeur de tectonique à l'université de Bretagne. « Laurent a été un des tout premiers à monter à bord de *Vagabond*, confiée en voix off France Pinczon du Sel. Son domaine de recherche privilégié : comprendre comment les continents se fragmentent pour donner naissance aux océans. Ici, on peut remonter cette histoire jusqu'à 1,5 milliard d'années ! Ce que vient chercher Laurent depuis trois ans, ce n'est ni plus ni moins que le chaînon manquant dans l'évolution géologique de la Terre. Un mystère qui pourrait nous aider à mieux comprendre comment fonctionnait alors la tectonique des plaques. À cette époque, la région de Gardhar où nous nous trou-

avons subissait une activité volcanique d'une ampleur inimaginable aujourd'hui. Vestiges de ces éruptions titaniques : des dykes (...) qui sont des injections de magma à l'intérieur de la croûte terrestre. Ils sont les marqueurs des processus de fusion des profondeurs de la lithosphère. »

« Trop beau, trop bien »

Pour mener ses recherches, Laurent Geoffroy met pied à terre pour étudier les roches du fjord de Tunulliarfik. Un site qui n'est pas seulement géologique, mais aussi historique puisque le viking Erik le Rouge y débarqua il y a 10 000 ans. Puis le scientifique s'approche des rives de la calotte glaciaire, à un endroit où l'œuvre du réchauffement climatique apparaît de façon

brutale. « La vitesse de recul de la glace est ici de 40 mètres par an. On découvre des roches qui n'ont jamais été exposées à l'air libre depuis au moins 100 000 ans », indique le chercheur, qui admire dans la foulée un filon de magma, un dyke, dont il estime la largeur à au moins 100 mètres. Par comparaison, dans les autres régions volcaniques du globe, les dykes ne dépassent pas 10 mètres de large.

Une fois son travail accompli, Laurent Geoffroy retourne à Brest. Deux autres scientifiques le remplacent à bord : Christian Schiffer et Christophe Prunier. Ils vont récupérer quinze stations sismiques installées dans le cadre de la mission et étudier les données qu'elles ont enregistrées. Les deux filles de France et Eric, Aude et

Léonie, se sont jointes à l'équipage. Chacun se relaye à la barre. « Je crois que ça m'avait manqué (...). Je n'attendais que ça, la glace partout, qui calme... C'est trop beau, c'est trop bien. Je pense que j'en ai un peu rêvé toute l'année. Qu'est-ce que je suis contente de revenir ! », glisse Léonie. Une fois Christian et Christophe partis, la petite famille met le cap sur Brest. Le *Vagabond* vogue vers la France pour la première fois depuis quinze ans. Avant de repartir pour de nouvelles aventures. ■

« Groenland. Les frissons de la Terre »
À 20h50, sur Ushuaia TV
Notre avis : ●●●●

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 7138

HORIZONTALLEMENT

1. Mis en position de hors-jeu. - 2. Pour un tuyau qui débouche dans une poche. - 3. Coups de bec répétés. - 4. Son fils avait perdu sa sandale. Bêtes de salon exotiques. - 5. Se retrouve au poste. Doit encore s'adoucir. - 6. Terre des Dogons. Parti derrière Chaban. - 7. Passer les fraises. - 8. Tranche de merle. Dispositif élaboré en catastrophe. - 9. Colonne de feu. Quatorzième chez les Grecs, un peu avant chez les Romains. - 10. Fait signe au porteur. Examen ophtalmologique. - 11. Teintée de rose chair. - 12. Évient la concupisence.

VERTICALEMENT

1. Royaumes des gondoles. - 2. Traqueuse de quartz. - 3. Rétablit l'union. Vieil éditeur parisien. - 4. Adoré par Néfertiti. Fabuleux recueils inspiré d'Esoppe. - 5. Réfractaire à tout ou presque et un peu entêté. La grande époque. Extrait d'opium. - 6. Souvent à la parade. Apprécié par les amateurs de crudités. - 7. À l'air effaré. Créateur de tableaux (sans aucune valeur artistique). - 8. Bases de l'alimentation.

1	2	3	4	5	6	7	8
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							

SOLUTION DU PROBLÈME N° 7137

HORIZONTALLEMENT 1. Émeutier. - 2. Cornette. - 3. Hures. IC. - 4. Ares. Iso. - 5. Fus. Trin. - 6. As. Oules. - 7. Usitée. - 8. Décernal. - 9. Tri. Mt. - 10. Spé. Embu. - 11. Serf. Are. - 12. Épervier.
VERTICALEMENT 1. Échafaudasse. - 2. Mourusse. Pep. - 3. Erres. Ictere. - 4. Unes. Oter. Fr. - 5. Tés. Tuerie. - 6. Il. Irien. Mal. - 7. Étsiie. Ambre. - 8. Reconstituer.

LE FIGARO Jeux

TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION



BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

PROBLÈME N° 3466 :

Rattrapage

♠ RV 8643

♥ A9876

♦ -

♣ V2

♠ N

♥ O

♦ S

♣ -

♥ V102

♦ AV9742

♣ A963

Entame : Sud joue 4 Cœurs.

La séquence (Tous vuln.) :

Sud Ouest Nord Est

4♥! 1♦ 2♣ passe

* Bicolore majeur

Entame : Roi de ♦ pour la

défausse d'un ♣ de mort,

le 5 en Est et votre As.

SOLUTION DU PROBLÈME N° 3465 : Sémaphore

Contrat : Sud joue 4 Piques contré, après qu'Est a ouvert de 1♦ et qu'Ouest a contré 4♣.
Entame : 3 de ♦ pour l'As de Est qui rejoue la Dame de ♣, coupée (le Roi en Ouest).

Ouest, qui n'a rien hormis le Roi de ♦, ne peut avoir contré qu'avec cinq atouts. Soyez-en sûr ! C'est pourquoi vous ne devez tirer aucun tour d'atout et opter pour une double coupe. Débloquez Roi-Dame de ♥ et jouez ♣ pour le Roi, duque. Encassez l'As de ♥, coupez un ♦ et sortez à ♣. Jusque-là, Ouest a fourni, ce qui signifie qu'il n'a plus que des atouts en main ! Imaginons qu'après l'As de ♣, Est rejoue ♣. Coupez de la Dame (Ouest doit sous-couper) et rejouez ♣ qu'Ouest coupe du 7. S'il rejoue le 8 de ♣, appelez le 9. Notez que si Est, après l'As de ♣, rejoue ♣ coupé par Ouest qui sort du Valet de ♣, vous prenez de la Dame, jouez le 6 de ♣ pour le 9 et terminez en double coupe maîtresse. PS. Ouest n'aurait pas dû contrer (une enchère « sémaphore » qui vous indique comment arriver à bon port...) et Est a filé le coup (il aurait dû rejouer tout sauf ♣ à la deuxième levée pour éviter de vous raccourcir).

♠ A94

♥ A973

♦ 1087

♣ RD10

♠ V10875

♥ 1054

♦ R63

♣ A72

♠ RD632

♥ RD

♦ 2

♣ V9854

♠ -

♥ V862

♦ ADV954

♣ A63

SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

RONDE DES MOTS : ANORAK, ANORAK, ANORAK, GRENER, GERGER, EXÉCRÉ. LIGNE 1: OKAPIS, ANORAK, ANORAK, GRENER, GERGER, EXÉCRÉ. LIGNE 2: PEAUX, RENIER, PÉRON, NEUTRE, CONCUE, CHINO.

+ De pages
+ D'auteurs
+ De jeu
+ De fun

Abonnez-vous à
BRIDGERAMA+
sur www.bridge-eshop.com

NICOLAS WEILL

Depuis qu'au XVIII^e siècle la philosophie s'est fondue dans l'université, la qualité de grand philosophe va souvent de pair avec celle de grand professeur. La publication des cours dispensés par Gilles Deleuze (1925-1995) au début des années 1980, *Sur la peinture* (Minuit, 2023) et aujourd'hui *Sur Spinoza*, offre la quintessence de la figure professorale du penseur.

Parce qu'il les avait donnés au sein d'une institution (Vincennes, en passe de déménager à Saint-Denis) issue de Mai 68, et que lui-même incarnait une sorte d'icône de la subversion intellectuelle – surtout par les œuvres complexes élaborées avec le psychanalyste et philosophe Félix Guattari (1930-1992), *L'Anti-Œdipe* et *Mille plateaux* (Minuit, 1972 et 1980) –, on tend à oublier que Deleuze fut aussi, à l'oral, un extraordinaire pédagogue et un interprète fort clair de ce qu'il y avait de plus classique dans sa discipline.

Ces séances consacrées à Spinoza, pour l'œuvre duquel l'intérêt en France avait été relancé à la fois par la lecture marxiste d'un Louis Althusser et par l'érudition avec laquelle Martial Gueroult avait commenté les deux premières parties de *l'Éthique* (Aubier, 1968 et 1974), étaient destinées à un public hétéroclite, que Deleuze souhaitait simplement inciter à se plonger dans les textes de ce penseur du XVII^e siècle, considéré comme un précurseur de la modernité. L'édition préparée par le philosophe David Lapoujade réussit à conserver la fraîcheur et la liberté des échanges (la version védue du cours demeure disponible sur le site



Gilles Deleuze, à Saint-Léonard-de-Noblat (Haute-Vienne), en 1994. HÉLÈNE BAMBERGER

Le cours de ce grand pédagogue, qui arrive à l'auteur de l'«*Éthique*» à travers sa réflexion sur la peinture, constitue un précieux outil de travail sur les deux philosophes

Deleuze et Spinoza, un tableau divin

Gallica), tout en éclairant les allusions et les raccourcis par un travail critique qui fait de ce volume un précieux outil de travail. Précieux pour celui qui veut s'initier tant à Spinoza qu'à la théorie deleuzienne elle-même.

Relation étroite avec le sacré

Dans un désir de briser les barrières qui cloisonnent les arts, les sciences et la littérature, Deleuze affirme en effet arriver à Spinoza – sur lequel il a écrit sa thèse complémentaire, parue en 1968 sous le titre *Spinoza et le problème de l'expression* (Minuit, 1968) – à travers sa réflexion sur la peinture, laquelle va l'occuper après cette « digression » – ce sera *Sur la peinture*.

Car, pour Deleuze, les peintres ressemblent aux philosophes. Comme eux, ils ont entretenu une relation étroite avec la théologie et le sacré. Réfléchir sur Dieu ou le représenter, « loin d'être une contrainte pour le peintre, est le lieu de son émancipation maximum ». Faire voir l'invisible permet à l'artiste d'échap-

per au poids de la ressemblance avec le monde. Parler de Dieu libère le philosophe de « la simple représentation des choses ». Cela vaut éminemment pour Spinoza. L'idée d'un Dieu qui se confond avec la nature, où certains surprennent un athéisme masqué, abolit selon Deleuze toute hiérarchie entre le corps et l'âme, le divin et l'humain, les idées et les corps, la pensée et l'étendue.

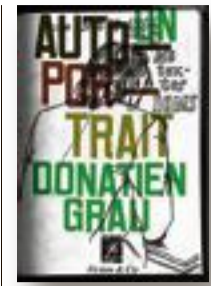
Pour lui, cette « révolution conceptuelle » et anti-hiérarchique tient surtout à la notion d'être chez Spinoza – son « ontologie ». Loin de se réduire à une entité compacte, l'être est formé de rapports et d'intensités sans cesse variables. Alors que la scolastique inspirée d'Aristote reposait sur l'inégalité entre la puissance et l'acte, Deleuze cherche à montrer que cette différence de niveau disparaît chez Spinoza : « Puissance est ce que je peux, explique le commentateur. Et ce que je peux est l'ensemble de ce que je fais et de ce que je subis. » Ici, Spinoza n'est pas loin d'anticiper la conception deleuzienne des « rhizomes », qui

veut que l'être se comprenne à travers une pluralité de racines structurées en réseau, et non à partir d'une origine unique et supérieure, que ce soit le Bien chez Platon, l'Un chez Plotin ou le Moi pur des idéalistes allemands.

Ce Spinoza prête, bien sûr, à controverse. Il correspond à l'état d'une recherche sur cet auteur qui n'a cessé de s'accroître sur un mode exponentiel. Si Deleuze s'en tient à la figure léguée par les adversaires de Spinoza, d'un athée et d'un hérétique (l'hérésie fut-elle prise par Deleuze en bonne part), la réduction des sources juives à l'« humeur »

reste un peu à courte vue, et plusieurs spécialistes ont établi, depuis, l'importance méconnue sur Spinoza de sa propre tradition, même s'il s'en était incontestablement écarté. Mais les réserves inévitables ne font que pimenter le plaisir hors norme que procure cet ouvrage : lire deux philosophes à la fois. ■

SUR SPINOZA. COURS NOVEMBRE 1980-MARS 1981, de Gilles Deleuze, édition préparée par David Lapoujade, Minuit, « Paradoxe », 544 p., 28 €, numérique 20 €.



Peindre les autres pour se dire

Récit littéraire, galerie de portraits, création esthétique, expérience spirituelle et philosophique, ce singulier autoportrait de l'écrivain Donatien Grau est tout cela à la fois. Auteur inclassable, tour à tour historien, expert en monnaie romaine de l'Empire, enseignant, essayiste, critique, éditeur, commissaire d'expositions, cet agrégé aux multiples visages tente ici de se peindre sans parler de lui-même. Ou plutôt, sans dire « je », sans raconter ni sa vie ni ses créations, en se contentant d'évoquer les autres à travers l'évocation de multiples rencontres. Dans le texte ne figurent que des prénoms, des esquisses de vie, de gestes et de présences. Nombre d'indices permettent évidemment d'identifier, parmi ces quelques dizaines de silhouettes, des personnalités très diverses, universitaires, galeristes, écrivains, stylistes, collectionneurs ou artistes, avec chacun son chemin de vie et sa musique singulière. On reconnaît ainsi George Steiner, Marc Fumaroli, Azeddine Alaïa ou Adonis... entre autres. Toutefois, l'essentiel réside dans la démarche de l'ensemble, « le texte qui fait glisser les figures les unes vers les autres », tout comme le « je », qui n'est ni contenu ni réalité fixe, mais plutôt succession de surprises, d'attentes, de possibles en mouvement. Ce moi des interstices et des entre-deux se dessine en creux, comme une « lentille de perception des autres ». On l'aura compris : ce récit atypique repose sur des choix philosophiques qui valent d'être explicités. ■ ROGER-POL DROIT

► **Un autoportrait**, de Donatien Grau, Seuil, « Fiction & Cie », 190 p., 19 €, numérique 13 €.



La fable du puritanisme

Quand on pense à la société victorienne, rigoureuse et pudique semblent les maîtres mots. Or c'est là une invention du XX^e siècle, que l'archive dément avec éclat. Il suffit de penser à la cohue des corps dans le Londres d'alors, dont la circulation comme le commerce stupéfaient tous les étrangers. Si la fable puritaine a pris, c'est que les gardiens de la morale – clergé, parlementaires, presse conservatrice... – se sont employés à baïllonner les soupirs et à étouffer les émois. Peine perdue. Au contraire, les vagues de répression galvanisaient les combats en riposte.

Entre microhistoire et infrahistoire, Grégoire Ming propose dans les 28 chapitres d'*Une histoire érotique de l'Angleterre* une captivante plongée dans cette poursuite effrénée des plaisirs illicites, en dégageant à chaque étape une figure aussi pittoresque qu'exemplaire, transformant l'essai en esquisse de romans express, de la « première lesbienne moderne », Anne Lister (1791-1840), à « Miss Pirate », qui achète une île pour y fonder le premier Etat queer, ou à la pin-up Sabrina, célèbre pour sa poitrine avant l'ère des bimbo. On y voit la préfiguration de tous les combats contemporains, tant les cultures underground – drag-queens, guides de sexe entre hommes, célébration du nu masculin, « peep-show de soi-même »... – ont fini par construire la vision la plus actuelle du sexe. ■ PHILIPPE-JEAN CATINCHI

► **Une histoire érotique de l'Angleterre. Deux siècles de désirs et de libertés**, de Grégoire Ming, Payot, 368 p., 22 €, numérique 17 €.

EXTRAIT

« Spinoza est un des auteurs les plus gais du monde. En effet, je crois que ce qu'il déteste, c'est tout ce que la religion a conçu comme satire de la nature humaine. Le tyran, l'homme de la religion font des satires, c'est-à-dire qu'ils dénoncent avant tout la nature humaine comme misérable puisqu'il s'agit de la faire passer en jugement. Dès lors, il y a une complicité – c'est ça l'intuition de Spinoza – du tyran, de l'esclave et du prêtre. Pourquoi ? Parce que l'esclave est celui qui se sent d'autant mieux que tout va mal. (...) Quelle que soit la situation, il faut toujours qu'il voie le côté moche. (...) C'est le bouffon en même temps. L'esclave est le bouffon. Là aussi, Dostoïevski a dit des choses bien plus profondes sur l'unité de l'esclave, du bouffon et du tyran. »

SUR SPINOZA, PAGE 99

Restituer les voix des victimes de la Shoah roumaine

Marta Caraion replace son récit familial dans l'histoire du pays qui, allié aux nazis, prit l'initiative des massacres

FLORENT GEORGESCO

C'est une conversation d'exilés. D'un côté, le journaliste roumain dissident Ion Solacolu, installé en Allemagne. De l'autre, Valentina Caraion, qui a fui la Roumanie pour la Suisse. Entre les deux, un cauchemar : le XX^e siècle roumain, de la montée de l'antisémitisme d'Etat dans les années 1920-1930 à la Shoah, des illusions de l'après-guerre à l'écrasement communiste. Nous sommes en 1986. Pour la première fois, Valentina, née en 1927, raconte sa vie et celle de ses parents. Le journaliste l'enregistre. En 2009, Valentina se confie une nouvelle fois, à une historienne. Elle meurt en 2016. Pour sa fille, Marta Caraion, professeure de littérature française à l'univer-

sité de Lausanne, ces textes, qu'elle a placés au cœur de son nouveau livre, *Géographie des ténèbres*, formaient le plus précieux et le plus dangereux des héritages. Du destin fracassé des siens, elle connaissait l'essentiel, les va-et-vient de la famille à travers l'Europe, la mort du grand-père Isidor, assassiné en tant que juif en 1942, le sauvetage hasardeux et la vie clandestine de sa femme, Sprinta, et de Valentina. Mais, comme souvent, on ne disait pas, chez elle, tout ce qui ressort avec une force ravageuse des souvenirs de Valentina, les sentiments, la peur, les espoirs vains, la destruction intime. Comment affronter un tel déferlement ?

La grande réussite du livre tient à la réponse, toute de rigueur et d'obsession de comprendre, que l'autrice apporte à cette question. Elle soumet ce récit familial à une ample enquête, où les trajectoires individuelles se nouent à l'histoire collective, qu'elles incarnent et éclairent. Les extraits du témoignage de

sa mère – dont une version intégrale est accessible grâce à un QR code – sont étayés, précisés, prolongés par des archives de toute nature, non, d'ailleurs, sans un souci parfois excessif du détail. Mais au total elles permettent à la fois d'être au plus près d'Isidor, de Sprinta et de Valentina, et de saisir la nature de la tragédie dont ils ont été les jouets.

Des décennies de dissimulation

Car, si l'on est frappé par la force de beaucoup de scènes rapportées par Valentina, et d'abord par les circonstances de la mort d'Isidor, dont elle et sa mère ont rencontré, quelques jours plus tard, un témoin direct – une vieille dame ukrainienne, figure déchirante de loyauté inflexible à ce mort inconnu d'elle –, la manière dont l'autrice établit leur contexte montre une connaissance fine de l'entreprise d'extermination menée sous l'autorité du chef de l'Etat roumain, le maréchal Ion Antonescu. Au moins 280 000 juifs et plus de 12 000 Roms sont morts, as-

sassinés, affamés, malades, à la suite des décisions d'un régime allié aux nazis, mais agissant de sa propre initiative.

Après des décennies d'une dissimulation orchestrée par le pouvoir communiste et une lente prise de conscience depuis sa chute, ce crime dans le crime, qui fait de l'Etat roumain le plus exterminateur d'Europe après l'Allemagne, est de mieux en mieux connu, en particulier grâce à la somme de l'historien Radu Ioanid, *La Roumanie et la Shoah* (CNRS Editions, 2023). En restituant aux victimes leurs visages et leurs voix, Marta Caraion donne une profondeur nouvelle à cette mise au jour progressive d'une vérité historique qu'il n'est plus possible, désormais, d'abandonner à l'oubli. ■

► **GÉOGRAPHIE DES TÉNÈBRES. BUCAREST - TRANSNISTRIE - ODESSA 1941-1981, de Marta Caraion, Fayard, 412 p., 24 €, numérique 17 €.**

Au lycée Verlaine, des élèves de première bac professionnel ASSP (Accompagnement, soins et services à la personne) travaillent cette année sur un projet mémoriel consacré aux enfants de travailleurs juifs présents dans les Ardennes pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ce travail est mené par Dorothee Gainvors, professeure de lettres-histoire, et plusieurs de ses confrères, dans le cadre d'un appel à projets porté par la Région Grand Est, le Mémorial de la Shoah et la Fondation pour la mémoire de la Shoah : « *Il fallait travailler sur la déportation à partir de l'histoire locale* », précise l'enseignante.

Les enfants au cœur du projet

Un travail qui mène progressivement les élèves vers les rafles des 4 et 6 janvier 1944 dans les Ardennes, puis vers la présence de travailleurs juifs étrangers dans la région, dans le cadre de la WOL, un dispositif d'exploitation agricole mis en place sous l'Occupation : « *Un élève m'a parlé d'un monument à Seraincourt dédié à ces travailleurs. À partir de là, nous avons poursuivi les recherches* », raconte Dorothee Gainvors.

Après un premier travail consacré aux travailleurs juifs de la WOL dans le Rethélois pour lequel ils ont déjà été sélectionnés l'année dernière, les élèves ont choisi cette année d'élargir leur recherche à leurs enfants. Le déclic vient de la découverte du parcours de Suzie Spitzer, fille du chef du groupe de travailleurs juifs du Rethélois, sauvée grâce au Kindertransport, une opération qui permit à des enfants juifs de rejoindre le Royaume-Uni avant la guerre.

Des biographies de victimes rédigées

Ils ont rédigé des biographies d'enfants victimes de la Shoah ou survivants, mais aussi des poèmes inspirés de leurs parcours, avec l'aide du slameur Rouda, « *une manière de redonner vie à des individus à qui les nazis ont tenté d'effacer l'identité* », remarque la professeure.

Les élèves ont aussi travaillé sur les mécanismes qui mènent une société vers la discrimination et la

D'Auschwitz au Mémorial de la Shoah : des élèves au cœur d'un projet mémoriel

Rethel. Ces élèves de première bac pro du lycée Verlaine mènent un projet mémoriel d'ampleur autour des enfants de travailleurs juifs présents dans les Ardennes pendant la Seconde Guerre mondiale. Un travail qui marquera forcément leur scolarité.



Les élèves à Paris devant le Mur des Noms lors de leur visite au mémorial de la Shoah, le 17 décembre dernier.

violence : « *Nous avons étudié une vidéo intitulée La Survie démocratique, qui analyse le processus qui peut conduire une société vers des actes génocidaires* », précise l'enseignante. Le projet a également conduit les élèves à visiter le Mémorial de la Shoah à Paris en décembre dernier, où ils ont rencontré Salomon Milgrom, enfant caché pendant la guerre.

En février, ils se sont rendus au camp d'Auschwitz-Birkenau, une étape importante dans leur travail de mémoire : « *J'ai rappelé aux élèves que ce n'était pas une simple*

sortie scolaire, mais un moment qui s'inscrit dans un travail de mémoire indispensable », souligne Dorothee Gainvors. Le lendemain de la visite, elle leur écrivait : « *Comprendre ce qu'a été la Shoah et mesurer les conséquences de la haine et du racisme, c'est aussi réfléchir à nos responsabilités d'aujourd'hui et de demain.* »

Transmettre pour les générations futures

Les élèves restitueront leur travail à plusieurs occasions : lors des portes ouvertes du lycée, puis le 7

avril à Metz, où une délégation présentera le projet devant près de 600 lycéens du Grand Est. Au-delà du projet scolaire, l'objectif est surtout de transmettre : « *J'espère qu'ils retiendront autre chose que « je suis allé à Auschwitz ». L'idée, c'est qu'ils deviennent des passeurs de mémoire et qu'ils transmettent ce qu'ils ont appris* », conclut Dorothee Gainvors. ●

Mazarinade

La chasse aux abstentionnistes. Des lettres, des coups de fil, des textos... C'est peu dire que, durant l'entre-deux tours, les candidats se sont retroussés les manches pour conquérir ceux qui n'ont pas voté au premier tour. Les camps Chevallot et Afribo se sont même accusés mutuellement d'être allés trop loin. Les invitations, incitations, demandes, mises en demeure d'aller voter ont été envoyées à la pelle. Et... ça n'a pas fonctionné du tout ! La participation, lors de ce second tours des municipales, est restée quasi identique à celle du second, à quatre centièmes de pourcents près ! Autant le dire, quand un Rethélois ne veut pas voter, il ne veut pas voter.

RENDEZ-VOUS

AUJOURD'HUI

Centre aquatique Galéa

Ouvert le lundi, mardi et vendredi de midi à 14 heures et de 16 à 20 heures. Le mercredi de 9 à 20 heures. Le jeudi, de midi à 14 heures et de 16 à 22 heures. Le samedi et dimanche de 9 à 13 heures et de 14 à 18 heures.

À VENIR

BARBY

Rando nocturne

Vendredi 27 mars.

L'association Rethel-Rando propose une rando nocturne encadrée de 7,5 km. Tarif : 2 € pour les non-adhérents. Inscriptions à partir de 19 heures au terrain de foot, départ à 19 h 30. Renseignements : 06 80 50 01 25 ou 06 33 08 67 87.

LA NEUVILLE-EN-TOURNE-À-FUY

Belote

Vendredi 27 mars.

Le football club neuveillois organise un concours de belote à la salle des fêtes. Inscriptions (8 €/joueur) à 20 heures. Un lot à tous les participant(e)s. Buvette et croque-monsieur.

volé la compétition. « *L'engagement, l'esprit sportif et la bonne humeur ont été les maîtres mots de cette rencontre* », a souligné Patrick Cornet, président du Local club, promettant de reconduire l'événement l'an prochain.



En image

Le véhicule prend feu, ils en sortent juste à temps

Plus de peur que de mal, mais une peur sans équivalent. Cette famille avec des enfants en bas-âge, qui circulait sur la RN51 ce samedi soir vers 20 heures, est sortie de voiture juste à temps.

Sur la voie de décélération de Rethel, ils regardaient comme d'autres, médusés, leur véhicule ravagé par les flammes.



L'ACTUALITÉ EXPRESS

● Smash gagnant pour le tournoi de badminton Chaumont-Porcien.

Dans la commune, on s'en souviendra. Le tournoi de badminton de cette mi-mars a fait vibrer le cosec avec 32 équipes de badistes, dont certaines venues de la Marne. Un joli succès rendu possible par une vingtaine de bénévoles du Local club du Porcien. Une des équipes de la section locale est parvenue à se hisser en finale, mais n'a eu guère de chance face au duo adverse – des clubs de Tagnon et Saint-Brice-Courcelles – qui a sur-

« Ces photos, c'est un témoignage »

Le Mémorial de la Shoah, à Paris, expose jusqu'au 9 novembre, sur de très grands formats, les photos prises à Auschwitz-Birkenau en 1979 par **Raymond Depardon**, jamais présentées depuis.

Propos recueillis par
Yves Jaeglé

À L'HIVER 1979, le site d'Auschwitz-Birkenau entre au Patrimoine mondial de l'Unesco, et « Paris Match » commande à Raymond Depardon, alors âgé de 36 ans, un reportage sur le camp de concentration et d'extermination. Un désert de neige, des barbelés, et un musée que très peu visitent alors. Le photographe, grand reporter, du Biafra au Tchad, débarque dans la solitude du camp.

Le Mémorial de la Shoah (Paris IV^e) expose jusqu'en novembre ces images sur de très grands formats pour les 80 ans de la libération du camp. Alors que des cérémonies se tiendront ce mercredi pour la commémoration de la rafle du Vél d'Hiv, survenue le 16 juillet 1942, le photographe, aujourd'hui âgé de 83 ans, appelle à la « vigilance ».



Le Mémorial m'a dit que j'étais le premier photographe français à avoir photographié tout Auschwitz, méthodiquement

En 1979, que représentait Auschwitz pour vous ?

RAYMOND DEPARDON. Pas vraiment grand-chose, pour être honnête. On en parlait peu. Bien sûr, j'étais informé, je savais qu'il y avait les camps, et que de grands photographes avaient participé à leur libération, notamment Cartier-Bresson. Je connaissais l'histoire. Et j'avais constaté, en préparant un film, que le 6 juillet 1942, la date de ma naissance, un grand convoi était parti de Compiègne et Drancy en direction d'Auschwitz. Je m'étais dit : « Dès ma naissance, mon Dieu, je suis né là-dedans. »

Vous n'avez pas de souvenirs de la guerre ?

Si, quelques-uns. Mon père, paysan, a été démobilisé très vite et est revenu à la ferme, dans la vallée de la Saône. Quand j'étais petit, il y avait deux personnes toujours avec nous à table, qui avaient



« Avant d'entrer dans le camp, j'ai d'abord fait beaucoup de choses à l'extérieur, les barbelés, le chemin de garde. Je suis monté dans un mirador », raconte Raymond Depardon.

jours. Ça a travaillé dans ma tête. Un jour, on me remet une récompense pour mes films à Cracovie. J'ai décidé d'y aller avec Claudine, ma compagne, et mes deux garçons. Après les mondanités, j'ai dit que je voulais aller à Auschwitz avec ma famille. La jeune interprète polonaise a changé de visage. Elle m'a dit : « Mes parents habitent à côté mais on n'y a jamais mis les pieds. Si vos fils y vont, j'irai. » Je ne lui jette pas la pierre. Elle avait passé son enfance à côté du camp. C'était encore une mémoire pas très claire pour les Polonais.

Et aujourd'hui, que représentent ces photos ?

C'est un témoignage. Plus que d'autres images qui me semblaient plus importantes à l'époque. Il y a de belles images de guerre, on appelle ça des Fragonard dans le milieu des photographes, mais il faut surtout être les témoins de notre temps.

Faut-il en parler encore et encore ?

Oui, moi je m'en souviens, j'y suis allé. Là où il faut craindre des choses et être vigilants, c'est le risque que les photos soient oubliées. Elles sont bien rangées, avec des numéros, et on ne les ressort jamais. Elles font partie de cette génération d'images qui n'ont pas été scannées, et n'ont pas d'existence numérique. On n'a aucune chance de les retrouver sur un ordinateur. Cela me fait plaisir que ces photos réapparaissent et qu'elles servent même à quelque chose. Au Mémorial, une autre exposition montre les victimes, les disparus. J'ai compris ce que je pouvais apporter, qui n'est pas dans les images prises dans le camp par les nazis ou les Alliés : ce qui manque, c'est le cadre, ce cadre d'Auschwitz, à la fois banal et qui ne ressemble à aucun autre au monde. J'en ai vu, des casernes, mais il n'y en a aucune qui ressemble à celle d'Auschwitz et de Birkenau.

« Auschwitz-Birkenau vu par Raymond Depardon », Mémorial de la Shoah (Paris IV^e), tous les jours sauf samedi de 10 heures à 18 heures (jeudi 21 heures), entrée libre, jusqu'au 9 novembre 2025.

Le grand reporter Raymond Depardon est resté dix jours en 1979 dans le camp de concentration et d'extermination, devenu un musée alors très peu visité.



des combinaisons et les lettres PG, pour « Prisonniers de guerre ». Deux Allemands. Dès que j'ai su marcher, je les suivais. Ils étaient très gentils avec moi. Ils recevaient des colis d'Allemagne, et dedans il y avait des bonbons. Dans une ferme, on n'achète pas des bonbons, alors j'en profitais. Je ne m'en souviens pas mais mes parents m'ont dit qu'en 1944, les Allemands qui fuyaient les Alliés sont entrés dans la cour et ont demandé un mouton à mon père qui a rechigné. Ils nous ont mis contre le mur. J'ai pleuré. Un officier est arrivé et a dit stop. En grandissant, j'ai demandé qui étaient les résistants et les collaborateurs dans le village. Mes parents n'ont jamais voulu me répondre. Ils ne voulaient pas qu'on se bagarre à l'école. Je pense qu'ils savaient. Je n'ai jamais vu mon père aussi heureux que quand les Américains sont arrivés.

Dans quel état d'esprit êtes-vous allés à Auschwitz pour ce reportage ?

J'étais assez content d'avoir une commande, je n'en avais pas beaucoup à l'époque, et de « Paris Match », c'était la première fois. J'avais fait Beyrouth, j'étais un bon reporter. J'y suis allé avec un trépied, ce qui est inhabituel pour un photographe de presse. Ça m'a permis de prendre du temps pour raconter. Avant d'entrer dans le camp, j'ai d'abord fait beaucoup de choses à l'extérieur, les barbelés, le chemin de garde. Je suis monté dans un mirador, en bon état à ma grande surprise. Pour une vue générale, c'était important. Ils m'avaient allumé les lumières en plein jour, une lumière assez forte, pour que les gens ne puissent pas s'échapper. Je suis resté dix jours. Le Mémorial m'a dit que j'étais le premier photographe français à avoir photographié tout Auschwitz, méthodiquement.

Avez-vous ressenti à un moment le poids de l'épouvante ?

Oui. Parce que j'étais seul. Les deux guides-interprètes me laissaient travailler, ne restaient pas. Je ne pouvais pas papoter avec un assistant. Je me suis retrouvé seul avec le silence. C'est là que je me suis dit : « Ça aurait pu être toi, tes parents, ta famille. » Et j'ai visualisé. Comment ils utilisaient les vivants pour nettoyer les cadavres. J'en avais beaucoup entendu parler, bien sûr, mais ce n'est pas pareil d'y être. En revenant, je n'avais pas réalisé ce que j'avais fait. C'est plus tard que je me suis dit que c'était peut-être mon travail le plus incroyable, plus que quand j'allais au fin fond de l'Afrique.

Vous avez tenu à retourner à Auschwitz en 1999, avec votre famille...

J'ai été marqué beaucoup plus que je ne le pensais par ces dix



Mardi 16 décembre, le lycée Louis-de-Foix organisait une journée dédiée à la mémoire de la Shoah.
ÉMILIE DROUINAUD / SO



Le Piéton

Regardait tranquillement le paysage défilier derrière la fenêtre du bus entre Biarritz et Bayonne, lorsqu'une annonce, qui n'était pas la voix féminine habituelle, vint soudain interrompre ses pensées. Un jeune homme muni d'un dictaphone déclarait être à la recherche d'une partenaire, de préférence espagnole. Avec tous les moyens modernes de rencontre amoureuse, le Bipède hésita à interpréter cet acte comme audacieux, ou de désespoir. En sortant du bus, il se demanda si la jeune Espagnole située en face de lui aura mordu à l'hameçon, si tant est qu'elle a pu comprendre le message.

Utile

« **Sud Ouest** »
74, rue d'Espagne,
64100 Bayonne
Rédaction de Bayonne, Anglet et Biarritz 05 59 44 72 00.
Ouvert du lundi au vendredi, de 9 à 12 h et de 14 à 18 h.
Pour joindre les journalistes de Bayonne et Anglet:
bayonne@sudouest.fr
Pour joindre les journalistes de Biarritz: biarritz@sudouest.fr
Publicité. 05 59 44 72 00. Ouvert du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.
Abonnements. 05 57 29 09 33.
Distribution du journal à domicile (portage). Pour recevoir « Sud Ouest » à votre domicile tôt le matin, sans supplément de prix, appelez le : 05 57 29 09 33.

Pratique
Police nationale. 05 59 46 22 22.
Police municipale.
05 59 59 75 52.
Fourrière. 05 59 23 68 68.
Encombrants.
05 59 57 00 00. Appeler deux à trois jours avant le ramassage.
Voirie. 0800 64 00 64.
Bibliothèques-médiathèques. Médiathèque centre-ville,
10, rue des Gouverneurs,
05 59 59 17 13.
Médiathèque Sainte-Croix,
34, place des Gascons,
05 59 59 17 13
Bibliothèque universitaire, 19,
place Paul-Bert, 05 59 57 41 40.

Trains
SNCF. 3635
TER Nouvelle Aquitaine.
Trains locaux et régionaux.
ter.sncf.com/aquitaine

BAYONNE

Le lycée Louis-de-Foix parle de la Shoah à ses élèves

Ce mardi 16 décembre, le lycée Louis-de-Foix a dédié une journée à la mémoire de la Shoah. Un moment de connaissance où les élèves ont développé culture historique et esprit critique

Pierre Penin
p.penin@sudouest.fr

Dans cette salle de classe du lycée Louis-de-Foix, ce mardi 16 décembre au matin, une quinzaine d'élèves et deux enseignantes interrogent les notions de mémoire et d'histoire. « L'Histoire se base sur des faits. Dans la mémoire, il y a forcément un aspect émotionnel », définit une prof. Mais l'une a besoin de l'autre. L'établissement leur a consacré une journée. Plus précisément, un temps dédié à « la mémoire, à l'Histoire et à la Shoah », soit l'extermination de six millions de juifs par les nazis, lors de la Seconde Guerre mondiale. « On prend une journée complète, on s'arrête. On veut marquer le fait que ce sont des enjeux fondamentaux », pose la nouvelle proviseure de l'établissement, Farah Benzaidi.

L'établissement a réuni dans ce travail une cinquantaine d'élèves, mêlant les filières générale et professionnelle. Le professeur d'Histoire Ludovic Yvrard décrit « une approche scientifique. On réfléchit avec les élèves sur comment on établit l'Histoire et comment on la perpétue grâce à la mémoire, pourquoi c'est important de connaître les faits dans une perspective actuelle. Mal-

heureusement, ce qui s'est passé à Sydney vient nous le rappeler ». Soit l'attaque terroriste antisémite qui a fait 15 morts dans la communauté juive de la ville australienne, dimanche 14 décembre.

Sources

Les élèves de Louis-de-Foix auront réfléchi aux mécanismes qui ont permis et permettent à l'antisémitisme de se déployer. À travers notamment trois ateliers, accompagnés de leurs enseignants et des historiens spécialistes de la déportation des juifs, Sandrine Labeau et Alexandre Doulut. Un des ateliers étudie les archives, autour d'une famille déportée. « Quand on présente un document, on sait qu'il n'a pas été créé pour des lycéens, 50 ans plus tard. On interroge qui les a produits, dans quel but... » Autrement dit, les élèves apprennent à questionner les sources.

Farah Benzaidi sait la notion essen-

« **L'école a toujours eu vocation à déconstruire les idées reçues et les ignorances partagées, ça ne change pas** »

tielle. « On les amène à croiser les sources pour éviter les simplifications. » Quand ce ne sont pas tout bonnement les « fake news », les fausses informations. L'outil numérique débridé et le recul des supports d'information traditionnels favorisent-ils la nébuleuse des manipulations et falsifications ? « On peut avoir des questions sur la base de fake news. Il est important d'y répondre tout de suite », estime Ludovic Yvrard. La bataille du réel est-elle plus ardue aujourd'hui ? La proviseure convient d'une massification des voies d'intoxication, « mais l'école a toujours eu vocation à déconstruire les idées reçues et les ignorances partagées, ça ne change pas ».

Réhumaniser

Dans la salle de classe, enseignantes et élèves évoquent des parcours de déportation de juifs. Mérignac, Drancy, Auschwitz-Birkenau... « Quel est le rôle des camps de transit ? », interroge une professeure d'histoire. « De stocker », répond une élève, gênée du terme qu'il lui est venu. Et pourtant, c'est de cela qu'il s'agit. La chosification des êtres pour les éliminer, mécanisme commun aux génocides. « Comment réhumanise-t-on les victimes déshumanisées par les nazis ? C'est une question

clé », soulève Ludovic Yvrard. L'échange avec les élèves amène une réponse.

- « Pourquoi est-il important de conserver les noms des victimes ?
- Parce qu'il a été sali.
- Va plus loin...
- On leur a fait honte, on leur a enlevé toute humanité. On les rasait, ils n'avaient plus d'identité.
- C'est ça ! Le nom contribue à rétablir une identité. À réhumaniser. »

Pavés de la mémoire

C'est une dimension importante du travail en cours sur la Shoah. « Nous avançons avec la mairie de Bayonne sur un projet de "pavés de la mémoire" », dévoile Ludovic Yvrard. Traduction très approximative des « stolpersteine », ces pavés de laiton incrustés dans le sol, devant les adresses des juifs déportés.

« L'idée serait d'en installer dans la rue Bourgneuf, en mémoire des sept personnes qui y ont été arrêtées, le 19 octobre 1942 » : Rachel et Bourah Smil, avec leurs cinq enfants, âgés de 2 à 13 ans. Le travail de l'élue et historien Mixel Esteban a établi leur arrestation par les forces de l'ordre françaises et documente la déportation de 125 juifs depuis la gare de Bayonne.

Au mois de mars, les élèves partiront une semaine à Paris, pour consolider leurs connaissances. Le séjour scolaire prévoit notamment la visite du mémorial de la Shoah, de Drancy, des Invalides... « Et l'an prochain, nous avons un projet de statue avec nos élèves techniciens d'usinage. » Autant de supports pour penser des questions fondamentales de citoyenneté, laïcité et forger l'esprit critique.



Roman Polanski et son père : la Shoah en témoignages

Le réalisateur franco-polonais sort «Ne courez pas! Marchez!», livre en deux parties réunissant son propre récit d'enfant rescapé du ghetto de Cracovie, et celui de son père, revenu du camp de concentration de Plaszów.

Par
PHILIPPE LANÇON

La *Douleur fantôme* réunit des récits où circulent les destins de survivants de la Shoah, d'un officier allemand révolté par ce qu'il voit, de l'un des membres de la bande à Baader, de gens éparpillés avec leurs souvenirs à travers le monde, des albatros que le nazisme a amputés d'une façon ou d'une autre et qui endurent un passé qui ne passe pas. Les histoires naissent toutes en Pologne, le pays d'Ubu et de l'autrice des récits, Hanna Krall; le pays des ghettos et des camps. La non-fiction y dépasse la fiction; mais, si elle le fait si bien, c'est aussi parce que Hanna Krall utilise à merveille les outils de la fiction. Ses histoires vraies sont contées avec une minutie sans effusion, telles des histoires juives, par des détours et des détails comme seule la réalité, quand elle se déchaîne, peut en inventer. Au début de l'une d'elles, l'écrivaine remarque que «*tout Juif survivant écoute les histoires des autres avec un certain agacement*». C'est qu'il en a de meilleures, donc de pires, à raconter: celles qui lui sont arrivées. Le constat pourrait servir d'exergue à *Ne courez pas! Marchez!*

Roman Polanski y confronte ses souvenirs d'enfant juif polonais rescapé du ghetto de Cracovie à deux longues lettres que son père, Ryszard Liebling, rescapé du camp de concentration de Plaszów, lui a envoyées de Pologne où il vivait, en 1973 et 1974. Le cinéaste venait de tourner *Chinatown* à Los

Dans les rues de Cracovie,
en Pologne, en mars 1943.
PHOTO MUSÉE DES ÉTATS-UNIS
DU MÉMORIAL DE L'HOLOCAUSTE

Angeles, dans cette ville où, depuis l'assassinat de Sharon Tate en 1969, il se sentait mal. Affronter le fantôme de sa femme poignardée par des hippies dégénérés n'était pas plus aisé que, dans son enfance, voir un SS tuer une vieille femme qui, dans une colonne de déportés, ne pouvait plus marcher vite : «Le sang est sorti de son dos. Ça ne giclait pas. C'était comme une fontaine où l'on boit. Une petite boule, un petit geyser, oui, comme ça, et qui a disparu, et elle est tombée. J'étais pétrifié. Je me suis caché dans la maison juste derrière moi. Il y avait un escalier en bois. J'ai trouvé un recoin et je suis resté là-bas assez longtemps. c'était la première fois que je voyais ce genre de truc.»

SOUS LES BARBELÉS

Comme Polanski fait remarquer à son père que celui-ci est toujours enrhumé quand ils se parlent au téléphone, le vieil homme se rebiffe et lui écrit, sur le ton d'un personnage de Singer ou de Philip Roth, la première lettre, qui débute ainsi : «Permetts-moi de te dire, jeune homme, qu'un dur à cuire comme ton père, tu ne l'as jamais été, tu ne l'es pas, et tu ne le seras jamais. Je ne dis pas que j'ai été un athlète ou un haltérophile, mais j'étais physiquement et organiquement résistant à toutes les épreuves, comme peu le sont. Je vais te le décrire en détail.» Et il le fait. Le témoignage de l'un et les lettres de l'autre s'éclairent alors mutuellement, comme des lampes dans la nuit. Tantôt les récits se complètent, tantôt ils divergent. La mémoire flotte et se conspuit en allant des uns aux autres. Le livre paraît alors que Polanski a 91 ans. Son père est mort en 1984, l'année où le cinéaste publia son autobiographie, *Roman*.

En 1942, pris dans une colonne le conduisant à la déportation, le père voit son fils de 9 ans, qui allait et venait entre le ghetto et le reste de la ville en passant sous des barbelés. Il s'arrange pour s'approcher, malgré les SS, et lui dit : «Dégage!» Le gamin comprend et obéit. Ils ne se reverront qu'en 1945. Longtemps, les deux hommes n'ont pas parlé de ce qu'ils avaient vécu en ces années-là. Après la guerre, dit Polanski dans son texte, transcription d'un entretien donné en 2006 à l'INA et à la Fondation pour la Shoah, «je ne m'intéressais pas à tout ça du tout. Jusqu'au moment où j'ai décidé de faire le Pianiste». C'était en 2002. Le film reçut la palme d'or à Cannes. Avant cela, «le seul moment où j'ai revisité ces années, c'était pour écrire ma biographie». Polanski avait rangé les lettres de son père sans les lire et il ne lui a jamais raconté, dit-il, «ce que j'avais vécu : il le devinait. On ne parlait pas de ça. On n'avait aucune envie de parler de ces choses-là. On voulait aller de l'avant». Il revient aujourd'hui, une dernière fois, en arrière.

Polanski se souvient : «Un jour, mon père est revenu avec du sang qui coulait de son oreille. Il avait été frappé par un officier allemand parce qu'il ne l'avait pas salué.» Scène classique du ghetto, qu'on retrouve à peine changée dans *le Pianiste*, quand le père du musicien ne descend pas du trottoir à temps et se fait tabasser. Le père de Polanski la développe, et c'est presque un film de Charlot. A l'angle de deux rues, devant une arcade, un grand SS s'est installé, «et dès qu'il voyait un

Juif qui passait, il lui ordonnait de s'approcher, et lui assénait un coup sur la mâchoire. [...] Je suis resté comme ça pendant une heure à regarder ce massacre, jusqu'à ce que ça me lasse. Je me suis concocté une théorie "philosophique" : si je glisse derrière son dos, il ne me remarquera pas. Alors que je croyais déjà avoir réussi, j'ai soudain entendu un rugissement de lion : "Komm hier!" Aucune idée de comment ce salaud m'avait remarqué. Je suis revenu et il m'a appliqué un crochet du droit, digne d'un champion de poids lourds, genre Mohammed Ali, alias Cassius Clay.» Il s'évanouit. Au réveil, «mon premier réflexe a été de toucher ma tête pour vérifier si elle était encore là, plantée sur mon cou – ou si elle s'était déjà décrochée. J'aurais parié que c'était un boxeur professionnel, qui, faute d'entraînement dans l'armée, s'entraînait sur des Juifs sans défense.» De retour chez lui, il sent tomber ses cheveux et découvre, sur le haut du crâne, «une calvitie ronde, de la taille d'une montre à gousset».

Un voisin lui conseille un médecin, mais, pour aller chez celui-ci, il faut passer devant le SS. Ryszard Liebling s'aperçoit qu'il a disparu, «ce qui signifiait qu'il avait déjà assez cogné ce jour-là». Le médecin est «neurologue et dermatologue». Une domestique lui ouvre, ce qui veut dire que le médecin n'est pas juif : les Juifs n'ont pas le droit d'en avoir. Elle l'introduit dans le bureau, «derrière lequel est assis un homme massif, un peu comme Orson Welles. Sourcils broussailleux, grosses pattes, il fredonnait d'une voix de basse, mais assez fort, un air de la Juive de Halévy : "Rachel, quand du Seigneur..."» Les Proustiens apprécieront ce vieux tube antisémite : «Rachel quand du seigneur» est le surnom que le narrateur donne à la maîtresse juive de Saint-Loup, qu'il a fréquentée comme prostituée. On ne s'attendait pas à le retrouver à Cracovie en 1942.

Les spectateurs de *la Liste de Schindler*, le film de Spielberg, se souviennent sans doute du commandant du camp de concentration de Plaszów, le SS Amon Goeth (sans e), interprété par Ralph Fiennes. C'est dans ce camp que le père de Polanski fut déporté. Il raconte en détail, toujours avec autant de naturel, comment il a plusieurs fois échappé à la mort. Quand un SS lui demande s'il vivra assez longtemps pour voir la fin de la guerre, il sait que s'il répond oui, il sera tué aussitôt. C'est l'humour SS.

DIALOGUE POSTHUME

Il fait le portrait de Goeth, «psychopathe et paranoïaque», «dégénéré entièrement absorbé par son camp, par le plaisir d'envoyer quotidiennement quelques personnes dans l'au-delà». Un jour, à l'appel, le chef SS passe devant les colonnes et tue un premier homme, avant de dire au cadavre : «Pourquoi me regardes-tu si bêtement dans les yeux?» ; puis il en tue un deuxième en disant au cadavre : «Pourquoi ne me regardes-tu pas dans les yeux, hein?» C'est encore l'humour SS. Il a deux dogues bien nourris, Ralf et Rolf, que des déportés doivent bichonner. Ceux qui ne les appellent pas «Herr Ralf» et «Herr Rolf» sont aussitôt déchiétés par les molosses. Il a une maîtresse juive italienne, très belle, à qui il fait donner des leçons d'équitation par

un autre déporté, excellent cavalier, pour pouvoir ensuite la faire parader dans une belle tenue avec lui dans Cracovie. Le déporté ne doit jamais chevaucher à côté de son élève, mais «il ne pouvait pas parler à la queue de son cheval» : dès qu'ils sont hors du camp, ils vont côte à côte. Un jour, il oublie de repasser derrière elle en rentrant. Goeth le voit, lui dit de se retourner, et le tue. Mélomane, il a des musiciens déportés, à qui il dit : «Sale juif, tu joues pas mal, mais je vais quand même t'abattre un jour.» Le gestapist Kurt Engels, dans *la Douleur fantôme*, est plus délicat. Amateur de jardins, il a un «garçon juif à son service [...]». Ce dernier s'occupait du jardin. Engels discutait avec lui de la culture des fleurs. Il l'aimait bien. «Tu es un gentil garçon, disait-il. Tu mourras en dernier, et je te tirerai moi-même une balle dans la tête pour que tu ne souffres pas». Il tint parole.

Le témoignage de Polanski à l'INA recoupe largement les souvenirs de Roman, avec des nuances, des détails en moins ou en plus : la mémoire est une matière molle et mouvante, qui ne cesse jamais de travailler. Elle semble parfois, en vieillissant, remonter vers le plus clair ou le plus sanglant de sa source. On ne

LIVRES/

peut lire le dialogue posthume qu'il organise avec son père sans penser au passage de sa biographie où, évoquant les conséquences morales sur lui de l'assassinat de Sharon Tate, il écrivait : «Je brûlais naguère d'un prodigieux feu intérieur – j'étais absolument persuadé que rien ne pouvait me résister si je m'y mettais pour de bon. Cette confiance a été sapée par les meurtres et ce qui les a suivis. Non seulement je me suis mis à ressembler physiquement à mon père après la mort de Sharon, mais encore j'ai acquis certains de ses traits de caractère : son pessimisme viscéral, son éternelle insatisfaction de l'existence, son sens de la faute si profondément juif, et sa certitude que tout bonheur, toute joie se payent un jour.»

ROMAN POLANSKI

NE COUREZ PAS ! MARCHEZ !

Traduction des lettres par Piotr Kaminski.
Flammarion, 288 pp., 21 € (ebook : 14,99 €).

HANNA KRALL

LA DOULEUR FANTÔME

Traduit du polonais par Margot Carlier.
Les Editions Noir sur Blanc,
368 pp., 23,50 € (ebook : 16,99 €).

LES DÉBATS DE L'INHA

HISTOIRE DE L'ART ET ENJEUX DE SOCIÉTÉ

18H30-19H30

GRATUIT OUVERT À TOUS

TOUS LES DERNIERS JEUDIS DU MOIS

www.inha.fr

Institut national d'histoire de l'art

2, rue Vivienne
75002 Paris

INHA



L'ÉCLAIRAGE DE BLASI

Roubaix (Nord), mardi. Pour racheter cette maison où elle a grandi, Lili Keller-Rosenberg aurait besoin d'environ 780 000 €. Son objectif : l'aménager pour accueillir du public et des expositions.

Le projet de Lili, sauvée des camps nazis

NORD | Survivante de la Shoah, Lili Keller-Rosenberg lance un appel aux dons pour créer un mémorial dans la maison de son enfance, à Roubaix.

Clémence de Blasi

ROUGE À LÈVRES carmin assorti à la monture de ses lunettes de vue, l'œil vif et malicieux, Lili Keller-Rosenberg se tient très droite devant la maison de son enfance, à Roubaix (Nord). Pour cette rescapée de la Shoah, aujourd'hui âgée de 92 ans, l'élégance est une « question de dignité ». C'est ici, au 42, boulevard d'Armentières, qu'elle a vécu, petite fille, entre des parents d'origine hongroise arrivés en France dans les années 1920 et ses deux petits frères, Robert et André. Jusqu'au 27 octobre 1943, quand toute la famille, juive, est arrêtée puis déportée dans

les camps de concentration allemands de Ravensbrück et Bergen-Belsen. Lili Keller-Rosenberg, l'aînée de la fratrie, venait d'avoir 11 ans.

Envoyé à Buchenwald, son père, salarié d'une teinturerie, « a été assassiné par les nazis deux ou trois jours avant la libération du camp par les Américains », raconte Lili Keller-Rosenberg, miraculeusement sortie vivante de la Shoah, de même que sa mère et ses frères, et retournée vivre dans cette maison jusqu'à la fin des années 1950.

Depuis plus de quarante-cinq ans, l'ancienne secrétaire de direction sillonne la France sans relâche pour témoigner devant des centaines de milliers de collégiens et lycéens,



Hauts-de-France

bouleversés par cette rencontre. « J'aime beaucoup ces jeunes, observe la nonagénaire au verbe et à la présence intenses. Ils m'ont envoyé des milliers de lettres très touchantes dans lesquelles ils me disent qu'ils sont prêts à prendre la relève ; j'ai toute confiance en eux. »

La déportation des enfants au cœur du projet

Dans le mémorial dont elle s'est prise à rêver depuis quelques années, grandes missives et petits mots seront exposés dans une pièce à eux, assure-t-elle. L'idée a germé après une rencontre avec l'actuelle propriétaire des lieux, qui lui a confié sa volonté de se séparer de la demeure.

Si le projet fait la part belle à l'histoire de Lili Keller-Rosenberg et sa famille, « nous aimerions le consacrer plus largement à la déportation des enfants, juifs, tsiganes ou handicapés », explique sa fille, Valérie Leignel, bien décidée à l'accompagner dans la création de ce « musée à hauteur de jeunes ». Matériel interactif, ateliers, expositions participatives autour de parcours singuliers sont déjà imaginés.

Entre le rachat de cette maison de deux étages surmontés d'un grenier, sa mise en conformité afin d'accueillir du public et la conception de la scénographie, « nous estimons notre besoin de financement à environ 780 000 € », indique Valérie

Leignel. Une cagnotte en ligne vient d'être lancée par l'association Lili Keller-Rosenberg. Le dossier sera également présenté à l'État et à des financeurs privés.

En attendant, la survivante de 92 ans, qui compte désormais parmi les derniers témoins encore vivants de la Shoah, continue de cheminer inlassablement pour raconter son histoire. Ne préférerait-elle pas se reposer, parfois ? « Je suis un peu surbookée, c'est vrai, s'amuse Lili Keller-Rosenberg. C'est fatigant, mais je me dis que j'ai une mission à remplir, et le temps dont je dispose se réduit... Cette maison mémorielle, j'y crois énormément ; elle est vraiment nécessaire. »

Et aussi...

AUVERGNE - RHÔNE-ALPES Les chats ciblés

Plombs dans le ventre ou dans la tête, patte mutilée, disparitions mystérieuses... Depuis plusieurs mois, des chats d'Albertville (Savoie) sont pris pour cible. Récemment, un habitant du chemin des Galibouds a vu son chat mourir après avoir été touché par des tirs d'arme à feu. Une plainte a été déposée contre le ou les auteurs de ces actes de cruauté.

FRANCHE-COMTÉ Record en préparation

Samedi, le Haut-Saônois Rémi Girard va tenter de battre le record du monde de tractions en douze heures. Il espère surclasser les 7 100 tractions réalisées par un Mexicain. La tentative se déroulera au gymnase de Voray-sur-l'Ognon (Haute-Saône), mis à la disposition de celui qu'on surnomme « le Hulk des bois » par la communauté de communes du Pays riolais.

BRETAGNE Film interdit

Comme d'autres élus ces dernières semaines, Hervé Guihard, le maire de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), a pris un arrêté interdisant la projection de « Silenced », film réalisé par le militant d'extrême droite Tommy Robinson, actuellement incarcéré en Grande-Bretagne. Il devait être diffusé ce mercredi à l'initiative de l'association Cercle Trégor & Goélo.

CENTRE - VAL DE LOIRE Immeuble en péril

Les pompiers ont évacué mardi après-midi les habitants d'un immeuble de la rue George-Sand, dans le centre-ville de Tours (Indre-et-Loire), après l'effondrement d'un plafond et de l'apparition de fissures. Invités à être relogés par des proches, les occupants pourront réintégrer leur logement une fois que des travaux sur la structure du bâtiment seront réalisés.

CORSE In extremis

Mardi, à la mi-journée, un randonneur âgé d'une cinquantaine d'années s'est retrouvé piégé dans la neige, alors qu'il effectuait une étape du GR 20. L'homme a été secouru par le groupement montagne des sapeurs-pompiers de Haute-Corse, aidé de l'hélicoptère de la Sécurité civile Dragon 2B. Sain et sauf, il a été déposé à la station de ski d'Asco.

GRAND-EST Friche reconvertie

Un centre de formation aux métiers de la sécurité et de la cybersécurité ouvrira en 2026 à Anould (Vosges) sur le site d'une ancienne papeterie. Ce pôle, annoncé comme inédit en France par la région, s'adressera aux forces de l'ordre, aux équipes de secours et aux opérateurs de sécurité privée, et proposera des diplômes du CAP jusqu'au titre d'ingénieur.

Documents sauvegardés



© 2026 La Nouvelle République du Centre-Ouest. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20260319-NR-5*20*21252962493

Nom de la source	Jeudi 19 mars 2026
La Nouvelle République du Centre-Ouest	La Nouvelle République du Centre-Ouest
Type de source	
Presse • Journaux	• p. 12
Périodicité	
Quotidien	• 664 mots
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Tours, Centre-Val de Loire, France	

Déportée à 11 ans, elle témoigne auprès des élèves

La rescapée de la Shoah Lili Keller Rosenberg Leignel a partagé son témoignage des camps de concentration aux jeunes pour lutter contre l'oubli et la haine.

Martin Kretowicz

Vous savez, les enfants, nous n'étions pas des enfants comme les autres. Le sujet dont nous allons parler, vous le connaissez dans les livres d'histoire. Mais vous n'avez jamais entendu quelqu'un qui l'a vécu, débute, calmement, Lili Keller Rosenberg Leignel. La nonagénaire de 94 ans, déportée à l'âge de 11 ans en camp de concentration, est venue, la douceur comme seule arme, conter son témoignage à Blois, lundi 16 mars. Dans la salle de conférences de la Halle aux grains, pleine, six cents élèves de collèges et lycées du département l'ont écoutée, silencieux.

« Témoigner c'est ma mission »

« Au début de la guerre, papa et maman avaient pressenti quelque chose et nous avons été accueillis par le curé. Un jour, ils sont venus nous chercher. Ils ont manqué de prudence. » Il y a quatre-vingt-trois ans, la gendarmerie venait taper à la porte de la famille de Lili et les emmenait en prison. C'était en octobre 1943, et pourtant, les souvenirs sont toujours aussi clairs.

Seule face à la grande salle, elle raconte

le moindre détail, gardant son regard d'enfant d'autrefois, la voix douce, régulière et vive : « Tout le monde portait des étoiles jaunes sur la veste. Mes frères et moi n'étions que des enfants sages. Je ne comprenais pas pourquoi on était en prison. »

« Témoigner, c'est ma mission »

Originaire de Roubaix, elle est ensuite déportée au camp de transit de Maline en Belgique, avant de partir à Ravensbrück où elle vit, en compagnie de Geneviève de Gaulle, l'horreur des camps de concentration. « Les odeurs étaient répugnantes. On était réveillé pour l'appel en pleine nuit, certains dormaient dehors et nous avions tellement faim que j'en ai vu se jeter à terre comme des chiens lorsqu'un bidon de rutabagas se renversait pour laper la moindre nourriture. »

« Il faut combattre toute forme de haine »

S'ensuit un nouveau trajet, toujours en wagon à bestiaux, vers Bergen-Belsen. « Il y avait une épidémie de typhus, les corps tombaient un par un. On l'appelait le "camp de la mort lente". Nous

étions tous entassés, vivants ou morts. »

Le 15 avril 1945, elle et ses frères sont libérés par les soldats anglais, « pleins d'effroi », et rapatriés à Paris où ils retrouveront, par la suite, leur tante. Leur mère, sortie du camp atteinte du typhus, les rejoindra plus tard. « Mon père, je ne l'ai pas beaucoup connu. Nous avons appris, après un long moment, qu'il avait été fusillé à Buchenwald quelques jours avant la libération des camps... »

Ce récit, il aura fallu attendre ses 50 ans pour que Lili Keller Rosenberg Leignel parvienne à le raconter. Désormais, la rescapée arpente les routes pour remémorer à tous les jeunes cette histoire dont peu de survivants sont encore présents pour en parler. « Témoigner, c'est ma mission. Je me sentais obligée avec la montée du négationnisme. Il faut combattre toute forme de haine, de racisme, d'antisémitisme, de xénophobie. »

Les jeunes « ses messagers »

Les réactions des élèves de première du lycée Philibert-Dessaignes sont unanimes : c'est un témoignage

Documents sauvegardés

touchant et percutant. Mondésir développe : *« Elle utilise le passé pour prévenir le futur. C'est important de transmettre. »*

Lili Keller Rosenberg Leignel fait des jeunes ses *« messagers »*. Malgré le contexte actuel qui l'inquiète, elle se définit comme une éternelle optimiste. *« C'est de voir autant d'espoir dans cette jeunesse qui me donne envie de continuer, toujours plus, les conférences. Vous savez, quand on était dans les camps, ma mère tenait à faire la toilette coûte que coûte. Ce que je n'oublierai jamais d'elle, c'est cette leçon de dignité. Donc je me tiendrai debout deux heures, avec du rouge à lèvres, jusqu'au bout. »*

Martin Kretowicz

Documents sauvegardés



© 2025 La Nouvelle République du Centre-Ouest. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250826-NR-4*20*21693824326

Nom de la source

La Nouvelle République du Centre-Ouest

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Tours, Centre-Val de Loire, France

Mardi 26 août 2025

La Nouvelle République du Centre-Ouest

• p. 28

• 473 mots

actualité

La Shoah ignorée de « la moitié » des jeunes ?

C'est ce qu'affirme l'ambassadeur des États-Unis en France dans une lettre, adressée à Emmanuel Macron, où il critique « l'absence d'action suffisante » de la France pour lutter contre l'antisémitisme. Mais est-ce vraiment le cas ?

Vincent Leblé

Dans une lettre, adressée au chef de l'État Emmanuel Macron, publiée dimanche dans le *Wall Street Journal*, l'ambassadeur des États-Unis en France Charles Kushner, critique « l'absence d'action suffisante » du gouvernement « face à la flambée de l'antisémitisme en France ».

Des accusations « inacceptables » que le ministère des Affaires étrangères « réfute fermement » et qui ont valu à ce proche du président américain, père du gendre de Donald Trump, une convocation au Quai d'Orsay pour lui rappeler « le devoir » d'un ambassadeur « de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures » d'un État.

Charles Kushner s'appuie dans son argumentaire sur l'indéniable hausse du nombre d'actes antisémites en France depuis l'attaque du 7 octobre 2023. Mais il met aussi en avant un chiffre plus étonnant. Il s'indigne en effet que « presque la moitié de jeunes Français disent ne jamais avoir entendu parler de la Shoah ».

Un chiffre qu'il n'a pas inventé. Il provient d'un sondage, mené en no-

vembre 2023 dans huit pays par la Jewish Claims Conference (JCC), une ONG américaine. Il montrait que 46 % des 18-25 ans en France n'avaient jamais entendu parler de la Shoah, contre 15 % en Roumanie, 12 % en Allemagne, 5 % au Royaume-Uni et 3 % aux États-Unis.

Un chiffre deux fois plus élevé que dans d'autres sondages

Ce chiffre peut toutefois paraître surprenant. Il est en effet deux fois plus élevé que les résultats de deux précédents sondages sur le même sujet, menés par l'Ifop. Il en ressortait qu'en 2022, 14 % des jeunes Français de 15-24 ans n'avaient jamais entendu parler de l'Holocauste et 21 % des 18-24 ans, en 2018.

Quand on y regarde de plus près, on se rend compte que les personnes interrogées pour ce sondage américain l'ont été sur leur connaissance du terme « Shoah », alors que la question de l'Ifop portait sur « le génocide des Juifs au 20^e siècle ». Ce qui peut peut-être expliquer un tel écart. Il n'en reste pas moins que ces chiffres sont peu flatteurs pour un pays où l'histoire de l'Holocauste est enseignée en CM2, en 3^e, en

1^{re} et en Terminale.

L'ambassadeur américain n'en reste pas moins d'assez mauvaise foi. Le sondage de cette ONG mettant en avant des lacunes dans la connaissance de la Shoah pour tous les pays, y compris les États-Unis, où 48 % des personnes, de tout âge, interrogées ont été bien incapables de citer le nom d'un seul camp de concentration.

Vincent Leblé

Enquête

80 ANS APRÈS LES CAMPS

La mémoire de la Shoah en héritage



Les 26 et 27 janvier, les cérémonies internationales commémorant la libération des camps se déroulent d'abord à Auschwitz, en présence des derniers rescapés de la Shoah. Mais les outils sont en place pour que cette mémoire continue d'être transmise aux futures générations. Par **Sophie Laurant**, avec **Romain Mazenod**

CE VENDREDI de novembre, l'attention est grande dans la classe de première du lycée professionnel catholique L'Initiative, à Paris. Depuis septembre, avec leur professeure d'anglais, Muriel Guedj, les élèves ont visionné les films *Les rescapés de Sobibor*, *La Liste de Schindler* (lire p. 20), puis visité le Mémorial de la Shoah à Paris et le camp d'internement de Drancy (Seine-Saint-Denis). Ils se préparent à un voyage à Auschwitz-Birkenau, en Pologne. Silence, écoute, quelques questions ciblées : tout montre qu'ils ont déjà intégré des repères précis sur la Shoah, la mort programmée à l'échelle industrielle de près de six millions de juifs. Leur voyage aura lieu juste avant les commémorations du 80^e anniversaire de la libération d'Auschwitz, le 27 janvier 1945, par l'armée Rouge.

Par sa taille, ce camp de concentration et d'extermination est devenu le symbole de l'univers concentrationnaire nazi. Y furent assassinées 1,1 million personnes, juives pour 90 % d'entre elles, ainsi que des tziganes, témoins de Jéhovah, homosexuels ou prisonniers politiques... Des cérémonies sont prévues, en présence de nombreux chefs d'État et de gouvernement et de représentants d'institutions internationales. Sans les Russes, compte tenu de la guerre en Ukraine. Piotr M. A. Cywinski, directeur du musée d'État du site, créé dès 1947, estime à « une quarantaine » les rescapés, quasi centenaires, qui sont aussi attendus. Ce sera le dernier grand anniversaire auquel participeront des témoins directs de la Shoah. Cette perspective ne le trouble pas : « Ces survivants nous ont laissé quantité de témoignages pour que

nous n'oublions pas. Notre responsabilité est de transmettre. » C'est ainsi que Piotr Cywinski vient de publier un ouvrage où il met en lumière le vécu quotidien et les sentiments des déportés, après avoir épluché des centaines d'archives du musée, notamment en polonais, non traduites jusque-là¹.

Des archives aux hologrammes

Comme la sienne, nombre d'institutions collectent des récits sur la Shoah. Ainsi, l'USC Shoah Foundation du réalisateur Steven Spielberg, aux États-Unis, a enregistré 55 000 témoignages dans le monde depuis 1994. Elle teste même, depuis 2017, dans l'État de l'Illinois, des hologrammes de rescapés qui répondent au public grâce à l'intelligence artificielle alimentée par ces contributions archivées ! En France, « cela fait vingt-cinq ans que nous proposons aux rescapés des camps d'enregistrer leur histoire, explique Lior Lalieu, responsable du programme "La voix des témoins" au Mémorial de la Shoah. Nous avons 1 000 vidéos très intenses, en libre accès sur notre site, et nous collectons désormais les histoires des enfants cachés. » Depuis décembre, certaines sont mises en ligne sur YouTube : « Cela leur apporte une énorme visibilité, en touchant un public plus large », constate-t-elle déjà.

« Rien ne remplace la dimension extraordinaire d'une trajectoire personnelle », renchérit Denis Peschanski, spécialiste de l'histoire des camps en France et qui travaille sur la mémoire. « L'impact émotionnel sur celui qui écoute est incroyable. Chacun se demande : "Comment a-t-il ou a-t-elle pu survivre ? Avoir le courage de résister, de s'évader ?" et la question suivante est

● ● ●

Un groupe scolaire devant le complexe concentrationnaire d'Auschwitz, le plus grand créé par les nazis. Le camp fut libéré le 27 janvier 1945 par l'Armée Rouge.



ALEXANDRE MARCHI - GAMMA

●●●
forcément : « Comment aurais-je réagi à sa place ? » » L'historien se souvient qu'à la demande de la préfecture de Paris, il avait ainsi mis en place, il y a quelques années, un programme où des déportés venaient parler aux jeunes recrues des forces de l'ordre. « Lorsqu'ils entendaient que c'étaient des policiers français qui avaient raflé toute la famille de la personne debout devant eux, une réflexion sur leurs futures responsabilités s'engageait. »

« La disparition des témoins directs est une étape inexorable pour n'importe quelle mémoire, ajoute Sophie Nagiscarde, directrice des affaires culturelles au Mémorial de la Shoah. Comme lors du centenaire de la Première Guerre mondiale, ce tournant suscite des questionnements dans les familles. » Ce qui fait surgir des archives enfouies, comme ce précieux récit d'Alter Fajnzylberg découvert par son fils Roger dans une boîte à chaussures en 1991, et qu'il s'est décidé, face aux questions de son propre fils, à faire traduire et

publier cette année². « La troisième génération est celle qui soulève le voile sur les souvenirs si terribles qu'on ne voulait pas, ne pouvait pas, les raconter à ses enfants. Un phénomène connu chez les gens traumatisés », souligne Denis Peschanski.

La force des lieux

Ainsi, le flambeau de la mémoire repose déjà sur les générations suivantes. « Tous ceux qui ont un jour écouté un rescapé deviennent témoins des témoins et porteront la charge de transmettre », insiste le grand rabbin de France, Haïm Korsia. Il avoue pourtant sa difficulté à imaginer l'avenir, lui qui emmène à Auschwitz, depuis 2002, des groupes, accompagnés de responsables religieux de toutes les confessions monothéistes et d'un rescapé. Cette année encore, Esther Sénot, 97 ans, était avec les adolescents qui se confrontaient à « l'évidence de l'expérience » comme il l'écrit dans un album commémoratif³.

Car pour lutter contre l'oubli ou la désinformation, Haïm Korsia croit aussi

HUGO ANYMAR POUR LE PÈLERIN



1 et 2 Au lycée parisien L'Initiative, les élèves de Muriel Guedj ont préparé minutieusement leur voyage en Pologne.

DES ŒUVRES QUI ONT FAIT DATE



1947

Si c'est un homme, de Primo Levi, est le témoignage autobiographique d'un déporté, publié en Italie (traduit en français en 1961).

1947

Le journal d'Anne Frank paraît aux Pays-Bas (traduit en français en 1950).



1952

La mort est mon métier, roman de Robert Merle, se base sur les mémoires du commandant d'Auschwitz.



EVERETT COLLECTION - AURIMAGES

1956

Nuit et brouillard, documentaire d'Alain Resnais sur l'univers concentrationnaire, ne fait pas de distinction entre l'extermination raciale et celle des résistants.

1978

Holocauste, minisérie de fiction américaine, décrit la mise à mort des juifs d'Europe. Diffusée en 1979 en France, elle ouvre la polémique sur la possibilité de fictionnaliser la Shoah.

1969

Le chagrin et la pitié, documentaire de Marcel Ophüls, met en lumière les ambiguïtés de l'Occupation et évoque le sort particulier des juifs.



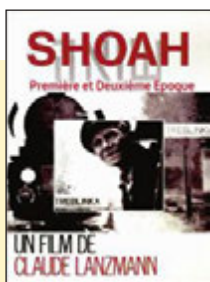
1 2



à la force des lieux. Ici, il ressent « ce vide sidéral, cette tristesse infinie. À Auschwitz, il n'y a pas de tombes, mais tout le camp est une gigantesque sépulture. Au-delà des rescapés, nous sommes tous des survivants de cet holocauste. » Ce message, il entend le faire passer lors des visites qui commencent toujours par la lecture de la Bible à la synagogue de la ville – Oswiecim –, située au centre du complexe : « Quelle victoire tout de même d'être là aujourd'hui ! » Les enseignants en témoignent aussi : même sans anciens déportés, la visite des camps est un jalon essentiel de transmission de la

mémoire de la Shoah. Muriel Guedj, qui effectue cette année son huitième voyage avec des lycéens, estime avoir été très rarement confrontée à des réactions d'indifférence ou de rejet. « Et ce sont les gamins arabo-musulmans qui me remercient le plus au retour de Pologne. Ils me disent qu'ils ont beaucoup appris », remarque la professeure, elle-même de confession juive.

Observant ses 1,8 million de visiteurs par an, Piotr Cywinski apprécie que « les connaissances historiques aient progressé depuis trente ans. Les élèves sont mieux



1985

Shoah, documentaire monumental (il dure dix heures) de Claude Lanzmann sur l'extermination des juifs.

MELAMPO CINEMATOGRAFICA/
COLLECTION CHRISTOPHEL



1997

La vie est belle, film italien de Roberto Benigni, prend l'allure d'une fable où un père tente d'adoucir la réalité des camps aux yeux de son enfant.

1993

La liste de Schindler, film américain de Steven Spielberg raconte l'histoire de l'industriel allemand qui sauva 1200 juifs.



2024

La plus merveilleuse des marchandises, film d'animation de Michel Hazanavicius, s'inspire d'un conte de Jean-Claude Grumberg (2019) sur un bébé de déportés recueilli par des Polonais.

2023

La zone d'intérêt, film de Jonathan Glazer, dévoile la vie de famille de Rudolph Höss, le directeur du camp d'Auschwitz.

•••

préparés, les professeurs aussi. » Un savoir nourri aussi par le développement, depuis une vingtaine d'années, de mémoriaux dans plusieurs pays européens. En France, on explique le rôle des camps d'internement à Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) depuis 2015, ou de transit à Drancy depuis 2012.

Le pouvoir de la fiction

Le directeur polonais constate que les questions posées concernent surtout le ressenti des déportés, leurs ressources mentales et morales... Une curiosité souvent inspirée par la lecture de romans ou le visionnage de fictions qui constituent aujourd'hui des formes très populaires de médiation. Pourtant, Piotr Cywinski fustige ce phénomène : « D'abord, malgré leurs affirmations, la plupart des auteurs ne respectent pas les faits. Ensuite, de plus en plus de visiteurs veulent voir où se cachait le personnage de leur roman... Et quand on leur dit qu'il n'a jamais existé, ils ne nous croient pas ! » Son musée a ainsi réagi négativement à la parution du *Tatoueur d'Auschwitz* d'Heather Morris, en 2018, en anglais⁴ – une histoire d'amour dans le camp –, dénonçant des « erreurs, exagérations, interprétations erronées... » Il est vrai que, depuis quelques années, ont paru une quarantaine de romans sentimentaux ou d'aventure ayant pour cadre les camps de concentration, qui ont parfois donné lieu à des séries ou films.

Déjà, en 1979, lors de la diffusion en France de la série *Holocauste*, le célèbre écrivain Elie Wiesel, ancien déporté, s'était insurgé contre la possibilité même d'utiliser la fiction, au risque de banaliser la Shoah. Depuis, le débat rebondit à chaque parution de roman ou sortie de film sur le sujet. Le grand rabbin Korsia balaie l'argument : « *Holocauste* a tout de même fait resurgir l'intérêt pour la Shoah dans le grand public. Et même si ces fictions sont parfois erronées, elles bouleversent les gens, ce qui est un premier pas. À nous de pondérer grâce à la réalité à laquelle on les confronte lors de



JAKUB PORZYCKI - AGENCJA WYBORCZA - REUTERS

Seule une quarantaine de personnes rescapées assisteront cette année aux cérémonies officielles marquant les 80 ans de la libération des camps, à Auschwitz-Birkenau, en Pologne. Ici, l'une d'elles en 2023, devant un mur de portraits de victimes.

ces voyages. » Ou lors de visites de musées, d'expositions, d'installation de mémoriaux (*lire ci-contre*)... Denis Peschanski partage cette analyse et pointe le rôle très important des BD historiques qui ont beaucoup de succès. Pour lui, « la limite – délicate – à ne pas franchir est “d'éviter le voyeurisme sans estomper l'horreur”. » Il estime qu'il faut cesser d'opposer les fictions aux documentaires, « car ces derniers peuvent aussi être inexacts. Même les témoins ont rapporté des souvenirs flous, commis des erreurs... et c'est bien normal. C'est à l'historien de les mettre en perspective. »

Ainsi au lycée L'Initiative, Muriel Guedj réfute l'idée, fausse mais très répandue, que les juifs seraient demeurés passifs face aux menaces d'extermination : « Vous vous souvenez, à Drancy, le tunnel creusé qui leur a permis de s'évader ? » Elle insiste sur les nombreux actes de résistance et de désobéissance. Au retour d'Auschwitz, elle demandera à ses élèves de restituer par écrit ce qui les a marqués, ce qu'ils ont appris. Pour ne pas laisser toute la place à l'émotion et aider la raison, basée sur la connaissance des faits historiques, à cheminer dans l'esprit de ces jeunes adultes. ■

1) *Auschwitz : une monographie de l'humain*, Éd. Calmann-Lévy, 616 p. ; 28 €.

2) *Ce que j'ai vu à Auschwitz. Les cahiers d'Alter*, Éd. du Seuil, 384 p. ; 33 €.

3) *Fragments de mémoire*, Éd. Flammarion, 144 p. ; 26 €.

4) Éd. J'ai Lu, 256 p. ; 7,90 €.

Avec « Les Ames tièdes », Nina Valbousquet exploite magistralement les archives des années de guerre du Saint-Siège, ouvertes en 2020 Shoah : la froideur du Vatican

ANDRÉ LOEZ

En mars 2020, le Vatican ouvrait enfin aux chercheurs les archives dites « secrètes » du pontificat de Pie XII (1939-1958), un événement qui faisait les gros titres de la presse internationale, friande de révélations sur le rôle du chef de l'Église catholique durant la Shoah. Il est vrai que cette question n'a cessé d'alimenter un débat brûlant, en particulier à la suite de la représentation de la pièce *Le Vicaire*, en 1963 : le dramaturge allemand Rolf Hochhuth y dénonçait la passivité du pape face au nazisme et ses silences coupables, faisant ensuite réagir des apologistes qui insistaient sur la nécessaire discrétion d'un pontife ayant pu, dans l'ombre, sauver des vies.

Mais c'est à une réflexion d'une tout autre ampleur qu'invite *Les Ames tièdes*, le maître livre de Nina Valbousquet, qui a patiemment exploité ces fonds. Le titre provient d'un éditorial critique qu'Albert Camus consacra à la papauté dans le journal *Combat* (26 décembre 1944) : « Notre monde n'a pas besoin d'âmes tièdes. Il a besoin de cœurs brûlants. » Si le ton est vif, c'est le pluriel qui doit attirer l'attention : l'immense mérite de l'historienne consiste à sortir de la focalisation sur la personne d'Eugenio Pacelli, pape Pie XII (1876-1958), pour restituer, documents à l'appui, le fonctionnement collectif de l'institution vaticane durant la guerre.

Elle lui redonne son épaisseur, à travers ses rouages administratifs et ses multiples acteurs, le vaste réseau des nonces, des cardinaux et des secrétaires dont elle lit de près les rapports et correspondances. Cela permet d'identifier deux personnages-clés du Vatican : son diplomate en chef, M^{gr} Domenico Tardini, ainsi qu'un jeune bureaucrate devenu responsable de fait des questions relatives aux juifs, M^{gr} Angelo Dell'Acqua. Il n'est guère d'information ou de supplique qui ne passe par leur filtre.

Or le Saint-Siège, démontre la chercheuse, est profondément imprégné par des catégories de pensée qui se calquent facilement sur les pratiques persécutrices de Mussolini, d'Hitler ou de Vichy. Elle observe en particulier la façon dont les prélats décrivent les juifs convertis, utilisant une « étrange catégorie, mi- raciale,



Le pape Pie XII bénit le pain qui sera distribué à la population frappée par la guerre, à Rome, en 1943. BRIDGEMAN IMAGES

LES ÂMES TIÈDES.
LE VATICAN
FACE À LA SHOAH,
de Nina Valbousquet,
La Découverte, 480 p.,
26 €, numérique 20 €.

mi-confessionnelle », celle des « catholiques non aryens ». Ces derniers ne cessent de susciter réticences ou méfiances, en partie du fait de l'antijudaïsme traditionnel de l'Église, dont le livre donne d'innombrables exemples. Sans toutefois en faire la cause unique des silences persistants du pape : il souligne également la prudence structurelle d'un Vatican attaché à préserver sa neutralité sur le plan géopolitique et à protéger les Églises nationales des pays en guerre, quitte à ménager les bourreaux.

La voix des persécutés

Car l'ampleur des crimes antisémites ne faisait aucun doute, pour les autorités pontificales, dès l'année 1942. C'est un autre apport considérable de l'ouvrage, qui cite de très nombreux témoignages, y compris photographiques, sur l'extermination, adressés à Rome par des ecclésiastiques comme par des victimes et des organisations juives. Ce faisant, il donne à entendre la voix des persécutés, à travers la masse de lettres et de requêtes adressées à Pie XII pour espérer une aide, un visa, une protestation. Leur langage

désespéré présente un terrible contraste avec la froideur des annotations marginales de Tardini ou Dell'Acqua que relève l'historienne.

Telle est l'une des leçons de méthode de son enquête : ces archives nouvellement accessibles enrichissent la compréhension par l'attention qu'elles permettent de porter à des traces minimes, brouillons, ratures, repentirs, notes manuscrites, où se décèle souvent le décalage entre les positions réelles des responsables et leurs lisses déclarations officielles.

Le livre se clôt sur la période d'après-guerre, utilement prise en compte. Car si le Vatican privilégia le silence face à Shoah, il n'eut pas vraiment la même timidité à partir de 1945, à l'heure du jugement des criminels nazis, pour lesquels les appels à la clémence et à la charité chrétienne se multiplièrent. Une institution suit toujours sa pente, même et surtout en période de paroxysme, souligne Nina Valbousquet. Pour le Vatican, ce fut la prudence, au risque d'y fragiliser le magistère moral que cette discrétion entendait préserver. Ce n'est pas la première fois que sont pointées ces contradictions. Mais elles n'ont sans doute jamais été aussi rigoureusement exposées. ■

Salsigne, mémoire d'or

« Il y avait tout, raconte cet habitant de Salsigne : trois cafés, un hôtel-restaurant, deux bouchers, une charcuterie, deux boulangers, quatre épiceries... Mais, en 2004, la mine d'or et d'arsenic qui, depuis la fin du XIX^e siècle, avait fait la prospérité de ce village de l'Aude a fermé, laissant à ses habitants la nostalgie d'une vie débordante, soudain comme asséchée, et une pollution qui, vingt ans après, empoisonne encore les sols de la vallée. Entre ce vide et ce trop-plein, l'écrivain Nicolas Rouillé est parti à la rencontre des derniers témoins d'une aventure industrielle qui continue d'électriser les mémoires, tant sont vives la fierté de ceux qui y ont participé et l'angoisse de ceux qui en subissent l'impact. Ils sont plus de cent vingt à lui avoir ainsi raconté la vie dans la mine, autour d'elle et après elle – mineurs, ingénieurs, secrétaires, mais aussi voisins, commerçants, professeurs, travailleurs sociaux, journalistes, élus ou défenseurs de l'environnement. Bien que le montage de leurs propos, anonymisés et souvent réduits à des brèves, ne permette pas à l'auteur de restituer dans toute sa force la singularité des expériences recueillies, ce livre vibrant réveille un monde moins disparu qu'il n'en a l'air, et qui ne demandait qu'à se faire de nouveau entendre. Il le fait ici, et cela, en tout cas, est réjouissant. ■

FLORENT GEORGESCO

► *L'Or et l'Arsenic. Histoire orale d'une vallée minière*, de Nicolas Rouillé,

Anacharsis, « Les ethnographiques », 320 p., 22 €.



Serge Moscovici, toujours vert

L'œuvre foisonnante de Serge Moscovici (1925-2014) a traversé un temps de purgatoire. Elle a su pourtant explorer, avec une rare acuité, la construction historique des représentations de la nature, le rôle de l'inconscient dans l'action politique ou l'impact des actions minoritaires sur la politique. Entre autres, car ce théoricien de la psychologie sociale est aussi un pionnier de l'écoféminisme et de l'anthropologie de la nature, annonçant, avec l'écologie politique, « une des plus grandes mutations de tous les temps ».

Le philosophe Floran Augagneur revisite cette œuvre fondatrice en la mettant en relation avec le mouvement écologiste contemporain, ses traits distinctifs et ses limites. Il montre point par point, à partir d'une documentation considérable, combien les diverses sources de la pensée de Moscovici marquent l'écologie politique d'aujourd'hui, souvent à son insu. Surtout, et c'est le plus intéressant, les analyses mettent en lumière, dans cette œuvre cruciale, quantité de ressources qui pourraient permettre de surmonter bien des difficultés du mouvement. A découvrir. ■

ROGER-POL DROIT

► *Serge Moscovici et la nature du mouvement écologiste. Une épistémologie psychopolitique*, de Floran Augagneur, préface de Corine Pelluchon, PUF, « L'écologie en questions », 504 p., 27 €, numérique 21 €.



Tout ce qui est régulable doit l'être

AMF, Arcom, Hadopi, HAS... Une « liste des abréviations » a rarement joué un rôle aussi stratégique que celle qui ouvre *Le Moment régulateur*, enquête collective sur les réalités qui ont imposé ces sigles dans le paysage sonore de la vie publique : les agences vouées à réguler tout ce qui est « régulable », soit, comme le souligne le politologue Antoine Vauchez, maître d'œuvre du livre, un domaine devenu « pratiquement infini » en deux décennies. Mais quelle évolution des pratiques et des conceptions du pouvoir révèle l'emprise croissante de ces « petites bureaucraties indépendantes » sur les marchés financiers, les droits audiovisuels, les données personnelles ou la santé ? Les treize auteurs dressent le tableau d'un monde « différemment public », entré en concurrence avec le pouvoir

exécutif, non de l'extérieur, mais par une forme d'autonomisation du travail administratif. « Laboratoires » d'une « contre-culture de gouvernement », ils sont le signe qu'une étape a été franchie dans la réinvention de l'État, dont cette première grande synthèse permet d'éclairer les enjeux et les possibles. ■ FL. GO

► *Le Moment régulateur. Naissance d'une contre-culture de gouvernement*, sous la direction d'Antoine Vauchez, Sciences Po Les Presses, « Gouvernances », 416 p., 27 €, numérique 22 €.

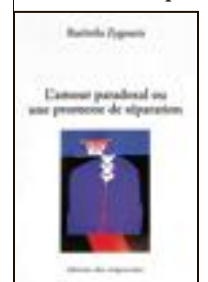


Radmila Zygouris, l'écoute et la parole

Née en 1934, Radmila Zygouris continue à recevoir chez elle des patients en souffrance. Psychanalyste chaleureuse, elle s'inspire de l'enseignement de Freud, Lacan, Ferenczi et Winnicott, avec pour conduite l'idée que la cure repose autant sur le transfert (amour paradoxal) que sur une promesse de séparation : un jour, l'analysant devra être capable d'exister sans la présence du thérapeute. Elle réunit ici six études de cas. Dans l'une d'elles, on suit l'histoire d'une femme qui lui raconte les viols commis par son père, avant sa puberté, dans la cave familiale. Le trauma était tel qu'elle ne pouvait exister qu'en restant hantée par ce lieu qui envahissait chaque événement de sa vie.

Face à ce récit répétitif, Radmila Zygouris lui dit un jour : « J'en ai assez de cette cave. Je n'en peux plus. » Cette irruption de la parole aura pour effet de faire sortir la patiente de son habitation maudite. Ainsi menée, la cure prend en compte le trauma (l'abus sexuel) et le fantasme (reconstruction psychique du vécu). Belle leçon de psychanalyse pour le temps présent. ■ ÉLISABETH ROUDINESCO

► *L'Amour paradoxal ou Une promesse de séparation*, de Radmila Zygouris, Les Crépuscules, 150 p., 18 €.



Le sport dans l'Antiquité, sans anachronisme

Jean-Manuel Roubineau détaille les spécificités des pratiques sportives antiques. Décapant

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

Par temps de fièvre olympique, Jean-Manuel Roubineau, dont on n'a pas oublié l'enthousiasmante histoire de la boxe antique, *A poings fermés* (PUF, 2022), propose une décapante réévaluation de ce que recouvre le terme de « sport », sa promotion et sa glorification, sans perdre de vue le fait que les critères qui le définissent n'ont rien de pérenne ni d'universel.

D'emblée, l'historien précise en effet que, si la confrontation des athlètes et la mémoire des vainqueurs de concours – assurée par des poèmes ou des statues – disent l'importance de l'exploit physique dans l'Antiquité, le sport, tel que nous l'entendons, n'existait pas alors, dans la mesure où il manquait au défi des compétiteurs la dimension ludi-

que aujourd'hui indissociable de l'exercice.

Ce qui advient dans l'espace grec, vers le VI^e siècle av. J.-C., quand le principe de collégialité dans l'exercice du pouvoir amène à définir ces codes et règles qui font la singularité du citoyen, c'est la transformation de l'athlète en figure héroïque. Le sport au sens actuel s'inventera plus tard, à l'aube de l'ère industrielle, dans le monde anglo-saxon, quand la concurrence, la compétitivité et la performance deviendront des vertus cardinales et que l'horizon du dépassement imposera la notion de record. Entre ces deux jalons, le primat que la culture judéo-chrétienne octroie à l'esprit sur le corps entraînera une moindre considération pour la confrontation physique, qui sera longtemps tenue pour moins noble que le débat d'idées.

Fort de ces mises au point, qui dissipent le risque de l'anachronisme comme de l'amalgame, Jean-Manuel Roubineau peut analyser la spécificité des pratiques antiques. Au premier chef, le

goût de la compétition, qui permet de valider une excellence et vaut aussi pour les jeux de l'esprit, départageant, par exemple, les dramaturges. Même si le temps de l'affrontement peut se doubler d'une trêve, favorisant les débats sans armes, les enjeux politiques s'affichent clairement, tandis que les institutions précisent règles et codes du spectacle « sportif ».

Un archétype physique

Mais l'amont de la compétition compte tout autant, et l'historien nous convie à mesurer la place de l'exercice dans l'apprentissage de l'enfant, à envisager les disciplines retenues, les formes d'entraînement et le rôle de ceux qui les assurent, les impératifs qui touchent la diététique, l'abstinence sexuelle et les soins corporels. L'ensemble dessine un idéal de condition physique mais aussi un affûtage technique et stratégique, dont ressort un archétype physique accentué par la nudité de l'entre-soi athlétique, qui met le citoyen athlète au-dessus de l'homme ordinaire.

Dès lors se dégage une figure de l'athlète qui dépasse le gymnase et s'impose comme un acteur social en vue. Certains y gagnent des honneurs et accèdent à des carrières illustres, tel Milon de Croton, dont Jean-Manuel Roubineau a livré une épate biographique (PUF, 2016). D'autres sont stigmatisés pour de mauvaises pratiques – délation, corruption, sinon dopage, inconnu faute de produit prohibé –, de même que les cercles savants combattent très tôt un idéal corporel qui les menace. Mais c'est la fin de l'indépendance financière des cités qui sonne le glas des concours et ruine les chances de carrière. Jusqu'à la résurrection moderne. ■

LE SPORT.
RÉCIT DES PREMIERS TEMPS,
de Jean-Manuel Roubineau,
PUF, 184 p., 12 €,
numérique 9,50 €.
Signalons, du même auteur,
la parution en poche de Milon
de Croton ou l'invention du
sport, Alpha, 438 p., 11 €.

Chalon-sur-Saône

Shoah : « L'unique obsession de mon père était de survivre pour témoigner »

Roger Fajnzyberg était ce jeudi au lycée Hilaire-de-Chardonnet pour témoigner devant les élèves de l'horreur vécue par son père, Alter, à Auschwitz. Ce dernier avait mis sur papier, dans quatre cahiers d'écolier, les souvenirs de ses 18 mois au sein des Sonderkommandos, l'unité de déportés chargée de faire fonctionner les fours crématoires du camp d'extermination et témoins ultimes de l'extermination du peuple juif.

Il s'est passé 20 ans entre la découverte du témoignage de votre père et la publication de votre livre. Pourquoi ?

« J'ai toujours su que les quatre cahiers étaient là, dans le placard, dans une boîte à chaussures entourée d'une ficelle. J'ai mis du temps à les ouvrir après la mort de mes parents parce que je savais que j'aurais du mal à les lire. C'est beaucoup d'émotion. Et puis, lors du 60e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz, il y a eu un moment très émouvant qui m'a convaincu de porter l'histoire de mon père. Celui-ci a écrit en polonais, son pays d'origine. Quand j'étais jeune, qu'il parlait de cette période avec des proches et qu'il ne voulait pas que je comprenne, il utilisait le polonais et pas le yiddish ou le français. Mais il ne s'est pas pour autant muré dans le silence en écrivant ces cahiers tout de suite après sa libération, entre septembre 1945 et le printemps 1946. Il a fallu me rapprocher d'un historien, Alban Perrin, qui parle polo-



Roger Fajnzyberg est venu témoigner de l'horreur vécue par son père à Auschwitz devant les lycéens d'Hilaire-de-Chardonnet. Photo Renaud Lambolez

« Les membres des Sonderkommandos étaient assassinés régulièrement. Les nazis ne voulaient pas qu'ils puissent témoigner de ce qu'il se passait. »

nais pour traduire et documenter les écrits de mon père. Je ne voulais que des choses indiscutables, vérifiables, dans l'ouvrage. »

Comment votre père a-t-il tenu pendant 18 mois dans l'enfer d'Auschwitz ?

« Il écrit : "J'aurais pu me suicider dix fois ou cent fois, mais j'aurais été remplacé". Les membres des Sonderkomman-

dos étaient en effet assassinés régulièrement. Les nazis ne voulaient pas qu'ils puissent témoigner de ce qu'il se passait dans ce qui est devenu un camp d'extermination. Il fallait tenir, résister pour raconter. L'unique obsession de mon père était de survivre pour témoigner. Et il a réussi. Ils faisaient partie des déportés contraints de faire fonctionner les créma-

toires et les installations de l'industrie de mort nazie, les salles de déshabillage, les chambres de gazage, les fours et les fosses d'incinération. »

Il avait déjà été interné après la guerre d'Espagne...

« Il était militant communiste en Pologne et faisait partie des brigades internationales qui ont combattu Franco. Il s'est ensuite fait interner dans les camps dans les Pyrénées mis en place par l'État français. De là, il est parti à Lorient travailler pour une entreprise allemande sur le mur de l'Atlantique sous un faux nom. Il s'en est enfui après avoir été reconnu. Il est arrivé à Paris et c'est là qu'il s'est fait arrêter par deux poli-

ciers en civil, un matin alors qu'il se rendait à un rendez-vous clandestin. De Drancy, il a été transporté à Compiègne, puis Auschwitz. »

Après la guerre, il témoigne immédiatement ?

« Il a fait partie de la marche de la mort des nazis qui fuyaient Auschwitz à l'approche des Alliés. Il a réussi à s'échapper avec un compagnon et à retourner au camp où les Soviétiques étaient arrivés. Il a ensuite témoigné à Cracovie devant une commission polonaise puis en Hongrie. Et enfin en France, à la commission de Reims, en 1946. Il s'est ensuite installé à Paris où il a rédigé ses carnets. »

Ensuite, il n'a plus eu l'occasion de raconter son histoire...

« Il espérait que ses textes puissent servir. Mais cela n'est pas arrivé pour plusieurs raisons, je pense. D'abord parce que la société française, rapidement après la guerre, a voulu se reconstruire et absorber le retour des prisonniers de guerre. L'histoire des déportés juifs a donc été considérée comme marginale. "Personne ne voulait écouter", racontait Simone Veil. Et c'était vrai. Une autre raison était que chaque force politique, communiste ou issue de la France libre, avait différentes façons de raconter leur guerre. On a privilégié le discours des résistants au détriment des autres. »

● Propos recueillis par Renaud Lambolez

Ce que j'ai vu à Auschwitz - Les cahiers d'Alter, présenté par Roger Fajnzyberg, éd. Seuil.

Saint-Rémy • Le père Noël est passé pour près de 700 seniors

Ce jeudi à l'espace Georges-Brassens, les élus et bénévoles arboraient pulls et accessoires de Noël pour la traditionnelle distribution des colis au plus de 70 ans de Saint-Rémy. Un événement organisé par le CCAS, sous la houlette de Marlène Ben Bacha. 315 colis solo et 180 colis duo ont été remis à près de 700 seniors. Un calendrier et les vœux de la maire Florence Plissonnier accompagnaient les coffrets, contenant moult douceurs fournies par la société Esprit Gourmet.



Dans les colis, de nombreuses douceurs, un calendrier et les vœux de la maire. Photo Philippe Tartar



CENTRAKOR OUVERT LES DIMANCHES : 14 et 21 décembre de 10h - 12h30 / 14h - 18h

CHALON-SUR-SAÔNE - ZC la Thalie

CRACOVIE (POLOGNE) - envoyée spéciale

Il s'agissait, jusque-là, d'un voyage scolaire comme un autre : les élèves de la 3^e 5 du collège Romain-Rolland de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) filmaient les environs de Cracovie par la vitre du bus avec leurs smartphones, partageaient des friandises et se chamaillaient. Et puis, d'un seul coup, quelque chose les a saisis. Un murmure glacé, comme un souffle, a fait taire les conversations. Dehors, sur la droite, ils venaient de voir apparaître, dans le matin brumeux, la silhouette tristement célèbre du mirador de Birkenau. « C'est immense », a chuchoté Nazim.

Ce voyage d'étude à Cracovie et à Auschwitz-Birkenau, organisé à la fin février par le Mémorial de la Shoah en partenariat avec le département de la Seine-Saint-Denis, est le premier séjour proposé par le conseil départemental à des collégiens, dans l'objectif de les sensibiliser à la mémoire du génocide et de prévenir l'antisémitisme. D'habitude, ce sont plutôt les lycées qui envoient leurs élèves. Les programmes scolaires prévoient l'étude de la Shoah à trois reprises : en CM2, en 3^e, puis en 1^{re} générale et technologique – de manière facultative au lycée professionnel.

La veille du départ, dans une salle de classe de ce collège classé REP+, personne ne pipe mot, à part Nazim, particulièrement intéressé par le sujet – ses professeurs admettront ensuite, un peu ennuyés, qu'il s'est rué sur les films *La Liste de Schindler* (1993), de Steven Spielberg, et *Le Pianiste* (2002), de Roman Polanski, seul à la maison. « Il va falloir que je le calme un peu, ce sont des images difficiles pour un jeune de son âge, souffle Carole Couderc, l'enseignante d'histoire qui a mené le projet. Comme on n'est pas là pour débriefer avec lui, ça peut être compliqué. »

La plupart des élèves ont du mal à se projeter dans ce qu'ils vont voir. Leur enseignante prend le relais, en évoquant avec eux les lieux de mémoire locaux qu'ils ont déjà visités, comme le Mémorial de Drancy. En rapprochant, aussi, le génocide des juifs d'autres événements où la haine de l'autre a mené au pire : le programme d'histoire de 3^e prévoit d'étudier les « guerres d'anéantissement » au sens large.

Voilà précisément ce qui va se jouer pendant ces deux jours de visite : la rencontre presque inespérée entre un groupe d'enfants, tous issus de l'immigration, et la mémoire d'une Europe que leurs grands-parents n'ont pas connue puisqu'ils sont, dans leur écrasante majorité, originaires d'anciennes colonies françaises, comme l'Algérie ou le Sénégal.

DOUBLE LOGIQUE

Au cours du séjour, l'enseignante d'histoire reviendra plusieurs fois sur la double logique qui l'anime : entrer dans la mémoire du génocide par les connaissances, mais aussi par le vécu de ses élèves. C'est-à-dire l'histoire de leur territoire – la Seine-Saint-Denis ayant été le lieu d'où sont partis la majorité des déportés de France – et leur histoire à eux, familiale et personnelle. « On a beaucoup reproché aux enseignants d'avoir une approche compassionnelle du génocide des juifs, rappelle Carole Couderc. Comme beaucoup d'entre nous, j'ai appris la Shoah en regardant des images de corps décharnés en cours d'histoire. Mais qu'est-ce qu'on en retient, en termes de connaissances ? Je leur apprend à avoir une démarche d'historien, par les faits, mais ce sont aussi des adolescents, et un adolescent, c'est un tout : un élève, un citoyen, un individu, avec son histoire et sa sensibilité. »

« On ne parle pas beaucoup du conflit au Congo dans les médias, défend par exemple Maïmouna, une jeune Sénégalaise arrivée en France en 2015. Mais moi, je pense que c'est important. Ça veut dire que les guerres d'anéantissement ne se sont pas arrêtées avec le génocide des juifs et qu'elles continuent ailleurs dans le monde. » Un autre conflit ethnique les inquiète, qui vise les Ouïgours, minorité musulmane persécutée aux confins de la Chine par le régime de Pékin. « Moi, je pense qu'on n'en parle pas beaucoup parce que ce sont des musulmans », fait savoir Kamber, un jeune homme d'origine kurde qui trouve que, parfois, les journalistes choisissent leurs combats.

Dans la tête d'un adolescent de 13 ou 14 ans, les liens historiques prennent parfois des chemins de traverse. Avant le départ, les 3^e 5 avaient ainsi évoqué leurs préoccupations pour le massacre en cours à Gaza, mais c'est lors de la visite du ghetto de Cracovie que Kamber est soudain traversé par une question brûlante : il veut savoir si le Hamas est une organisation terroriste.

L'adolescent sait-il que la situation actuelle dans la bande de Gaza n'est pas sans rapport



Lors de la visite des 3^e 5 du collège Romain-Rolland de Clichy-sous-Bois, au Musée national Auschwitz-Birkenau, le 28 février. MARION POUSSIER POUR « LE MONDE »

La mémoire vive d'Auschwitz

Pour sensibiliser les collégiens au génocide et prévenir l'antisémitisme, un voyage a été organisé à Cracovie et à Auschwitz, fin février, par le Mémorial de la Shoah et le département de la Seine-Saint-Denis. Une manière d'aider les jeunes à faire le lien entre histoire et actualité

avec l'objet de ce voyage ? Non, et c'est là, sur les pavés de Cracovie, au cœur du Yiddishland dont l'histoire multiséculaire a été effacée en quelques années par les nazis, qu'il apprend, et Maïmouna avec lui, comment les traces indélébiles de la Shoah continuent de traverser le Proche-Orient d'aujourd'hui. Une découvreuse qui les laisse quelques instants silencieux, comme écrasés par la complexité du monde. « Ils sont très en demande d'explications sur Gaza, complète Carole Couderc. Mais entre le programme à boucler et ce projet mémoriel, on n'a pas encore assez pris le temps. »

Au petit matin du deuxième jour, celui de la visite d'Auschwitz-Birkenau, les élèves revêtent leurs habits de petits historiens en découvrant la *Judenrampe* – le « quai aux juifs », comme le traduit Rudy Rigaut, le guide du Mémorial qui accompagnera les élèves toute la journée avec Dorota Kuczynska, guide francophone du Musée d'Auschwitz. D'un coup, le paysage donne corps à des connaissances abstraites. Devant l'immensité du camp, les chiffres semblent se matérialiser. Ils seront rappelés tout au long de la journée : 1,3 million de personnes ont été assassinées à Auschwitz, dont 900 000 juifs. Sur les 75 000 juifs déportés de France, 69 000 l'ont été vers ce camp.

« Les juifs de France, ils arrivaient d'où ? », demande Rudy Rigaut. « De Drancy ! », répond Kamber, qui a bien retenu qu'en France le processus de mise à mort des juifs a commencé tout près de chez lui, dans ce camp d'internement de la cité de la Muette, où sont passés plus de 60 000 déportés avant d'être acheminés vers les camps de la mort, en majorité à Auschwitz. Beaucoup d'élèves ont retenu des détails concrets : sur le voyage dans les wagons à bestiaux, dont un spécimen est toujours exposé sur la *Judenrampe*, Maïmouna se souvient qu'il y avait dans chaque wagon « deux seaux, un pour boire et un pour les besoins ». Les conditions de vie dans les baraquements, et notamment l'hygiène désastreuse, seront largement rappelées. A mesure que la journée avance, les questions

fusent. « Les élèves ont besoin d'être acteurs de ce qu'ils font, et, pour pouvoir se le permettre, ils doivent sentir qu'on a tacitement validé leurs connaissances, analyse Carole Couderc. C'est pour cela que les faits sont importants : ils sentent que ce qu'ils ont appris leur donne le droit d'être là. » Mis en confiance par la bienveillance des deux guides, les adolescents veulent vérifier tout ce qu'ils savent, ici, dans les lieux où cela s'est produit.

Avant de quitter Birkenau pour la visite du camp de travail d'Auschwitz, les élèves se voient offrir un moment d'« action », cette « mise en mouvement » dont leur enseignante assure qu'elle est si importante pour eux. Plusieurs associations mémorielles, qui accompagnent les classes et les élus du département, ont prévu de déposer des fleurs lors d'une cérémonie du souvenir devant le mémorial international aux victimes, situé entre les deux chambres à gaz détruites par les nazis avant leur départ. Une fille et un garçon de la 3^e 5 sont invités à déposer l'une des gerbes.

« COMMENT TU TE SENS ? »

Les élèves se sont interrogés sur le sens de ce geste : « Celui qui va déposer la gerbe va représenter les gens de Clichy. Et ça, c'est bien », avance Sidra. « Celui qui va le faire va rendre hommage aux juifs et à tous ceux qui sont morts dans les guerres d'anéantissement », ajoute Maïmouna. « Moi, ça me touche par rapport à ce qui se passe chez moi, en ce moment, dans mon pays », renchérit Monica, une élève d'origine congolaise, qui évoquera plusieurs fois le conflit en cours dans l'est de la République démocratique du Congo, où des groupes armés sèment la terreur parmi la population civile. Nazim et Bamba déposeront les fleurs.

Lors de cette cérémonie, les discours résonnent particulièrement avec le sens de ce voyage pour les collégiens, qui auront si souvent exprimé le besoin de faire le lien entre la Shoah et les autres « guerres d'anéantissement » passées et présentes. Jacques Fredj,

le directeur du Mémorial de la Shoah, rappelle à l'assemblée qu'il faut « toujours se demander pourquoi l'Allemagne, si cultivée, et pourquoi la France, patrie des droits de l'homme », ont commis de tels crimes. Il invite les visiteurs à se poser cette question sur la Shoah, mais aussi sur tous les autres génocides, car l'année 2024 marque « le trentième anniversaire du génocide au Rwanda, dont le Mémorial garde aussi le souvenir ». « Ceux qui sont morts, il n'y a plus grand-chose à faire pour eux, conclut le directeur du Mémorial. Mais le racisme et l'antisémitisme continuent de sévir, et notre engagement est de les combattre au quotidien. »

A l'issue de ces deux journées de visite, les collégiens sont longuement félicités par les deux guides, pour leur comportement, mais aussi pour leur maîtrise du sujet. Des remarques qui touchent forcément leurs enseignants. Dans le bus qui ramène les élèves à l'aéroport, Carole Couderc s'en explique auprès du petit groupe, les yeux humides : « J'ai voulu vous emmener ici en tant que personnes, pas uniquement en tant qu'élèves. Cela m'a plu de vous avoir montré qui vous êtes et que les gens vous aient vus tels que vous êtes. » Kamber, lui, ne parle plus beaucoup, ce qui ne lui ressemble pas. Quand on lui demande : « Comment tu te sens ? », il répond : « Bien, mais un peu vide. C'était pire que ce que j'imaginai. Il faudrait que toutes les classes fassent ce voyage, c'est tellement important. »

C'est à cet instant que l'histoire et la mémoire semblent se rejoindre dans l'esprit des 3^e 5. Maïmouna assure qu'elle reviendra visiter Auschwitz avec sa famille. Ses parents l'ont déjà emmenée plusieurs fois sur l'île de Gorée, au Sénégal, un important lieu de mémoire de la traite négrière. « Ce que l'on voit là-bas et ce qu'on vient de voir là, ça montre à quel point l'être humain peut être mauvais, souligne la jeune fille. J'ai l'impression qu'au fond la plupart des conflits sont liés à une forme ou une autre de discrimination. C'est comme une sorte de flèche, qu'on plante pour raviver la haine. L'antisémitisme aussi, c'est ça. »

Il y a, à l'arrière du bus, comme une effervescence, une impatience d'agir. « Avec tout ce que vous nous apprenez et avec le voyage qu'on a fait, ça donne envie de changer les choses, dit encore Maïmouna. Mais je ne sais pas comment faire. »

Quelques semaines plus tard, beaucoup d'élèves de la 3^e 5 ont rendu d'excellentes copies au brevet blanc d'histoire, qui portait sur Vichy et la Résistance. « Il s'est passé quelque chose en Pologne, assure Carole Couderc. C'est comme s'ils avaient enfin compris que les connaissances qu'on leur apporte sont un levier pour comprendre le monde. » Marcher dans le camp d'Auschwitz, n'est-ce pas déjà être en action ? « Avec vous, la mémoire est vivante. Sans vous, ça n'a pas de sens », leur a assuré leur guide, Dorota Kuczynska, avant de les quitter. ■

VIOLAINE MORIN

« CEUX QUI SONT MORTS, IL N'Y A PLUS GRAND-CHOSE À FAIRE POUR EUX. MAIS LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME CONTINUENT DE SÉVIR, ET NOTRE ENGAGEMENT EST DE LES COMBATTRE »

JACQUES FREDJ
directeur du Mémorial de la Shoah

Saint-Étienne

Evelyn Askolovitch, victime de la Shoah : « Il mars 1943, on a frappé à notre porte »

Le lycée Étienne-Mimard a accueilli, mardi, Evelyn Askolovitch, rescapée des camps de concentration. Une visite organisée avec l'Anef (Association nationale d'entraide féminine). Les élèves de 1^{re} générale et technologique ont profité de ce témoignage, qui s'inscrit dans le projet d'établissement, à savoir la lutte contre les discriminations et la radicalisation.

A 87 ans, Evelyn Askolovitch, née Sulzbach, continue de porter une parole rare : celle d'un enfant rescapé de la Shoah, qui a choisi, malgré les blessures et les silences, de transmettre.

Née en 1938 à Amsterdam dans une famille juive allemande réfugiée aux Pays-Bas, Evelyn Askolovitch, ses parents et sa grand-mère sont successivement internés dans les camps de Vught puis Westerbork aux Pays-Bas, avant d'être transférée au camp de Bergen-Belsen en Allemagne. Ces camps sont des camps de concentration, non des centres d'extermination : elle échappe ainsi à Ausch-



Evelyn Askolovitch en compagnie de Laurence Juban, directrice de l'Anef, et de responsables du lycée. Photo Anne-Marie Jouve

witz.

À Vught et Westerbork, les conditions sont effroyables : les enfants, séparés de leurs parents, dorment à quatre par matelas, il n'y a pas de douche, la faim et la peur sont constantes.

Evelyn, traumatisée, « ferme la porte de ses souvenirs ». Sa mère note qu'en trois mois, la petite fille perd l'usage de la marche et de la parole. Le 15 février 1944, la famille est envoyée à Bergen-Belsen, dans le

« camp de l'étoile », une section réservée aux détenus portant l'étoile jaune, mais considérés comme échangeables grâce à leur passeport d'un pays neutre (le Honduras pour sa famille). Ils ne sont pas dirigés vers les chambres à gaz, mais restent soumis à des conditions de vie extrêmement dures.

Le 15 juillet 1944 elle « fête » ses 6 ans dans le camp. Le 22 janvier 1945, elle quitte le camp dans un train de la Croix-Rouge, jusqu'à

la frontière avec la Suisse. Ce n'est qu'en janvier 1946 qu'elle retrouve Amsterdam. Sa grand-mère ne rentre pas, dirigée en 1943 vers le camp d'Auschwitz où elle est gazée.

Le témoignage d'une vie marquée par l'Histoire

De cette période, Evelyn Askolovitch garde des images fragmentées, des sensations plus que des souvenirs, mais aussi une détermination : raconter pour que rien ne s'efface.

Depuis de longues années, elle témoigne inlassablement auprès des jeunes, dans les établissements scolaires comme dans les rencontres publiques. Sa parole, précise et pudique, touche par sa simplicité : elle ne cherche ni pathos ni grandiloquence, seulement la vérité d'une vie marquée par l'Histoire.

À travers ses interventions, elle rappelle que la mémoire n'est pas un héritage figé, mais un

Repère ► Zoom sur l'Association nationale pour l'entraide féminine

L'Anef, Association nationale pour l'entraide féminine, est née pour soutenir les femmes en situation de précarité, d'isolement ou de violence. Mais l'association s'est progressivement élargie à l'accueil et à l'accompagnement de toutes les personnes vulnérables, sans distinction d'âge ou de genre. Elle intervient dans des domaines variés : hébergement d'urgence, protection de l'enfance, insertion sociale et professionnelle, accompagnement éducatif, prévention des violences, accueil des jeunes majeurs, etc. Son action repose sur des valeurs fortes : solidarité, dignité, autonomie, égalité et lutte contre les exclusions.

Anef : Association nationale d'entraide féminine, 3 rue Charles-Rebour. Tél. 04.77.34.43.45. Site : www.anefloire.fr

travail vivant, partagé, essentiel. « Il faut toujours garder ce souvenir, à l'arrière du crâne » car « un pays peut basculer, de manière soudaine ».

Elle a terminé la rencontre, avec ses mots, durs à entendre : « Ma seule certitude c'est que je suis Juive, je ne suis rien et de nulle part ».

● De notre correspondante

Anne-Marie Jouve
Lycée Étienne-Mimard, 22 rue Étienne-Mimard.
Site Web : <https://etienne-mimard.ent.auvergnhonealpes.fr>

Evelyn Askolovitch, autrice du livre *Se souvenir ensemble*

Le lycée Mimard a fait appel à l'Anef pour la venue de Mme Askolovitch. Rescapée des camps nazis, elle a écrit, avec son fils, le journaliste Claude Askolovitch, un livre témoignage, *Se souvenir ensemble* aux Éditions Grasset. Dans cet ouvrage, ils revisitent leur histoire familiale pour comprendre comment se construit, et se transmet, une mé-

moire marquée par le traumatisme. Le récit mêle trois dimensions : la mémoire d'Evelyn, fragmentée, souvent silencieuse, façonnée par les camps et l'enfance volée ; le regard du fils, qui cherche à combler les blancs, interroge les non-dits et tente de relier les morceaux d'une histoire familiale dispersée ; le dialogue entre eux, où chacun

découvre la mémoire de l'autre, ses manques, ses résistances, ses émotions.

Le livre explore la transmission, les silences, la reconstruction et la manière dont une famille peut, ensemble, affronter un passé trop lourd pour une seule personne. C'est à la fois un témoignage, une enquête intime et une réflexion sur la mémoire partagée.

Saint-Étienne ● Il roulait à vive allure sans permis, ni assurance et positif aux stupéfiants

Il est 3 heures dans la nuit de lundi à mardi quand une brigade de nuit de la Police nationale croise une voiture roulant à vive allure sur la RD8 entre Rochetaillée et Saint-Étienne. Les policiers font demi-tour pour contrôler l'automobiliste mais ils ne parviennent pas à le rattraper et appellent, donc, un autre équipage. Le chauffard est repéré sur l'autoroute roulant en direction de Saint-Chamond, il est arrêté à hauteur de La Chabure.

Le Stéphanois, âgé de 23 ans, roulait alors que son permis de conduire était suspendu, son véhicule faisait l'objet d'une immobilisation depuis début février pour défaut d'assurance. Le dépistage de stupéfiants s'est révélé positif, ce n'était pas une première le concernant.

Placé en garde à vue, il sera prochainement convoqué devant un magistrat.

Saint-Étienne ● Hakim Arezki, médaille d'or cécifoot 2024, à Geoffroy-Guichard ce vendredi 27 février

Athlète de haut niveau et membre de l'équipe de France de cécifoot depuis 2009, Hakim Arezki est devenu champion paralympique aux Jeux de Paris 2024. Natif de Kabylie, il échappe miraculeusement à un sanglant massacre à l'âge de 18 ans dans les rues d'Azazga, en Kabylie. Laissé pour mort, il est finalement rapatrié en France où il subit de multiples interventions chirurgicales. Il perdra néanmoins la vue. S'ensuit alors une très longue période de convalescence, de rééducation et d'apprentissage. En 2004, il découvre le cécifoot dans lequel il s'investit pleinement.

Cette discipline l'aidera à se surpasser physiquement et moralement et lui permettra de s'épanouir en tant qu'athlète de haut niveau, jusqu'à la consécration aux JO de Paris.

Hakim Arezki fera l'honneur de sa présence dans les salons de Geoffroy-Guichard ce vendredi 27 février, à partir de 14 heures. Au programme de cet événement organisé par l'association Numidya : rencontre avec des scolaires, conférence, dédicace de son livre *Renaitre dans la nuit*, suivi d'un pot de l'amitié à 18 heures. Possibilité de participer ensuite au repas de l'amitié à l'hôtel Maison Forge en réservant au 04.77.25.09.56.

La famille Jacob, brisée par la déportation

Le Mémorial de la Shoah, à Paris, réunit photos et documents racontant le destin de Simone Veil et des siens

EXPOSITION

Trois voix familières, celles d'Isabelle Huppert, de Marina Foïs et de Dominique Reymond, se livrent à un échange tissé de mots affectueux – « *ma chère Deni-sette* », « *tendres baisers* », « *ta petite sœur chérie* ». Les trois actrices disent des extraits de lettres que se sont envoyées à différents moments de leur vie les sœurs Jacob, Madeleine dite « Milou », l'aînée, née en 1923, Denise, la deuxième, née deux ans plus tard, et Simone, la petite dernière, née en 1927. Isabelle Huppert est « Milou », Dominique Reymond Denise, Marina Foïs incarne Simone. Les visages des deux dernières, filmés en gros plan, se font face sur deux grands écrans, alors qu'une vue de mer accompagne, sur un écran latéral, les mots d'Isabelle Huppert – Madeleine Jacob. Cette dernière, qui avait survécu à la déportation, est morte en 1952, à 29 ans, dans un accident de voiture, avec son fils âgé de 1 an.

Ce dispositif audiovisuel est l'un des moments forts de l'exposition « Simone Veil. Mes sœurs et moi », présentée au Mémorial de la Shoah, à Paris. Il aimante le visiteur, ému autant par les propos que par l'intensité des comédiennes à les porter. Un autre double écran capte l'attention : sur l'un, on voit converser Simone Veil et Denise Vernay, nées Jacob, devenues de vieilles dames, leurs visages filmés de profil. Elles réagissent, chacune avec ses propres souvenirs, à des photos remontant leur vie, dans un documentaire réalisé par David Teboul.

« Une forme de récit national »

Simone Veil et David Teboul, c'est une longue histoire d'amitié. C'est à l'initiative de ce dernier que l'exposition, dont il est le commissaire, a été montée. L'ancienne ministre rescapée des camps nazis et sa famille nourrissent son travail depuis leur première rencontre, en 2003, qui donna lieu à un premier film, *Simone Veil, une histoire française* (2004). Il a recueilli des confidences, a eu accès à des archives familiales, qui lui ont inspiré différents films et livres et une installation sonore de neuf heures pour l'entrée de Simone Veil au Panthéon, en 2018, un an après sa mort.

L'exposition s'inscrit dans le prolongement du documentaire *Simone Veil et ses sœurs*, diffusé sur France 5, en 2022. David Teboul dit avoir ressenti la nécessité d'aller encore plus loin dans son

récit, en réaction au « *révisionnisme historique actuel* » qui, dit-il, le met très en colère. « *J'ai tenu à faire entrer la famille Jacob dans une forme de récit national. Leur histoire est celle d'une famille juive française de la bourgeoisie provinciale, patriote et athée, qui n'a pas été protégée par le régime de Vichy, explique le commissaire. Dont les membres ont subi toutes les manières dont les juifs ont été traités. La mère et deux de ses filles ont fait partie des "déportés raciaux" selon l'expression de l'époque, Denise a été déportée comme résistante, le père et son fils, Jean, envoyés vers les camps des pays baltes, ont été victimes de la Shoah par balles.* »

Si l'on pense avoir déjà beaucoup appris de la vie de Simone Veil, la présentation, dans les premières salles, nous fait partager une période moins connue, celle de l'adolescence, des jours heureux et de l'insouciance. Le parcours de visite s'effectue au chant des cigales sur

Sur les murs, des photos des trois sœurs et du garçon, dans la grâce de leur jeunesse

une moquette à motif de mimosa, choisie pour évoquer le Sud ensoleillé. La famille habite alors à Nice, les trois filles, leur frère, Jean, né en 1925 (un petit espace de l'exposition rappelle le travail de photographe du jeune homme), le père, André, architecte, la mère, Yvonne, femme au foyer.

Sur les murs, des photos des trois sœurs et du garçon, dans la grâce de leur jeunesse, prises lors de fêtes familiales, de pique-niques dans la campagne, de sorties à la plage ou de week-ends chez

les Eclaireurs de France... Domage que le choix ait été fait d'exposer des reproductions agrandies de ces images familiales. « *Je ne voulais pas fétichiser l'exposition avec des originaux* », justifie David Teboul. Les photos sont accompagnées de longs extraits de lettres, dans lesquelles les filles se racontent leurs lectures (« *Ainsi parlait Zarathoustra, bien, Mein Kampf, insipide et mal traduit* », écrit Simone à Denise), leurs sorties, leurs amours. On regrette que les sources des écrits soient indiquées de manière trop lacunaire (un livre signé de David Teboul accompagne l'exposition).

Souffrance enfouie

La seconde guerre mondiale et les lois antisémites du régime de Vichy viennent ternir leur bonheur. Denise s'engage dans la Résistance à Lyon et sera déportée à Ravensbrück, Simone, « Milou » et leur mère, arrêtées à Nice, le

30 mars 1944, sont déportées à Auschwitz-Birkenau, André et Jean partent dans un autre convoi vers un prétendu camp de travail. Ni la mère ni les hommes ne reviendront.

Au retour de la déportation, les sœurs continuent d'échanger par lettres. « *Elles se parlaient de déportation en général, pas de leurs expériences respectives* », commente David Teboul. « *Milou* », elle, avait relaté l'horreur d'Auschwitz dans son journal dont on découvre une page à l'écriture serrée. Est aussi présenté un petit carnet que Denise avait bricolé avec de la toile et brodé, dans lequel elle collectait poèmes et pensées.

L'exposition donne aussi à lire une correspondance de Denise adressée à Simone « *mais qu'elle ne lui a probablement pas envoyée* », précise le commissaire. On y perçoit la souffrance enfouie de la résistante qui, contrairement à ses

sœurs, n'avait pas assisté à la disparition de leur mère, morte du typhus, en mars 1945, au camp de Bergen-Belsen, et se culpabilisait de ne pas savoir ce qu'elles avaient vécu toutes les trois.

Par quel miracle ces documents n'ont-ils pas disparu lors des pillages effectués après la déportation des Jacob? « *Ces images et écrits intimes n'intéressaient personne, donc par chance ils n'ont ni été brûlés ni n'ont fini à la poubelle. Je les ai retrouvés dans des boîtes à chaussures que les familles avaient récupérées et m'ont laissé explorer* », raconte le réalisateur, qui révèle avoir encore « *trois projets en tête avec Denise et Simone* ». ■

SYLVIE KERVIEL

« *Simone Veil. Mes sœurs et moi* », Mémorial de la Shoah, Paris 4^e. Entrée libre. Jusqu'au 15 octobre. « *Simone Veil. Mes sœurs et moi* », de David Teboul (Les Arènes, 380 pages, 35 euros).

Huma Bhabha déroutée entre ses sculptures et celles de ses maîtres

L'artiste pakistano-américaine revendique les influences de Rodin et de Giacometti dans son exploration tourmentée du corps humain

ARTS

Huma Bhabha est une artiste reconnue. Née en 1962 à Karachi, au Pakistan, établie en 1981 aux États-Unis, elle vit à proximité de New York. Son œuvre est largement montrée depuis une dizaine d'années. En France, ce fut à Montpelier, au MoCo, en 2023 et, aujourd'hui à Paris, à l'Institut Giacometti, exposition présentée en 2025 au Barbican Center, à Londres, qui confrontait déjà les deux artistes. Confrontation attendue : Huma Bhabha a souvent dit combien Auguste Rodin (1840-1917) et Alberto Giacometti (1901-1966) comptent pour elle.

Le corps et le visage humains sont, pour elle comme pour eux,

des sujets constants, qu'elle fait apparaître par la sculpture, la peinture, le collage et des installations éphémères photographiées. Ces modes de création, qu'elle pratique depuis ses débuts, sont ici tous présents, en dépit de l'exiguïté des lieux. Suivant les habitudes de la maison, ils voisinent avec des Giacometti sortis des réserves de la fondation.

Les relations entre elle et lui sont ainsi manifestes et revendiquées. Elles le sont à tel point que plusieurs des œuvres de Huma Bhabha se dressent à proximité immédiate des Giacometti, qui, comme les siennes, représentent femmes et hommes, figures droites comme des stèles. C'est à la fois logique et discutable. Logique, puisque Bhabha s'inscrit à son

tour dans une histoire de la représentation humaine en sculpture qui passe, en effet, par Rodin, Picasso et Giacometti : histoire de la sculpture moderne commencée au XIX^e siècle et toujours vivante, comme le prouve Bhabha et, de même, Annette Messager, Georg Baselitz et d'autres. Mais cette insertion rappelle un récit connu et l'omniprésence de Giacometti peuvent avoir un effet nocif : faire voir une continuité qui s'étire et non ce que Bhabha y introduit, qui lui est propre.

Assemblage polychrome

Le mieux serait donc de commencer la visite par *Magic Carpet* (« tapis magique »), une pièce de 2023. Elle doit son titre à la présence d'un tapis à fond rouge

sombre, plutôt banal, posé à plat sur un socle en Plexiglas. Sur ce ready-made en sont placés deux autres, une paire de bottes en caoutchouc noir, ce qui est déjà étrange, le tapis évoquant un lieu privé ou de culte, où l'on ne marche pas avec des bottes de pécheur ou de soldat. De chacune d'elles sort une jambe à peu près cylindrique, le genou marqué, couleur chair. Et c'est tout. Là où devrait se trouver l'attache des cuisses à l'abdomen, il n'y a ni hanches, ni ventre, ni sexe. Il est difficile de ne pas penser à une aigre mutilation.

Voici donc un assemblage polychrome d'objets ordinaires et de tronçons de corps. On ne peut qu'y voir la mémoire des images de cadavres qui saturent les

écrans et que l'artiste cite dans ses propos. « *Là où j'ai grandi, dit-elle, nous étions conscients de ces guerres qui duraient depuis des décennies* ». Sans doute le tragique est-il présent aussi chez Giacometti, mais Bhabha l'inscrit dans d'autres formes et d'autres matériaux.

Parmi ceux-ci, il y a les os, le polystyrène d'emballages récupérés, le liège taillé et scarifié et, pour faire tenir tout ensemble, l'argile, le plâtre et le fil de fer. Plus les couleurs à l'acrylique ou à l'huile pour assurer l'unité visuelle des assemblages. Mais la disparité des composants et la brutalité des manipulations restent apparentes : Bhabha ne cherche pas à séduire dans ces assemblages à forme humaine.

D'autres œuvres, terres cuites et bronzes, relèvent du modelage et de la fonte. Elles doivent leur expressivité à leurs surfaces accidentées, aux tiges métalliques à nu, aux fissures ouvertes comme des plaies. Ce sont des sculptures efficaces et éloquentes, mais où se voit un peu trop la tradition moderne. Aussi leur préfère-t-on ses constructions hétéroclites, dont l'une est donnée par son titre – *So Am I* (« moi aussi ») – pour un autoportrait, mais un autoportrait en transi. ■

PHILIPPE DAGEN

« *Huma Bhabha/Alberto Giacometti* », Institut Giacometti, 5, rue Victor-Schoelcher, Paris 14^e. Jusqu'au 24 mai.

Les « protest songs » n'ont pas dit leur dernier mot

Olivier Nuc

Alors que Bruce Springsteen vient d'écrire un brûlot anti-Trump, une tournée met à l'honneur le répertoire contestataire de la chanson mondiale, à l'apogée dans les années 1960 et 1970.

Le 28 janvier dernier, Bruce Springsteen diffusait une nouvelle chanson. Intitulée *Streets of Minneapolis*, le titre revenait avec véhémence sur les violences perpétrées dans la ville du Minnesota par des agents de l'ICE - agence fédérale américaine chargée de l'application des lois sur l'immigration et les douanes. A quelques jours d'intervalle, un homme et une femme - Renee Good et Alex Pretti - y avaient été froidement abattus dans le cadre de ces contrôles. « J'ai écrit cette chanson samedi, je l'ai enregistrée hier et je vous la présente aujourd'hui en réaction à la terreur d'Etat qui s'abat sur la ville de Minneapolis », a expliqué l'artiste américain de 76 ans, héraut de la classe ouvrière.

Dans le même temps, son contemporain Neil Young, 80 ans, a annoncé mettre toute sa musique à la disposition de la population du Groenland pendant une année, afin de lui témoigner son soutien. On se souvient que le Canado-Américain avait écrit en 1970 *Ohio*, une des plus puissantes « protest songs » de l'histoire, quelques jours après le meurtre de quatre étudiants du campus de Kent State par l'armée lors d'une manifestation pacifique. En 2006, Young avait consacré un album entier à son opposition à la guerre en Irak. À l'époque, il s'était étonné que les jeunes artistes soient si peu enclins à écrire des chansons révoltées.

Ce n'est pas Serge Rezvani qui va le contredire. L'auteur de la chanson *Le Tourbillon de la vie*, a sorti, le 6 février, en Iran, un titre en soutien au peuple iranien. « On y torture, on y fusille au quotidien », chante l'homme, né dans le pays il y a bientôt quatre-vingt-dix-huit ans. « Je l'ai écrite en une seule nuit dans l'urgence morale et l'élan du cœur. Cette chanson est un geste de solidarité, de colère fraternelle et d'espoir. Elle s'adresse à celles et ceux qui, en

Iran, risquent leur liberté et leur vie pour dire non à l'oppression, non à la terreur religieuse, non à la négation des femmes et de la jeunesse. »

Après plusieurs dates en région Bretagne, la deuxième mouture du spectacle *Protest Songs* sera à l'affiche du Théâtre du Châtelet le 15 février. À l'origine de ce projet, l'auteur-compositrice et interprète Raphaële Lannadère, alias L. Quinze ans après son premier album qui l'installait en égérie de la chanson, la jeune femme s'est réinventée en directrice de troupe.

« Je crois vraiment fondamentalement qu'une grande majorité souhaite vivre en paix sur cette terre, et que c'est l'oligarchie internationale qui décide de notre destinée commune »

Raphaële Lannadère

Auteur-compositrice et interprète à l'origine du projet *Protest Songs*

En 2017, elle avait entraîné trois de ses conseillers et amies (Jeanne Added, Camélia Jordana et Sandra Nkaké) dans la construction d'un panorama de la chanson contestataire, puis aussi bien dans le patrimoine que dans les répertoires originaux des jeunes femmes, accompagnées à la mise en scène par Phia Ménard, figure du théâtre. « Nous avons joué ce spectacle pendant huit ans, au rythme d'une à quatre fois par an », se souvient-elle. Au passage, les jeunes femmes croisent l'association SOS Méditerranée, qui recueille désormais les bénéfices de chacun des concerts. « Cela va représenter environ 50 000 euros après ces sept dates. C'est une manière de rendre concret l'hommage que l'on rend



Après une tournée bretonne, la deuxième mouture de *Protest Songs* sera donnée au Théâtre du Châtelet le 15 février, notamment avec (de gauche à droite) Thomas de Pourquery, Pomme, Raphaële Lannadère et Alma Rechtmann.

aux gens qui luttent partout sur la planète. Je crois vraiment fondamentalement qu'une grande majorité souhaite vivre en paix sur cette terre, et que c'est l'oligarchie internationale qui décide de notre destinée commune », explique Raphaële Lannadère.

La nouvelle mouture du spectacle a été lancée le 3 février dernier, à Vanves, avec une distribution inédite. « La première que j'ai appelée, c'est Pomme, qui était disponible. Thomas de Pourquery est un vieux copain. Alma Rechtmann, 26 ans, apporte vraiment un truc terrible avec sa grosse voix », souligne l'organisatrice. L'excellent Blick Bassy, et sa voix envoûtante, complète la distribution. Raphaële Lannadère, grande admiratrice de Joan Baez, estime que la « protest song » n'est pas l'apanage des artistes confirmés. « Camélia (Jordana) a des chansons super engagées. Jeanne (Added) aussi. Pomme était venue nous pour un hommage à George Floyd. Je crois que la chanson contestataire, on en a tout le temps partout. Philippe Katerine nous fait rire parce que c'est un clown merveilleux mais il en fait aussi. » Une des vertus du spectacle est de montrer que la chanson engagée peut être jeune et sexy, et pas seulement

l'apanage de chanteurs austères à moustache. « Une des choses qu'on peut proposer, c'est la joie. Même s'il faut parfois se faire violence pour rester dans la joie. »

Depuis qu'elle a monté sa compagnie, Raphaële Lannadère a laissé son ego au placard. Cette chef de bande s'épanouit en orchestrant des rencontres entre artistes afin de créer collectivement. Le 4 février dernier, *Protest Songs* était donné au théâtre La Passerelle de Saint-Brieuc. Ce soir-là, Alma Rechtmann avait été absente pour raisons de santé. Ce qui n'a pas empêché le reste de la troupe - accompagnée par le groupe Green Chien - d'offrir un tour d'horizon époustouffant de la chanson contestataire mondiale. En commençant avec Odette et le gospel *Another Man Done Gone*, interprété à cappella, en passant par *A Better Future*, titre méconnu et tardif de David Bowie, la berceuse libanaise *Nami*, *Nami*, des titres inédits, des lectures comme le sensationnel *Dear Mr Trump* récité par Pomme, le bouleversant morceau palestiniens de la chanteuse Nemahis, une pièce du génial réunionnais Danyël Waro ou le classique *Göttingen* de notre Barbara nationale.

En fin, *We Shall Overcome*, hymne des droits civiques et titre emblématique de la carrière de Joan Baez, peut-être la plus infatigable et la plus permanente « protest singer » de l'histoire de la chanson mondiale. Contemporaine du mouvement pour les droits civiques auquel elle participera activement, elle a lutté contre la guerre du Vietnam, ce qui lui vaudra un mois de détention, elle a plaidé pour la cause LGBT, la défense de l'environnement... En décembre dernier, cette légende nous faisait part de son inquiétude au sujet de l'état actuel de l'Amérique : « Nous sommes submergés et essayons de trouver une solution, d'inverser le cours des choses. Je n'ai jamais été optimiste, et je pense que nous courons tout droit vers une dictature. Nous vivons un authentique cauchemar. Ma génération a combattu Nixon, mais c'était de la petite bière par rapport à Trump. J'espère vraiment qu'il mourra avant la fin de son mandat. » Interprète de Bob Dylan alors qu'il se mettait dans les pas de son mentor Woody Guthrie, Joan Baez a chanté d'autres chansons contestataires, notamment français. On lui doit ainsi de belles versions du *Déserteur* de Boris Vian ou du *Parachutiste* de Maxime Le Forestier. ■

Simone Veil et ses sœurs : dans l'intimité d'un trio soudé

Claire Bommelaer

Le Mémorial de la Shoah, à Paris, se penche sur la relation forte qu'entretenaient les sœurs Jacob.

En 2003, le réalisateur David Teboul presse Simone Veil de le rencontrer. Devant tant d'insistance, elle finit par céder. « Qu'est-ce qui vous intéresse, chez moi ? », lui demande-t-elle, intriguée. « Votre chignon », lui répond-il. Drôle de réponse, qui touche quelque chose de profond chez l'ancienne déportée. « Elle s'est mise à me raconter qu'elle avait fait partie de ces rares convois où les femmes n'avaient pas été tondues. Elle m'a dit avoir été chanceuse. Puis, on ne s'est plus quittés », raconte David Teboul. De là ont découlé deux documentaires sur Simone Veil, une installation sonore de neuf heures au moment de l'entrée du couple Veil au Panthéon, un livre et, en ce moment, une exposition au Mémorial de la Shoah, à Paris.

Cette dernière se centre sur la relation qu'entretenaient les trois sœurs Jacob, Simone, Madeleine, dite Milou, et Denise. S'appuyant sur des lettres qu'elles s'envoyaient régulièrement, des carnets, des récits et des photos privées, l'exposition met en scène leurs liens d'intimité et la manière dont elles se racontent les unes les autres. Aucun texte explicatif ne vient « déranger » la parole des trois sœurs, à qui le Mémorial consacre plusieurs salles.



Denise, Madeleine, Jean et Simone Jacob : avant les événements qui ont bouleversé leur famille, la fratrie a vécu dans le sud de la France.

Trois comédiennes (Dominique Raymond pour Denise, Marina Fois pour Simone et Isabelle Huppert pour Milou) portent leurs mots. Belle trouvaille : elle permet de redonner vie à ces femmes, toutes disparues.

La famille a ouvert ses portes à David Teboul, lui qui avait su convaincre la

plus célèbre d'entre elles de se confier localement. « Au bout de toutes ces années, je crois avoir réussi à comprendre les Jacob, cette famille française juive assimilée », affirme-t-il. Ce dernier a pu avoir accès à de nombreux documents inédits, dont une photo prise en mars 1944, à Nice. Rétrospec-

tivement, on sait que c'était le dernier repas pris en famille à l'occasion de l'anniversaire de Milou.

Après les années d'enfance passées dans le sud de la France, incarnées par de nombreuses photos ou lettres d'enfants, vient le temps des tragédies pour les Jacob. Denise s'engage dans la Résistance, et sera déportée à Ravensbrück. Simone, Milou, Jean et leur mère, Yvonne, sont arrêtés à Nice, en 1944. Les trois femmes sont déportées à Auschwitz, le père, André, et Jean, seront déportés dans un autre convoi. Ni la mère, ni les hommes Jacob ne reviendront.

Un oncle et une tante démunis

Le retour est « épouvantable » pour les trois sœurs, hébergées par un oncle et une tante démunis et eux-mêmes en deuil d'un fils. « On ne parlait pas de la déportation, sans doute parce qu'il fallait vivre, tout simplement », a jugé Denise. En 1945, l'aînée, Milou, racontera tout de même Auschwitz, ainsi que la mort de sa mère dans son journal - qui est exposé. Dans une pièce sombre, Isabelle Huppert prête sa voix à la lecture de ce récit presque clinique des faits. Milou cédera en 1952, dans un accident de voiture, mettant fin au « trio » et causant un

choc dont Simone Veil dit n'avoir jamais pu se remettre.

Simone racontera aussi sa colère face à la différence abyssale que la France de l'après-guerre fit entre les déportés résistants, comme Denise, et ceux que l'on surnommait les déportés raciaux, comme Milou et elle. Dans l'exposition, figure une longue lettre de 1987, où Denise revient sur la souffrance de sa sœur, et sur cette question « jamais mise au net depuis quarante ans » entre elles. Cet écrit, très intime, est bouleversant. « J'aurais encore bien des choses à te dire, mais elles se diluent dans ma tendresse pour toi, et comment peux-tu m'entendre ? », poursuit-elle, nous avons chacune essayé de survivre comme nous avons pu. »

Dans l'exposition, demeure un grand absent, Jean Jacob. Pas uniquement à cause du thème choisi, mais car sa vie s'est brusquement arrêtée en 1944, à l'âge de 20 ans. Voulant parachever la réunion de la fratrie, David Teboul lui consacre un autre espace, au premier étage du Mémorial, avec plusieurs clichés pris par ce jeune homme qui se ré-avait photographié. ■

« Simone Veil. Mes sœurs et moi », au Mémorial de la Shoah, à Paris, jusqu'au 15 octobre. Livre Éditions Les Arènes, 380 p., 35 €

Eichmann : un procès exemplaire

Blaise de Chaballer

Dans son documentaire, Michaël Prazan montre bien la dimension exceptionnelle d'un jugement qui donne pour la première fois la parole aux survivants de la Shoah.

Un formidable moment de vérité historique. Le procès d'Adolf Eichmann, organisé à Jérusalem du 11 avril au 15 décembre 1961, a permis une prise de conscience mondiale sur la réalité de la Shoah. Le documentaire de Michaël Prazan, réalisé en 2011, montre bien comment le jugement du dignitaire nazi responsable du transport vers les camps de la mort de millions de victimes, a marqué un tournant dans la connaissance de l'extermination de 6 millions de Juifs d'Europe. Pour la première fois, car cela n'avait pas été le cas lors du procès de Nuremberg en 1945, des survivants du génocide témoignaient.

«Le procès d'Eichmann est important parce que c'était la première fois que le récit complet de la persécution des Juifs, des crimes de masse, était exposé de manière si claire. C'était la première fois que le monde entendait la voix des victimes rescapées, leurs témoignages sur une si longue durée,

jour après jour. On voyait ces gens raconter de choses terribles qui n'avaient jusque-là jamais été communiquées et qui touchaient enfin un large public» confie l'historien David Cesarini.

Le rôle décisif joué par la télévision est souligné. Le producteur américain Milton Fruchtman, qui a eu l'idée de filmer le procès, se souvient : «Nous avons enregistré près de 2000 kilomètres de bande-vidéo. Des extraits du procès ont été envoyés dans 56 pays, partout où la télévision existait déjà. Et, dans environ 35 pays qui n'en disposaient pas encore, les débats étaient projetés dans des salles de cinéma sous la forme de films d'actualités.»

Atmosphère électrique

Le journaliste israélien Haim Gouri (décédé en 2018 à l'âge de 94 ans) auteur de *Face à la cage de verre*, qui fait référence à la vitre blindée derrière laquelle Eichmann se tenait lors du procès, évoque l'atmosphère électrique à l'approche de la première audience. «Il n'y avait pas de



Adolf Eichmann, derrière une vitre blindée, lors de son procès à Jérusalem, organisé du 11 avril au 15 décembre 1961.

places libres, les gens se battaient, ils faisaient la queue la nuit pour avoir un billet d'entrée. Les journalistes sont arrivés du monde entier.» À l'écran, des images d'archives montrent la présence de personnalités. Hannah Arendt est là, qui publiera en 1963 son fameux ouvrage *Eichmann à Jérusalem. Rapport sur la banalité du mal*. Joseph Kessel également présent, écrira aussi un livre marquant intitulé *Les Jugés*.

Le procès s'ouvre par les mots du procureur Gideon Hausner : «Juges d'Israël, à l'heure où je me lève devant vous, pour

mener l'accusation contre Adolf Eichmann, je ne suis pas seul. À mes côtés, à ces heures, en ce lieu, se lèvent 6 millions d'accusateurs.» Pendant deux mois, 111 survivants témoignent de l'horreur. Parmi eux, Yehuda Bacon avait 14 ans. À Auschwitz, il a été témoin du gazage de son père. Quant au poète rescapé Yehiel De-Nur, dit Ka-Tsetnik, devenu romancier à succès, il déclare, avant de s'évanouir sous le coup de l'émotion : «Je crois, de la même manière que les astres influencent nos destinées, que cette planète de cendres, Auschwitz, demeure dans l'ombre de notre planète Terre, continuant d'agir sur elle.» Citons enfin le témoignage poignant du Français Georges Wellers, chercheur à l'Institut Pasteur, ancien déporté lui-même, qui croisa à

Drancy les enfants de la rafle du Vél' d'Hiv'. «Ces malheureux enfants étaient complètement désorientés (...). Il y avait beaucoup de petits de 2, 3, 4 ans qui ne connaissaient même pas leur nom.» Et c'est sur ordre d'Eichmann que ces bambins furent envoyés à la mort. Eichmann, qui répète, visage froid, impassible, qu'il n'a fait qu'exécuter les ordres. Alors même qu'apparaît au fil du procès qu'il a, jusqu'à la toute fin de la guerre, de sa propre initiative, continué de remplir toujours plus de convois. Dans une frénésie criminelle qui justifie sa condamnation à la peine de mort, par pendaison. ■

«Le Procès d'Adolf Eichmann» À 21 heures, sur Le Figaro TV Notre avis : ●●●●

«Après la nuit» : quatre femmes et un enterrement

Julia Baudin

Cette série policière en six épisodes pose la question du viol, de ses conséquences et de son traitement, en France, aujourd'hui.

Dans les paradis luxuriants des Saintes, en Guadeloupe, hors saison, un individu s'introduit la nuit dans les maisons et viole successivement quatre femmes. Stéphanie (Charlie Bruneau) préfère se taire plutôt que de risquer de compromettre la notabilité de son clan. Camille (Marie Mallia) porte plainte, mais sa réputation d'ado fumeuse de pétards déginguée la range d'embêlée du côté des mythomanes. Isabelle (Ludmilla Dabo), directrice d'école, est prise au sérieux, mais sa plainte pour viol est requalifiée en agression sexuelle. Quant à Nafissa (Myriam Bourguignon), célibataire libre et sans attache, sa présence un peu trop active sur les sites de rencontre la décline d'embêlée au rang de victime

de ses propres excès... Il faudra que Stéphanie prenne finalement la parole pour que l'affaire soit «vraiment» prise au sérieux. Il faudra le suicide de l'une d'entre elles pour que les consciences s'éveillent. Il faudra l'acharnement d'une jeune gendarme (Alice Daubelcour) et le retour au pays de Romain (Raphaël Lenglet), un prodige de la Crim rongé par ses démons, pour que les lignes bougent.

Le postulat de ce drame policier créé par Marine Gacem (Cherif) et réalisé par Frank Steen tient en une question : comment se peut-il, en 2025, en France, que tant de victimes de viol soient si mal accueillies, accompagnées et entendues par les autorités mêmes ? «Je crois que c'est une question que nous

posons toutes et tous à chaque affaire, à chaque témoignage. Comme si la réalité se répétait inégalement. Comme si la société semblait avoir encore du mal à regarder ce qui relève du fléau et ses conséquences néfastes sur les victimes, mais aussi sur leur entourage», commente Charlie Bruneau. Avant d'ajouter : «Après la nuit n'est pas qu'une série policière. L'enquête, si bien écrite soit-elle, n'est pas sa qualité principale. C'est une série sur les femmes, la famille, sur la résilience, bien sûr, mais aussi sur la coalition, comme une parade définitive et réparatrice à l'isolement.» La comédienne excelle dans son rôle de transfuge de classe inféodée à sa belle-famille, si désireuse de plaire et si soucieuse de ne pas troubler la paix de son

ménage. D'abord mutique, convaincue de sa capacité à surmonter seule cette tragédie - tant d'autres y sont parvenues avant elles... -, puis trahie par son traumatisme, elle comprend au travers de sa rencontre avec les trois autres victimes que rien ne l'oblige, au fond, à supporter cela. Ni les convenances, ni la culpabilité, ni les blessures qui ont mis si longtemps à cicatriser.

Mise en scène fluide

Dans la petite ville tropicale et déserte, comme écrin silencieux, Stéphanie, Camille, Isabelle et Nafissa viennent de milieux très différents. Mais le violeur, insaisissable jusqu'à la fin, et profitant involontairement de l'accablante bêtise de certains personnages, les assem-

ble, pièce à pièce, en une figure unique prête à tout pour faire entendre leur souffrance. La mise en scène fluide, sous les lumières des Saintes, ose recourir au procédé du «face caméra», si peu utilisé sur le petit écran. Il confère à cette série une dimension supplémentaire, invitant le téléspectateur à partager le ressenti, les émotions de chacune des victimes. Et, puisque la Journée internationale des droits des femmes vient tout juste de passer dans notre calendrier, *Après la nuit* peut être considérée comme une forte proposition de la prolonger... ■

«Après la nuit» À 21h10, sur France 2 Notre avis : ●●●●

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

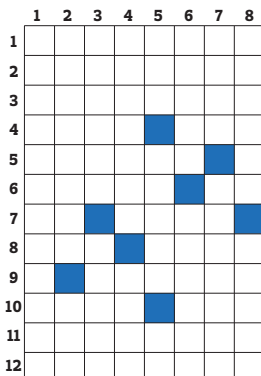
PROBLÈME N° 6861

HORIZONTEMENT

1. S'enrichissent à plein gaz. - 2. Vit dans une coquille d'escargot. - 3. Réveillées par un soufflet. - 4. Jaune dans la gène. Cocktail de stars. - 5. Pistes de cirques. - 6. Ne veulent pas accoucher. Moutonnerie. - 7. Abrégé d'enseignement. Premier capétien roi de France. - 8. Ancien ensemble colonial. Personnel respectueux. - 9. En boule. - 10. Au Japon dans ce sens, en Catalogne dans l'autre. Humeur noire, en un sens. - 11. Vergerette annuelle. - 12. Commodes pour écrire.

VERTICALEMENT

1. Ces cas m'isolent de force. - 2. Abreuve les sillons. Honneur au vainqueur. - 3. Porte des manchettes. Frapper mais toujours sans coup. - 4. Attachée aux oiseaux. Divinité ophidienne dans sa forme féminine. - 5. Le comble pour un bol. Un endroit surchauffé. Ébauche d'ébauche. - 6. Conduite bouchée. Va couvrir de richesses. - 7. Elle monte et descend dans le bois mais ne fait ici que monter. Cours de Solagne en lien avec le castor. - 8. Mot clé. Débits de boisson.



SOLUTION DU PROBLÈME N° 6860

HORIZONTEMENT 1. Décalage. - 2. Escaleras. - 3. Vantards. - 4. Orée. Ieu. - 5. Itères. - 6. Le Étame. - 7. Elfes. Us. - 8. Mers. Ct. - 9. EMI. Tric. - 10. Némorale. - 11. Inanever. - 12. Stickers.

VERTICALEMENT 1. Dévoilements. - 2. Écartèlement. - 3. Canée. Frimal. - 4. Altères. Onc. - 5. Léa. Ets. Trek. - 6. Arrisa. Grave. - 7. Gade. Mutlier. - 8. Essuies. Cers.

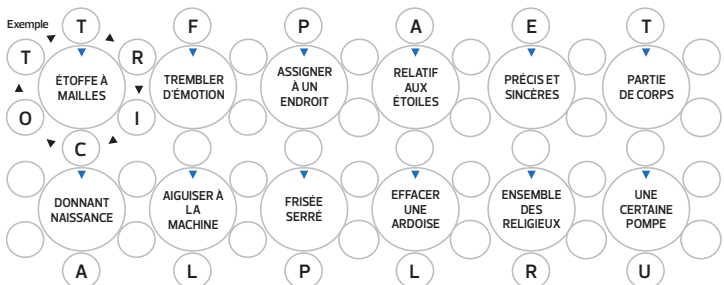
LE FIGARO Jeux



RONDE DES MOTS®

RCJ JEUX

Trouvez les mots correspondant aux définitions centrales et inscrivez-les autour de la case qui leur revient. La première lettre de chaque mot est indiquée par le triangle. Chaque mot se lit dans le sens des aiguilles d'une montre.



SOLUTION DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

SOLUTION DU N° 6809	SOLUTION DU N° 6808	SOLUTION DU N° 6807	LETTRES EN PLUS RINCRER - ALCOOL - MONDER - SOLIDE.
1 9 7 6 2 5 4 3 8 6 8 3 7 4 9 5 1 2 4 2 5 1 3 8 9 6 7 9 3 2 8 6 4 7 5 1 7 5 6 9 1 3 8 2 4 8 1 4 2 5 7 3 9 6	6 4 3 7 9 2 8 5 1 9 2 7 8 5 1 4 3 6 1 5 8 3 6 4 7 9 2 2 3 9 1 9 5 6 4 7 4 6 1 2 7 9 5 8 3 8 7 5 6 4 3 1 2 9	3 4 2 9 1 8 7 6 5 9 1 5 6 2 7 3 4 8 5 7 8 3 4 2 9 1 8 3 5 4 6 1 2 7 5 2 4 7 8 1 9 3 6 1 6 7 2 9 3 5 8 4	LETTRES EN MOINS Les mots à trouver sont : NODAL (Élever, signer, avvenir, braser, bruant). OPERA (Pâtis, clair, sapis, soupe, sucer).
5 4 1 3 7 6 2 8 9 3 6 9 4 8 2 1 7 5 2 7 8 5 9 1 6 4 3	5 8 2 9 1 6 3 7 4 3 1 4 5 2 7 9 6 8 7 9 6 4 3 8 2 1 5	4 5 6 1 3 2 8 7 9 7 3 9 8 6 5 4 1 2 2 8 1 4 7 9 6 5 3	

CE DIMANCHE À LA TÉLÉ

Shoah : l'alerte qui aurait pu sauver des juifs

Documentaire. En 1942, l'industriel allemand Eduard Schulte révèle aux Américains le plan de la « solution finale » de Hitler. La réaction du président Roosevelt se fera pourtant attendre.

● Recueilli par Sonia Labesse

Entretien

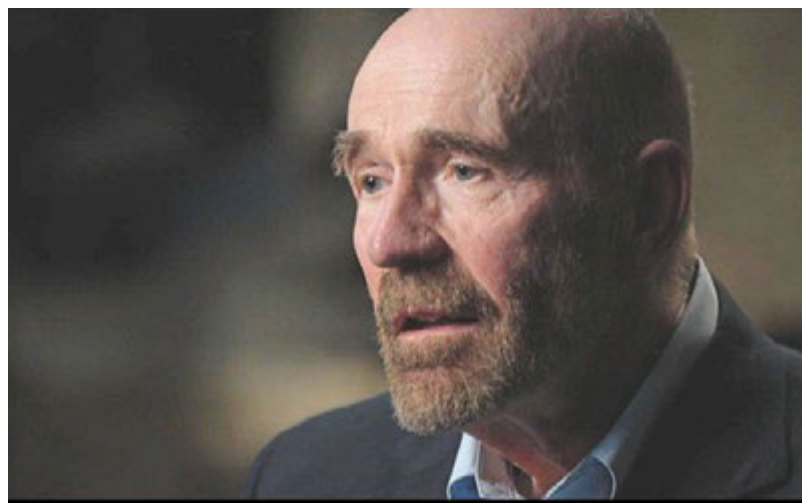
Anne-Sophie Chaumier Le Conte,
réalisatrice du « Télégramme ».

Qui est Eduard Schulte ?

Issu d'une famille bourgeoise conservatrice, Eduard Schulte dirige un groupe minier quand Hitler arrive au pouvoir en 1933. Comme d'autres patrons, il est sommé de financer le parti nazi. Mais il refuse l'antisémitisme et la brutalité du III^e Reich. Il ne licencie pas ses employés juifs et aide à fuir ceux qui le souhaitent. Lorsque la guerre éclate, il continue de se rendre en Suisse, pays neutre, où il livre des informations aux Alliés. En juillet 1942, à Zurich, il alerte un contact juif d'un plan d'extermination par le gaz de tous les juifs d'Europe : la « solution finale ». Et le charge de faire parvenir ce message au président des États-Unis.

Comment avez-vous reconstitué cette histoire ?

En 2016, à l'occasion d'un autre documentaire, j'ai découvert le rôle de Schulte, révélé par l'historien Richard Breitman. J'ai continué à chercher dans les archives suisses, allemandes, polonaises et gardé le contact avec sa famille, notam-



Le petit-fils d'Eduard Schulte, Wolfgang Roy Schulte, témoigne dans le documentaire « Le télégramme ». | PHOTO : 13 H 15 LE DIMANCHE - FRANCE 2

ment son petit-fils aux États-Unis, Wolfgang Roy Schulte, qui témoigne dans ce film. J'ai voulu comprendre comment une telle information, transmise en août 1942 par le représentant du Congrès juif mondial en Suisse, Gerhart Riegner, a pu rester à l'arrière-plan, quels freins ont empêché les Américains de réagir plus vite et mieux.

Pourquoi la réaction du président Roosevelt a-t-elle tardé ?

Le premier télégramme, bloqué par le département d'État (ministère des Affaires étrangères), n'a pas

été remis à Roosevelt. Le second lui est parvenu via l'Angleterre en décembre 1942. Cependant, un tel plan d'extermination industriel était, pour beaucoup, inimaginable. Ce n'était jamais arrivé et il n'y avait pas de preuves. Par ailleurs, l'antisémitisme existait aux États-Unis. En outre, après avoir accueilli plusieurs millions de réfugiés à l'aube du XX^e siècle, les États-Unis avaient instauré des quotas. Et étaient plus préoccupés du sort de leurs soldats. Les Alliés concentraient leurs efforts sur le débarquement en Afrique du Nord et la

victoire militaire qui allait mettre fin à la tyrannie du III^e Reich.

Concrètement, par quoi s'est traduite l'alerte de Schulte ?

Elle a abouti à la « Déclaration interalliée » du 17 décembre 1942 (États-Unis, Royaume-Uni, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas en exil, Norvège, Tchécoslovaquie, Grèce, Yougoslavie, URSS, Comité français de libération), qui condamnait l'extermination et promettait des sanctions. Mais elle ne prévoyait aucune action pour l'empêcher. Or de multiples actions étaient possibles. Parmi elles, on peut citer l'évacuation par la Résistance danoise de plus de 7 000 juifs vers la Suède, neutre, en octobre 1943.

À quel moment les États-Unis ont-ils réagi ?

C'est un rapport interne de l'administration dénonçant une inaction pouvant être assimilée à de la complicité, qui a poussé Roosevelt à créer un Bureau mondial des réfugiés en janvier 1944. Il a par exemple aidé au sauvetage des juifs de Hongrie, soutenu le gouvernement bulgare dans son refus de livrer 50 000 juifs, et corrompu des fonctionnaires allemands pour libérer des milliers de juifs.

France 2, 13 h 15.

ZAPPING



| PHOTO : GUY FERRANDIS, LE BUREAU FILMS

Thriller sur l'affaire Areva

Cinéma. Alors qu'Anne Lauvergeon (Marina Foïs) a été remplacée en 2011 par Luc Oursel (Yvan Attal) à la tête du groupe nucléaire Areva, la syndicaliste CFDT Maureen Kearney (Isabelle Huppert) dénonce des manœuvres secrètes au profit d'EDF, dirigé par Henri Proglio, et de la Chine. La syndicaliste subit intimidations, menaces, avant d'être violemment agressée. Pourtant, Maureen Kearney passe du statut de victime à celui d'accusée. Tiré du livre-enquête de Caroline Michel-Aguirre, cheffe du service investigations de « L'Obs », « La syndicaliste » (2022) de Jean-Paul Salomé (2022) est un thriller percutant sur cette affaire d'État non élucidée. France 2, 21 h 10.



| PHOTO : PANDASTORM PICTURES

Une femme majordome

Cinéma. Dans l'Irlande de la fin du XIX^e siècle, Albert Nobbs (Glenn Close) travaille comme majordome, en cachant son corps de femme, dans un hôtel de Dublin. Ayant patiemment économisé, Nobbs espère bientôt pouvoir acheter une boutique. À la suite d'une rencontre, elle envisage de proposer le mariage à une servante. Adapté d'une nouvelle de George Moore publiée en 1927, le scénario est cosigné par le romancier John Banville et Glenn Close. « Albert Nobbs », film réalisé par Rodrigo Garcia (2011), tisse un drame dans ce carcan social victorien extrêmement rigide pour les femmes, jusqu'à un épilogue saisissant et bouleversant. Arte, 22 h 40.



| PHOTO : CAPTURE D'ÉCRAN LCP-AN

« VIP » : la parole aux jeunes

Magazine. Arboriculteur de la Sarthe, Baptiste Geoffroy (photo) est l'un des invités de « VIP (Very important paysans) ». Non issu d'un milieu agricole (« Nima »), il est tombé amoureux des vergers à pommes de sa belle-famille. Le jeune homme évoque avec passion l'arbre, l'intelligence collective, le « biocontrôle »... Autres représentants de la nouvelle génération : Émilie Ménard qui a repris l'élevage bovin familial (Maine-et-Loire), Pierre Cazes, éleveur de vaches à viande en Corrèze, membre des Jeunes agriculteurs, et Émeline Bentz, ingénieure reconvertie en maraîchère. Un magazine très réussi aux témoignages courts mais denses. LCP-AN, 17 h 50.

Aujourd'hui sur **NEVO** 19



| PHOTO : TONY COMITI

Samu : des vies sur un fil

Documentaire. À l'hôpital de la Timone, au cœur de Marseille, le Samu 13 reçoit plus de 1 500 appels par jour de tout le département des Bouches-du-Rhône, l'un des plus peuplés avec 2 millions d'habitants. Les « régulateurs » répondent aux appels « affolés » et envoient les pompiers ou l'un des dix-huit véhicules médicalisés du SMUR, avec un médecin dans 5 % des cas. « Samu 13 : la vie sur le fil (Nos héros du quotidien) » suit le travail de Sandra, l'une des plus anciennes régulatrices, Xavier, médecin, Anne-Pascale, pédiatre, créatrice du SMUR pédiatrique, il y a dix ans, et Éric, infirmier de nuit. Très intéressant et bien réalisé. NOVO19, 15 h 35.

93 | PATRIMOINE Le département de Seine-Saint-Denis entend mettre en valeur ses lieux, parfois méconnus, de l'histoire de la Résistance et de la Shoah. Avec pour objectif, notamment, d'attirer les visiteurs.

« On croit au tourisme de mémoire »

Théo Uhart

DES TÉMOINS de la Shoah, de ce que furent les camps de concentration et d'extermination et l'implacable mécanique de déportation nazie, il n'en reste plus beaucoup. Et si certains, à l'image de l'infatigable Ginette Kolinka, continuent de diffuser cette mémoire, comme un sacerdoce, les historiens, déjà, se posent la question de la transmission quand cette « ère des témoins » se terminera.

La Seine-Saint-Denis apporte avec ses « Mémoires en réseau » un début de réponse en réunissant dans cet outil unique des lieux parfois méconnus de l'histoire de la Résistance et la Déportation. Une plate-forme cofondée avec le Musée de la Résistance nationale et le Mémorial de la Shoah, qui associe également des collectivités et des associations. « Quand les derniers témoins auront disparu, ce sont les lieux qui vont transmettre cette mémoire. Le premier enjeu, c'est de préserver ces sites historiques », défend Dominique Dellac, vice-présidente de la Seine-Saint-Denis, chargée du patrimoine culturel, de la mémoire, du tourisme et de l'éducation artistique et culturelle.

Une dimension pédagogique

« L'histoire a légué à ce territoire des lieux qui portent en eux la mémoire de la Déportation, la Résistance et de l'oppression de la Résistance. Quand on est dépositaires d'un tel legs, il faut le valoriser pour le faire parler et raconter cette histoire », appuie Olivier Meier, président de Seine-Saint-Denis Tourisme.

Et la liste, dans le département, est longue. Il y a les plus connus bien sûr, la cité de la Muette à Drancy, la gare attenant du Bourget-Drancy et celle de Bobigny, qui ont servi



à l'internement et à la déportation de milliers de Juifs. Le fort de Romainville, aux Lilas, premier camp d'internement allemand en France qui enferma principalement des femmes, et où le Mémorial national sur les femmes en Résistance et en Déportation doit voir le jour en 2028, est aussi du projet. Tout comme le quai aux Bestiaux à Pantin d'où est parti le dernier convoi vers les camps de la mort à dix jours de la Libération de Paris, l'aéroport du Bourget, où ont atterri à leur retour des centaines de rescapés, et la caserne des Suisses à Saint-Denis, aujourd'hui détruite et qui a été le lieu d'internement des prisonniers étrangers.

« La mise en réseau donne un caractère concret à la barbarie nazie en témoignant des conditions logistiques de la réalisation de celle-ci », défend Olivier Meier. « Ces lieux ont été créés avec une logique en réseau par les nazis et le régime collaborationniste de Vichy, donc les afficher ainsi, c'est vraiment transmettre une partie de l'histoire », abonde l'historien Thomas Fontaine, qui participe au comité de pilotage du projet et est appelé à diriger le mémorial du fort de Romainville. Protection du patrimoine,

recherche et collaboration scientifique, partenariat avec un artiste pour renforcer la mémoire physique de certains lieux disparus comme le quai de déportation de Drancy... Pour l'historien, « la Seine-Saint-Denis est en train de faire école » avec ce réseau. Qui porte aussi une dimension pédagogique. Les partenariats déjà noués avec le ministère de l'Éducation nationale, le rectorat de Créteil et les collèges doivent se poursuivre et se renforcer. Notamment la visite pour une dizaine de classes de 3^e du camp d'Auschwitz-Birkenau (Pologne).

Le mémorial de la gare de déportation de Bobigny (ici en 2023), d'où 22 457 Juifs ont été envoyés vers les camps de la mort entre juillet 1943 et juillet 1944, a accueilli ses premiers visiteurs il y a deux ans.

Avec de nouveaux panneaux pour mener aux lieux, la création de parcours pour les visiteurs et d'un portail numérique avec une communication commune, la vocation est également d'attirer le grand public qui peine, pour l'heure, à trouver le chemin des mémoriaux en Seine-Saint-Denis. Sur les 30 000 visiteurs annuels de Drancy, 80 % sont des scolaires. Et à Bobigny, ouvert il y a deux ans, ce sont entre 8 000 et 10 000 personnes seulement qui ont foulé les pavés d'époque, le lieu étant conservé intact.

D'autres sites franciliens pourraient participer

« On croit au tourisme de mémoire, à la valeur de ces lieux pour comprendre les mécanismes qui conduisent à un génocide. À l'époque que l'on vit, c'est utile et intéressant », plaide Olivier Meier. Qui voit aussi une « demande très importante de pays alliés qui ont eu des ancêtres engagés dans le Débarquement. Le tourisme de mémoire est un des piliers du projet touristique que l'on porte. »

Après les Jeux olympiques et leur héritage, après les projets de baignade dans la Marne prévus pour 2026, c'est

donc une nouvelle corde que le département veut ajouter à son arc touristique. « La Seine-Saint-Denis manque de reconnaissance dans beaucoup de domaines, et le domaine mémoriel n'y échappe pas. L'un des enjeux de ce réseau, c'est la reconnaissance de notre territoire dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale », défend Dominique Dellac. Elle se félicite d'ailleurs du classement aux monuments historiques, cette semaine, du fort de Romainville et du quai aux Bestiaux à Pantin. Il garantit à ces deux lieux une meilleure protection et devrait permettre d'accélérer les projets mémoriaux prévus sur ces sites.

Les « Mémoires en réseau » pourraient dépasser les frontières de la Seine-Saint-Denis, pour s'élargir à d'autres endroits franciliens comme le Mont-Valérien dans les Hauts-de-Seine d'abord. Le Mémorial de Compiègne (Oise) a, par ailleurs, rejoint le projet. Mais à terme, le département espère en faire un outil européen. « Cela permettrait d'éclairer l'ensemble de la logique nazie, et de mettre en valeur des lieux qui sont encore plus oubliés », espère Thomas Fontaine.



L'un des enjeux, c'est la reconnaissance de notre territoire dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale

Dominique Dellac, vice-présidente du département, en charge du patrimoine



Des graffitis laissés par les prisonnières du fort de Romainville.

Saint-Etienne

« Notre histoire est celle d'enfants de 7 ans confrontés à la Shoah »

À la fin de la semaine dernière, les jumeaux juifs, rescapés de la rafle du 26 août 1942, sont revenus à Saint-Etienne, dans la ville où leur vie a failli s'arrêter à jamais. Henri et Bernard Schanzer ont remarqué sur les traces de leur douloureux passé, 82 ans après. Nous les avons rencontrés.

Venus du New Jersey aux États-Unis, Henri et Bernard Schanzer étaient accompagnés à Saint-Etienne d'une vingtaine de membres de la famille. « Nous voulions que nos enfants et petits-enfants découvrent les lieux de cette terrible histoire pour qu'ils n'oublient jamais », confient les frères, âgés de 89 ans. « Être tous présents ici est très symbolique. Bien que notre famille ait été décimée par la politique d'extermination nazie, nous sommes toujours là et nous avons des dizaines de petits-enfants »

« Notre mère n'a jamais regardé derrière elle, elle nous a toujours inspirés »

Ce devoir de mémoire les a aussi conduits, le week-end dernier, au cimetière israélite de la Mouche à Lyon et à l'ancien camp de Vénissieux où Bruno, le père des jumeaux, a été interné en août 1942 avant d'être déporté vers les camps de la mort.

Après avoir échappé à la barbarie de la déportation, les jumeaux, Anna, leur sœur, Isaac,

leur cousin (qui a été exfiltré du camp de Vénissieux) et Belja, leur maman, ont embarqué sur un bateau le 30 mars 1946 pour atteindre les États-Unis, le 13 avril. « Nous n'avions plus de vie à Saint-Etienne, il fallait partir pour tout recommencer. »

Au pays de l'oncle Sam, leur mère, veuve à 45 ans, les a élevés. « Elle n'a jamais regardé derrière elle, elle nous a toujours inspirés », soufflent les jumeaux. Les trois enfants ont bien réussi : Anna, leur sœur, décédée à l'âge de 54 ans, a été professeur de français ; Henri a été ingénieur avant de devenir avocat et Bernard a exercé le métier de neurologue.

« On ne doit pas vivre dans le passé, on doit vivre avec le passé »

Les frères racontent que leur mère, décédée en 1965, leur a très rarement parlé de la guerre : « C'était très douloureux. Elle disait : on ne doit pas vivre dans le passé, on doit vivre avec le passé ». La fratrie est restée très attachée à Adolphine Dorel, surnommée la « mémé » qui les a cachés dans une ferme à Saint-Pal-de-Mons (Haute-Loire) de 1943 et 1945 et à leur fille, Jeanne Bonhomme, commerçante stéphanoise, qui a fourni des faux papiers à Belja et dissimulé Anna à son retour du pensionnat de Lyon à 1943.

« Notre sœur a fait une demande à l'institut international pour la mémoire de la Shoah (Yad Vashem) en Israël pour



Après Saint-Etienne en fin de semaine dernière, Henry et Bernard Schanzer et leur famille, sont allés, durant le week-end, se recueillir devant les plaques d'hommage aux victimes des rafles sur l'ancien camp de déportation de Vénissieux. Photo Nicolas Liponne

que les deux architectes de notre sauvetage soient reconnues Justes parmi les Nations. On a eu la chance de remercier Jeanne en lui remettant cette médaille lors d'une cérémonie organisée à New York en 1980. C'était très émouvant. Sa mère, décédée quelques mois après la libération, a reçu cette distinction à titre posthume », se souviennent les jumeaux.

« Notre père nous a mis dans le bus, on ne l'a plus jamais revu »

Contactés dans les années 2020, les frères ont été sidérés par « la production des documents inoubliables » d'Henri

Gatka, l'historien local. « On voulait voir ces fichiers et les logements où on a vécu ». En fin de semaine dernière, aux archives départementales, devant un nombreux public, les jumeaux, en complément de l'intervention d'Henri Gatka sur la rafle du 26 août 1942 (lire par ailleurs), ont livré un témoignage d'une rare humanité.

Des moments forts en émotion ont rythmé cette conférence dont cette scène où Bruno, le père des jumeaux, les accompagne à la gare routière, début août 1942. « Nous revoyons mon père porter nos valises, on le tenait par les manches. À l'arrêt de bus, il a pris chacun de

nous sur ses genoux, il a mis ses bras autour de nous. Nous l'avons senti trembler, nous aussi. Mon père sanglotait. Il avait 39 ans, et nous 7 ans et demi, il nous a mis dans le bus, on ne l'a plus jamais revu. » Il a été arrêté le 26 août 1942 à Saint-Etienne, puis transféré à Vénissieux avant d'être déporté.

« Notre histoire est celle d'enfants de 7 ans confrontés à la Shoah. 1,5 million d'enfants juifs ont été assassinés par l'idéologie nazie. On aurait pu être parmi ceux-ci, heureusement Jeanne et Adolphine nous ont sauvés. Il ne faut jamais oublier »

● Christian Gil

Rafle d'août 1942 : une liste de 207 noms, 71 juifs déportés

Le 26 août 1942, le régime de Vichy a commandité une vaste rafle en zone libre. 10 000 juifs apatrides et leurs enfants sont visés par cette arrestation massive. 6 584 juifs ont finalement été interpellés. Les prisonniers ont été regroupés dans des « centres de criblage » pour un examen d'éventuelles exemptions.

Recensement des juifs en 1941 et 1942 : « Une préparation à la rafle »

Dans la région Lyonnaise dont La Loire dépendait, un camp militaire désaffecté, basé à Vénissieux, a servi de centre de « criblage ». 1 016

juifs y ont été transférés après la rafle. 108 enfants (1) ont pu être exfiltrés et sauvés par des œuvres charitables.

Henri Gatka, historien local, a procédé à des recherches sur cette rafle, orchestrée par le régime de Vichy, en soutien à la politique de déportation et d'extermination nazie.

Il a orienté ses investigations sur le rôle de la préfecture ligérienne dans cette opération. L'exploitation des archives lui a permis de mettre à jour l'existence d'une liste où figuraient les noms de 207 juifs français et étrangers, ciblés par les arrestations.

L'historien explique comment Vichy a mis en place « sa stratégie mortifère » : il a utilisé les fiches où les juifs apatrides s'étaient recensés en juillet 1941 et janvier 1942, sous le gouvernement Darlan. « Le fichier des juifs à la préfecture, précise l'historien, permet de les identifier, de connaître leur adresse... C'est une préparation à la rafle. » Selon ses travaux, plus de 60 % des juifs à Saint-Etienne et dans la Loire ne sont pas déclarés. Ce qui leur a permis d'avoir la vie sauve.

40 % ont réussi à échapper à la rafle

La rafle a d'abord débuté, quelques jours avant le 26 août, avec l'arrestation des juifs dans les camps de Groupement de travailleurs étrangers (41 sont visés par la liste). Dans la Loire, il était situé à Feurs. « Le responsable a convoqué les travailleurs pour des raisons administratives et le piège se refermait sur eux » Le 26 août, policiers et gendarmes ont lancé la 2^e vague des arrestations, directement aux domiciles des juifs. Pour une première vérification de leurs situations, ils sont regroupés temporairement au camp Beaunier, dans le quartier du

Soleil à Saint-Etienne. 34 personnes sont ainsi libérées essentiellement pour des causes de nationalité et de dates d'entrée en France antérieures à 1936.

À Saint-Etienne et dans la Loire, 71 juifs ont été arrêtés, puis déportés dont Bruno, le père des jumeaux, sur les 207 noms recherchés. 40 % ont réussi à échapper à la rafle (ils ont été prévenus, étaient absents de leur domicile ou sont tombés sur des policiers compréhensifs).

(1) Valérie Portheret a écrit un livre « Vous n'aurez pas les enfants », dédié au sauvetage des enfants du camp de Vénissieux.

Trois sœurs à la vie, à la mort

Simone Veil, Denise, Milou : le Mémorial de la Shoah consacre une exposition à la famille de l'ancienne ministre. L'enfance, l'intimité, la douceur avant la douleur. Beau et réconfortant.

Yves Jaeglé

VOUS AVEZ TOUT VU, tout lu, tout appris sur Simone Veil (1927-2017, entrée au Panthéon en 2018) et vous vous demandez ce que pourrait bien apporter une nouvelle exposition ? L'émotion. Le bonheur avant le grand malheur. La reconstruction vers la vie malgré l'horreur des camps et de nouvelles peines. Le désir implacable d'exister. La joie. L'enfance, la jeunesse. La beauté. Les sœurs et le frère, les vacances, la paix avant la guerre.

Aucune image des camps, une envie de dire le beau, un choix de David Teboul, devenu depuis une vingtaine d'années le grand spécialiste de Simone Veil, d'abord son confident, son intervieweur, son documentariste et, depuis sa mort, un gardien du temple et des âmes, un messager, qui raconte cette fois « l'histoire d'une famille ». Juive, certes, mais d'abord française, dont les aïeux ont fait les guerres napoléoniennes, les grands-pères et grands-oncles la Première Guerre mondiale.

Ça ne les empêchera pas d'être déportés lors de la Seconde qui va faucher presque tout le monde. Comme la rafale de mitraillette qui a supprimé le père et le frère de Simone, victimes de la « Shoah par balles », ces exécutions massives sur le front de l'Est. Une mort que la famille survivante n'apprendra qu'en 1978. Dans cette exposition lumineuse, allons tout de suite vers Jean, le petit frère, à qui une sorte de mausolée merveilleux est consacré. Une mini-expo joyeuse.



Simone Veil enfant, née Jacob (à dr.), avec ses deux sœurs Madeleine « Milou » (à g.) et Denise, ainsi que son frère Jean, tué pendant la guerre.

Cet adolescent massacré avant ses 20 ans, aussi beau que ses trois sœurs étaient belles, voulait devenir photographe au point d'arrêter ses études avant le bac pour en apprendre le métier.

Un autoportrait déchirant du frère

Ses images de neige et de montagnes dénotent un grand sens du cadrage et des contrastes. Son autoportrait déchire, adoucit, révolte, donne envie de crier : comment a-t-on pu assassiner pareille jeunesse, ce miracle d'élégance ? Et Denise ! Nous connaissions mal la résistante de la famille, la sœur du milieu, née après Milou et avant Simone, qui a été déportée politique, sans que sa judéité ne soit découverte, et a sauvé sa peau à Ravensbrück. Elle qui a subi le supplice de la baignoire dans la prison de Montluc, à Lyon, repaire de la Gestapo et de ses tortures, et qui confiera après-guerre à ses sœurs : « Mais c'est presque un manque de pudeur de vous en parler », elle qui considérait que même l'horreur vécue par elle ne pouvait être comparée aux camps d'extermination. Elle majestueuse.

Il est des familles où la grâce a été offerte comme un don. Telle Simone qui com-

mence presque une carrière de mannequin en couverture d'un magazine de scoutisme. Avant la guerre. Après aussi, ce fut parfois terrible. Milou, la sœur aînée, celle avec qui Simone était revenue de l'enfer, se tue en voiture à 29 ans, en 1952, emportant dans la mort son jeune fils Luc. Mais les Jacob devenus, pour Simone après son mariage, les Veil, ont refusé la malédiction. La chance de vivre, malgré tous ces trous, ces pertes, ces deuils, reste pour eux une bénédiction, une mission sacrée.

Tant de photos, en noir et blanc puis en couleur, témoignent comme dans un album de famille de ce bonheur de vivre. La chance aussi, d'avoir reçu tant de beauté, de courage, d'intelligence, comme le prouvent leurs lettres et journaux intimes. Les trois sœurs, les trois grâces. David Teboul a imaginé une scénographie comme une bulle de douceur : la lourde moquette colorée est inspirée des fleurs que les filles Jacob aimaient photographier. Une odeur de mimosa, l'environnement olfactif de leur enfance niçoise, flotte même d'une salle à l'autre, et puis un bruit de cigales.

Trois actrices, Isabelle Huppert, Marina Foïs et Dominique Reymond, don-

nent voix et vie aux échanges de lettres des trois sœurs. Des échanges d'une intensité et d'une douceur qui poussent à prendre le temps... Une autre vidéo réalisée avant leur disparition montre Simone et Denise âgées commentant un album de famille. Elles ne peuvent aller plus loin que le jour de l'arrestation. Et Denise souffre d'avoir à revenir sur le passé, bouge, soupire. Les deux sœurs rigolent en comprenant que Simone devait porter toutes les robes de son aînée.

Des héroïnes brisées à jamais

Qu'il est dur de retrouver l'innocence quand la vie vous a tout pris. « Tu brodes », moque Denise sur les souvenirs de sa sœur. Elle-même préfère le silence face à l'indicible. La résistante a cette phrase définitive et si forte : « J'ai toujours pensé qu'il suffisait d'une personne pour en sauver cinquante, et qu'il en fallait cinquante pour en sauver une. »

Cette exposition montre à quel point chacun réagit différemment à un trauma. Et à quel point ces héroïnes — la résistante torturée, la future ministre et grande défenseuse des femmes — restent fragiles. Brisées à jamais. Même

si une photo façon cinémascope montre Simone Veil adulte allongée avec un bouquin sur un bateau, éphémère douce vita.

Une autre archive rare dévoile sa première prise de parole sur les camps de la mort, alors qu'elle n'est personne, en 1947, à 20 ans, pour une émission de radio. Elle évoque « la race juive ». Les mots ont changé. On parlait encore de race après la guerre, et un juif devait presque s'excuser.

David Teboul a voulu une exposition intime mais aussi politique : « Elle s'adresse aussi aux juifs qui peuvent voter aujourd'hui pour des candidats (comme *Éric Zemmour*) prétendant que Pétain a sauvé des juifs. C'est faux. Le révisionnisme a le vent en poupe. Cette famille-là, qui s'est engagée dans plusieurs guerres, nous ramène à la vérité et au courage. » Se tenir droit. La tête haute. Le verbe clair. La passion au cœur. Quoi qu'il arrive et malgré le pire. Ainsi vécurent Simone Veil, ses sœurs et leur petit frère.

« Simone Veil : Mes sœurs et moi », Mémorial de la Shoah (Paris IV^e), entrée gratuite, tous les jours (sauf samedi) de 10 heures à 18 heures (22 heures jeudi). Jusqu'au 15 octobre.



Le révisionnisme a le vent en poupe. Cette famille-là nous ramène à la vérité et au courage.

David Teboul, concepteur de l'exposition

Simone Veil et ses sœurs réagiront chacune différemment au trauma de la déportation.



Chaque 27 janvier, se souvenir, toujours, de la Shoah

Travailler la mémoire en cette date anniversaire – la libération du camp de concentration et d’extermination d’Auschwitz – demeure une nécessité.

Depuis 1945, Auschwitz occupe une place particulière dans l’histoire de la Seconde Guerre mondiale, au point que, le 27 janvier, jour de la libération du camp, est devenu la Journée internationale de mémoire de la Shoah et de prévention des crimes contre l’humanité. Mais que s’est-il passé ensuite à Auschwitz, dans la période qui a suivi cette libération? Alexandre Bande s’est intéressé à cette question. Qu’ont trouvé – et compris – les Soviétiques? Quelles ont été les souffrances encore endurées par les déportés libérés? Quel a été le comportement des Polonais? L’historien apporte ses réponses dans ce petit essai percutant, et souvent dérangeant.

Quatre-vingts ans après la libération, les derniers survivants du camp disparaissent peu à peu. De nombreux témoignages émergent à l’occasion de cet anniversaire. Ainsi celui d’Alter Fajnzylberg. Il a fait partie du «convoi n°1» du 27 mars 1942: le premier

convoi de Juifs parti de France. Fajnzylberg a travaillé dans le crématorium du camp et nous décrit son «travail horrible et inhumain» dans des passages difficilement soutenables à lire. Il explique aussi comment les déportés étaient brisés moralement avant d’être gazés. Survivant, il a vécu en France jusqu’à son décès en 1987, consignnant ses souvenirs dans des cahiers d’écolier, publiés une première fois en 2016, repris cette année dans une nouvelle édition, avec un superbe texte de son fils et une présentation de l’historien Alban Perrin.

Chaque année, plus d’un million de personnes se rendent à Auschwitz. Dans leur nouveau livre, Haïm

Korsia et Adeline Baldacchino nous font vivre ce lieu et ces visites. D’entrée, le ton est donné par cette phrase de Guillaume Apollinaire: «Ouvrez-moi cette porte où je frappe en pleurant.» Histoire et temps présent se mélangent ici. Hier, à partir de photos du camp, aujourd’hui, avec des textes et des photos récentes: l’entrée de la chambre à gaz, une pile de boîtes de Zyklon B, un amoncellement de chaussures comme autant de pas empêchés... Et, surtout, des photos de visiteurs, jeunes et moins jeunes. Nous nous recueillons avec eux et plongeons, nous aussi, dans l’inexplicable.

L’impossible oublié

Tous ces livres sont puissants, troublants, l’émotion est impossible à maîtriser. Dans cette période d’anniversaire, un autre ouvrage doit être mis en avant, à la fois par son contenu et par son auteur, Pierre Fertil, déporté à Neuengamme

à 21 ans, libéré en 1945. Devenu médecin et père de famille, il a, pendant des décennies, chaque nuit en secret, dessiné la vie dans le camp: la faim, la maladie, les pendants, les fours crématoires... Puis il détruisait ses œuvres avant de recommencer la nuit suivante. Un jour, convaincu par un ami, il a enfin conservé ses dessins: 151 sont présentés dans ce livre poignant et terrifiant: le témoignage d’un homme qui n’était jamais sorti de son camp. Avec lui, nous pénétrons vraiment dans l’universel de la déportation. **■ DENIS LEFEBVRE**

Auschwitz 1945, d’Alexandre Bande (Passés/composés, 140 p., 16 €).

Ce que j’ai vu à Auschwitz, d’Alter Fajnzylberg (Seuil, 384 p., 33 €).

Fragments de mémoire. Voyages à Auschwitz-Birkenau, de Haïm Korsia et Adeline Baldacchino (Flammarion, 144 p., 26 €).

Un long cri silencieux, de Pierre Fertil (Le Cherche Midi, 144 p., 26,50 €).



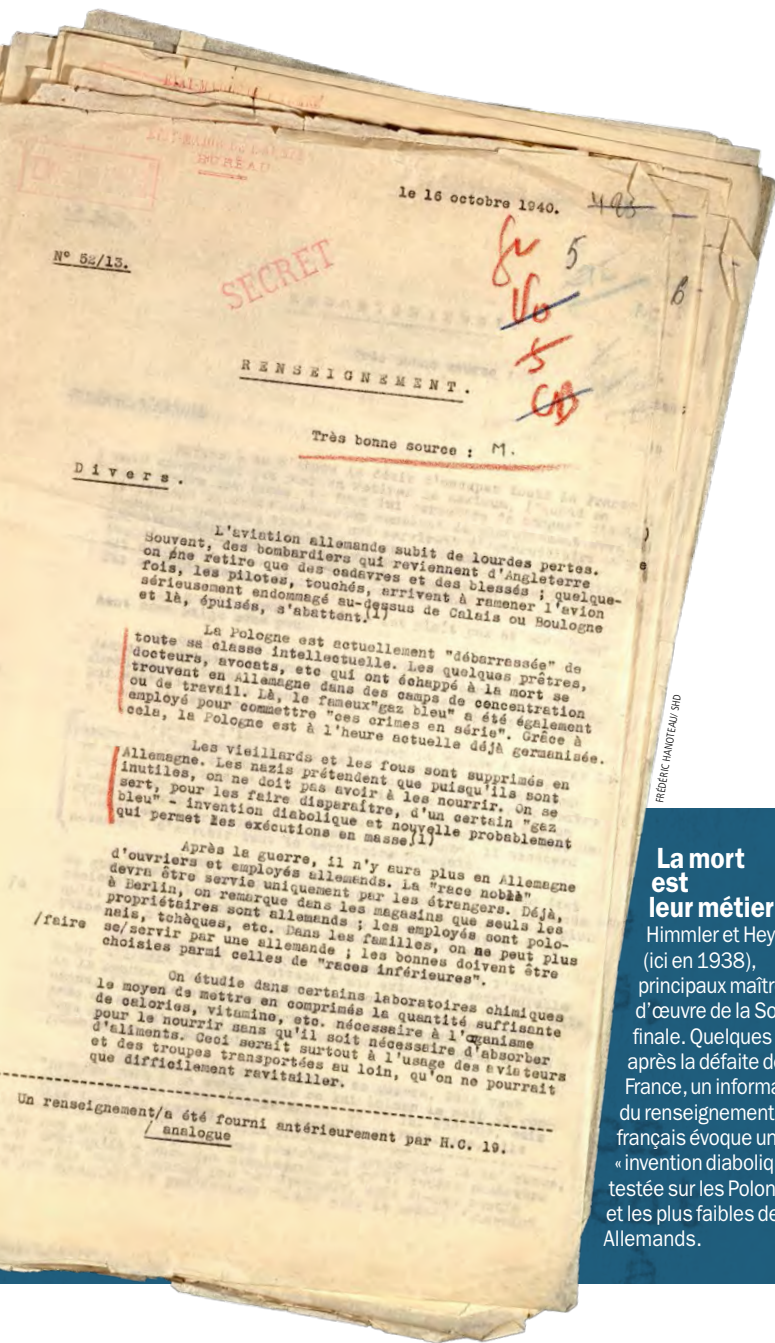
RÉVÉLATIONS SUR LES PRÉMICES DE LA SHOAH

Dès le mois d'octobre 1940, une taupe des services de renseignements français alerte sur des « crimes en série » commis par les nazis au moyen d'un mystérieux « gaz bleu ».

Par Nicole Jordan, traduit de l'américain par Thierry Sarmant



AGF IMAGES / TULLSTEIN BILD



le 16 octobre 1940. 483

N° 52/13.

SECRET

RENSEIGNEMENT.

Très bonne source : M.

Divers.

L'aviation allemande subit de lourdes pertes. souvent, des bombardiers qui reviennent d'Angleterre on ne retire que des cadavres et des blessés ; quelque fois, les pilotes, touchés, arrivent à ramener l'avion sérieusement endommagé au-dessus de Calais ou Boulogne et là, épuisés, s'abattent.

La Pologne est actuellement "débarassée" de toute sa classe intellectuelle. Les quelques prêtres, docteurs, avocats, etc qui ont échappé à la mort se trouvent en Allemagne dans des camps de concentration ou de travail. Là, le fameux "gaz bleu" a été également employé pour commettre "ces crimes en série". Grâce à cela, la Pologne est à l'heure actuelle déjà germanisée.

Les vieillards et les fous sont supprimés en Allemagne. Les nazis prétendent que puisqu'ils sont inutiles, on ne doit pas avoir à les nourrir. On se sert, pour les faire disparaître, d'un certain "gaz bleu" - invention diabolique et nouvelle probablement qui permet les exécutions en masse.

Après la guerre, il n'y aura plus en Allemagne d'ouvriers et employés allemands. La "race nobla" devra être servie uniquement par les étrangers. Déjà, à Berlin, on remarque dans les magasins que seuls les propriétaires sont allemands ; les employés sont polonais, tchèques, etc. Dans les familles, on ne peut plus se servir par une allemande ; les bonnes doivent être choisies parmi celles de "races inférieures".

On étudie dans certains laboratoires chimiques le moyen de mettre en comprimés la quantité suffisante de calories, vitamines, etc. nécessaire à l'organisme pour le nourrir sans qu'il soit nécessaire d'absorber d'aliments. Ceci serait surtout à l'usage des aviateurs et des troupes transportées au loin, qu'on ne pourrait que difficilement ravitailler.

Un renseignement/a été fourni antérieurement par H.C. 19. / analogue

La mort est leur métier

Himmler et Heydrich (ici en 1938), principaux maîtres d'œuvre de la Solution finale. Quelques mois après la défaite de la France, un informateur du renseignement français évoque une « invention diabolique » testée sur les Polonais et les plus faibles des Allemands.

année de la Seconde Guerre mondiale. Survivant miraculeux d'une guerre de destruction massive, ce document illustre ce que les « fonds de Moscou » peuvent apporter au renouveau de la recherche sur le conflit.

LE MILLIER D'INFORMATEURS DU SR FRANÇAIS

L'identification de la source de ce rapport nous transporte dans l'univers flottant et en demi-teinte de l'espionnage français. Entre les deux guerres, le service des renseignements français (SR) bénéficie alors de plus de 1500 sources sur l'Allemagne national-socialiste, dont plusieurs au plus haut niveau. Dès 1931, Hans-Thilo Schmidt, le frère débauché d'un général de panzers, vend les secrets de la machine Enigma au SR. Un officier important de l'Abwehr de l'amiral Canaris communique avec le SR via sa maîtresse française. Soumis à un chantage en raison de son homosexualité, le frère d'un maréchal de l'air fournit des informations sur la Luftwaffe de Göring... Et même après la défaite de la France, certains de ces agents continuent de renseigner le SR camouflé de l'armée d'armistice. La note d'octobre 1940 peut venir aussi bien d'un diplomate ou d'un haut fonctionnaire que d'un officier de la commission d'armistice de Wiesbaden. La source, identifiée en marge comme « M », reste incertaine, d'autant que ce type d'identification n'est pas dans les habitudes du SR, qui préfère ordinairement la désignation « Honorable Correspondant » suivie d'un chiffre.

Depuis l'avant-guerre, le SR concentre ses efforts sur les « renseignements d'intentions » relatifs aux plans expansionnistes du Führer. Conservée dans un dossier consacré à l'expansion hitlérienne en Europe, la note d'octobre 1940 contient des renseignements d'ensemble et d'ambiance, sans faits précis ni chiffres. Elle paraît amalgamer un ou deux documents antérieurs, rédigés peut-être à partir de propos tenus à l'oral ou d'une lettre à l'encre sympathique : d'où la médiocre structuration des paragraphes et les répétitions ou distorsions entre les paragraphes 2, 3 et 4. Cette rédaction incertaine peut aussi refléter la désorganisation du SR dans les mois qui suivent la capitulation, à un moment où ses meilleurs officiers sont

Après plus d'un demi-siècle de recherches, on croit tout savoir sur la machine de mort nazie : rien de plus faux. La compréhension du phénomène se heurte à l'irrationalité de l'État national-socialiste, aux querelles entre ses différents centres de pouvoir, à l'influence de l'idéologie sur les décisions qui y étaient prises. L'usage omniprésent de l'euphémisme, la fragmentation, la dispersion ou la disparition des sources contribuent à la difficulté de l'enquête. Une note de renseignement d'octobre 1940, récemment découverte, apporte ainsi un éclairage radicalement nouveau sur les projets génocidaires des nazis durant la première



AUG-IMAGES

Sursis Dans leur quête génocidaire, les bourreaux laissent aussi la mort faire son travail, en parquant leurs victimes dans des ghettos insalubres. Un quart des 200 000 Juifs du ghetto de Lodz décéderont ainsi avant leur déportation.

affectés à d'autres postes ou doivent adopter une couverture. Le rapport compile diverses sortes d'informations : pilules nutritives en vue de l'invasion future de l'Union soviétique, pertes de la Luftwaffe pendant la bataille d'Angleterre – dues en partie au décodage d'Enigma rendu possible par le SR et ses collaborateurs polonais. Mais notre attention est particulièrement attirée par les paragraphes centraux, qui fournissent des informations de premier ordre sur le développement des techniques de gazage par les Allemands – étape essentielle dans la mise en œuvre de la Solution finale :

«La Pologne est actuellement "débarrassée" de toute sa classe intellectuelle. Les quelques prêtres, docteurs, avocats, etc., qui ont échappé à la mort se trouvent en Allemagne dans des camps de concentration ou de travail. Là, le fameux "gaz bleu" a été également employé pour commettre ces "crimes en série". Grâce à cela, la Pologne est à l'heure actuelle déjà germanisée.» On lit plus loin : «Les vieillards et les fous

sont supprimés en Allemagne. Les nazis prétendent que, puisqu'ils sont inutiles, on ne doit pas avoir à les nourrir. On se sert, pour les faire disparaître, d'un certain "gaz bleu" – invention diabolique et nouvelle probablement qui permet les exécutions en masse.»

UNE IDÉOLOGIE D'«HYGIÈNE RACIALE»

Pour comprendre l'importance de ces paragraphes, il faut revenir sur la généalogie de l'Holocauste. La première application de l'idéologie d'«hygiène raciale» développée par Adolf Hitler intervient peu de temps après son arrivée au pouvoir : il s'agit d'une loi de 1933 ordonnant la stérilisation forcée des personnes souffrant de maladies héréditaires. Publiquement favorable à l'euthanasie de ces personnes depuis 1929, Hitler reconnaît en privé au milieu des années 1930 qu'elle ne pourrait être mise en œuvre en temps de paix. La conquête de la Pologne lui offre l'occasion de commencer l'euthanasie des adultes dans le Warthegau, la région de la Pologne conquise annexée au Reich. Le Führer signe le décret sur la prétendue euthanasie des handicapés en octobre 1939 et l'antidate pour que l'acte coïncide avec l'invasion de la Pologne, le 1^{er} septembre 1939. Les historiens considèrent que cette «campagne d'euthanasie» de 1939-1940, au cours de laquelle les chambres à gaz furent utilisées pour la première fois dans le III^e Reich, est le prologue immédiat de l'Holocauste.

Dès octobre 1939, l'expérimentation des gaz, y compris du zyklon B, commence au fort VII de Posen [auj. Poznan, en Pologne], dans le Warthegau. En revanche, dans les frontières du Reich d'avant-guerre, les gazages ne débutent qu'en janvier 1940. Dès le départ, le développement de ces techniques excite l'intérêt de Heydrich et de Himmler : en décembre 1939, une ligne dans le journal de Himmler («*krematorium – Entlausungsanstalten*») – «crématoire – unités

FRÉDÉRIC HANOTEAU/SHD

La Pologne est actuellement "débarrassée" de toute sa classe intellectuelle. Les quelques prêtres, docteurs, avocats, etc qui ont échappé à la mort se trouvent en Allemagne dans des camps de concentration ou de travail. Là, le fameux "gaz bleu" a été également employé pour commettre "ces crimes en série". Grâce à cela, la Pologne est à l'heure actuelle déjà germanisée.

Innocence Évacuation d'enfants de Lodz en septembre 1942. Le ghetto, relié par le train au camp de Chelmno, sera liquidé en août 1944.



GALERIE BILDERBERG/GETTY IMAGES

« Guerre d'anéantissement »

EN AOÛT ET SEPTEMBRE 1939, Hitler fait part à ses généraux de ses projets d'extermination en Pologne dans le cadre d'une *Vernichtungskrieg* (« guerre d'anéantissement »). Le 22 août, il les scandalise en disant : « Qui se souvient de la destruction des Arméniens ? », et leur annonce que ni les femmes ni les enfants ne seront épargnés. Hitler désigne « le clergé, l'aristocratie, les Juifs et l'intelligentsia » comme les groupes à éliminer. Le génocide arménien, qui a commencé par l'émigration forcée en temps de paix et l'élimination des notables en temps de guerre, sert de modèle à la campagne contre les élites polonaises et les autres groupes visés. Pour Heydrich et Himmler,

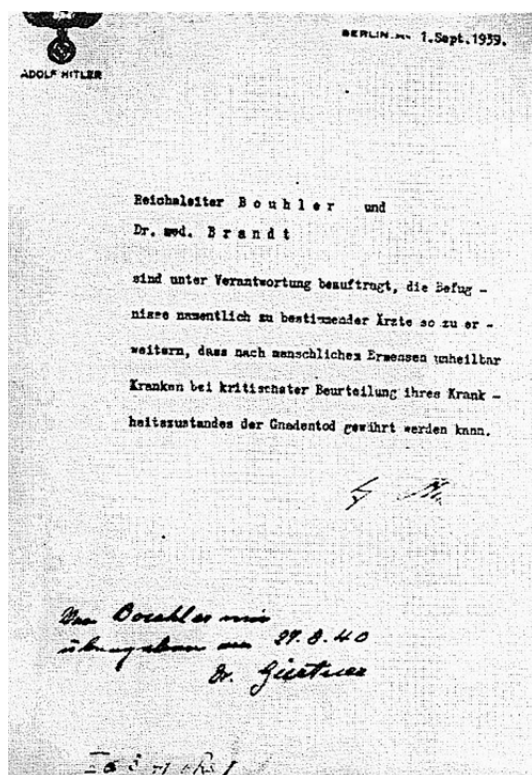
l'intelligentsia polonaise et les Juifs sont les chefs naturels d'une possible résistance et doivent être éliminés préventivement. En octobre 1940, un diplomate allemand en rapport étroit avec l'Abwehr note dans son journal qu'une campagne est ouverte pour l'extermination des Juifs et des intellectuels polonais, groupes fréquemment confondus dans le discours national-socialiste.

Les gazages en question ont pu avoir lieu après la déportation des élites polonaises dans le vieux Reich, où les divisions à la tête de mort dirigent les camps établis par le régime avant la guerre. C'est aux chefs de ces divisions que Hitler a confié en août 1939 la tâche d'envoyer femmes et

enfants à la mort. Et c'est un agent d'une de ces divisions qui, en février 1940, choisit Auschwitz, à une soixantaine de kilomètres de la ville de Cracovie, comme site d'un nouveau camp géant destiné originellement à accueillir les prisonniers polonais. Une note de la résistance polonaise naissante assure qu'à partir de juin 1940 des membres de l'intelligentsia sont emmenés dans des camps situés en Allemagne, notamment Dachau, Sachsenhausen-Oranienburg et Mathausen, et « torturés sans pitié », mais les archives de Varsovie ne mentionnent pas l'emploi des gaz : le gazage mis en œuvre dans des camps éloignés du territoire polonais a dû être tenu secret, selon la consigne de Heydrich. ■ N. J.

Opération « T4 »

En octobre 1939, Hitler autorise les médecins à donner une « mort miséricordieuse » aux patients jugés incurables et aux handicapés : les praticiens nazis ont désormais droit de vie et de mort sur des citoyens.



d'épouillage») suggère une organisation de la mort industrielle utilisant le zyklon. Auschwitz-Birkenau se profile.

Dans les mois suivants, des expériences menées par les SS conduisent à la conception de camions spéciaux utilisant le monoxyde de carbone. En mai et juin 1940, ces camions servent pour la première fois à gazer les pensionnaires des asiles du Warthegau. Le personnel impliqué dans ces gazages dans les régions annexées de la Pologne est employé au début 1940, lors de la campagne « T4 » d'euthanasie dans les asiles alle-

mands. Il sera ensuite transféré dans les camps « Reinhard » (Belzec, Sobibor, Treblinka) utilisant le monoxyde de carbone, afin d'y mettre en œuvre la Solution finale en 1942 et 1943 aussi bien qu'à Auschwitz-Birkenau.

Lors de la campagne d'euthanasie et au cours de l'Holocauste, les exécutions en masse par balles sont utilisées en concurrence avec les gaz. Le meurtre des malades mentaux polonais est le prélude à un programme plus large qui a pour objectif l'élimination de nombreuses catégories de Polonais et de tous les Juifs. Ces derniers sont des cibles prioritaires des exécutions de masse, aussi bien par balles que dans les déportations et les gazages, destinées à libérer de l'espace à l'est pour des colons d'origine allemande au sein d'une vaste entreprise de « germanisation ».

VERS L'EXTERMINATION INDUSTRIALISÉE

L'importance historique de la note du SR est dans son identification précoce du zyklon comme agent de mort industrielle, sur une échelle sans précédent. La note permet aussi de dater de la période immédiatement antérieure à octobre 1940 le passage par les Allemands au gazage dans leur « dur combat racial », suivant la formule de Hitler. Ce recours au gazage, datant probablement de juillet 1940, marque un changement de cap après les exécutions massives par balles de Polonais et de Juifs qui caractérisent la terreur en Pologne durant les premiers mois de l'occupation allemande – alors que les Soviétiques procèdent eux aussi à des fusillades

DU MONOXYDE DE CARBONE AU ZYKLON B

On considère en général que la « campagne d'euthanasie » de 1939-1940 a utilisé le monoxyde de carbone. La note d'octobre 1940 emploie pourtant à deux reprises l'expression « gaz bleu », qui est une

mauvaise traduction de l'allemand *Blausäure*, lequel désigne l'acide prussique (dont la base chimique est l'hydrogène cyanide ou HCN), connu à cette époque sous le nom de zyklon. L'emploi de ce fameux « gaz

bleu » permet, comme le relève la source du renseignement français, des exécutions à un rythme industriel. À l'inverse, les camions de gazage au monoxyde de carbone, utilisés dans le cadre de l'opération

d'euthanasie, ont des capacités moindres et présentent le désavantage d'être visibles. Le choix du monoxyde de carbone se heurte aussi à des difficultés techniques de mise en œuvre. **N. J.**

massives de membres de l'élite polonaise (en particulier à Katyn, en avril et mai 1940). L'emploi des gaz est la suite immédiate de la conquête de la Pologne, et non, comme on l'écrit souvent, un nouvel instrument de mise à mort succédant aux exécutions par balles qui accompagnèrent l'invasion de la Russie (opération «Barbarossa») en 1941. On assiste donc à la mise en œuvre de modalités multiples du meurtre de masse ciblant désormais les juifs, Hitler ayant déclaré en janvier 1939 qu'une guerre européenne entraînerait la fin des Juifs d'Europe.

Le rapport d'octobre 1940 complète une série de notes produites par Himmler et Heydrich en 1939-1940 au sujet de la «germanisation» de l'est de l'Europe – idée maîtresse qui induit l'em-

ploi des gaz comme moyen d'imposer les hiérarchies raciales dans les territoires dominés par les nazis. En révélant une intention précoce de déployer les gaz dans un cadre ethnique, ce rapport suggère que le régime national-socialiste a nourri dès le début de la guerre l'intention de mener une «guerre d'extermination» (*Ver-nichtungskrieg*) (hypothèse désignée comme «intentionnaliste» par les historiens), et non dans un second temps, après l'invasion de la Russie (hypothèse dite «fonctionnaliste»). Elle incline ainsi à une nouvelle lecture de la genèse de la Solution finale, dans laquelle les préparatifs matériels de l'extermination industrialisée par zyklon ne procèdent plus de l'opération «Barbarossa», mais la précèdent d'une année. ■



Rebut «La vie n'est qu'un fardeau», selon ce film de propagande nazi qui, sous couvert d'euthanasie, légitime ces «exécutions en masse» dont parle la source au moyen d'un «gaz bleu». Ces gazages perpétrés en 1940 préfigurent la Solution finale.



MELVILLE ET L'ARMÉE DE LONDRES

En août 1943, un jeune homme de 26 ans rallie la capitale de la France libre. Soumis à un interrogatoire, il décline sa nouvelle identité de résistant : Jean-Pierre Melville.

Par Denis Lefebvre

Londres, 13 août 1943, un dénommé Jean-Pierre Grumbach, alias « Cartier », est interrogé par les services du général de Gaulle : ils veulent connaître son parcours et comprendre pourquoi il entend rallier la France libre. Un document dactylographié de neuf pages est ensuite établi, portant la mention : « Confidentiel. Très secret. » Il se termine ainsi : « Le volontaire Grumbach a produit une très bonne impression. Rien ne s'oppose [...] à son incorporation dans les forces françaises combattantes. » Grumbach-Cartier entre dans l'histoire de

la Résistance. Une des fiches qu'il remplit ensuite porte cette mention écrite de sa main : « Je désire servir sous le nom de Melville. » Melville, Jean-Pierre Melville : l'un des plus grands cinéastes de la seconde moitié du XX^e siècle.

Le procès-verbal décrit sa vie : sa naissance à Paris, le 21 octobre 1917, ses études, les petits boulots qu'il effectue ensuite, son engagement en 1937 à titre résiliable au 71^e régiment d'infanterie à Fontainebleau, puis son détachement à la première inspection moto à Paris. En septembre 1939, il monte en ligne dans la Somme puis dans l'Aisne, avant de

Londres, le 13 août, 1943

CONFIDENTIEL
TRES SECRET

INTERROGATOIRE

de

GRUMBACH, Jean-Pierre

alias MELVILLE

alias CARTIER et alias NANO

participer à la campagne de Flandres. Après l'effondrement militaire de la France, il est embarqué à Dunkerque, séjourne une semaine en Angleterre puis rallie Brest, Évreux, Castres, où il arrive le 24 juin. Il est démobilisé le 10 août 1940, reste deux mois dans le Tarn, se rend à Marseille, où il retrouve son frère Jacques. Ils ne pensent qu'à une chose, fuir en Angleterre. Le rapport d'août 1943 permet de suivre Melville au plus près. Il prend un travail de représentant dans une société de couture et de confection qui lui permet de circuler, notamment dans la région de Toulouse. Il profite de ces voyages pour distribuer de la propagande clandestine. Il quitte Marseille en janvier 1942 et retourne à Castres, tout en s'engageant de plus en plus dans la Résistance.

Après l'invasion allemande de la zone sud, en novembre 1942, il décide de gagner Londres. Il part pour l'Espagne avec quelques camarades. À Barcelone, il prend contact avec le consul de Grande-Bretagne. Le 1^{er} décembre, on annonce aux membres du groupe qu'ils vont embarquer pour Gibraltar. Mais leur bateau est arraisonné, ils sont emprisonnés jusqu'au 24 janvier 1943 à fond de cale d'une canonnière puis

ACTE D'ENGAGEMENT

No. de l'engagement... 5394 D

Par devant nous, (1) Commandant PONS, Suppléant légal de l'Intendant
représentant le Général de Gaulle, Commandant en Chef les Forces Françaises Libres,

a comparu M. (2) GRUMBACH-CARTIER Jean-Pierre

M. (2) GRUMBACH-CARTIER Jean-Pierre a déclaré :

es Françaises Libres ;
les Forces Françaises
nois.

al de Gaulle ;

2 AOÛT 1943

Douze août mil neuf cent quarante trois.

Le (4) ...

Lu et approuvé (3)

L'engagé

Signature de
deux témoins

Le présent contrat est devenu définitif à

la date du

L'INTENDANT MILITAIRE

- (1) nom de l'Intendant Militaire ou de l'Officier en faisant fonction.
- (2) nom et prénoms de l'engagé.
- (3) mention à porter en toutes lettres de la main de l'engagé.
- (4) Grade et nom de l'Intendant ou de l'Officier en faisant fonction.

L'acte d'engagement est établi en deux exemplaires.

L'exemplaire blanc est à conserver par le Bureau des Effectifs.
L'exemplaire bleu est à remettre à l'engagé.

(24703) Wt.P.066/137 5,000 6/43 A.&E.W.Ltd. Gp.685

Baptême
du feu

Après son engagement dans les FFL, Jean-Pierre Grumbach, alias « Cartier », est affecté en octobre 1943 comme artilleur à la 1^{re} division française libre, unité de combat composée de légionnaires et soldats des colonies.

transférés à la prison de Carthagène, dont ils ne sont libérés que le 21 mai. Ils s'installent à Madrid puis, un mois plus tard, sont autorisés à s'embarquer pour Gibraltar. De là, Grumbach rallie Liverpool puis Londres.

Dans les archives du SHD de Vincennes, on trouve deux dossiers sur lui. Dans le premier, son audition du 13 août 1943. Dans le second, plusieurs documents, essentiellement des fiches avec photos et empreintes digitales. C'est là qu'apparaît son désir de s'appeler désormais Melville, en hommage à l'auteur de *Moby Dick*. On trouve dans ce même dossier un étonnant document. À la rubrique profession, il indique : « Industrie du cinéma », pas moins... Dès 1943, alors que rien jusque-là ne semblait le prédisposer à cette activité, il définit et choisit son avenir. Quelques semaines plus tard, il est envoyé en Algérie et affecté à la première division française libre comme artilleur.

En 1944, il découvre la guerre, de l'Italie à la campagne de France. Il

est démobilisé en novembre 1945 et entame sa nouvelle vie, sous le signe du cinéma. La guerre y est très présente, avec *Le Silence de la mer*, réalisé en 1947 d'après le livre de Vercors, son premier film, ou *Léon Morin prêtre* en 1961. Il est aussi le réalisateur de *L'Armée des ombres* en 1969, d'après le roman de Joseph Kessel – l'un des plus grands films sur la Résistance.

« HORRIBLE ET MERVEILLEUSE »

Il a déclaré un jour : « L'époque de la guerre a été abominable, horrible et... merveilleuse. » Merveilleuse ? Sans doute entendait-il avec ce mot revenir sur la lutte, l'exaltation de la lutte, sur sa jeunesse aussi. Abominable et horrible, c'est une réalité, y compris pour lui, dans son vécu, dans sa conscience, y compris après la Libération.

On trouve dans son interrogatoire d'août 1943 quelques lignes qui évoquent son frère : « D'après l'information qui est parvenue à l'intéressé

pendant son séjour à Barcelone, Jacques Grumbach aurait franchi la frontière espagnole et aurait eu une crise cardiaque à Barcelone. » Melville savait donc que son frère était décédé. Mais il ignorait les circonstances exactes de sa mort, et la référence à une crise cardiaque est fautive. Jacques Grumbach avait lui aussi voulu rallier la France libre en novembre 1942, en passant comme tant d'autres par l'Espagne. Au cours de l'ascension d'un col pyrénéen, il a été assassiné par un passeur espagnol, et son corps a été abandonné en pleine nature. La tragédie ne s'arrête pas là. En octobre 1950, on retrouve un cadavre dans un ravin. On comprend bientôt qu'il s'agit de Jacques Grumbach. Exhumé, son corps sera enterré à Paris en novembre 1952, en présence de sa famille – et donc de Jean-Pierre Melville, qui, en 1950, avait identifié le corps. La guerre le poursuivait encore. Avait-elle été aussi « merveilleuse » qu'il l'avait déclaré ? ■



« C'est là qu'a commencé l'histoire de la Shoah »

Pawel Spiewak, directeur de l'Institut historique juif de Varsovie, raconte comment est née, dès la fin de la guerre, une des plus vieilles institutions d'histoire et de mémoire juives.

Entretien avec Pawel Spiewak

Bien avant Yad Vashem, le musée de l'Holocauste à Washington, et presque en même temps que le Centre de documentation juive contemporaine à Paris (créé en 1943 à Grenoble dans la clandestinité), l'Institut historique juif Emanuel-Ringelblum a été fondé par des Juifs pour assurer que leur histoire pourra s'écrire. Il est installé dans un des rares bâtiments du ghetto de Varsovie à avoir gardé ses murs presque intacts. La grande synagogue se dressait à deux pas. Quand les Allemands la dynamitèrent en mai 1943, les flammes brûlèrent les dalles du hall du rez-de-chaussée de ce qui avait été pour quelques années la bibliothèque des études juives. Les traces ont été conservées. C'est de ce lieu que fut lancée l'idée du futur Polin (le musée de l'Histoire des Juifs polonais, cf. p. 34), mais c'est aussi là que commença la sauvegarde de l'histoire des Juifs de Pologne après 1945.

Si notre Institut a été officiellement créé en 1947, la Commission centrale

d'histoire juive fonctionna dès 1945 et emménagea ici en 1946. Son objectif était entre autres de collecter des journaux personnels et des témoignages de Juifs rescapés pour constituer une base documentaire. Ce projet s'inscrivait dans le prolongement de l'action d'Oyneg Shabes, un groupe secret d'archivistes dirigé par l'historien juif Emanuel Ringelblum et installé dans ce bâtiment du ghetto alors dévolu aux œuvres sociales, et qui avait, dès la période de persécution, la volonté de garder une trace des événements en cours, mais aussi de la vie passée des Juifs de Pologne. En 1946 puis en 1950, deux des trois caches de l'équipe de Ringelblum ont été découvertes.

En tout, l'Institut conserve aujourd'hui 8 millions de pages d'archives dont des documents médiévaux – la moitié des 35 tomes de catalogue prévus a été publiée. Mais il reste encore beaucoup de travail : de nombreux manuscrits sont en yiddish et il est difficile de trouver des spécialistes. En

outre, la collecte de documents continue, on retrouve encore des archives. Ces sources sont exceptionnelles pour l'histoire de la Shoah. Elles donnent une voix aux victimes à un moment où l'historiographie s'est largement construite sur la base des sources de la puissance occupante. Elles permettent de saisir ce qu'était la vie dans le ghetto de Varsovie, qui, début 1942, comptait jusqu'à 400 000 personnes, soit nettement plus que la population juive de la ville en 1939. Il y eut sur ces lieux entre 80 000 et 100 000 morts juifs. On connaît ainsi de mieux en mieux les conditions de vie à Varsovie mais aussi dans tout le pays, la résistance à l'occupant, la coopération complexe avec la résistance non juive. C'est elle, d'ailleurs, qui sauva Ringelblum pour un temps, en le cachant jusqu'en 1944 avec trois dizaines d'autres Juifs, avant qu'il ne soit dénoncé et exécuté.

Le travail de notre institution ne se limite pas aux volumes des archives Ringelblum. Récemment, nous avons par exemple reçu des cartes postales parties du ghetto de Varsovie et arrivées à Londres via le Portugal. C'est une nouvelle source à mettre en valeur avec un appareil critique. Sans parler du fonds inédit de presse yiddish que nous souhaitons numériser et rendre accessible en ligne. Nous sommes en train de monter une exposition sur les imprimeurs juifs polonais installés à Amsterdam aux XVI^e et XVIII^e siècles. L'Institut propose des outils de documentation uniques au monde, un centre de recherche généalogique, une bibliothèque et une collection d'art juif exceptionnel. ■

Propos recueillis

par Paul Ernst Gradwohl,
directeur du Centre de civilisation française et d'études francophones de l'université de Varsovie



Archives Découverte des archives Ringelblum dans les ruines du ghetto de Varsovie en 1946.

Médias



Le cinéaste Andrzej Brzozowski (à droite) lors du tournage d'*Archeologia*, en 1967.

Archéologie d'Auschwitz

Enquête sur les fouilles menées dans le camp d'extermination.

Archeologia est un court métrage un peu oublié, tourné en 1967 par Andrzej Brzozowski. Durant quatorze minutes, sans aucun commentaire, le cinéaste polonais montre des archéologues fouillant la zone des crématoires II et III d'Auschwitz-Birkenau – il s'agit de l'unique campagne jamais menée sur ce site d'extermination nazi. Couverts, miroirs, peignes, broches sont exhumés. Des objets du quotidien – « *du fond des poches* » –, ayant appartenu à des victimes, presque toutes juives, assassinées dans les chambres à gaz, et que l'économie du III^e Reich n'a pas souhaité récupérer.

16470 objets mis au jour

L'évocation d'*Archeologia* par Annette Wiewiorka, à l'occasion d'un colloque il y a plus de dix ans, intrigue Ania Szczepanska, historienne spécialiste du cinéma et des archives audiovisuelles de l'ancien bloc de l'Est. Qui a eu l'idée de réaliser ce film ? Comment a-t-il pu être tourné en pleine Pologne communiste ? Qui étaient ces archéologues ? Comment ont-ils travaillé ? Pour tenter de répondre à ces questions, la réalisatrice se rend à Lodz. Au studio de cinéma où *Archeologia* a été produit, elle retrouve les bobines de milliers de films scientifiques destinés à propager le savoir au sein de la

société en Pologne communiste ainsi que les archives du projet. Et, notamment, la liste précise des 16470 objets sortis de terre !

Place alors aux entretiens de celles et ceux qui ont connu Andrzej Brzozowski. Son fils raconte l'obsession de son père pour la Shoah, abordée à plusieurs reprises dans son œuvre cinématographique. L'archéologue du film, Jerzy Kruppé, évoque les conditions dans lesquelles les fouilles ont été réalisées en 1967. Et, en particulier, les relations complexes entre un cinéaste désireux de réaliser son film et un archéologue soucieux du respect de sa méthodologie scientifique.

Le destin d'*Archeologia* comme celui des objets collectés finalement conservés au musée d'Auschwitz interrogent le rapport de la Pologne à la Shoah. De même que la responsabilité de celles et ceux qui héritent de ces infimes – et si précieuses – bribes d'humanité. *Sous la terre* est un documentaire d'histoire, mais surtout une enquête sensible sur la mémoire et les traces que les humains laissent aux générations suivantes. ■

Olivier Thomas

À VOIR

Sous la terre

Ania Szczepanska,

le 27 janvier à 20h50 sur Histoire TV.

RADIO-TÉLÉ

Concordance des temps

Le 20 décembre, Jean-Noël Jeanneney reçoit Anne Lehoërf pour une émission intitulée « L'Age du bronze : quand la guerre surgit ». Le 3 janvier, Maurice Sartre pour « Textes antiques : les hasards d'une survie » ; le 10, Marion Trévisi pour « Quand les femmes suivaient les soldats » ; le 17, Benoît Florin pour « Le prince de Ligne : charmeur de l'Europe » ; le 24, Henriette Levillain pour « Henry David Thoreau, écologiste avant l'heure ? »

Tous les samedis à 10 heures sur France Culture.

Le fil de l'Histoire

La semaine du 22 décembre, Stéphanie Duncan accueille Florence Tamagne pour « Comment était réprimée l'homosexualité avant 1982 en France ? ». La semaine du 29, Arnaud Fossier pour « Les Cathares : vrais hérétiques ou invention de l'Église ? »

Du lundi au vendredi à 14 heures sur France Inter.

Entre sang et beauté

Trahisons, oppression, extrémismes... Entre les xv^e et xvi^e siècles, les villes de Milan, Rome et Florence sont le théâtre de drames sanglants et de bouleversements politiques dont l'art, outil de pouvoir et de propagande, est indissociable. Renaissance, une série en trois épisodes d'Emma Franck.

Le samedi 3 janvier à 20h55 sur Arte.

@ Plus d'informations sur www.lhistoire.fr

Auschwitz, continuer de recueillir la parole



SZYMON SZCZESNIAK

Mémoire. À l'occasion du 80^e anniversaire de la libération du camp, *Historia* a rencontré Piotr M. A. Cywiński, directeur du musée d'Auschwitz, qui vient de publier *Auschwitz, des témoignages essentiels* pour les générations futures.

HISTORIA – Comment êtes-vous devenu le directeur du musée d'État d'Auschwitz-Birkenau?

Piotr Cywiński – En 2000, un survivant du camp, Władysław Bartoszewski, « Juste parmi les nations », m'a demandé de devenir membre du conseil international d'Auschwitz qu'il présidait. Puis directeur. Je ne pouvais pas dire non à ces personnes qui, à la fin de leur vie, entendaient me confier leur legs le plus important. Je poursuis cette mission vingt-cinq ans plus tard, sous la responsabilité directe du ministre de la Culture. Chaque matin, je sais pourquoi je me lève.

Le sous-titre de votre livre, « Une monographie de l'humain », n'a pas été choisi au hasard. Vous mettez en avant les déportés, leur vécu, leurs témoignages. Soit à partir d'enregistrements que vous avez réalisés, soit à partir des écrits qu'ils ont laissés.

Un travail énorme a été réalisé ces dernières décennies par des historiens pour retra-

cer l'histoire du camp. Mais je n'ai pas trouvé un seul livre qui reprenne vraiment d'une manière globale le vécu humain. Car finalement, le camp, c'est cela. J'ai lu les archives et les témoignages publiés ou simplement dactylographiés avec ce regard, et j'ai réalisé mes entretiens en ce sens : soit dans le cadre des rencontres du conseil international d'Auschwitz, soit lors des visites de survivants au musée d'État d'Auschwitz-Birkenau. Ces échanges m'ont amené à concevoir l'architecture de ce livre.

Avec quelle méthode?

J'écoutais surtout les survivants, parce que les questions ont toujours en elles l'amorce d'une réponse. Je n'essayais pas de les pousser à développer davantage : il est aussi important

d'écouter ce que les témoins ne disent pas. Entendre ce silence. Ça veut dire beaucoup. C'est valable aussi pour les témoignages écrits : s'attacher à ce qu'ils ont livré, mais aussi à ce qu'ils ont sous-entendu.

Nombre de survivants d'Auschwitz n'ont laissé aucun témoignage écrit. Dans votre livre, vous publiez ces mots de l'un d'entre eux : « Auschwitz se vit, mais ne s'explique pas. » Beaucoup n'ont pas écrit de peur de ne pas être compris.

Le fond du problème, c'est qu'on parle tous un langage qui vient d'un monde normal. Mais Auschwitz était un monde inhumain. Transmettre avec un langage normal, à même d'être saisi par leurs contemporains, leur semblait appauvrir l'expérience. Et avec, toujours, ce risque de ne pas être compris. Alors, la plupart se sont tus. Avec ce livre, j'ai essayé de leur donner la parole.

Le musée, créé en 1947, a connu plusieurs périodes, notamment le régime communiste et la place impor-

“ Il faut aussi écouter ce que les témoins ne disent pas. Entendre ce silence... ”



Auschwitz. Une monographie de l'humain, de Piotr M. A. Cywiński, (Calmann-Lévy, 616 p., 28 €)



DPA/ABACA

tante des Soviétiques, puis l'arrivée d'Israël, qui n'avait pas été associé au début...

La Shoah a été idéologiquement occultée dans tout le bloc de l'Est, tout d'abord sous Staline: la tragédie juive a été diluée dans la dizaine de pays où dominait une rhétorique centrée sur la tragédie de la guerre, mais pas spécifique à la Shoah. Puis, après 1968, un nouveau silence a été imposé par les autorités. Aujourd'hui, après trente-cinq ans de démocratie, et surtout après l'entrée de ce sujet dans les programmes scolaires, la situation a bien changé. Ce qui ne veut pas dire qu'elle est satisfaisante. Les recherches sociologiques, menées à l'université Jagellonne de Cracovie, ont récemment démontré qu'une connaissance du déroulement et de l'ampleur de la Shoah reste encore à approfondir dans une partie de la société.

Comment vivez-vous l'héritage de cette structure, qui a accueilli, en 2024, près de deux millions de visiteurs, en majorité des scolaires?

L'adaptation est constante. Que ce soit du point de vue des possibilités de dialogue avec le monde entier, ou par l'évolution de la technologie. L'aspect générationnel est désormais incontournable, les derniers survivants ne seront plus longtemps avec nous. Ils nous ont guidés, nous ont transmis quelque chose, que ce soit intellectuel, émotionnel mais aussi par leurs non-dits. Quand je partirai, mon successeur n'aura plus ce rapport au passé, il n'aura pas vécu de rapports intimes, personnels avec des survivants.

Quid de l'avenir?

Il faut éveiller la mémoire des générations futures. Elle n'est pas seulement un regard

Liberté.

Le 27 janvier 1945, l'Armée rouge pénètre dans le camp d'Auschwitz-Birkenau et libère les survivants. Plus d'un million de personnes, dont une majorité de Juifs y sont morts.

sur le passé, mais une façon de comprendre les faits d'hier pour trouver des clés susceptibles d'inventer l'avenir. Cette mémoire se développera avec des notions, des mots, des codes culturels et des symboles différents pour montrer aux nouvelles générations que le passé, même tragique et inhumain, peut être un élément de réponse au temps présent.

Il faut que le visiteur vive une sorte de rite de passage; j'utilise souvent ce terme qui vient de la sociologie des religions. J'aimerais que les gens sortent du musée transformés, et qu'ils ressentent une légère angoisse morale. Qu'ils ne lancent pas des accusations aux monstres du passé, mais qu'ils se questionnent eux-mêmes. Je le répète, la mémoire ne se conjugue pas au passé mais au présent. **PROPOS RECUEILLIS PAR DENIS LEFEBVRE.**

Documents sauvegardés



© 2005 © 2005 L'Histoire. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20050101-SHI-29404001

Nom de la source	Samedi 1 janvier 2005
L'Histoire	L'Histoire • no. 294
Type de source	• p. 040
Presse • Magazines et revues	• 2475 mots
Périodicité	Auschwitz
Mensuel ou bimensuel	
Couverture géographique	
Internationale	
Provenance	
France	

Fallait-il bombarder Auschwitz ?

Kaspi; André

En 1944, les Alliés savent tout de l'extermination des Juifs d'Europe. Des organisations juives leur demandent d'intervenir, de bombarder Auschwitz ou les voies ferrées qui mènent au camp. Mais ils n'ont rien fait. Pourquoi ?

La question est toute simple. Pourquoi les Alliés n'ont-ils pas bombardé Auschwitz alors qu'ils avaient connaissance des horreurs du génocide et que des informations de plus en plus précises leur parvenaient ? Ils auraient manifesté leur solidarité à l'égard des victimes, arrêté le massacre, défendu sans réserves la cause des droits de l'homme... Du coup, on s'interroge sur leurs motivations réelles. S'ils sont restés indifférents, peut-être est-ce parce qu'ils ont cédé aux démons de l'antisémitisme, à la coupable tentation de l'indifférence.

D'innombrables questions surgissent, qui aboutissent à la même interrogation. Les Alliés, et les Américains plus que les Britanniques et les Soviétiques, n'ont-ils pas été, par leur silence et par leur inaction, les complices des nazis ? C'est à ce réquisitoire implacable qu'il faut tenter d'apporter une réponse - une réponse beaucoup moins simple que la question.

Le débat entre les historiens commence à la fin des années 1970. Jusqu'alors,

ils étaient très peu nombreux, ceux qui soulignaient la passivité des Alliés face au génocide des Juifs(1). Depuis 1945, Franklin Roosevelt demeurait dans la mémoire collective le champion de la démocratie et des libertés. Il était à la fois un héros national et le symbole de la coopération internationale, l'inventeur de l'Organisation des nations unies, l'un des vainqueurs incontestables du nazisme et du fascisme.

En mai 1978, David Wyman, « issu d'une famille de pasteurs protestants », publie dans *Commentary* un article accusateur : « Pourquoi Auschwitz ne fut pas bombardé ». Six ans plus tard, il fait paraître un ouvrage, solidement construit, qui dénonce « l'abandon des Juifs » et obtient un grand succès(2). Le président des États-Unis, soutient Wyman, n'aurait accordé qu'une attention distraite au sort des Juifs avant et pendant la Shoah. Il n'a pas transformé la guerre contre Hitler en une guerre pour les Juifs. Il n'a pas davantage secoué la torpeur de ses compatriotes et des autres démocraties devant le plus affreux des crimes contre l'humanité. Les Juifs américains, les Églises chrétiennes, la presse de

l'époque n'ont pas su réveiller les consciences, pousser les politiques à l'action.

Et pourtant, les Américains étaient au courant de l'extermination des Juifs. Leurs bombardiers « pouvaient frapper Auschwitz. [...] Les voies ferrées entre Auschwitz et la Hongrie étaient à leur portée. [...] Ils avaient la maîtrise du ciel dans toute l'Europe. [...] Sans chambres à gaz* et sans crématoires*, les nazis auraient été forcés de réexaminer leur programme d'extermination ». Or le département de la Guerre, inébranlable, a répété inlassablement que la mission était impossible.

En cette fin des années 1970, le contexte est favorable. Le président Jimmy Carter vient de décider la construction d'un musée de l'Holocauste à Washington. La même année 1979, Elie Wiesel, qui préside la commission sur l'Holocauste, prononce au Capitole un discours retentissant : « La preuve est devant nous. Le monde savait et a gardé le silence. [...] Quand les Juifs hongrois commençaient à arriver là-bas [à Auschwitz], nourrissant les flammes au

Documents sauvegardés

rythme de 100 à 12 000 personnes par jour, rien n'a été fait pour arrêter ou retarder le processus. »

L'accusation de ceux qui dénoncent la passivité des Alliés repose sur des arguments impressionnants(3). En avril 1944, les rumeurs les plus effrayantes qu'ont recueillies depuis trois ans les services secrets américains et britanniques, les enquêtes des diplomates, les informations venues de Pologne, le télégramme de Gerhart Riegner (*cf. document, p. 42*), représentant du Congrès juif mondial à Genève, annonçant, dès août 1942, l'existence d'un plan d'extermination des Juifs, sont confirmés. Les nazis ne peuvent plus cacher qu'ils appliquent désormais « *la solution finale de la question juive* ».

Deux déportés slovaques, Rudolf Vrba et Alfred Wetzler, ont réussi à s'évader d'Auschwitz. Ils ont rédigé un rapport qui parvient à Bratislava à la fin d'avril 1944, puis à New York un mois plus tard. Dans le courant de juin, on sait à Washington et à Londres qu'un million de Juifs ont déjà été assassinés à Birkenau et que des centaines de milliers de Juifs hongrois vont connaître le même sort. Cette fois-ci, il est impossible de douter. Finie la méfiance à l'égard de chiffres exagérés ou incertains(4).

D'ailleurs, Franklin Roosevelt a instauré en janvier 1944 un *War Refugee Board* (WRB), chargé d'élaborer un plan pour sauver les victimes du nazisme. Le WRB sera peu efficace, il est vrai, mais il symbolise la volonté du gouvernement des États-Unis de ne pas acquiescer « *au meurtre des Juifs* ». Le 24 mars, le président des États-Unis condamne les crimes de guerre que commettent les nazis, et notamment « *l'assassinat systématique et généralisé* » des Juifs, « *l'un*

des crimes les plus noirs de l'histoire ».

De juin à novembre 1944, Washington et Londres reçoivent des demandes identiques. Il faudrait bombarder le camp d'Auschwitz-Birkenau et les voies ferrées qui y conduisent. Le premier appel est lancé par l'Union des rabbins orthodoxes des États-Unis. Son représentant en Suisse alerte, le 25 mai, le délégué du WRB. Fin juin, John W. Pehle, le directeur du WRB, transmet au secrétaire adjoint américain à la Guerre, John J. McCloy, un rapport des organisations juives de Slovaquie et de Hongrie. Elles insistent sur la nécessité urgente de bombarder les voies ferrées qui relient Budapest à Auschwitz.

Le Foreign Office a été également saisi par l'Agence juive basée à Jérusalem. Moshe Shertok et Chaim Weizmann rencontrent le ministre britannique des Affaires étrangères, Anthony Eden, et suggèrent notamment le bombardement des voies ferrées. Informé, Winston Churchill répond le 7 juillet à Eden que l'aviation fera ce qu'elle pourra et qu'un appel à Staline ne serait pas inutile. D'autres appels, de la même tonalité, suivront jusqu'à la fin de l'automne.

La réponse de McCloy est toujours la même. Les Alliés sont sensibles « *aux raisons humanitaires qui ont conduit à suggérer cette opération mais[...] il n'a pas été jugé qu'elle pouvait ou qu'elle devait être entreprise, au moins pour le moment* »(5). L'aviation alliée ne dispose pas des bombardiers nécessaires. Si l'on recourait aux bombardiers lourds, stationnés en Grande-Bretagne, il faudrait leur imposer un aller-retour sans escorte d'environ 3 200 km au-dessus du territoire ennemi. Ce serait une expédition terriblement meurtrière pour les aviateurs américains et britan-

niques. Tout compte fait, « *une telle opération ne pourrait être exécutée qu'au prix du détournement d'un important soutien aérien essentiel pour le succès de nos forces actuellement engagées ailleurs dans des opérations décisives et serait de toute façon d'une efficacité si douteuse qu'elle ne justifierait pas l'utilisation de nos ressources* ».

Ces documents, consultables et incontestables, suscitent le doute, voire la méfiance. Ne comporteraient-ils pas une dose d'hypocrisie ? Il serait possible, voire probable que McCloy n'exprime pas avec sincérité la pensée des militaires. D'ailleurs, pourquoi ne fait-il pas remonter les propositions de bombardement jusqu'au président des États-Unis ? Franklin Roosevelt n'a jamais été saisi. Lui seul pouvait donner l'autorisation. Mais, à la différence de Churchill, il semble qu'il n'a jamais eu à prendre la moindre décision en ce domaine.

Et puis, David Wyman ne manque pas de détruire l'argumentation de McCloy. Les avions alliés ne doivent pas décoller d'Angleterre pour bombarder le sud de la Pologne. La quinzième escadre de l'Air Force américaine utilise désormais des bases en Italie. De là, elle envoie des forteresses volantes, des B17 et des B24, bombarder les raffineries de pétrole, non loin d'Auschwitz.

Ainsi, le 26 juin, 71 bombardiers, puis, le 7 juillet, 452 bombardiers survolent les voies ferrées qui mènent au camp. Blechhammer est un énorme complexe de raffinage à 75 km d'Auschwitz. Les Alliés mettent au point l'attaque aérienne des installations. Du 7 juillet au 20 novembre, les raffineries sont pilonnées à dix reprises. Des armadas de 102 à 357 appareils lourds partent à l'assaut. Le dimanche 20 août, 127 forteresses

Documents sauvegardés

volantes, appuyées par 100 chasseurs Mustang, larguent 1 336 bombes de 500 livres sur Monowitz, l'un des camps du complexe d'Auschwitz-Birkenau. La DCA (défense anti-aérienne) allemande est impuissante. Au retour de leur mission, les aviateurs alliés sont passés à moins de 8 km des chambres à gaz. Le 13 septembre, nouveau raid, nouveau succès. Par hasard ou par erreur, deux bombes endommagent la voie ferrée qui dessert les chambres à gaz.

Les bombardiers lourds font des dégâts spectaculaires. Mais ils ne disposent pas des équipements nécessaires à un bombardement précis, sur une cible d'autant plus difficile à discerner qu'ils volent à 6 000-8 000 mètres d'altitude. C'est pourquoi la destruction des chambres à gaz requerrait l'emploi d'appareils plus légers, donc plus souples. Les Américains possédaient alors des bombardiers moyens, des B25, des chasseurs-bombardiers comme le P38, et les Britanniques leurs fameux Mosquitos.

David Wyman nous assure que sur l'île yougoslave de Vis des réserves de carburant avaient été engrangées et qu'à partir de là l'aller-retour jusqu'à Auschwitz ne dépasse pas 1 800 km. Or, décollant de cette base, ces appareils ont attaqué, en piqué, les raffineries de Ploesti, en Roumanie, et parcouru un aller-retour de 2 200 km. En outre, ce sont des Mosquitos qui ont démolis les murs de la prison d'Amiens en février 1944 pour libérer des résistants et détruit les centres d'archives de la Gestapo à La Haye en avril. Ce qu'ils ont réussi à faire en Roumanie, en France et aux Pays-Bas, ils pouvaient le faire aussi en Pologne.

Voilà pour le dossier de l'accusation. La défense, à son tour, avance des argu-

ments qui ne manquent pas de poids. Les renseignements sur les chambres à gaz de Birkenau ne sont pas aussi évidents qu'on le croit. Les photographies que les services de renseignement américains ont prises par hasard au printemps de 1944 montrent le camp d'Auschwitz (*cf. p. 38*). Leur interprétation n'aurait rien donné à l'époque. Parce qu'on ne trouve que ce qu'on cherche. Or les experts n'avaient pas reçu la mission de rechercher des chambres à gaz. Leurs analyses portaient sur les installations industrielles de Monowitz. Et puis, pour découvrir les chambres à gaz et les fours crématoires, il aurait fallu des instruments de lecture perfectionnés, qu'on ne possédait pas alors. Bref, les chefs de l'aviation américaine ne disposaient pas d'informations assez abondantes et claires pour préparer des raids de grande ampleur. Les bombardements de Blechhammer et de Ploesti ont réclamé des mois de préparation et des volumes de renseignements recueillis sur place.

De plus, si Auschwitz et Birkenau n'étaient pas défendus par la DCA des Allemands, 79 canons lourds protégeaient les usines d'IG Farben à Monowitz et pouvaient atteindre les P38 et les B25.

A supposer, enfin, que les avions alliés aient pu décoller de l'île de Vis, franchir les Alpes et les Carpates et, en volant à basse altitude, parvenir au-dessus du camp d'extermination, auraient-ils réussi à toucher, mieux encore à détruire, cinq installations (quatre à Birkenau, une à Auschwitz) difficilement discernables et disséminées ? C'est peu probable.

Avec le concours des bombardiers lourds, l'attaque aurait revêtu une autre

dimension. On estime qu'en août 1944 le camp de Birkenau comptait 135 000 détenus. Comment bombarder les chambres à gaz sans tuer des milliers de prisonniers ? Un élément que n'aurait pas manqué d'utiliser la propagande nazie : les Alliés auraient été accusés d'avoir commis un massacre.

Les déportés survivants seraient-ils parvenus à s'échapper du camp ? Dans l'état physique auquel les avaient réduits leurs geôliers, c'est improbable. S'ils avaient réussi, où seraient-ils allés ? Somme toute, l'état de la technologie ne suffit pas à expliquer les réticences des militaires. Des considérations morales s'y ajoutent.

Quant au bombardement des voies ferrées et des ponts, il n'aurait guère été efficace. Deux ou trois jours après leur destruction, ils auraient été réparés et remis en service. Les Alliés auraient été contraints de recommencer leur attaque aérienne. Et, dans ce combat incessant, ils auraient sans aucun doute dispersés des moyens, indispensables pour la victoire sur l'ennemi.

Les politiques partagent les réticences des militaires. Dans une réunion du 11 juin 1944, l'exécutif de l'Agence juive à Jérusalem débat sur le bombardement des camps. Après une intervention de son président, David ben Gourion (futur Premier ministre du jeune État hébreu), il conclut : « *Le comité exécutif ne proposera pas aux Alliés de bombarder les sites dans lesquels se trouvent des Juifs.* » Contrairement aux suggestions, peu insistantes, de Shertok et de Weizmann. Le 1er juillet, le représentant du Congrès juif mondial à New York fait observer que les Juifs seront les premières victimes du bombardement et que les nazis en tireront prétexte pour leur pro-

Documents sauvegardés

pagande. C'est pourquoi il préfère que les Soviétiques, plus proches des camps que les Alliés, dépêchent des parachutistes. Pehle, le directeur du WRB, hésite, puis approuve, en novembre 1944, l'idée d'un bombardement.

Autant de réticences qui laissent penser que Roosevelt, s'il avait été mis au courant, que le général Eisenhower, commandant en chef des forces alliées en Europe, ou que le général Marshall, président du comité des chefs d'état-major, n'auraient pas donné leur accord.

Le raisonnement des chefs militaires et des leaders politiques repose sur des évidences. Au cours de l'été 1944, la bataille contre les Allemands fait rage. Le débarquement de Normandie a réussi, en dépit des difficultés considérables que les Alliés ont rencontrées. Mais les Allemands résistent encore. Ils reculent sans céder, au moins jusqu'au mois d'août. C'est alors le débarquement de Provence qui occupe le devant de la scène. Les soldats du général de Lattre et ceux du général Patch font leur jonction avec les troupes venues de Normandie à la mi-septembre. Cette double offensive laisse espérer une victoire prochaine.

Il convient, en conséquence, de concentrer les moyens disponibles pour accélérer la défaite des nazis. Dans cette perspective, la « guerre du pétrole » est primordiale. Privées de carburant, les forces allemandes seront paralysées. Avec un léger excès d'optimisme, les Alliés estiment que la capitulation de l'adversaire ne saurait tarder. C'est pourquoi, plus que jamais, ils défendent l'idée que tout doit être sacrifié à la victoire. La tragédie qui frappe les Juifs ne saurait faire dévier de l'objectif principal. Elle constitue un élément du con-

flit. Si elle devient prioritaire, elle retardera la victoire. Franklin Roosevelt et Winston Churchill partagent cette conviction.

Cette stratégie semble aujourd'hui exagérément réaliste, voire cynique. Restera-t-il des Juifs une fois la victoire obtenue ? Roosevelt ne cède-t-il pas devant l'antisémitisme qu'une partie de ses compatriotes affichent ? Churchill ne redoute-t-il pas que, si l'on sauve des milliers de Juifs, il faudra ouvrir les portes de la Palestine, donc faire planer sur le mandat britannique la menace d'attentats, d'émeutes, voire d'une guerre ? Et Staline, qu'on oublie toujours dans ce débat, est-il prêt à aider au sauvetage des Juifs ? Autant de questions, fondamentales elles aussi, qu'on passe alors sous silence pour ne songer qu'à la victoire qui, dit-on et répète-t-on, réglerait tous les problèmes.

Les leaders de l'époque ajouteraient volontiers que les victoires sur Rommel en Afrique du Nord et en Tripolitaine ont sauvé les Juifs d'Algérie, de Tunisie, d'Égypte et de Palestine. La naissance de l'État d'Israël n'aurait pas été possible si l'Afrika Korps l'avait emporté sur les Alliés en 1942-1943. Enfin, n'est-il pas évident que les victoires de l'Armée rouge ont également sauvé bien des vies ?

Reste qu'on imagine les effets d'un bombardement d'Auschwitz. Ce n'était pas le seul camp d'extermination. Loin de là. Lorsque les Soviétiques arrivèrent aux abords de Birkenau en janvier 1945, les SS poussèrent les déportés dans une affreuse « marche de la mort » vers d'autres camps à l'intérieur de l'Allemagne. Leur volonté de supprimer les Juifs, tous les Juifs, était telle que, dans les circonstances les moins favorables,

ils faisaient preuve d'une imagination destructrice sans limites. Le bombardement d'Auschwitz aurait interrompu le massacre pour très peu de temps. Il n'aurait pas mis un terme au génocide.

De plus, lorsque Washington et Londres reçoivent des appels pour que les chambres à gaz soient bombardées, près de 5 millions de Juifs ont été massacrés. Les Juifs hongrois ont déjà été raflés. Dans le courant de l'été, ils sont gazés. Avant 1944, les Alliés ne pouvaient agir que par des déclarations solennelles. En 1944, ils expriment la ferme conviction qu'ils mettront bientôt fin aux horreurs nazies.

De ce débat, il faut tirer des conclusions. Auschwitz a pris, dans les consciences contemporaines, valeur de symbole. Détruire Auschwitz, ce serait arrêter le génocide, alors que 80 % des Juifs ont été assassinés ailleurs. Le camp symbolise les lieux maudits, le crime contre l'humanité, le mal absolu. De là l'insistance que mettent des historiens sur la situation de l'été 1944, comme s'ils oublieraient ce qui s'est passé auparavant et ce qui se passe ailleurs.

Les Américains éprouvent tout particulièrement le sentiment d'une infinie culpabilité. Ils sont aujourd'hui les citoyens d'une superpuissance qui peut agir sur la planète entière. Ils en déduisent qu'ils ont des droits et des devoirs. Ils auraient souhaité qu'il en fût ainsi au cours de la Seconde Guerre mondiale, que les plus grands malheurs fussent évités grâce à leur intervention. Ils adhèrent volontiers au « mythe du sauvetage » et refont l'histoire. Naturellement, ils estiment que le recours à la technologie la plus sophistiquée, en l'occurrence les forces aériennes et leurs frappes « chirurgicales », aurait permis

Documents sauvegardés

de trouver les solutions les plus efficaces.

Pourtant, le débat semble surtout marqué par les anachronismes. Avait-on conscience en 1944 des dimensions réelles de la Shoah ? Les leaders des démocraties, les dirigeants de la communauté juive aux États-Unis et en Palestine accordaient-ils suffisamment d'attention à ce que nous considérons, soixante ans plus tard, comme la tragédie des tragédies ? Les aviateurs d'hier disposaient-ils des matériels et des équipements qui, de nos jours, provoquent notre admiration et nos terreurs ?

Devons-nous dénoncer, accuser et - condamner des hommes et des femmes, avec leurs forces et leurs faiblesses, qui ont cru agir pour le mieux ? Pourquoi n'acceptons-nous pas en 2005 que les nazis portent seuls la responsabilité d'un crime contre l'humanité ? Sommes-nous contraints de sombrer dans la repentance ? Le débat sur le bombardement d'Auschwitz révèle les complexités de notre temps plus que celles de 1944.

Encadré(s) :

Les Alliés savaient

Document

Le représentant du Congrès juif mondial à Genève, Gerhart Riegner, envoie ce télégramme le 8 août 1942 au rabbin Stephen Wise, aux États-Unis, et à Sydney Silverman, membre du Parlement britannique.

« Reçu nouvelle alarmante qu'au quartier général du Führer discussion et examen d'un plan selon lequel après déportation et concentration à l'Est tous les Juifs des pays occupés ou contrôlés par

l'Allemagne représentant 3,5 à 4 millions de personnes doivent être exterminés d'un coup pour résoudre définitivement la question juive en Europe. Exécution prévue pour l'automne, méthodes à l'examen, y compris acide prussique. Transmettons information sous toutes réserves, son exactitude ne pouvant être confirmée. Informateur considéré comme ayant rapports étroits avec les plus hautes autorités allemandes et comme communiquant nouvelles en général fiables. »

Note(s) :

* Cf. lexique, p. 67.

1. Par exemple, Arthur D. Morse, , Random House, 1967 ; Henry L. Feingold, , New Brunswick, Rutgers University Press, 1970.

2. L'ouvrage paraît en 1987 chez Flammarion, avec une préface d'Elie Wiesel et une postface d'André Kaspi.

3. Les arguments de l'accusation et ceux de la défense sont exposés dans un recueil de contributions, sous la direction de Michael J. Neufeld et Michael Berenbaum, .

4. Cf. A. Kaspi, « Génocide : les Alliés savaient ! », n° 118, pp. 120-125, repris dans n° 3, pp. 64-67.

5. Réponse de John J. McCloy à Leon Kubowitzki, représentant du Congrès juif mondial, 14 août 1944.

Bande dessinée

Le soldat polonais infiltré à Auschwitz

Gaétan Nocq raconte l'épopée de Witold Pilecki, qui rédigea deux rapports sur le camp d'extermination.

Le Rapport W. Infiltré à Auschwitz
G. Nocq
Daniel Maghen, 2019.

Disons-le nettement : on n'accueille pas de manière innocente un album de BD sur l'univers concentrationnaire nazi. Depuis le *Maus* d'Art Spiegelman on sait que la représentation de cette forme extrême de violence se heurte à de vraies difficultés, où l'éthique l'emporte nettement sur l'esthétique. Les polémiques récurrentes sur les films l'ayant prise pour objet en témoignent. A sa manière *Le Rapport W* apporte une réponse convaincante à toutes ces interrogations.

Un premier élément de la réponse tient dans la qualité formelle de l'ouvrage. Les bons connaisseurs de la BD en général et de BD historique en particulier connaissent déjà Gaétan Nocq. Nous avons salué ici son *Soleil brûlant en Algérie* (La Boîte à bulles, 2016). Cette adaptation des carnets de guerre du soldat Tikhomiroff était suivie d'un autre témoignage, portant cette fois sur la guerre civile russe entre Blancs et Rouges.

Dans *Le Rapport W*, la science des types humains est sublimée par celle des couleurs, qui nous entraîne dans une série d'ambiances chromatiques très prenantes.

Le tour de force artistique est d'autant plus remarquable qu'on ne quitte guère l'enceinte du camp d'Auschwitz, où le héros, Witold Pilecki, est resté enfermé 947 jours. Mais l'homogénéité du traitement graphique, qui rapproche la dernière séquence (Varsovie, 1947) des précédentes, suggère que le monde de l'après-guerre n'aura pas été celui de la liberté pure et parfaite.

Déporté volontaire

Le tragique du destin de Pilecki s'inscrit là, en effet : arrêté en 1947 sous l'accusation d'espionnage au profit de l'Occident « impérialiste », il sera exécuté le 25 mai 1948. Le chef du gouvernement communiste de l'époque, Cyrankiewicz, est lui-même un ancien déporté d'Auschwitz. Ce n'est que récemment – en France en 2014 avec *Le Rapport Pilecki* (Champ Vallon, l'édition scientifique du texte est due à Isabelle Davion, conseil-

lère historique de Gaétan Nocq) – qu'a été sortie de l'oubli cette figure, persécutée par deux totalitarismes, sans doute, mais, surtout, l'un des personnages les plus extraordinaires de son époque.

Car Pilecki, officier de l'armée polonaise, s'est retrouvé dans la situation, difficilement imaginable, de déporté volontaire, intégré, de sa propre initiative, à la rafle de Varsovie du 19 septembre 1940. Sa mission est d'organiser, dans cette ancienne caserne autrichienne d'Oswiecim

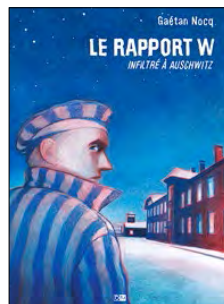
transformée en camp de concentration, un groupe de résistants. Le but est d'informer le gouvernement polonais en exil sur ce qu'il se passait là-bas puis de préparer l'insurrection du camp, sous l'égide des « triangles rouges » (détenus politiques), catégorie dominante jusqu'à l'arrivée massive des Juifs, à partir de 1942. Le projet, trop rationnel, se frac-

casse sur la réalité de la machine à détruire, à humilier et à terroriser mise en œuvre par le Reich. Mais il donne à Pilecki, qui réussit à s'évader d'Auschwitz en 1943, la possibilité – c'est pour cela qu'il passera à la postérité – de rédiger deux remarquables rapports, dont le dossier de l'album nous montre deux courts extraits, très impressionnants. Le tout en pure perte, évidemment.

Il faut un bien grand talent pour transcender comme le fait Gaétan Nocq l'un des épisodes les plus monstrueux de l'histoire de l'humanité. Il faut une bien grande humanité pour, dans le traitement graphique de ces atrocités, garder aux victimes ce que les nazis n'ont pas toujours réussi à leur voler : leur dignité. ■

Pascal Ory

Professeure émérite à l'université Paris-I



À LIRE AUSSI CE MOIS-CI

L'Amirale des mers du Sud
C. Nine, J. Zentner, Bordeaux,
Les Éditions de la Cerise, 2019.

Voltaire. Le culte de l'ironie
J.-M. Beuriot, P. Richelle,
Tournai, Casterman, 2019.

Le Vent des libertaires
P. Thirault, R. Zaghi, Los Angeles,
Les Humanoïdes associés, 2019.

La Marche
A.-L. Reboul, R. Penet, Grenoble,
Vents d'Ouest, 2019.

Documents sauvegardés



© 2015 Historia. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20150201-SHS-81801801

Nom de la source	Dimanche 1 février 2015
Historia	Historia • no. 818
Type de source	
Presse • Magazines et revues	• p. 18
Périodicité	• 1665 mots
Mensuel ou bimensuel	
Couverture géographique	
Internationale	
Provenance	
France	

Le camp d'Auschwitz, « usine modèle » des nazis

Il témoigne du changement d'échelle imposé par Himmler dès 1941 : passer du meurtre collectif à l'extermination industrielle.

Le 27 janvier 1945, lorsque l'Armée rouge entre en territoire polonais, elle découvre les camps d'extermination de Sobibor, Belzec et Treblinka - où les nazis ont effacé les traces de leurs crimes - puis pénètre dans les camps de Majdanek et d'Auschwitz. Comme le montre le sixième épisode de la série réalisée par William Karel et Blanche Finger, les Soviétiques s'en approchent par hasard, et le film muet de leur entrée dans Auschwitz est en réalité une reconstitution. La judéité des victimes n'est pas indiquée, afin de souligner l'universalité de la barbarie nazie. La spécificité d'Auschwitz-Birkenau, camp à la fois de concentration et d'extermination, échappe alors en partie à ses libérateurs.

Comment et dans quel but ce lieu a-t-il été créé ? Comment a-t-il évolué au cours de la guerre ? Auschwitz est devenu, plus encore que d'autres camps d'extermination, l'emblème de la Shoah. Se pencher sur son fonctionnement entraîne au coeur de la politique raciale nazie, au coeur même de l'obsession de Hitler : l'extermination des Juifs. Le 30 avril 1940, lorsque le capitaine SS Rudolf Höss prend le commandement de l'un

des premiers camps de concentration nazis du III^e Reich, situé dans une région polonaise faisant désormais partie de la haute Silésie allemande, celui-ci n'existe pas encore et il est justement chargé d'en diriger la construction. Situé à la lisière de la ville polonaise d'Oswiecim (Auschwitz en allemand), à la confluence de la Saule et de la Vistule, l'emplacement, en zone inondable, est réputé humide et malsain. En juin 1940, les premiers prisonniers sont internés dans ce qui est alors considéré comme un camp de transit. Mais dans les semaines suivantes, il est décidé qu'Auschwitz va devenir un centre d'internement permanent. Les trente premiers arrivants sont des criminels allemands, transférés du camp de Sachsenhausen. Ils occuperont le rôle de kapos - ces détenus supplétifs des SS et dotés du pouvoir de vie et de mort sur les autres déportés -, selon un système qui a été inventé à Dachau et qui va se généraliser dans toute l'organisation concentrationnaire nazie. Les prisonniers politiques polonais vont ensuite les rejoindre ils seront les premiers à essuyer les coups de matraque et à travailler à la construction du camp d'Auschwitz à partir de matériaux prélevés sur des maisons polonaises des environs préal-

ablement vidées de leurs habitants. Dès ses débuts, le camp d'Auschwitz se distingue par sa mortalité élevée, qui résulte des mauvais traitements infligés quotidiennement aux détenus. Mais il est encore possible, dans les premiers mois, de purger sa peine et d'être libéré. Comme l'explique l'historienne Laurence Rees (*Auschwitz. Les nazis et la Solution finale*, Albin Michel, 2005), parmi les intellectuels, résistants et prisonniers politiques internés figurent quelques Juifs, mais ils ne sont alors pas envoyés au camp en tant que tels. Pour la simple raison que les populations juives de Pologne sont confinées dans des ghettos et qu'il est alors question de les déporter ailleurs, vers l'Afrique, comme le suggère Himmler dans son mémorandum de mai 1940. Au printemps suivant, Auschwitz passe du statut de camp secondaire à celui de rouage essentiel du système nazi. Le tournant est marqué par la visite, le 1er mars, de Himmler en personne, venu exposer sa vision de l'expansion du site. Selon ses instructions, celui-ci doit être capable de détenir non plus 10 000 détenus, mais 30 000, destinés à servir de main-d'oeuvre dans les usines des alentours. De plus, l'invasion de l'URSS, en juin 1941, va entraîner l'arrivée de prison-

Documents sauvegardés

niers soviétiques, qui seront pour la plupart exécutés dans les gravières des environs d'Auschwitz. C'est aussi en 1941 que des détenus du camp vont être gazés, non pas sur place, mais en Allemagne, dans le cadre d'une campagne d'euthanasie des adultes. Dès lors, les autorités d'Auschwitz réfléchissent à la résolution d'un nouveau problème, rencontré également par les *Einsatzgruppen* (« groupes d'intervention »), responsables du massacre, étendu aux femmes et aux enfants, des Juifs soviétiques : comment tuer efficacement et rapidement un grand nombre de personnes ?

C'est à Auschwitz que les nazis vont trouver la réponse à leur question à l'automne 1941. Fritzsche, l'adjoint de Höss, a l'idée d'employer, pour la première fois, un produit utilisé au camp pour éliminer les poux, le Zyklon B - des cristaux d'acide prussique (autrement dit, du cyanure) -, et le teste sur des prisonniers de guerre soviétiques. Un nouveau crématoire est construit à l'automne 1941, mais il ne s'agit alors que de remplacer l'ancien. Pour l'heure, les premières victimes juives de la chambre à gaz installée dans le crématorium sont des Juifs de haute Silésie déclarés inaptes au travail auxquels les SS, dès leur arrivée, font croire qu'ils vont prendre une douche. Dès lors, Auschwitz acquiert sa caractéristique de camp de concentration et d'extermination. Mais il n'est pas encore question d'y réaliser des meurtres à grande échelle. C'est également à l'automne 1941 que commence, à trois kilomètres du camp principal, la construction d'un nouvel établissement, destiné aux prisonniers de guerre, sur un terrain marécageux appelé Birkenau par les Allemands. 10 000 détenus soviétiques sont envoyés sur place afin d'édifier leur propre prison. Ils ne seront plus que

quelques centaines au printemps suivant. Ces hommes seront les premiers à avoir leur matricule tatoué sur la poitrine. L'opération se fera ensuite sur le bras des détenus.

En décembre 1941, au lendemain de l'attaque de Pearl Harbor, le conflit prend une dimension globale avec l'intervention des États-Unis. Désormais, Hitler, convaincu dans son délire paranoïaque que les Juifs ont déclenché une guerre mondiale à dessein, met à exécution la menace qu'il avait proférée contre eux lors de son discours du 30 janvier 1939 devant le Reichstag quant à « l'anéantissement de la race juive en Europe » en cas de conflit mondial. Les dirigeants nazis sont alors déterminés à appliquer la Solution finale à la « question juive ». La conférence de Wannsee (le 20 janvier 1942, à Berlin) ne va faire qu'entériner la décision de l'extermination prise auparavant et mettre au point sa planification et sa mise en oeuvre.

En février 1942, un crématorium est installé à Birkenau. Son éloignement du camp principal d'Auschwitz, où les SS font bombance après leurs heures de service, permet de cacher aux prisonniers le sort réservé aux malheureux qui en franchissent le seuil - et de mieux étouffer leurs hurlements. L'installation d'une seconde « maison », le Bunker 2, où 1 200 personnes peuvent être gazées en même temps, perfectionne le macabre dispositif. Un problème reste à régler : celui de l'incinération des corps en plein air, trop longue et trop voyante. Le rythme des tueries va s'accélérer avec l'arrivée de déportés slovaques - dont, pour la première fois, des femmes, des enfants et des personnes âgées - et l'instauration d'une nouvelle règle rationalisant le processus d'extermination : la sélection sur les rampes des nouveaux

arrivants, en deux files, l'une destinée à être gazée aussitôt, l'autre à travailler. Quant aux malades, ils sont chargés sur des camions de la Croix-Rouge pour donner le change, avant d'être emmenés et exécutés.

Pendant l'été 1942, les convois de déportés venus de France - dont 4 000 enfants arrachés à leurs parents et partis dans les chambres à gaz -, de Belgique et des Pays-Bas continuent d'affluer. En juillet, Himmler ordonne le « déplacement » des Juifs polonais avant la fin de l'année, un terme que ses hommes traduiront, comme prévu, par « meurtre ». Trois nouveaux camps viennent d'être installés par les nazis en territoire polonais sur une superficie plus réduite qu'Auschwitz : Belzec, Sobibor et Treblinka, où 1,7 million de personnes seront assassinées avec une précision mécanique et à une échelle industrielle.

Le processus est bientôt à l'oeuvre à Auschwitz-Birkenau. À l'été 1943, quatre nouveaux ensembles de chambres à gaz et de fours crématoires en briques rouges y tournent à plein régime : au moins 4 700 personnes peuvent y être gazées et incinérées chaque jour. Pendant ce temps-là, au camp principal d'Auschwitz ou dans les camps satellites, des milliers de détenus tentent de survivre en travaillant dans les zones de tri (où sont stockées les tonnes de biens volés aux victimes) ou dans les usines de la région. La présence de médecins SS d'un bout à l'autre de cette chaîne de l'horreur est supposée donner une caution scientifique à ce qui est considéré par les nazis comme un programme d'assainissement sanitaire de l'État allemand. Il atteint son paroxysme au cours du printemps et de l'été 1944 avec la déportation à Auschwitz de 400 000 Juifs

Documents sauvegardés

hongrois. Leurs bourreaux pousseront le perfectionnisme jusqu'à prolonger la voie ferrée principale afin que les convois s'approchent au plus près de la rampe menant aux crématoires et chargeront d'autres déportés de les conduire aux chambres à gaz, puis de nettoyer après le massacre. Il est impossible d'évaluer avec précision le nombre de déportés morts à Auschwitz (dont plus de 90 % de Juifs). Les estimations oscillent entre 1 200 000 et 1 300 000 personnes. Devant l'avancée des troupes soviétiques, les derniers déportés encore valides - 65 000 environ - sont évacués vers l'ouest par les nazis en fuite. Le début d'une terrible marche de la mort.

Encadré(s) :

EN QUELQUES CHIFFRES

4 000 HA

À 60 kilomètres à l'ouest de Cracovie, le plus grand camp de la mort, symbole de la Solution finale, couvre plus de 40 km².

3 CAMPS

Auschwitz I est créé en 1940. En 1941 ouvre Auschwitz II Birkenau (extermination) puis en 1942 Monowitz (réunissant plusieurs usines).

AUSCHWITZ I

Ancienne caserne, il se compose d'une trentaine de « blocks » en briques. On y entre par un portail identique à celui de Dachau.

AUSCHWITZ II

La « Petite Prairie aux bouleaux » (Birkenau) devient le centre de rassemblement et d'extermination des

Juifs d'Europe de l'Ouest.

91 %

Sur les 76 000 Juifs français déportés, près de 70 000 l'ont été à Auschwitz. La plupart y ont été assassinés dès leur arrivée.

1 100 000 MORTS

960 000 Juifs, 75 000 Polonais, 21 000 Tsiganes, 15 000 prisonniers de guerre soviétiques et 13 000 de diverses nationalités.

Documents sauvegardés



© 2005 © 2005 L'Histoire. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20050101-SHI-29404801

Nom de la source	Samedi 1 janvier 2005
L'Histoire	L'Histoire • no. 294
Type de source	
Presse • Magazines et revues	• p. 048
Périodicité	• 3071 mots
Mensuel ou bimensuel	Auschwitz
Couverture géographique	
Internationale	
Provenance	
France	

Comment la Shoah est entrée dans l'histoire

Wieviorka; Annette

Auschwitz est aujourd'hui le symbole de l'extermination des Juifs d'Europe. Difficile de croire qu'en 1945 on connaissait davantage les noms de Buchenwald et Dachau. La prise de conscience du génocide a été lente.

Au moment où est célébré le 60^e anniversaire de la libération des camps d'Auschwitz, la mémoire du génocide des Juifs apparaît sous un jour paradoxal. Les institutions qui en ont la charge, du Mémorial de l'Holocauste à Washington à la Fondation pour la mémoire de la Shoah à Paris, présidée par Simone Veil, n'ont jamais été si nombreuses. Les mémoriaux ont fleuri par centaines de par le monde. Les récits des derniers survivants continuent à être recueillis ou publiés. Les programmes d'enseignement dans la plupart des pays intègrent le génocide des Juifs. Des chercheurs, grâce à l'ouverture des archives à l'Est, complètent un ensemble de travaux déjà abondants.

La Shoah est aussi entrée dans notre imaginaire collectif et nombreuses sont les fictions littéraires ou cinématographiques qui la prennent pour thème, pour toile de fond ou qui l'évoquent.

Dans le même temps, l'utilité de cette mémoire est contestée de plus en plus bruyamment. Les comparaisons constantes brouillent, minorent, banalisent

ce que fut la destruction des Juifs d'Europe. Dans certains établissements scolaires, à ce que l'on dit, on ne peut plus l'enseigner. Ainsi serions-nous entrés dans un nouveau cycle, dans une quatrième phase de l'histoire de cette mémoire, caractérisée tout à la fois par son institutionnalisation et par sa mise en cause. Ce passé dont on disait, après l'historien allemand Ernst Nolte, qu'il ne voulait pas passer est peut-être en train de passer, avec la mise en cause de l'existence même de l'État d'Israël et la montée d'un nouvel antisémitisme. Car la mémoire, bien qu'elle se réfère au passé, se vit toujours au présent.

Les années qui suivent l'effondrement du III^e Reich ignorent largement la spécificité du « génocide » des Juifs, un mot créé par le professeur de droit international à l'université Yale Raphaël Lemkin, et qui signifie la destruction systématique d'un groupe ethnique. Dans le cas des Juifs, le génocide visait aussi à rayer un peuple de la mémoire du monde.

C'est contre ce « mémocide » que réagirent avec leurs pauvres armes, celles de l'écriture et de l'archive, ceux qui

comprirent qu'ils étaient destinés à disparaître sans postérité aucune. « *Tout le monde écrivait [...], journalistes et écrivains, cela va de soi, mais aussi les instituteurs, les travailleurs sociaux, les jeunes et même les enfants* », note le journaliste et historien Emmanuel Ringelblum, enfermé dans le ghetto de Varsovie(1). Outre la rédaction de sa propre chronique, qu'il débute dès l'invasion de la Pologne, en septembre 1939, il met sur pied dans le ghetto une organisation chargée de l'archivage systématique de tout document concernant celui-ci, l'Oneg Shabbat (l'« allégresse du shabbat »), dont il a la certitude - largement justifiée - que le contenu sera préservé.

L'urgente nécessité de porter témoignage et de conserver les traces pour qu'un jour l'histoire puisse être écrite s'exprime par la rédaction de journaux, de chroniques individuelles, de récits, dont certains nous sont parvenus. Ce sont par exemple les *Carnets* d'Adam Czerniakow, président du Conseil juif de Varsovie, ou l'ouvrage de Carel Perechodnik, policier juif dans le ghetto d'Otwock, *Suis-je un meurtrier ?*(2).

Documents sauvegardés

Ces premiers témoignages, ceux du temps des ghettos, de l'anéantissement, sont des témoignages d'hommes qui n'ont pas survécu. Ils obéissent, sous des formes diverses, à un même désir, où l'individuel rejoint le collectif : l'homme qui va mourir sait qu'il ne laisse pas de descendance derrière lui. Il pense aussi que le peuple auquel il appartient peut être effacé de la terre.

Ce premier mouvement de témoignages de masse ne s'arrête pas avec la libération du continent européen du nazisme. Il se perpétue par la rédaction collective de *Livres du souvenir*, le plus souvent en yiddish, regroupant les écrits de Juifs originaires du même lieu vivant en France, aux États-Unis, en Argentine, en Israël... L'objectif est de faire renaître un univers anéanti et de retracer ce que fut, à Lodz, à Otwock, à Zyrardow et dans plusieurs centaines d'autres villes ou bourgades de Pologne, la période de la destruction. La plupart du temps, on trouve dans ces livres la liste des noms des assassinés(3).

Mais, durant une première période, celle qui suit immédiatement la Shoah, les survivants, eux, ne sont reconnus en tant que tels dans aucun groupe, dans aucune fraction du corps social : même au sein des communautés juives, ni aux États-Unis, ni en Israël, ni en France.

Le cas de la France est exemplaire : les persécutions antisémites des années noires, largement perçues comme relevant de la seule responsabilité de l'occupant, sont une parenthèse effacée par le retour à la république qui a rétabli chacun dans la plénitude de ses droits. Le sort des 2 500 déportés juifs qui retrouvent la France (sur 75 000) est confondu avec celui de tous les déportés. L'image qui triomphe est celle du déporté résis-

tant, le nom de Buchenwald recouvre celui d'Auschwitz. Si *L'Univers concentrationnaire* de David Rousset a touché immédiatement un vaste public, aucun témoignage sur Auschwitz ne dépasse un lectorat confidentiel. Primo Levi reste inconnu en France jusque dans les années 1960.

Les associations de survivants juifs sont des lieux d'entraide et de solidarité, sans autre ambition que de créer des liens entre ceux qui ont vécu la même expérience. Les rares efforts pour faire émerger le souvenir dans l'espace public restent vains.

Dans ce domaine, Paris est l'exception. Isaac Schneersohn, qui a fondé en avril 1943 à Grenoble, occupé par les Italiens, le Centre de documentation juive, constatant que les publications de son centre sont très peu lues et que la mémoire est mieux servie par le rite que par la chronique, décide d'ériger dans la capitale un Tombeau du martyr inconnu, sur le modèle du celui du soldat inconnu. Ce tombeau doit devenir le lieu central de la mémoire du génocide.

La première pierre est posée en 1953, provoquant une polémique avec Israël qui revendique alors sa centralité dans la mémoire et la rédaction de l'histoire du génocide ; en 1953, la Knesset vote la loi créant le Mémorial de Yad Vashem, à Jérusalem, avant même l'inauguration de celui de Paris en 1956(4). Longtemps le Tombeau du martyr inconnu restera, à l'exception de Yad Vashem, le seul mémorial de par le monde.

Pour que le souvenir du génocide pénètre le champ social, il faut que la configuration politique change, que le témoignage notamment, un des vecteurs essentiels de la mémoire, se charge d'un

sens qui dépasse l'expérience individuelle. De ce point de vue, le procès Eichmann, en 1961, marque un véritable tournant en France, en Allemagne, aux États-Unis comme en Israël. La mémoire du génocide devient constitutive d'une certaine identité juive, tout en affirmant fortement sa présence dans l'espace public.

Jugé à Jérusalem à partir du 11 avril 1961, Adolf Eichmann était l'ordonnateur de la Solution finale. Le bureau dont il était le chef (le bureau IV B4 du RSHA, l'Office central de sécurité du Reich), et qui organisait notamment la concentration et le transport des Juifs de l'Europe entière vers les centres de mise à mort de l'Est, fut l'un des pivots de l'extermination. Ayant fui l'Europe grâce à une filière vaticane, caché sous une fausse identité en Argentine, Eichmann avait été enlevé par les services secrets israéliens en mai 1960.

Son procès est puissamment novateur. Toutes les « premières fois » s'y rassemblent. Pour la première fois, un procès se fixe comme objectif explicite de donner une leçon d'histoire. Pour la première fois apparaît le thème de la pédagogie et de la transmission aux jeunes générations. Le procès Eichmann marque aussi l'avènement du témoin.

En effet, à la différence du procès de Nuremberg, entre novembre 1945 et octobre 1946, où l'accusation s'était fondée principalement sur des documents, le procureur israélien, Gidéon Hausner, décide de construire la scénographie du procès sur la déposition des témoins. Pour Hausner, « *le seul moyen de faire toucher du doigt la vérité était d'appeler les survivants à la barre en aussi grand nombre que le cadre du procès le permettait et de demander à chacun un menu*

Documents sauvegardés

fragment de ce qu'il avait vu et de ce qu'il avait vécu. [...] Ainsi espérais-je donner au fantôme du passé une dimension de plus, celle du réel »(5).

L'essence du procès Eichmann est la litanie des 111 témoignages. Il libère la parole des témoins et crée une demande sociale. Le procès de Nuremberg avait certes introduit la notion de « crime contre l'humanité », mais le génocide y avait été peu présent, comme d'ailleurs dans les procès d'épuration. Les procédures des années 1960 sont différentes. A Francfort, en 1963-1965, on juge pour « crime contre l'humanité » des nazis ayant travaillé à Auschwitz. En 1964, le crime contre l'humanité, dans sa définition de Nuremberg, est déclaré imprescriptible en France et dans de nombreux pays.

Après le procès Eichmann en 1961, l'année 1967 marque une nouvelle rupture. D'abord parce que, dans ce contexte de remémoration, une première grande crise éclate autour du site d'Auschwitz

(cf. Annette Wieviorka, p. 60). Surtout à cause de la guerre des Six-Jours. Pendant la période d'attente qui a précédé la victoire israélienne, l'angoisse a saisi la population de l'État hébreu. Cette angoisse est vécue sur un mode « génocidaire » et avec une intensité presque identique par les Juifs de France ou des États-Unis. La crainte de la destruction éventuelle de l'État, Raymond Aron la nomme « *Étaticide* »(6), mot calqué sur « génocide », jamais repris. Wladimir Rabi évoque, dans la revue *Esprit*, « *l'impossibilité de concevoir un second Auschwitz dans la même génération* »(7).

Dès lors, selon des modalités diverses, la question du génocide des Juifs s'in-

stalle dans le débat public, notamment en France ou aux États-Unis. En 1973, pour la première fois, les grandes organisations juives américaines se fixent comme objectif de conserver la mémoire de l'« Holocauste », comme on dit aux États-Unis. Les publications, les programmes de recherche dans les universités se multiplient. Alors qu'il n'existait en 1962 qu'un seul cours sur l'Holocauste, à l'université Brandeis, plus de 100 institutions sont consacrées à son étude en 1995.

Si la question touche désormais le grand public, c'est aussi par le biais de la fiction. En 1977 est projeté à la télévision américaine un feuilleton en quatre épisodes, *Holocauste*, qui suscite une émotion considérable. Il croise le destin de deux familles allemandes, l'une gagnée au nazisme, l'autre juive. Aux États-Unis, comme en France et en Allemagne, le film sera accusé d'être « hollywoodien », « romancé », de ne pas rendre sensible l'angoisse, la faim, la souffrance, la mort de masse. Il remporte pourtant un prodigieux succès : 120 millions de téléspectateurs aux États-Unis, un retentissement considérable en Allemagne.

En France, *Holocauste* est programmé en février 1979 ; un débat, dans le cadre de l'émission « Les dossiers de l'écran », fait suite au dernier épisode, « Vie et mort dans les camps nazis ». L'émotion est grande, assortie de polémiques multiformes qui dureront des mois.

Toujours en 1977, un mois après la diffusion aux États-Unis du feuilleton *Holocauste*, le président Jimmy Carter annonce la création d'une commission présidentielle de l'Holocauste dont il offre la présidence à Elie Wiesel. Le 7 octobre 1980, une loi institue un Conseil

du Mémorial de l'Holocauste qui devra oeuvrer au projet de création d'un mémorial national.

Ce geste, à l'approche de l'élection présidentielle, doit concilier à Carter les Juifs (qui n'ont rien demandé), chagrinés par son soutien aux Palestiniens. C'est la première intervention politique d'envergure dans un domaine qui jusqu'alors relevait du privé. La mémoire du génocide, déjà à l'ordre du jour des organisations juives, devient aussi un enjeu politique.

La même évolution s'observe en France. Mais, là, c'est moins la Shoah elle-même qui est l'objet d'interventions publiques que le rôle de Vichy dans la déportation des Juifs de France. A la suite de la publication de l'ouvrage de Robert Paxton sur *La France de Vichy* (1973), l'insistance sur les responsabilités de Vichy vient de la génération née pendant ou après la guerre. Se constitue alors une mémoire de combat, dénonciatrice des crimes et des compromissions du passé, qui se manifeste avec force dans les « affaires » qui se succèdent à partir de 1978.

C'est en effet en 1978 que *L'Express* publie une interview de l'ancien commissaire aux Questions juives de Vichy, Darquier de Pellepoix, qui a trouvé refuge en Espagne et selon lequel, à Auschwitz, « *on n'a gazé que des poux* ». La même année, *Le Monde* publie un article de Robert Faurisson : la négation de l'existence des chambres à gaz* d'Auschwitz se trouve ainsi légitimée. Si le négationnisme se focalise sur Auschwitz, ce n'est pas un hasard. Il s'attaque ainsi à l'emblème du génocide. La contre-offensive juridique se met en place, qui aboutira en 1990 à l'adoption de la loi dite Gayssot (*cf. Henry Rousso*,

Documents sauvegardés

p. 58).

Suivent les premières inculpations pour crimes contre l'humanité. Klaus Barbie, l'ancien chef de la Gestapo de Lyon, est inculpé en 1983 et condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en 1987, principalement pour son rôle dans l'arrestation et la déportation des enfants de la maison d'Izieu. Jean Leguay, délégué en zone occupée de René Bousquet, le chef de la police de Vichy (lui-même assassiné avant son procès), est inculpé en 1979 pour son rôle dans la rafle du Vél' d'Hiv - il meurt en 1989 et ne sera pas jugé. C'est la première inculpation pour crime contre l'humanité d'un Français.

Paul Touvier, chef régional du deuxième service de la Milice du Rhône, arrêté en 1989, est quant à lui condamné en 1994 à la réclusion criminelle à perpétuité pour l'exécution d'otages juifs à Rillieux-la-Pape. Enfin, l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde, Maurice Papon, est jugé en 1997-1998 pour son rôle dans la déportation des Juifs de Bordeaux et condamné à dix ans de réclusion criminelle pour complicité de crimes contre l'humanité. Dans tous ces combats, Beate et Serge Klarsfeld jouent un rôle décisif, soutenus par l'association qu'ils ont créée en 1979, les Fils et Filles de déportés juifs de France.

La grande rafle des 16 et 17 juillet, dite « du vélodrome d'Hiver », qui aboutit sur ordre allemand à l'arrestation par la police de Vichy de 12 884 Juifs « étrangers » (3 031 hommes, 5 802 femmes, 4 051 enfants, la plupart français par naissance), devient le lieu principal de la polémique. Sous la pression d'une partie de l'opinion publique, qui réclame un geste du chef de l'État, François Mitterrand est présent pour la première fois le 16 juillet 1992 lors

d'une cérémonie de commémoration. Le 3 février 1993, il consent à faire un geste et institue par décret le 16 juillet journée nationale de commémoration des « *persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité de fait dite «gouvernement de l'État français (1940-1944)»* ».

Deux ans plus tard, un monument est élevé à l'emplacement de l'ancien vélodrome d'Hiver (inauguré le 16 juillet 1994) tandis que deux stèles sont installées, l'une sur les lieux de l'internement en France, l'autre à la maison d'Izieu, dont le Musée Mémorial est largement financé par l'État : il s'agit des cas uniques en France d'une intervention directe de l'État dans la mise en place de monuments et de stèles(8).

Mais c'est le discours de Jacques Chirac, dès son élection à la présidence de la République en 1995, qui apure, dans l'ordre du symbolique, les comptes entre les Juifs et la France. Un beau discours, qui puise aux meilleures sources historiques. Une forte condamnation morale d'abord : « *Ces heures noires souillent à jamais notre histoire et sont une injure à notre passé et à nos traditions.* » Et il continue : « *Oui, la folie des occupants fut secondée par des Français, par l'État français.* » Le chef de l'État décrit ensuite ce que fut la rafle : 4 500 policiers et gendarmes « *sous l'autorité de leurs chefs, répondant aux exigences nazies* », arrêtant au petit matin enfants, femmes, hommes.

« *La France, patrie des Lumières et des droits de l'homme, terre d'accueil et d'asile, la France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable.* » A l'égard des Juifs de France qui ne sont pas rentrés, « *nous conservons [...] une dette imprescriptible* ».

Serge Klarsfeld prend Jacques Chirac au mot. De l'argent pris aux internés de Drancy ne leur avait pas été restitué, et dormait à la Caisse des dépôts et consignations. « *Les enfants de survivants de ces 76 000 déportés attendent que la France répare et leur règle enfin cette dette.* » L'État met en oeuvre cette réparation en créant une mission d'étude sur la spoliation des biens des Juifs de France, dite « mission Mattéoli » (du nom de son président), puis en acceptant ses conclusions et en les mettant en actes avec une exceptionnelle célérité.

Une commission présidée par Pierre Draï enregistre depuis maintenant quatre années les demandes de restitution individuelles. Les orphelins de parents déportés reçoivent, selon leur choix, une rente mensuelle fixée alors à 3 000 F ou un capital de 180 000 F (environ 30 000 €). L'argent résiduel de la spoliation a été versé par la Caisse des dépôts et consignations et l'État notamment à une Fondation pour la mémoire de la Shoah qui a déjà financé de nombreux projets de recherche, des films, des livres, etc.

Ce travail de restitution et d'indemnisation, comme la création d'institutions consacrées spécifiquement à la mémoire du génocide des Juifs, dont Auschwitz est le symbole, ne peut se comprendre dans un cadre seulement hexagonal. Il s'inscrit dans un mouvement mondial. En cette décennie 1990 ouverte par la chute du mur de Berlin, la fin de la guerre froide et d'un monde bipolaire se déploie l'illusion du triomphe de la démocratie et des droits de l'homme. Enseigner ce que fut la Shoah, c'est désormais stigmatiser le mal.

Les États-Unis sont le centre de cette vision, que Michael Berenbaum, qui fut le responsable de la Fondation Spielberg,

Documents sauvegardés

chargée de recueillir les témoignages vidéo de survivants, revendique comme « une américanisation de l'Holocauste ». « On a pris un événement européen et on l'a intégré à la culture américaine, explique l'ancien directeur du Mémorial de Washington, *la culture populaire* », avec sa signification, celle du mal absolu, que, selon lui, les valeurs traditionnelles de la culture américaine sont capables de combattre. Aux États-Unis, « l'Holocauste est utilisé pour rappeler tout d'abord que toute personne est née égale, qu'elle a des droits inaliénables, que l'État ne peut lui retirer. Il est perçu comme l'événement extrême de ce qui, de fait, est ordinaire »(9). Aujourd'hui, ce sont bien les États-Unis qui se trouvent au centre de la mémoire de l'Holocauste.

L'historiographie, après avoir été israélienne et allemande, est désormais largement américaine ; le Mémorial de Washington a entrepris une gigantesque opération de microfilmage de toutes les archives concernant le génocide des Juifs dans tous les pays du monde, notamment celles nouvellement ouvertes dans les pays ex-communistes. L'américanisation de l'Holocauste produit, du coup, sa propre vision de la Shoah, largement exportée par le biais de films comme le feuilleton *Holocauste* ou *La Liste de Schindler*, réalisé par Steven Spielberg en 1994.

Une vision consolante, ce qu'explique l'universitaire américain Alvin Rosenfeld : « C'est une part de l'éthos américain de mettre l'accent sur la bonté, l'innocence, l'optimisme, la liberté, la diversité, l'égalité. C'est une part du même éthos que de minorer ou de dénier les côtés noirs ou brutaux de la vie et de les remplacer par l'accent sur le pouvoir salvateur de la conduite et des moyens

collectifs de la rédemption. L'Américain préfère penser de façon positive et affirmative. La vision tragique est ainsi antithétique de la vision américaine du monde, qui veut que les hommes triomphent de l'adversité et ne ressassent pas leur peine(10). »

Cette vision coïncide mal avec celle que l'historien se forme quand il étudie le génocide des Juifs. Toutes les déclarations de bonnes intentions ne sauraient faire oublier que le sort des Juifs, l'attitude des élites, des populations des divers pays d'Europe nécessitent un véritable travail d'histoire et de mémoire. Un travail qui a été largement accompli en France et en Allemagne, et s'accomplit désormais, au prix de quelques déchirements, dans les pays où le communisme a succédé au nazisme, la Pologne notamment, où vivaient avant guerre plus de la moitié des 6 millions de Juifs assassinés.

Encadré(s) :

« Israël n'est pas une réponse à Auschwitz »

Certes le génocide a hâté la reconnaissance de l'État hébreu. Mais le projet sioniste est une invention du XIXe siècle.

«La naissance d'Israël en 1948 est souvent située dans une vision téléologique : du génocide à la rédemption. La dimension de sacralité que confère à l'État hébreu sa fonction rédemptrice, directement liée au génocide, l'a longtemps mis à l'abri des critiques et a justifié son existence.

Emil Fackenheim, penseur juif d'origine allemande, considérait au lendemain de la guerre des Six-Jours que l'État hébreu

était une réponse à Auschwitz. Ce qui fait oublier qu'Israël est l'aboutissement d'un mouvement national né dans la foulée des nationalismes européens du XIXe siècle. Certes, le génocide a hâté la reconnaissance de l'État des Juifs, mais celui-ci n'est nullement une création spontanée.

De plus, la prise en compte de la Shoah par Israël a été lente. A la suite de la Seconde Guerre mondiale, environ 250 000 survivants européens ont immigré en Israël.

Or, dans les premières années de l'État, on a manqué d'empathie à leur endroit, on a même cultivé une attitude critique et méprisante. On se demandait ainsi comment ces Juifs s'étaient laissé conduire à l'abattoir « tels des moutons ». Le génocide était perçu par les fondateurs de l'État et les pionniers comme la conclusion tragique et inévitable du parcours des Juifs de la Diaspora, comme une défaite juive, opposée au glorieux combat de ceux qui avaient versé leur sang pour construire Israël.

Le procès Eichmann en 1961 marque un réel tournant parce qu'il donne une voix et une légitimité aux témoins et aux victimes, rattache les jeunes Israéliens à leur passé juif et confère une identité collective aux Israéliens par-delà leurs divergences. Désormais, les Juifs de la Diaspora eux aussi se confrontent au génocide et en trament la mémoire pour l'ériger en marqueur identitaire.

Progressivement, la Shoah se met à occuper une place centrale, est intégrée dans l'histoire du sionisme et projetée sur la situation moyen-orientale. L'occupation de la Cisjordanie, de Jérusalem-Est et du Sinaï après la guerre des Six-Jours, qui ouvrait la voie à l'établisse-

Documents sauvegardés

ment du « Grand Israël », sera interprétée comme une victoire face au risque d'un second holocauste, et par conséquent comme une nouvelle réparation. Revenir en arrière signifiait dès lors, selon Abba Eban, revenir aux « frontières d'Auschwitz ».

L'arrivée au pouvoir du Likoud, parti de droite, en 1977, donnera lieu à une utilisation obsessionnelle de la Shoah pour asseoir la politique belliqueuse d'Israël. L'adversaire arabe et palestinien était de plus en plus « nazifié » et Israël « victimisé », petit pays entouré d'ennemis nombreux contre lesquels il devait se protéger en ne comptant que sur lui. Quitte à faire fi d'une mémoire palestinienne qui, à son tour, se construisait à partir de ses propres blessures. »

Esther Benbassa, directrice d'études à l'EPHE et chercheur invité au Netherlands Institut for Advanced Studies(Propos recueillis par L'Histoire.)

« Un épouvantable hasard »

Document

Ruth Klüger, née en 1931, a été déportée en septembre 1942 à Theresienstadt, puis à Auschwitz en mai 1944. En 1992, elle a publié en allemand *Weiter leben* (« Continuer à vivre »), traduit en français en 1997 sous le titre *Refus de témoigner*.

« Je ne suis jamais retournée à Auschwitz, et je n'ai pas non plus l'intention de jamais y retourner dans cette vie. Auschwitz n'est pas pour moi un lieu de pèlerinage. [...] « Et pourtant, pour tous ceux qui y ont survécu, on fait d'Auschwitz une sorte de lieu d'origine. Le nom d'Auschwitz a aujourd'hui un rayonnement, même négatif, tel qu'il détermine dans une large mesure la

réflexion sur une personne, à partir du moment où l'on sait qu'elle y a été. Même à mon propos, les gens qui ont l'intention de dire quelque chose d'important signalent que j'ai été à Auschwitz. Mais ce n'est pas si simple, car quoi que vous puissiez en penser, je ne viens pas d'Auschwitz, je suis originaire de Vienne. On ne peut effacer Vienne, on l'entend à l'accent, alors qu'Auschwitz m'était aussi fondamentalement étranger que la lune. Vienne fait partie intégrante des structures de mon cerveau et parle en moi, alors qu'Auschwitz a été le lieu le plus aberrant où j'aie pu me trouver, et son souvenir demeure un corps étranger dans mon âme, comme une balle que l'on ne pourrait extraire du corps. Auschwitz n'a jamais été qu'un épouvantable hasard. »

Ruth Klüger,

Refus de témoigner. Une jeunesse,

© Viviane Hamy, 1997, p. 158.

Note(s) :

* Cf. lexicque, p. 67.

1. Emmanuel Ringelblum, , version française de Léon Poliakov, Paris, Robert Laffont, 1978, p. 21.

2. Adam Czerniakov, , traduit du polonais par Jacques Burko, Maria Elster et Jean-Charles Szurek, Paris, La Découverte, 1996 ; Carel Perechodnik, traduit du polonais par Aleksandra Kroh et Paul Zawadski, Paris, Liana Levi, 1995.

3. Cf. Annette Wiewiorka et Itzhok Niborski, , Paris, allimard, « Archives », 1983.

4. Cf. Annette Wiewiorka, « Du centre de documentation juive contemporaine

au Mémorial de la Shoah », n° 181, juillet-décembre 2004, pp. 11-37.

5. Gidéon Hausner, , Paris, Flammarion, 1966, p. 384.

6. Raymond Aron, , Paris, Plon, 1968, p. 69.

7. Table ronde « Les Juifs de France ont-ils changé ? », , avril 1968, p. 581. La tonalité des propos de W. Rabi se retrouve dans ceux des autres participants qui dialoguent avec Paul Thibaud, Richard Marienstras, Pierre Vidal-Naquet et Alex Derczansky.

8. Cf. Serge Barcellini et Annette Wiewiorka, , Paris, Plon, 1995, rééd. Graphen, 1999.

9. , 12 janvier 1998.

10. Alvin Rosenfeld, « The Americanization of the Holocaust », , A. H. Rosenfeld (dir.), Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, 1996, p. 124. v.

Documents sauvegardés

L'Histoire

© 2005 © 2005 L'Histoire. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20050101-SHI-29405801

Nom de la source	Samedi 1 janvier 2005
L'Histoire	L'Histoire • no. 294
Type de source	• p. 058
Presse • Magazines et revues	• 1167 mots
Périodicité	Auschwitz
Mensuel ou bimensuel	
Couverture géographique	
Internationale	
Provenance	
France	

« Le négationnisme est une parole de haine »

Nikel; Séverine

Le négationnisme n'a rien à faire ni de la vérité historique ni des progrès de la recherche. C'est une parole politique et une parole de haine. Une composante aujourd'hui centrale de l'antisémitisme.

L' Histoire : Vous venez de rendre public un rapport sur le négationnisme à l'Université(1)... Faut-il encore avoir peur du négationnisme ?

Henry Rousso : Le négationnisme est un des éléments essentiels de l'antisémitisme contemporain. Il n'y a pas d'antisémitisme aujourd'hui qui ne s'exprime, d'une façon ou d'une autre, par une forme de négationnisme, qui ne fasse référence à la Shoah, pour la nier ou la minorer.

Si la question posée à l'historien est : « Vous sentez-vous menacé parce que des textes circulent qui remettent en cause des vérités historiques ? », je réponds : « Pas une seconde. » Mais un mensonge répété devient un fait de réalité. Il est pris au sérieux par un certain nombre de gens pour des raisons qui tiennent à une haine latente ou exprimée à l'égard des Juifs et, en ce sens, il est évidemment dangereux.

Cependant, ce qui me frappe aujourd'hui dans les textes négationnistes que j'ai pu voir - sur Internet notamment -, c'est que

le discours antisémite ne se cache plus. Les propos négationnistes n'ont plus besoin de justification scientifique ou d'habillage rhétorique.

L.H. : Comment tout cela a-t-il commencé ?

H. R. : Le négationnisme, si on le définit comme l'attitude qui consiste à nier l'importance et même la réalité du génocide en tant que tel, à nier les techniques de mise à mort, l'existence des chambres à gaz*, est apparu dès 1945.

En France, il a revêtu une fonction politique : permettre à terme la ré-émergence de l'extrême droite. Si une tendance politique est partiellement ou entièrement responsable d'un des plus grands crimes de l'histoire, sa réinstallation dans l'espace politique devient extrêmement difficile. L'extrême droite a ainsi véhiculé dès 1945 une thématique négationniste très grossière - notamment avec Maurice Bardèche, auteur en 1948 de *Nuremberg ou la Terre promise*. Mais il n'y a pas d'écho dans l'opinion à l'époque.

Ce négationnisme d'après-guerre est

porté par peu de gens - une dizaine d'auteurs de référence au maximum. Et ce ne sont pas les bourreaux qui nient le crime. Ni les accusés de Nuremberg, ni Eichmann, ni aucun des nazis jugés depuis 1945 n'ont jamais nié les crimes commis contre les Juifs.

On voit aussi apparaître un autre discours négationniste, celui de Paul Rassinier (qui publie, en 1950, *Le Mensonge d'Ulysse*) qui trouve ses racines dans son expérience de déporté comme résistant à Buchenwald et à Dora (camps de concentration et non d'extermination), mais aussi dans une forme de pacifisme. Paul Rassinier a renoué avec une posture assez classique, qu'on a connue après la Première Guerre mondiale, de remise en cause des mythologies, des récits sur la guerre : une vision hypercritique, qui est une forme de réaction à des récits presque inaudibles, sur l'horreur. Le fait d'avoir été lui-même déporté lui confère une forme de légitimité. Mais, là encore, ses textes n'ont quasiment pas d'écho à l'époque, excepté dans les milieux d'extrême droite.

L.H. : C'est dans les années 1970 qu'éclate l'« affaire Faurisson ».

Documents sauvegardés

Pourquoi un tel écho alors ?

H. R. : Robert Faurisson bénéficie d'un effet de médiatisation important. Il se fait connaître en écrivant dans *Le Matin de Paris* en 1978 à propos « des prétendues «chambres à gaz» hitlériennes et du prétendu «génocide» des Juifs [qui] forment un seul et même mensonge historique ». Il ne dit rien de très différent de ce que disait Paul Rassinier : il met en cause l'existence des chambres à gaz, il déclare « irrecevables » des témoignages, etc. Ce qui est neuf, c'est qu'il apporte une argumentation pseudo-scientifique avec la légitimité que lui donne l'Université (il est spécialiste de Lautréamont et de Rimbaud). C'est un élément fondamental : les théories qu'il développe sont en apparence fondées sur un travail de recherche, c'est pourquoi elles séduisent une extrême droite universitaire et intellectuelle, en particulier une frange du GRECE à Lyon-III et dans d'autres universités où ce mouvement s'est implanté.

Ajoutons que Robert Faurisson est soutenu non seulement par l'extrême droite, mais aussi par une partie de l'ultra-gauche pour laquelle la négation du génocide relève notamment d'une « interprétation historique » de type hypermatérialiste du nazisme : « il est impossible qu'on ait tué autant de gens alors qu'on pouvait utiliser leur force de travail ». La négation de la Shoah est également un moyen de minorer l'impact meurtrier du nazisme et de réévaluer celui du capitalisme et du stalinisme.

Peu à peu, le négationnisme s'installe dans l'espace public, suscite des réactions, des mobilisations, des combats, parce que la mémoire de la Shoah devient au même moment un enjeu public.

Du coup, il apparaît pour l'extrême droite comme un élément de ralliement. Dès lors qu'on a affaire à des groupes qui n'ont pas peur de la diabolisation et qui, d'une certaine manière, vivent du rejet qu'ils suscitent de la part du « système », le négationnisme peut s'avérer payant.

L'H. : Revenons à l'affaire Faurisson. Cela a été un choc pour les historiens...

H. R. : Il y a eu un moment de flottement. Les scientifiques se sont retrouvés devant la question : comment peut-on nier l'évidence ? Le négationnisme a ainsi révélé que nous étions entrés dans une époque où le statut de la vérité devenait extrêmement fragile. On a redécouvert qu'aucune vérité historique n'est acquise et qu'une pédagogie permanente est nécessaire...

Cette affaire et celles qui ont suivi ont montré qu'il existe clairement, dans l'Université française, un tout petit noyau qui a cherché à implanter les idées négationnistes et à les légitimer au moyen de l'imprimatur universitaire - mémoires, thèses(2)... Certes, il y a eu des sanctions prononcées, une thèse invalidée, un article retiré d'une revue. Mais il est inquiétant que l'Université française, par son mode de fonctionnement, permette parfois ce genre de choses - et c'est une spécificité française -, le négationnisme étant, lui, un phénomène mondial.

L'H. : En 1990, l'Assemblée nationale a voté la loi Gayssot, réprimant la négation de crime contre l'humanité. Il n'y aurait donc que la répression ?

H. R. : C'est tout à fait frappant de constater qu'il n'y a aucun lien entre les progrès de la connaissance scientifique

et le développement du négationnisme. Le fait que l'analyse historique s'affine n'a aucun effet sur le discours négationniste qui reste identique à lui-même. D'où l'inanité d'une quelconque « réponse » à ces discours autre que politique ou juridique.

En 1990, je faisais à l'époque partie des historiens plutôt hostiles à la loi Gayssot, parce que je considérais que la justice n'a pas à écrire l'histoire. Aujourd'hui, je suis plus partagé. Dès lors que l'on admet que le négationnisme n'a rien à faire avec la vérité historique, il faut reconnaître que la négation de la Shoah est une parole de haine. A partir de là, la question devient : comment réprimer les paroles de haine ?

L'antisémitisme traditionnel dit : « Je n'aime pas le Juif. » L'antisémitisme exterminateur dit : « Il faut le tuer. » Mais le négationniste dit : « Le Juif ment. » Il n'a pas besoin d'aller plus loin pour exprimer un déni complet du peuple juif, au sens symbolique, puisqu'il lui nie le fait de pouvoir revendiquer un droit à la mémoire de ce qui fut une tentative, en partie réussie, de l'annihiler. C'est ce que Pierre Vidal-Naquet appelle « *les assassins de la mémoire* »(3). Dans cette expression, le mot important est « assassin ».

L'H. : Qu'est-ce qui a changé depuis vingt ans ?

H. R. : D'abord, le négationnisme antisémite, apparu dans les années 1980, a « explosé » après la Seconde Intifada, en 2000, touchant dans ce contexte d'autres secteurs de l'opinion(4). Le conflit du Proche-Orient a transformé le négationnisme - désormais dirigé contre Israël. Avec les mêmes contenus, il se développe à une échelle considérable

Documents sauvegardés

dans certains pays arabes, où l'on voit réapparaître les textes fondateurs de l'antisémitisme moderne, comme les *Protocoles des Sages de Sion*. Dans le discours négationniste antisioniste, le Juif n'est plus simplement celui qui ment, il devient le bourreau qui utilise un crime imaginaire pour tuer de vraies victimes, les Palestiniens. Et attaquer un bourreau est infiniment plus légitime que d'attaquer une victime. C'est en cela que le négationnisme est plus dangereux aujourd'hui.

Il y a autre chose qui a changé : c'est la place prise par la mémoire de la Shoah dans nos sociétés. Depuis les années 1990, on est entré dans une phase de « réparation » : du procès Touvier en 1992 aux travaux de la commission Mattéoli en 2000 (cf. *Annette Wieviorka, p. 48*)... Cela a fait naître des tensions, des rivalités entre les différents groupes de victimes du nazisme mais aussi avec d'autres groupes - victimes de la guerre d'Algérie, par exemple - et même, parfois, des phénomènes de rejet. On retrouve là un débat qui me paraît important : quelle place doit prendre le souvenir de la Shoah dans la mémoire nationale et européenne ?

Le négationnisme, lui, utilise un argument de type politique : « Vous voyez bien que la Shoah sert à quelque chose (indemnités, subventions, etc.). Il ne s'agit donc que d'un mensonge » : la dette légitime envers les victimes juives se transforme ainsi en une dette illégitime servant des « intérêts étrangers ».

Dans un contexte où règnent l'incertitude face à l'information, la capacité de nier les évidences, où la croyance prend de plus en plus d'importance sur la raison, l'erreur serait de croire que le né-

gationnisme ressortit à un discours rationnel. En revanche, il faut analyser la haine et l'antisémitisme de manière rationnelle et réprimer celui-ci sans faiblesse.

(Propos recueillis par Séverine Nikel.)

Note(s) :

* Cf. lexique, p. 67.

1. H. Rousso, , Paris, Fayard, 2004.
2. Cf. H. Rousso, .
3. P. Vidal-Naquet, , Paris, La Découverte, 1987.
4. (1995) de l'ancien militant communiste Roger Garaudy sont l'un des textes de référence, en langue française, dans ce domaine.

Documents sauvegardés

L'Histoire

© 2005 © 2005 L'Histoire. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20050101-SHI-29404401

Nom de la source	Samedi 1 janvier 2005
L'Histoire	L'Histoire • no. 294
Type de source	• p. 044
Presse • Magazines et revues	• 2077 mots
Périodicité	Auschwitz
Mensuel ou bimensuel	
Couverture géographique	
Internationale	
Provenance	
France	

Les Polonais et l'extermination des Juifs

Szurek; Jean-Charles

C'est sur le territoire polonais administré par les nazis que les camps d'extermination ont été installés. Et, sur 3,3 millions de Juifs polonais, 2,9 millions ont été exterminés. Face à ce désastre, quel fut le comportement de la population ?

À la veille de la guerre, la Pologne comptait 3,3 millions de Juifs : ils résidaient pour la plupart dans les villes et constituaient la plus importante communauté d'Europe ; 30 % des habitants des cinq plus grandes agglomérations (Varsovie, Lodz, Vilno, Cracovie et Lvov) étaient juifs et, à elles seules, ces villes regroupaient le quart de la population juive. La vie culturelle, sociale et politique des Juifs était florissante, d'autant que ceux-ci étaient établis en Pologne depuis des siècles. Mais l'antisémitisme allait croissant, dans un pays composé, pour un tiers de sa population, de minorités nationales, avec lesquelles les relations avaient été souvent tendues. De nombreux Juifs préféraient émigrer.

Au lendemain de la guerre, seuls 400 000 Juifs de Pologne ont survécu. 220 000-250 000 d'entre eux s'étaient réfugiés en Union soviétique au début du conflit ; entre 50 000 et 80 000 (voire 100 000, selon les estimations) sont restés en Pologne durant celui-ci. C'est donc plus de 90 % de la population juive qui a été décimée.

Il est vrai que l'occupation allemande fut particulièrement cruelle et destructrice pour l'ensemble du pays. Les dirigeants du Reich ont souvent indiqué qu'ils entendaient réduire les Polonais à une main-d'oeuvre de réserve docile, au service de l'Allemagne. Ils firent disparaître l'État polonais, aidés par les armées soviétiques qui envahirent l'est du pays le 17 septembre 1939 (à la suite du pacte germano-soviétique).

Ils n'essayèrent pas de trouver en Pologne, comme dans les autres territoires qu'ils occupèrent, des élites collaboratrices. Au contraire, dès le début de la guerre ils s'employèrent à assassiner massivement hommes politiques, prêtres, enseignants, écrivains. Les établissements d'enseignement supérieur et les lycées furent fermés. On estime à 52 000 les victimes de cette action d'éradication des élites.

De nombreux Polonais furent envoyés dans des camps de concentration situés en Allemagne ou en Pologne. A la suite de multiples rafles, plus d'un million de Polonais furent soumis à des travaux forcés en Allemagne. Dans le pays

même, les destructions furent parmi les plus importantes d'Europe. Varsovie fut rasée à la suite de l'insurrection d'août-septembre 1944(1).

Le chiffre total des victimes a longtemps été évalué à 6 millions, dont 2,6 millions de Polonais non Juifs et 3,2 millions de Juifs. Le chiffre de 2,6 millions est actuellement soumis à révision par certains historiens polonais : Czeslaw Luczak estime ainsi à 1,5 million les pertes polonaises dues à l'occupation nazie et à 500 000 celles consécutives aux fusillades et aux déportations perpétrées par l'Armée rouge(2).

La société polonaise fut soumise pendant la guerre à une violence meurtrière sans égale. D'autant que c'est sur son sol que furent installés les camps d'extermination (Auschwitz, Treblinka, Majdanek, Chelmno, Belzec, Sobibor), certains camps de concentration (Auschwitz et Majdanek, Stuthoff, Plaszow), des prisons tristement célèbres (Pawiak à Varsovie).

Dans ce contexte, apprécier les attitudes polonaises à l'égard de l'extermination

Documents sauvegardés

des Juifs relève d'un exercice complexe (cela n'est d'ailleurs pas propre à la Pologne). Certains font valoir que, parmi les Justes (honorés par l'État hébreu pour avoir sauvé des Juifs), le groupe des Polonais est le plus nombreux (6 600). D'autres, au contraire, rappellent que le nombre de Juifs sauvés par rapport à la population juive de Pologne avant guerre est l'un des plus faibles des pays occupés par l'Allemagne.

Un fait est indéniable : en Pologne, l'antisémitisme s'est développé pendant la guerre. Il faut distinguer ici plusieurs formes d'antisémitisme. Tout d'abord un antisémitisme politique largement consécuteur à celui des années 1930.

Pour en prendre la mesure, on peut se reporter aux documents provenant de l'État polonais clandestin, l'un des mouvements de Résistance les plus puissants d'Europe. Il était constitué du gouvernement polonais exilé à Londres et de sa représentation en Pologne (*Delegatura rządu* - Délégation du gouvernement), divisée en une branche militaire (*Armia Krajowa*) et une branche civile (*Kierownictwo Walki Cywilnej*, direction de la lutte civile). Les partis politiques qui existaient avant la guerre étaient entrés dans la clandestinité et, à l'exception des communistes, se trouvaient représentés auprès des autorités de la Résistance polonaise et s'exprimaient dans leur presse : jusqu'à 2 000 publications ont été recensées, illustrant l'ensemble des courants. On dispose ainsi d'une vision large des pensées et options des élites politiques dans la Pologne occupée.

La majorité des groupements politiques ne souhaitait pas maintenir la présence des minorités nationales à l'identique. Concernant les Juifs, l'hostilité dominait

et la volonté de les voir émigrer après la guerre. En 1943, alors que la plupart des Juifs polonais avaient été assassinés, les forces politiques majoritaires (droite nationaliste, démocrates-chrétiens, Parti paysan, etc.), à l'exception des partis de gauche (socialistes, communistes, syndicalistes), continuaient à souhaiter voir la population juive quitter la Pologne(3).

Significatif est à cet égard le mémoire rédigé en 1943 par Roman Knoll, qui dirigeait le département des Affaires étrangères à la *Delegatura*. Il y estimait qu'il fallait encore compter avec la présence de 1 à 2 millions de Juifs après la guerre. « *Bien que domine la compassion chrétienne pour les Juifs martyrisés, écrivait-il, leur retour vers leurs lieux de résidence et ateliers est complètement exclu, même en nombre - considérablement réduit[et] serait ressenti par la population non comme une restitution, mais comme une invasion, contre laquelle elle se défendrait même physiquement(4).* »

En effet, si les occupants allemands s'étaient emparés, pour leur compte, des principales usines, commerces et résidences des propriétaires juifs, des Polonais, nombreux, avaient pu mettre la main sur des boutiques, échoppes, ateliers, maisons ayant appartenu aux Juifs. La politique nazie avait permis que se réalise ainsi l'un des leitmotifs de la droite nationaliste polonaise avant la guerre : éliminer les Juifs de l'économie. Ce « *problème politique et éthique purement polonais* », comme l'écrivait l'un des agents de liaison à Londres à la fin de l'année 1942, alimentait l'hostilité à l'égard des Juifs.

Dans leurs rapports envoyés au gouvernement de Londres, ces agents de liaison, disséminés dans la Pologne oc-

cupée, firent très tôt état d'un antisémitisme répandu au sein de la société. Parmi eux, Jan Karski est resté célèbre pour avoir pu entrer dans le ghetto de Varsovie et témoigner au monde, en novembre 1942, de ce qu'il y avait vu. Dans un rapport rédigé en 1940, il décrit les relations entre Juifs et Polonais : « *Leur attitude[des Polonais] est en général inflexible, souvent sans pitié. Ils profitent dans une grande mesure des droits que leur procure la nouvelle situation.* » Le général Grot-Rowecki, chef de l' *Armia Krajowa*, dresse le même constat dans un télégramme envoyé à Londres le 25 septembre 1941.

Dans le journal qu'il tient durant toute l'Occupation - une source rare -, le Dr Zygmunt Klukowski (témoin au procès de Nuremberg) témoigne du comportement d'une partie de la population de sa ville, Szczebrzeszyn (Pologne centrale), lorsque les Allemands commencèrent à y pourchasser et à y assassiner les Juifs : tandis que des paysans polonais attendaient que le massacre fût achevé pour piller les maisons juives, certains y participaient. « *En général, un étrange ensauvagement s'est installé à l'égard des Juifs, écrit l'auteur. Une sorte de psychose a envouté les gens qui ne voient pas l'homme dans le Juif mais le considèrent comme un animal nuisible qu'il faut détruire par tous les moyens(5).* » Cet antisémitisme « à la base » est resté dans la mémoire des Juifs rescapés, qui l'ont consigné dans les *Livres du souvenir*.

Davantage : on peut poser la question d'une coresponsabilité polonaise dans le génocide des Juifs. L'historien Jan Gross a ainsi raconté dans un livre traduit en France en 2002 et intitulé *Les Voisins* (Fayard) comment la population juive de Jedwabne (petite ville située dans

Documents sauvegardés

l'est du pays et qui s'est trouvée sous domination soviétique puis allemande) a été massacrée par ses voisins polonais : entre 900 et 1 600 hommes, femmes et enfants furent brûlés vifs dans une grange le 10 juillet 1941. Cette révélation a donné lieu en 2001-2002 à un grand débat en Pologne et à un acte de repentance des plus hautes autorités de l'État : le président de la République polonaise, Aleksander Kwasniewski, s'est rendu le 10 juillet 2001 à Jedwabne et y a prononcé un discours de pardon, tandis que l'Église faisait dire une messe d'expiation. Les historiens polonais ont depuis engagé des recherches sur la région de Jedwabne qui montrent que de tels actes ne furent pas isolés.

Cette violence mêlait l'antijudaïsme chrétien traditionnel, l'antisémitisme politico-économique des années 1930, et l'entreprise criminelle de l'antisémitisme nazi. Elle fut également alimentée par l'accueil favorable de l'occupation soviétique au sein de certains groupes juifs(6).

Les actes antisémites doivent également être rattachés à une dérégulation sociale due à l'occupation et à l'apparition d'un véritable banditisme. Dès l'automne 1941, le général Grot-Rowecki s'inquiétait auprès du gouvernement polonais à Londres de cette montée de la criminalité : « *La criminalité se développe, surtout la criminalité ordinaire, la délation s'est développée, des cas de collaboration criminelle avec l'occupant se sont manifestés(7).* »

Ce banditisme affecta tout d'abord la population juive, soumise très tôt au port de l'étoile jaune, puis enfermée dans des ghettos (des « districts juifs », selon la terminologie nazie). Des milliers de maîtres chanteurs, de *szmal-*

cowniks (nom devenu emblématique), se mirent alors à traquer les Juifs à la sortie des ghettos, dans la rue, dans les tramways, afin de leur extorquer de l'argent, les menaçant de les dénoncer.

On ne saura jamais combien furent exactement ces *szmalcowniks*, mais les recherches les plus récentes les évaluent à 3 000-4 000 pour la seule Varsovie, ville sur laquelle nous disposons des informations les plus nombreuses. Ce chiffre est négligeable si on le rapporte à la population totale de la ville, mais il est énorme quand on sait que l'impunité de ces maîtres chanteurs, qui opéraient souvent en bandes organisées, était quasi totale et qu'ils s'agglutinaient aux portes du ghetto. Il est difficile d'apprécier jusqu'à quel point la population tolérait les *szmalcowniks*. Il est en tout cas notoire que les Juifs qui quittaient les ghettos finissaient par revenir car ils s'y sentaient plus en sécurité.

Les autorités clandestines polonaises ne réagirent qu'à partir du printemps 1943 à ce phénomène : elles le dénoncèrent alors comme une forme de collaboration avec l'occupant. Les premières sentences et exécutions, à la fin de 1943, concernèrent surtout les individus qui cumulaient la pratique du chantage et le noyautage de la Résistance polonaise au profit des Allemands.

Ces différentes formes d'antisémitisme ne doivent pas masquer les efforts entrepris par de nombreux Polonais pour secourir les Juifs.

Tout d'abord, ce fut par la Résistance polonaise et le gouvernement de Londres que les Alliés furent informés du génocide des Juifs. Dès juin 1942, le général Sikorski, chef de l'État polonais en exil, alertait les gouvernements alliés

sur l'étendue des crimes commis dans des lieux aussi différents que Lublin, Vilnius, Lvov, Stanislawow, Rzeszow et Miechow : « *L'extermination de la population juive prend des proportions incroyables* », affirmait sa dépêche. Les autorités polonaises furent parmi les premières à prendre conscience que ces exécutions de masse étaient sans équivalent. Elles rapportaient que des trains entiers étaient envoyés vers les camps de Treblinka, Sobibor et Belzec - appelés déjà en 1942 « camps de la mort » - ; que plus d'un million de Juifs polonais avaient été tués à l'été 1942, notamment par l'usage de gaz. Elles s'étonnaient des lenteurs des Alliés pour comprendre l'événement et le combattre.

Concernant le camp d'Auschwitz, la Résistance polonaise signala dès le 15 novembre 1942 que des dizaines de milliers de Juifs et de prisonniers de guerre soviétiques étaient acheminés « *afin d'y être exterminés dans des chambres à gaz** ». Un rapport émanant en mai 1943 des services de renseignements polonais et parvenu à Washington indiquait que le nombre total des victimes à Auschwitz-Birkenau s'élevait en décembre 1942 à 65 000 Polonais, 26 000 prisonniers de guerre soviétiques et 520 000 Juifs.

Mentionnons également l'organisation qui concourut à sauver le plus de Juifs en Pologne : le Conseil d'aide aux Juifs (appelé « *Zegota* »). Né en septembre 1942, après la déportation vers Treblinka de 300 000 Juifs de Varsovie, il était soutenu par la *Delegatura*. Outre la structure établie dans la capitale, il existait deux autres Conseils, à Cracovie et à Lvov.

A sa tête se trouvaient des représentants de plusieurs partis politiques (le Parti

Documents sauvegardés

socialiste polonais PPS-WRN, le Parti paysan, le Parti démocratique, l'Union générale des travailleurs juifs Bund et le Comité national juif). La Direction de la lutte civile de l'État polonais clandestin pouvait ainsi déclarer le 16 septembre 1942 : « *Au nom de toute la société polonaise, nous protestons contre le crime commis contre les Juifs. Dans cette protestation sont associés tous les groupements politiques et sociaux polonais.* »

Se manifestait en effet chez certains groupes politiques, catholiques en particulier, une conduite schizophrénique : d'un côté on maintenait le refus d'une présence des Juifs dans la Pologne d'après-guerre, d'un autre on proclamait qu'il fallait les secourir ! la dimension du crime en train d'être perpétré exigeait que la Pologne n'y fût aucunement associée. Telle était la posture de l'écrivain catholique Zofia Kossak, l'une des fondatrices de Zegota, dont le mouvement Front Odrodzenia Polski (« Front de renaissance de la Pologne ») affirmait en août 1942 : « *On n'a pas le droit de rester passif devant le crime. Qui demeure silencieux devant le crime devient complice de l'assassin. Qui ne condamne pas, acquiesce.* »

Zegota s'était donné pour tâche d'aider les Juifs à trouver des papiers, de l'argent, des logements. On estime que 4 000 personnes furent ainsi aidées jusqu'en 1944 et que des dizaines de milliers de papiers « aryens » furent distribués. Une attention particulière fut portée au sauvetage des enfants, qui purent être cachés dans des familles polonaises, des orphelinats, des couvents. En 2003, le président de la République polonaise accorda la plus haute distinction de son pays à une Juste parmi les nations, Irène Sendler qui,

oeuvrant dans le cadre de Zegota et de ses réseaux d'entraide, avait réussi à sauver 2 500 enfants du ghetto de Varsovie. « *Il faut se souvenir, et toujours rappeler*, écrit Irène Sendler, *que, de toutes les formes de clandestinité en Pologne, l'aide aux Juifs était des plus difficiles et des plus dangereuses*(8). »

En effet, depuis le 15 octobre 1941, tout geste de solidarité à l'égard d'un Juif était passible de la peine de mort, mesure qui, dans l'Europe occupée par l'Allemagne nazie, ne fut promulguée et appliquée que sur le sol polonais. De même qu'y fut appliqué, pour l'aide apportée à un Juif, le principe de responsabilité collective. Le chiffre de celles et ceux qui perdirent la vie pour avoir tenté d'aider un Juif est estimé à 900 personnes.

L'Église de Pologne, quoique héritière, dans une large mesure, des mêmes options idéologiques que les partis nationalistes et malgré une attitude peu favorable aux Juifs (Emmanuel Ringelblum, l'archiviste du ghetto de Varsovie, parle de son « *indifférence* »), organisa néanmoins des réseaux de sauvetage. Elle secourut en particulier des enfants (sur les 2 500 enfants rescapés du ghetto de Varsovie évoqués plus haut, 500 furent cachés dans des établissements catholiques tenus notamment par des religieuses) ainsi que des Juifs convertis au catholicisme, leur procurant de faux actes de baptême.

Quant au petit nombre de Juifs qui réussit à survivre dans la Pologne occupée, souvent sous une fausse identité, ils répondaient en général aux caractéristiques suivantes : bien maîtriser la langue polonaise, avoir l'air « aryen » et disposer de ressources. La masse yiddishophone, elle, misérable et souvent

repliée dans des *shtetls*, n'avait guère de chances de survie.

Et ne survécut pas.

Note(s) :

* Cf. lexique, p. 67.

1. Cf. Jerzy W. Borejsza, n° 290, pp. 60-67.

2. Cité par Andrzej Friszke, (« Pologne. Destins de l'État et de la nation, 1939-1945 »), Varsovie, Iskry, 2004, p. 50.

3. Cf. Teresa Prekerowa, (« Le Conseil clandestin d'aide aux Juifs à Varsovie, 1942-1945 »), Varsovie, 1982, pp. 253-254, et Jan Rzepecki, « Organizacja i dzialanie Biura Biura Informacji i Propagandy Komendy Glownej AK » (« L'Organisation et l'action du Bureau d'information et de propagande du commandement central de l'AK »), n° 4, 1971, p. 147.

4. Cité d'après Dariusz Stola, (« L'Espoir et l'extermination ») Varsovie, Oficyna Naukowa, 1995, pp. 229-230.

5. Zygmunt Klukowski, (« Journal de l'Occupation dans la région de Zamosc »), LSW, 1958, p. 299.

6. Cf. Pawel Korzec, Jean-Charles Szurek, « Juifs et Polonais sous l'occupation soviétique, 1939-1941, réponse à Aleksander Smolar », n° 8, 1988, pp. 8-27.

7. (« L'Armia Krajowa dans les textes »), t. I, p. 150.

8. (« Histoire d'Irène Sendler, rédigée par Anna Mieszkowska »), Varsovie, Muza, 2004, p. 22.

Documents sauvegardés

L'Histoire

© 2005 © 2005 L'Histoire. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20050101-SHI-29403201

Nom de la source	Samedi 1 janvier 2005
L'Histoire	L'Histoire • no. 294
Type de source	• p. 032
Presse • Magazines et revues	• 2337 mots
Périodicité	Auschwitz
Mensuel ou bimensuel	
Couverture géographique	
Internationale	
Provenance	
France	

Le plus grand centre de mise à mort

Wieviorka; Annette

Quelle est la place d'Auschwitz-Birkenau dans la destruction des Juifs d'Europe ? A l'été 1942 est installé dans le camp un centre d'extermination qui deviendra le lieu principal de la Solution finale. Plus d'un million d'hommes, de femmes et d'enfants déportés de toute l'Europe y ont trouvé la mort.

Les camps d'Auschwitz-Birkenau forment un vaste complexe associant camp de concentration, camps de travail, centre de mise à mort. Si les premiers internés polonais du camp de concentration y arrivent le 14 juin 1940, il n'est un des lieux de la Solution finale qu'à partir du printemps 1942.

« C'était en été 1941 (je ne me souviens pas de la date exacte) que je fus soudain convoqué à Berlin chez le Reichsführer SS [Himmler] par l'un de ses aides de camp, raconte Rudolf Höss dans ses Mémoires. Contrairement à ses habitudes, il me reçut en tête à tête et me déclara ce qui suit :

« "Le Führer a donné ordre de procéder à la #145;Solution finale' du problème juif. Nous, les SS, sommes chargés d'exécuter cet ordre.

« "Les centres d'extermination déjà existants dans la zone orientale ne sont pas en état de mener jusqu'au bout les grandes actions qui sont projetées. C'est donc dans ce but que j'ai choisi Auschwitz, d'abord à cause de sa situa-

tion favorable du point de vue des communications et ensuite parce que l'emplacement destiné à une action semblable peut facilement être isolé et camouflé dans cette région"(1). »

Ce passage des Mémoires de Rudolf Höss, commandant d'Auschwitz, si souvent cité, est partiellement limpide. La Solution finale est en route. Ce sont les SS qui en ont la charge. Les centres de la zone orientale - Chelmno, Belzec, Sobibor, Treblinka - sont insuffisants. Le choix d'Auschwitz s'explique tout à la fois par l'excellente desserte ferroviaire qui permet d'y acheminer des trains de toute l'Europe et par son isolement.

Reste la date, dont Rudolf Höss ne se souvient pas avec précision et qui est d'importance dans le cadre du débat global sur la chronologie de la Solution finale et sur le cheminement des décisions. Celle donnée par Rudolf Höss est hautement improbable. Cette conversation ne peut s'être déroulée en 1941 puisque les centres d'extermination d'Europe orientale ne fonctionnaient alors pas encore.



De nombreux historiens ont suggéré que Rudolf Höss s'était trompé d'une année, que la convocation avait eu lieu à l'été 1942, ce qui est possible. Car, en vérité, rien n'indique une quelconque préparation d'Auschwitz pour l'assassinat massif des Juifs pendant l'été et l'automne 1941. Rien non plus pendant l'hiver 1941-1942. On construit alors fébrilement à Birkenau, mais c'est pour accueillir les prisonniers de guerre soviétiques, qui vont peupler cette ville d'un type nouveau. On meurt aussi beaucoup pendant ce terrible hiver, de faim, de froid, de maladie.

Le terme de « solution finale » qu'utilise Rudolf Höss quand il rend compte de son entretien avec Himmler est un terme nazi qui apparaît dans les textes dès 1939. Il exprime l'obsession de se débar-

Documents sauvegardés

rasser des Juifs, de rendre le Reich *Judenrein*, « propre de Juifs », ou *Judenfrei*, « libre de Juifs ».

Au-delà de la force de l'obsession, la mise en oeuvre de cette « *solution finale* » varie au fil de la guerre. D'abord, il a été question de faire émigrer les Juifs, de les parquer dans des réserves, de les enfermer dans des ghettos. Solutions qui se sont révélées irréalisables ou insuffisantes.

Avec l'invasion de l'Union soviétique (déclenchée le 22 juin 1941, c'est l'opération Barbarossa), alors même que se construit Birkenau, les Juifs sont assassinés ailleurs, à l'arrière du front de l'Est, où des *Einsatzgruppen*, des « groupes spéciaux » que l'historien du génocide Raul Hilberg baptisera « équipes mobiles de tuerie », qui avancent dans le sillage de la Wehrmacht, tuent par fusillades à ciel ouvert des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Pourtant, si, avec ces massacres, il y a indubitablement génocide, ce génocide reste « régional ».

À l'automne 1941 sont mis en chantier les centres d'extermination orientaux, dont parle Rudolf Höss, Belzec notamment. À partir du 7 décembre 1941, les nazis gazent des Juifs à Chelmno dans des camions spécialement aménagés à cet effet.

Un débat fort complexe agite les historiens désireux de « dater » le moment où de « régional » le génocide devient européen, quand la décision est prise d'aller chercher les Juifs partout où cela est possible. Dans ce processus, la conférence de Wannsee du 20 janvier 1942 occupe une place particulière. La « solution finale » est ici définie, son processus précisé.

Les « *Juifs valides* », « *aptes au travail* », comme ils sont souvent désignés, c'est-à-dire au travail manuel dont la machine de guerre nazie a besoin, seront exploités au-delà de l'humain : « *Une grande partie d'entre eux s'éliminera tout naturellement.* » Ceux qui auront survécu au travail mortel constituent le principal danger. Dans la vision biologique du monde qui est celle des nazis, ils contiennent en quelque sorte la souche d'un virus capable de contaminer l'univers entier, qu'aucun traitement ne saurait éradiquer, si ce n'est un « *traitement spécial* » dont on peut supposer qu'il implique la mort.

Une statistique des Juifs de tous les pays d'Europe, ceux qu'il conviendra de faire disparaître quand la chose est possible, fait partie du protocole de la conférence. À cette date, le 20 janvier 1942, seule l'Estonie est déjà *Judenfrei*, « libre de Juifs ».

Si la signification de cette conférence comme lieu de décision pour la Solution finale reste l'objet de controverses entre historiens (cf. *Pour en savoir plus*, p. 67), le fait qu'elle déclenche le processus administratif destiné à rassembler tous les Juifs d'Europe et à les transférer à l'Est n'est pas réellement mis en cause.

Auschwitz, qui fut de fait le lieu d'aboutissement de la plupart de ces transferts, a-t-il dès janvier 1942 une place dans ce programme ? Rien ne permet de l'affirmer. Pourtant, c'est bien dans ces mois qui suivent la conférence de Wannsee que Himmler modifie ses plans concernant Auschwitz.

La guerre éclair en Union soviétique se révèle un échec. Les nazis ne peuvent plus compter sur cette importante main-d'oeuvre soviétique pour laquelle Birke-

nau a été construit, tandis que les besoins de l'industrie, celle d'armement notamment, toujours plus gloutonne, doivent être comblés. Les Juifs remplaceront donc les Soviétiques ; les nazis attribuent dès lors à Auschwitz deux fonctions : l'assassinat pour ceux dont ils n'ont pas besoin, déclarés « inaptes » ; la mise au travail jusqu'à l'exténuation mortelle pour les autres.

Ainsi, en mars 1942, arrivent les premiers convois de Juifs provenant de Haute-Silésie et de Slovaquie et, le 30 du même mois, le premier convoi parti de France le 27. Tous les déportés entrent dans le camp et sont enregistrés (un numéro leur est tatoué sur le bras, etc.).

C'est le 4 juillet 1942 qu'est organisée - sur un convoi de Juifs slovaques - la première « sélection* » à la rampe, à la descente du train : les médecins trient parmi les déportés ceux qui sont conduits à la chambre à gaz* dès leur arrivée, sans être même enregistrés. Ce fut dès lors la règle pour tous les convois. Le 29 juillet 1942, des Juifs de France, ceux du 12^e convoi, subissent le même traitement ; il s'agit en majorité des hommes, des femmes et des enfants victimes de la rafle du Vél' d'Hiv, qui s'est déroulée à Paris les 16 et 17 juillet.

Les six derniers mois de 1942, 175 000 Juifs arrivent à Auschwitz, de France, de Belgique, des Pays-Bas, d'Allemagne, de diverses régions de Pologne. Pourtant, la part des morts d'Auschwitz dans les assassinats de la seconde moitié de l'année 1942 est modeste : 140 000 environ sur plus de 1,4 million de Juifs assassinés dans cette même période dans l'ensemble des centres de mise à mort de l'ancienne Pologne (cf. *carte*, p. 33).

C'est pendant que ces derniers tournent à

Documents sauvegardés

plein régime que sont élaborés les plans de transformation de Birkenau en usine de mort. Himmler y effectue d'ailleurs sa seconde visite (la première datait de mars 1941) les 17 et 18 juillet 1942. Il assiste à la « sélection » d'un groupe de Juifs hollandais et à leur gazage dans une des deux « chaumières » (nommées Bunkers* I et II, *cf. mise au point, p. 34*) qui ont été aménagées à cet effet.

À l'été 1942, de nouvelles installations couplant crématoires* et chambres à gaz sont commandées : il faut en effet tuer ceux qui arrivent en grand nombre et faire disparaître tous les corps. En 1943, Auschwitz-Birkenau a pris sa vraie dimension - une dimension inouïe par l'énormité des « masses » à traiter

Auschwitz, à cette date, n'est pas le seul centre de mise à mort à fonctionner sur le territoire du gouvernement général de Pologne administré par les nazis : on assassine aussi à Belzec, Sobibor... (*cf. carte, p. 33*). Mais il est le plus grand centre de destruction des Juifs d'Europe, et c'est lui qui fonctionnera le plus longtemps, pratiquement seul durant l'année 1944.

Dans ses Mémoires, Rudolf Höss explique avec une froideur déconcertante comment il a dû réinventer à cette occasion une forme de « travail à la chaîne ». Le moyen principal de cette mise à mort, la chambre à gaz, est désigné du nom de « crématoire ».

Les convois ne cessent d'arriver à Auschwitz. Au printemps 1943 sont déportés les Juifs des Balkans, ceux de Salonique notamment, et, en septembre, les premiers Juifs d'Italie. Ce sont encore les survivants de certains ghettos polonais, notamment du ghetto de Lodz (Litzmannstadt), dernier ghetto « liquidé

» en août 1944. Surtout, en mai 1944, les Juifs hongrois commencent à arriver en nombre si considérable (un tiers au moins des Juifs assassinés à Auschwitz étaient hongrois) que la machine s'afrole. En 54 jours, au printemps 1944, 154 trains amènent 437 000 hommes, femmes et enfants.

Ce sont les semaines où la libération du nazisme semble prochaine. Les Alliés, qui ont débarqué en Sicile, libèrent Rome le 4 juin. Ils débarquent en Normandie le 6 juin 1944.

Les Soviétiques commencent le 22 juin, troisième anniversaire de Barbarossa, leur offensive d'été. En juillet 1944, ils « libèrent » le camp de Lublin-Majdanek, vidé de ses détenus, dont certains ont été transférés à Auschwitz.

En novembre 1944, sur ordre de Himmler, les installations d'Auschwitz sont détruites à la hâte. Ce qui ne signifie pas qu'on cesse d'y mourir.

Dès octobre 1944, des convois ont commencé à évacuer des détenus d'Auschwitz. À partir du 17 janvier 1945, alors que les avant-gardes de l'Armée rouge se rapprochent des camps, quelque 60 000 prisonniers sont mis sur les routes, par un froid polaire. Après ce qu'ils ont nommé eux-mêmes les « marches de la mort », ils sont acheminés, parfois en wagons découverts, dans les camps de l'Ouest, Buchenwald, Ravensbrück, Bergen-Belsen...

Selon les travaux de Franciszek Piper, près de 1 million de Juifs ont trouvé la mort, immédiatement conduits à la chambre à gaz, sans avoir été enregistrés à l'arrivée à Auschwitz, soit approximativement un sixième des morts de la Shoah (*cf. ci-contre*).

Encadré(s) :

Six camps d'extermination sur le territoire polonais

Les camps de concentration ont été créés dès l'arrivée de Hitler au pouvoir. Pendant la guerre, des résistants, des otages, des droits communs y ont été déportés de tous les pays occupés. Les camps étaient une vingtaine en 1944, auxquels étaient rattachés des milliers de Kommandos (camps annexes). Parmi eux : Dachau, Buchenwald, Mauthausen, le Struthof, en Alsace annexée à l'Allemagne, et Ravensbrück pour les femmes. Les centres de mise à mort, ou camps d'extermination (Chelmno, Belzec, Sobibor, Treblinka) étaient destinés à l'assassinat des Juifs. Majdanek et Auschwitz-Birkenau étaient des camps mixtes, à la fois camps de concentration et centres de mise à mort. Tous étaient situés sur le territoire de la Pologne d'avant-guerre, là où les Juifs étaient les plus nombreux. À Auschwitz ont été acheminées plus de 1,3 million de personnes.

Les chambres à gaz

Mise au point

Les lieux de l'assassinat de masse.

On sait presque tout des chambres à gaz d'Auschwitz-Birkenau. Aux témoignages des survivants du *Sonderkommando* *, aux Mémoires du commandant du camp Rudolf Höss, se sont ajoutés les travaux des historiens sur les archives des installations de la mise à mort.

À Auschwitz I (*cf. plan, p. 35*), le premier gazage homicide fut pratiqué dans les caves du Block* XI, début décembre 1941, sur des prisonniers russes classés

Documents sauvegardés

« *communistes fanatiques* » et des malades « irrécupérables ». Ce camp comportait un crématoire* (dit Krematorium I) dont la morgue fut utilisée sporadiquement fin 1941-début 1942 comme chambre à gaz homicide.

A Auschwitz-Birkenau, les premières chambres à gaz furent aménagées dans deux bâtiments situés dans le bois de bouleaux au nord du camp, nommés Bunker I et Bunker II. Elles fonctionnèrent du 20 mars 1942 au printemps 1943 (six chambres à gaz au total). C'est dans le Bunker I, mis en service le premier, que l'on expérimenta la mise au point des gazages homicides massifs. Les morts étaient ensevelis ou brûlés dans des fosses.

Les Bunker furent abandonnés au printemps 1943 quand les quatre installations homicides - désignées comme Krematorium II, III, IV et V - furent construites à Birkenau. Chaque bâtiment comportait une ou plusieurs chambres à gaz, une salle de déshabillage, une morgue (parfois la même pièce), enfin une salle équipée de fours crématoires pour brûler les corps.

Croyant accéder à une salle de douche, les femmes, les enfants, les hommes se déshabillaient avant d'être enfermés dans une pièce hermétiquement close où étaient déversées des boîtes de zyklon B. Il fallait quelques minutes pour tuer dans des souffrances atroces des centaines de victimes. Les hommes des *Sonderkommandos* recueillaient alors les cadavres et les transportaient vers les fours. En mai-juin 1944, au moment de l'arrivée des Juifs de Hongrie, ces installations ne suffisant plus à la masse des assassinats, le Bunker II fut réactivé.

Toutes ces opérations étaient couvertes

par le secret le plus absolu. Les hommes des *Sonderkommandos* étaient régulièrement éliminés par le gaz. Les chambres à gaz-crématoires de Birkenau furent détruites à l'aide d'explosifs par les nazis avant leur départ du camp.

Les trois camps d'Auschwitz-Birkenau

Le complexe des camps d'Auschwitz s'étend sur près de 40 km². Il est composé de trois camps principaux et d'une quarantaine de Kommandos (camps annexes) extérieurs.

Auschwitz I est un camp de concentration fonctionnant dès le printemps 1940, où sont principalement internés des hommes polonais.

Auschwitz II-Birkenau est le plus grand centre de mise à mort pour les Juifs et les Tziganes. C'est là que sont contruites les immenses chambres à gaz-crématoires. Au printemps 1944, au moment de la déportation des Juifs hongrois, la voie ferrée est prolongée jusqu'à la zone des chambres à gaz-crématoires. Birkenau est aussi un camp de concentration, notamment parce que le camp de femmes (résistantes, droit commun, otages...), ouvert à Auschwitz en mars 1942, y est transféré en août 1942.

Monowitz, où est construite l'usine IG Farben, est dénommé « Auschwitz III ».

La Solution finale : le jour et l'heure Philippe Burrin

Les recherches récentes montrent qu'il n'y eut pas un ordre unique de mise à mort. Mais une prise de décision progressive, dans un mouvement de radicalisation.

L'intérêt pour la question de la prise de

décision dans le génocide des Juifs d'Europe ne se dément pas, et l'on comprend pourquoi : elle engage profondément notre ré-flexion sur le fonctionnement du régime nazi et sur les motifs d'une entreprise monstrueuse qui met au défi notre entendement.

La recherche historique au cours des dernières années trouve un fort point de convergence dans l'idée que cette prise de décision fut progressive et cumulative - une séquence de choix plutôt qu'un ordre unique - et qu'elle doit être replacée dans tout un contexte de politiques éradicatrices qui visèrent à partir de l'automne 1939 bien d'autres catégories que les Juifs, comme les Allemands handicapés, les élites polonaises, les habitants des territoires polonais annexés à l'Allemagne, les prisonniers de guerre soviétiques.

Cet apprentissage de la violence de masse et les dispositions mentales qui l'accompagnèrent contribuèrent à inscrire sur l'horizon avec une netteté croissante un objectif d'anéantissement qui valait avant tout pour les Juifs en raison de la place centrale qu'ils occupaient dans l'idéologie nazie et en particulier de celle de Hitler.

A partir du moment où la plus grande partie des Juifs d'Europe se trouvèrent sous la coupe du III^e Reich, la politique de persécution fut marquée par une radicalisation croissante. Alors qu'il s'agissait jusque-là de les éliminer en les forçant à émigrer, l'idée d'une élimination par leur concentration dans une réserve périphérique, avec la possibilité clairement perçue d'une extinction à terme, gagna rapidement du terrain. Elle fut remplacée par la liquidation physique au terme d'un élargissement des pratiques meurtrières déployées en

Documents sauvegardés

URSS, occupée en été et en automne 1941.

Dans cette chaîne, faut-il donner à l'une ou à l'autre décision la signification d'un tournant irréversible ? Sur ce point, comme sur celui des motifs sous-jacents à la politique antisémite des nazis, les divergences continuent de subsister, comme le montrent deux ouvrages récents (*cf. Pour en savoir plus, p. 67*) . Christopher Browning estime qu'un tournant décisif intervint en automne 1941, moment où une série d'indices convergents semblent attester qu'un projet génocidaire avait définitivement pris corps, même si les modalités de sa réalisation n'allaient être fixées qu'au printemps 1942.

Florent Brayard reconstruit un processus plus étiré dans le temps en accordant une attention aiguë aux différentes catégories dans lesquelles les nazis pensèrent la « solution de la question juive » (émigration, transplantation, extinction, extermination) et une importance centrale aux motifs de Hitler, notamment à son obsession de l'« ennemi intérieur ». Il ne convient, selon lui, de parler de génocide qu'à partir de l'été 1942, quand fut assigné pour la première fois un horizon temporel à sa réalisation - un an - et mis en place l'instrument technique qui l'accomplirait, les chambres à gaz d'Auschwitz.

La lecture subtile qu'il fait des documents existants apporte un éclairage important à notre connaissance du problème, même si elle peut être contestée ici et là. Ainsi à propos de la conférence de Wannsee (20 janvier 1942) dont les participants discutèrent clairement, selon le témoignage d'Eichmann, de méthodes de mise à mort.

Philippe Burrin

Professeur à l'Institut de hautes études internationales de Genève

Mise au point

Auschwitz : combien de morts ?

Même s'il semble vain de vouloir établir avec précision le nombre des victimes d'Auschwitz, des travaux ont été entrepris dans les années 1980. Les comptages de Franciszek Piper, historien du musée d'Auschwitz-Birkenau, sont admis aujourd'hui par la plupart des chercheurs.

Franciszek Piper a établi que :

1,3 million de personnes ont été déportées dans les camps d'Auschwitz.

Parmi elles 1,1 million y sont mortes.

Ce chiffre, selon lui, est un minimum, réparti comme suit :

960 000 Juifs

70 000 à 75 000 Polonais

21 000 Tziganes

15 000 prisonniers de guerre soviétiques

10 000 à 15 000 détenus d'autres nationalités (si l'on excepte les Juifs) : Soviétiques, Tchèques, Yougoslaves, Français, Allemands, Autrichiens.

F. Piper, « The Number of Victims », *Auschwitz, t. III*, Oswiecim, musée d'État d'Auschwitz-Birkenau, 2000, pp. 205-231.

Note(s) :

* Cf. lexique, p. 67.

Maspero, 1979, p. 261.

1. Rudolf Höss, , Paris, François

Documents sauvegardés



© 2005 © 2005 L'Histoire. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20050101-SHI-29406701

Nom de la source	Samedi 1 janvier 2005
L'Histoire	L'Histoire • no. 294
Type de source	
Presse • Magazines et revues	• p. 067
Périodicité	• 203 mots
Mensuel ou bimensuel	Auschwitz
Couverture géographique	
Internationale	
Provenance	
France	

Lexique

« Arbeit macht frei »

Cette expression (« le travail rend libre »), placée à l'entrée du camp de Dachau (le premier camp construit par les nazis), se trouve également sur le portail d'Auschwitz I, camp de concentration où le travail forcé et la terreur étaient la règle.

Block

Baraque de détenus dans les camps.

Canada

Nom donné, probablement par les détenus, aux énormes magasins de Birkenau où étaient entreposés les biens des déportés.

Chambre a gaz

Lieu aménagé pour assassiner les déportés. Des gaz divers étaient utilisés - à Auschwitz, c'est le zyklon B qui a servi pour gazer les Juifs à partir de juin 1942. Il y eut 8 lieux de gazage à Auschwitz-Birkenau.

Crématoire ou Krematorium

Four crématoire. Chaque camp de concentration ou d'extermination en possédait un ou plusieurs où les corps étaient brûlés, quelle que soit la cause de la

mort. A Birkenau, le terme désignait souvent l'installation couplée chambre à gaz-crématoire.

Kapo

Détenu chargé de commander les autres prisonniers.

Sélection

Effectuée à l'arrivée des convois de Juifs à Auschwitz et à intervalle régulier parmi les détenus (Juifs et quelques non-Juifs), réalisée par des médecins nazis, elle distinguait ceux qui étaient « aptes » au travail forcé des « inaptes », immédiatement gazés.

Sonderkommando (« commando spécial »)

Désignait les Juifs contraints de vider les chambres à gaz et d'incinérer les cadavres. Ils étaient périodiquement éliminés et remplacés afin de conserver le secret de la Solution finale.

Zyklon B

Nom donné à l'acide cyanhydrique, puissant insecticide employé à Auschwitz pour gazer les Juifs. Quelques minutes seulement étaient nécessaires pour tuer hommes, femmes et enfants entassés par centaines dans les chambres à gaz.

Documents sauvegardés

L'Histoire

© 2005 © 2005 L'Histoire. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20050101-SHI-29406201

Nom de la source	Samedi 1 janvier 2005
L'Histoire	L'Histoire • no. 294
Type de source	• p. 062
Presse • Magazines et revues	• 150 mots
Périodicité	Auschwitz
Mensuel ou bimensuel	
Couverture géographique	
Internationale	
Provenance	
France	

Chronologie

1 942
mars

Arrivée à Auschwitz des premiers convois de Juifs.

1944

mai-juin

En 54 jours, 437 000 Hongrois sont déportés à Auschwitz.

1945

27 janvier

Entrée de l'Armée rouge à Auschwitz.

1945-1946

Procès des « grands » criminels nazis à Nuremberg.

1947

Loi du Parlement polonais instituant le musée d'État d'Auschwitz-Birkenau.

1953

Création en Israël de Yad Vashem, institution nationale dédiée à la mémoire et à l'histoire de la Shoah.

1955

Inauguration de l'exposition générale du musée d'État à Auschwitz.

1956

Inauguration à Paris du Tombeau du martyr juif inconnu, qui deviendra Mémorial du martyr juif inconnu.

1961

Procès Eichmann à Jérusalem.

1967

Inauguration à Birkenau du Monument international à la mémoire des victimes du fascisme. Guerre des Six-Jours.

1978

Le scandale du négationnisme éclate en France.

1979

Visite de Jean Paul II à Auschwitz, messe à Birkenau. Inscription du camp au patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco.

1984

Installation de carmélites dans l'ancien théâtre. Dans les années qui suivent, émergence d'une revendication d'une mémoire juive sur le site d'Auschwitz.

1993

Inauguration à Washington du Mémorial de l'Holocauste.

2005

Cérémonies du 60e anniversaire de la libération du camp. Inauguration de la nouvelle exposition du pavillon français. Inauguration à Paris du Mémorial de la Shoah qui remplace le Mémorial du martyr juif inconnu.

LIVRES/

Richard Glazar, en ce camp-là

Par NATALIE LEVISALLES

De manière très déroutante, ce témoignage sur le camp d'extermination de Treblinka commence par une scène d'actualité vue dans un cinéma de Prague en 1940. Des bombes japonaises tombent sur une ville chinoise. Une jeune femme s'agenouille devant un enfant à terre, en sang. «Elle implore et implore encore... A partir de cet instant, toutes les Mater dolorosae, les mères de douleur, ressembleront à mes yeux à cette jeune Chinoise.» Difficile de savoir ce que Richard Glazar a voulu dire en commençant ainsi son mémoire, mais ce décentrement attire l'attention du lecteur sur sa manière de regarder le monde. Richard Glazar est né en 1920 à Prague dans une famille juive aisée où l'on parle tchèque et allemand. Il a 22 ans quand, en septembre 1942, il est déporté à Theresienstadt, puis à Treblinka. Le récit qu'il en fait, écrit en 1965 et publié pour la première fois en français, a une extraordinaire force littéraire. Arrivée du convoi. Sélection. Il est déjà nu. Un SS longe les rangs, le dépasse, se retourne. «Toi aussi, tu viens, rhabille-toi.» Pour faire fonctionner la machine d'extermination mais aussi la machine à récupérer les biens des juifs assassinés, les nazis ont besoin d'esclaves qui acquièrent une certaine compétence, ils les laissent vivre pendant un temps. Glazar travaille au tri. Il décrit «les paires de bottes attachées en une montagne noire, friable et désordonnée», une pochette en cuir contenant les outils d'un serrurier, un petit cœur en or et son fin collier. D'un tas de vêtements, il extrait chaque jour «une chemise propre, à chaque jour celle d'un autre mort», de même que chaque jour il se rase. «Avant tout, retiens ça : celui qui a un visage mal rasé, exténué, flirte déjà avec le fouet et risque le Lazarett.» Dans le centre de tri, il y a ce coin où les SS viennent faire leurs

Dans «Derrière la clôture verte», le Pragois dresse un témoignage vivant et puissant de sa déportation à Treblinka, dont il réussit à s'évader. Écrit en 1965, son récit est publié pour la première fois en français.

emplettes. Le box des «manteaux pour hommes, premier choix» est très recherché. «Vous avez déjà quelque chose à me montrer?» L'un souhaite un manteau «impeccable». Deux autres sont séduits par le même vêtement et s'en disputent la propriété.

FORCE HALLUCINATOIRE
Un soir dans sa baraque, les prisonniers sont déjà habillés pour la nuit quand un «Achtung!» retentit. Ils se mettent au garde à vous, tous «affublés de longues chemises tombantes en flanelle rose, bleu foncé, jaune, avec des motifs à fleurs», de maillots de femmes, de bonnets de nuit et de mitaines, «des fantômes, des pantins, des épouvantails». Quand Glaton est envoyé dans la baraque de déshabillage des femmes, il note que «ce sont les pleurs des enfants qui parviennent le plus distinctement aux oreilles». Dans l'enfer et le chaos du camp, il y a aussi la langue des bourreaux, «la langue nazie qui sert à la fois à dissimuler et à terroriser», comme le dit le cotraducteur du texte, Olivier Mannoni. Parfois surgissent des scènes qui ont une force hallucinatoire, comme le jour où, après l'arrivée d'un convoi de Bulgarie, passent des hommes déjà nus. «Deux jeunes s'approchent... Derrière eux, un homme à la barbe grisonnante et altier, au torse bombé, aux muscles des cuisses tendus sous la peau. Je les ai déjà vus quelque part ces trois-là – le vieux, c'est Laocoon, et

les jeunes ses fils – ceux de la Troie légendaire conquise par les Grecs, sortis des manuels scolaires.» Quelques heures plus tard, il ne restera plus rien d'eux. Glazar dessine les portraits grotesques et fascinants des gardes ukrainiens et des SS, notamment du commandant en second du camp, Kurt Franz. Bottes noires, gants de daim gris et casquette à tête de mort posée de biais, il sait bien qu'il est «le plus beau des hommes». Ce qu'il ne sait pas, c'est que ce physique lui a «valu auprès des condamnés de Treblinka le surnom de "Lalka", la poupée». Quand les trains se font rares, Lalka s'ennuie et décide d'installer un zoo. Il fait livrer deux renards, des écureuils, des pigeons. Il organise un concert devant la hiérarchie SS. Le grand chantre de la synagogue de Varsovie chante un air de *Tosca* de Puccini. Puis «Rachel, je te livre au bourreau», un air de la *Juive* d'Halévy. A côté de la violence absolue des bourreaux, il y a les minuscules actes de résistance des victimes. Glazar décrit avec distance, ironie, lucidité probablement. Mais aussi, quand il parle des «esclaves» qui partagent son sort, notamment le très solidaire groupe des juifs tchèques, avec compassion et gratitude. Il y a dans son texte quelque chose de moins radicalement désemparé que, par exemple, dans *Si c'est un homme* (1947) de Primo Levi. Peut-être parce que la rédaction finale a été faite des dizaines

d'années après la sortie du camp. Peut-être à cause de la solidarité des 20 prisonniers tchèques. Le 2 août 1943, des grenades explosent, un incendie démarre. La révolte et les évasions ont longtemps été préparées par les prisonniers, notamment par ceux du groupe tchèque, mais tous n'ont pas les mêmes projets. Certains, comme Rudi Mazarek, qui est arrivé avec sa jeune femme enceinte, immédiatement assassinée, n'ont pas l'intention de s'évader. Ils mourront là où sont morts leurs femmes et leurs enfants. Richard Glazar parvient à s'enfuir. Sur les 900 000 déportés à Treblinka, 54 ont survécu. Il est l'un d'entre eux. Fin 1945, il existe une première ébauche de ce texte. Il s'écoulera pourtant presque cinquante ans avant qu'une première édition paraisse en Allemagne en 1992. Pourquoi un tel délai? Petra Loucová, chercheuse à l'Institut d'histoire contemporaine de l'Académie des sciences tchèque, rappelle que Richard Glazar a voulu publier dès la fin de la guerre mais qu'il a fait face à un manque d'intérêt généralisé, lié entre autres à ce qu'elle appelle «l'antisémitisme et l'antisionisme soviétiques d'après-guerre».

FEUILLETON

Quand on se penche sur le parcours de Glazar, que voit-on? A l'âge de 25 ans, il reprend des études. Au début des années 50, il est arrêté pour «opinions politiques non conformes» et envoyé travailler en usine de 1951 à 1953. Il trouvera ensuite un poste à l'Institut de recherche en construction et architecture, puis à la bibliothèque de l'Académie des sciences. En 1964, il témoigne à Düsseldorf en Allemagne au procès des bourreaux de Treblinka. C'est à cette époque qu'il reprend son texte et le réécrit; quelques extraits sont lus à la radio. Dans une lettre adressée à Yad Vashem (l'Institut international pour la mémoire de la Shoah) le 26 juin 1968, il indique qu'en 1967,



la revue tchèque *Mezinárodní Politika* a publié en feuilleton une version courte de son mémoire, titrée «Treblinka, un nom qui sonne comme une comptine». Il est en train d'en rédiger la version longue qui devrait être publiée par une maison d'édition liée à l'Union des combattants antifascistes. Il espère avoir terminé le manuscrit vers la fin septembre. Sauf qu'entre le 26 juin et le mois de septembre, il y a le 21 août, date de l'invasion du pays par les troupes du pacte de Varsovie. Fin brutale du printemps de Prague qui avait apporté le «socialisme à visage humain» à la Tchécoslovaquie. Glazar s'exile en Suisse avec sa femme et ses deux enfants. Une fois de plus, il recommence sa vie à zéro. Automne 1972. Gitta Sereny qui prépare *Au fond des ténèbres*, son livre sur Franz Stangl, le

commandant de Treblinka, s'entretient longuement avec Glazar et est frappée par «son intelligence remarquable». Plus tard, il sera aussi un des témoins marquants de *Shoah*, le film de Claude Lanzmann.

SUBTILE

Années 80 et 90. Glazar qui vit toujours en Suisse reprend son manuscrit et le traduit en allemand. Il est publié chez Fischer Verlag en 1992 sous un nouveau titre: *Die Falle mit grünen Zaun* («le Piège à la clôture verte»). D'autres publications suivent. 1994, en tchèque. 1995, en anglais. 2011, en polonais, sous le titre *Station Treblinka*. En 2012 il sera réédité en tchèque sous l'étrange premier titre, «Treblinka, un nom qui sonne comme une comptine». En France, rien jusqu'en 2021. Et puis arrive Valéry Pratt, professeur

de philosophie en classe préparatoire à Amiens, qui travaille avec ses élèves sur le film *Shoah* et s'intéresse particulièrement au témoignage de Glazar. Il découvre l'existence du livre paru en Allemagne, comprend immédiatement son importance et contacte une dizaine d'éditeurs français. Aucune manifestation d'intérêt. Sur le conseil de l'écrivain Jérôme Ferrari, il finit par se tourner vers Actes Sud et entre en relation avec l'éditrice Sylvie Fenczak le 15 décembre 2021. Celle-ci se rappelle avoir répondu dans la journée: «A priori très favorable.» Elle avait vu *Shoah* et se souvenait du témoignage de Glazar. «Bien sûr que je veux publier ça. La force du texte est absolument incroyable, explique-t-elle aujourd'hui. La capacité à décrire de Glazar va au-delà du témoignage, il est important de le donner

à lire.» Valéry Pratt qui avait fait une première traduction n'est pas traducteur professionnel. Sylvie Fenczak demande à Olivier Mannoni, un traducteur littéraire qui a énormément travaillé sur les textes de cette

Glazar décrit avec distance, ironie, lucidité probablement. Mais aussi, quand il parle des «esclaves» qui partagent son sort, avec compassion et gratitude.

ment travaillé sur les textes de cette période, de prendre la relève. Et c'est donc par cette remarquable rigoureuse et subtile traduction d'Olivier Mannoni que le texte nous parvient aujourd'hui. Que s'est-il passé après les publications des années 90? La suite, c'est Pavla Glazarova-Fröhlich, la fille de Richard Glazar et de sa femme Zdena, qui la raconte en 2020 sur le site tchèque *Memory of Nations*. Elle décrit une famille très unie et raisonnablement heureuse. Le père ne raconte pas grand-chose de Treblinka. Elle se souvient juste qu'il disait que «si une personne est seule, elle ne peut pas survivre». De fait, son père ne supporte pas d'être seul, jamais. Même lorsqu'il joue au tennis (il est entraîneur pendant ses loisirs), sa femme Zdena doit s'asseoir au bord du terrain.

Fin 1989, c'est la révolution de ve-lours. Dans les années qui suivent le changement de régime en Tchéquie, Richard et Zdena retournent régulièrement à Prague, mais Zdena tombe gravement malade et meurt le 7 décembre 1997. Une dizaine de jours plus tard, alors que Pavla Glazarova est avec son père en train de trier les vêtements de sa mère, elle s'absente pour faire une course. Quand elle revient, son père s'est jeté par la fenêtre. Il meurt le 20 décembre 1997 à 77 ans. ◆

RICHARD GLAZAR
DERRIÈRE LA CLÔTURE VERTE. SURVIVRE À TREBLINKA
Préface de Michal Hausser-Gans, traduit de l'allemand par Olivier Mannoni et Valéry Pratt. Actes Sud, 320 pp., 23,50 € (ebook : 17,99 €).



Des Juifs en marche vers Treblinka.

ALAMY STOCK PHOTO

LIVRES/

«L’Affaire Treblinka» : la Shoah en débat

Publication en français de la remarquable étude de l'historien américain Samuel Moyn sur la controverse suscitée par le livre de Jean-François Steiner, publié en 1966, qui décrivait une «passivité-complicité» juive face au projet d'extermination nazi. Une controverse salutaire pour l'histoire.

Par VIRGINIE BLOCH-LAINÉ

En mars 1966, une vingtaine d'années seulement après la fin de la guerre, les Parisiens voient sur les murs une publicité qui fait scandale parce qu'elle montre

une croix gammée. Cela ne se fait plus d'en afficher dans l'espace public. Ce n'est que le début d'une série de surprises. L'hebdomadaire de Pierre Lazareff, *le Nouveau Candide*, annonce, d'une façon choquante, élaborée dans un but commercial, la sortie d'un livre. Sur la couverture,

il est écrit en lettres majuscules : «LES JUIFS : CE QU'ON N'A JAMAIS OSÉ DIRE.» Un homme, 28 ans seulement, Jean-François Steiner, publiait un «roman documentaire» intitulé *Treblinka*. Il y racontait l'insurrection des Juifs à Treblinka le 2 août 1943. A cette manifestation

d'héroïsme, fidèle au prix qu'accorde à la vie et à la survie le judaïsme selon Jean-François Steiner, a répondu, toujours selon lui, une «passivité-complicité» juive face au projet exterminateur, manifeste dans le ghetto de Varsovie.

Le livre, un succès en France et à l'étranger, fut à l'origine d'une des premières controverses liées à la Shoah après celle déclenchée par *le Dernier des Justes* d'André Schwarz-Bart, prix Goncourt en 1959. *Treblinka* eut des conséquences profondes. Il fut un tournant : il modifia l'analyse de la criminalité nazie, inaugura la distinction entre camps d'extermination et camps de concentration alors que, jusque-là, la référence à ces derniers incluait les deux catégories de camps ; le livre de David Rousset *l'Univers concentrationnaire*, paru dès 1946, faisant référence. Un antisémitisme persistant et le silence des rescapés incitaient à taire la spécificité des camps de la mort. Simone de Beauvoir (qui a préfacé *Treblinka*), Jacques Maritain, François Mauriac, le négationniste Paul Rassinier, Gilles Perrault, Emmanuel Lévinas sont quelques-uns des intellectuels qui réagirent à la publication de ce texte. Beaucoup d'entre eux en firent une lecture idéologique, certains corrigèrent leur interprétation, d'autres pas. *Treblinka* est un livre malsain, dérangeant, falsificateur, qui entretient une confusion entre réalité et fiction. Steiner a modifié ce qu'il avait récolté auprès de neuf survivants du camp ; ils en furent meurtris. Mais *Treblinka* eut des vertus. A partir du scandale qu'il provoqua, le génocide fut un objet d'étude (historien du monde grec, Pierre Vidal-Naquet après sa lecture est devenu un historien du génocide), l'identité juive se reconstruisit en regard de ce texte, et «la croyance inébranlable en la priorité à donner aux témoins est devenue audible en France».

«Analyse d'incident»

L'historien américain Samuel Moyn, professeur de droit et d'histoire à Yale, a publié en 2005 une étude remarquable, comptant des documents inédits, de ce qu'il appelle «L'Affaire Treblinka». Jean-François Steiner, toujours vivant, lui a ouvert sa porte. *L'Affaire Treblinka* est traduit en français à l'heure où, dans les prestigieuses universités américaines, les études sur la Shoah se raréfient. Le militantisme dans lequel sont engagés certains étudiants et certains professeurs rendrait-il possible, aujourd'hui, le travail d'élucidation mené par Moyn ? C'est en se penchant sur l'œuvre de Lévinas, sur lequel il préparait une thèse, que

Moyn a découvert *Treblinka*. Lévinas a consacré un livre, *Honneur sans drapeau*, à celui de Steiner. Dans une introduction très claire, personnelle et scientifique, Moyn qualifie son travail à l'aide d'une expression de l'historien Robert Darnton. Il s'agit d'une «analyse d'incident», comme le *Grand Massacre des chats* (les Belles Lettres, 2011) de Darnton en était une. Moyn souligne que (il écrit cela en 2005) «les controverses sont devenues des objets d'intérêt historique relativement récemment [...]». L'objectif de beaucoup de ces travaux comme du nôtre est de saisir, par une analyse micro-historique, les données fondamentales d'une époque ou d'un problème». L'époque de *Treblinka* est également celle de la publication d'*Eichmann à Jérusalem* en France, chez Gallimard, sous l'impulsion de Pierre Nora. Arendt fit l'objet d'une polémique car son livre mettait en cause la responsabilité des dirigeants juifs français dans l'extermination des Juifs de France. Samuel Moyn met en miroir les deux réceptions et, d'une manière générale, souligne les articulations entre des idées et des événements contemporains de *Treblinka*. En 1966, le mythe de la France résistante s'effrite, le livre fondamental de Robert Paxton et *le Chagrin et la pitié* vont bientôt reconfigurer «le régime mémoriel» de la Shoah et Lanzmann s'apprête à se lancer dans l'aventure de son documentaire.

La version française de *L'Affaire Treblinka* compte une postface du traducteur, Philippe Lesavre. Il explique à quel point le livre de Samuel Moyn fut pour lui salvateur tant l'avait remué *Treblinka* à sa publication. Il était étudiant en médecine. Il fut bouleversé en lisant, sous la plume de Steiner : «Flot, fleuve, lave, troupeau, les Juifs, esclaves, complices, parricides, fratricides, génocides, héros sublimes ou peuple maudit, [...] ils hurlent, courent et bondissent, ceux-là qui abandonnèrent les leurs, ceux-là qui leur arrachèrent les dents, qui les gazèrent, qui les brûlèrent et qui réduisirent leurs os en poudre.» Une réimpression du livre effaça les qualificatifs «fratricides», «parricides», «génocides». «Mais le terme complices demeure. Pourquoi ?» Quand Philippe Lesavre a lu Samuel Moyn, «ce fut un éblouissement. Tout est là. Le livre éclaire tous les recoins de la controverse.» *L'Affaire Treblinka* est frappant par le sens de la mesure qu'il dégage, y compris lorsqu'il décortique les mensonges de Steiner. Qui est Steiner ? Il est né en 1938, son père, Kadmi Cohen, était un Juif polonais, et sa mère une catholique française. Steiner est le nom de son beau-père, qui l'a adopté en 1952.



Jean-François Steiner en 1966, année de sortie de son *Treblinka*.

AGIP. BRIDGEMAN IMAGES

analysent la lecture par David Rousset de *Treblinka* sont passionnantes. Rousset ne voyait pas dans la «collaboration» des Juifs un trait ethnique mais un effet de «la fraternité de l'abjection» qu'entretient l'univers concentrationnaire. Les Juifs n'étaient pas les seuls à aller à la mort comme des moutons à l'abattoir.

«Unions bizarres»

Très intéressant aussi est le récit par Moyn de la manière dont Rassinier, ancien communiste, puis socialiste, résistant déporté à Buchenwald, ensuite engagé dans la négation de l'existence des chambres à gaz, fit son miel de *Treblinka*, dont il prit la défense: «*L'un des paradoxes de l'affaire Treblinka est la formation d'unions bizarres.*» Rassinier s'est aligné sur la position de Rousset à cette occasion. Unions, ou désunions: Vidal-Naquet a changé d'avis sur le livre au fil du temps et Romain Gary a réagi vivement dans *la Danse de Gengis Cohn*, roman génial publié en 1967, un an après *Treblinka*. Le héros, Gengis Cohn, est le fantôme d'un Juif polonais exterminé. Il hante la maison d'un ancien officier nazi devenu commissaire de police et lui pourrit l'existence. Gary, à travers son personnage, interpelle directement Steiner: «*D'ailleurs, tout le monde sait que les Juifs n'ont pas été assassinés. Ils sont morts volontairement. Je me tiens au courant de l'actualité, vous pensez, je n'ai que ça à faire, et je viens de trouver des choses tout à fait rassurantes là-dessus dans le livre d'un certain Jean-François Steiner, Treblinka: nous faisons la queue devant les chambres à gaz. Il y a eu à peine quelques révoltés, par-ci, par-là, in extremis, dans le ghetto de Varsovie, notamment, mais dans l'ensemble, il y a eu empressement, obéissance, volonté de disparaître. Il y a eu une volonté de mourir. Ce fut un suicide collectif, voilà.*» Philip Roth avait-il lu *Treblinka*? La mollesse attribuée aux Juifs est un poncif antisémite, comme l'est son contraire. Dans *la Contrevie* (1986), il imagine, privilège du roman, des personnages dont les idées diffèrent les uns des autres. L'un d'eux dit: «*C'est sans fin. [...] Au départ, ce qui était abject, c'était la passivité des Juifs, le Juif soumis, accommodant, le mouton à l'abattoir – maintenant, ce qu'on trouve pire, carrément mal-faisant, c'est notre force, notre combativité.*»

Quand Jean-François Steiner avait 5 ans, son père est mort dans un camp satellite d'Auschwitz. *Treblinka* lui est dédié. Kadmi Cohen, «figure tout aussi peu commune que celle de son fils, et d'une certaine manière presque aussi importante dans la genèse du scandale», était né à

Lodz et fut envoyé en 1910 en Palestine par ses parents pour y étudier. Proche du sioniste Vladimir Jabotinsky, il était favorable à la création d'un Etat binational et persuadé qu'en faisant sortir les Juifs d'Europe, l'antisémitisme s'éteindrait. Il est même allé proposer un plan au

gouvernement de Vichy et fut déporté depuis Drancy en mars 1944. Samuel Moyn veille, pour cerner la psyché de Jean-François Steiner, à ne pas «se fonder sur des spéculations psychologiques discutables». Est-ce la compulsion de répétition de la souffrance qui l'a conduit à accuser

les Juifs de complicité dans le génocide? Moyn ne tranche pas. Préfacière enthousiaste de *Treblinka*, Simone de Beauvoir avait une autre grille de lecture. Sa compréhension de la soi-disant soumission des Juifs à leur déshumanisation était marxiste. Les pages qui

SAMUEL MOYN
L'AFFAIRE TREBLINKA. UNE
CONTROVERSE SUR LA SHOAH
Traduit de l'anglais par Philippe Lesavre. CNRS Editions, 272 pp., 25 € (ebook: 18 €).

Liliana Alter est une juive polonaise miraculée. Entre 1942 et 1945, elle s'est cachée chez la famille catholique Stupnicka, dont la fille, Anna, a le même âge. Séparées à la fin de la guerre, les deux amies se sont retrouvées après 1989. Elles racontent le ghetto de Varsovie, qui se soulevait un 19 avril, il y a 80 ans.



Adam Hsakou
@AdamHsakou
Varsovie (avec Martin Riedler à Paris)

Le 15 août 1930, Liliana, surnommée Lilka, voit le jour. Enfant unique d'une famille aisée, son père est négociant grossiste et sa mère institutrice. De son enfance juive, Liliana confie ne conserver que de maigres souvenirs des fêtes religieuses.

Le 1^{er} septembre 1939, la Pologne est envahie par la Wehrmacht. Le père de Liliana, optimiste, s'accroche à ce pays qui l'a vu naître, tandis que sa femme, elle, présume le sort funèbre réservé aux Juifs. Grave, Liliana évoque l'allure « arrogante et fière » des Allemands qui pénètrent sa ville. Elle souffle à peine sa dixième bougie lorsque les nazis parquent les Juifs dans le ghetto de Varsovie, le 12 octobre 1940.

Le premier mois impose un changement dramatique, qui la marque au fer rouge. « La misère autour de moi était épouvantable. Les enfants qui mendiaient, ceux morts de faim ou de maladie, je m'en souviendrai toute ma vie. » Bientôt, les sélections funestes pour la déportation s'accroissent. Les premiers envoyés vers les camps de la mort sont les vieillards et les enfants. « Ma mère me maquillait pour éviter le pire. Je mettais des talons et de longues robes pour paraître plus vieille. » Malgré ces efforts répétés, Liliana et sa mère sont convoqués vers l' Umschlagplatz, où s'organisent les convois vers les trépas. Dans la nuit, un milicien juif, alerté par la famille, parvient à intervenir et trouve une échappatoire. L'épisode achève de convaincre les parents d'organiser l'évasion de la petite Lilka.

Des décennies plus tard, Anna Stupnicka-Bando nous attend à la fenêtre de sa petite maison, à Miedzylesie, dans la banlieue de Varsovie. Remuant, elle a la voix énergique et un sourire de défi, ne laissant pas transparaître ses 94 printemps.

Pendant l'occupation allemande de la Pologne, sa mère Janina est chargée de rédiger des rapports de recensement. Dans ce cadre, elle visite régulièrement différents quartiers de Varsovie, dont le ghetto. Munie de deux laissez-passer, elle emmène parfois sa fille, Anna, âgée alors de 13 ans. « Je l'accompagnais contre l'avis de ma famille, pour porter un peu de pain et de la confiture de betteraves pour des Juifs très pauvres, surtout des enfants », narre-t-elle. « Voir ces enfants squelettiques, ces jambes comme des bâtons, c'était effroyable. »

Un « ciel rouge et plein de cendres »

Puis intervient cette rencontre, si singulière, en 1942. « Un homme est venu au bureau de ma mère, dans le ghetto, avec une fillette. C'était Hilary Alter et sa fille Liliana. J'ai assisté à la scène déchirante d'un père, en pleurs, disant au revoir à sa fille sans savoir s'il la reverrait un jour », raconte Anna, la voix étouffée par l'émotion.

Les circonstances ne laissent pas place à un long moment d'adieu. Les deux fillettes doivent s'activer. « Liliana a mis mon manteau de fourrure, vient interdire aux Juifs. Maman nous a dit : "Maintenant, la tête haute et d'un pas ferme, marchez vers la sortie du ghetto." »

Les voilà liées à tout jamais. L'appartement de deux pièces, dans le quartier Żoliborz de Varsovie, se mue en refuge pour Lilka, à qui l'on procure de faux documents. Pendant trois années, ses hôtes ca-



Anna et Liliana liées par le ghetto de Varsovie



Source : US Holocaust Memorial Museum. Infographie LE FIGARO

tholiques sont la petite Anna, sa mère Janina et sa grand-mère. Elles deviennent ses anges gardiens, mettant leur propre vie en péril. « En bas de chez nous vivait une femme, que nous soupçonnions d'être allemande. Lorsque la porte de l'immeuble s'ouvrait après le couvre-feu, Lilka était cachée dans le placard de la cuisine, derrière une planche que l'on retirait et sur laquelle nous mettions d'habitude des bocaux. Notre cœur battait la chamade. » Une situation qui s'est produite à deux reprises.

« Nous avions peur, mais on s'habitue à la peur lorsqu'elle dure plusieurs années », raconte Anna. Le danger est toujours latent, le quotidien fait d'ennui et de vide. « J'étais collée à la fenêtre, toute la journée, et regardais les gens marcher librement dans la rue », témoigne Liliana. Alerte, Anna devait souvent tirer Liliana hors de ses divagations. « Nous étions vigilantes à ce qu'elle ne fasse pas un geste malencontreux qui la rendrait visible à travers le rideau, car cela pouvait nous coûter la vie. »

Dans ce quotidien morose, Anna tente de jouer un rôle de sœur bienveillante. « Lilka était une enfant triste. J'essayais de lui changer les idées, à travers des jeux ou des chansonnettes. Nous ne parlions pas du ghetto. » Elle se remémore les sorties, si rares mais si précieuses, pour Liliana. « Nous ne prenions l'air qu'en hiver, la nuit tombée, pour faire de la luge sur la colline alentour. Des moments fugaces qui rattachaient Lilka à la vie. »

Le 19 avril 1943, il y a 80 ans exactement, le ghetto de Varsovie se soulève. Les insurgés sont quelques centaines, les forces SS plus de 2000. L'opération de destruction nazie, qui devait aboutir en trois jours, se heurte à une bravoure héroïque pendant quatre semaines. L'issue tragique est inévitable, mais sous les cendres et les gravats, la dignité humaine a été préservée. Derrière le carreau, Liliana contemple un « ciel rouge et plein de cendres » en pensant à ses parents, promis à la mort. Quelques jours après le déclenchement de l'insurrection du ghetto, sa protectrice décide de quitter la capitale pour l'éloigner des événements.

Le 3 août 1944, un an plus tard, c'est tout Varsovie qui prend les armes. La jeune Anna s'engage dans la rébellion comme infirmière, tandis que sa mère, sa grand-mère et Lilka se tapissent dans les sous-sols de la ville. L'occupant sort victorieux après deux mois de combat. Comme d'autres civils, elles sont évacuées en octobre 1944. « Nous avons pris un train à ciel ouvert, entassées toutes les trois dans le froid et

la pluie, vers Cracovie, dans le Sud. Des rumeurs se propageaient sur une possible déportation vers Auschwitz. Mais cela n'a pas été le cas. »

En janvier 1945, les Soviétiques mettent fin à la domination allemande en Pologne. De retour à Varsovie, la petite famille retrouve l'appartement en ruine. La mère d'Anna, épuisée psychologiquement, délaisse les lieux avec sa fille. Les chemins divergent. À 14 ans, Liliana est entièrement livrée à elle-même. Une connaissance lui souffle l'existence d'un comité juif dans le quartier de Praga, où elle passe plusieurs mois. Pour les deux autres femmes, il est nécessaire d'ouvrir un nouveau chapitre, tant bien que mal, et le contact se rompt.

Rongée par la culpabilité

Anna Stupnicka-Bando devient neurologue. Elle exercera toute sa vie à Miedzylesie. En 1983, elle et sa mère reçoivent la médaille des Justes parmi les nations. Quant à Liliana Alter, retrouvée par une cousine éloignée de Paris, elle s'installe en France. Elle prend le nom de son mari et devient Liliane Riedler. Muette sur son passé, elle laisse les années s'échapper avant d'avouer à ses enfants leur identité juive. Son mari, Jerzy, également rescapé de la Shoah, percevait leur judéité comme une menace existentielle et la cache.

Anna raconte avoir « cherché Lilka par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, sans succès ». Au cours des premières décennies qui suivent l'horreur, la culpabilité rongé Liliana. « Pourquoi j'ai survécu, moi ? » Anna, elle, se censure : la question juive demeure controversée dans la Pologne d'après-guerre.

En 1989, Liliane parvient à renouer le contact, ses recherches ayant été facilitées par le réseau de l'ambassade de Pologne en France. Anna se souvient : « Un jour je reçois un coup de fil... J'ai tout de suite reconnu la voix de Lilka, comme si rien n'avait changé. » Les deux amies finissent par se retrouver quand Anna rejoint Liliane à Paris. En 2008, celle-ci reçoit la croix de commandeur de l'Ordre de Polonia Restituta et devient présidente de la Société polonaise des Justes parmi les nations.

Liliane ne remettra les pieds en Pologne qu'en 2013, à l'occasion de l'inauguration du Musée de l'histoire des Juifs polonais de Varsovie. « Je n'avais pas la force de faire le voyage avant », soupire-t-elle. Sa visite à ce pays qu'elle a dû fuir à l'adolescence est à la fois brève et intense. « Nous sommes retournées voir la rue Mickiewicz à nous vivions. Lilka a pu revoir la petite colline où elle faisait de la luge », glisse Anna.

Mais le traumatisme n'a pas de remède. À l'heure du témoignage, Liliane peine à contenir ses larmes. C'est seulement en 2012 qu'elle retrace son histoire publiquement, dans un entretien poignant accordé au Mémorial de la Shoah à Paris. Anna s'exprime, quant à elle, pour la première fois en 2013, à la demande du Musée de l'histoire des Juifs polonais de Varsovie. Depuis, elle s'efforce de transmettre cette mémoire au plus grand nombre.

Quatre-vingts années ont passé. Les deux femmes correspondent encore et s'entretiennent de temps à autre au téléphone. En dépit d'une douleur encore acérée au crepuscule de leur vie, elles acceptent aujourd'hui de se livrer sur ce passé commun, qui a scellé leur destin et celui de leurs descendants de manière indélébile. La mémoire, même hantée, doit perdurer pour les prochaines générations. ■

En haut : Anna Stupnicka-Bando, le 12 avril, dans sa maison, à Miedzylesie (près de Varsovie). Ci-dessous, à gauche : Anna, Liliana et le mari de celle-ci, lors des retrouvailles des deux amies à Paris en 1989.

À droite : Liliana, le 9 avril, à Compiègne. NICOLAS MICHEL COLLECTION PERSONNELLE, MARTIN RIEDLER



Alina Szapocznikow, la sculpture faite chair

Valérie Duponchelle Envoyée spéciale à Grenoble (Isère)

Du ghetto de Varsovie à Auschwitz, cette artiste polonaise complètement originale a créé une œuvre forte, sensible et dérangeante à partir de ses traumatismes. À voir au Musée de Grenoble.

Brune, éclatante de vie, artiste audacieuse dont l'œuvre ne ressemble à aucune autre, presque sorcière dans sa sculpture et ses créations organiques, Alina Szapocznikow est de ces mystères qu'aime l'histoire de l'art. Une femme que le destin aurait pu broyer. Née dans une famille d'intellectuels juifs à Kalisz (Pologne) en 1926, elle a été enfermée dans le ghetto de Pabianice en février 1940, puis, à sa liquidation en 1942, dans celui de Lodz. Elle a ensuite été déportée à Auschwitz, puis à Bergen-Belsen, puis dans le Kommando de Duderstadt pour fabriquer armes et munitions dans les usines Polte, puis à Theresienstadt, où elle est enfin libérée par l'Armée rouge en 1945. Séparée de sa mère, qu'elle retrouvera plus tard, elle se dit citoyenne tchèque et part pour Prague, où elle apprend la langue du pays, s'inscrit à l'École supérieure des arts appliqués et s'initie au métier de tailleur de pierre. Une forte femme d'à peine 20 ans.

Alina Szapocznikow arrive en auditrice libre aux Beaux-Arts de Paris en novembre 1947. Son premier atelier en 1949 se niche dans un atelier de taille de pierre près du Père-Lachaise. La tuberculose interrompt cet humble essor. La maladie et les dettes qu'elle entraîne, sa double identité, tchèque, mais en fait polonaise, la poussent à quitter Paris pour la Pologne au début des années 1950 avec celui qui deviendra son mari, l'historien de l'art et critique polonais Ryszard Stanislawski, et avec lequel elle adoptera son fils Piotr.

Portée par l'idéalisme d'un nouveau monde possible, elle participe à la reconstruction du centre historique de Varsovie. Et conçoit même en 1954 un Monument à l'amitié soviéto-polonaise, placé dans le Palais de la culture et de la science l'année suivante. Ce bronze, dans le plus pur réalisme socialiste, a été depuis retiré de l'espace public. Mal conservé, il a perdu ses bras et est devenu un drôle de trophée moderniste

pour l'ouverture du MSN Warsaw, en février.

Elle rencontre le graphiste polonais Roman Cieslewicz en 1956, lors d'un concours pour la réalisation du pavillon polonais de l'Exposition universelle de 1958 à Bruxelles. Ce sera l'homme de sa deuxième vie. En 1958, elle soumet deux projets pour un monument aux héros du ghetto de Varsovie et pour le camp de concentration d'Auschwitz-Birkenau dont le jury est présidé par le sculpteur anglais Henry Moore. Elle réalise jusqu'en 1963 quelques pierres tombales pour le cimetière de Powazki à Varsovie, dont l'une pour sa mère. En 1962, elle moule pour la première fois une partie de son propre corps, du bout du pied au haut de la jambe (*Noga*, 1962, dont le Musée de Grenoble expose le plâtre, puis la version en bronze et granit de 1962-1967). Elle représente la Pologne à la 31^e Biennale de Venise, où elle est remarquée par l'historien de l'art Pierre Restany. Ce sera son mentor, son esprit porteur, l'homme de sa troisième vie.

L'humour comme ultime insolence

De retour en France, Alina Szapocznikow s'installe en 1965 avec les siens à Malakoff. Elle crée, elle crée, des choses étranges, expressionnistes et anthropomorphes qui sont comme le précipité de l'inconscient. Un travail d'assemblage en ciment à partir de pièces automobiles (*Goldfinger*, 1965, élin d'œil cru au *James Bond* et au corps doré de l'actrice Honor Blackman, œuvre remarquée par Marcel Duchamp). Des moulages de bouche en résine de polyester hissés comme des reliques sur de minces présentoirs (sa bouche ou celle de ses amies comme l'actrice de *Docteur Jivago*, Julie Christie). Des sculptures extraterrestres en polyester appelées *Souvenirs*, dans lesquelles sont insérées des photographies de ses proches ou de célébrités. Après la bouche, le ventre devient un motif récurrent de ses sculptures en polyester.



Les fameuses lampes-bouches d'Alina Szapocznikow, à la fois merveilleuses et terribles, sont devenues des trésors de collectionneurs. Ci-contre, Alina Szapocznikow travaillant sur *Grands Ventres* et posant pour le magazine *Elle*.



Grâce à Sébastien Gokalp, directeur du Musée de Grenoble, et à sa conservatrice, Sophie Bernard, le musée de l'Île verte, comme avant lui le MSN Warsaw, expose ces morceaux de corps saisissants où les plis plaident pour la sensualité érotique, où le fragment rappelle les horreurs de l'histoire du XX^e siècle, la découverte des charniers à la libération des camps de la mort, la vie malgré tout.

Un cancer du sein, diagnostiqué en 1969, lui laissera quatre ans. Elle incorporera la maladie dans ses dernières œuvres qui ignorent alors tout de la mode et du marché. Le Musée de Grenoble a ce talent d'exposer l'œuvre in extenso d'Alina Szapocznikow et de garder intacte cette flamme qui l'anime jusqu'au bout, comme Orphée descendant aux Enfers. Et, bizarrement, la vie domine toujours la mort. L'humour aussi, comme ultime insolence. À noter que l'œuvre de Szapocznikow est réapparu grâce au galeriste parisien Hervé Loevenbruck, qui l'a inlassablement montrée et défendue, avec la conviction fougueuse qui le caractérise. Aujourd'hui que toute la vie de Szapocznikow est rassemblée dans cette exposition formidable, on voit bien que ce pionnier avait raison. Et que c'est une artiste extraordinaire. ■

« Alina Szapocznikow. Langage du corps », au Musée de Grenoble (38), jusqu'au 4 janvier 2026. Catalogue Musée de Grenoble/Liéart. 32 €.

Martin Ritt, le retour d'un cinéaste sous-estimé

Éric Neuhoff

Le Festival Lumière à Lyon présente une rétrospective de l'auteur longtemps méprisé de « Norma Rae ». Plongeon dans une Amérique en mutation.

Martin Ritt avait un peu disparu des radars. Sous-estimé, pour ne pas dire méprisé, le réalisateur new-yorkais (1914-1990), enfant d'immigrés juifs, n'a pas marqué les mémoires. En 1958, dans un article des *Cahiers du cinéma* période jaune, Jean-Luc Godard, en verve, allait jusqu'à le traiter de « cinéaste à la manque ». Le jugement était assez injuste, même si sa carrière a connu des hauts et des bas. À Lyon, le Festival Lumière, qui débute samedi, permettra de redécouvrir un solide artisan, auteur d'une œuvre attachante.

Ritt affiche un CV à l'américaine. Il a été garçon boucher, étudiant, footballeur, comédien avant de s'engager dans l'US Air Force pendant la guerre. On le voit sur les planches de Broadway (seul Blanc dans la distribution de *Porgy and Bess*), disciple d'un théâtre militant, devant la caméra de Kukor (*La Victoire des ailes*). Ses sympathies communistes lui valent d'être inscrit sur la liste noire du sénateur McCarthy, Elia Kazan l'accueille à l'Actors Studio, où Ritt a notamment pour élèves James Dean et Rod Steiger.

Intellectuel de gauche à l'ancienne, il travaille pour la télévision, comme

beaucoup de ses contemporains, tourne son premier film en 1957. *L'Homme qui tua la peur*, avec Sidney Poitier, s'attaquait au racisme, sujet qui ne lâchera plus Martin Ritt. Il adapte avec plus ou moins de bonheur Faulkner et Hemingway (*Aventures de jeunesse*, 1962), trouve sa marque avec les drames sociaux. *Les Feux de l'été* (1958) présente Paul Newman, qui sera son acteur de prédilection, soupçonné d'être un pyromane dans un Mississippi où règne un Orson Welles en patriarche tyrannique, cigare au bec. Joanne Woodward (Mrs Newman à la ville) fait une presque vieille fille dans ces paysages de mousse espagnole.

Le Vul Brynner du *Bruit et la Fureur* (1959) arbore une curieuse moumoute. Dans *Paris Blues* (1961), Paul Newman, encore lui, incarne un tromboniste de jazz se produisant dans les cabarets de Montparnasse (Louis Armstrong est de la partie). *Le Plus Sauvage d'entre tous* (1963) le montre en fils indigne et mal embouché roulant en Cadillac et s'opposant à son père, vieux Roi Lear texan coiffé d'un Stetson. Newman se conduit mal avec Patricia Neal, partici-

pe à une course de cochons sur fond de concours de twist et de troupeau atteint de fièvre aphteuse. Bon gros conflit de générations bercé par l'air de *My Darling Clementine*.

La silhouette ahurie de Woody Allen

L'Outrage (1964) est une version mexicaine de *Rashomon*. *Hombre* se révèle un western plein de bons sentiments avec un Newman élevé par une tribu apache. Son apparition avec les cheveux longs et un bandeau autour du crâne mérite le détour. Plus tard, en tenue de cow-boy, il grimpe dans une diligence remplie de notables et siffle du mesclal dans les saloons. Il ne faut surtout pas rater *Traître sur commande*, où un policier s'infiltre dans une société secrète de mineurs dans la Pennsylvanie de 1876 avec un Sean Connery affrontant Richard Harris citant *Les Trois Mousquetaires* (« Un pour tous... ») face au regard incrédule de Samantha Eggar.

On retiendra le nom de Ritt surtout à cause de *Norma Rae* (1979), qui suit la création d'un syndicat dans une filature du Sud, et qui valut un prix d'interpré-

tation et un Oscar à Sally Field. Le film contient la fameuse scène d'anthologie où l'ouvrière grimpe sur son établi en brandissant la pancarte « Union » tandis que les machines de ses collègues s'arrêtent une à une. La sagesse consistera à oublier *Cinglée* (1987), véhicule pouffif concub pour Barbra Streisand qui était productrice, et *Stanley et Iris* (1990), laborieux tire-lames où la veuve couragieuse Jane Fonda apprend à lire à Robert De Niro costumé analphabète. La coupe est pleine.

Le Prête-nom (1976) a été gardé pour la bonne bouche avec un Woody Allen offrant sa silhouette ahurie à des auteurs victimes de la liste noire. Le caissier vaguement bookmaker se transforme soudain en génie inattendu pour les producteurs aux anges, avec tous les quiproquos que cela occasionne. Au générique de fin, le nom des acteurs défile, suivi de la mention « blacklisted ». Zero Mostel, le scénariste Walter Bernstein et Ritt en personne y figurent. Cela donne froid dans le dos. Martin Ritt, pas si à la manœuvre que ça, tout compte fait. ■

Rétrospective au Festival Lumière, jusqu'au 19 octobre 2025.

Écoutez toute l'actualité des jeunes talents avec **Thierry Hillériteau**

« Nouvelle génération », chaque mardi à 20h dans le *Journal du Classique* avec **LE FIGARO**





L'ESSENTIEL

LA PHRASE
Chirine Ebadi
Nobel de la Paix 2003

«Le 3 avril, à la porte d'entrée de l'immeuble abritant mon bureau, il y avait un papier sur lequel était écrit "Chirine Ebadi, ta mort est proche."»

L'avocate iranienne irrite les autorités de Téhéran avec ses protestations incessantes contre les abus en matière de droits de l'homme.

SOMALIE Les otages du «Ponant» sont de retour en France

Nicolas Sarkozy devait accueillir hier soir à l'aéroport d'Orly les otages du voilier le *Ponant*, libérés vendredi après une semaine de captivité aux mains de pirates somaliens. Par ailleurs, des militants islamistes fortement armés ont investi Belet Weyne, une ville du centre de la Somalie, y tuant quatre ressortissants étrangers et cinq Somaliens. Parmi les morts, deux étaient porteurs de passeport britannique, d'origine somalienne, et deux autres étaient kényans. Les insurgés, arrivés dans la nuit de dimanche à lundi, ont libéré des prisonniers avant de brûler la résidence du gouverneur.

AFGHANISTAN Mort de onze policiers afghans et deux soldats britanniques

Deux soldats britanniques de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) de l'Otan ont été tués et deux autres blessés par un engin explosif, le week-end dernier, près de Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan. Par ailleurs, au moins 11 policiers ont été tués dans la nuit de dimanche à lundi dans une attaque revendiquée par les talibans, dans cette même province. Cette région, comme une bonne partie du sud et de l'est du pays, est l'un des bastions des combattants fondamentalistes musulmans qui ont intensifié leur insurrection depuis un an.

TRAFIC D'ORGANES Carla Del Ponte accuse des dirigeants kosovars

Carla Del Ponte, ancien procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), accuse des leaders albanais du Kosovo, dont l'actuel premier ministre Hashim Thaçi, d'avoir trempé dans un trafic d'organes prélevés sur des prisonniers. Environ «300 prisonniers serbes et autres ressortissants slaves, dont des femmes, ont été transportés dans le courant de l'été 1999 depuis le Kosovo jusqu'en Albanie où ils étaient enfermés dans une sorte de prison et où des chirurgiens prélevaient leurs organes», écrit la juriste suisse, dans *La Chasse, moi et les criminels de guerre*, livre paru en Italie.

Marek Edelman, le dernier chef des insurgés du ghetto de Varsovie

La Pologne commémore aujourd'hui le 65^e anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie. La dernière figure de l'insurrection sera fait ce matin commandeur de la Légion d'honneur

VARSOVIE
De notre correspondante

Quand on lui parle d'héroïsme, cela l'énerve au plus haut point. «Je ne sais pas ce que c'est», lâche-t-il. Marek Edelman est l'unique survivant des cinq commandants de l'insurrection du ghetto de Varsovie... Mais il n'a fait alors que ce qu'il pensait «juste», ce qui est «dans la nature humaine». Ceux qui se sont laissés emmener docilement à Treblinka avaient «tout autant de dignité» que lui.

Aujourd'hui, alors que la Pologne commémore, en présence du chef d'État israélien Shimon Peres, le 65^e anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie, Marek Edelman ne se rendra pas à la cérémonie. Il se recueillera, comme à son habitude, en solitaire, devant le monument aux Héros de l'insurrection, samedi 19 avril, jour anniversaire du début du soulèvement – la cérémonie officielle ayant été avancée en raison du calendrier religieux juif. Et, ce matin, il sera élevé au rang de commandeur de la Légion d'honneur par Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères.

Le 19 avril 1943, alors que les nazis lancent l'ultime liquidation du ghetto de Varsovie, Marek Edelman et ses compagnons, 200 personnes au total, se soulèvent contre l'occupant allemand. Il y a alors 60 000 juifs dans le ghetto – les 400 000 autres enfermés au début de la guerre ont été déportés vers les chambres à gaz de Treblinka à l'été 1942 ou ont péri sur place. L'insurrection est écrasée trois semaines plus tard : seule une quarantaine de juifs parviennent à s'échapper

JANEK SKARZYŃSKI/AFIP

Marek Edelman (2^e en partant de la droite) avec d'autres «combattants de la liberté» lors du 60^e anniversaire de l'insurrection du ghetto de Varsovie.

pendant la destruction complète du ghetto par les Allemands. Les autres meurent fusillés ou brûlés vifs, ou déportés dans les camps de la mort.

Aujourd'hui, Marek Edelman a 89 ans et vit à Lodz, à une centaine de kilomètres de Varsovie. En cette période de commémorations, il reçoit dans un appartement de la capitale, chez des amis, un paquet de Gauloises sans filtre à portée de main. «En temps de guerre, si quelqu'un tire et que tu ne tires pas, cela veut dire que tu es un sous-homme. Nous voulions montrer que nous étions des hommes.» Le soulèvement était perdu d'avance mais, tient à rappeler l'ancien commandant, c'est la première insurrection urbaine qui a alors eu lieu dans toute l'Europe occupée.

L'homme parle par ellipses, la voix est faible mais le débit rapide : Edelman ne cache pas sa lassitude de témoigner, sans cesse, de son

engagement d'alors. Mais il dit : «Il faut répéter, répéter, expliquer qu'il s'agissait d'une lutte pour la liberté, contre le fascisme, contre la dictature, contre le génocide. Pour que le moins d'histoires semblables se reproduisent.» Et pour que les Allemands réalisent ce qu'il s'est passé. «Il faudra des années pour déraciner cette arrogance que l'hitlérisme a donnée à la nation allemande.»

«Nous voulions montrer que nous étions des hommes.»

En 1977, la journaliste polonaise Hanna Krall dans son ouvrage écrit à partir d'entretiens (1), a montré combien il était difficile, voire impossible pour Edelman de transmettre son expérience du ghetto... Et comment l'homme s'est finalement engagé, tête baissée,

dans la médecine et a sauvé sous la Pologne communiste quantité de patients dont le cœur était condamné : contre l'avis de ses collègues, le cardiologue se lançait dans des opérations inimaginables jusqu'alors, dans une course incessante contre la mort.

À l'époque, Edelman prend part également à la création de Solidarnosc en 1980. Après la chute du communisme, il dénonce régulièrement le racisme et les conflits ethniques... Se trouvant parfois là où on ne l'attend pas. Ainsi du conflit israélo-palestinien : en 2002, il envoie une lettre aux groupes armés palestiniens pour leur demander d'arrêter les attentats-suicides. Il choque en faisant un parallèle entre les groupes palestiniens, qu'il qualifie de «partisans», et le combat qu'il a vécu au sein du ghetto de Varsovie. La lettre a suscité l'indignation en Israël. Mais Marek Edelman n'en a cure :

il n'en est pas à une provocation près. «Cinq millions de Juifs, dit-il, dans une mer de cent millions d'Arabes : tant qu'ils auront la supériorité militaire, ils résisteront. Mais ce n'est pas une solution...»

L'homme a toujours été dubitatif sur la pertinence d'un État juif : né dans une famille antisioniste à Homl (actuelle Biélorussie), il avait adhéré avant la guerre au Bund, le parti socialiste juif antisioniste d'Europe de l'Est. Après la guerre, il se trouve en désaccord avec ses camarades qui partent en Israël. Pourquoi ? Il n'aime pas cette question. On insiste. «Quand on est responsable du sort de 60 000 personnes, il faut rester avec ces gens. D'une manière ou d'une autre.»

AMÉLIE POINSSOT

(1) Hanna Krall, *Prendre le bon Dieu de vitesse*, Arcades Gallimard, 2005, 138 p., 11,90 €.

C'est un nom un peu étrange, qui sonne comme celui d'une structure secrète : «*Der Bund*». On jurerait de l'allemand, mais c'est du yiddish.

Nous l'avons croisé au détour de la lecture de *Ceux qui restent*, la pièce de David Lescot sur le témoignage de deux rescapés du ghetto de Varsovie. L'une des protagonistes, Wlodka Blit-Robertson, y décrit la façon dont les militants de cette organisation politique juive l'ont sauvée en 1943. Un témoignage qui aide à mesurer le rôle – en partie oublié – joué par le Bund il y a tout juste quatre-vingts ans...

Pour le comprendre, il faut revenir aux origines de ce mouvement socialiste et laïque. Créée en 1897, l'Union générale des travailleurs juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie, de son nom complet, entend regrouper les travailleurs de la « zone de résidence », une vaste zone dans l'ouest de l'empire russe décrétée par le pouvoir impérial et dans laquelle sont assignés et déplacés les juifs.

Le Bund s'adosse alors aux unions professionnelles, dont il soutient les revendications sociales. Ses capacités d'autodéfense face aux pogroms lui donnent un ascendant sur une classe de travailleurs paupérisés et victimes d'antisémitisme. Ses théoriciens proposent une voie d'émancipation en défendant une identité juive et révolutionnaire. Cet engagement leur vaudra bien des ennemis : la police du tsar ; les nationalistes polonais ; les communistes ; les religieux juifs, omnipotents dans les conseils communautaires ; et les sionistes, que les bundistes qualifient de bourgeois, chauvins et réactionnaires.

Le Bund est très présent au sein des communautés. Il dispose d'un réseau d'écoles, d'un mouvement de femmes, de structures de jeunesse, d'une fédération sportive... «*Le sentiment d'appartenance est très fort, résume l'historienne Constance Pâris de Bollardière, spécialiste des rescapés bundistes de la Shoah. On rejoint le Bund par un militantisme humaniste et socialiste, et on intègre aussi dans bien des cas la "famille" bundiste, qui est engagement de toute une vie, existentiel.*»

En 1938, le Bund de Pologne revendique 100 000 adhérents. Il imprime des journaux en polonais et en yiddish, et son mouvement de jeunesse, le Tsukunft, compte 15 000 adhérents dans deux cents villes. Mais l'invasion allemande provoque la panique dans ses rangs. Des cadres tentent de passer à l'étranger par crainte des représailles ou pour organiser la résistance.

DÉCIMÉ PAR LES RAFLES

Wlodka Blit-Robertson, âgée de 8 ans en 1939, garde de cette période un souvenir intense. Huit décennies plus tard, elle vit dans une maison de retraite de la banlieue de Londres, où *Le Monde* a pu l'interroger à distance, en « visio ». La voici à l'écran : tout sourire, cheveux blancs, chemisier bleu. «*Mon père, Lucjan Blit, était secrétaire général du Tsukunft, raconte-t-elle. Il était également élu au conseil municipal de Varsovie.*»

Alors que les Allemands occupent une partie du territoire, le Bund poursuit ses activités sous la direction d'une poignée de cadres. En octobre 1939, les priorités du mouvement sont claires : trouver des armes, récolter des fonds, chercher des planques. Des messagers du Bund – choisis pour leur physique correspondant au stéréotype « aryen » pour ne pas attirer l'attention – parcourent la zone. Mais le moindre faux pas peut mener au désastre. Un de ces agents, Yankev Celemenski, relate dans ses Mémoires l'arrestation, à l'été 1941, d'une camarade de la résistance socialiste polonaise à laquelle il avait confié la livraison de bulletins en yiddish. La Gestapo découvrit dans l'étui de son rouge à lèvres une liste d'adresses menant à des cadres du Bund. Leur arrestation mettra à mal le réseau en voie de constitution.

La situation devient plus périlleuse encore en octobre 1941 avec l'instauration des ghettos. Des prisons à ciel ouvert, en somme. Une administration fantôme – le Judenrat, composé de membres de la communauté – doit appliquer les ordres allemands. Ateliers et usines sont saisis, les personnes aptes à travailler réquisitionnées. Spoliés de leurs biens, les habitants vivent dans des conditions de plus en plus dégradées.

La famille de la petite Wlodka Blit n'est pas épargnée. Le père, Lucjan, a réussi à rejoindre l'Angleterre pour participer au gouvernement polonais en exil. Mais la fillette, sa sœur et sa mère sont coincées à Varsovie. «*Le ghetto était surpeuplé, se souvient-elle. Je voyais des familles dormir dans les cours des immeubles. Lorsque la nourriture a commencé à manquer, j'ai vu des enfants mourir dans la rue.*» Les moyens de subsistance des 400 000 habitants se réduisent de façon dramatique. «*Pour le Bund, qui a toujours lié*



Des soldats allemands arrêtent des combattants juifs lors du soulèvement du ghetto de Varsovie, en 1943. Photographie allemande. RAPPORT STROOP

La résistance oubliée du Bund

L'organisation socialiste juive joua un rôle moteur dans l'insurrection du ghetto de Varsovie en 1943 contre les troupes nazies. De rares témoins se souviennent de son importance au sein des communautés d'Europe de l'Est

combat politique et combat social, il est alors naturel de tenter de répondre à leur détresse », précise M^{me} Pâris de Bollardière.

Dès 1941, le mouvement met en place une soixantaine de comités d'immeuble. Il gère aussi des cantines, un internat d'orphelins, propose des activités culturelles et politiques pour maintenir l'esprit de résistance. Une imprimerie clandestine assure la production d'affiches et de bulletins. Mais l'état se resserre. A partir de juillet 1942, les grandes rafles commencent à Varsovie : chaque jour, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants sont emmenés en train hors de la capitale. Fin septembre, la population du ghetto tombe à quelque 40 000 personnes.

Les bundistes, qui exhortent à la résistance depuis 1939, se heurtent à une forme de déni des derniers habitants, craignant d'aggraver leur sort en s'opposant aux Allemands. L'organisation charge alors l'un des siens, Zygmunt Frydrych, de suivre l'un des trains. Il y parvient grâce à un cheminot, et découvre leur destination : le camp d'extermination de Treblinka. Un périodique du Bund baptisé « En garde » alerte ses lecteurs : «*Ne vous laissez pas leurrer, écarterez toutes illusions ! Ils vous mènent à la mort, à l'extermination !*»

Si jeune soit-elle, Wlodka Blit a conscience du danger : «*Nous avons su immédiatement que les nazis tuaient les juifs à Treblinka. Il y avait des discussions à ce sujet à la maison.*» Le Bund a beau être décimé par les rafles, il n'abdique pas. Alors qu'une partie des anciens privilégie une alliance avec les socialistes polonais, les jeunes prônent l'unité avec les groupes sionistes de gauche actifs dans le ghetto. C'est cette dernière ligne qui finit par l'emporter : en octobre 1942, le Bund rejoint l'Organisation juive de combat (OJC), forte de 220 combattants répartis en groupes de dix à quinze personnes. Il fournira le contingent de six de ces groupes, placés sous le commandement de Marek Edelman. Les bundistes feront en sorte qu'au sein des ateliers des caches d'armes permettent aux ouvriers de venir en appui, le moment venu, aux combattants. Mais les armes sont si difficiles à trouver que cer-

tains devront s'en passer, ou se contenter de grenades et d'engins incendiaires fabriqués par les jeunes du Tsukunft, sous la direction de l'un d'eux, Michal Klepfisz.

Le premier combat de l'OJC a lieu du 18 au 21 janvier 1943, lorsque les nazis lancent de nouvelles déportations. A un carrefour, quatre groupes tirent sur les Allemands, tandis qu'un cinquième s'oppose à une brigade de SS. Un des chefs bundistes, Abram Fajner, tombe sous les balles. Un autre groupe de combattants, sans armes, est arrêté. Son jeune responsable, Boruk Pelc, exhorte la soixantaine de juifs interpellés à ne pas monter dans le train. Ils seront exécutés sur place.

L'URGENCE À ÉVACUER LES ENFANTS

Ce coup d'éclat incite l'Armia Krajowa (l'armée de l'intérieur, la résistance polonaise) à fournir quelques armes supplémentaires à l'OJC (cinquante pistolets, cinquante grenades) et 2 000 litres d'essence, selon le décompte de Yankev Celemenski. Mais les bundistes savent que leur temps est compté, et qu'il y a urgence à évacuer les enfants, dont Wlodka.

«*Le 13 février 1943, raconte-t-elle, Michal Klepfisz est venu voir ma mère, il lui a dit qu'il avait trouvé une planque chez des Polonais catholiques et qu'il pouvait nous faire sortir du ghetto le soir même. Ma mère a accepté. Ma sœur jumelle et moi, nous avons escaladé le mur à l'aide d'une échelle. Une fois de l'autre côté, nous marchions à bonne distance, car nous devons faire semblant de ne pas nous connaître. Nous avons pris le tram et nous en sommes sorties à la hâte, car les voyageurs nous regardaient avec hostilité. De la fenêtre de ma nouvelle chambre, je voyais le ghetto. Les soirs suivants, ma mère venait nous faire des signes de la main depuis le mur. Des semaines plus tard, j'ai vu des gens sauter par les fenêtres de leur immeuble en flammes. C'était le début du soulèvement.*»

Nous sommes alors le 19 avril 1943. Deux mille policiers et SS pénètrent dans le ghetto, dont Berlin a ordonné la destruction. L'OJC s'y est préparée : les cloisons de certains appartements ont été cassées afin de faciliter

les déplacements, des bunkers ont été aménagés. A l'aube, des coups de feu retentissent, une pluie de grenades et de bombes incendiaires s'abat sur les Allemands, contraints de reculer. Les combats dureront toute la journée, aucune maison ne sera prise. Un communiqué diffusé ensuite par l'OJC informera la population : «*Nous menons la lutte pour votre liberté et pour la nôtre, pour votre honneur et pour le nôtre !*»

Le lendemain, les Allemands changent de stratégie. Désormais équipés de chars et de lance-flammes, ils incendient les habitations. Côté juif, les pertes sont terribles, les munitions s'épuisent : il faut compter cinq grenades, cinq bouteilles incendiaires et un pistolet par partisan. Aucune relève à attendre, aucun soutien logistique non plus. L'OJC ne capitule pas. Acculée dans un bunker, une partie de ses membres se suicide, le 8 mai. Grâce à l'aide d'égoutiers polonais, Marek Edelman s'échappe avec une trentaine de camarades. L'insurrection cessera officiellement le 16 mai.

Alors que le ghetto n'est plus que ruines, la guerre n'est pas terminée pour autant. Abrasha Blum, un des piliers du Bund, meurt en essayant d'échapper à la Gestapo. D'autres se terrent dans les bois de la région. Plusieurs rejoignent des groupes de résistance, à commencer par Marek Edelman, qui participera, en août 1944, à l'insurrection de Varsovie, menée par l'Armia Krajowa.

A la fin de la guerre, quand les Soviétiques libèrent le pays, les rescapés du Bund songent vite à l'avenir, en se réunissant à Lodz avec des rescapés des camps. «*L'hiver 1945, Alina Margolis, la future femme de Marek Edelman, est venue me chercher dans la famille qui m'hébergeait et m'a conduite dans cette ville*», raconte Wlodka Blit. Sur place, elle retrouve Marek Edelman. «*Le Tsukunft recréait ses structures et Marek était un héros pour les jeunes. Ils le surnommaient "Robespierre".*» Wlodka rejoindra par la suite son père en Angleterre, où elle vivra toute sa vie.

Au cours des années suivantes, le Bund peine à se relancer, que ce soit en Europe, en Amérique ou en Israël. «*L'organisation a été anéantie par le nazisme et ses restes achevés par le communisme*, résume Constance Pâris de Bollardière. *Elle a été malmenée par la mémoire collective, à l'exception de celle portée par des cercles bundistes dispersés à travers le monde.*» Qu'en reste-t-il en 2023 ? Avant tout le souvenir de figures marquantes, comme Marek Edelman. Devenu cardiologue, il n'a jamais quitté la Pologne, s'engageant même, plus tard, dans le mouvement Solidarnosc. Son fils Aleksander, directeur de recherche au CNRS, à Paris, s'est souvent rendu à Varsovie pour commémorer le soulèvement du ghetto. Ils sont alors une poignée à se réunir au cimetière juif de la ville, en hommage aux bundistes, ces résistants de la première heure que l'histoire a trop longtemps délaissés. ■

SYLVAIN PEIRANI

EN 1938, LE BUND DE POLOGNE REVENDIQUE 100 000 ADHÉRENTS. SES THÉORICIENS DÉFENDENT UNE IDENTITÉ JUIVE ET RÉVOLUTIONNAIRE



La revue «*Voix de la jeunesse* », imprimée dans le ghetto de Varsovie par le groupe de jeunes du Bund, le Tsukunft («*Avenir*»), en 1941.

YIVO MUSEUM

Les Petits Héros du ghetto de Varsovie

FRANCE 3 23.15 | DOCUMENTAIRE | L'histoire bouleversante de jeunes juifs polonais livrés à eux-mêmes

A partir d'octobre 1939, les nazis commencent à confiner les juifs de Pologne dans des ghettos. Dans le plus connu d'entre eux, celui de Varsovie, s'entassent plus de 400 000 personnes. On y manque de tout. Dans cette enceinte inhumaine, 100 000 enfants de moins de 14 ans subissent la persécution allemande. Ce documentaire raconte le destin de dix-huit d'entre eux, âgés de 5 à 16 ans, ayant réussi à survivre dans ce chaos. Cinq de ces héros témoignent pour la première fois devant la caméra, celle de l'écrivaine et réalisatrice française Chochana Boukhobza, à qui l'on doit le très beau *Troisième Jour* (Denoël, 2006).

Après la première grande rafle de l'été 1942, et la déportation vers le camp d'extermination de Treblinka, la population du ghetto chute à 70 000 personnes. Bolus, Kinol, Zombal et les autres perdent leurs parents et se retrouvent livrés à eux-mêmes. Ils troquent leurs noms à consonance israélienne pour ces pseudos plus passe-partout. Oublier le yiddish, se débarrasser de ses origines, la première étape pour survivre.

VAINCRE LA PEUR

Grâce à un courage où se mêlent instinct de survie et insouciance, ils parviennent à ne pas se faire prendre. « Nous devons prouver que nous étions des Polonais comme les autres, témoigne le plus jeune d'entre eux, Bentsion Hadar (Bolus). Nous n'avons pas le droit d'avoir peur. » « Si les Allemands nous démasquaient, nous étions abattus sur-le-champ, sans même être envoyés dans les camps », ajoute Jack Klajman (Zombal).

Pour gagner un peu d'argent, de quoi acheter une miche de pain, ils se faufilent par les trous du mur de clôture servant à drainer l'eau de pluie. Certains chantent et recoivent quelques pièces, d'autres vendent de la vodka, des journaux ou des cigarettes de contrebande, constituées de feuilles de chêne chauffées au fer. Les images d'archives, tournées par les Allemands, permettent de mesurer le dénuement des orphelins – 15%

des Varsoviens en janvier 1942 – mendiant place des Trois-Croix, parfois pieds nus dans l'hiver glacial.

Ces conditions de vie déjà terribles vont devenir insupportables à partir de janvier 1943. Himmler, sentant la défaite imminente à Stalingrad, décide d'accélérer l'extermination et décrète la liquidation totale du ghetto. Zombal raconte comment, alors retranché dans une cave lors du soulèvement d'avril, il bondit hors du refuge, court, puis s'allonge entre deux corps inertes pour échapper aux lance-flammes allemands. Contre de l'argent, les égoutiers guident les survivants hors de la zone. La rue devient leur unique maison. Ils entrent alors en résistance et participent à la libération de la ville le 17 janvier 1945. Un documentaire bouleversant malgré sa forme un peu austère. ■

TRISTAN BROSSAT

Chochana Boukhobza (France, 2013, 59 min).



A la suite des rafles, dès 1942, et de la déportation des adultes du ghetto, de nombreux jeunes, âgés de 5 à 16 ans, vont se retrouver livrés à eux-mêmes. USHMM/PARIS-BARCELONE FILM

Arabella

MEZZO HD 13.00 | MUSIQUE | L'opéra de Richard Strauss diffusé du Staatsoper de Vienne

Pour ses auteurs, *Arabella* aurait dû offrir un pendant au *Chevalier à la rose* et en égaler le succès. La mort du librettiste, Hugo von Hofmannsthal, alors que seul le premier acte avait trouvé sa forme définitive, laissa Richard Strauss aux prises avec un matériau partiellement brut. Il en est résulté une comédie lyrique (créée au Staatsoper de Dresde en 1933), où des personnages d'opérette sont traités avec la richesse et la profondeur qui siègent aux héros d'opéra.

L'incessante activité de la trame orchestrale, reflet de la mobilité de l'action et des sentiments, le flux rapide des répliques zigzaguant entre des

tonalités à peine effleurées rendent cette partition aussi délicate à interpréter fidèlement qu'à écouter sans frustration. L'à-peu-près des intonations vocales et la relative justesse instrumentale confèrent un charme providentiel aux duos à la tierce et aux rares passages d'une ingénuité voulue. C'est particulièrement frappant dans cette production assez moyenne de l'Opéra de Vienne, où les moments de grâce font tout de même oublier les autres.

L'AMOUREUX DU PORTRAIT

L'action est simple : un joueur ruiné a envoyé surnoisement la photographie de sa fille aînée, Arabella, à un ami

riche dont il ignore le décès. C'est son neveu, Mandryka (Tomasz Konieczny), tombé raide amoureux du portrait, qui se présente et obtient le consentement paternel. Mais la passion de Zdenka – la fille cadette, déguisée en garçon par commodité sociale, faute de dot – pour le soupirent malheureux d'Arabella, Matteo (Michael Schade), conduit à un drame évité in extremis. Les gros plans qui font douter de la jeunesse des deux sœurs (Emily Magee et Genia Kühmeier) rappellent qu'on ne filme pas impunément un opéra. ■

GÉRARD CONDÉ

Don Kent (Grande-Bretagne, 2012, 130 min).

Des femmes dans la Mafia

TOUTE L'HISTOIRE

18.00 | DOCUMENTAIRE | Trois portraits de femmes dans les filets de Cosa Nostra

Depuis les assassinats des juges anti-Mafia Giovanni Falcone et Paolo Borsellino il y a vingt-deux ans, Cosa Nostra n'a jamais été aussi forte en Sicile, même si la plupart de ses grands chefs mafieux, souvent en fuite depuis des dizaines d'années, ont été arrêtés. Dans ce monde très masculin de la Mafia, les femmes sont souvent la vitrine respectable de l'organisation criminelle. Elles assistent à la mort de leurs pères, maris ou fils et, parfois, prennent le relais pour diriger le clan.

A travers le portrait de trois femmes au destin tragique, la réalisatrice Anne Véron nous entraîne dans le monde fantasmé et inconnu de la Mafia où les codes et les rouages sont implacables.

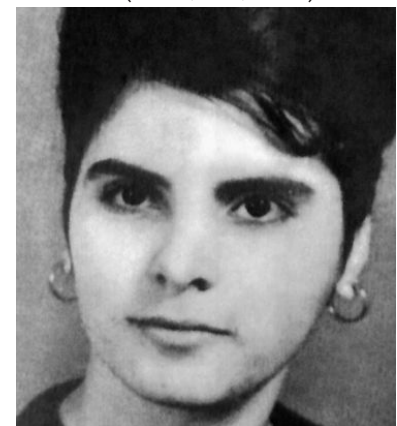
C'est le cas avec Ninetta Bagarella, la femme du boss Toto Riina, arrêté après s'être caché en Sicile pendant de nombreuses années. A entendre cette épouse, on ne sait pas si elle est victime soumise ou complice d'un système.

De son côté, Rita Atria n'a pas choisi la soumission. Elle a même brisé l'omerta au début des années 1990 après les assassinats de son père et de son frère, tous deux mafieux, en décidant de collaborer avec le juge Borsellino. Mais après l'assassinat de ce dernier, elle a choisi de se suicider.

Quant à Giusy Vitale, surnommée « Lady Mafia », la mort du juge sera, pour elle, le début de son ascension dans l'organisation. Le documentaire est illustré de magnifiques photos de Letizia Battaglia, qui, depuis 1974, a photographié la douleur de ces femmes. Elle milite désormais pour leur défense. ■

DANIEL PSENNY

Anne Véron (France, 2012, 58 min).



Ninetta Bagarella, la femme du parain Toto Riina, en 1971. AP

Sur www.la-croix.com

► Bataille en Syrie pour Qousseir

► DIAPORAMA La peinture d'un exilé nord-coréen à Séoul

Les Polonais redécouvrent un douloureux passé avec les juifs

► Soixante-dix ans après le soulèvement du ghetto de Varsovie, en 1943, un musée de l'histoire des juifs de Pologne vient d'ouvrir ses portes.
► Les préjugés antisémites restent répandus, y compris au sein de la jeune génération polonaise, qui commence à découvrir le passé juif de son pays.
► Une quinzaine d'imams commencent aujourd'hui une visite en Pologne consacrée à son histoire juive.

VARSOVIE

De notre envoyée spéciale

C'est un vaste bloc rectangulaire coupé d'une fente, qui semble raconter des siècles d'histoire juive en Pologne, jusqu'à la « catastrophe » de la Shoah. Posé sur les ruines du ghetto de Varsovie, qui se souleva il y a soixante-dix ans, le Musée d'histoire des juifs polonais, inauguré le mois dernier, ravive la mémoire d'un passé douloureux et longtemps occulté, en particulier sous l'ère communiste. Des 3,3 millions de juifs installés en Pologne à la veille de la Seconde Guerre mondiale, seuls 300 000 survécurent. Le territoire polonais fut le principal lieu d'extermination des juifs d'Europe.

« La priorité du musée, c'est d'éveiller les Polonais, en particulier les jeunes, à la place des juifs dans l'histoire du pays, explique Monika Koszynska, l'une des responsables du centre éducatif. La conscience du passé et la connaissance du judaïsme sont nécessaires pour éviter toute stigmatisation. » Selon un sondage, commandé par la communauté juive de Varsovie et rendu public en avril, plus de 44 % des jeunes Varsoviens n'aimeraient pas avoir un voisin juif et plus de 40 % seraient gênés par un camarade de classe juif. Des 1 250 lycéens interrogés dans une vingtaine d'établissements de la capitale, 60,7 % seraient choqués d'apprendre un jour que leur partenaire est juif.

Des « préjugés antisémites » qui étonnent à peine Krzysztof Izdebski, 32 ans, membre de la communauté juive de Varsovie. « Pour les jeunes Polonais, le juif ne correspond à rien de connu », relève-t-il. Beaucoup de juifs polonais, survivants de la Shoah, ont quitté le pays peu après la fin de la guerre, notamment à la suite du pogrom de Kielce (sud) en 1946. La campagne antisémite de 1968, lancée par le régime communiste en réponse à des manifestations étudiantes, a poussé d'autres familles au départ. Aujourd'hui, la Pologne ne compterait plus que de 8 000 à 40 000 juifs sur 38 millions d'habitants. Une population peu visible, d'autant que « la plupart des juifs polonais de mon âge ont un parent juif et un autre chrétien », explique Krzysztof Izdebski. En ayant conscience d'être juif, je constitue plutôt l'exception. »



Des visiteurs devant le Musée d'histoire des juifs de Pologne, à Varsovie, sur les lieux mêmes où se trouvait le ghetto.

Plus de 44 % des jeunes Varsoviens n'aimeraient pas avoir un voisin juif et plus de 40 % seraient gênés par un camarade de classe juif.

Le musée, fruit d'un partenariat public-privé, s'efforce donc « d'incarner l'histoire », prenant le contre-pied de

l'école qui, selon Monika Koszynska, « se borne à enseigner des chiffres ». Une première exposition temporaire, inaugurée ce week-end, présente des films tournés dans l'entre-deux-guerres par des juifs polonais, à l'occasion de fêtes de familles ou d'autres épisodes de la vie quotidienne. « Quand un survivant de la Shoah vient témoigner, je vois l'empathie dans les yeux des enfants, confie l'éducatrice. Ils se sentent concernés, c'est la base d'une réflexion. »

Une approche que privilégie aussi le « Forum pour le dialogue entre les nations », une ONG de lutte contre l'antisémitisme en Pologne. Depuis 2008, celui-ci fait découvrir aux lycéens de tout le pays l'histoire de leur commune. « Les élèves retrouvent la trace d'une synagogue, d'un cimetière ou d'un ghetto juif dont ils ne soupçonnaient pas l'existence », explique Zuzanna Radzik, membre du comité directeur. L'histoire prend un visage familier, ils se sentent dépositaires d'une mémoire. » À tel point que certains poursuivent seuls l'aventure. Les lycéens de Szczecznosyn, une petite ville du sud-est de la Pologne, ont mis sur pied un échange avec un lycée israélien : ils accueilleraient leurs correspondants fin juillet. Ceux de Mragowo, dans le nord-est, ont écrit aux autorités municipales pour réclamer l'installation de panneaux d'information, afin que le passé juif de la ville sorte de l'ombre.

Mais le Forum doit parfois vaincre les réticences des écoles et des enseignants. « La participation des Polonais à la persécution des juifs reste un tabou, en particulier dans les villages », observe Zuzanna Radzik. Qui a envie de raconter que ses parents, ses grands-parents ont dénoncé une famille ? Une gêne que Michal Bilewicz, chercheur au Centre d'études sur les discriminations de l'université de Varsovie, décèle aussi dans les discours des dirigeants politiques et dans les programmes scolaires. « On fait la part belle aux victimes et aux héros nationaux, mais on parle très peu des pogroms perpétrés par des Polonais », dit-il. Des études montrent que plus un élève a de bonnes notes en histoire, plus il a tendance à évaluer positivement l'action des Polonais à l'égard des juifs. » Selon le sondage d'avril, 54,6 % des jeunes Varsoviens jugent « suffisante » l'aide apportée par les Polonais aux juifs pendant la Shoah ; plus de 11 % l'estiment même « excessive ».

En 2001, les excuses du président de la République, Aleksander Kwasniewski, pour le massacre de Jedwabne, en juillet 1941, perpétré au moins en partie par des civils polonais, avaient fait débat dans le pays. Douze ans plus tard, Krzysztof Izdebski estime que la Pologne et son nouveau musée « hésitent encore à montrer la face sombre des relations entre juifs et Polonais ».

CAMILLE LE TALLEC

Des imams visitent l'histoire juive polonaise

Venus des États-Unis, d'Indonésie, d'Arabie saoudite, de Palestine et d'autres pays, une quinzaine d'imams devaient commencer hier une visite en Pologne consacrée à l'histoire des juifs.

Au cours de leur séjour, ils doivent visiter le camp d'extermination d'Auschwitz, le Musée d'histoire des juifs de Pologne et rencontrer le grand rabbin, Michael Schudrich.

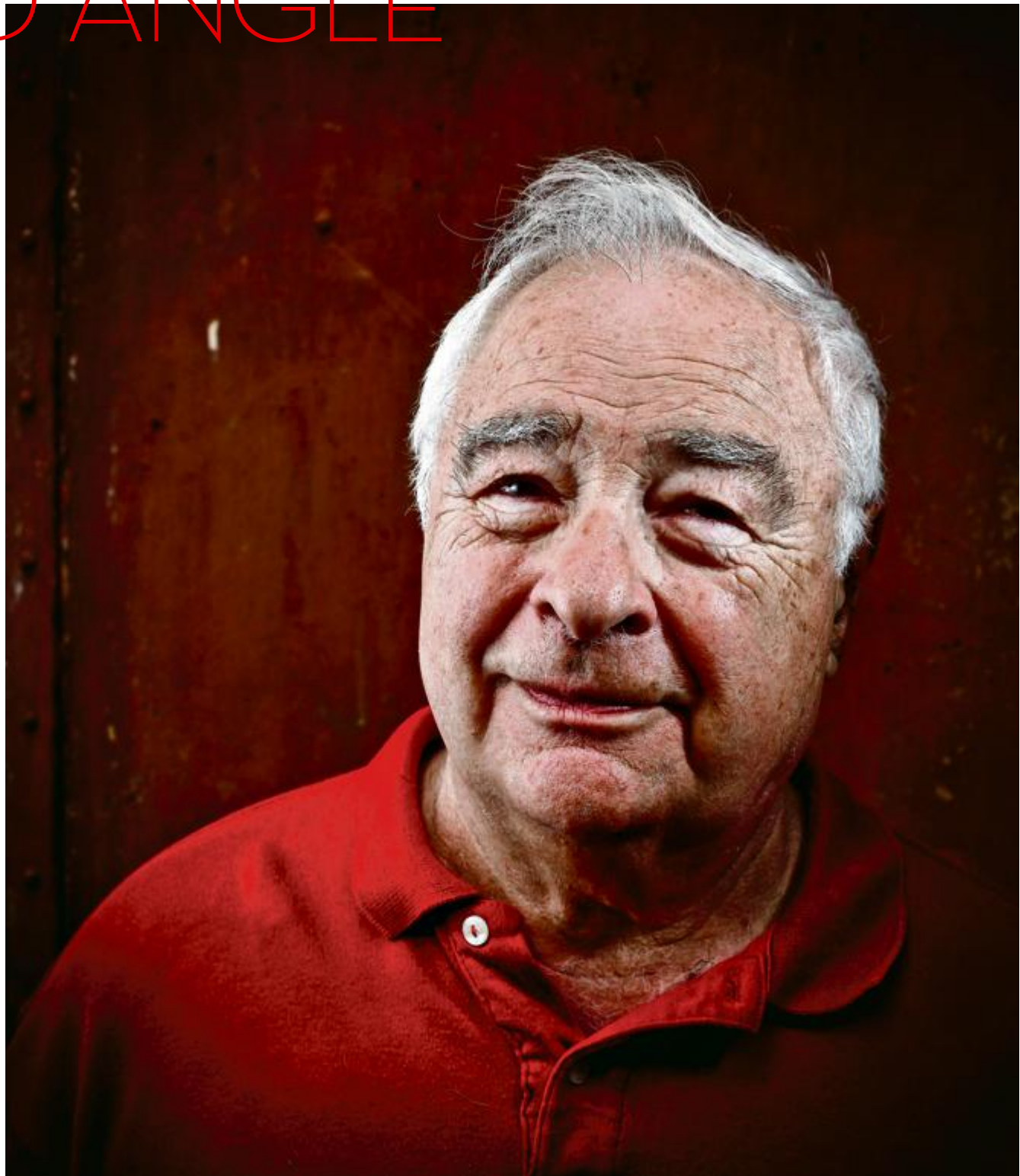


Le ghetto de Varsovie en avril 1943. PHOTO RUE DES ARCHIVES



La maison d'Otweek où Paul Felenbok s'est caché en 1944. DR

Paul Felenbok, 77 ans, est l'un des plus jeunes survivants du ghetto de Varsovie. Il vient de retrouver la maison dans laquelle il s'était caché en 1944. Son histoire, mise en scène par David Lescot, est adaptée au théâtre.



Paul Felenbok, en avril 2012. PHOTO LAURENT TROUDE . DIVERGENCE

Au nom de tous les siens

Par
FRÉDÉRIQUE ROUSSEL
Envoyée spéciale à Varsovie

Paul Felenbok chancelle : «Ça me fout un coup.» Soixante-dix ans après, il vient de retrouver la maison et la cave dans lesquelles il s'est caché avec son frère plusieurs mois en 1944, il avait 8 ans. A 20 km de Varsovie, à Otwock. C'est une vieille bâtisse en bois

avec une véranda, en lisière de forêt. «Des maisons comme celle-là, il ne doit pas y en avoir des milliers par ici», poursuit-il, quêtant l'acquiescement de sa femme, Betty. Paul Felenbok, 77 ans, un des plus jeunes survivants du ghetto de Varsovie, est revenu le printemps dernier, à l'occasion du 70^e anniversaire de l'insurrection du ghetto, sur les traces

de son passé. Pawel, comme il s'appelait alors, avait 7 ans en avril 1943 quand il a fui par les égouts grâce à des passeurs, quelques jours avant l'insurrection, et 10 ans le 10 mai 1946, quand il est entré en France par Strasbourg. Ce jour d'avril 2013, il a sous les yeux sa dernière cachette, pièce majeure dans la reconstruction de son histoire. En lui

s'est réveillé le souvenir de la vieille baraque en bois, entre la forêt et la route. «Un endroit idéal parce qu'il était isolé.» Un peu KO, il s'en approche. «Le soir du 29 juillet 1944, par le soupirail, nous avons observé l'armée allemande quitter le village. Au matin, nous avons vu un char de l'avant-garde russe en provenance de Varsovie passer le pont, donc on ne pouvait pas être loin de la route.» Il jauge la maison. Comment en être sûr ? «Je n'ai pas dit : "C'est celle-là." J'ai dit : "Elle ressemble à ça." Il n'y a pas de certitude, se rattrape l'astrophysicien à la retraite. Ah, si Georges était encore là...»

L'ultime pièce du puzzle de son enfance

Georges, c'est son frère, douze ans de plus que lui, mort en 2011 à 87 ans. Les deux avaient eu le temps de sortir de leur abri pour intercepter le tank à étoile rouge. Ils avaient parlé avec un officier soviétique qui leur avait répondu, en yiddish : «Allez vers Lublin le plus vite possible !» «Faut aller voir à l'intérieur», lui dit Betty. Paul tremble. «Non, je vais m'ef-



fondrer. Je n'y ai pas vécu à l'intérieur. Mais dessous.» Le dernier lieu encore non revisité de son enfance de petit Juif polonais vient de sortir de la brume. Il tient à faire un détour par la gare d'Otwork, par où ils étaient arrivés, et regarde au loin vers l'est. Dans son esprit, deux enfants dans le chaos. Deux frères qui courent sur la route pour rejoindre Lublin, la capitale provisoire de la Pologne libérée. Otwork était l'ultime pièce du puzzle, le seul lieu qu'il n'avait pas revu.



Le fantôme de Monsieur Biberkraut

La première fois que Paul Felenbok est revenu à Varsovie, c'était en 1993. Depuis des semaines, il tannait Georges pour qu'il l'accompagne. C'était le seul capable de retrouver des traces. «Pendant de nombreuses années, mes efforts pour l'amener sur les lieux de notre passé sont restés vains.» Mais, à 69 ans, son aîné a fini par céder. Cette année-là, leurs pas les mènent dans la longue avenue près du cimetière juif, qui va jusqu'à la Vistule, au 8 de la rue Leszno où Paul est né, décrite dans *le Pianiste*, le film de Roman Polanski, adapté du roman autobiographique de Wladyslaw Szpilman. Les bâtiments de la rue ont été rasés, comme tout le ghetto, par les Allemands, mais Georges reconnaît l'emplacement.

Ensemble, ils retrouvent aussi la maison de Żoliborz, dans la banlieue de la capitale, où ils se sont terrés dans des galeries souterraines pendant près d'un an après leur fuite du ghetto. Paul Felenbok y a vécu sa plus grande terreur d'enfant : un de leurs compagnons d'infortune, Monsieur Biberkraut, a été enterré à même le sous-sol. «Nous vivions au-dessus de son cadavre et quand, la nuit, j'allais à ce qui nous servait de toilettes, j'étais mort de peur de rencontrer son fantôme.» C'est après avoir quitté ce refuge que leurs parents ont disparu. «Les Allemands les ont pris et ils sont certainement morts à Treblinka.» Trop jeune alors, il a cherché en vain dans ses souvenirs leur présence.

«Mon père s'appelait Jacob et ma mère s'appelait Sabina Gustava», récite aujourd'hui l'acteur qui interprète Paul dans *Ceux qui restent* (1). Le metteur en scène David Lescot a réalisé une adaptation sobre et forte de l'histoire de Paul

Felenbok et de sa cousine germaine Wlodka Blit-Robertson, 80 ans, qui habite à Londres depuis l'après-guerre. Paul a peu de souvenirs de son père, de l'atmosphère de son atelier de bijoutier. Le joaillier avait confectionné pour ses fils des boucles de ceinture en or et les avait ternies pour qu'ils puissent compter dessus en cas de séparation.

«Je me souviens des jeux et des tours de bicyclette dans les cours de notre maison. Je me souviens du bombardement de Varsovie par l'aviation allemande et de la destruction de la poste en face de chez nous.» Il lui reste des flashs. La porte de la poste soufflée par une violente déflagration, les papiers qui volent et se colent sur leur porte cochère, les stocks de nourriture entassés dans le couloir... «Il s'agit de l'histoire de deux enfants dans la guerre, susceptible de toucher n'importe qui, raconte David Lescot. Lors de mes entretiens avec eux pour concevoir mon spectacle, je posais des questions concrètes.» Lors de leur tête-à-tête, Paul, qui avait entre 4 et 7 ans dans le ghetto, a surtout évoqué des détails. Le récit de Wlodka, 11 ans en 1943, est plus narratif. En 1946, elle a retrouvé sa jumelle et elles ont rejoint leur père, membre important du Bund (organisation socialiste juive), réfugié à Londres. Elles n'ont jamais revu leur mère.

«Nous avons des tombes de papier»

La mère de Paul ? Pas même une petite photo. Le trou noir. Seule une plaque à l'entrée du cimetière de Varsovie matérialise l'existence fauchée de Jacob et Sabina Gustava, juifs socialistes engagés. Wlodka, accompagnée de sa fille et d'Isabelle, la fille cadette de Paul, l'a apposée en 1995, en souvenir du couple englouti dans la Shoah. «Je n'ai rien de mes parents, dit Paul. J'ai écrit sur eux pour qu'il reste quelque chose. Nous avons des tombes de papier.» C'est seulement en 2012 qu'il s'est décidé à rédiger un témoignage lu le 19 avril 2012 au Mémorial de la Shoah par Véronique, sa fille aînée. A partir des années 90, il a œuvré à rassembler des éléments. L'astrophysicien, qui se rend régulièrement à l'observatoire du Mauna Kea à Hawaï, fait un crochet par Miami pour voir son oncle Abraham. Le plus jeune frère de son père, parti de Pologne avant la guerre, avait fait souche en Amérique centrale.

«J'ai découvert qu'Abraham était amoureux de ma mère, très belle, qui lui avait préféré mon père. C'est lui qui m'a donné la seule photo de Jacob.» Puis il a fureté dans sa famille maternelle, sans succès. Rien du côté de l'oncle exilé à Paris, le frère de sa mère. Et pourtant si, Wlodka lui a montré une lettre de sa propre mère à un oncle déjà immigré pendant la guerre. A la fin de cette missive, le petit Pawel avait griffonné un petit mot et signé. «C'est une trace matérielle indiscutable de ma présence dans le ghetto en 1941», souligne-t-il.

Enfin témoigner au grand jour

En 1986, année du passage de la comète de Halley, un phénomène incroyable s'est produit. Hospitalisé pour une appendicite, il avait promis à son chirurgien, astronome amateur : «Si vous me faites une belle cicatrice, je vous montrerai la comète de Halley.» Pas encore sorti de son anesthésie, Paul a répondu en polonais à une infirmière qui s'adressait à lui dans cette langue. Sa femme, Betty, l'entendait pour la première fois utiliser sa langue maternelle. Lui-même ne l'avait pas pratiquée depuis son séjour dans la Maison d'enfants d'Andrésy, dans les Yvelines, où il avait atterri en 1946. Mathilde Sebald, ancienne

Le souvenir le plus ancien de Paul Felenbok est celui «de la cavalerie polonaise écrasée sous les bombes, dont les chevaux, éventrés, gisaient sous le porche de notre maison».

élève du fameux pédagogue polonais Janusz Korczak, l'avait accueilli en polonais dans cette maison de la Commission centrale de l'enfance (CCE) gérée par l'Union des Juifs pour la résistance et l'entraide. Georges, débarqué en France en 1947, ne s'adressait à lui qu'en français. Pourtant, la langue a rejoint.

Pourquoi témoigner au grand jour ? S'il a toujours été un livre ouvert pour sa propre famille, il ne pensait pas qu'un jour ses souvenirs du ghetto seraient lus au Mémorial de la Shoah ou qu'ils deviendraient la matière d'un spectacle. «Il parle de la rémanence, du travail de mémoire, ajoute David Lescot. Il donne accès à la dimension vivante de leur vision.» Le metteur en scène, la quarantaine, a lui-même séjourné enfant dans les colonies de vacances de la CCE, et avant lui, son père avait fréquenté les

patronages de la Commission (2). La vision la plus ancienne gravée dans la mémoire de Paul Felenbok est celle de «la cavalerie polonaise écrasée sous les bombes, dont les chevaux, éventrés, gisaient sous le porche de notre maison». Son récit est précis, et pourtant une institution juive lui a dit : historiquement impossible. Alors, il a fait appel à l'historien et spécialiste de la Shoah Tal Bruttman pour l'attester. Celui-ci a aussi relu le texte de la pièce de David Lescot, fiable à 99% selon lui. «Sur la cavalerie, on a deux témoins différents qui disent la même chose, remarque Tal Bruttman. Il y en a une dans toutes les armées. Qu'ils aient vu des cadavres de chevaux dans Varsovie en septembre 1939 est tout à fait plausible.» Pour lui, ces deux témoignages sont «extraordinaires» parce que sur les 500 000 Juifs enfermés dans le ghetto, quelques milliers seulement ont réussi à en sortir entre 1940 et 1943. De plus, Paul et Wlodka ne sont partis que quelques jours avant l'insurrection du ghetto et son anéantissement.

A Varsovie, en avril, Paul et sa famille se sont rendus dans le cimetière qui jouxait le grand ghetto détruit. Véronique avait découvert l'existence de la tombe d'un ancêtre Felenbok sur le site d'une fondation polonaise (3), un certain Reb Noyekh (Noé), décédé en 1923, le 29 du mois de Iyar (15 mai). «C'était le frère de mon arrière-grand-père», raconte-t-elle. Ils ont retrouvé intacte la pierre tombale de Noé sur laquelle est notamment inscrit en hébreu : «Tiyeh nishmato tzroua beveit hakhayim» («Que son âme repose dans la maison de l'éternité»). «Nous avons ainsi connu les dates de naissance, décès et le nom précis de Noé Felenbok pour pouvoir compléter notre arbre généalogique», précise Véronique. A Otwork, Paul n'a pas cherché à entrer dans la maison retrouvée. Il a écouté l'habitant d'origine ukrainienne se plaindre du manque de moyens pour l'entretenir, des conditions de vie difficiles, du boulot qui manque. Et Paul est reparti vers Varsovie. Sans avoir revu la cave. ♦

(1) «Ceux qui restent», mis en scène par David Lescot, avec Marie Desgranges et Antoine Mathieu, sera joué du 5 au 23 mars au Monfort Théâtre, 106, rue Brancion, 75015 Paris.

(2) David Lescot a créé en 2008 une pièce sur le sujet, «la Commission centrale de l'enfance».

(3) www.cemetery.jewish.org.pl

De gauche à droite : Paul Felenbok en 1949 et vers 1952 à la Maison d'enfants du Raincy (devant à gauche).

Photo d'identité de Jacob Felenbok, son père, que lui a donnée son oncle Abraham.

Georges, son frère aîné, le 19 avril 1993, lors d'une interview à Varsovie.

PHOTOS DR

Matisse, confidences de papier

ARTS

Pourquoi l'artiste a-t-il soudain troqué ses pinceaux contre des ciseaux ? Réponse au Cateau-Cambrésis, sa ville natale.

« **ÉRIC BIÉTRY-RIVIERE**
ebietryriviere@lefigaro.fr
ENVOYE SPECIAL
AU CATEAU-CAMBRÉSIS

On a trop longtemps dit que Matisse s'était mis aux papiers décou- pés parce qu'il était trop vieux et trop malade pour peindre », assène Patrice Deparpe. Dans son exposition, ce brillant conservateur adjoint du Musée Matisse du Cateau-Cambrésis, la ville natale de l'artiste dans le Nord, tord le cou à la légende. Il donne d'autres raisons, bien plus probantes, qui expliquent quelques-unes des plus éclatantes réussites de l'artiste, telles les planches de Jazz, les vitraux de la chapelle du Rosaire à Vence ou encore les grands formats finals d'inspiration polynésienne et florale... Fort de la donation faite l'année dernière par la famille (*) de 443 formes gouachées non utilisées dans les œuvres, et qui n'avaient jamais été montrées (d'où leur surprenante fraîcheur), Deparpe détaille la genèse et l'intensification d'un processus créatif mis au point vers 1941, après l'ablation réussie d'une tumeur cancéreuse. Henri Matisse a alors 72 ans, il se sent revivre. Il ne reviendra quasiment plus à la peinture de chevalet.

Le découpage l'occupera - l'obsèdera - les vingt dernières années de sa vie. Les photos de son appartement du boulevard Montparnasse, de sa villa Le Rêve à Vence ou de sa chambre à l'hôtel Régina de Nice, envahies de formes jusqu'à en submerger son lit, sont célèbres. Avec l'aide d'une assistante, il passait un temps infini à agencer ses découpes entre elles, orchestrant la manœuvre de la pointe d'une baguette, les faisant fixer contre le mur avec une aiguille de couturière lorsqu'il jugeait la disposition bonne.

L'extrait d'un documentaire signé Frédéric Rossif (jamais diffusé car Ma-



Le Lagon, une des œuvres de l'artiste extraite de la série Jazz. SUCCESSION H. MATISSE/MUSEE DEPARTEMENTAL MATISSE/PHILIP BERNARD

tisse le trouvait mal éclairé et l'avait refusé) montre avec quelle sûreté le vieil homme utilise les ciseaux. Algues, palmes, oiseaux, fleurs, coraux, poissons, tantôt simples comme un cœur, tantôt complexes comme une acanthe mais toujours très précisément colorées : ces formes semblent naitre toutes seules, d'une image mentale, sans hésitation.

Le vieux fauve

« Matisse, commente Patrice Deparpe, puise abondamment dans le répertoire de ses souvenirs tahitiens, des réminiscences volontairement laissées à maturation durant seize ans. Les plongées dans les atolls, le farniente sur les plages des Tuamotu ou sur le port de Moorea se sont cristallisés à la manière du Maroc et de l'Algérie pour Delacroix. Contrastes, couleurs et lumières pures, confusion des plans, ils alimentent désormais toute l'œuvre... » Le but du vieux fauve ? « Créer directement dans la cou-

leur, avec, comme il le dit lui-même, une grande variété de sensations et un minimum de moyens, résume le conservateur. Le coup de ciseau remplace le trait de contour et le laisse libre d'ajouter de la couleur ou d'en retirer. »

La couleur est ici à comprendre comme un matériau, et les découpes comme un lexique. En révélant les « pièces » non retenues - à ne pas confondre avec les chutes dont certains, notamment les surfaces évidées, ont également été conservées -, l'exposition donne l'épaisseur du dictionnaire matisse. Toutes ces feuilles, Canson ou simples papiers de cagettes de fruits, ont été minutieusement inventoriées.

Accrochées aux cimaises, leur succession révèle par-delà la beauté plastique de leur prolifération, de passionnantes variations. On y repère par exemple les prémices du Lancer de couteaux, du Lagon, d'Icare ou du Cau-

chemar de l'éléphant blanc de la série Jazz. De même on voit comment le second « z » de Jazz évoluera jusqu'à devenir la spirale de carrés de L'Escargot, chef-d'œuvre de 1953 malheureusement resté à la Tate Gallery de Londres.

« Matisse part d'une forme et, en la composant, la modifiant, l'associant, arrive à une autre qui elle-même engendrera par ajouts un nouvel élément qui générera sa propre signification », résume le commissaire de l'exposition. Il s'est ainsi amusé à traquer les découpages similaires présents dans Coquillages, Images à la sauvette, Pierre à feu, Fleurs et fruits ou encore dans les audacieuses chasubles noires ou roses créées par un Matisse plus modiste que jamais...

Cet amour du patron coloré le caractérise. Il vient de loin. Des paréos océaniques, des premiers essais pour plusieurs créations des années 1930 dont La Danse et le Grand Nu couché.

Et encore plus profondément du Cateau-Cambrésis de l'enfance, quand la ville tirait gloire et richesse de sa tradition textile. On notera que les ciseaux qu'emploie ce descendant de tisserand sont ceux du tapissier et que de son propre avis, il avait mis « six mois à les apprivoiser ». Pour lui, ils n'étaient pas de simples outils mais des instruments. Ainsi l'exposition résonne comme un juste retour des choses : Matisse, c'est de la très haute couture. ■

« Matisse, la couleur découpée », jusqu'au 9 juin au Musée départemental Matisse, Palais Fénelon, Le Cateau-Cambrésis (59). Tél. : 03 59 73 38 00. museematisse.cg59.fr

Catalogue Somogy, 224 p., 35 €. (*) Le Musée Matisse de Nice a bénéficié d'une donation équivalente à celle du Cateau-Cambrésis et la ville organise du 21 juin au 23 septembre huit expositions simultanées en hommage à l'artiste.

Là où se dressait le ghetto de Varsovie

HISTOIRE En inaugurant vendredi le Musée d'histoire des Juifs de Pologne, le pays cherche à renouer les fils d'un passé occulté, notamment sous l'ère communiste.

CLAIRE BOMMELAER cbommelaer@lefigaro.fr
ENVOYÉE SPÉCIALE À VARSOVIE

« L'histoire du ghetto de Varsovie, c'est l'histoire de notre ville et celle de notre pays. » Qui aurait imaginé qu'un jour le maire de Varsovie puisse prononcer une telle phrase ? Vendredi, le pays a célébré le 70^e anniversaire de l'insurrection du ghetto contre les nazis et inauguré l'immense Musée d'histoire des Juifs de Pologne. L'exposition permanente n'ouvrira que l'année prochaine, mais la

Pologne tenait à cette inauguration symbolique afin de marquer sa volonté de regarder un passé longtemps occulté.

Construit là où se dressait le ghetto, sur une place jusque-là restée vide, le musée n'est pas un geste architectural audacieux. Rectangle massif, il possède simplement une césure, voulue par les deux architectes finlandais, Rainer Mahlamäki et Ilmari Lahdelma. Certains y verront la cassure qu'a été la guerre pour le monde juif, d'autres une image du passage de la mer Morte. La surface du bâtiment (13 000 m²), et sa muséographie, devrait tout de même l'inscrire comme un des plus grands musées

consacrés à la culture juive. Trois millions et demi de Juifs vivaient en Pologne avant la guerre et 90 % d'entre eux ont péri pendant la Shoah. Mais le musée n'a pas vocation à devenir un lieu de mémoire, comme celui de Washington ou Yad Vashem à Jérusalem. À travers huit galeries, mille ans de présence juive seront présentés, du Moyen Âge à nos jours. De nombreux Juifs arrivèrent en Pologne au XV^e siècle fuyant les persécutions religieuses en Europe. De là naquit une civilisation, qui produisit entre autres le yiddish et le hassidisme, mouvement qui n'était pas alors terreau de traditionalisme. Au sens large, ce musée sera aussi le lieu de la culture ashkénaze, en grande partie disparue.

« J'avais un rêve »

« L'endroit est un portail, un forum et un catalyseur », explique Barbara Kirshenblatt Gimblett, professeur d'anthropologie culturelle à l'université de New York et à qui l'on doit l'exposition permanente. Le conseil du musée a été placé sous la direction de Marian TurSKI, historien et rescapé d'Auschwitz, et militant de la première heure pour la création de la nouvelle institution. « Pour paraphraser Martin Luther King, j'avais un rêve et il se réalise », disait-il, vendredi devant le millier de personnes réunies pour l'occasion.

La municipalité de Varsovie et l'État polonais ont apporté le terrain et financé la construction, soit 120 millions de dol-

lars. Une campagne internationale doit compléter ce financement à hauteur de 40 millions de dollars. Pendant des années, l'association de l'Institut historique juif a sillonné le monde pour convaincre la diaspora. Descendants de rescapés, philanthropes américains ou fondations ont répondu à l'appel. « L'histoire doit continuer », explique ainsi Corinne Evens, présidente et fondatrice de l'Association européenne pour le musée. Mais elle sait que le chemin est long pour collecter l'argent nécessaire à son fonctionnement.

Bien que Simha Rotem, l'un des deux derniers survivants ayant participé au soulèvement du ghetto, ait affirmé avec force : « Nous étions tous des Polonais », il n'est pas certain que cette réconciliation nationale ait gagné tous les esprits. Présente vendredi, Jacqueline Frydman, fille d'immigrés polonais qui ont eu les persécutions, et aujourd'hui propriétaire du Passage de Retz à Paris, se dit « gênée » par ce musée, à cet endroit-là. « Il n'y a que des cendres ici, laissons les reposer en paix », dit-elle. L'avenir du judaïsme est dans tous les pays de la diaspora et en Israël. »

Mais la plupart des Juifs d'Europe ont péri sur le sol polonais et la Shoah n'est pas une histoire juive. Elle a bouleversé et recomposé l'Europe entière. De nombreux Polonais, a rappelé Simha Rotem, ont aidé des habitants du ghetto, au péril de leur vie. C'est donc bien une histoire commune qu'abriteront ces murs. ■

ZOOM

Olivier de Bernon quittera Guimet en juin

Olivier de Bernon, président du Musée Guimet, a demandé à être relevé de ses fonctions à partir de juin, a annoncé le ministère de la Culture qui envisageait depuis plusieurs mois de le remplacer. Président depuis 2011, Olivier de Bernon était sur la sellette depuis qu'un rapport de l'Inspection générale des affaires culturelles avait critiqué ses méthodes de management. Pour recruter son successeur, le ministère de la Culture prévoit de lancer « un appel à candidatures ouvert qui lui permette d'apprécier non seulement les compétences scientifiques, administratives et managériales des candidats », mais aussi « leur vision pour ce grand musée national ». Les candidats seront auditionnés par la Direction générale des patrimoines, puis par le cabinet de la ministre. À l'issue de ces premières auditions, les candidats sélectionnés seront reçus personnellement par la ministre qui proposera au président de la République la nomination pour trois ans renouvelables du nouveau président de l'établissement. Récemment, le processus de nomination du président-directeur du Louvre avait fait l'objet de critiques. Cette fois-ci, le ministère expose clairement à l'avance la façon dont il compte s'y prendre.



À travers huit galeries, mille ans de présence juive seront présentés, du Moyen Âge à nos jours, dans ce bâtiment de 13 000 m². JANEK SKARZYŃSKI/AFP

Libé week-end Chaque samedi, retrouvez huit pages consacrées à l'actualité littéraire. Cette semaine, entretien avec Viet Thanh Nguyen autour du *Dévoûé*, deuxième volet des aventures du *Sympathisant* (traduits de l'anglais par Clément Baude, Belfond), originaire d'un «pays réduit à une guerre», qui se confronte au legs de la colonisation et à sa propre identité.

PHOTO BASSO CANNARSA. OPALE. LEEMAGE



LIVRES/

Depuis le grenier de sa datcha dans la forêt de Ponary en Lituanie, le journaliste polonais a vu les exécutions de juifs par les nazis, de 1941 à 1943, qui se déroulaient à deux pas de chez lui. Son récit, longtemps caché, publié en Pologne en 1999, est aujourd'hui traduit en français.

Kazimierz Sakowicz les entend dire qu'ils ont «hâte d'aller travailler», c'est-à-dire d'exécuter des juifs en rafale: «La rangée suivante assiste à l'exécution de la rangée précédente et les tueurs ne se préoccupent même pas de recouvrir les corps entre deux. Non! Ils obligent les nouveaux "candidats" à prendre place sur les cadavres gisant déjà dans la fosse et ils les fusillent par couches successives. Parfois ils les abattent à coups de crosse, les enfants notamment.»

Le registre tenu entre juillet 1941 et novembre 1943 par Sakowicz, journaliste polonais et catholique est épouvantable à lire. Mais il constitue un document «sans équivalent», remarque la préfacière Alexandra Laignel-Lavastine, sur la Shoah par balles menée en Lituanie dans la «belle forêt» de Ponary, à une dizaine de kilomètres de Wilno (désormais Vilnius). Conformément au pacte germano-soviétique, cette partie de la Lituanie est envahie par l'Armée rouge en 1939. En juin 1941, le pacte est rompu et les nazis envahissent Vilnius. Ironie tragique: des fosses énormes ont été creusées par l'Armée rouge dans la forêt de Ponary afin de stocker «des citernes de carburant destinées à approvisionner une base aérienne voisine. Ces cavités sont reliées entre elles par des tranchées où devaient être installés des pipelines. Les nazis, eux, y voient un dispositif idéal pour y massacrer des dizaines de milliers de personnes», précise la préface.

A l'arrivée des Allemands, des nationalistes lituaniens antisoviétiques, «des adolescents attirés par l'ivresse de la violence et l'appât du gain» se mettent à tuer des juifs. Ceux-ci représentent alors 40% de la population lituanienne; Vilnius est surnommée la Jérusalem du Nord. Un tiers des habitants lit et s'exprime en yiddish. Aujourd'hui, la Lituanie compte 3000 Juifs pour 2,8 millions d'habitants. Et comme en Pologne, les crimes antisémites commis par les Lituaniens sont demeurés longtemps maquillés dans la mémoire nationale.



Sur le site des exécutions de Ponary, juillet 1941. Photo prise par un soldat de la Wehrmacht. GRASSET

Kazimierz Sakowicz, scribe clandestin de la Shoah par balles

Né à Vilnius en 1894, Sakowicz fut pendant la guerre un sympathisant de l'armée clandestine polonaise, organe de la résistance installée à Londres. Jusqu'en 1939, il possède une imprimerie dans sa ville natale, mais avec l'invasion soviétique il fait faillite. La vie quotidienne à Ponary étant moins chère qu'à Vilnius, il achète une datcha dans la forêt. Depuis la fenêtre de son grenier, il assiste aux exécutions. Des nourrissons sont arrachés à leurs mères et tués sur-le-champ.

Joie mauvaise. Sakowicz glisse les feuilles de son journal dans des bouteilles qu'il enterre dans son jardin. Ses voisins les déterrent après les combats. Sakowicz meurt en juillet 1944. On l'a retrouvé inanimé dans la forêt et l'on ignore la cause de son décès. Proche de ce que met au jour l'historien polonais Jan



Kazimierz Sakowicz. GRASSET

T. Gross dans *les Voisins, un massacre de Juifs en Pologne* (Fayard, 2002), son journal rend compte de la joie mauvaise avec laquelle la population locale mène l'extermination de leurs voisins qu'ils haïssaient. Ils souhaitaient une Lituanie «judenrein», sans juifs. Sakowicz tient le greffe des horreurs qui se déroulent sous ses yeux avec froideur. Si Vassili Grossman, dans ses reportages, tient le sentimentalisme à bout de gaffe, sa souffrance face à ce qu'il constate est sensible. Exemple du style de Sakowicz avec un paragraphe daté de décembre 1941: «Comment ils tuent les Juifs [...]. Au début, Méthode 1: ils installent une sorte de tremplin au-dessus de la fosse, forcent les Juifs à y monter un par un et leur tirent dessus. Puis, Méthode 2: Des groupes d'une douzaine de personnes sont alignés au bord de la fosse et exécutés de dos; Méthode 3:

les gens sont amenés dans la fosse même, après quoi ils leur jettent des grenades; Méthode 4: à l'intérieur des fosses. Ils obligent les Juifs à descendre avec leurs habits, leur ordonnent de se dévêtir sur les cadavres qui les ont précédés et les abattent à coups de rafales de mitraillette. Les autres condamnés attendent près de la route, sans se douter que leur tour approche.» Au début, les victimes sont seulement des hommes, afin d'accréditer «la fable selon laquelle la nouvelle administration mobiliserait des travailleurs forcés». D'ailleurs Sakowicz entend des femmes demander, une fois amenées aux abords des fosses, où se trouve le camp de travail. Rapidement, les «affaires juives», manteaux, chapeaux, etc., font l'objet d'un commerce florissant.

Pages manquantes. Un dense appareil critique retrace le chemin vers la publication du texte de Sakowicz. La personne qui déchiffre son écriture et publie pour la première fois son journal en Pologne, en 1999, s'appelle Rachel Margolis. En préambule figure ce texte d'elle intitulé «Comment j'ai découvert le journal de Sakowicz». Juive et résistante, Rachel Margolis, disparue en 2015, a dirigé le département d'histoire du Musée juif d'Etat de la République soviétique de Lituanie: «Un jour où je menais des recherches aux archives centrales, où certaines collections de notre musée avaient échoué, je suis tombée par hasard sur un dossier recelant des pages jaunies.» Que faisait là ce dossier? Mystère. Où sont les pages manquantes, car d'évidence il en manque? Mystère. Spécialiste de l'histoire intellectuelle des pays de l'Est, Alexandra Laignel-Lavastine signe l'introduction du volume ainsi que les éclairages qui le concluent. Et c'est elle aussi qui a traduit le journal. Elle a rencontré Rachel Margolis en 2014. La femme de 93 ans lui raconte sa vie, l'insurrection du ghetto de Wilno à laquelle elle a participé, et la façon dont elle a continué la lutte armée dans la forêt. Des livres et des noms viennent immanquablement à l'esprit du lecteur du *Journal de Ponary*: Jan Karsky, résistant catholique polonais qui témoigna auprès des Alliés de la réalité des camps de la mort, et Aharon Appelfeld, dont les textes sont hantés de forêts.

VIRGINIE BLOCH-LAINÉ

**KAZIMIERZ SAKOWICZ
JOURNAL DE PONARY
1941-1943**

Texte présenté, annoté et traduit par Alexandra Laignel-Lavastine. Grasset, 320 pp., 23 € (ebook : 16 €).



Patrick Desbois a travaillé à Calcutta et au Burkina-Faso. Prêtre à Lyon, il a appris l'hébreu et est devenu « ambassadeur » auprès des juifs. PHOTO J. DANIEL/CEIL PUBLIC

Le Père Patrick Desbois a entrepris de retrouver les restes du million et demi de juifs fusillés par les nazis dans les villages d'Ukraine. Un aspect méconnu de l'Holocauste

HENRI TINCQ

En Israël, on l'appelle déjà « Patrick le Juste ». Pour le quotidien *Haaretz*, qui l'a longuement interviewé le 8 janvier, il est « Patrick le Saint ». Patrick Desbois préfère en rire. Ce prêtre français de 50 ans s'est donné une mission hors du commun : faire parler les derniers témoins des villages d'Ukraine sur l'une des pages les moins connues de la Shoah – la « Shoah par balles », à distinguer de la « Shoah des camps » – et donner une sépulture décente au million et demi de juifs fusillés dans ce pays par les *Einsatzgruppen* nazis et jetés dans des fosses communes. Un travail colossal, dont l'aboutissement paraît presque utopique. Cet homme passerait pour un don Quichotte s'il n'avait le soutien des plus grandes organisations juives, du Vatican – il vient de recevoir une lettre du pape – et de l'Église de France, dont il assure les relations avec les juifs.

Issu d'une famille où les agnostiques sont plus nombreux que les piliers d'église, il vit une enfance bercée par les récits de déportation et de résistance qui, près de la ligne de démarcation – à Chalon-sur-Saône, où il est né en 1955 –, comptent autant de héros que de victimes. Parmi les premiers, un grand-père, Claudius Desbois, évadé trois fois des stalags, de nouveau arrêté en 1942 et conduit, avec 25 000 autres Français, à Rawa Ruska, Lager 325, un camp de prisonniers russes à la frontière polono-ukrainienne. Rawa Ruska compte alors 80 % de juifs. La guerre y fera 40 000 morts. « *Ce sont les juifs du ghetto qui étaient chargés d'évacuer les corps des 25 000 prisonniers russes assassinés pour faire de la place aux Français. Et après, on les exterminait* », racontera Claudius Desbois, rescapé du camp, à qui il faudra arracher les mots avant sa mort, en 1970. « *Quand il parlait, tout le monde se mettait à pleurer* », se souvient son petit-fils.

L'autre choc de la vie de Patrick Desbois, c'est sa rencontre avec les juifs dont, enfant, il ne sait rien. Il découvre la foi chrétienne à l'adolescence, passe des mois dans les mouiroirs de Mère Teresa à Calcutta, part au Burkina Faso pour un travail humanitaire, entre au séminaire du Prado et se met à apprendre l'hébreu. Car ce jeune catholique a une passion pour Israël, où il passe la plupart de ses congés, vit dans des familles juives, respecte les rituels religieux qu'il connaît par cœur, pratique le shabbat, est invité aux mariages, arpente Mea Shearim, le quartier ultraorthodoxe de Jérusalem. « *J'ai appris le judaïsme par la vie, par les juifs. Ce n'est pas difficile. Ils ne sont pas plus nombreux que les... Burkinabés* », dit-il avec humour.

Prêtre à Lyon, il devient l'« ambassadeur » près des juifs du cardinal Decourtray, le primat des Gaules qui va s'incliner à la mémoire des déportés place Bellecour et au fort Montluc, ouvre les archives de l'archevêché avant le procès Touvier et négocie une issue dans l'affaire des carmélites polonaises d'Auschwitz. Mort en 1994, le « cardinal des juifs » a un mémorial réalisé par Daniel Buren à Jérusalem. Patrick Desbois fréquente alors le professeur lyonnais Marc Aron, M^e Alain Jakubowitz, avocat des parties civiles au procès Barbie, tous les ténors de la communauté juive de Lyon, de Paris, d'Europe de l'Est, d'Israël, des États-Unis, où il se lie d'amitié avec Israël Singer, président du Congrès juif mondial.

Un curé sur les traces de la « Shoah par balles »



Les juifs étaient fusillés derrière le cimetière de Bus'k, en Ukraine. A droite, à Naraiv', l'emplacement de la fosse, dans l'ancien cimetière juif, qui a disparu. Les pierres tombales ont servi à construire les murs des maisons. GUILLAUME RIBOT



Il organise des « voyages de la mémoire » à Auschwitz, a un culot fou et conduit, avec le cardinal Lustiger, les évêques français médusés dans les *yeshivot* les plus orthodoxes de New York. Pour ses contacts dans les milieux juifs, Mgr Decourtray ne lui avait donné qu'une consigne : « Ne jamais choisir entre deux juifs : on l'a trop fait pendant la guerre. »

Le camp de Rawa Ruska hante ses souvenirs d'enfant. En 2000, avec un rescapé, René Chevalier – le neveu de Maurice –, il retourne en Ukraine, part à la recherche des traces du camp des Russes, rasé après la guerre. Il se retrouve au cimetière allemand de Potovitch. Un cimetière bien propre, avec des croix de granit et un mur de noms gravés. « *Le plus beau cimetière, c'était celui des Allemands, puis celui des Français, enfin celui des Russes. Mais celui des juifs, où est-il ?* » A Rawa Ruska, il fait restaurer le mémorial de l'ancien camp. Il croise le vieux curé de Belzec, le camp de concentration de l'autre côté de la frontière, en Pologne, qui lui raconte qu'au moment des exécutions les villageois « *montaient sur la colline* » pour voir. Alors Patrick Desbois a l'intuition de sa vie : les derniers témoins d'Ukraine vont mourir. Or, en l'absence de survivants, seuls les voisins qui ont vu peuvent faire comprendre la Shoah.

La « Shoah par balles » a précédé de peu celle des camps d'extermination. C'est au début de 1941, avant la guerre avec l'Union soviétique, qu'Hitler impose à la Wehrmacht la création des *Einsatzgruppen*, commandos mobiles – 3 000 hommes puis jusqu'à 10 000 – chargés d'accompagner l'avancée de l'armée allemande à l'est. Et d'éliminer les juifs tenus pour responsables du piétinement de la Wehrmacht face à l'armée rouge, puis de ses échecs. Il n'y a pas d'infrastructures routières et ferroviaires pour les acheminer vers les camps. Alors, des pays baltes à la Crimée, en passant par la Biélorussie et l'Ukraine, les juifs – hommes, femmes, enfants – sont rassemblés dans les villages, froidement fusillés, souvent dans les forêts voisines, puis ensevelis, morts ou vivants, dans des fosses communes.

Grâce au maire adjoint de Rawa Ruska, Patrick Desbois rencontre la dernière fem-

me juive de la ville, professeur d'histoire à la retraite. Coup de foudre. A l'heure du rendez-vous, elle l'attend avec un bouquet de lys blancs et un livre, la traduction russe du *Petit Prince* de Saint-Exupéry. Avec une interprète, la petite délégation, en camionnette, emprunte des chemins de terre, traverse un gué, arpente des forêts. Et arrive à Borowe. Dans ce village, pauvre et isolé, vivent quarante familles. A leur stupéfaction, plus d'une centaine de personnes attendent debout les visiteurs. Des femmes usées, édentées, montrent des photos jaunies de prisonniers français connus à l'époque du camp.

Les plus âgés habitaient déjà Borowe pendant la guerre. Ils n'ont rien oublié, mais n'ont jamais rien raconté. Des commissions soviétiques sont bien passées, en 1944, sur les lieux d'exécution. Elles sont revenues dans les années 1950, mais la population se méfiait. Les rapports officiels citent des chiffres, mais peu de témoignages. La vue d'un prêtre en col romain – dans cette région d'Ukraine occidentale peuplée de grecs-catholiques – est plutôt rassurante. « *Avec son air débonnaire, les portes et les fenêtres s'ouvrent. Les gens comprennent qu'un prêtre, ce n'est pas la KGB ! Et, si c'était des rabbins, ils se sentiraient en position d'accusés et moins*

« Certains qui acceptent de parler ont été plus que des témoins »

Anne-Marie Revkolevski

libres pour parler », confie Anne-Marie Revkolevski, directrice de la Fondation pour la mémoire de la Shoah, dont la famille a disparu dans la région d'Ivano-Frankovsk et qui s'est jointe à l'équipe. Patrick Desbois parle de son grand-père prisonnier à Rawa Ruska. Alors, les visages se dérident, les gorges se dénouent, les langues se délient. Enhardis, les vieux paysans commencent à raconter, par bribes, ce qu'ils ont vu. Adoléscent, ils avaient été réquisitionnés, avant l'exécution de juifs, pour les transporter, aider au creusement des fosses et, après, « *pour jeter du sable et de la cendre parce que le sang coulait jusque dans le village* ». Les témoignages se recourent, se complètent. Des lieux sont désignés – qu'on appelait, sans trop savoir pourquoi, « *la forêt aux juifs* » ou « *le bois de l'enfer* » – comme étant ceux de fosses communes. Des larmes coulent.

L'équipe est retournée plusieurs fois à

Borowe. En fourgonnette ou en charrette à cheval, elle a ratissé tous les villages des régions de Lviv, d'Ivano-Frankovsk, de Ternopil, a emprunté des routes impraticables. Le scénario est presque partout le même. A la fin de l'office du dimanche, le curé du village annonce l'arrivée de « *Français* » et presse les fidèles de répondre à leurs questions pour savoir où sont morts les juifs et de « *dire toute la vérité* ». Il explique qu'il s'agit de repérer des fosses et de dresser des sépultures. Certaines fosses communes ont bien été identifiées et bétonnées à l'époque soviétique, mais le « *mémorial* » bâti à la hâte est rarement au bon endroit et ne rend compte ni de la nature ni de l'ampleur du génocide.

Les gens comprennent, libèrent leur conscience, racontent... Les juifs qu'on emmène en camion, à pied ou en charrette, à qui on a promis un départ « *pour la Palestine* » ou « *un rassemblement dans un ghetto* ». Puis les fossés qu'on creuse, l'alignement des condamnés par famille, la mitraille dans la nuque, les fossés anti-tanks, les puits d'irrigation dans lesquels on jette les juifs et qu'on scelle.

Bernard Husson, historien spécialiste des *Einsatzgruppen* et qui fait partie de l'équipe Desbois, se dit un peu surpris : « *On a souvent écrit que les victimes creusaient leurs propres fosses. C'est vrai. Mais c'est vrai aussi que des jeunes non juifs étaient réquisitionnés pour transporter les victimes, préparer les exécutions, en effacer les traces.* » Anne-Marie Revkolevski ajoute : « *Certains de ceux qui acceptent aujourd'hui de parler ont été plus que des témoins. Ils ont parfois prêté main-forte.* »

A chacun des voyages, l'équipe s'étoffe. Elle comprend aujourd'hui deux interprètes ; un jeune Allemand d'origine ukrainienne, Andrej Umanski, chargé des recherches dans les archives allemandes de Ludwigsburg, près de Stuttgart ; un expert pour les relevés topographiques ; un photographe chargé de filmer les sites et les témoins ; un cameraman, un preneur de son et Jean-François Bodin, journaliste, qui recueille les récits. Sans oublier l'expert en balistique. Un jour, en regardant une émission d'Arte sur les charniers de Bosnie, le prêtre réalise que « *là où il y a des douilles, il y a des fosses* ».

Mais les fusils et les tireurs sont-ils russes ou allemands ? « *On regarde les dates de fabrication inscrites sur les douilles, dit*

Patrick Desbois. *A partir de 1940, les Allemands ont cessé de vendre des douilles aux Russes. Si les dates sont postérieures à 1940, on est sûr que ce sont des douilles tirées par les Allemands.* »

La « *procédure* » s'est aussi affinée avec le temps : la première étape – pour les repérages des fosses – est l'examen des archives des tribunaux allemands et leur confrontation avec les archives russes. Ensuite, tous les deux ou trois mois, l'équipe se rend dans les villages ukrainiens, sur les lieux de massacres supposés. L'existence d'une fosse commune est attestée lorsqu'au moins trois témoins, entendus séparément, indiquent le même site. Les interrogatoires sont filmés, confrontés. Puis on procède aux expertises topographiques et balistiques : « *On essaie même de localiser les tireurs allemands*, raconte Patrick Desbois. *Puis de mesurer les éventuels dégâts commis par les maraudeurs (pour le trafic des dents) ou les animaux. Puis on constate, on se recueille sans bouger les restes, puisque*

la loi juive interdit de toucher aux corps. » Ces opérations se font en parfait accord avec les rabbins d'Ukraine, y compris le grand rabbin Bleich de Kiev, ami de Patrick Desbois.

Il faut aller vite. L'équipe de Desbois a déjà ratissé l'Ukraine occidentale, commencé à enquêter en Crimée, jusqu'au port de Kherch et dans la région de Kherzon. Elle veut retrouver toutes les preuves de l'extermination, faire la cartographie la plus précise et exacte de la Shoah en Ukraine. En cinq ans, près de 400 fosses communes ont été repérées, mais ce n'est que le tiers du nombre estimé de lieux d'exécution. Et il faudrait aller aussi dans les pays baltes, en Biélorussie. Travail de fourmi. Et course contre la montre, car les derniers témoins sont âgés. Après les récits, on édifiera les monuments. « *Tout de même, ce sont des hommes qui sont enterrés là, soupire Anne-Marie Revkolevski. On ne peut pas faire comme s'il ne poussait que des petites fleurs et de la mousse !* » ■

« Deux jours après, du sang s'échappait encore de la fosse »

VOICI des extraits de témoignages recueillis auprès de témoins ukrainiens.

Iaroslav Galagne, né en 1936 à Bolowe, avait 6 ans au moment des événements. Il est interrogé par Patrick Desbois.

« Les juifs étaient ramassés à Rawa Ruska. Ils ont été amenés ici, où ils ont creusé les fosses.

– Où étiez-vous ? Les avez-vous vus ?
– Je gardais la vache et son veau avec ma mère, là-bas.

– Qu'avez-vous vu exactement ? Comment les juifs ont-ils été amenés ?

– Ils étaient dans des camions, chacun assis entre les jambes du suivant. Ils étaient nombreux dans le camion, gardés par deux Allemands, dans les angles du camion, avec des fusils.

– Où s'est garé le camion ?
(Il se retourne et indique une direction avec sa main.)

– Les camions se sont arrêtés à 50 mètres d'ici, près du cimetière.
– Combien de camions ?

– Un seul. Mais il faisait des allées et venues. Quatre allers-retours chaque jour.
– Les juifs étaient avec leurs affaires ou sans rien ?

– Ils étaient habillés, mais sans bagages. On leur a fait creuser la fosse. Quand elle a commencé à être assez profonde, on leur a donné des échelles pour qu'ils puissent creuser encore plus profond. Quand la fosse a été terminée, on leur a dit de se reposer. Ils se sont assis et un Allemand a retiré l'échelle de la fosse. Puis il a mis de la dynamite.

– A quoi servait la dynamite ?
– Un Allemand gardait les juifs et un autre était dans la fosse. Quand il est sorti de la fosse, il a dit aux juifs qu'il fallait encore creuser. Quand ils sont descendus dans la fosse et qu'ils ont recommencé à travailler, tout a explosé. Il y avait des jambes et des parties de corps partout.

– C'était toujours comme ça qu'ils tuaient les gens ? Ou seulement cette fois-ci ?

– Non, c'était la première fois. Après, ils fusillaient les gens qui tombaient dans la fosse. Ceux qui ne tombaient pas étaient tirés par les pieds, une fois morts, pour être mis dans la fosse.

– Ils les tuaient comment ? En groupe ?
– Par camions. Quand ils arrivaient, ils étaient mis en rangs le long de la fosse et ils étaient mitraillés.

– Il y avait des enfants ?
– Non, pas d'enfants. Que des adultes. Des jeunes filles aussi, de 16 ans, très belles. Mais c'était les premiers jours. (...)

– Combien de jours a duré cette « *Aktion* » ?

– A peu près deux semaines. (...)
– Qui a bouché la fosse à la fin ?
– Les gens du village. Ils ont été réquisitionnés. Il y avait beaucoup de sang. Le sang coulait partout et les Allemands ont donné des produits que les gens ne connaissent pas. Ça sentait très fort. Tout a été couvert et c'est resté comme ça, jusqu'à ce que les Soviétiques viennent. »

Petrivna, un autre témoin de Borowe.

« La fosse a mis trois jours pour mourir, même quand tout était fini. Deux jours après, du sang s'en échappait encore, comme une rivière, et l'odeur était de plus en plus insupportable. Les Allemands sont venus dans les maisons chercher des gens pour aller boucher la fosse. Ils leur demandaient d'y aller avec leurs pelles. C'est là que j'ai vu cette rivière de sang. Les Allemands ont alors amené de la chaux. (...) Après quelques jours, l'odeur est passée. »

Anna Ivanovna Dyschkent, de Bus'k (région de Lvov), née en 1927, avait 15 ans au moment des faits.

« Quand les Allemands sont arrivés, ils ont réuni à Bus'k les juifs de tous les villages aux alentours. Il y avait des juifs dans tous les villages. Ils ont amené les juifs à Bus'k en camions couverts. Le ghetto était au centre du village, gardé par des policiers ukrainiens et juifs qui avaient un brassard avec une croix bleue. Les premiers juifs ont été fusillés au centre du village. Mais il n'y avait pas assez de place, alors ils ont été amenés ici. Là, il y avait une baraque. La fosse a été creusée avec des pelles par les juifs eux-mêmes. Les juifs se mettaient debout, face à la fosse. Un Allemand passait et tirait dans la nuque. Les gens tombaient dans la fosse. Il y avait un homme, un jeune père avec ses deux jumeaux dans les bras. Il était debout près de la fosse. L'Allemand a tiré sur un enfant, puis sur l'autre. La troisième balle a été pour le père. » ■

Sur le monde.fr : « Shoah, les derniers témoins racontent » (onglet « Pratique » puis « Savoirs »)



Plus de 3 000 douilles allemandes de fusils Mauser et de mitrailleuses ont été retrouvées au bord d'une fosse. GUILLAUME RIBOT



Après l'exécution des juifs dans le ravin de Babi Yar, des soldats fouillent et trient leurs vêtements. Ukraine, 29-30 septembre 1941. HAMBURGER INSTITUT FÜR SOZIALFORSCHUNG/JOHANNES HÄHLE

L'autre face de la Shoah

Depuis une trentaine d'années, les études sur le génocide des juifs ont connu un développement spectaculaire, moins en France qu'à l'étranger. Aujourd'hui, des chercheurs tournent plus particulièrement leurs regards vers les crimes de masse perpétrés à l'est de l'Europe. Essais et colloques se penchent sur une tragédie longtemps occultée : pour la distinguer de la mort organisée dans les camps d'extermination, les historiens l'appellent la « Shoah par balles ».

M

ême les spécialistes le reconnaissent : lire tous les ouvrages qui paraissent chaque année sur l'histoire de la Shoah est une tâche impossible. Ce foisonnement éditorial, constitué en majorité de monographies pointues, rend nécessaire, à intervalles réguliers, la parution d'ouvrages de synthèse capables d'en digérer les apports. Peu d'historiens s'y sont risqués avec succès. Le cas le plus remarquable est bien évidemment celui de Raul Hilberg, qui ne cessa jusqu'à sa mort, en août 2007, de remettre sur le métier son magistral ouvrage *La Destruction des juifs d'Europe* (Gallimard) commencé presque soixante ans auparavant. L'autre exemple est

celui de Saul Friedländer. Récent lauréat du Prix de la paix des libraires allemands décerné à la Foire du livre de Francfort, cet historien franco-israélien est l'auteur d'une brillante étude sur *L'Allemagne nazie et les juifs*, dont le deuxième tome paraîtra au Seuil début 2008.

Un autre projet d'histoire globale de la Shoah est en cours d'écriture. Piloté par le mémorial de Yad Vashem, en Israël, il s'agit d'une entreprise collective qui devrait compter au total une quinzaine de titres couvrant la période de 1933 à 1945. Le premier de ces volumes, qui paraît aujourd'hui en français, s'intéresse à l'évolution de la politique antijuive entre 1939 et 1942. Sa rédaction a été confiée à Christopher Browning, un universitaire américain de 63 ans dont le grand public a surtout retenu l'étude qu'il consacra il y a une quinzaine d'années à un groupe de cinq cents Allemands « ordinaires » : ceux-ci, bien que sans passé criminel, participèrent en 1942-1943 à l'extermination de 80 000 juifs polonais (1).

C'est en septembre 1939, au moment où l'armée allemande envahit la Pologne, que commence le nouveau livre de Browning. Du point de vue militaire, le triomphe des nazis est sans appel. Mais un problème se pose : que faire des deux millions de juifs qui sont tombés en quelques jours dans l'orbite du III^e Reich ? Pour Hitler, en effet, le fameux « espace vital » ne peut se concevoir autrement que « judenfrei », c'est-à-dire « libre de juifs », selon la terminologie nazie. Il devient donc urgent de trouver une « solution » à la « question juive ».

Pendant trente mois, plusieurs « solutions » seront expérimentées. La première repose sur le principe de la mise à l'écart. Dans le prolongement de la politique de ségrégation appliquée en Allemagne depuis 1933, elle vise à séparer les juifs du reste de la population. Jusqu'à la fin de 1940, plusieurs plans seront ébauchés. Pendant quelques mois, Adolf Eichmann réfléchit ainsi à l'implantation d'une « réserve » juive dans la région de Lublin, dans l'est de la Pologne. Sans grand succès. Une autre idée sera ensuite étudiée : l'installation des juifs à Madagascar. L'île étant une colonie française, le projet trouve un certain crédit après la défaite de la France en juin 1940. Mais il sera rapidement abandonné.

Tout change en juin 1941 avec l'entrée en guerre de l'Allemagne contre l'URSS. En quelques semaines, les troupes allemandes déferlent sur la Biélorussie, l'Ukraine et les Etats baltes. Cette fois les nazis entendent tirer la leçon du précédent polonais. L'échec des plans d'expulsion imaginés au cours des mois précédents les conduit à envisager une « solution » plus radicale pour les juifs présents sur leurs nouvelles terres de conquête : leur liquidation systématique.

Commence alors ce que Raul Hilberg a appelé l'époque des grands « nettoyages meurtriers ». Partout, les mêmes scènes de terreur se répètent : rassemblés dans les villages, les juifs sont ensuite amenés vers un site d'exécution où ils creusent une fosse avant d'être fusillés, soit debout soit après avoir été obligés de se coucher sur les corps de ceux

qui sont déjà morts. L'efficacité de cette « méthode standardisée d'assassinats de masse » est redoutable. Fin 1941, 500 000 à 800 000 juifs ont déjà été exécutés de la sorte.

Entre-temps, une autre méthode de mise à mort a été testée : le gazage dans des camions ou des baraquements de fortune. Expérimentée à une époque où la politique antijuive n'obéit pas encore à un « plan préconçu, logique et centralisé », l'idée plaît à Himmler, le chef de la SS, qui s'inquiète des effets secondaires des fusillades sur le psychisme de ses hommes... A l'automne 1941, les réunions s'enchaînent au sommet de l'Etat pour

**Les Origines de la Solution finale
L'évolution de la politique
antijuive des nazis
(septembre 1939-mars 1942)
de Christopher R. Browning**

Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Jacqueline Carnaud et Bernard Frumer,
Les Belles Lettres, 632 p., 35 €.

étudier la question. Fin octobre, « le régime nazi a franchi le pas décisif », estime Browning, qui retrace l'infamie concours d'arbitrages qui conduit à la concentration des juifs dans des centres dévolus à leur extermination. Il faudra six mois pour passer de la « conception » à la « mise en œuvre » de cette politique. Au printemps 1942, le complexe d'Auschwitz-Birkenau devient opérationnel. Plus d'un million de juifs y seront assassinés.

« Je vais à nouveau être prophète, avait déclaré Hitler le 30 janvier 1939. Si la juiverie financière internationale (...) réussissait à précipiter encore une fois les peuples dans une guerre mondiale, alors la conséquence n'en serait pas la bolchevisation de la terre et la victoire de la juiverie, mais l'anéantissement de la race juive en Europe. » Trois ans auront été nécessaires pour réaliser cette sinistre prophétie. De cette marche vers l'irréversible, Christopher Browning livre la chronique la plus exhaustive et la plus à jour qui ait été publiée en français. ■

Thomas Wieder

(1) Des hommes ordinaires a été réédité en mars 2007 (Tallandier « Texto », 366 p., 8 €).

Sur les traces des « cimetières oubliés »

Symptôme indiscutable d'un important tournant historiographique, on assiste depuis quelques mois à une véritable prolifération de colloques internationaux sur la Shoah à l'Est, cette Shoah en dehors des camps qui se solda notamment, entre 1941 et 1944, par l'assassinat de près d'un million et demi de juifs ukrainiens. Après une longue focalisation sur l'univers concentrationnaire, ce déplacement du regard vers les massacres à ciel ouvert, commis par les unités mobiles de tueries allemandes ou roumaines et leurs auxiliaires, était ainsi au cœur d'un remarquable colloque sur « La Shoah en Ukraine », qui s'est tenu à Paris du 1^{er} au 3 octobre.

Tendance révélatrice, la douloureuse question de la collaboration des acteurs locaux y fut parmi les plus débattues. Avec, pour la première fois, une forte participation

d'historiens ukrainiens, jointe à un partenariat inédit entre des institutions aussi diverses que l'université de Paris-IV - Sorbonne, le Mémorial de la Shoah à Paris, le Musée de l'Holocauste de Washington et l'association Yahad-In Unum, que préside le père Patrick Desbois. Cette internationalisation de la recherche est relativement nouvelle. Elle témoigne « d'une dynamique très positive, encore impensable il y a quelques années », insiste Edouard Husson, l'une des chevilles ouvrières de cette manifestation.

Choc mémoriel

La même remarque vaut pour la conférence organisée deux jours plus tard à Nanterre par l'historienne Sonia Combe, où il fut également beaucoup question de la participation active des Polonais à toute une série de pogroms. Des crimes revus à la hausse et perpétrés, com-

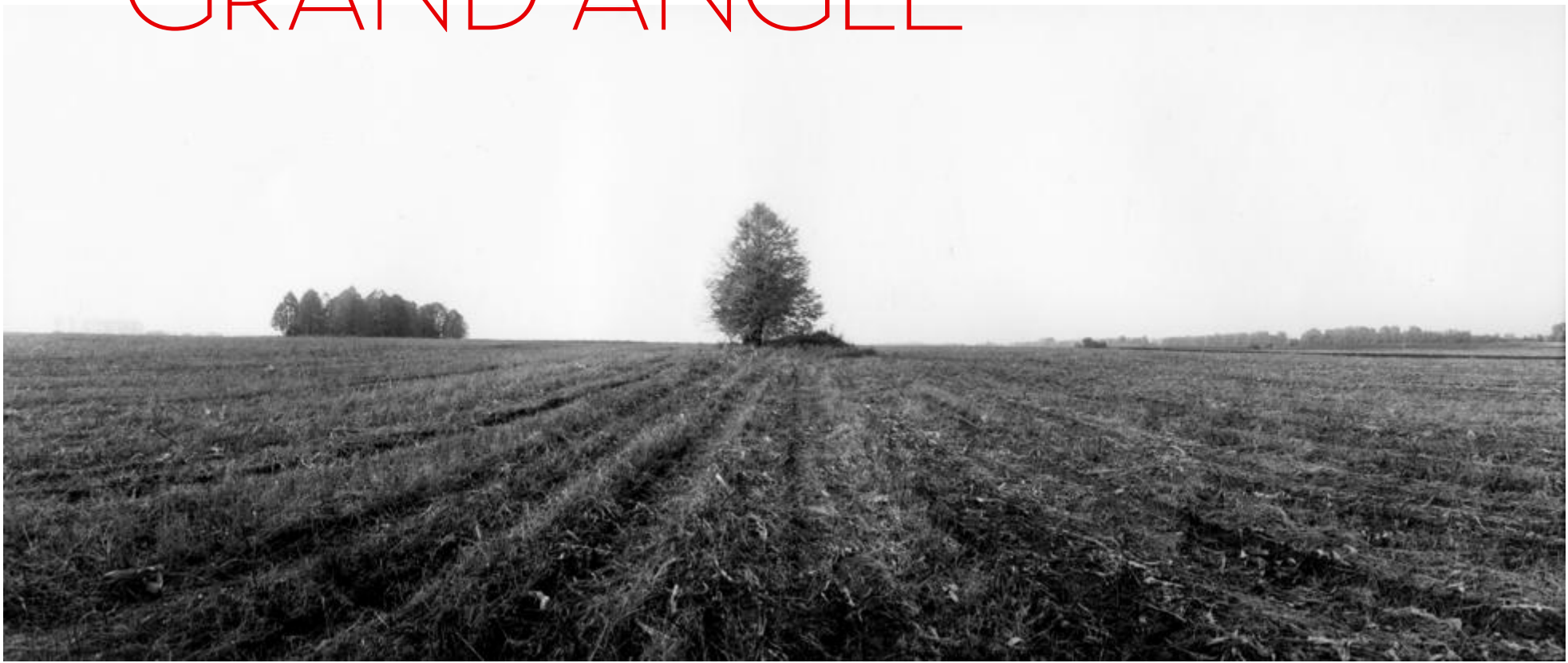
me en Ukraine, avant ou juste après l'invasion allemande. Un choc mémoriel pour ces sociétés postcommunistes où, ainsi que l'observait l'historien Anatoly Podolsky, « nombreux sont ceux, y compris dans le milieu académique, qui peinent encore à intégrer le destin des juifs dans l'histoire nationale, comme s'il s'agissait d'une histoire séparée qui ne les concernait guère ».

A ces chantiers longtemps négligés s'en ajoute un troisième : celui de la Transnistrie, cette bande de territoire située entre le Bug et le Dniestr, qu'Hitler avait cédée en 1941 à son allié roumain, et qui fut, entre 1941 et 1943, le théâtre d'une rare sauvagerie. Signe des temps, le premier colloque mondial sur ce « cimetière oublié » s'est déroulé en mai dernier en Israël, à l'initiative de Florence Heymann, du Centre de recherche français de Jérusalem (CNRS), suivi d'un autre sur le

même thème, il y a quinze jours, à Czernowitz (Bucovine), fruit d'une récente coopération entre le nouvel Institut Elie Wiesel de Bucarest et le Musée de Washington. Juifs parqués puis brûlés vifs dans des étales à cochons, marches de la mort, enfants précipités dans des puits, abattage et vente des déportés au paysan le plus offrant pour en récupérer les vêtements, exécutions massives, comme à Bogdanovka, ce Babi Yar méconnu, où, fin 1941, plus de 43 000 juifs furent fusillés en quelques jours par les gendarmes roumains.

Là encore, l'atrocité et la diversité insoupçonnées des méthodes de tueries, dont on commence tout juste à prendre la mesure, ouvrent de nouvelles perspectives de recherche – de l'avis unanime de tous ces historiens, un continent entier à explorer. ■

Alexandra Laignel-Lavastine



Le site de Mirny, dans la région de Kiev, où ont été ensevelis 18 000 Juifs exécutés par les troupes nazies en septembre 1941, à peine trois mois après l'attaque allemande contre l'URSS.

En Ukraine, plus d'un million de Juifs ont été fusillés par les nazis. Une histoire encore

Les traces enfouies de

Par **MATHILDE GOANEC**
Envoyée spéciale en Ukraine
Photos **HENNING LANGENHEIM.AKG**

La neige tombe sur Slavuta, un village du nord-ouest de l'Ukraine. Devant la modeste synagogue, cachée au fond d'une impasse, une dizaine de vieux Juifs célèbrent Hanouka, la «fête des lumières», dans le froid et l'obscurité. La petite communauté est rassemblée autour des bougies rituellement allumées et murmure maladroitement une rapide prière, malgré les encouragements de deux Américains rompus à l'exercice des traditions, venus tout droit des Etats-Unis pour l'occasion. Le yiddish est hésitant, la mémoire encombrée, trop lointaine... Contrastant avec l'exubérance des deux jeunes missionnaires américains, le malaise des Juifs d'Ukraine est tangible. Jusqu'en 1941, la population de Slavuta était composée à 80 % de Juifs. Puis les nazis ont déferlé en attaquant l'Union soviétique, 2,5 millions de Juifs vivaient alors

en Ukraine avant la guerre. Entre 1941 et 1944, tout un peuple fut quasiment anéanti. Suivirent quatre décennies d'athéisme communiste qui recouvrirent d'une chape de plomb prières et traditions, et jusqu'à la mémoire des massacres.

A Slavuta, David Gochkis, Juif ukrainien, journaliste et écrivain de 97 ans, est l'un des derniers témoins vivants de cette époque. Au début de la guerre, son engagement dans les rangs de l'Armée rouge l'a tenu éloigné de son village et d'une mort certaine. «*Quand je suis rentré chez moi, en 1947, il y avait des étrangers dans ma maison. Vingt-trois personnes de ma famille sont mortes, parce qu'elles étaient juives.*» Ici, pas de chambres à gaz. Les Juifs ont été tués un à un et jetés dans des fosses communes. Des opérations dirigées par les *Einsatzgruppen*, des bataillons d'exécutions mobiles. La «Shoah par balles», médiatisée en Europe de l'Ouest par, notamment, les travaux du père Desbois (1), a fait plus d'un million de victimes en Ukraine.

Monument acéré et indifférence générale

Sur les pas du gendre de David Gochkis, Edwin Sokolov, nous sortons du village pour arriver au milieu d'un grand terrain vague où poussent quelques arbres chétifs battus par un vent glacial. «*Ici, les nazis ont massacré 14 000 Juifs*, raconte Edwin. *Quand j'étais petit, je venais ici, et on trouvait des os et des dents d'enfants dans le sol.*» Un monument en métal, noir et acéré, a été dressé là à la mémoire des «*victimes innocentes des fascistes allemands*». Sans trop de détails, à la mode

soviétique. Pour en savoir plus, il faut compter sur la mémoire de David, qui recueille inlassablement témoignages et documents sur cette Shoah oubliée et qui se bat pour ériger stèles et plaques partout où les Juifs ont été assassinés. A une vingtaine de kilomètres de la maison de David, la petite ville de Chepetivka. Ici, les 8 000 Juifs du village ont été rassemblés dans un éphémère ghetto, puis massacrés. Un monument, au lieu-dit «603 km», du nom d'une borne le long de la route, commémore cette tragédie. Il a été financé par la petite communauté juive du bourg. «*On y a aussi*

«L'Etat a oublié tout ça, pourquoi les gens s'en souviendraient ?»

Un témoin des massacres dans la région de Lviv.

tué les Juifs des villages alentours. Cela fait peut-être 10 000 victimes, explique Alexandre Loukachouk, conservateur du musée historique de la ville. *Ce chiffre est approximatif, nous n'avons trouvé que deux charniers, mais beaucoup d'autres fosses restent inconnues.*» Dans le musée, qui honore abondamment les héros ukrainiens de la Seconde Guerre mondiale, seule une petite vitrine rappelle la Shoah, illustrée par un bout de barbelé et une vieille photo. La seule synagogue encore debout, sur les huit que comptait Chepetivka avant la guerre, a été transformée en salle de sport aux murs peints de couleurs acidulées.

Avant la guerre, les Juifs d'Ukraine représentaient la deuxième plus importante communauté juive d'Europe. Nombre d'écrivains, d'intellectuels ou de rabbins sont nés ici, tout comme l'un

des courants principaux du judaïsme, le hassidisme. Partie majeure du Yiddishland d'Europe centrale, l'Ukraine se souvient pourtant aujourd'hui avec grand mal de son passé juif et de sa page la plus sombre, l'Holocauste. A Kiev, quelques historiens y ont pourtant consacré leur vie, dans l'indifférence quasi-générale.

Boris Zabarko est de ceux-là. C'est un homme mince aux cheveux blancs, un survivant. Enfant, il a été prisonnier dans un camp de concentration avec sa mère et son frère dans la région de Vinnitsa. «*A l'époque soviétique, cette histoire était taboue. C'était la guerre froide, les archives étaient fermées, il était hors de question de parler de ça*», se souvient l'historien. L'antisémitisme qui sévit dans

l'URSS d'après-guerre complique encore un peu plus le travail de mémoire, les survivants et leurs familles se taisent. La situation n'évoluera guère après l'indépendance de l'Ukraine, en 1991. «*En 1993, lors d'un colloque, je me suis rendu compte que rien ou presque n'avait été écrit sur cette question dans mon pays*, raconte encore Boris Zabarko. *J'ai décidé de commencer à collecter des témoignages dans les territoires ukrainiens occupés par les Allemands. Je suis seul, sans soutien du gouvernement. Mon laboratoire de recherche existe uniquement grâce à l'aide d'organisations juives.*» Boris Zarbako a néanmoins réussi à réaliser quatre volumes sur le sort des Juifs d'Ukraine, une somme de récits et de témoignages. «*Toutes les fosses n'ont pas été encore découvertes, loin de là, car personne au sein du pouvoir ne s'intéresse à ce sujet*, dit-il.





délicate dans un pays davantage travaillé par le souvenir de la terreur stalinienne.

la Shoah par balles

Ici, à Kiev, où des dizaines de milliers de Juifs sont morts dans l'immense massacre de Babi Yar, il n'y a pas un musée sur l'Holocauste. C'est une honte et une catastrophe pour l'Ukraine. »

Anatoly Podilsky dirige une ONG dans la capitale, le Centre ukrainien pour l'étude de l'Holocauste. Sa petite équipe collabore avec le Mémorial de la Shoah en France, la maison d'Anne Frank à Amsterdam, ou encore l'Institut Yad Vachem en Israël. L'association est pourtant quasi introuvable, reléguée au bout du couloir d'un vieil édifice soviétique, à l'étroit dans deux pièces minuscules. «*Pour les autorités, l'Holocauste fait partie de l'histoire juive, pas ukrainienne*», relève Podilsky, dont une partie de la famille a été fusillée à Babi Yar. «*C'est mon principal message : les Juifs ukrainiens qui ont été exterminés à Kiev, à Lviv et ailleurs, faisaient partie de notre société.*» L'homme et son institut luttent à contre-courant.

Nationalistes et collaborateurs

Lviv (ex-Lvov, ex-Lemberg), au cœur de l'ancienne Galicie, à l'extrême ouest du pays, est le symbole de la foisonnante diversité culturelle d'avant-guerre. Austro-hongroise, puis polonaise jusqu'en 1939, la région passe sous la coupe des Soviétiques en vertu du pacte germano-soviétique. En 1941, l'Allemagne attaque l'URSS, la Galicie est envahie par les troupes nazies. Lviv, la ville aux quarante synagogues, dont le tiers de la population est juive, sera le théâtre de massacres effroyables, notamment dans la forêt toute proche de Lisinitchi. Près de soixante-dix ans plus tard, Bedry

Meron, un vieil Ukrainien né dans le village, se souvient encore «*des colonnes de gens traversant Lisinitchi vers la forêt où on les fusillait, et le bruit des mitrailleuses qui ne cessait jamais*». Difficile, aujourd'hui, de retrouver le chemin jusqu'à cette ancienne fosse commune. Sur place, la forêt a repris ses droits. Quelques bouteilles de bière ou de vodka, des paquets de chips éventrés : l'endroit est apprécié pour les pique-niques. Aucune inscription ne signale l'histoire des lieux, si ce n'est une plaque de contreplaqué en hébreu dont on retrouve des bouts épars jetés entre les feuilles mortes. Bedry Meron, dans sa petite maison de Lisinitchi, résume le sentiment général : «*L'Etat a oublié tout ça, pourquoi les gens s'en souviendraient ?*»

Pour Tarik Cyril Amar, directeur des études au Centre pour l'histoire urbaine d'Europe de l'Est à Lviv, «*il y a deux raisons principales qui expliquent le silence partiel des autorités sur cette question. Le fait que les pogroms, qui ont eu lieu avant l'arrivée des Allemands, ont été perpétrés par la population elle-même, et surtout le rôle de la police ukrainienne dans les massacres*». Des centaines de citoyens ukrainiens ont servi comme auxiliaires des nazis pendant les exactions. Sans oublier ces nationalistes ukrainiens, en lutte contre le régime soviétique et la domination russe, qui ont cru voir dans le nouvel occupant un allié. Aujourd'hui, sous la présidence de Viktor Iouchtchenko, les leaders de l'UPA – l'Armée insurrectionnelle ukrainienne –, Bandera, Choukhevitch sont devenus des héros nationaux. Tant pis si le panache de ces résistants à l'occupation soviétique est entaché par leur col-

laboration de circonstance avec l'Allemagne nazie et leur possible participation à la Shoah. Le sort des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale dérange dans le grand chantier de construction d'une histoire nationale de l'Ukraine. Au centre de cette mémoire, il y a déjà une autre grande tragédie que les Ukrainiens veulent faire reconnaître au monde comme un génocide : la grande famine de 1932-1933 qui a fait des millions de morts dans les campagnes d'Ukraine soviétique, baptisée Holodomor («*extermination par la faim*»).

La mémoire sélective de l'Ukraine moderne

Selon la version officielle, cette terrible disette a été orchestrée sciemment par Staline contre le peuple ukrainien. Une version des faits contestée par le voisin russe et une partie de la communauté internationale, qui rappelle qu'en 1933, on est mort de faim dans toutes les campagnes soviétiques, bien au-delà des frontières ukrainiennes. Las, le président Viktor Iouchtchenko ne lésine pas sur les moyens pour faire avancer sa cause : instituts de recherche, monuments, commémorations en tous genres... La reconnaissance d'Holodomor comme un génocide est devenue un objectif prioritaire de la politique ukrainienne. «*Iouchtchenko a une vision ethnique du nationalisme ukrainien et il est toujours dans une conception binaire de la mémoire ; soit héros, soit victime, se désole Tarik Cyril Amar, à Lviv. Tout ceci est en contradiction avec l'histoire de l'Holocauste et favorise une sorte de compétition des victimes.*» Dans la rue, la confusion est frap-

pante. Lorsqu'on évoque l'Holocauste, nombre d'Ukrainiens entendent «*Holodomor*». Au risque d'effacer peu à peu l'histoire juive des mémoires.

Au ministère de l'Éducation, manuels à l'appui, on affirme que la Shoah est correctement enseignée à l'école, en histoire et en éducation civique. Sur la table, des brochures illustrées et modernes sont montrées en exemple. Ce sont celles éditées, sans aucune aide du gouvernement, par l'ONG d'Anatoly Podilsky... Pavlo Poliansky, l'adjoint du ministre en charge des programmes, insiste sur l'importance de parler «*des Ukrainiens qui ont aidé les Juifs*», mais s'empresse d'ajouter que «*des Juifs eux-mêmes ont collaboré*» avec l'occupant. Et de conclure : «*Il n'y pas beaucoup de monuments qui rappellent l'Holocauste en Ukraine, c'est vrai. Mais il n'y a pas non plus de plaques sur Holodomor en Israël !*»

En pleine écriture de sa mémoire nationale, l'Ukraine a fait ces dernières années le choix d'une histoire monoculturelle et mono-ethnique, au risque d'oublier celle des minorités juive, tatare, russe et polonaise qui composent l'Ukraine moderne. C'est ce que regrette Andriy Portnov, responsable de la publication de la revue *Ukraina Moderna*. Le jeune chercheur est catégorique : «*Si l'Ukraine veut être un pays européen, il ne suffit pas d'améliorer notre législation ou nos gazoducs, nous devons aussi prendre part aux débats sur les grands thèmes communs. Et bien évidemment, l'Holocauste est l'un des éléments clés de l'identité européenne d'après-guerre.*» ◆

(1) Porteur de mémoires, de Patrick Desbois (Michel Lafon, 2007) et Shoah par balles : l'Histoire oubliée, un docu de France 3.



PATRICK DESBOIS
prêtre, président
de Yahad-in Unum,
enquête sur les
massacres commis
en Europe de l'Est.

PATRICK DESBOIS

Sur les traces des crimes de guerre

Dès le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'association Yahad-in Unum s'est penchée sur les massacres commis par l'armée russe afin de contrer sa propagande. Depuis 2004, elle enquête en Europe de l'Est sur la Shoah par balles.

Ce qui frappe, dès le portail d'entrée de l'association Yahad-in Unum, c'est la végétation. Oliviers, lavandin, grenadier et sapin font de la résistance, coincés entre deux immeubles de la rue Garibaldi, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Il faut dire que celui qui s'occupe est un acharné. Quand il n'arrose pas ses plantes, Patrick Desbois est un prêtre atypique. Depuis 2004, il préside l'association Yahad-in Unum (mélange d'« ensemble » en hébreu et de « en un » en latin), dont le but est de localiser les sites des fosses communes des victimes juives et roms assassinées par les nazis en Europe de l'Est durant la Seconde Guerre mondiale. Tous les jours, l'ancien directeur du Service national pour les relations avec le judaïsme de la Conférence des évêques de France descend au plus profond des horreurs du XX^e siècle... et de l'âme humaine.

Son travail, avec la vingtaine de personnes que compte l'équipe en Europe : documenter les génocides, « *apprendre du passé pour éviter les tueries de masse dans le futur, faire paraître au grand jour un épisode de l'histoire longtemps resté peu documenté* », précise le site de l'association. Trouver les voisins, les témoins, celles et ceux qui ont vécu près de lieux d'exécutions, majoritairement de Juifs, mais aussi de Roms, dans 10 pays d'Europe de l'Est, des rives de la mer Baltique aux frontières de l'Azerbaïdjan. La forêt où

les voisins ont été assassinés et enterrés, mais aussi le quartier, les appartements des Juifs, les synagogues. À l'heure actuelle, Yahad-in Unum aurait recueilli plus de 8000 témoignages, répertorié 3000 sites d'exécutions... et plus de deux millions de victimes de la Shoah par balles dans toute l'Europe de l'Est – et ce n'est pas fini. Selon Patrick Desbois, l'association en aurait encore pour deux ans de travail. « *C'est la première enquête large de voisinage sur les génocides, rappelle le prêtre. Je dis souvent à mes amis juifs qu'on a ajouté une page à la Bible. Dans la Genèse, Caïn tue Abel. Nous disons qu'il n'y a pas de crime sans témoin, et nous l'avons retrouvé.* » Dououreux ministre pour cet ancien professeur de mathématiques, désormais détenteur de la chaire d'études médico-légales de l'Holocauste à l'université Georgetown à Washington DC (États-Unis). Cette question l'accompagne pourtant depuis l'enfance, au travers de son grand-père, survivant du camp de prisonniers de Rawa Ruska, en actuelle Ukraine, où il avait été déporté en 1942.

« UN IMPÉRATIF ET UNE RESPONSABILITÉ »

Du camp, son grand-père ne disait pas grand-chose, mis à part cette phrase : « *Pour les autres, c'était pire.* » C'est par le biais de photos de l'extermination des Juifs et du camp de Bergen-Belsen que, à 12 ans, Patrick Desbois décide de mieux comprendre ce que son grand-père ne peut exprimer. Un voyage en Pologne non loin du camp quelques années plus tard forge une certitude : « *Petit-fils de Claudius Desbois, déporté au camp 325, ma conscience s'éclaircit.* La →

Shoah m'apparaît comme un impératif et une responsabilité. Ce jour-là, je comprends à quel point la Shoah est inscrite dans ma vie », écrit le prêtre dans son livre *Porteur de mémoires. Sur les traces de la Shoah par balles* (Flammarion). « Souvent, on me demande si j'ai senti un appel, une mission à enquêter sur la Shoah par balles. Je ne me pose même pas la question. C'est comme si on posait la même question à un pompier le jour du 11 septembre 2001. "Fichez-moi la paix, ça brûle", aurait-il répondu. »

Menées par des salariés originaires des pays concernés, les enquêtes sur les génocides fonctionnent en trois étapes. D'abord, la recherche d'informations dans les archives soviétiques et allemandes pour délimiter les zones d'enquête, préparer le dossier de voyage. Ensuite, partir pour les villages concernés, susceptibles d'avoir été le théâtre d'exécutions de masse, afin de trouver les derniers témoins, ces voisins non juifs qui ont vécu près des communautés juives. Ceux qui ont vu leurs voisins être emmenés au ghetto, ou être directement fusillés. « Il ne s'agit pas seulement de documenter les exécutions, mais de reconstruire les communautés juives locales, insiste Michal Chojak, responsable polonais des enquêtes concernant la Pologne. *Les gens allaient à l'école avec les Juifs, faisaient leurs courses dans les mêmes magasins, ils se souviennent parfois des prénoms. Cela permet d'avoir un aspect d'identification des victimes.* »

LES CRIMES DE MASSE EN UKRAINE

À l'issue de ce travail d'enquête, l'association est chargée de transmettre les découvertes par le biais de programmes universitaires ou d'outils numériques, comme la carte interactive de la Shoah par balles répertoriant toutes les fosses communes découvertes en Europe de l'Est. Un travail de recherches difficile, mais essentiel. À tel point que l'action de Yahad-in Unum s'est diversifiée, pour enquêter sur différents massacres : les crimes de masse commis pendant la guerre civile au Guatemala, le génocide des Yézidis en Irak. Et, depuis peu, les massacres commis en Ukraine par l'armée russe. « J'étais à Jérusalem la veille de l'attaque russe, avec d'autres membres de l'association, dont des Ukrainiens, se souvient Patrick Desbois. *Avant de rentrer en catastrophe auprès de sa famille, l'un d'entre eux m'a dit : "Bientôt, on enquêtera sur nos fosses communes." Ce collègue a perdu sa maison, nous avons dû l'extraire du pays, lui trouver un hébergement sûr... Après ça, on s'est dit qu'on ne pouvait pas ne pas enquêter sur les massacres de masse en Ukraine.* » Comme dans les autres crimes de masse, Yahad-in Unum se met en branle pour trouver des témoins des massacres en Ukraine, afin de



PELTON D'EXÉCUTION,
en Pologne, en 1941.

déconstruire la propagande russe. « *Poutine ne nie pas les destructions, mais il nie les témoins. Il bombarde des bâtiments en arguant que ce sont des bases militaires ou des immeubles vides.* » Alors, pour contrer la propagande, dont elle n'a qu'une trop grande expérience, l'association utilise les réseaux sociaux et les cartes numériques pour trouver des témoins : des civils présents dans le centre commercial de Kremenchouk ou à la maternité de Marioupol.

À l'heure actuelle, l'association dispose déjà de 130 témoignages. « *Notre réponse à la propagande, c'est d'arriver avec des témoignages pour comprendre qui a tué qui, et comment ça s'est passé.* » Comme pour la Shoah par balles, que sont devenus les voisins des victimes ? Que faisaient-ils ce jour-là ? Qu'est-il arrivé aux biens des morts, à leurs appartements ? Mêmes méthodes pour différents crimes de masse, dont les membres de l'équipe se répartissent le travail. « *J'ai entendu des gens dire qu'il est impossible de fusiller 40000 personnes dans un vallon, jusqu'à remettre en cause ce qu'il s'est passé, s'énervent le prêtre. Notre réponse, c'est de dire que si, c'était possible, et voici comment.* »

En Ukraine comme pour les autres enquêtes, les entretiens avec des témoins constituent souvent la partie la plus éprouvante du travail de recherche. « *Une chose que j'ai comprise, c'est que les crimes de masse ne sont pas secrets, ils se sont déroulés en plein jour. Il y a toujours des témoins* », insiste Patrick Desbois. En se mettant à l'écoute des témoins de génocide au soir de leur vie, l'équipe de recherche déroule l'histoire de l'Europe de l'Est. « *Je me souviens d'une dame qui nous a dit : "Ça faisait longtemps que je vous attendais"* », se souvient son collègue Michal Chojak.

En enquêtant, les équipes découvrent l'appropriation des biens par les voisins, souvent en situation précaire : « *Cent familles juives assassinées, c'est aussi cent maisons, cent services de vaisselle, cent chevaux disponibles*, détaille Patrick Desbois. *Un témoin nous a raconté que, deux jours après une fusillade, tout le village était habillé en Juifs !* » Les chercheurs

« L'immense majorité, quand elle n'est pas concernée... s'en fout. C'est pour moi le constat le plus insupportable. »

PATRICK DESBOIS, PRÉSIDENT DE YAHAD-IN UNUM

découvrent aussi l'existence de ces marchandages qui se créent autour des massacres : l'homme tenant un stand de cigarettes sur le chemin entre le village et le champ où ses voisins sont exécutés, et qui échange des cigarettes aux nazis contre des objets de personnes en pleine marche vers la mort ; les villageois servant le banquet aux bourreaux nazis qui, ivres, fusillent les Juifs un par un tout en s'empiffrant de saucisses ; les jeunes travailleurs forcés polonais, chargés de gérer les cordons de sécurité lors des arrivées de déportés en camp d'extermination, d'escorter les victimes vers les gares, d'organiser les fosses communes...

LA NOIRCEUR DE L'ÂME HUMAINE

En se confrontant à ces récits de massacres, l'équipe de Yahad-in Unum étudie les profondeurs de l'âme humaine, sa noirceur. Car, entre les bourreaux d'un côté et les victimes de l'autre, il y a cette zone grise que constituent celles et ceux qui, parce que ni Juifs, ni Roms, ni communistes, se savent à l'abri des tueries... et continuent de vivre normalement. « J'ai mis longtemps à accepter que dans la ville d'Auschwitz, à 1 km des chambres à gaz, il y avait des boulangeries, des pâtisseries, la messe tous les dimanches, des fêtes de village... Les gens se baignaient dans la rivière où l'on déposait les cendres des Juifs. Le camp d'extermination n'avait même pas de murs, seulement des barbelés. Les curieux venaient voir, se sachant non visés par la propagande. »

Le génocide des uns n'empêche pas la vie des autres. Le voisinage d'un génocide, c'est la vie normale. « Il y a une minorité de bourreaux et de collaborateurs ; une minorité de Justes, de gens qui pourraient mettre leur vie en danger pour les autres. Mais l'immense majorité, quand elle n'est pas concernée... s'en fout. C'est pour moi le constat le plus insupportable. » Scandale et mystère de l'indifférence, qui traverse tous les drames de l'histoire étudiés par Yahad-in Unum. Pendant la Shoah, mais aussi en Irak, où les badauds venaient assister en famille aux exécutions publiques de Yézidis. En Ukraine, dans les villes loin de la ligne de front, les animations pour touristes continuent de tourner. « Le génocide est une maladie humaine, pas nationale. »

Son travail, une forme de sacerdoce, Patrick Desbois l'appelle sa « descente dans la vallée de la mort ». Un samedi saint permanent. « On maîtrise ses jours, pas ses nuits. Il faut parfois se refaire le matin après une nuit de cauchemars. Je ne tiendrais pas sans la prière et l'oraison. » La phrase de l'Évangile qui le porte en ce moment vient du chapitre 16 de l'Évangile selon saint Matthieu : « Si quelqu'un veut marcher à ma suite, qu'il renonce à lui-même, qu'il prenne sa croix et qu'il me suive. » « Quand c'est trop pour moi, j'abandonne et je demande à Dieu d'y aller à ma place. » La prière, mais aussi la musique, l'amitié, l'humour et les plantes du jardin de Saint-Ouen. « C'est moi qui les arrose, ils sont magnifiques, les oliviers, là, non ? » **YOUNA RIVALLAIN**



Forum expat

Une journée de conférences pour vous accompagner dans votre aventure à l'étranger

20 OCTOBRE 2022

EXPATRIATIONS NOUVELLES DESTINATIONS

AUDITORIUM DU GROUPE LE MONDE

En direct sur Facebook, YouTube et LinkedIn

Inscrivez-vous sur : leforumexpat.com

Un événement groupe Le Monde

Courrier international

Courrier EXPAT

Firminy

La Mission locale propose aux jeunes de réfléchir à leur santé

Dans le cadre de la Semaine nationale des missions locales, les conseillers de la Mission locale Ondaine Haut-Pilat proposent aux 16-25 ans de réfléchir à leur santé, tant physique que mentale.

La Mission locale jeunes Ondaine et Haut Pilat a pour but d'assister les 16-25 ans dans leur parcours d'intégration professionnelle et sociale. Elle offre à chacun un accompagnement personnalisé.

Organisée depuis le 26 mars et jusqu'au 4 avril, la Semaine nationale des missions locales met l'accent sur l'importance de l'accès des jeunes aux droits et aux services de santé, ainsi que sur leur bien-être global. Dans le cadre de ce rendez-vous, les conseillers de la Mission locale Ondaine Haut-Pilat ont invité les jeunes à deux rendez-vous.

Un atelier sur l'estime de soi

Le premier s'est déroulé le 1^{er} avril, autour d'un petit-déjeuner, et avait pour thème « se sentir bien pour aller loin ». Deborah Vignon, chargée de projet et d'innovation à la Mission locale, a, durant toute la matinée, proposé aux jeunes des activités ludiques qui ont servi de base à une réflexion et à un échange sur la santé, la nourriture, le rythme de vie. L'animatrice de l'atelier en a profité pour rappeler ou in-



Le 1^{er} avril, les jeunes ont questionné leurs habitudes alimentaires autour d'un petit-déjeuner.

Photo Jean-Marc Berthomier

former des divers services proposés par la Mission locale dans ce domaine, comme l'accès à un bilan de santé complet en partenariat avec les centres de santé de Saint-Étienne et Firminy. Ce check-up est entièrement gratuit et confidentiel. « C'est un service important en cette époque où l'accès aux soins est souvent difficile. Beaucoup de jeunes ne parviennent pas à trouver de médecin traitant. »

Vendredi prochain, aura lieu le second volet avec un atelier « estime de soi » qui sera animé par Jean-Baptiste Kouassi. Cet atelier visera, comme son nom l'indique, à renforcer l'estime de soi et proposera quelques clés qui permettront aux jeunes « d'avancer sereinement vers

l'avenir ». Depuis plusieurs années, ce thème est cher aux conseillers des missions locales du département. Ils ont élaboré un document qui propose à chacun un temps de réflexion sur ses pratiques et les addictions dont il peut être victime. Il peut permettre d'aider les jeunes à aller de l'avant en rencontrant des professionnels susceptibles de leur offrir un accompagnement de qualité.

● **De notre correspondant Jean-Marc Berthomier**

Mission locale : 44 bis, rue de la Tour-de-Varan à Firminy. Tél. 04.77.10.19.99.

Mail : contact@mlj-ondaine-hautpilat.fr

Horaires : le lundi de 13 h 30 à 17 heures, du mardi au vendredi de 9 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 heures.

Firminy ● Le Jean-ma-Mère revient sur la scène du Family

Les amateurs de théâtre gaga vont pouvoir se faire plaisir le 6 avril. Ce jour-là, Lili Barbier, Marc Feuillet et Chris Dola reviennent au Family pour y jouer le numéro 2 de la série du *Jean-ma-Mère, la Pampille*. Vu le succès qu'avait connu la série lors de son premier



Les acteurs seront au Family ce dimanche 6 avril.

Photo archives Jean-Marc Berthomier

passage, les acteurs et Jean-Paul Largeron, le président de l'Audacieuse, ont décidé de la reprogrammer. Après le premier épisode, joué en septembre dernier, revoilà donc la suite, un agréable moment de théâtre à voir ou à revoir.

Le Jean-ma-Mère, la Pampille : dimanche 6 avril à 15 heures au Family. Tarifs : 15 euros, 7 euros pour les moins de 15 ans. Points de vente : Audacieuse, 2C Impressions, Le Flaubert, Le Majestic. Renseignements au 06.80.74.99.32.

La Ricamarie

La Shoah par balles en BD : les auteurs à la médiathèque



Christophe Girard a collaboré avec le journaliste Pierre-Roland Saint-Dizier pour raconter la Shoah par balles.

Photo archives David Petiot

Invités des Journées du roman et de la BD historiques, organisées les 5 et 6 avril, les auteurs Pierre-Roland Saint-Dizier et Christophe Girard seront, ce vendredi à 18 h 30, présents à la médiathèque Jules-Verne pour évoquer leur ouvrage, *Je n'ai pas oublié... Histoires de la Shoah par balles*.

Entre 1941 et 1944, les nazis ont mis en œuvre ce qui a été appelé la « Shoah par balles », des fusillades pour exterminer les populations juives de l'est de l'Europe. « On retrouve des fosses communes partout sur un immense territoire qui va au-delà de l'Ukraine, presque aux frontières de Moscou, mais aussi en Pologne et dans l'ex-Tchécoslovaquie », révèle Christophe Girard.

Les derniers témoins interviewés

Cet illustrateur installé à Aures-sur-Loire cosigne, avec Pierre-Roland Saint-Dizier, *Je n'ai pas oublié... Histoires de la Shoah par balles*. Une BD que les deux auteurs présenteront,



Une sélection de planches de Christophe Girard est visible à la médiathèque jusqu'au 26 avril. Photo Jean-Marc Juge

ce vendredi 4 avril à 18 h 30, à la médiathèque Jules-Verne.

« Sur les six millions de juifs qu'on estime avoir été tués lors de la Shoah, 3 millions sont morts d'une balle dans la nuque. On en parle peu. Les camps d'extermination sont plus faciles à évoquer parce qu'il y a des traces, tandis que là, tout ce qui reste, ce sont des tumulus dans la forêt. »

Le récit de Christophe Girard et Pierre-Roland Saint-Dizier est essentiellement inspiré de voyages réalisés en Pologne entre 2022 et 2023, par ce dernier avec des étudiants de l'INU (Institut national universitaire) Champollion d'Albi et leurs professeurs. Il restitue leurs échanges avec des témoins de la Shoah par balles et des historiens rencontrés sur place grâce à l'association Yahad-In-Unum (1).

« C'est un vrai travail d'historien, d'archéologue, d'enquête, reprend Christophe Girard. Un écrit inédit sur le sujet. C'est souvent la première fois que les gens témoignent. C'est aussi une course contre-la-montre. Les témoins qu'on a interviewés avaient entre 6 et 15 ans à l'époque. 80 ans plus tard, ce sont les derniers. »

En complément de la rencontre de vendredi avec les auteurs, la médiathèque propose de découvrir, jusqu'au 26 avril, une sélection de planches de Christophe Girard.

● **De notre correspondant Jean-Marc Juge**

(1) Yahad-In-Unum a été fondée par le père Patrick Desbois qui a consacré sa vie à la recherche sur la Shoah. Son objet est l'identification des sites où des Juifs et des Roms ont été tués par des fusillades de masse en Europe de l'Est pendant la Seconde Guerre mondiale.



Survivre à la Shoah par balles

Coup de cœur du printemps 2025, *la Chambre de Mariana*, d’Emmanuel Finkiel, adapte un roman d’Aharon Appelfeld et plonge dans l’horreur trop méconnue de la Shoah par balles. Dans une maison close ukrainienne, une prostituée cache un enfant juif. Un récit bouleversant, d’une justesse rare, porté par une mise en scène d’une beauté retenue et une Mélanie Thierry saisissante.

Par Marion Bauer

Avec *la Chambre de Mariana*, Emmanuel Finkiel signe une œuvre d’une beauté poignante. Le cinéaste français adapte ici le roman éponyme d’Aharon Appelfeld — publié en 2008 aux éditions de L’Olivier — avec une finesse retenue, traversée d’une tension sourde. Dans une maison close ukrainienne, en 1943, une prostituée du nom de Mariana cache un jeune survivant juif de 12 ans, Hugo, dans le placard de sa chambre. Ce garçon est le fils de sa meilleure amie, que

la guerre a emportée. Dès lors, un huis clos s’installe, à la fois asphyxiant et gorgé de vie.

Ce long métrage s’inscrit dans une réalité historique trop souvent méconnue : celle de la Shoah par balles. Entre 1941 et 1944, près d’un million et demi de juifs furent assassinés en Ukraine, pour la plupart fusillés sur place, dans les forêts, les ravins, les clairières ou les abords des villages. Ces exécutions massives, perpétrées par les Einsatzgruppen, la Wehrmacht et des milices locales, inaugurent une nouvelle

Un grand rôle pour Mélanie Thierry, qui revient sur l'un des pires massacres de la Seconde Guerre mondiale, la Shoah par balles, lors de laquelle 80 % des juifs ukrainiens périrent.

forme de génocide, fulgurante, expéditive, ancrée dans les lieux mêmes du quotidien. Le massacre de Babi Yar, en septembre 1941, marque une sinistre expérimentation: il ne s'agit pas de déporter, mais d'exterminer sur place, de tirer, de creuser des fosses, d'y entasser les corps. Le sol ukrainien devient un charnier à ciel ouvert. Près de 80 % des juifs d'Ukraine furent ainsi exécutés par balles. C'est dans cette atmosphère de mort omniprésente que prend place le récit de Finkiel.

Le cloaque devient écrin, sanctuaire tenu au cœur de la débâcle humaine.

Le réalisateur opte en grande partie pour une voie oblique, une forme de stylisation pudique, où la violence se donne à voir dans sa vérité la plus nue, au-delà des mots, dans un dépouillement qui frappe sans détour. Pourtant, un surgissement brutal vient rompre ce voile: une percée du réel, où la Shoah par balles n'est plus seulement évoquée mais montrée dans toute sa crudité. Inutile d'en dire plus ici, sinon que Finkiel assume, à un moment clé, la frontalité du trauma, avec une force dévastatrice qui n'annule jamais la pudeur de son regard. Finkiel y montre que l'esthétique n'exclut pas l'affrontement, qu'il est encore possible de regarder l'irreprésentable, à hauteur de regard juvénile.

Sa mise en scène, soignée, à la composition rigoureuse, évoque autant la peinture que le rêve. Car l'onirisme est au cœur du film: l'imaginaire devient le refuge de l'enfant, la seule issue possible pour une conscience enfermée, menacée d'éclatement. Comme dans *le Fils de Saul*, de László Nemes (2015), dont certaines séquences semblent résonner ici, la perception du héros est filtrée, floue, rêvée. Chez Finkiel, la rêverie n'est pas une échappatoire passive: elle devient un processus dissociatif, une stratégie de repli mental. Là où, dans *le Fils de Saul*, le basculement dans la folie semble inévitable, fruit d'un désespoir absolu et d'un enfermement sans retour, Hugo s'approprié le rêve comme un territoire intime de résistance. Son imaginaire devient un recours mental vital, une façon de ne pas sombrer, de préserver une forme de verticalité malgré l'horreur environnante.

La Chambre de Mariana scrute les glissements imperceptibles de la conscience. Hugo, reclus dans le noir, voit émerger des bribes de souvenirs, traversées de visions et d'échos indistincts. Mariana, femme blessée, partagée entre honte et lucidité, chez qui l'innocence retrouvée affleure, fragile, dans le chaos, devient peu à peu l'autre versant de ce voyage intérieur. Elle devient, dans ce lieu de perte, la mère de substitution, la passeuse d'une enfance préservée. Le cloaque devient écrin, sanctuaire tenu au cœur de la débâcle humaine. Le placard, une chambre à soi.

Mélanie Thierry, en Mariana, est tout simplement inoubliable. Elle habite son personnage avec une présence vibrante, faite de fulgurances, de retenues muettes, de gestes infimes. L'actrice, qui a appris l'ukrainien pendant près de deux ans pour le rôle, incarne avec une gravité toute solennelle la tendresse et la déchirure, le doute, l'abnégation.

L'image, ciselée, délicate, parfois proche de la peinture, déploie une profondeur de pénombre. Chaque plan est épuré, nimbé d'une lumière éteinte, comme filtrée par la peur. D'une durée de deux heures dix, cette œuvre trouve son souffle dans une progression sans rupture, tissée avec précision. La dernière partie, marquée par l'arrivée des Soviétiques, resserre l'étau. Sans pathos ni effets appuyés, Finkiel y maintient une pression souterraine, jusqu'à la chute finale.

La Chambre de Mariana est une œuvre exigeante, d'une maîtrise formelle remarquable et d'une humanité foudroyante. Dans sa capacité à évoquer la guerre à travers le silence et les interstices, il rejoint *la Maison à la tourelle*, d'Eva Neymann (2012), chef-d'œuvre cinématographique ukrainien adapté d'un roman de Friedrich Gorenstein — unique publication autorisée en URSS du vivant de l'auteur. Le long métrage de Finkiel semble porter en creux cette phrase tirée du Talmud: « *Qui sauve une vie sauve l'humanité entière.* » Qu'elle continue de briller pour les siècles des siècles, en hommage à ces êtres de lumière qui, par leur courage et leur abnégation, ont fait barrage à l'anéantissement. ●

L'imaginaire devient le refuge de l'enfant, la seule issue possible pour une conscience enfermée, menacée d'éclatement.

Un grand rôle pour Mélanie Thierry, qui revient sur l'un des pires massacres de la Seconde Guerre mondiale, la Shoah par balles, lors de laquelle 80 % des juifs ukrainiens périrent.

forme de génocide, fulgurante, expéditive, ancrée dans les lieux mêmes du quotidien. Le massacre de Babi Yar, en septembre 1941, marque une sinistre expérimentation: il ne s'agit pas de déporter, mais d'exterminer sur place, de tirer, de creuser des fosses, d'y entasser les corps. Le sol ukrainien devient un charnier à ciel ouvert. Près de 80 % des juifs d'Ukraine furent ainsi exécutés par balles. C'est dans cette atmosphère de mort omniprésente que prend place le récit de Finkiel.

Le cloaque devient écrin, sanctuaire tenu au cœur de la débâcle humaine.

Le réalisateur opte en grande partie pour une voie oblique, une forme de stylisation pudique, où la violence se donne à voir dans sa vérité la plus nue, au-delà des mots, dans un dépouillement qui frappe sans détour. Pourtant, un surgissement brutal vient rompre ce voile: une percée du réel, où la Shoah par balles n'est plus seulement évoquée mais montrée dans toute sa crudité. Inutile d'en dire plus ici, sinon que Finkiel assume, à un moment clé, la frontalité du trauma, avec une force dévastatrice qui n'annule jamais la pudeur de son regard. Finkiel y montre que l'esthétique n'exclut pas l'affrontement, qu'il est encore possible de regarder l'irreprésentable, à hauteur de regard juvénile.

Sa mise en scène, soignée, à la composition rigoureuse, évoque autant la peinture que le rêve. Car l'onirisme est au cœur du film: l'imaginaire devient le refuge de l'enfant, la seule issue possible pour une conscience enfermée, menacée d'éclatement. Comme dans *le Fils de Saul*, de László Nemes (2015), dont certaines séquences semblent résonner ici, la perception du héros est filtrée, floue, rêvée. Chez Finkiel, la rêverie n'est pas une échappatoire passive: elle devient un processus dissociatif, une stratégie de repli mental. Là où, dans *le Fils de Saul*, le basculement dans la folie semble inévitable, fruit d'un désespoir absolu et d'un enfermement sans retour, Hugo s'approprie le rêve comme un territoire intime de résistance. Son imaginaire devient un recours mental vital, une façon de ne pas sombrer, de préserver une forme de verticalité malgré l'horreur environnante.

La Chambre de Mariana scrute les glissements imperceptibles de la conscience. Hugo, reclus dans le noir, voit émerger des bribes de souvenirs, traversées de visions et d'échos indistincts. Mariana, femme blessée, partagée entre honte et lucidité, chez qui l'innocence retrouvée affleure, fragile, dans le chaos, devient peu à peu l'autre versant de ce voyage intérieur. Elle devient, dans ce lieu de perte, la mère de substitution, la passeuse d'une enfance préservée. Le cloaque devient écrin, sanctuaire tenu au cœur de la débâcle humaine. Le placard, une chambre à soi.

Mélanie Thierry, en Mariana, est tout simplement inoubliable. Elle habite son personnage avec une présence vibrante, faite de fulgurances, de retenues muettes, de gestes infimes. L'actrice, qui a appris l'ukrainien pendant près de deux ans pour le rôle, incarne avec une gravité toute solennelle la tendresse et la déchirure, le doute, l'abnégation.

L'image, ciselée, délicate, parfois proche de la peinture, déploie une profondeur de pénombre. Chaque plan est épuré, nimbé d'une lumière éteinte, comme filtrée par la peur. D'une durée de deux heures dix, cette œuvre trouve son souffle dans une progression sans rupture, tissée avec précision. La dernière partie, marquée par l'arrivée des Soviétiques, resserre l'étau. Sans pathos ni effets appuyés, Finkiel y maintient une pression souterraine, jusqu'à la chute finale.

La Chambre de Mariana est une œuvre exigeante, d'une maîtrise formelle remarquable et d'une humanité foudroyante. Dans sa capacité à évoquer la guerre à travers le silence et les interstices, il rejoint *la Maison à la tourelle*, d'Eva Neymann (2012), chef-d'œuvre cinématographique ukrainien adapté d'un roman de Friedrich Gorenstein — unique publication autorisée en URSS du vivant de l'auteur. Le long métrage de Finkiel semble porter en creux cette phrase tirée du Talmud: « *Qui sauve une vie sauve l'humanité entière.* » Qu'elle continue de briller pour les siècles des siècles, en hommage à ces êtres de lumière qui, par leur courage et leur abnégation, ont fait barrage à l'anéantissement. ●

L'imaginaire devient le refuge de l'enfant, la seule issue possible pour une conscience enfermée, menacée d'éclatement.

Documents sauvegardés



© 2024 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20240803-LMT-6265592

Nom de la source

La Matinale du Monde

Samedi 3 août 2024

Type de source

Presse • Presse Web

La Matinale du Monde • 2769

mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Gisèle Flachs, mémoire vive de la Shoah par balles

Par Jean-Pierre Stroobants (Bruxelles, correspondant)

Après avoir souri au photographe dans la grande cour de récréation et insisté pour que son cadrage ne mette pas trop en évidence ses rides, elle se dirige vers l'auditoire et commence son récit. Le brouhaha cesse illico. « *Bonjour tout le monde. Je suis juive, née en 1935 à Przemysl, en Pologne, et j'avais 4 ans et demi quand la seconde guerre mondiale a éclaté. Mon père était parti en France pour préparer notre venue. Mais le conflit a débuté et nous n'avons pas pu le rejoindre à temps. Ma maman et mon grand-père ont été rapidement tués par les nazis, ma grand-mère est morte peu de temps après. J'ai fini par être toute seule et j'ai vécu cachée pendant deux ans et demi dans un grand trou, une sorte de tunnel, sous la terre, avec d'autres juifs. Nous étions la plupart du temps plongés dans le noir et devions rester couchés. Ce n'était pas une vie.* »

Cette existence fut pourtant la sienne et Gisèle Flachs, 89 ans, la raconte ce jour-là, sans la moindre note sous les yeux, pendant plus d'une heure, devant des élèves de 3e et de 1re du collège-lycée François-Villon, dans le 14e arrondissement de Paris. Dans la vaste salle décorée de noir et de rouge, la lumière de cette belle journée d'avril a été oc-

cultée, afin de capter l'attention des adolescents, peut-être. Une précaution inutile : la petite dame toute menue, venue de Bruxelles, où elle vit, aime tous les regards.

Gisèle Flachs n'a rien oublié, ou si peu. Elle raconte d'une voix douce, avec maîtrise, son enfance heureuse à Przemysl, dans le sud-est de la Pologne, près de la frontière ukrainienne. Ses parents, propriétaires terriens et vendeurs de chevaux, peu religieux, font partie de la petite bourgeoisie juive. En 1938, son père, Naftali, sent que la guerre menace et prépare l'exil de sa famille vers Paris.

Trop tard : en 1939, l'invasion de la Pologne par l'Allemagne et l'Union soviétique oblige Gisèle et sa maman, Regina, à fuir. Przemysl, à la frontière qui sépare les zones d'occupation allemande et soviétique, sera au cœur des troubles. Les premiers massacres des juifs par les Einsatzgruppen, ces unités mobiles d'extermination composées de policiers et d'officiers SS, à l'Est, ont lieu en septembre. Regina Flachs se réfugie avec sa fille chez ses parents, de l'autre côté de la frontière, à Boryslav, en Ukraine.

Le long calvaire de Gisèle Flachs commence. Elle le détaille calmement de-



Gisèle Flachs, rescapée de la Shoah par balles, au collège-lycée François-Villon, à Paris, le 26 avril 2024.

Simone Perolari pour « M Le magazine du Monde »

vant les adolescents : son enfance volée par la guerre, la sauvagerie nazie, les insultes des civils. Elle évoque aussi ce qu'elle estime être l'incroyable chance qui lui a permis d'échapper une fois, deux fois, dix fois aux rafles et à une mort quasi certaine. « *Là-haut* »quelqu'un a peut-être toujours voulu la protéger, se dit-elle sans y croire vraiment.

Elle raconte la dénonciation dont a fait

Documents sauvegardés

l'objet sa famille, à l'été 1941, quand la Wehrmacht reprend Boryslav aux Soviétiques. Elle ignore par qui. Elle se souvient très bien, en revanche, de la rafle de centaines de juifs, dont son grand-père et sa mère, 28 ans, qui sont tués. Puis des funérailles de sa grand-mère, morte de chagrin, conduite vers le cimetière dans un corbillard de fortune et insultée par la population locale.

« Petite, ratatinée, squelettique »

La petite fille entame alors un périple de plusieurs mois, avec des passages de cache en cache, de camp de travail en camp de travail, où l'une de ses tantes, réquisitionnée pour faire la cuisine, la dissimulera. Là, une scène, parmi beaucoup d'autres, continue de la hanter et c'est la seule dont l'évocation l'oblige à s'arrêter et à saisir un mouchoir en papier pour sécher ses larmes. Elle se retrouve dans le faux plafond d'une salle d'accouchement clandestine du camp de travail de Koszary-Boryslav. Mais un jour, la cache est découverte par des gardes allemands qui y font irruption et massacrent les bébés, ceux que leur mère n'avait pas choisi d'étouffer. « *C'était l'horreur, je ne peux toujours pas exprimer cette vision* », sanglote Gisèle Flachs.

Plus tard, transportée dans le sac à dos d'un prisonnier, « *petite, ratatinée, squelettique* », elle finit par être récupérée, sans doute par des partisans juifs. « *Sans doute* », parce que Gisèle Flachs garde de ce moment des images devenues floues au fil du temps. Elle se rappelle seulement que, guidée sur un chemin boueux, une foule composée essentiellement d'enfants et de vieillards s'accrochant les uns aux autres a marché toute une nuit avant d'arriver près d'un souterrain aménagé dans les forêts touf-

fues qui bordent Boryslav.

A l'intérieur, des lits en bois superposés par trois, des couvertures, des bougies, quelques vivres déposés, quand ils le pouvaient, par les partisans. « *J'avais la sensation d'être dans une tombe, mais j'étais vivante* », dit-elle. Elle connaîtra deux hivers interminables, avec interdiction totale de sortir : pas question de laisser la moindre trace dans la neige. Jusqu'au jour où un paysan vint annoncer en sifflotant la fin de la guerre et la libération de la région par les troupes russes. Les occupants d'autres caches n'avaient, eux, pas survécu, tués « *peut-être par des Polonais qui avaient les juifs en horreur* », pense Gisèle Flachs.

Les questions des ados fusent : « *Avez-vous reçu des excuses ?* », « *Croyez-vous encore en l'humanité ?* », « *Avez-vous pu être heureuse après tout cela, vivre normalement ?* », interroge une jeune fille au premier rang. L'octogénaire réfléchit quelques secondes : « *Toute ma vie, j'ai voulu faire le contraire de ce qu'on m'avait infligé. J'ai toujours recherché les jolies choses : l'art, la nature, l'amitié, le sport. J'ai été heureuse, oui, quand j'ai découvert l'école, à presque 12 ans. Donc, vous, étudiez, apprenez !* » Encore une question : « *Faites-vous des cauchemars ?* » « *Non. Mais il reste la peur, toujours la peur. Si quelqu'un me suit dans la rue, je m'arrête et je le laisse passer.* » Une autre adolescente : « *Je vous trouve trop mignonne, je voudrais bien vous embrasser.* »

Gisèle Flachs avoue s'être toujours demandé pourquoi une enfant comme elle, entièrement livrée à son sort, avait pu survivre à la Shoah par balles. Ce terrible épisode de la seconde guerre mondiale, longtemps méconnu, désigne le

massacre par fusillade de près d'un million et demi de juifs d'Ukraine entre 1941 et 1944, lors de l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne nazie. Boryslav, la cité pétrolière proche du village où elle vécut, comptait quatorze mille juifs. Ils n'étaient plus que mille cinq cents à l'été 1943, quatre cents à la fin de la guerre. Occupée par l'armée allemande en juillet 1941, puis de nouveau russe ensuite, la ville est finalement devenue ukrainienne en 1991 : Boryslav est alors devenue Boryslav.

Sortir du silence

Ce génocide commis par les unités de la police allemande mais aussi par des collaborateurs locaux a été longtemps tu par toutes les parties. Au travers de son propre récit, c'est aussi le souvenir de toutes ces victimes que Gisèle Flachs veut réveiller. Elle est retournée pour la première fois en Pologne et en Ukraine en 2017, pour retrouver des traces de son passé et, peut-être, les endroits où elle avait vécu cachée.

Un parking a été construit à la place du cimetière juif de Boryslav et des gens « *pas très gentils* » lui ont affirmé qu'il n'y avait jamais eu de camp de travail chez eux. Quant aux tunnels où elle a été cachée, ils ont disparu. C'est peut-être ce qui a incité Gisèle Flachs à sortir du silence dans lequel elle s'est longtemps murée, « *par pudeur, par respect pour les morts* ». Par culpabilité aussi : pourquoi avait-elle pu échapper aux bourreaux quand tellement d'autres succombaient ?

Aujourd'hui, elle connaît la réponse, confie-t-elle : c'était pour témoigner. « *Pour mes petits-enfants et tous les enfants* », a-t-elle d'ailleurs écrit en exergue du petit livre qu'elle a publié

Documents sauvegardés

en 2021 et qui connaîtra bientôt une réédition, *Sous terre pour survivre. Parcours d'une enfant juive* (Editions PixL). Depuis, elle veut continuer à raconter, inlassablement : « *Que ces termes terribles que sont solution finale, ghettos, pogroms, extermination et camps de la mort ne soient pas à nouveau utilisés.* »

Depuis quelques années, elle visite des centres sociaux, des prisons, des écoles, des centres éducatifs fermés pour jeunes délinquants, comme celui de Saint-Venant, près de Béthune, en mai. Dans cet établissement modèle, le directeur, Moussa Bachiri, s'est assigné une mission : « *Associer la fermeté au respect, celui des autres et de soi.* » Et quel meilleur exemple d'une vie reconstruite que celui de Gisèle Flachs ?

Les jeunes du centre ont monté et joué une pièce à partir de son livre : quatre mois de préparation et une représentation devant deux cent cinquante spectateurs. Quand la vieille dame est venue leur rendre visite, on voyait, parmi la douzaine d'adolescents présents, des joues rougir et, parfois, une larme perler au coin de l'œil que l'on tentait furtivement de gommer devant les copains, des « durs ». Les jeunes à la vie cabossée de Saint-Venant ont apprécié que Gisèle Flachs ne veuille rien savoir de leur passé.

Grand témoin

Quelques semaines plus tôt, le 10 janvier, la rescapée avait livré le récit de sa vie dans un tout autre décor, celui de l'École nationale de la magistrature, à Bordeaux, où les élèves allaient lui réserver une ovation. Ponctuant son récit d'appels à l'ouverture, au respect, à la tolérance, elle voulait, bien sûr, leur parler de cet antisémitisme dont la résur-

gence la hante, mais aussi profiter de l'occasion pour souligner, devant un tel public, l'importance de nouveaux dispositifs à créer pour la prise en charge des mineurs délinquants, comme ceux de Saint-Venant.

Véronique de Montfort, qui accompagne partout Gisèle Flachs et l'a aidée pendant cinq ans à reconstituer son passé et à le communiquer, est éditrice en Belgique et coordinatrice bénévole de Pédagogie & Formation, une association soutenue par la direction de la protection judiciaire de jeunesse Grand Nord et la préfecture du Nord. C'est par sa mère, liée par une longue amitié à Gisèle Flachs, qu'elle a découvert l'épopée de la vieille dame. Et décidé d'en faire un grand témoin de son association, qui intervient notamment auprès des délinquants, « *pour déconstruire leurs représentations, développer l'empathie et la prise en considération de l'autre* ».

« *Gisèle Flachs est incroyablement courageuse et dégage une énorme émotion. Aussi parce qu'elle parle souvent comme l'enfant qu'elle fut à l'époque* », témoigne Marie Moutier-Bitan, post – doctorante en histoire à l'université de Caen et autrice du *Pacte antisémite. Le début de la Shoah en Galicie orientale*, juin-juillet 1941 (Passés composés, 2023). Elle est reconnue comme l'une des meilleures spécialistes françaises de la Shoah par balles, une phase de la guerre difficile à appréhender en profondeur parce qu'elle nécessite notamment la maîtrise du polonais, du russe, de l'allemand et du yiddish pour décrypter l'ensemble des documents évoquant cette période.

Parce que Moscou n'a ouvert les archives russes qu'après la chute du

Mur, en 1989. Et qu'enfin, il a fallu dénicher les derniers témoins encore en vie de cette première phase de la politique génocidaire nazie, aussi rapide que brutale.

Gisèle Flachs est, en réalité, l'une des rares survivantes des pogroms orchestrés par les autorités allemandes et menés par la population locale en Pologne et en Ukraine. Trois survivants des événements de Boryslav sont encore en vie, a appris Véronique de Montfort : l'un vit en Australie, le deuxième en Nouvelle-Zélande et la troisième est Gisèle Flachs... D'où l'attention que lui porte aujourd'hui Marie Moutier-Bitan.

« *Elle a survécu à plusieurs événements génocidaires, aux pogroms de 1941, aux ghettos, aux épidémies, à la faim, au froid, le tout sans ses parents. C'est extraordinaire et bouleversant* », estime l'historienne. Le 4 février, elle était donc au côté de Gisèle Flachs au Mémorial de la Shoah, à Paris, introduisant son récit. Devant une salle comble et, là aussi, silencieuse, Gisèle Flachs a repris de manière précise et assurée, toujours sans aucune note, son histoire, s'interrompant seulement pour s'essuyer les yeux lorsque, de nouveau, elle a évoqué les bébés massacrés. Le public l'a, comme ailleurs, applaudie, remerciée, saluée.

Trace de son père

A Paris comme à Saint-Venant, des jeunes lui avaient demandé si elle retournerait en Allemagne, pays qu'elle avait quitté en 1947. Transportée dans un camp de la Croix-Rouge américaine situé près de Munich, elle projetait alors d'émigrer en Palestine avec l'une de ses tantes. Mais un autre miracle survient quand la Croix-Rouge ou la communauté juive, elle ne sait plus, lui appren-

Documents sauvegardés

ment qu'on a retrouvé la trace de son père en France.

Lorsqu'elle débarque à la gare du Nord, nouveau miracle, la fille et le père se reconnaissent rapidement dans la foule, l'une pleine d'émotion, l'autre un peu désespéré. Ils se sont serrés dans les bras, ont marché, discuté mais, souligne Gisèle Flachs, sans vraiment livrer les détails de ce qu'ils avaient vécu l'un et l'autre. « *C'était un moment surréaliste. Dans mon imagination, je pensais que ce n'était qu'un rêve* », a-t-elle écrit dans son livre.

Les retrouvailles ne vont durer que quelques semaines : le père de Gisèle Flachs, fortement dépressif, décide d'envoyer sa fille « *pour un moment* » chez son frère, qui vit à Bruxelles. En septembre 1947, dans une Belgique où le silence sur la guerre et ses atrocités est de rigueur, Gisèle Flachs découvre l'école aux côtés d'élèves beaucoup plus jeunes qu'elle : à 12 ans, elle est en deuxième année de primaire – cours élémentaire 1 –, ne parle pas le français, ne sait ni lire ni calculer.

« *A la fois cruels et amicaux* », ses copains finissent par l'adopter. Dans la famille d'accueil de son oncle, elle a, dit-elle, « *reçu une bonne éducation, mais jamais d'amour* ». Sur cela, pudique, et sur la trace à nouveau perdue de son père, elle n'en dira jamais plus. Pas plus que sur son mariage, en 1954, à l'âge de 19 ans, et plutôt malheureux. D'autant qu'elle sera contrainte d'abandonner ses passions : le basket, la gymnastique et l'athlétisme.

Un peu plus tard, elle a un fils, crée son magasin de bijouterie dans le quartier de la Bascule, entre Uccle et Ixelles. Pendant ces années plus sereines, elle

ne dira presque rien de ses tourments, même à ses proches, jusqu'à ce qu'elle se décide, il y a une dizaine d'années, à coucher ses souvenirs dans un petit carnet. Elle ne songeait pas, initialement, à le publier mais à le confier à ses trois petits-enfants, Amandine, Nolan et Naël.

Le 16 mai, invitée par la Commission pour la restitution des biens et l'indemnisation des victimes de spoliations antisémites (CIVS), Gisèle Flachs est finalement retournée en Allemagne, accueillie et logée à l'ambassade de France. Là-bas, elle a, une fois encore, bouleversé une assemblée de deux cents personnes, dont une majorité de jeunes Berlinoises.

Auparavant, elle était allée à la rencontre de classes aux lycées français de Munich et de Berlin et dans deux établissements du Brandebourg. « *Avez-vous de la haine envers moi ou mes parents ?* », lui a demandé un jeune Allemand. « *Bien sûr que non, mais je préfère garder un peu de distance avec la première génération* », a souri Gisèle Flachs. Dans une autre assemblée, une jeune Libanaise a fondu en larmes : « *Moi, j'ai été élevée dans la haine d'Israël et des juifs* », expliquait-elle.

Témoigner encore

« *Mme Flachs, c'est la grand-mère que nous avons tous envie d'adopter. Nous avons tous été très tristes de la quitter* », confie Coralie vom Hofe, conseillère à l'ambassade. L'octogénaire est, quant à elle, rentrée à Bruxelles avec une immense satisfaction : des recherches menées par la CIVS lui ont donné beaucoup d'informations sur la vie de son père. Elle pensait qu'il avait vécu un moment dans un camp de réfugiés juifs en Suisse, au début de la guerre.

Il s'était, en réalité, rapidement engagé comme volontaire et avait rejoint l'armée polonaise en France. Des mérites qui lui ont valu une naturalisation rapide après le conflit. Dans son dossier, Gisèle Flachs a aussi retrouvé une photo qu'elle n'avait jamais vue : celle de son papa, pour sa demande de naturalisation en France. « *Il était beau...* », a-t-elle murmuré.

Lors de son voyage à Paris, un lycéen lui avait, sans citer nommément l'extrême droite et ses représentants, demandé quel était son jugement sur « *les gens qui pensent peut-être, aujourd'hui, de la même façon que ceux qui vous ont infligé tout cela* ». « *Tout ce que je peux dire, c'est que cela me rend très, très triste. Cela me met dans tous mes états, cela me tue à petit feu* », avouait-elle. Alors, si l'enfant qu'elle fut n'a, très longtemps, rien dit, par crainte de ne pas être entendue et crue, la vieille dame qu'elle est devenue compte bien continuer à témoigner et témoigner encore. Jusqu'au bout. Et son histoire lui survivra : le premier tome d'une bande dessinée inspirée de son destin hors norme et signée par David Peeters sortira en France fin septembre.

Cet article est paru dans La Matinale du Monde

/m-le-mag/article/2024/08/03/gisele-flachs-memoire-vive-de-la-shoah-par-balles_6265592_4500055.html



Gisèle Flachs,
au collège-lycée
François-Villon,
à Paris, le 26 avril.

Née en Pologne en 1935, cette miraculée est déterminée à partager partout où elle peut son histoire bouleversante. Celle d'une petite fille juive livrée à elle-même, cachée dans des camps de travail avant de rejoindre un souterrain où elle vécut deux ans terrée pendant que les membres de sa communauté étaient massacrés. Après avoir inspiré un livre autobiographique, ce témoignage qui résonne avec émotion, de Paris à Berlin, est adapté aujourd'hui en bande dessinée.

Texte Jean-Pierre STROOBANTS

Photos Simone PEROLARI

GISÈLE FLACHS,

MÉMOIRE VIVE

DE LA SHOAH PAR BALLE.

APRÈS AVOIR SOURI AU PHOTOGRAPHE dans la grande cour de récréation et insisté pour que son cadrage ne mette pas trop en évidence ses rides, elle se dirige vers l'auditoire et commence son récit. Le brouhaha cesse illico. « *Bonjour tout le monde. Je suis juive, née en 1935 à Przemyśl, en Pologne, et j'avais 4 ans et demi quand la seconde guerre mondiale a éclaté. Mon père était parti en France pour préparer notre venue. Mais le conflit a débuté et nous n'avons pas pu le rejoindre à temps. Ma maman et mon grand-père ont été rapidement tués par les nazis, ma grand-mère est morte peu de temps après. J'ai fini par être toute seule et j'ai vécu cachée pendant deux ans et demi dans un grand trou, une sorte de tunnel, sous la terre, avec d'autres juifs. Nous étions la plupart du temps plongés dans le noir et devions rester couchés. Ce n'était pas une vie.* »

Cette existence fut pourtant la sienne et Gisèle Flachs, 89 ans, la raconte ce jour-là, sans la moindre note sous les yeux, pendant plus d'une heure, devant des élèves de 3^e et de 1^{re} du collège-lycée François-Villon, dans le 14^e arrondissement de Paris. Dans la vaste salle décorée de noir et de rouge, la lumière de cette belle journée d'avril a été occultée, afin de capter l'attention des adolescents, peut-être. Une précaution inutile : la petite dame toute menue, venue de Bruxelles, où elle vit, aime tous les regards.

Gisèle Flachs n'a rien oublié, ou si peu. Elle raconte d'une voix douce, avec maîtrise, son enfance heureuse à Przemyśl, dans le sud-est de la Pologne, près de la frontière ukrainienne. Ses parents, propriétaires terriens et vendeurs de chevaux, peu religieux, font partie de la petite bourgeoisie juive. En 1938, son père, Naftali, sent que la guerre menace et prépare l'exil de sa famille vers Paris. Trop tard : en 1939, l'invasion de la Pologne par l'Allemagne et l'Union soviétique oblige Gisèle et sa maman, Regina, à fuir. Przemyśl, à la frontière qui sépare les zones d'occupation allemande et soviétique, sera au cœur des troubles. Les premiers massacres des juifs par les Einsatzgruppen, ces unités mobiles d'extermination composées de policiers et d'officiers SS, à l'Est, ont lieu en septembre. Regina Flachs se réfugie avec sa fille chez ses parents, de l'autre côté de la frontière, à Boryslav, en Ukraine.

Le long calvaire de Gisèle Flachs commence. Elle le détaille calmement devant les adolescents : son enfance volée par la guerre, la sauvagerie nazie, les insultes des civils. Elle évoque aussi ce qu'elle estime être l'incroyable chance qui lui a permis d'échapper une fois, deux fois, dix fois aux rafles et à une mort quasi certaine. « *Là-haut* » quelqu'un a peut-être toujours voulu la

protéger, se dit-elle sans y croire vraiment. Elle raconte la dénonciation dont a fait l'objet sa famille, à l'été 1941, quand la Wehrmacht reprend Boryslav aux Soviétiques. Elle ignore par qui. Elle se souvient très bien, en revanche, de la rafle de centaines de juifs, dont son grand-père et sa mère, 28 ans, qui sont tués. Puis des funérailles de sa grand-mère, morte de chagrin, conduite vers le cimetière dans un corbillard de fortune et insultée par la population locale. La petite fille entame alors un périple de plusieurs mois, avec des passages de cache en cache, de camp de travail en camp de travail, où l'une de ses tantes, réquisitionnée pour faire la cuisine, la dissimulera. Là, une scène, parmi beaucoup d'autres, continue de la hanter et c'est la seule dont l'évocation l'oblige à s'arrêter et à saisir un mouchoir en papier pour sécher ses larmes. Elle se retrouve dans le faux plafond d'une salle d'accouchement clandestine du camp de travail de Koszary-Boryslav. Mais un jour, la cache est découverte par des gardes allemands qui y font irruption et massacrent les bébés, ceux que leur mère n'avait pas choisis d'étouffer. « *C'était l'horreur, je ne peux toujours pas exprimer cette vision* », sanglote Gisèle Flachs. Plus tard, transportée dans le sac à dos d'un prisonnier, « *petite, ratatinée, squelettique* », elle finit par être récupérée, sans doute par des partisans juifs. « *Sans doute* », parce que Gisèle Flachs garde de ce moment des images devenues floues au fil du temps. Elle se rappelle seulement que, guidée sur un chemin boueux, une foule composée essentiellement d'enfants et de vieillards s'accrochant les uns aux autres a marché toute une nuit avant d'arriver près d'un souterrain aménagé dans les forêts touffues qui bordent Boryslav.

À l'intérieur, des lits en bois superposés par trois, des couvertures, des bougies, quelques vivres déposés, quand ils le pouvaient, par les partisans. « *J'avais la sensation d'être dans une tombe, mais j'étais vivante* », dit-elle. Elle connaîtra deux hivers interminables, avec interdiction totale de sortir : pas question de laisser la moindre trace dans la neige. Jusqu'au jour où un paysan vint annoncer en sifflotant la fin de la guerre et la libération de la région par les troupes russes. Les occupants d'autres caches n'avaient, eux, pas survécu, tués « *peut-être par des Polonais qui avaient les juifs en horreur* », pense Gisèle Flachs.

Les questions des ados fusent : « *Avez-vous reçu des excuses ?* », « *Croyez-vous encore en l'humanité ?* », « *Avez-vous pu être heureuse après tout cela, vivre normalement ?* », interroge une jeune fille au premier rang. L'octogénaire réfléchit quelques secondes : « *Toute ma vie, j'ai voulu* ○○○



Le livre de Gisèle Flachs, *Sous terre pour survivre* (Éditions PixL) bientôt réédité.

Page de droite, lors de son témoignage au collège-lycée François-Villon, au côté de Véronique de Montfort (à gauche), éditrice et coordinatrice bénévole de l'association Pédagogie & Formation.s.

○○○ faire le contraire de ce qu'on m'avait infligé. J'ai toujours recherché les jolies choses : l'art, la nature, l'amitié, le sport. J'ai été heureuse, oui, quand j'ai découvert l'école, à presque 12 ans. Donc, vous, étudiez, apprenez ! » Encore une question : « Faites-vous des cauchemars ? » « Non. Mais il reste la peur, toujours la peur. Si quelqu'un me suit dans la rue, je m'arrête et je le laisse passer. » Une autre adolescente : « Je vous trouve trop mignonne, je voudrais bien vous embrasser. »

Gisèle Flachs avoue s'être toujours demandé pourquoi une enfant comme elle, entièrement livrée à son sort, avait pu survivre à la Shoah par balles. Ce terrible épisode de la seconde guerre mondiale, longtemps méconnu, désigne le massacre par fusillade de près d'un million et demi de juifs d'Ukraine entre 1941 et 1944, lors de l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne nazie. Boryslav, la cité pétrolière proche du village où elle vécut, comptait quatorze mille juifs. Ils n'étaient plus que mille cinq cents à l'été 1943, quatre cents à la fin de la guerre. Occupée par l'armée allemande en juillet 1941, puis de nouveau russe ensuite, la ville est finalement devenue ukrainienne en 1991 : Boryslav est alors devenue Boryslav.

CE génocide commis par les unités de la police allemande mais aussi par des collaborateurs locaux a été longtemps tu par toutes les parties. Au travers de son propre récit, c'est aussi le souvenir de toutes ces victimes que Gisèle Flachs veut réveiller. Elle est retournée pour la première fois en Pologne et en Ukraine en 2017, pour retrouver des traces de son passé et, peut-être, les endroits où elle avait vécu cachée. Un parking a été construit à la place du cimetière juif de Boryslav et des gens « pas très gentils » lui ont affirmé qu'il n'y avait jamais eu de camp de travail chez eux. Quant aux tunnels où elle a été cachée, ils ont disparu. C'est peut-être ce qui a incité Gisèle Flachs à sortir du silence dans lequel elle s'est longtemps murée, « par pudeur, par respect pour les morts ». Par culpabilité aussi : pourquoi avait-elle pu échapper aux bourreaux quand tellement d'autres succombaient ? Aujourd'hui, elle connaît la réponse, confie-t-elle : c'était pour témoigner. « Pour mes petits-enfants et tous les enfants », a-t-elle d'ailleurs écrit en exergue du petit livre qu'elle a publié en 2021 et qui connaîtra bientôt une réédition, *Sous terre pour survivre. Parcours d'une enfant juive* (Éditions PixL). Depuis, elle veut continuer à raconter, inlassablement : « Que ces termes terribles que sont solution finale, ghettos, pogroms, extermination et camps de la mort ne soient pas à nouveau utilisés. »

Depuis quelques années, elle visite des centres sociaux, des prisons, des écoles, des centres éducatifs fermés pour jeunes délinquants, comme celui de Saint-Venant, près de Béthune, en mai. Dans cet établissement modèle, le directeur, Moussa Bachiri, s'est assigné une mission : « Associer la fermeté au respect, celui des autres et de soi. » Et quel meilleur exemple d'une vie reconstruite que celui de Gisèle Flachs ? Les jeunes du centre ont monté et joué une pièce à partir de son livre : quatre mois de préparation et une représentation devant deux cent cinquante spectateurs. Quand la vieille dame est venue leur rendre visite, on voyait, parmi la douzaine d'adolescents présents, des joues rougir et, parfois, une larme perler au coin de l'œil que l'on tentait furtivement de gommer devant les copains, des « durs ». Les jeunes à la vie cabossée de Saint-Venant ont apprécié que Gisèle Flachs ne veuille rien savoir de leur passé.

Quelques semaines plus tôt, le 10 janvier, la rescapée avait livré le récit de sa vie dans un tout autre décor, celui de l'École nationale de la magistrature, à Bordeaux, où les élèves allaient lui réserver une ovation. Ponctuant son récit d'appels à l'ouverture, au respect, à la tolérance, elle voulait, bien sûr, leur parler de cet antisémitisme dont la résurgence la hante, mais aussi profiter de l'occasion pour souligner, devant un tel public, l'importance de nouveaux dispositifs à créer pour la prise en charge des mineurs délinquants, comme ceux de Saint-Venant. Véronique de Montfort, qui accompagne partout Gisèle Flachs et l'a aidée pendant cinq ans à reconstituer son passé et à le communiquer, est éditrice en Belgique et coordinatrice bénévole de Pédagogie & Formation.s, une association soutenue par la direction de la protection judiciaire de jeunesse Grand Nord et la préfecture du Nord. C'est par sa mère, liée par une longue amitié à Gisèle Flachs, qu'elle a découvert l'épopée de la vieille dame. Et décidé d'en faire un grand témoin de son association, qui intervient notamment auprès des délinquants, « pour déconstruire leurs représentations, développer l'empathie et la prise en considération de l'autre ».

« Gisèle Flachs est incroyablement courageuse et dégage une énorme émotion. Aussi parce qu'elle parle souvent comme l'enfant qu'elle fut à l'époque », témoigne Marie Moutier-Bitan, post-doctorante en histoire à l'université de Caen et autrice du *Pacte antisémite. Le début de la Shoah en Galicie orientale*, juin-juillet 1941 (Passés composés, 2023). Elle est reconnue comme l'une des meilleures spécialistes françaises de la Shoah par balles, une phase de la guerre difficile à appréhender en profondeur parce qu'elle nécessite notamment la maîtrise du polonais, du russe, de l'allemand et du yiddish pour décrypter l'ensemble des documents évoquant cette période. Parce que Moscou n'a ouvert les archives russes qu'après la chute du Mur, en 1989.

LORS DE SON VOYAGE À PARIS, UN LYCÉEN LUI AVAIT, SANS CITER NOMMÉMENT L'EXTRÊME DROITE ET SES REPRÉSENTANTS, DEMANDÉ QUEL ÉTAIT SON JUGEMENT SUR "LES GENS QUI PENSENT PEUT-ÊTRE, AUJOURD'HUI, DE LA MÊME FAÇON QUE CEUX QUI VOUS ONT INFLIGÉ TOUT CELA". "TOUT CE QUE JE PEUX DIRE, C'EST QUE CELA ME REND TRÈS, TRÈS TRISTE. CELA ME MET DANS TOUS MES ÉTATS, CELA ME TUE À PETIT FEU", AVOUAIT-ELLE.



Et qu'enfin, il a fallu dénicher les derniers témoins encore en vie de cette première phase de la politique génocidaire nazie, aussi rapide que brutale. Gisèle Flachs est, en réalité, l'une des rares survivantes des pogroms orchestrés par les autorités allemandes et menés par la population locale en Pologne et en Ukraine. Trois survivants des événements de Boryslav sont encore en vie, a appris Véronique de Montfort : l'un vit en Australie, le deuxième en Nouvelle-Zélande et la troisième est Gisèle Flachs... D'où l'attention que lui porte aujourd'hui Marie Moutier-Bitan. « Elle a survécu à plusieurs événements génocidaires, aux pogroms de 1941, aux ghettos, aux épidémies, à la faim, au froid, le tout sans ses parents. C'est extraordinaire et bouleversant », estime l'historienne. Le 4 février, elle était donc au côté de Gisèle Flachs au Mémorial de la Shoah, à Paris, introduisant son récit. Devant une salle comble et, là aussi, silencieuse, Gisèle Flachs a repris de manière précise et assurée, toujours sans aucune note, son histoire, s'interrompant seulement pour s'essuyer les yeux lorsque, de nouveau, elle a évoqué les bébés massacrés. Le public l'a, comme ailleurs, applaudie, remerciée, saluée.

À Paris comme à Saint-Venant, des jeunes lui avaient demandé si elle retournerait en Allemagne, pays qu'elle avait quitté en 1947. Transportée dans un camp de la Croix-Rouge américaine situé près de Munich, elle projetait alors d'émigrer en Palestine avec l'une de ses tantes. Mais un autre miracle survient quand la Croix-Rouge ou la communauté juive, elle ne sait plus, lui apprennent qu'on a retrouvé la trace de son père en France. Lorsqu'elle débarque à la gare du Nord, nouveau miracle, la fille et le père se reconnaissent rapidement dans la foule, l'une pleine d'émotion, l'autre un peu désesparé. Ils se sont serrés dans les bras, ont marché, discuté mais, souligne Gisèle Flachs, sans vraiment livrer les détails de ce qu'ils avaient vécu l'un et l'autre. « C'était un moment surréaliste. Dans mon imagination, je pensais que ce n'était qu'un rêve », a-t-elle écrit dans son livre.

Les retrouvailles ne vont durer que quelques semaines : le père de Gisèle Flachs, fortement dépressif, décide d'envoyer sa fille « pour un moment » chez son frère, qui vit à Bruxelles. En septembre 1947, dans une Belgique où le silence sur la guerre et ses atrocités est de rigueur, Gisèle Flachs découvre l'école aux côtés d'élèves beaucoup plus jeunes qu'elle : à 12 ans, elle est en deuxième année de primaire – cours élémentaire 1 –, ne parle pas le français, ne sait ni lire ni calculer. « À la fois cruels et amicaux », ses copains finissent par l'adopter. Dans la famille d'accueil de son oncle, elle a, dit-elle, « reçu une bonne éducation, mais jamais d'amour ». Sur cela, pudique, et sur la trace à nouveau perdue de son père, elle n'en dira jamais plus. Pas plus que sur son mariage, en 1954, à l'âge de 19 ans, et plutôt malheureux. D'autant qu'elle

sera contrainte d'abandonner ses passions : le basket, la gymnastique et l'athlétisme. Un peu plus tard, elle a un fils, crée son magasin de bijouterie dans le quartier de la Bascule, entre Uccle et Ixelles. Pendant ces années plus sereines, elle ne dira presque rien de ses tourments, même à ses proches, jusqu'à ce qu'elle se décide, il y a une dizaine d'années, à coucher ses souvenirs dans un petit carnet. Elle ne songeait pas, initialement, à le publier mais à le confier à ses trois petits-enfants, Amandine, Nolan et Naël.

Le 16 mai, invitée par la Commission pour la restitution des biens et l'indemnisation des victimes de spoliations antisémites (CIVS), Gisèle Flachs est finalement retournée en Allemagne, accueillie et logée à l'ambassade de France. Là-bas, elle a, une fois encore, bouleversé une assemblée de deux cents personnes, dont une majorité de jeunes Berlinoises. Auparavant, elle était allée à la rencontre de classes aux lycées français de Munich et de Berlin et dans deux établissements du Brandebourg. « Avez-vous de la haine envers moi ou mes parents? », lui a demandé un jeune Allemand. « Bien sûr que non, mais je préfère garder un peu de distance avec la première génération », a souri Gisèle Flachs. Dans une autre assemblée, une jeune Libanaise a fondu en larmes : « Moi, j'ai été élevée dans la haine d'Israël et des juifs », expliquait-elle.

« M^{me} Flachs, c'est la grand-mère que nous avons tous envie d'adopter. Nous avons tous été très tristes de la quitter », confie Coralie vom Hofe, conseillère à l'ambassade. L'octogénaire est, quant à elle, rentrée à Bruxelles avec une immense satisfaction : des recherches menées par la CIVS lui ont donné beaucoup d'informations sur la vie de son père. Elle pensait qu'il avait vécu un moment dans un camp de réfugiés juifs en Suisse, au début de la guerre. Il s'était, en réalité, rapidement engagé comme volontaire et avait rejoint l'armée polonaise en France. Des mérites qui lui ont valu une naturalisation rapide après le conflit. Dans son dossier, Gisèle Flachs a aussi retrouvé une photo qu'elle n'avait jamais vue : celle de son papa, pour sa demande de naturalisation en France. « Il était beau... », a-t-elle murmuré.

Lors de son voyage à Paris, un lycéen lui avait, sans citer nommément l'extrême droite et ses représentants, demandé quel était son jugement sur « les gens qui pensent peut-être, aujourd'hui, de la même façon que ceux qui vous ont infligé tout cela ». « Tout ce que je peux dire, c'est que cela me rend très, très triste. Cela me met dans tous mes états, cela me tue à petit feu », avouait-elle. Alors, si l'enfant qu'elle fut n'a, très longtemps, rien dit, par crainte de ne pas être entendue et crue, la vieille dame qu'elle est devenue compte bien continuer à témoigner et témoigner encore. Jusqu'au bout. Et son histoire lui survivra : le premier tome d'une bande dessinée inspirée de son destin hors norme et signée par David Peeters sortira en France fin septembre. (M)

Frauenlager Ravensbrück, de Ceija Stojka, 1992, Collection Marcus et Patricia Meier, Vienne.
Matthias Reichelt_VG Bild-Kunst

— **Enfant rescapée des camps nazis, cette artiste rom a témoigné du génocide des Tsiganes.**

— **Ses peintures, naïves et puissantes, sont présentées à Marseille.**

Ceija Stojka, artiste rom
Friche la Belle-de-Mai, Marseille

Marseille
De notre envoyée spéciale

Sur les photos, elle pose fièrement, sans rien cacher du matricule Z6399 tatoué sur son avant-bras. Ceija Stojka, née en 1933 dans une famille rom d'Europe centrale, fut déportée à 10 ans avec sa mère à Auschwitz, Ravensbrück puis Bergen-Belsen. Vingt-quatre mois d'enfer qu'elle racontera, en 1988, d'abord dans un manuscrit écrit à la sauvette, puis à travers des centaines de peintures et de dessins. Dans la communauté tzigane où le silence est la règle vis-à-vis des « Gadgés », Ceija Stojka, aidée par la journaliste Karin Berger, fut l'une des premières à témoigner du Samudaripen, le génocide des Roms par les nazis. Sur les 700 000 Tsiganes d'Europe, entre 300 000 à 500 000 auraient péri.

« La réalité des camps y est vue à hauteur de petite fille, d'une manière à la fois sombre et lumineuse. »

Décédée en 2013, Ceija Stojka avait reçu des prix pour ses livres en Autriche et vu ses œuvres exposées à Vienne, Kiel et Berlin. En France, c'est le metteur en scène Xavier Marchand, directeur artistique de la compagnie Lanicolacheur à Marseille, engagé auprès des Roms, qui a repéré ses textes. « *Son témoignage sur les camps a une force incroyable* », confie cet homme qui a fait publier en français *Je rêve que je vis ? Libérée de Bergen-Belsen* (1) et l'a porté à la scène en 2016.

En tombant sur les peintures de Ceija Stojka, Xavier Marchand s'enthousiasme à nouveau : « *La réalité des camps y est vue à hauteur de petite fille, d'une manière à la fois sombre et lumineuse. Des mots se mêlent aux dessins dans une forme d'oralité...* » Il rêve de les exposer et contacte alors le collectionneur Antoine de Galbert, directeur de la Maison rouge à Paris,



Ceija Stojka, la victoire de la couleur

conquis lui aussi. À Vienne, chez le fils de l'artiste, ils exhument, roulées sous des lits ou entassées dans des placards, ds trésors. « *J'ai acheté une peinture où Ceija a peint un courant d'air, tellement évocatrice que je sens le froid sous ma chemise* », raconte Antoine de Galbert. « *Dans une autre où elle et sa famille se cachent dans la forêt pour échapper aux rafles, la peur se lit dans leurs yeux...* »

Une quarantaine d'œuvres sont exposées à Marseille, avant une présentation plus étoffée début 2018 à Paris. Dans les dessins à l'encre, les traits heurtés témoignent des souvenirs à vif. Ceija Stojka y montre les corps nus et amaigris des femmes, immenses à ses yeux d'enfant, avec ces mots en allemand : « *Nous avons honte.* » D'une virgule, elle trace la bouche hurlante d'un kapo... Voici, entre effroi et tendresse, les tas de cadavres disloqués dans lesquels elle s'abritait du froid. Plus loin, la fillette blottie contre sa mère, sur une terre désolée, évoque une Mater dolorosa. Les coups de bottes ou

de fouets racontent la violence omniprésente. Pourtant, les cadrages se vengent et coupent parfois le corps des tortionnaires.

Dans les peintures, une tout autre alchimie opère. Comme si l'artiste parvenait à réparer son histoire, par-delà l'atrocité des faits. La palette chatoyante avec laquelle elle s'obstine à dépeindre le monde des Roms contraste avec les sombres uniformes nazis. Même au seuil de la chambre à gaz, les vêtements des Tsiganes, abandonnés à terre, semblent en-

core empreints de la beauté de leur monde bariolé.

Une nature flamboie à l'unisson. Au-dessus des baraquements, les ciels se parent de couleurs vives, les fleurs s'obstinent, l'arbre reverdit devant le camp libéré puis incendié. Cette nature rappelle l'éternelle victoire de la vie contre les forces d'anéantissement. Ceija Stojka ne signe-t-elle pas, toujours, sur une petite branche, en souvenir de ces feuilles tendres qui l'aidèrent à surmonter la faim ?

Parfois même, elle s'évade. Dans une peinture de Ravensbrück, l'artiste s'est glissée derrière les barbelés, comme cachée des bottes nazies par le premier plan d'herbes et de pissenlits éclatants. Ailleurs, elle capte des vues du camp en surplomb, dans un envol mêlé à celui des corbeaux qui becquettent les cadavres et emportent au ciel leurs âmes... Par sa peinture, Ceija Stojka ne contribue-t-elle pas, elle aussi, à sauver tous ces êtres du néant ?

Revenue bien plus tard à Bergen Belsen, elle écrit : « *Toujours, quand je vais là-bas, c'est comme une fête, les morts volent dans un bruissement d'ailes. Ils sortent, ils remuent, je les sens, ils chantent et le ciel est rempli d'oiseaux. C'est seulement leur corps qui gît là. (...) Et nous nous sommes les porteurs, nous les portons avec notre vie.* »

Sabine Gignoux

(1) Trad. par Sabine Macher, Éd. Isabelle Sauvage, 2016, 114 p., 17 €.

repères

Le 10^e Festival des cultures tsiganes

L'exposition dure jusqu'au 16 avril. Des lectures de *Je rêve que je vis ? Libérée de Bergen-Belsen* seront données à la Belle-de-Mai les 31 mars et 1^{er} avril, avec le 1^{er} avril une projection du film de Karin Berger sur l'artiste.

Rens. : lanicolacheur.com

La manifestation s'inscrit dans le cadre de Latcho Divano, Festival des cultures tsiganes à Marseille qui fête ses 10 ans. Au programme, concerts (Soumnakai, Nadara, Roberto de Brasov et les élèves musiciens de Marseille...), films, contes, théâtre, photos de Matéo Maximoff et cuisine tzigane ! Rens. : latcho-divano.com

Une soirée sur le génocide des Tsiganes au musée

Tavaux-et-Pontséricourt. Le Mémorial de Tavaux-et-Pontséricourt se penche sur les persécutions des Tsiganes et peuples nomades sous Vichy lors d'une soirée mêlant conférences, musique et cinéma.

Hervé Marti

hmarti@lunion.fr

Dans les années 1940, on les appelait invariablement Tsiganes, Roms, Manouches ou Gitans. Des termes qui recouvraient déjà diverses réalités linguistiques ou géographiques. Avec déjà une belle part de fantasme liée à ces peuples nomades. « Une loi française du 16 juillet 1912 les obligeait déjà à avoir une carte d'identité pour surveiller leurs mouvements. La France voulait sédentariser ces gens que l'on considérait comme des asociaux, des criminels des voleurs... », rapporte Alain Nice, président de l'Association du Mémorial départemental des villages martyrs de l'Aisne. C'est pour cette raison que le responsable du Mémorial de Tavaux-et-Pontséricourt propose ce vendredi 26 septembre une soirée sur le « génocide oublié » de ces personnes que l'on ne nommait pas encore « voyageurs » ou « gens du voyage » lors de la Seconde Guerre mondiale : « C'est un sujet sur lequel nous avons très peu de sources. C'est un génocide qui a été occulté. Il est vrai que les chiffres varient beaucoup sur cette population que l'on estimait à 1 million d'individus en Europe mais qui était invisibilisée. Les chercheurs estiment le nombre de victimes de ce génocide par les nazis oscille entre 300 000 et 500 000. C'est deuxième groupe exterminé dans les camps après les juifs. »

Assignés à résidence, internés et déportés

Alain Nice, qui fera une présentation générale du sujet, s'attardera sur une particularité française sur ces persécutions : « L'Allemagne avait une volonté claire d'extermination, mais les Allemands se sont heurtés à la législation française et n'ont jamais donné l'ordre de déporter les Roms, Tsiganes et groupes assimilés. » Ce qui n'a pas empêché le gouvernement de Vichy d'assigner à résidence ces « nomades », puis d'interner « 6500 à 6700 personnes dans 30 camps en France à Montreuil-Bellay (le plus grand, dans le Maine-et-Loir), à Rivesaltes, etc. »



Les latrines du camp de Rivesaltes. M.P.D.

Malgré cette situation 144 Tsiganes répertoriés dans le Nord et le Pas-de-Calais seront tout de même déportés et tués à Auschwitz. Frédéric Damien reviendra lors de la soirée sur la rafle de dix membres de la famille Yung-Koecler, le 24 décembre 1943, dans la commune de Poix-du-Nord.

« Les départements du Nord et du Pas-de-Calais étaient rattachés à la zone administrative de Bruxelles, indique cet historien amateur. Les dispositions du 16 juillet 1912 sur les trois catégories de ces voyageurs-nomades – Forains, saltimbanques et circassiens Marchands ambulants et la catégorie fourre-tout dans laquelle on retrouvait les Tsiganes – ne s'appliquaient donc pas. »

Frédéric Damien explique en revanche que le fichage de ces malheureux par la III^e République française, puis l'État français, a en revanche favorisé « l'épuration ethnique voulue par l'idéologie nazie ». Ce vendredi, il aidera le public à comprendre pourquoi « cette discrimination a

été passée sous silence » jusque dans les années 1980.

William Acker, juriste et délégué général de l'Association nationale des gens du voyage citoyens, qui est déjà venu dans l'Aisne pour dénoncer le projet d'implantation de l'usine Rockwool près de l'aire de grand passage de Courmelles salue l'événement.

« On est très en retard, il y a un certain malaise mémoriel, et d'un autre côté il y a des choses qui avancent »

William Acker

délégué général

de l'Association nationale des gens du voyage citoyens

« La France a reconnu ce génocide en 2016 à travers un discours de François Hollande, mais elle n'a pas reconnu sa responsabilité dans la déportation et la spoliation des biens, note William

Acker. La France ne commémore pas non plus la date du 2 août 1944 qui correspond à l'extermination des dernières familles de Tsiganes à Auschwitz. On est très en retard, il y a un certain malaise mémoriel, et d'un autre côté il y a des choses qui avancent comme l'inauguration du Mémorial de Montreuil-Bellay prévue en 2027. »

Les jeunes roms du Collectif Zor qui réclament que la France reconnaisse sa responsabilité dans le génocide dans une tribune du Monde, militent d'ailleurs activement ces derniers temps, notamment sur les réseaux sociaux Instagram et Facebook pour que le 2 août soit commémoré en France. ●

⊕ Un programme riche et... gratuit !



La soirée de ce vendredi 26 septembre au mémorial sera dense. Le rendez-vous débutera à 18h15 par une introduction musicale du trio de jazz manouche axonais Swing Concept. Le groupe jouera une seconde fois lors d'un intermède une heure plus tard lors d'un apéritif dînatoire (réservation obligatoire : 06 33 50 55 15 – anice@orange.fr).

Vers 18h30, Alain Nice, présentera quelques « généralités sur un génocide oublié », avant de céder sa place à Thierry Guirhem (19 heures) qui racontera la tragédie de la famille Jouart, des forains massacrés à Plo-mion, le 31 août 1944. Vers 20h15, l'historien Frédéric Damien s'attardera sur le sort funeste réservé à deux couples tziganes, leurs enfants et un de leurs proches rafles le 24 décembre 1943, dans le Nord, et tués à Auschwitz (notre photo). La soirée se conclura par le film *Liberté* de Tony Gatlif (réalisateur de *Hadjo Dilo*), diffusé à 21 heures.

Si le rendez-vous est gratuit, une participation aux frais (la soirée coûte 1 200€) sera demandée aux spectateurs, lors de l'intermède musical.

Documents sauvegardés



© 2021 La Croix (site web). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20210802-LCB-013

Nom de la source

La Croix (site web)

Lundi 2 août 2021

Type de source

Presse • Presse Web

La Croix (site web) • 775 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Le génocide des Tsiganes, un fait historique encore méconnu

Pascal Charrier

Analyse La Journée européenne de commémoration du génocide des Roms durant la Seconde Guerre mondiale est organisée chaque 2 août depuis 2015. Peu connus du grand public, les massacres de Tsiganes perpétrés par le régime nazi et certains de ses alliés font l'objet d'études historiques pour mieux les appréhender.

Commenter Réagir Envoyer par mail Envoyer Partager sur Facebook Partager Partager sur Twitter Twitter

Dans la seule nuit du 2 au 3 août 1944, 3 000 Tsiganes, femmes, hommes et enfants, ont été assassinés à Auschwitz II-Birkenau, en Pologne. Il s'agissait des derniers détenus de ce camp spécial, littéralement « liquidé ». Depuis 2015, ce massacre organisé par les Nazis a été choisi par le Parlement européen pour fixer au 2 août la date de la « Journée européenne de commémoration du génocide des Roms », un fait encore mal connu du grand public et étudié tardivement par les historiens.

« Toutes les sources n'ont pas été exploitées »

Les recherches sur les persécutions visant les Tsiganes en Europe, durant la Seconde Guerre mondiale, sont surtout développées à partir des années 1980-1990 et sont toujours activement conduites par des spécialistes. « Nous avons quarante ans de retard », souligne Ilse About, chargée de recherche au CNRS (1). « Des travaux méritent encore d'être menés, en particulier dans la partie de l'URSS occupée par l'Allemagne, poursuit l'historien Emmanuel Filhol, enseignant-chercheur honoraire à l'université de Bordeaux, à propos de secteurs où des groupes de tueurs ont sévi. Toutes les sources n'y ont pas été exploitées.»

Aujourd'hui, le bilan humain de ce génocide reste ainsi difficile à quantifier. Les estimations varient de 300 000 à 500 000 tués ; des études plus récentes avancent un chiffre plus faible, de l'ordre de 100 000 morts. « Beaucoup d'incertitudes demeurent, les chiffres vont du simple au double dans certains territoires, explique Ilse About. Par ailleurs, le nombre de personnes touchées est bien plus grand. Les chiffres ne tiennent pas compte des victimes de toute la gamme des violences de type génocidaire, stérilisations, sépa-

rations d'enfants et viols systématiques.»

? RELIRE. Tsiganes, la mémoire à petits pas

L'historiographie a notamment souffert du caractère tabou de ces événements dans certains pays, notamment dans l'ex-bloc de l'Est, et de la déperdition de documents. Le manque d'institutions mémorielles liées à ce génocide a aussi contribué à rendre plus difficile l'émergence la parole des survivants. D'abord tourné vers l'Holocauste, le Mémorial de la Shoah à Paris a tout de même fait de la place à la mémoire d'un peuple présent sur tout le Vieux continent. « Des lieux existent, mais ils sont peu nombreux », reprend Emmanuel Filhol.

Niveau de persécutions très disparate

L'Allemagne, elle, a inauguré en 2012 un mémorial consacré à ce génocide à Berlin, l'ex-capitale d'un régime nazi qui avait ouvert dès 1933 des camps d'internement ciblant cette population au nom de la « pureté de la race ». Comme pour les juifs, le pouvoir hitlérien a ensuite mené une politique mêlant expulsion vers des ghettos, travaux forcés, expérimentations médicales et extermina-

Documents sauvegardés

tions au gaz dans des camps, 23 000 Tsiganes ayant été déportés à Auschwitz.

Ailleurs, chez les alliés de l'Allemagne ou dans les pays occupés, le niveau des persécutions a très disparate. Si l'Italie de Mussolini a interné des Tsiganes, elle n'en a quasiment pas déporté. Pendant ce temps, la Croatie des Oustachis a organisé des assassinats massifs, le nombre de tués étant estimé par les historiens à 16 000 à 20 000. « En pourcentage par rapport de la population identifiée comme Tsigane, la déflagration a été très importante », relève Ilse About.

« La reconnaissance officielle du génocide n'est pas complète »

De son côté, la France de Vichy a ouvert une trentaine de camps d'internement, dont les derniers ont continué à fonctionner en 1945 et 1946, après la Libération. Environ 7 000 personnes y sont passées. Si les déportations ont été minoritaires dans leurs rangs, elles ont tout de même concerné plusieurs centaines d'entre elles, pour un bilan d'environ 700 victimes. « Mais ce n'est absolument pas comparable avec ce qui s'est passé ailleurs », observe Emmanuel Filhol.

Dans ce contexte, cette Journée européenne commémorative a l'intérêt de remettre en lumière un génocide concernant un peuple présent dans tout le Vieux continent et qui fait toujours l'objet de discriminations. Elle était d'ailleurs réclamée de longue date par les associations. « C'est un moment important pour elles, c'est un symbole pour les militants, mais cela a peu de résonance dans l'espace public, note Ilse About. La reconnaissance officielle du génocide n'est pas complète dans la plupart des États européens. »

(1) Il a participé à la rédaction de La

Nouvelle histoire de la Shoah, un ouvrage collectif qui sera publié le 1er septembre aux éditions Passés composés-Humensis.

Cet article est paru dans La Croix (site web)

<https://www.la-croix.com/France/Le-genocide-Tsiganes-fait-historique-encore-meconnu-2021-08-02-1201168991>

Documents sauvegardés

LA CROIX

© 2025 La Croix. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250802-LCB-020

Nom de la source

La Croix (site web)

Samedi 2 août 2025

Type de source

Presse • Presse Web

La Croix (site web) • 591 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Génocide des Tsiganes : un collectif appelle à sortir de l'oubli

Antoine d'Abbundo

Un collectif de descendants de victimes et de jeunes militants demande, dans une tribune publiée le 2 août dans *Le Monde*, à faire de cette date une journée de commémoration nationale. Une proposition de résolution sur le sujet sera déposée à l'assemblée nationale à la rentrée.

« Parajmos » : c'est le mot - « dévorer » en romani - utilisé pour désigner le génocide subi par les ethnies tsiganes (Roms, Sinti, Manouches, Gitans, Yéniches) durant la seconde guerre mondiale du fait du régime nazi.

Parmi tous les drames générés par ce crime à l'échelle industrielle, il en est un qui est resté plus particulièrement dans les mémoires de ce peuple. Dans la nuit du 2 au 3 août 1944, dans le « Zigeunerlager » - le camp des Tsiganes - d'Auschwitz-Birkenau, en Pologne, quelque 4 300 hommes, femmes et enfants, furent méthodiquement exterminés.

Un hommage européen depuis 2015

Depuis 2015, cette date a été retenue par le Parlement européen comme « Journée européenne de commémoration du

génocide des Roms », en mémoire des 300 000 à 500 000 victimes de ce massacre de masse, le deuxième en nombre après celui des juifs d'Europe.

Suite à cette résolution, plusieurs États européens, dont l'Allemagne, ont fait du 2 août une journée nationale d'hommage. Mais malgré les demandes répétées des associations, la France n'a toujours pas pris de décision alors même que ce génocide concerne aussi son histoire.

C'est pourquoi un collectif de descendants de victimes et de jeunes militants - le ZOR - a décidé d'interpeller la classe politique dans une tribune publiée dans le quotidien *Le Monde* à l'occasion de cette date symbolique.

Ils demandent aux parlementaires de soutenir la proposition de résolution que doit déposer à la rentrée la députée écologiste du Bas-Rhin, Sandra Regol, « pour la reconnaissance officielle de la journée du 2 août comme journée de commémoration nationale du génocide des Roms et des Voyageurs ».

Les responsabilités des autorités françaises

Mais ils soulignent également la responsabilité des autorités françaises de l'époque dans les persécutions subies par les Roms durant la seconde guerre mondiale.

« En France, entre 1939 et 1946, trois régimes successifs, dont la république, mirent en place une politique d'assignation à résidence et d'internement des dits « nomades », écrivent-ils. « Avant la Libération, le régime de Vichy accéléra le processus génocidaire en regroupant nos ancêtres dans de grandes structures concentrationnaires dans la perspective de déportations vers les centres de mise à mort nazis », poursuivent-ils.

De fait, les historiens ont établi que le régime de Vichy avait ouvert une trentaine de camps d'internement, dont les derniers ont continué de fonctionner jusqu'en 1946. Environ 7 000 personnes y seraient passées et les déportations auraient concerné entre 700 et un millier d'entre elles. « Parmi lesquels 150 furent déportés à Auschwitz-Birkenau par le convoi Z de janvier 1944 », rappelle la tribune.

Un « acte fort face à l'extrême droite »

« Reconnaître cette réalité historique,

Documents sauvegardés

c'est être à la hauteur de l'histoire. Reconnaître ce génocide et le racisme spécifique qui lui a servi de mantra, c'est poser un acte fort face à une extrême droite qui menace plus que jamais notre société », estiment les signataires. « C'est reconnaître les souffrances infligées à nos ancêtres, c'est reconnaître que nos vies de « Gitans » comptent elles aussi. »

Il reste à savoir si cet appel sera plus entendu que les autres. « Jusqu'à présent, ce drame peu connu du grand public et étudié tardivement par les historiens a peu de résonance dans l'espace public », notait encore, en 2021, Ilsen About, chargé de recherche au CNRS, dans les colonnes de La croix.

Cet article est paru dans La Croix (site web)

<https://www.la-croix.com/societe/genocide-des-tsiganes-un-collectif-appelle-a-sortir-de-l-oubli-20250802>

Documents sauvegardés



© 2026 politis.fr. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

0-zFBkaCOpx66kmQTuimeyyMVSHkbEh2iY8q89qWv82u16RcFKae6llqasw3jYQQUVzu3LTA_U_Uz2hK6PB8lwZDk1

news-20260219-AABB-edd*cs219*c20260219*cfluxweb16410817212

Nom de la source

Politis (site web)

Jeudi 19 février 2026

Type de source

Presse • Presse Web

Politis (site web) • 145 mots

Périodicité

Irrégulier

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Tziganes : le génocide nazi en cours de reconnaissance

Guillaume Deleurence

Un « sursaut mémoriel ». C'est ainsi que la directrice d'un centre culturel dans le Maine-et-Loire qualifie, auprès de France 24, les initiatives

prises sur tout le territoire par les pouvoirs publics pour rendre hommage aux victimes tziganes du régime nazi. Un mémorial à Montreuil-Bellay, un « pavé de la mémoire » dans le Bas-Rhin, une stèle à Marseille : le génocide tzigane sort de la silenciation après soixante-dix ans d'oubli, malgré ses 200 000 à 500 000 victimes, selon les historiens.

Cet article est paru dans Politis (site web)

<https://www.politis.fr/articles/2026/02/tziganes-le-genocide-nazi-en-cours-de-reconnaissance/>

https://www.politis.fr/wp-content/uploads/2026/02/000_97JC462-526x350.jpeg



https://www.politis.fr/wp-content/uploads/2023/09/frederic-koberl-x_0hW-KaCgI-unsplash-526x350.jpg



<https://www.politis.fr/wp-content/uploads/2026/02/Panic-Shack-site-Alias-526x350.jpg>



<https://www.politis.fr/wp-content/uploads/2026/02/bandeira-de-portugal-526x350.jpg>



https://www.politis.fr/wp-content/uploads/2026/02/Bundesarchiv_R_165_Bild-244-48_Asperg_Deportation_von_

Illustration(s) :



https://www.politis.fr/wp-content/uploads/2026/02/Bundesarchiv_R_165_Bild-244-48_Asperg_Deportation_von_Sinti_und_Roma-390x260.jpeg



La scène électro russe privée de platines ?

La position jugée timorée de la DJ star Nina Kraviz, contre la guerre en Ukraine, alimente un appel au boycott

ENQUÊTE

Dans une lettre ouverte postée, le 5 mars, sur les réseaux sociaux, un collectif rassemblant plus d'une cinquantaine d'artistes (Koloah, Nastya Muravyova, Jana Woodstock, Daria Kolosova...), labels (Kashtan Records, Sentimony Records, Moon Koradji Records...), clubs (Closer, Cxema, Otel...), festivals (Black! Factory Festival, Kaleidoscope Festival, Am I Jazz? Festival...) et autres structures de la foisonnante scène électronique ukrainienne a appelé le monde culturel international et les différentes communautés musicales à « agir ensemble contre l'agression russe ». Parmi leurs demandes, un appel au boycott des artistes et producteurs russes qui ne s'engageraient pas clairement contre les actions de leur gouvernement.

« Nous, représentants de la communauté musicale, voyons les actions des promoteurs, DJ et artistes russes, qui continuent d'organiser des événements et de jouer, pendant que l'armée de leur pays bombarde nos villes, insiste la tribune. Nous observons aussi comment nos collègues russes, en particulier les plus populaires internationalement, se sentent peu concernés et font semblant de ne pas voir ce qui se passe. » En conclusion, le collectif exhorte le milieu de la musique à « annuler toute coopération avec des artistes, producteurs, clubs, organisations russes, qui ne résistent pas activement aux actions de leur gouvernement et ne s'engagent pas pour stopper l'invasion militaire russe de l'Ukraine ».

« Prier pour la paix »

Cette injonction fait suite à la polémique qu'avait provoquée le post sur Instagram de la DJ russe Nina Kraviz, star de la techno, originaire d'Irkoutsk (Sibérie) et exilée à Berlin depuis de longues années, qui s'était filmée écrivant le mot « paix » en cyrillique, suivi d'un point d'exclamation. « Liké » par plus de 500 000 personnes sur son compte au plus de 1,8 million d'abonnés, le message de cette personnalité internationale de la club culture, précisant « prier pour la paix », avait été jugé insuffisant par beaucoup, voire outrageant par certains.

Sa consœur DJ Nastia, originaire du Donbass et habituée du circuit techno international (parfois sur-

Le message de Nina Kraviz a été « liké » par plus de 500 000 personnes sur son compte de 1,8 million d'abonnés

nommée la « Nina Kraviz ukrainienne »), l'avait ainsi violemment apostrophée par réseau social interposé. « Tu ne te soucies que de ton propre cul, chérie », avait asséné celle qui a quitté Kiev au début du conflit pour enchaîner, jusqu'au 12 mars, des sets aux États-Unis et au Canada, sous la bannière #StandwithUkraine (Soutenez l'Ukraine), en faisant don de 50 % de ses cachets. Accusant Kraviz de jouer la comédie, Nastia concluait son message d'un « tu es ridicule ! ».

Les réseaux sociaux se sont agités dans la foulée. Certains accusant la DJ russe de passivité : « Arrête de prier. Tu as une voix et un large public. Fais plus pour stopper ton président. Il est temps d'agir. » D'autres, nombreux, défendant Kraviz face à cette virulence. « Pardon, mais qu'a-t-elle fait de mal ? Reprenez-vous. Nous voulons tous la paix », écrivait ainsi un internaute, quand un autre rappelait : « Elle n'est pas une politicienne, elle n'a pas d'influence. »

Des réactions du même type ont suivi après la publication, le 6 mars, sur Resident Advisor, l'un des principaux sites pour amateurs et professionnels de la scène électronique mondiale, d'une tribune signée par la journaliste ukrainienne Mariana Berezovska, cofondatrice de la revue *Borshch Magazine*. S'adressant à « l'ensemble de la communauté musicale » dans le but de la sensibiliser au combat pour la liberté de l'Ukraine, la journaliste s'en prenait, elle aussi, à Nina Kraviz. « Une des DJ les mieux payées, avec une communauté de près de 2 millions de fans, qui a construit sa carrière sur les valeurs de la culture rave ne peut pas rester neutre et maintenir ce niveau d'indifférence », soulignait-elle, ajoutant : « Je crois fermement qu'une artiste russe possédant une telle aura internationale et une réelle influence sur l'opinion russe (où le gouvernement manipule les médias) a la



La DJ Nina Kraviz, le 6 août 2016, à Cannes. LIONEL BOUFFIER/SAIF IMAGES

responsabilité de partager les faits et d'encourager les actions pour aider à stopper la guerre. » Des appels qui n'ont pour l'instant pas suscité d'autre réaction publique de la part de Nina Kraviz.

Mariana Berezovska profitait aussi de sa tribune pour rappeler la richesse de la scène underground ukrainienne, particulièrement dynamique depuis 2014 et la révolution de Maïdan. Des clubs et une effervescence artistique avaient fait de Kiev un petit « Berlin des pays de l'Est », une scène rave fleurissait à Lviv et à Odessa, porteuse de valeurs « de tolérance, de liberté de parole, d'antifascisme, d'antiracisme, d'inclusivité... » Aujourd'hui, d'après la journaliste, beaucoup des acteurs de cette scène « passent leur temps dans les abris, essaient de sauver leur vie en se réfugiant dans les pays de l'UE, prennent les armes pour combattre les troupes russes ou préparent des cyberattaques pour contrer le flot des fake news ».

Parmi ces activistes, l'équipe du K41, l'un des principaux clubs de Kiev (souvent considéré comme le « Berghain ukrainien », en référence au célèbre club berlinois) a

publié, le 5 mars, sur son label discographique, Standard Deviation, une compilation numérique de 65 morceaux, *Together for Ukraine*, dont les ventes seront reversées à la cause ukrainienne. Parmi les artistes internationaux se mêlant dans ce projet aux artistes locaux, des Français, comme la productrice et DJ Kittin, ou le duo formé par Laurent Garnier et Scan X.

Questions en France

En France, si la communauté électro se mobilise, comme lors du récent livestream pour l'Ukraine diffusé par le collectif Possession, des questions ont commencé à se poser sur la pertinence de la programmation d'artistes russes lors de soirées et festivals à venir. Parmi les nombreux événements internationaux auxquels est censée participer Nina Kraviz ce printemps et cet été, des festivals français comme Panorama, organisé du 14 au 17 avril, près de Morlaix (Finistère), ou l'Insane Festival, prévu à Apt (Vaucluse) du 12 au 14 août. Aucun d'eux n'a cédé aux appels de la communauté électro ukrainienne, même si ces événements travaillent à des actions hu-

« Si ces artistes vivent désormais hors de Russie, ils craignent pour la sécurité de leur famille »

LUCAS DEFOSSÉ
directeur artistique
de l'Insane Festival

manitaires en faveur de ce pays. « Pour l'instant, nous ne remettons pas en question la programmation des artistes russes, explique Lucas Defossé, directeur artistique de l'Insane Festival qui, en plus de la tête d'affiche Nina Kraviz, accueillera aussi son compatriote Vladimir Dubyshkin. Leur agent à Londres nous a fait comprendre que, même si ces artistes vivent désormais hors de Russie, ils craignent pour la sécurité de leur famille en cas de prise de position trop radicale contre la guerre. Ce qui ne les empêche pas de se prononcer pour la paix. »

« Nous nous sommes posé la question de savoir si nous mainte-

nions *The Satan*, un artiste originaire de Saint-Petersbourg », reconnaît Deborah Hazotte, programmatrice du festival Dream Nation, l'un des importants événements techno de la région parisienne, organisé au Bourget (Seine-Saint-Denis) les 16 et 17 septembre. Nous avons finalement décidé de l'accueillir. Nous connaissons son opposition à la guerre, mais nous ne pouvons exiger qu'il se mette en danger en se positionnant publiquement. »

Organisé à Lyon du 25 au 29 mai, le festival électro des Nuits sonores réfléchit à des actions de solidarité en faveur des réfugiés et des artistes ukrainiens. S'il n'avait pas prévu d'artistes russes dans sa programmation 2022, l'événement rappelle son opposition à un boycott d'une scène indépendante russe souffrant déjà de répression et de difficultés d'expression dans son propre pays. D'après Vincent Carry, directeur du festival, « une ligne de partage pourrait néanmoins être tracée entre cette scène alternative et des artistes et structures culturelles soutenus par l'Etat russe ». ■

STÉPHANE DAVET

Un hommage chanté et dansé au génocide oublié des Tziganes

Le festival Détours de Babel s'est ouvert avec « I Silenti », du compositeur Fabrizio Cassol et du violoniste manouche aveugle Tcha Limberger

MUSIQUE

GRENOBLE - envoyée spéciale

Une pénombre où marchent des fantômes, silhouettes rasant les murs de la mémoire. Vendredi 11 mars, le festival Détours de Babel, créé par Benoît Tiberghien et organisé par le Centre des musiques nomades, ouvre sa 12^e édition à la MC2 de Grenoble avec *I Silenti* (« les silencieux »), poème musical conçu par le compositeur et musicien Fabrizio Cassol et le violoniste et chanteur aveugle Tcha Limberger. Les deux hommes sont nés en Belgique, le premier est aussi saxophoniste du groupe Aka Moon, l'autre, reconnu comme l'une des figures de la musique folklorique des Carpates. Ils rendent hommage aux Tziganes décimés dans les camps d'extermination, lors de la seconde guerre mondiale. Ainsi, la 80^e Journée internationale de commémoration des victimes de

l'Holocauste, en 2020, n'a-t-elle mentionné qu'à la marge le Porajmos, ce génocide oublié, toujours pas reconnu en tant qu'opération de purification ethnique.

Guidé à l'ouïe par les clochettes de la danseuse indienne Shantala Shivalingappa, Tcha Limberger s'est assis. Il fait trembler doucement sur son violon une note tenue. Bientôt s'élève autour de lui l'exquise suavité d'un madrigal à trois voix de Monteverdi (*Sfogava con le stelle*). Un cri déchirant rompt la polyphonie : la quintessence de l'âme tzigane, ce chant si caractéristique nourri de ports de voix expressifs, d'ornements douloureux, que soulèvent, par vagues, de larges accords dressés. L'art ancestral du peuple nomade et le figuralisme italien du *Seicento*, habilement mariés avec l'électronique sous la plume tisserande de Fabrizio Cassol, vont se mêler dans une riche tapisserie sonore, une subtile harmonie.

La danseuse Shantala Shivalingappa symbolise « la mère perdue, celle des origines indiennes oubliées des Roms »

« J'écoute le chant du ruisseau, module Tcha Limberger, qui joue et chante en même temps. Et dans les grands bois verts, je vois des fleurs qui se fanent. » Dotée d'une poignée d'excellents musiciens – la contrebasse de Vilmos Csikos, l'accordéon de Philippe Thuriot, les percussions de Simon Leleux, ainsi que le kaval de Georgi Dobrev, cette flûte traditionnelle des

Balkans –, la partition métisse se déploie, faisant la part belle aux voix sensuelles de Claron McFadden (soprano), Nicola Wemyss (mezzo) et Jonatan Alvarado (ténor), capables de passer du souple madrigalisme vénitien (prémonitoire de l'opéra) aux accents plus viscéraux des Tziganes.

Scénographie minimaliste

En fond de scène, la projection de photos. Des femmes et des petites filles aux regards anxieux, debout derrière des barbelés, qui se teindront peu à peu de rouge. Une roulotte qui brûle. Des hommes et garçonnets assis, fixant l'objectif, dont un mapping noir effacera lentement les corps et les visages au fil du *Lasciatemi morire* monteverdien (*Lamento d'Arianna*), pour ne laisser que des contours charbonnés d'êtres humains. Tcha Limberger chante en romans, en grec, en espagnol, suivant l'itinéraire d'une tragédie dont il

se fait l'aède, contrepoincée par la danse stylisée de Shantala Shivalingappa, « symbole de la mère perdue, celle des origines indiennes oubliées des Roms ».

Projetés sur les murs du plateau, nuages en cavale, abstraction de vents et d'espaces, fresques de chevaux galopant – la liberté ravie. « Je me tairai ! », se répondent les voix en écho alors que la mélodie se charge de bruit, que s'éteignent les mots, réduits à l'onomatopée, au souffle, puis au silence. La scénographie minimaliste du peintre Oscar van der Put et la sobre mise en espace de Lisaboa Houbrechts concentrent le mouvement des corps – marche, danse – enveloppés de grandes couvertures colorées. La joie d'être vivant surgit : « Je t'aime, ma vie » (*Tamo, mia vita*). Une soudaine jubilation a succédé à la plainte. Les talons de la danseuse martèlent le sol jusqu'à l'épuisement. Avant l'arrêt suspensif du très beau *Hor che'l*

ciel e la terra, psalmodié à cappella par l'ensemble des musiciens. « Maintenant que le vent se tait, et le ciel et la terre, que le sommeil retient les oiseaux et les fauves... »

« Je pleure pour toi, ma très chère mère, enchaîne Tcha le Manouche, et je souffre en exil. » Une étonnante parentèle unit cette musique et les pièces de Monteverdi, sans doute parce qu'elles sont les premières de l'histoire de la musique dévolues aux passions humaines, avec leurs drames et leurs joies. La scène s'empourpre de lumière rouge, englobant musiciens, danseuse, chanteurs. « Je suis loin de toi, mais près de toi est mon désir. » La nuit du plateau rejoint celle de la salle. ■

MARIE-AUDE ROUX

I Silenti, de Fabrizio Cassol et Tcha Limberger. Festival Détours de Babel, à la MC2 de Grenoble. Jusqu'au 10 avril. *I Silenti*, 1 CD Outhere Music.

Silvio Berlusconi rachète fort cher les maisons de ses amis

Il n'ont rien vu, rien entendu. Le 19 octobre, Mariano Apicella et Danilo Mariani, respectivement auteur-compositeur et pianiste, ont répété la même chanson, face aux juges du tribunal de Milan qui conduisent le procès de Silvio Berlusconi pour abus de pouvoir et incitation de mineure à la prostitution. Le «bunga-bunga»? «Connait pas.» Des atouchements? «Jamais vus.» Karima El-Mahroug, la mineure marocaine, dite «Ruby», était-elle présente à ces soirées comme l'atteste le relevé de ses appels téléphoniques? «Peut-être une fois», a reconnu l'un d'eux.

Cités à comparaître par les avocats de M. Berlusconi, MM. Apicella et Mariani, parfaits duettistes, ont tracé le portrait d'un maître de maison attentif au bien-être de ses hôtes, qui gardait sagement les mains dans ses poches et ne les en sortait que pour saluer ses invitées. Oui, bien sûr, les jeunes femmes dansaient parfois lascivement entre elles, mais Silvio, lui, n'y jetait même pas un œil, préférant deviser géopolitique ou bien susurrer de sa voix de crooner une chanson d'Apicella (avec Danilo Mariani au piano). Bref, on aurait pu amener ses enfants.

Les deux hommes prennent des risques. Si M. Berlusconi est condamné (les confessions de certaines participantes sont accablantes), ils risquent des poursuites pour «faux témoignage». Combien valent ces risques? Ou plutôt combien valent leurs omissions?

Dimanche 21 octobre, le quotidien d'investigation *Il Fatto quotidiano* a apporté un premier élément de réponse en révélant que

M. Berlusconi s'était porté acquéreur, pour la somme de 310 000 euros, de l'appartement de cinq pièces appartenant jusqu'alors à M. Apicella, à Albano, dans les environs de Rome. Surfant sur cet élan de générosité, il a également acheté la petite villa de M. Mariani à Sarteano, dans les environs de Sienne (Toscane).

Une bicoque en Toscane

On ne tient plus depuis longtemps le compte des propriétés immobilières de M. Berlusconi, une vingtaine environ, des lointaines Caraïbes à la Lombardie. Mais chacun se demande ce que l'ancien premier ministre va faire d'un appartement de plus dans les environs de Rome (alors qu'il loue 1 000 mètres carrés dans la capitale) et d'une bicoque en Toscane, où il pourrait s'offrir un chalet. Est-ce le prix à payer pour le témoignage à décharge de MM. Apicella et Mariani?

Le soupçon des juges et de la presse n'est pas infondé. En mars, M. Berlusconi a fait l'acquisition de la propriété de son vieil ami Marcello Dell'Utri, au bord du lac de Côme. Vingt pièces, un parc de 3 hectares, un tennis et un ponton payés 20 millions d'euros alors que la valeur du bien était estimée à 9,5 millions.

Natif de Palerme, M. Dell'Utri passe pour avoir été, dans les années 1970 et 1980, le «médiateur» entre M. Berlusconi et la mafia sicilienne. «Extorsion», ont conclu les magistrats. Entendu comme victime, M. Berlusconi a répondu qu'il avait juste voulu «aider un ami en difficulté». ■

PHILIPPE RIDET
(ROME, CORRESPONDANT)

Territoires palestiniens

L'émir du Qatar attendu à Gaza

GAZA. L'émir du Qatar, Cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani, premier chef d'Etat à se rendre dans le territoire palestinien depuis que le mouvement islamiste en a pris le contrôle en juin 2007, était attendu, mardi 23 octobre, à Gaza pour une visite de quelques heures.

«Cette visite a une grande signification politique parce que c'est le premier dirigeant arabe à briser le blocus politique», a déclaré Taher Al-Nouhou, le porte-parole du chef du gouvernement Hamas à Gaza, alors que ce mouvement est boycotté par la communauté internationale pour son refus de reconnaître Israël et de renoncer à la lutte armée.

A la veille de cette visite, trois Palestiniens, dont au moins deux membres de groupes armés, ont été tués lors de raids aériens israéliens dans le nord de la bande de Gaza. — (AFP) ■

Liban L'armée se déploie à Beyrouth pour «préserver la paix civile»

BEYROUTH. L'armée libanaise s'est déployée, lundi 22 octobre, dans les quartiers sunnites de Beyrouth, bastions des partisans du chef de l'opposition Saad Hariri. Dimanche, les funérailles de Wissam Al-Hassan, le chef des renseignements des Forces de sécurité intérieure, un sunnite proche de M. Hariri tué dans un attentat attribué par l'opposition à la Syrie, avaient dégénéré en manifestation violente contre le premier ministre Najib Mikati, après qu'un dirigeant du camp Hariri eut chauffé à blanc les manifestants en l'accusant de couvrir ce «crime». — (AFP) ■

Mali La France reprend sa coopération militaire avec Bamako

PARIS. La France a décidé de reprendre sa coopération militaire avec le Mali, interrompue depuis le coup d'Etat du mois de mars, alors que se prépare l'envoi d'une force internationale pour reconquérir le nord du pays occupé par des islamistes armés, a annoncé, lundi 22 octobre, un diplomate français. Par ailleurs, la rébellion touareg du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) a démenti «formellement», lundi, un afflux de djihadistes soudanais et sahraouis dans le nord du Mali. — (AFP) ■

Bénin Tentative d'empoisonnement du président Yayi Cotonou

TROIS proches du président béninois Boni Yayi, dont l'une de ses nièces, ont été arrêtés, dimanche 21 octobre, pour avoir tenté de l'empoisonner. — (AFP) ■

Un traité de coopération franco-afghan à la veille du retrait des soldats français

Le montant de l'aide française est l'un des plus faibles parmi les pays donateurs

Kaboul
Envoyé spécial

Quelques semaines du départ définitif des troupes combattantes françaises du sol afghan, fin 2012, le traité de coopération et d'amitié entre la France et l'Afghanistan est entré en vigueur, samedi 20 octobre. Paraphé par le ministre des affaires étrangères afghan, Zalmai Rassoul, et son homologue français, Laurent Fabius, venu à Kaboul pour l'occasion, ce document encadre la relation entre les deux pays pour les vingt prochaines années.

Ce traité s'intègre dans une vaste collecte de fonds organisée par la communauté internationale pour assurer la survie financière de l'Afghanistan après 2014, date officielle de la fin du mandat de l'OTAN sur ce territoire, et donc prévenir un retour immédiat des talibans au pouvoir. Il avait été entériné, le 27 janvier, entre Nicolas Sarkozy et le président afghan, Hamid Karzai, et devait, depuis, être ratifié par les Parlements des deux pays. Cet accord comprend un volet de coopération validé pour cinq ans seulement qui sera soumis, chaque année, à une évaluation et à un vote des parlementaires français.

L'effort financier réel consenti dans ce traité par les contributeurs au profit de l'Afghanistan ne dépassera pas la dizaine de millions d'euros annuels. La France compte parmi les plus faibles pays donateurs. M. Fabius a rappelé que Paris consentait cet effort en dépit d'une situation économique tendue. Cet accord reprend, par ailleurs, les 40 millions d'euros déjà versés chaque année en matière de coopération, ce qui permet d'afficher près de 300 millions d'euros pour cinq ans.

Depuis 2008, lorsque le contingent français a atteint 4 000 hommes, plus de 2 milliards d'euros ont été alloués à ce pays, au titre de l'aide civile et militaire. Les Américains, dont près de 100 000 soldats ont été déployés sur le terrain (depuis le retrait des renforts à la fin de l'été, ils ne sont plus que 68 000), ont dépensé, chaque année, 9,8 milliards d'euros, sur la même période, pour les seules activités militaires.

L'échange solennel, samedi, des documents entre les deux ministres



Des soldats français s'apprentent à quitter le sol afghan à l'aéroport de Kaboul, le 29 septembre. J. PACHOU/AFIP

tres a symbolisé le passage de l'intervention militaire au seul soutien civil. Il a, aussi, lancé le débat sur le bilan de la présence française dans ce pays depuis dix ans. «L'Afghanistan, selon le général Olivier de Bavinchove, chef du dispositif français et numéro trois de l'OTAN dans ce pays, avait besoin de temps pour reprendre confiance et pour se renforcer; c'était un pays dans lequel il n'y avait plus d'Etat, nous avons lancé plusieurs chantiers de front, le politique, le militaire, le social ou les infrastructures; parfois, des maladroites ont été commises mais, désormais, les Afghans ont besoin de temps pour digérer tout cela par eux-mêmes.»

En Kapisa, la province sous responsabilité française, la brigade de l'armée nationale afghane est passée de 600 hommes en 2009 à 3 000 en 2012. Trente-cinq kilomètres de fils électriques ont été installés et une route goudronnée, payée par les Etats-Unis, la traverse presque de part en part. Néanmoins, certains officiers ne cachent pas, en privé, leur amertume d'être contraints de rentrer avant d'avoir accompli leur tâche.

Lorsque les derniers soldats combattants français partiront en décembre, 240 Américains les remplaceront, alors qu'ils se faisaient

un point d'honneur de transmettre le contrôle de la sécurité aux seuls Afghans pour montrer que la sécurisation avait été menée à bien. Enfin, les autorités françaises ont eu la surprise de découvrir que parmi les trois parlementaires afghans qui ont refusé de voter la ratification du traité d'amitié fran-

« Les militaires partent, nous, nous restons et nous parlerons avec les talibans s'il le faut »

Eric Cheysson

médecin et président de La Chaîne de l'espoir

co-afghan figurait celui de la Kapisa, au motif qu'il était contre l'inscription dans ce texte de la parité hommes-femmes.

Lors de son entretien avec M. Fabius, M. Rassoul a rappelé que son pays et la France entretenaient une relation de quatre-vingts ans, qui avait perduré sous le signe de la culture et qu'elle devait reprendre son cours. Dans le domaine de la santé, la coopération se poursuivra également comme par le passé. Ainsi, l'hôpital

pour enfants, dans la capitale afghane, sera étendu. Le jour de la signature du traité, la première pierre de l'extension de l'établissement – consacré aux soins apportés aux mères – a été posée. «Les militaires partent, nous, nous restons et nous parlerons avec les talibans s'il le faut pour poursuivre notre aide aux Afghans», assure le médecin Eric Cheysson, président de l'association La Chaîne de l'espoir qui assure la formation et l'encadrement médical de l'hôpital.

Les lycées franco-afghans Estelqal et Malalai bénéficieront d'un renfort pédagogique et matériel et l'université polytechnique de Kaboul ouvrira des partenariats avec des homologues françaises. Dans le domaine de la recherche, la France aidera à gérer les ressources et les risques du sol et du sous-sol. L'archéologie, secteur où Français et Afghans travaillent ensemble depuis 1922, est également visée par l'accord de coopération.

Enfin, le ministère de l'intérieur français et le Quai d'Orsay formeront respectivement le corps des gouverneurs des provinces et les diplomates afghans. Zalmai Rassoul, francophone, médecin de formation, est lui-même issu du lycée Estelqal. ■

JACQUES FOLLOROU

Longtemps retardé, un mémorial à la déportation des Tziganes est inauguré à Berlin

L'Allemagne n'a reconnu qu'en 1982 le génocide des Tziganes perpétré par les nazis

Berlin
Correspondance

C'est un large bassin rond, rempli d'une eau aux reflets sombres. Au centre, une stèle, sur laquelle repose une fleur fraîchement coupée. De ce mémorial, que la chancelière allemande Angela Merkel devait inaugurer mercredi 24 octobre dans le parc de Tiergarten, au centre de Berlin, émane une impression de désolation, surtout lorsque l'eau de ce vaste puits reflète le gris d'un ciel d'octobre.

Œuvre de l'artiste israélien Dani Karavan, ce monument doit rappeler, à quelques centaines de mètres de la porte de Brandebourg et du Reichstag, l'extermination de 500 000 Tziganes européens pendant le III^e Reich.

Telle une nouvelle pièce dans le puzzle rappelant l'horreur des crimes nazis, l'ouvrage est situé tout près du mémorial dédié aux juifs d'Europe assassinés, ce champ de stèles conçu par Peter Eisenman et inauguré en 2005, et non loin

de celui consacré à la déportation de 50 000 homosexuels.

M^{me} Merkel l'a déjà dit, les lieux du souvenir doivent permettre aux générations futures de se confronter au passé de leur pays lorsque les derniers témoins auront disparu. Mais pour le représentant des communautés tziganes outre-Rhin, ce monument est avant tout la reconnaissance par l'Etat allemand d'un «Holocauste oublié».

«L'Allemagne place désormais sa responsabilité dans l'extermination des Roms européens au cœur de ses lieux de pouvoirs», commente Romani Rose, le président du conseil central des Sintis et Roms. «Aucun homme d'Etat invité à Berlin, qu'il vienne d'Europe centrale ou d'ailleurs, ne pourra l'ignorer. Les Européens dont les pays avaient collaboré avec les nazis prendront mieux conscience que les crimes commis contre les Roms durant la guerre sont une partie de leur histoire. Nous avons dû attendre longtemps, mais cette inauguration marque une césure.»

L'Allemagne aura mis du temps, en effet. Il faut remonter à 1982 pour qu'un chancelier, Helmut Schmidt, reconnaisse officiellement le génocide des Tziganes européens perpétré par les nazis. Dix ans plus tard, le gouvernement d'Helmut Kohl décidera de l'opportunité d'un mémorial.

Racisme persistant

En 1997, les Roms sont reconnus comme une minorité nationale. Dans un discours souvent cité depuis, le président de la République, Roman Herzog, évoquera un génocide «exécuté avec le même motif de folie raciale, (...) la même volonté d'extermination planifiée et définitive que celui des juifs. Ils ont été assassinés dans l'aire d'influence du national-socialisme, systématiquement, par familles, du bébé au vieillard.»

L'élaboration du mémorial, elle, prendra vingt ans, ralentie entre autres par une querelle sémantique – le conseil central des Sintis et Roms ne voulait pas voir inscrit près du monument le

mot «tzigane», jugé discriminatoire – et par les hésitations de son concepteur. «Le travail de mémoire n'est pas le seul devoir des historiens ou des écrivains, il doit être ancré dans la conscience collective, explique le président du Bundestag, Norbert Lammert (CDU). Et il n'est jamais achevé une fois pour toutes.»

De fait, les tensions en Hongrie, les violences au quotidien en Roumanie, en Bulgarie ou en Italie, rappellent que, tout comme en Allemagne, où vivent 70 000 Roms, le racisme n'a pas disparu à l'égard d'une communauté qui cristallise toujours les préjugés.

Récemment, le ministre de l'intérieur allemand, Hans-Peter Friedrich (CSU), a dit vouloir limiter l'afflux vers son pays de ressortissants serbes ou macédoniens, en levant l'exemption de visa dont ils bénéficient depuis 2010. Il entend ainsi limiter le nombre de ces demandeurs d'asile, dont beaucoup sont des Roms. ■

BLANDINE MILCENT

OSP CESSION - FUSION - ACQUISITION - PARTENARIAT
01.49.04.01.85 - annonces@osp.fr

A CÉDER. Maison d'édition régionaliste
Catalogue de plus de 1.000 ouvrages depuis 20 ans
sur Rhône Alpes et Ardèche. Stock important de livres
Renseignements par mail à :
chambery@bouvet-guyonnet.fr
Dépôt des offres écrites au plus tard le :
Mercredi 7 novembre 2012 à 16h
au Greffe du Tribunal de Commerce de Chambéry.